

**PROJET DE BUDGET-PROGRAMME  
POUR L'EXERCICE BIENNAL**

**1984 - 1985**

---

**Volume II  
(Chapitres 11 à 20)**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-HUITIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 6 (A/38/6)



**NATIONS UNIES**

New York, 1983

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Le présent volume contient les chapitres 11 à 20 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985. L'avant-propos, l'introduction et les annexes ainsi que les chapitres 1<sup>er</sup> à 10 figurent dans le volume I, et les chapitres 21 à 32 ainsi que les chapitres 1<sup>er</sup>, 2 et 3 des recettes figurent dans le volume III.

## TABLE DES MATIÈRES

### Volume I

Sigles souvent utilisés

Avant-propos

Introduction

Annexes à l'introduction

- Annexe I. Tableau récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 et analyse du taux de croissance réelle
- Annexe II. Analyse du total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)
- Annexe III. Dépenses non renouvelables (1982-1983 et 1984-1985)
- Annexe IV. Projection des taux de change et des taux annuels moyens d'inflation pour 1983, 1984 et 1985 par principaux lieux d'affectation
- Annexe V, a. Postes permanents approuvés pour l'exercice biennal 1982-1983 et demandés pour l'exercice biennal 1984-1985 au budget ordinaire
- Annexe V, b. Postes temporaires approuvés pour l'exercice biennal 1982-1983 et demandés pour l'exercice biennal 1984-1985 au budget ordinaire
- Annexe VI. Ventilation des crédits ouverts pour 1982-1983 et des crédits demandés pour 1984-1985 par chapitre/programme du budget et par principaux objets de dépense
- Annexe VII. Analyse de la répartition des ressources et des taux de croissance proposés pour le budget-programme pour l'exercice 1984-1985, par grands programmes
- Annexe VIII, a. Fonds extra-budgétaires: tableau récapitulatif, par chapitre, des montants prévus pour des services d'appui financés par des fonds extra-budgétaires en 1984-1985
- Annexe VIII, b. Services d'appui financés par des fonds extra-budgétaires: ressources en personnel prévues pour 1984, 1985
- Annexe VIII, c. Fonds extra-budgétaires: montant estimatif des dépenses prévues pour des activités de fond et des projets opérationnels en 1984-1985
- Annexe IX. Tableau récapitulatif des coûts indirects répartis pour l'exercice biennal 1984-1985
- Annexe X. Examen d'ensemble des grands programmes prévus pour l'exercice biennal 1984-1985
- Annexe XI. Elimination d'éléments de programme compris dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 mais considérés comme dépassés, inefficaces ou d'utilité marginale

### A. – Prévisions de dépenses

Chapitres

#### TITRE PREMIER. – POLITIQUE, DIRECTION ET COORDINATION D'ENSEMBLE

##### 1. – Politique, direction et coordination d'ensemble

###### A. – Organes directeurs

1. – Assemblée générale

2. – Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (et son secrétariat)

3. – Comité des contributions
4. – Comité des commissaires aux comptes de l'ONU (et son secrétariat)
5. – Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (y compris la participation de l'ONU aux dépenses du secrétariat de la Caisse)
6. – Conseil mondial de l'alimentation (y compris son secrétariat)
7. – Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

**B. – Direction exécutive et administration**

1. – Le Secrétaire général
2. – Cabinet du Secrétaire général
3. – Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale
  - a) Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, y compris la Division des affaires de l'Assemblée générale
  - b) Division des droits des Palestiniens
4. – Bureau des Secrétaire généraux adjoints aux affaires politiques spéciales
5. – Bureau des questions politiques spéciales (y compris le Groupe des programmes spéciaux d'assistance économique)
  - a) Bureau du Secrétaire général adjoint aux questions politiques spéciales
  - b) Groupe des programmes spéciaux d'assistance économique
6. – Bureau des activités opérationnelles hors Siège et activités d'appui externe
7. – Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
8. – Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne
9. – Bureau du Coordonnateur de l'aide à la reconstruction et au développement du Liban
10. – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la coordination des programmes humanitaires de l'Organisation des Nations Unies au Kampuchea
11. – La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

**Autres programmes**

**TITRE II. – AFFAIRES POLITIQUES ET AFFAIRES DU CONSEIL DE SÉCURITÉ; MAINTIEN DE LA PAIX**

**2A. – Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix**

**A. – Organes directeurs**

1. – Le Conseil de sécurité, ses comités et commissions
2. – Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

**B. – Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité (non compris l'ancien Centre pour le désarmement)**

1. – Bureau du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité (y compris la Section de la coordination et de l'information politique)
2. – Programmes d'activité
  - a) Division du Conseil de sécurité et des commissions politiques
  - b) Division des affaires politiques
  - c) Division de l'espace extra-atmosphérique (y compris le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales)

**C. – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer**

1. – Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer
2. – Réunions de la Commission préparatoire
3. – Secrétariat de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
4. – Sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

**D. – Missions spéciales**

1. – Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine

2. – Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
  3. – Dépôt de l'ONU à Pise
  4. – Personnel administratif et technique (personnel chargé des communications)
  5. – Autres missions<sup>a</sup>
- E. – *Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient*

**2B. – Département des affaires de désarmement**

- A. – *Organes directeurs*  
Comité du désarmement
- B. – *Département des affaires de désarmement*

**TITRE III. – AFFAIRES POLITIQUES, TUTELLE ET DÉCOLONISATION**

**3. – Affaires politiques, tutelle et décolonisation**

- A. – *Organes directeurs*
1. – Conseil de tutelle
  2. – Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux
  3. – Comité spécial contre l'*apartheid*
- B. – *Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation*
- C. – *Namibie*
1. – Conseil des Nations Unies pour la Namibie (y compris le Bureau de la South West Africa People's Organization)
  2. – Bureau du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie
    - a) New York
    - b) Lusaka
    - c) Gaborone
    - d) Luanda
  3. – Assistance aux Namibiens
- D. – *Centre contre l'apartheid*

**TITRE IV. – ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES**

**4. – Organes directeurs (activités économiques et sociales)**

- A. – *Conseil économique et social, ses commissions et comités techniques et autres réunions périodiques*
1. – Conseil économique et social
  2. – Comité du programme et de la coordination
  3. – Comité de la planification du développement
  4. – Commission de la condition de la femme
  5. – Comité des ressources naturelles
  6. – Commission de la population
  7. – Commission du développement social
  8. – Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance
  9. – Commission de statistique
- B. – *Conférences spéciales*
1. – Conférence internationale sur la population

---

<sup>a</sup> Voir plus loin tableau 2A.30 et 2A.31.

2. – Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants
3. – Préparatifs de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme

**5A. – Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale**

**5B. – Centre pour la science et la technique au service du développement**

- A. – *Organes directeurs*
- B. – *Direction exécutive et administration*
- C. – *Programme d'activité: science et technique au service du développement*
- D. – *Appui aux programmes: services administratifs et services communs*

**6. – Département des affaires économiques et sociales internationales**

- A. – *Direction exécutive et administration*
- B. – *Programmes d'activité*
  1. – Questions et politiques relatives au développement mondial
  2. – Economie et technologie des océans
  3. – Analyse de la population mondiale
  4. – Questions de développement social à l'échelle mondiale
  5. – Statistiques mondiales
  6. – Etude de la situation énergétique dans son contexte international
- C. – *Appui aux programmes*
  1. – Planification et coordination des programmes
  2. – Administration et services communs

**7. – Département de la coopération technique pour le développement**

- A. – *Siège (New York)*
- B. – *Office des Nations Unies à Genève*

**8. – Bureau des services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales**

- A. – *Direction exécutive et administration*
- B. – *Programme d'activité: services du Secrétariat pour les questions économiques et sociales*

**9. – Sociétés transnationales**

- A. – *Organes directeurs*  
Commission des sociétés transnationales
- B. – *Secrétariat*
  1. – Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
  2. – Groupes communs Centre/commissions régionales
    - a) Groupe commun Centre/CEA
    - b) Groupe commun Centre/CEE
    - c) Groupe commun Centre/CEPAL
    - d) Groupe commun Centre/CEAO
    - e) Groupe commun Centre/CESAP

**10. – Commission économique pour l'Europe**

- A. – *Direction exécutive et administration*
- B. – *Programme d'activité*
  1. – Alimentation et agriculture en Europe
  2. – Questions et politiques relatives au développement en Europe

3. – Environnement en Europe
4. – Etablissements humains en Europe
5. – Développement industriel en Europe
6. – Commerce international et financement du développement en Europe
7. – Questions énergétiques en Europe
8. – Science et technique en Europe
9. – Statistiques en Europe
10. – Transports, communications et tourisme en Europe

C. – *Appui aux programmes: services administratifs et services communs*

## Volume II

	<i>Pages</i>
Sigles souvent utilisés . . . . .	xv

### A. – Prévisions de dépenses (*suite*)

Chapitres

#### TITRE IV. – ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES (*suite*)

<b>11. – Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique . . . . .</b>	<b>3</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> . . . . .	12
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> . . . . .	14
1. – Bureau du Secrétaire exécutif . . . . .	14
2. – Bureau de liaison des commissions régionales . . . . .	17
C. – <i>Programmes d'activité</i> . . . . .	21
1. – Alimentation et agriculture dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	21
2. – Questions et politiques relatives au développement dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	27
3. – Environnement dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	33
4. – Etablissements humains dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	38
5. – Développement industriel dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	43
6. – Commerce international et financement du développement dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	49
7. – Ressources naturelles dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	56
8. – Questions énergétiques dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	62
9. – Population dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	68
10. – Science et technique dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	74
11. – Statistiques dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	79
12. – Transports I (Transports, communications et tourisme) . . . . .	85
13. – Transports II (Transports maritimes, ports et voies navigables intérieures) . . . . .	93
14. – Développement social dans la région de l'Asie et du Pacifique . . . . .	100
D. – <i>Appui aux programmes</i> . . . . .	106
1. – Services de conférence . . . . .	106
2. – Gestion des activités de coopération technique . . . . .	108
3. – Services administratifs et services communs . . . . .	112
<b>12. – Commission économique pour l'Amérique latine . . . . .</b>	<b>116</b>
A. – <i>Organes directeurs</i> . . . . .	126
B. – <i>Direction exécutive et administration</i> . . . . .	128

C. - Programmes d'activité . . . . .	131
1. - Alimentation et agriculture en Amérique latine . . . . .	131
2. - Questions et politiques relatives au développement en Amérique latine . . . . .	135
3. - Environnement en Amérique latine . . . . .	141
4. - Etablissements humains en Amérique latine . . . . .	145
5. - Développement industriel en Amérique latine . . . . .	149
6. - Commerce international et financement du développement en Amérique latine . . . . .	153
7. - Ressources naturelles en Amérique latine . . . . .	161
8. - Questions d'énergie en Amérique latine . . . . .	166
9. - Population en Amérique latine . . . . .	170
10. - Science et technique en Amérique latine . . . . .	175
11. - Développement social en Amérique latine . . . . .	179
12. - Statistiques en Amérique latine . . . . .	183
13. - Transports, communications et tourisme en Amérique latine . . . . .	188
D. - Appui aux programmes . . . . .	193
1. - Relations extérieures et services d'information . . . . .	193
2. - Services de conférence . . . . .	196
3. - Bibliothèque et services de documentation . . . . .	200
4. - Gestion des activités de coopération technique . . . . .	203
5. - Services administratifs et services communs . . . . .	206
<b>ANNEXES</b>	
I. - Postes permanents nécessaires par classe et par lieu d'affectation (budget ordinaire) . . . . .	211
II. - Répartition des ressources entre les principaux bureaux, 1984-1985 . . . . .	212
<b>13. - Commission économique pour l'Afrique . . . . .</b>	<b>213</b>
A. - Organes directeurs . . . . .	221
B. - Direction exécutive et administration . . . . .	224
C. - Programmes d'activité . . . . .	228
1. - Alimentation et agriculture en Afrique . . . . .	228
2. - Questions et politiques relatives au développement en Afrique . . . . .	234
3. - Enseignement, formation, main-d'œuvre, gestion et emploi en Afrique . . . . .	244
4. - L'environnement en Afrique . . . . .	247
5. - Etablissements humains en Afrique . . . . .	251
6. - Développement industriel en Afrique . . . . .	256
7. - Commerce international et financement du développement en Afrique . . . . .	261
8. - Ressources naturelles en Afrique . . . . .	267
9. - Energie et développement en Afrique . . . . .	273
10. - Population en Afrique . . . . .	277
11. - Administration et finances publiques en Afrique . . . . .	282
12. - Science et technique en Afrique . . . . .	286
13. - Développement social en Afrique . . . . .	291
14. - Statistiques en Afrique . . . . .	296
15. - Transports, communications et tourisme en Afrique . . . . .	303
D. - Appui aux programmes . . . . .	310
1. - Services de conférence . . . . .	310
2. - Gestion des activités de coopération technique . . . . .	313
3. - Administration et services communs . . . . .	316
<b>14. - Commission économique pour l'Asie occidentale . . . . .</b>	<b>320</b>
A. - Organes directeurs . . . . .	330
B. - Direction exécutive et administration . . . . .	331



<b>C. – Programmes d'activité</b>	<b>334</b>
1. – Alimentation et agriculture en Asie occidentale	334
2. – Questions et politiques relatives au développement en Asie occidentale	337
3. – Environnement en Asie occidentale	342
4. – Etablissements humains en Asie occidentale	345
5. – Développement industriel en Asie occidentale	348
6. – Commerce international et financement du développement en Asie occidentale	353
7. – Main-d'œuvre, gestion et emploi en Asie occidentale	357
8. – Ressources naturelles en Asie occidentale	359
9. – Questions énergétiques en Asie occidentale	362
10. – Population en Asie occidentale	365
11. – Administration et finances publiques en Asie occidentale	370
12. – Science et technique en Asie occidentale	373
13. – Développement social en Asie occidentale	376
14. – Statistiques en Asie occidentale	380
15. – Transports, communications et tourisme en Asie occidentale	383
<b>D. – Appui aux programmes</b>	<b>386</b>
1. – Services d'information	386
2. – Services de conférence	388
3. – Gestion des activités de coopération technique	390
4. – Services administratifs et services communs	393
<b>15. – Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</b>	<b>397</b>
<b>16. – Centre du commerce international</b>	<b>406</b>
A. – Centre du commerce international CNUCED/GATT (contribution de l'ONU)	406
B. – Centre du commerce international CNUCED/GATT	408
1. – Organe directeur	413
2. – Direction exécutive et administration	414
3. – Programme d'activité: promotion des échanges commerciaux et développement des exportations	416
4. – Services administratifs et services communs	422
<b>17. – Organisation des Nations Unies pour le développement industriel</b>	<b>427</b>
A. – Organes directeurs	438
1. – Quatrième Conférence générale de l'ONUDI	438
2. – Conseil du développement industriel et son Comité permanent	440
B. – Direction exécutive et administration	442
C. – Programmes d'activité	447
1. – Coordination des politiques	447
2. – Etudes et recherches industrielles	456
3. – Opérations industrielles	469
D. – Appui aux programmes	480
1. – Services de conférence, information et relations extérieures	480
2. – Services administratifs et services communs	484
<b>18. – Programme des Nations Unies pour l'environnement</b>	<b>488</b>
A. – Organes directeurs	499
Sessions du Conseil d'administration	499
B. – Direction exécutive et administration	501
1. – Bureau du Directeur exécutif	501

2. – Secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants . . . . .

505

C. – Programmes d'activité . . . . .

508

1. – Liaison et représentation régionale. . . . .

508

2. – Environnement . . . . .

512

3. – Désertification . . . . .

526

4. – Gestion du Fonds pour l'environnement . . . . .

528

D. – Appui aux programmes . . . . .

530

1. – Services de conférence . . . . .

530

2. – Services administratifs et services communs . . . . .

533

3. – Travaux de construction: Groupe de planification du siège . . . . .

537

**19. – Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) . . . . .**

540

A. – Organes directeurs . . . . .

548

B. – Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de New York) . . . . .

551

C. – Activités relatives aux établissements humains . . . . .

555

D. – Services administratifs et services communs . . . . .

566

**20. – Contrôle international des drogues . . . . .**

571

A. – Organes directeurs . . . . .

577

B. – Division des stupéfiants . . . . .

578

1. – Direction exécutive et administration. . . . .

581

2. – Programme d'activité . . . . .

581

C. – Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants . . . . .

587

D. – Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues . . . . .

593

### Volume III

Sigles souvent utilisés

#### A. – Prévisions de dépenses (suite)

Chapitres

#### TITRE IV. – ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES (suite)

**21. – Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés**

A. – Organes directeurs

B. – Direction exécutive et administration

C. – Programme d'activité

Protection internationale des réfugiés et assistance aux réfugiés

1. – Direction et coordination de la protection

2. – Direction et coordination de l'assistance

3. – Coordination régionale au siège

4. – Opérations ordinaires hors siège

5. – Opérations humanitaires spéciales

D. – Appui aux programmes

1. – Relations avec l'extérieur, information et appels de fonds

2. – Services administratifs et services communs

- 22. – Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe**
- A. – *Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de liaison de New York)*
  - B. – *Programme d'activité: coordination des secours, planification préalable et prévention des catastrophes*
  - C. – *Appui aux programmes: services administratifs et services communs*
- 23. – Droits de l'homme**
- A. – *Organes directeurs*
  - B. – *Direction exécutive et administration*
  - C. – *Activités dans le domaine des droits de l'homme*
- 24. – Programme ordinaire de coopération technique**
- A. – *Services consultatifs sectoriels*
  - B. – *Services consultatifs régionaux et sous-régionaux*
  - C. – *Développement industriel*

## TITRE V. – JUSTICE INTERNATIONALE ET DROIT INTERNATIONAL

### 25. – Cour internationale de Justice

### 26. – Activités juridiques

- A. – *Organes directeurs*
  - 1. – *Commission du droit international*
  - 2. – *Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*
  - 3. – *Le Tribunal administratif des Nations Unies et son secrétariat*
- B. – *Bureau des affaires juridiques*
  - 1. – *Direction exécutive et administration*
  - 2. – *Programmes d'activité*
    - a) *Service du droit commercial international*
    - b) *Fonctions incombant au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire des traités: enregistrement et publication des traités*
    - c) *Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international*
    - d) *Division de la codification*
    - e) *Division des questions juridiques générales*

## TITRE VI. – INFORMATION

### 27. – Information

- A. – *Texte explicatif*
  - Sous-programme 1. – *Diffusion des informations*
  - Sous-programme 2. – *Information approfondie*
- B. – *Ressources nécessaires*
  - 1. – *Département de l'information (New York)*
    - a) *Direction exécutive et administration*
      - i) *Bureau du Secrétaire général adjoint*
      - ii) *Groupe de la planification, de la programmation et de l'évaluation*

- b) Programmes d'activité
    - i) Division de la radio et des moyens visuels
    - ii) Division de la presse et des publications
    - iii) Division des relations extérieures
    - iv) Division de l'information économique et sociale
  - c) Appui aux programmes: Service administratif
- 2. - Service d'information (Genève)
  - 3. - Centres d'information

## TITRE VII. - SERVICES COMMUNS D'APPUI

### 28. - Administration et gestion

- A. - *Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion*
- B. - *Bureau des services financiers*
  - 1. - Bureau du Contrôleur
  - 2. - Division du budget
  - 3. - Division de la coordination des politiques
  - 4. - Division de la comptabilité
  - 5. - Division de la trésorerie
- C. - *Bureau des services du personnel*
  - 1. - Bureau du Sous-Secrétaire général
  - 2. - Division de la coordination des politiques
  - 3. - Division du recrutement
  - 4. - Division de l'administration du personnel
  - 5. - Service médical
- D. - *Bureau des services généraux (New York)*
  - 1. - Bureau du Sous-Secrétaire général
  - 2. - Service de la sécurité et de la sûreté
  - 3. - Service des achats et des transports
  - 4. - Service des communications
  - 5. - Service de gestion des dossiers
  - 6. - Service des bâtiments
  - 7. - Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes
- E. - *Service de gestion administrative*
- F. - *Division de vérification intérieure des comptes*
  - 1. - New York
  - 2. - Genève
- G. - *Division du traitement électronique de l'information et des systèmes informatiques*
  - 1. - Bureau du Directeur
  - 2. - Service de calcul de New York
  - 3. - Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (participation de l'ONU)
  - 4. - Centre international de calcul (Genève) [participation de l'ONU]
- H. - *Division de l'administration (Genève)*
  - 1. - Bureau du Directeur
  - 2. - Section des systèmes de gestion
  - 3. - Service du budget
  - 4. - Service des finances
  - 5. - Service du personnel
  - 6. - Service médical commun (participation de l'ONU)

- I. – *Services généraux (Genève)*
  - 1. – Bureau du chef des services généraux
  - 2. – Section de l'enregistrement, des dossiers et du courrier
  - 3. – Section des bâtiments et des services techniques
  - 4. – Groupe de la sécurité et de la sûreté
  - 5. – Section des achats, des transports et des services intérieurs
  - 6. – Services communs dont le coût n'est pas imputé sur les programmes
- J. – *Formation du personnel (New York, Genève et commissions régionales)*
  - 1. – New York
  - 2. – Genève
  - 3. – Commissions régionales
- K. – *Dépenses diverses*
- L. – *Activités administratives financées en commun*
  - 1. – Commission de la fonction publique internationale
  - 2. – Corps commun d'inspection
  - 3. – Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives (participation de l'ONU)
- M. – *Services administratifs (Vienne)*
  - 1. – Services fournis par l'ONU
    - a) Service administratif
    - b) Service de la sécurité et de la sûreté
  - 2. – Services fournis par l'ONUDI
    - a) Service financier et service du personnel
    - b) Service des bâtiments
    - c) Autres services généraux
    - d) Services internes d'entretien
    - e) Services communs

## **29. – Services de conférence et bibliothèques**

- A. – *Département des services de conférence (New York)*
  - 1. – Direction exécutive et administration
  - 2. – Division de traduction
  - 3. – Division d'interprétation et des séances
  - 4. – Division de la rédaction et des documents officiels
  - 5. – Division des publications
  - 6. – Service administratif
- B. – *Division des services de conférence (Genève)*
  - 1. – Direction exécutive et administration
  - 2. – Service de conférence
  - 3. – Service d'interprétation
  - 4. – Service linguistique
  - 5. – Service des publications
- C. – *Services de conférence (Vienne)*
- D. – *Bibliothèque (New York)*
  - 1. – Direction exécutive et administration
  - 2. – Services de bibliothèque et de documentation
- E. – *Bibliothèque (Genève)*
  - 1. – Direction exécutive et administration
  - 2. – Services de bibliothèque
- F. – *Bibliothèque (Vienne)*

## TITRE VIII. – DÉPENSES SPÉCIALES

### 30. – Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies

## TITRE IX. – CONTRIBUTIONS DU PERSONNEL

### 31. – Contributions du personnel

## TITRE X. – DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

### 32. – Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien

#### B. – Prévisions de recettes

Chapitres  
des recettes

#### 1. – Recettes provenant des contributions du personnel

#### 2. – Recettes générales

- A. – *Recettes provenant des loyers*
- B. – *Remboursements au titre des services fournis aux institutions spécialisées et à d'autres organismes*
- C. – *Intérêts bancaires*
- D. – *Vente de matériel usagé*
- E. – *Remboursement de dépenses d'exercices antérieurs*
- F. – *Contributions d'Etats non membres*
- G. – *Services de télévision et services analogues*
- H. – *Remboursement, à l'occasion du retrait de participants, de la cotisation versée par l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel*
- I. – *Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses de la Commission de la fonction publique internationale qui est à leur charge*
- J. – *Remboursement, par les institutions spécialisées, de la part des dépenses du Corps commun d'inspection qui est à leur charge*
- K. – *Recettes accessoires*

#### 3. – Activités productrices de recettes

##### A. – *Activités placées sous la direction du Service de gestion commerciale*

##### 1. – *Vente de timbres-poste de l'ONU*

- a) *New York*
- b) *Genève*
- c) *Vienne*

##### 2. – *Magasin de souvenirs (New York)*

##### 3. – *Comptoir d'articles pour cadeaux (New York)*

##### 4. – *Restaurants et services annexes (New York)*

##### 5. – *Redevances*

##### 6. – *Exploitation des garages (New York, Genève et Vienne)*

##### 7. – *Personnel de supervision et d'administration dont le coût est imputé sur les recettes*

##### B. – *Vente de publications*

##### C. – *Services destinés aux visiteurs*

##### 1. – *Visites guidées (New York)*

##### 2. – *Groupe des visites (Genève)*

##### 3. – *Visites guidées (Vienne)*

## SIGLES SOUVENT UTILISÉS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APNU	Administration postale de l'Organisation des Nations Unies
BIO	Bureau interorganisations pour les systèmes d'information
CAC	Comité administratif de coordination
CAEM	Conseil d'assistance économique mutuelle
CCI	Centre (CNUCED/GATT) du commerce international
CCQA	Comité consultatif pour les questions administratives
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEE	Communauté économique européenne
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CIC	Centre international de calcul
CIJ	Cour internationale de Justice
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CPC	Comité du programme et de la coordination
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine
OUA	Organisation de l'unité africaine
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

**A. – PRÉVISIONS DE DÉPENSES**  
*(suite)*



## TITRE IV

# ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES (suite)

## CHAPITRE 11. – COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

TABLEAU 11.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
29 155,7	2 429,6	8,3	1 404,6	4,8	3 103,8	10,6	6 938,0	23,7	36 093,7

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
31 585,3	1 404,6	328,3	218,2	1 294,5	4,0 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	5 639,0	6 342,0
<b>Total a)</b>	5 639,0	6 342,0
<b>b) Activités de fond :</b>		
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	512,0	588,0
<b>Total b)</b>	512,0	588,0

TABLEAU 11.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
<b>c) Projets opérationnels :</b>		
PNUD	15 237,0	17 301,0
PNUB	384,0	605,0
FNUAP	4 961,0	2 878,0
Institutions spécialisées et autres organismes	6 337,0	6 581,0
Sources bilatérales	18 480,0	20 445,0
<b>Total c)</b>	<b>45 399,0</b>	<b>47 810,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>51 550,0</b>	<b>54 740,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>		
		<b>90 833,0</b>
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		
		<b>3 738,9</b>
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>		
		<b>94 572,6</b>

TABLEAU 11.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
 (AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Autres objets de dépense (4)		Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983						
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)			Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)					
A. Organes directeurs	440,9	27,6	-	-	-	16,0	-	-	-	16,0	(11,6)	429,3	
B. Direction exécutive et administration :													
1. Bureau du Secrétaire exécutif	1 756,8	-	-	-	54,4	9,1	74,3	137,8	137,83	1 894,6			
2. Bureau de liaison des commissions régionales	536,1	-	-	-	22,4	0,3	-	22,7	22,7	558,8			
C. Programmes d'activité :													
1. Alimentation et agriculture	1 063,1	-	-	-	35,4	2,7	48,6	86,7	86,7	1 149,8			
2. Questions et politiques relatives au développement	1 645,1	-	115,4	-	55,3	8,1	55,4	234,2	234,2	1 879,3			
3. Environnement	121,0	-	-	-	4,0	0,1	5,3	9,4	9,4	130,4			
4. Etablissements humains	333,0	-	-	-	11,4	0,4	15,6	27,4	27,4	360,4			
5. Développement industriel	1 426,1	-	-	-	47,9	1,1	42,8	91,8	91,8	1 517,9			
6. Commerce international et financement du développement	1 455,5	-	-	-	48,4	5,5	63,6	117,5	117,5	1 573,0			

TABLEAU 11.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires				Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)		
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Postes permanents (5)		Autres objets de dépense (6)				Ajustements spéciaux (7)	Total (8)
			Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Autres objets de dépense		Autres objets de dépense							
7. Ressources naturelles	2 321,5	-	-	-	74,9	9,0	106,4	190,3	190,3	2 511,8	190,3	2 511,8		
8. Questions relatives à l'énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
9. Population	531,2	-	-	-	18,4	0,4	23,0	41,8	41,8	573,0	41,8	573,0		
10. Science et technique	127,0	-	-	-	4,0	2,4	26,9	33,3	33,3	160,3	33,3	160,3		
11. Statistiques	1 100,6	-	-	-	34,4	5,5	35,3	75,2	75,2	1 175,8	75,2	1 175,8		
12. Transports I : transports, communications et tourisme	1 177,2	-	-	-	38,5	2,8	50,0	91,3	91,3	1 268,5	91,3	1 268,5		
13. Transports II : Transports maritimes, ports et voies navigables	821,3	-	-	-	27,6	1,4	38,9	67,9	67,9	889,2	67,9	889,2		
14. Développement social	761,6	43,6	-	-	22,7	4,7	29,8	57,2	57,2	775,2	13,6	775,2		
D. Appui aux programmes :														
1. Services de conférence	3 503,0	-	480,8	-	134,8	2,1	51,1	666,8	666,8	4 171,8	668,8	4 171,8		
2. Gestion des activités de coopération technique	623,0	-	-	-	22,1	-	32,3	54,4	54,4	677,4	54,4	677,4		
3. Services administratifs et services communs	9 411,7	-	-	-	205,8	152,4	118,9	477,1	477,1	9 888,8	477,1	9 888,8		
Total	29 155,7	71,2	596,2	-	862,4	224,0	818,2	2 500,8	2 429,6	31 585,3	2 429,6	31 585,3		

a/ Ces ajustements résultent d'une réduction du taux d'abattement pour mouvements de personnel (postes permanents de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur) de 10 p. 100 au taux type de 5 p. 100.

**TABLEAU 11.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			
					\$	%		
<b>A. Organes directeurs</b>	440,9	(11,6)	208,1	60,7	257,2	58,3	698,1	(2,3)
<b>B. Direction exécutive et administration :</b>								
1. Bureau du Secrétaire exécutif	1 756,8	137,8	(8,3)	139,5	269,0	15,3	2 025,8	(0,4)
2. Bureau de liaison des commissions régionales	536,1	22,7	2,0	37,7	62,4	11,6	598,5	0,3
<b>C. Programmes d'activité :</b>								
1. Alimentation et agriculture	1 063,1	86,7	(3,1)	87,4	171,0	16,0	1 234,1	(0,2)
2. Questions et politiques relatives au développement	1 645,1	234,2	63,0	157,7	454,9	27,6	2 100,0	3,3
3. Environnement	121,0	5,4	63,1	17,8	90,3	74,6	211,3	48,3
4. Etablissements humains	333,0	27,4	29,5	29,3	86,2	25,8	419,2	8,1
5. Développement industriel	1 426,1	91,8	(513,5)	79,2	(342,5)	(24,0)	1 083,6	(33,8)
6. Commerce international et financement du développement	1 455,5	117,5	(6,6)	121,5	232,4	15,9	1 687,9	(0,4)
7. Ressources naturelles	2 321,5	190,3	(824,6)	129,2	(505,1)	(21,7)	1 816,4	(32,8)

TABLEAU 11.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%	
					\$	%			
8. Energie	-	-	797,5	61,3	858,8	-	858,8	-	
9. Population	531,2	41,8	156,8	58,7	257,3	48,4	788,5	48,2	
10. Science et technique	127,0	33,3	470,4	47,5	551,2	434,0	678,2	293,4	
11. Statistiques	1 100,6	75,2	32,3	111,4	218,9	19,8	1 319,5	2,7	
12. Transports I : transports, communications et tourisme	1 177,2	91,3	5,7	102,4	199,4	16,9	1 376,6	0,4	
13. Transports II : Transports maritimes, ports et voies navigables	821,3	67,9	29,9	68,0	165,8	20,1	987,1	3,3	
14. Développement social	761,6	13,6	219,5	74,4	307,5	40,3	1 069,1	14,0	
D. Appui aux programmes :									
1. Services de conférence	3 503,0	668,8	8,7	372,0	1 049,5	29,9	4 552,5	0,2	
2. Gestion des activités de coopération technique	623,0	54,4	12,8	49,9	117,1	18,7	740,1	1,8	
3. Services administratifs et services communs	9 411,7	477,1	661,4	1 298,2	2 436,7	25,8	11 848,4	6,6	
Total	29 155,7	2 429,6	1 404,6	3 103,8	6 938,0	23,7	36 093,7	4,0	

TABLEAU 11.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		
Postes permanents	17 272,8	1 605,2	222,4	1 609,5	3 437,1	20 709,9	1,9
Personnel temporaire pour 2 les réunions	82,1	3,9	10,6	15,1	29,6	111,7	12,3
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	116,0	(29,8)	-	13,3	(16,5)	99,5	-
Consultants	284,9	3,1	37,2	51,0	91,3	376,2	12,9
Heures supplémentaires	139,1	6,6	2,0	22,7	31,3	170,4	1,3
Groupes spéciaux d'experts	88,1	7,8	-	11,1	18,9	107,0	-
Postes temporaires	-	-	78,2	5,1	83,3	83,3	-
Dépenses communes de personnel	7 061,0	671,6	123,2	650,9	1 445,7	8 506,7	2,0
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	313,1	(17,7)	200,0	35,9	218,2	531,3	-
Autres voyages autorisés du personnel	500,4	22,4	33,9	47,2	103,5	603,9	6,4
Services contractuels	20,1	0,9	8,7	4,7	14,3	34,4	41,4

TABLEAU 11.4 (suite)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			
Imprimerie	222,0	10,8	44,0	43,1	97,9	319,9	18,9	
Location et entretien des locaux	526,1	25,1	(7,8)	85,0	102,3	628,4	(1,4)	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	815,6	38,9	212,8	165,3	417,0	1 232,6	24,9	
Location et entretien du matériel	460,3	22,0	(7,1)	74,0	88,9	549,2	(1,4)	
Communications	447,9	20,9	71,2	82,7	174,8	622,7	11,3	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	8,4	0,4	2,9	1,7	5,0	13,4	32,9	
Services divers	132,1	6,2	-	21,5	27,7	159,8	-	
Fournitures et accessoires	430,5	20,5	53,3	79,0	152,8	583,3	11,8	
Mobilier et matériel	226,0	10,8	319,1	85,0	414,9	640,9	134,7	
<b>Total</b>	<b>29 155,7</b>	<b>2 429,6</b>	<b>1 404,6</b>	<b>3 103,8</b>	<b>6 938,0</b>	<b>36 093,7</b>	<b>4,0</b>	



**TABEAU 11.5. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Unité administrative: Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	-	-	-	-	1	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	13	15	-	-	-	-	13	15
P-5	27	30	-	-	7	7	34	37
P-4	56	55	-	1 a/	8	12	64	67
P-3	63	63	-	-	8	8	71	74
P-2/1	32	32	-	-	13	10	45	40
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>197</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>229</b>	<b>235</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
Autres Classes	3	3	-	-	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	359	360	-	-	97	113	456	473
<b>Total</b>	<b>359</b>	<b>360</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>97</b>	<b>113</b>	<b>456</b>	<b>473</b>
<b>Total général</b>	<b>555</b>	<b>560</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>133</b>	<b>150</b>	<b>688</b>	<b>711</b>

a/ Dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, il a été proposé de prévoir un poste P-4 à titre non renouvelable.

**Commission économique et sociale  
pour l'Asie et le Pacifique**

11.1 Le taux global de croissance réel proposé pour la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) est de 4 p. 100. Ce taux est imputable, entre autres, aux crédits demandés pour la création de 4 postes d'administrateur (un poste D-1 et 3 postes P-4) et d'un poste d'agent local, de même que pour le reclassement de 5 postes d'administrateur (4 postes P-4 reclassés à P-5 et un poste P-5 reclassé à D-1). En outre, un poste temporaire P-4 est demandé pour l'exercice biennal sur une base non renouvelable. Sur le montant total brut de l'accroissement des ressources (1 404 600 dollars) proposé pour la CESAP, 328 300 dollars représentent des dépenses non renouvelables.

11.2 Il est proposé de régulariser le transfert entre les programmes de 18 postes d'administrateur. Les transferts sont divisés en deux catégories: a) transferts ou échanges de postes entre programmes afin de tenir compte de l'évolution des besoins en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes de travail; et b) rectification des tableaux d'effectifs, compte tenu de la nouvelle structure des programmes.

11.3 Les éléments de programme ci-après, qui figuraient au budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, ont été supprimés: Etablissements humains — élément de programme 1.2, financement et gestion des établissements humains; Ressources naturelles — élément de programme 2.4, dispositions juridiques et institutionnelles régissant la prospection et la mise en valeur des ressources minérales; et 2.5, problèmes écologiques que posent la prospection et la mise en valeur des ressources minérales.

**A. - Organes directeurs**

TABLEAU 11.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
<b>Personnel temporaire pour les réunions</b>	82,1	3,9	10,6	15,1	29,6	111,7
<b>Consultants</b>	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
<b>Heures supplémentaires</b>	8,7	0,4	-	1,4	1,8	10,5
<b>Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions</b>	276,3	(8,9)	200,0	33,5	224,6	500,9
<b>Location et entretien des locaux</b>	8,4	0,4	(7,8)	0,2	(7,2)	1,2
<b>Location et entretien du matériel</b>	13,5	0,7	(7,1)	1,5	(4,9)	8,6
<b>Communications</b>	12,0	0,5	26,6	5,5	32,6	44,6
<b>Services divers</b>	1,1	-	-	0,2	0,2	1,3
<b>Fournitures et accessoires</b>	28,8	1,4	(14,2)	3,3	(9,5)	19,3
<b>Total</b>	<b>440,9</b>	<b>(11,6)</b>	<b>208,1</b>	<b>60,7</b>	<b>257,2</b>	<b>698,1</b>

TABLEAU 11.6 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
429,3	208,1	218,1	-	(10,0)	(2,3) %

2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	698,1
-------------------------	-------

**A. – Organes directeurs**

11.4 La Commission tient une session chaque année. Conformément à l'alinéa *f* du paragraphe 4 de la résolution 31/140 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1976, on prévoit que la quarantième session de la Commission se tiendra à Tokyo et non pas à Bangkok, ce qui entraînera des dépenses supplémentaires. La quarante et unième session doit avoir lieu à Bangkok.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

11.5 Le montant total des ressources nécessaires à ce titre accuse une augmentation nette de 208 100 dollars, dont une somme de 188 000 dollars est imputable à la tenue de la quarantième session de la Commission à Tokyo.

*Personnel temporaire pour les réunions*

11.6 Les ressources prévues (96 600 dollars) qui accusent une augmentation de 10 600 dollars ont été calculées sur la base des dépenses effectivement engagées pour les sessions précédentes de la Commission. Cette augmentation résulte du volume de travail accru du personnel linguistique lors des sessions de la Commission.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

11.7 Les ressources prévues à ce titre (467 400 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du personnel linguistique temporaire devant assurer les services nécessaires pendant les sessions annuelles de la Commission, au cours desquelles trois séances, exigeant des services d'interprétation dans quatre langues, ont lieu simultanément et les travaux de traduction augmentent considérablement du fait de la documentation à établir. En outre, un crédit non renouvelable de 200 000 dollars est prévu pour couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du personnel chargé d'assurer les services fonctionnels et du personnel chargé d'assurer les services de conférence de la quarantième session de la Commission, y compris une équipe chargée des préparatifs avant l'ouverture de la session à Tokyo.

*Communications*

11.8 Les ressources prévues (39 100 dollars) accusent une augmentation de 26 600 dollars résultant essentiellement des dépenses supplémentaires occasionnées par l'envoi de la documentation par bateau et par avion à Tokyo, et des dépenses découlant de l'envoi de télégrammes et de télex à l'occasion de la quarantième session de la Commission.

**B. – Direction exécutive et administration****1. – BUREAU DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF**

TABLEAU 11.7. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 101,4	91,0	-	87,1	178,1	1 279,5
Consultants	-	-	5,3	1,0	6,3	6,3
Dépenses communes de personnel	451,7	37,7	-	35,4	73,1	524,8
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Frais de voyage du personnel	181,5	8,5	-	16,0	24,5	206,0
Imprimerie	13,0	0,6	(13,6)	139,5	(13,0)	-
<b>Total</b>	<b>1 756,8</b>	<b>137,8</b>	<b>(8,3)</b>	<b>139,5</b>	<b>269,0</b>	<b>2 025,8</b>

TABLEAU 11.7 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource s de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 894,6	(8,3)	-	-	(8,3)	(0,4) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	475,0	595,0
<b>Total a)</b>	<b>475,0</b>	<b>595,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>475,0</b>	<b>595,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 620,8</b>	

TABLEAU II.8. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: Bureau du Secrétaire exécutif

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	-	-	-	-	1	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	3	3	-	-	-	-	3	3
P-5	1	1	-	-	1	1	2	2
P-4	3	3	-	-	-	-	3	3
P-3	3	3	-	-	2	2	5	5
P-2/1	1	1	-	-	1	2	2	3
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>20</b>
<b>Autres catégories Agents locaux</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>16</b>
<b>Total général</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>29</b>	<b>36</b>

**B. – Direction exécutive et administration**

**1. – BUREAU DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF**

11.9 Ce programme englobe les fonctions du Secrétaire exécutif et de son bureau, y compris le Service de la coordination et du contrôle des programmes.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

11.10 Les ressources nécessaires à ce titre (5 300 dollars) doivent permettre de préparer une étude qui

exposera ce que les gouvernements membres attendent actuellement des activités de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique du point de vue de leur exécution, de leur efficacité et de leur impact.

*Frais de voyage du personnel*

11.11 Les ressources prévues à ce titre (190 000 dollars) peuvent se répartir comme suit: a) 170 000 dollars pour les frais de voyage du Secrétaire exécutif, de ses collaborateurs immédiats et des fonctionnaires du Service de la coordination et du contrôle des programmes; et b) 20 000 dollars pour les frais de voyage du Coordonnateur des programmes dans la zone du Pacifique.

**2. – BUREAU DE LIAISON DES COMMISSIONS RÉGIONALES**

TABLEAU 11.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1982-1983</i>	<i>Montants des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1984-1985</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)</i>	<i>Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Inflation en 1984 et 1985</i>	<i>Augmentation totale</i>	
Postes permanents	380,0	13,4	-	25,9	39,3	419,3
Personnel temporaire	3,0	-	-	0,3	0,3	3,3
Heures supplémentaires	-	-	2,0	0,2	2,2	2,2
Dépenses communes de personnel	124,8	9,0	-	8,8	17,8	142,6
Frais de voyage du personnel	20,3	0,3	-	1,8	2,1	22,4
Appels téléphoniques interurbains et internationaux	8,0	-	-	0,7	0,7	8,7
<b>Total</b>	<b>536,1</b>	<b>22,7</b>	<b>2,0</b>	<b>37,7</b>	<b>62,4</b>	<b>598,5</b>

TABLEAU 11.9 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
558,8	2,0	-	-	2,0	0,3 8

2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	598,5
-------------------------	-------



**TABLEAU 11.10. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: Bureau de liaison des commissions régionales**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
D-1	1						1
P-5	1						1
P-4	1						1
P-3	-						-
P-2/1	-						-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
Autres classes	3						3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>

## 2. – BUREAU DE LIAISON DES COMMISSIONS RÉGIONALES

11.12 Comme il est indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983<sup>1</sup>, un bureau de liaison des commissions régionales a été créé au Siège en tant qu'entité distincte à la suite de l'accord auquel sont parvenus les secrétaires exécutifs des commissions régionales à la réunion de Rabat, en mars 1979. Aux fins du budget, toutefois, les activités et ressources de ce bureau sont inscrites au chapitre 11 du budget (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique).

11.13 Le Secrétaire général, comme il est indiqué dans le document publié sous la cote ST/SGB/183 du 21 décembre 1981, a doté le bureau des attributions suivantes:

a) Servir de point de convergence pour les bureaux, les programmes et les départements concernés au Siège, s'agissant de l'ensemble des activités fonctionnelles et opérationnelles des secrétariats des cinq commissions régionales de l'Organisation;

b) Informer les secrétaires exécutifs des commissions régionales de toutes les activités au Siège susceptibles de les intéresser et renseigner au Siège les intéressés sur les activités pertinentes des commissions;

c) Sur leur demande, fournir aux missions permanentes des Etats membres et aux missions des observateurs auprès de l'Organisation des informations concernant les commissions régionales;

d) Sur leur demande, fournir son concours aux secrétaires exécutifs pour les questions concernant les commissions régionales dont sont saisis les services administratifs au Siège;

e) Sur leur demande, représenter les secrétaires exécutifs à celles des réunions intergouvernementales et intersecrétariats tenues au Siège qui intéressent les commissions régionales;

f) Informer les secrétaires exécutifs de toutes les décisions intéressant les commissions régionales qui sont adoptées aux réunions intergouvernementales et intersecrétariats tenues au Siège;

g) Fournir des services techniques lors des réunions des secrétaires exécutifs qui se tiennent deux fois par an, en application de la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 1962 et de la résolution 1817 (LV) du Conseil économique et social, et collaborer étroitement, dans tous les domaines concernant ces réunions, avec le Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale;

h) Assurer un service de documentation de référence, conserver une collection de tous les rapports techniques et organiques des commissions régionales et distribuer les documents publiés par celles-ci;

i) S'acquitter des autres activités requises visant à encourager une coopération efficace entre les secrétariats régionaux et les services du Siège, en particulier pour faciliter la contribution des commissions régionales aux processus de décision globale des organes centraux de l'Organisation.

En outre, le Bureau est un lien essentiel entre le Siège et les commissions régionales pour ce qui est des activités relatives à la coopération économique et technique entre pays en développement.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire*

11.14 Les ressources prévues (3 000 dollars) serviront à remplacer le personnel en congé de maladie prolongé et en congé de maternité ainsi qu'à engager du personnel temporaire de la catégorie des services généraux durant les périodes de pointe. Il est devenu pratique courante pour les secrétaires exécutifs de faire des déclarations devant l'Assemblée générale, la Deuxième Commission et parfois la Cinquième Commission; le personnel permanent de la catégorie des services généraux du Bureau de liaison ne peut, à ces moments-là, faire face au volume accru des travaux de secrétariat.

#### *Heures supplémentaires*

11.15 Un crédit de 2 000 dollars est demandé pour couvrir une centaine d'heures supplémentaires chaque année, qui s'avèrent nécessaires lors des visites officielles des cinq secrétaires exécutifs et de leurs assistants au Siège.

#### *Frais de voyage du personnel*

11.16 Les ressources nécessaires (20 600 dollars) doivent permettre au personnel du Bureau de se rendre dans les commissions régionales au moins une fois tous les deux ans afin d'assurer la liaison. Le chef du Bureau fait également fonction de secrétaire lors de la réunion des secrétaires exécutifs qui se tient annuellement en même temps que la seconde session ordinaire du Conseil économique et social. A cette occasion, tout en suivant le débat sur les questions intéressant les commissions régionales et les activités du Conseil, il fournit aux secrétaires exécutifs l'assistance dont ils peuvent avoir besoin.

#### *Appels téléphoniques interurbains et internationaux*

11.17 Les ressources prévues (8 000 dollars) permettront de couvrir les frais de téléphone (appels interurbains et internationaux) et de télégrammes adressés aux cinq commissions régionales, en particulier lorsque les fonctionnaires des commissions régionales sont en mission à New York.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 6 (A/36/6), vol. I, sect. II.

**C. - Programmes d'activité**
**I. - ALIMENTATION ET AGRICULTURE DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE**
**TABLEAU 11.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	711,2	59,2	-	56,9	116,1	827,3
Consultants	30,7	1,5	-	5,0	6,5	37,2
Groupes spéciaux d'experts	8,4	0,1	-	0,9	1,0	9,4
Dépenses communes de personnel	291,6	24,8	-	23,1	47,9	339,5
Frais de voyage du personnel	18,4	0,8	-	1,5	2,3	20,7
Inprimerie	2,8	0,3	(3,1)	-	(2,8)	-
<b>Total</b>	<b>1 063,1</b>	<b>86,7</b>	<b>(3,1)</b>	<b>87,4</b>	<b>171,0</b>	<b>1 234,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 149,8	(3,1)	-	-	(3,1)	(0,2) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies -	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	93,0	290,0
<b>Total a)</b>	<b>93,0</b>	<b>290,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.11 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels		
PNUD	368,0	760,0
PNUE	66,0	147,0
Institutions spécialisées	29,0	66,0
Sources bilatérales	1 628,0	3 432,0
Total c)	2 091,0	4 405,0
Total a), b) et c)	2 184,0	4 695,0
	Total, coûts directs	5 929,1

**TABLEAU 11.12. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: alimentation et agriculture dans la région de l'Asie et du Pacifique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	2	2	-	-	-	-	2	2
P-4	2	2	-	-	1	1	2	3
P-3	3	3	-	-	1	1	3	4
P-2/1	2	2	-	-	1	1	3	3
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>13</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	6	6	-	-	4	8	10	14
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>14</b>
<b>Total général</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>21</b>	<b>27</b>

### C. – Programmes d'activité

#### 1. – ALIMENTATION ET AGRICULTURE DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.18 Ce programme est exécuté par la Division de l'agriculture. Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

##### *Sous-programme 1. Politiques, planification et systèmes d'information concernant le développement agricole*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 481 300 dollars (soit 39 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 72 500 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 13.76 à 13.79.

c) Eléments de programme:

1.1 Examen des politiques, stratégies et plans de développement agricole

##### *Produits:*

i) Services à fournir au Comité du développement agricole pour lui permettre d'entreprendre un examen approfondi des politiques, stratégies et plans (quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: examen biennal des politiques, stratégies et plans agricoles principaux (1985); étude des politiques des prix agricoles dans le contexte des liaisons intersectorielles de croissance (1984);

iii) Assistance technique: séminaire de formation pour la formulation et l'analyse des projets agricoles (1984); Groupe d'experts sur les politiques, stratégies et plans de développement agricole (1984); voyages d'étude de planificateurs, de directeurs de projets et d'experts agricoles (un en 1984, un en 1985).

1.2 Offre alimentaire et systèmes de distribution

##### *Produits:*

i) Publications techniques: rapports et monographies sur l'offre alimentaire et les systèmes de distribution (un en 1984, un en 1985).

1.3 Développement des systèmes d'information agricole

##### *Produits:*

i) Publications techniques: *Agricultural Information Development Bulletin* (quatre numéros en 1984 et quatre en 1985); directives pour la radiodiffusion rurale (1985);

ii) Assistance technique: appui fonctionnel au système d'information du Réseau de consultation, de recherche et d'information sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique (FADINAP); mise au point d'une base de données informatisée sur les engrais pour les utilisateurs finals des secteurs public et privé; cours de formation à l'intention des responsables de la radiodiffusion rurale (un en 1984, un en 1985); missions consultatives destinées à améliorer la collecte de données nationales ayant trait aux engrais et autres facteurs de production agricole.

##### *Sous-programme 2. Compréhension des éléments critiques du développement agricole*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 407 200 dollars (soit 33 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 696 000 dollars (soit 67,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 13.80 à 13.83.

c) Eléments de programme:

2.1 Fonctionnement du Réseau de consultation, de recherche et d'information sur les engrais pour l'Asie et le Pacifique (FADINAP)\*

##### *Produits:*

i) Publications techniques: *Regional Information Support Service* sur les produits agrochimiques (engrais et pesticides) [six numéros en 1984 et six en 1985]; *Agro-chemicals News in Brief* (six numéros en 1984 et six en 1985); *Fertilizer Price and Trade Information* (12 numéros en 1984 et 12 en 1985); calendrier des réunions sur les produits agrochimiques (quatre numéros en 1984 et quatre en 1985); monographies nationales (une en 1984, deux en 1985); et étude régionale comparée (1984) sur la commercialisation, la distribution et l'utilisation des engrais; guide à l'intention des instructeurs des distributeurs et utilisateurs d'engrais (1984); manuels (en langues nationales) à l'intention des distributeurs d'engrais dans les villages (1984);

ii) Assistance technique: missions consultatives sur la distribution des engrais et les problèmes connexes (cinq en 1984, cinq en 1985); missions

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

consultatives sur le choix des projets dans le domaine des engrais (une en 1984, une en 1985); voyages d'étude sur la production, la commercialisation et l'utilisation des engrais (un en 1984, un en 1985); cours de formation à l'intention des distributeurs d'engrais (un en 1984 et un en 1985); ateliers de formation à l'intention du personnel d'encadrement du secteur des engrais (un en 1984, un en 1985).

## 2.2 Programme d'intrants agricoles pour l'Asie et le Pacifique (PIAAP)

### *Produits:*

i) Publications techniques: étude sur la coopération régionale pour la mise au point de semences de plantes agricoles et horticoles (1985);

ii) Assistance technique: deux cours de formation sur la manipulation sans danger et l'utilisation efficace des agropesticides à l'intention des instructeurs des distributeurs dans les villages (un en 1984, un en 1985).

## 2.3 Recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules

*Produit:* assistance technique: appui fonctionnel au Centre régional pour la coordination de la recherche-développement sur les céréales secondaires, légumineuses, racines et tubercules dans les zones tropicales humides de l'Asie et du Pacifique, à Bogor (Indonésie).

## 2.4 Amélioration des systèmes de crédit, de commercialisation et de vulgarisation agricoles

### *Produits:*

i) Publications techniques: systèmes de commercialisation en milieu rural (1985); études de cas sur l'acheminement efficace des crédits aux pauvres des zones rurales (1985); manuel sur les méthodes novatrices de vulgarisation agricole, y compris la méthode de «formation mutuelle des agriculteurs» en vue d'un développement autonome (1985);

ii) Assistance technique: quatre ateliers nationaux de formation (trois en 1984, un en 1985) et voyage d'étude à l'intention des responsables de la commercialisation en milieu rural (1985); six ateliers nationaux de formation (quatre en 1984, deux en 1985) et séminaire régional à l'intention des responsables des institutions de crédit en vue d'améliorer l'octroi et le recouvrement des crédits ruraux (1985); quatre ateliers nationaux de formation sur les méthodes novatrices de vulgarisation (deux en 1984, deux en 1985); réunion régionale des organismes nationaux de vulgarisation en vue d'établir un manuel sur les méthodes novatrices de vulgarisation (1984).

## *Sous-programme 3. Développement rural axé sur l'amélioration de la situation des groupes défavorisés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 345 600 dollars (soit 28 p. 100 du total prévu pour le programme; fonds extra-budgétaires: 21 500 dollars (soit 7,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 13.84 à 13.87.

c) Eléments de programme:

### 3.1 Planification du développement rural intégré

#### *Produits:*

i) Publications techniques: deux monographies concernant la mise à l'épreuve sur le terrain des principes de planification à l'échelon local (une en 1984, une en 1985); étude des mécanismes institutionnels et organisationnels propres à renforcer les liaisons entre activités économiques rurales (1985); analyse comparée des stratégies de réalisation des programmes axés sur des groupes-cibles (1984); étude des politiques visant à renforcer la capacité de planification et de réalisation des programmes de développement rural intégré dans les régions déshéritées (1985);

ii) Assistance technique: quatre ateliers nationaux à l'intention des planificateurs sur la mise à l'épreuve des principes de planification à l'échelon local (deux en 1984, deux en 1985); séminaire régional de planificateurs afin d'échanger des données d'expérience dans le domaine de la planification à l'échelon local (1985); atelier sur le renforcement des institutions en vue d'améliorer les liaisons entre activités économiques rurales (1985); ateliers sur l'efficacité des programmes et des projets axés sur des groupes-cibles (1984); ateliers sur la réalisation des projets de développement rural intégré dans les régions déshéritées (1985).

### 3.2 Amélioration de la situation socio-économique des groupes ruraux défavorisés tels que les petits agriculteurs, les étagers, les communautés de pêcheurs et les femmes

#### *Produits:*

i) Publications techniques: rapport sur les applications pratiques de l'analyse coûts-avantages modifiée dans le cadre des projets de développement rural (1984); monographies sur les problèmes socio-économiques, que posent le reboisement et le développement communautaire (1985); étude de la situation socio-économique des petites communautés de pêcheurs (1985); trois rapports sur les programmes et ateliers de formation des femmes concernant la sériciculture, l'aviculture, l'amélioration nutritionnelle et autres activités de développement agricole et rural (deux en 1984, un en 1985);

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

ii) Assistance technique: voyage d'étude et séminaire CESAP/FAO sur le programme de la FAO relatif à la promotion des petits agriculteurs (1984); évaluation technique des projets pilotes en faveur des communautés de pêcheurs (1984); quatre ateliers nationaux pour l'expansion des projets pilotes (deux en 1984, deux en 1985); quatre ateliers nationaux sur le reboisement et le développement communautaire (deux en 1984, deux en 1985); deux programmes et ateliers de formation en vue d'améliorer la situation socio-économique des femmes rurales dans divers domaines du développement agricole et rural (un en 1984, un en 1985); séminaire sur le rôle des coopératives agricoles dans le développement économique (1984).

3.3 Mobilisation efficace des pauvres des zones rurales et amélioration de la gestion des approvisionnements et des services à leur intention\*\*

#### Produits:

i) Publications techniques: directives concernant les méthodes de formation pour la mobilisation des pauvres des zones rurales (1985); monographies sur les programmes des organisations non gouvernementales concernant la sensibilisation et la mobilisation des groupes à faible revenu en vue de les inciter à améliorer leur participation au développement (1984);

ii) Assistance technique: atelier sur l'établissement de directives concernant les méthodes de formation pour la mobilisation des pauvres des zones rurales (1984).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### Consultants

11.19 Les ressources nécessaires à ce titre (32 200 dollars), exprimées en mois de travail, serviront à financer les activités suivantes:

\*\* Rang de priorité le plus faible.

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Aider à préparer un examen biennal des politiques, stratégies et plans, et réaliser une étude sur les politiques des prix agricoles. . . . .	2
1.2	Etablir des rapports par pays détaillés qui seront incorporés dans une importante étude régionale sur l'offre alimentaire et les systèmes de distribution . . . . .	3
2.4	Préparer des études sur les systèmes de commercialisation en milieu rural et sur l'acheminement des crédits aux pauvres des zones rurales. . . . .	1
3.1	Réaliser des études sur les politiques visant à renforcer la capacité de planification et de réalisation des programmes de développement rural intégré dans les régions déshéritées . . .	1
	Total	7

#### Groupes spéciaux d'experts

11.20 Les ressources nécessaires (8 500 dollars) doivent permettre de couvrir le coût de la réunion à Bangkok, en 1984, d'un groupe spécial d'experts chargé d'étudier les questions de la sécurité alimentaire, du commerce et des investissements en matière de produits alimentaires et de l'adoption d'arrangements institutionnels appropriés.

#### Frais de voyage du personnel

11.21 Les ressources prévues (19 200 dollars) se répartissent comme suit entre les différents sous-programmes:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1. . . . .	7 600
Sous-programme 2. . . . .	4 000
Sous-programme 3. . . . .	7 600
Total	19 200



## 2. - QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

### TABLEAU 11.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
<b>Postes permanents</b>	1 056,9	159,9	29,2	94,1	283,2	1 340,1
<b>Consultants</b>	50,7	2,4	-	8,3	10,7	61,4
<b>Groupes spéciaux d'experts</b>	14,4	1,4	6,6	3,6	11,6	26,6
<b>Dépenses communes de personnel</b>	433,4	66,2	12,4	38,0	116,6	550,0
<b>Frais de voyage du personnel</b>	57,5	2,7	(14,1)	4,0	(7,4)	50,1
<b>Imprimerie</b>	32,2	1,6	28,9	9,7	40,2	72,4
<b>Total</b>	<b>1 645,1</b>	<b>234,2</b>	<b>63,0</b>	<b>157,7</b>	<b>454,9</b>	<b>2 100,0</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 879,3	63,0	-	-	63,0	3,3 %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	143,0	152,0
<b>Total a)</b>	143,0	152,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-

TABLEAU 11.13 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels:</b>		
PNUD	3 984,0	697,0
Autres organismes des Nations Unies	420,0	443,0
Sources bilatérales	1 937,0	1 155,0
<b>Total c)</b>	<b>6 349,0</b>	<b>2 295,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>6 492,0</b>	<b>2 447,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>4 547,0</b>

**TABLEAU 11.14. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: questions et politiques relatives au développement dans la région de l'Asie et du Pacifique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	3	3	-	-	-	-	3	3
P-4	5	5	-	-	1	-	6	5
P-3	3	5	-	-	-	-	3	5
P-2/1	3	1	-	-	-	-	3	1
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	12	12	-	-	4	3	16	15
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<b>Total général</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>32</b>	<b>30</b>

## 2. - QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.22 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Les quatre sous-programmes qui constituent ce programme ainsi que les éléments de programme et les produits correspondants prévus dans chaque cas pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Stratégies et politiques de développement économique et social*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 594 300 dollars (soit 28,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 67 000 dollars (soit 44 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.162 à 10.165.

c) Éléments de programme:

1.1 Analyse de certaines questions de politique économique et sociale présentant un intérêt majeur pour la région et assistance dans ce domaine

#### *Produits:*

i) Services fondamentaux à assurer pour la cinquième session du Comité de la planification du développement (1984);

ii) Publications techniques: deux études sur des questions économiques et sociales d'intérêt majeur pour la région, à incorporer à l'*Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (une en 1984 et une en 1985); quatre études sur les questions suivantes relatives à la politique du développement: rôle du secteur tertiaire, aspects de l'urbanisation, développement des marchés de capitaux et incidence de la pauvreté (deux en 1984 et deux en 1985);

iii) Assistance technique: deux sessions du Groupe d'experts sur les questions et les politiques relatives au développement (une en 1984 et une en 1985); quatre réunions sur certaines questions relatives à la politique du développement (deux en 1984 et deux en 1985).

1.2 Examen et évaluation des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement\*

*Produits:* rapports à la CESAP sur l'examen et l'évaluation périodiques des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (un en 1984 et un en 1985).

1.3 Coopération économique entre pays en développement, y compris la promotion de la coopération économique régionale et sous-régionale

#### *Produits:*

i) Publications techniques: études sur la coopération économique interrégionale, régionale et sous-régionale (une en 1984, une en 1985) et sur la coopération économique sous-régionale dans le Pacifique Sud (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: réunion sur la coopération interrégionale, régionale et sous-régionale (1985); deux réunions sur la coopération économique sous-régionale dans le Pacifique sud (une en 1984 et une en 1985); missions consultatives auprès des pays membres et d'institutions sous-régionales pour les aider à resserrer la coopération sous-régionale (deux en 1984 et deux en 1985).

### *Sous-programme 2. Méthodes, modèles et projections pour la planification du développement et systèmes administratifs appropriés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 594 300 dollars (soit 28,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 65 000 dollars (soit 43 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.166 à 10.169.

c) Éléments de programme:

2.1 Renforcement des méthodes et des moyens de planification du développement

#### *Produits:*

i) Publications techniques: études sur les méthodes de planification du développement qui porteront en particulier sur la planification sectorielle et sur la planification régionale (infranationale) et la prise en considération des questions environnementales dans la planification du développement (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: séminaires et voyages d'étude sur certains aspects particuliers de la planification du développement (un en 1984 et un en 1985)\*\*\*\*; deux séminaires itinérants de formation aux techniques de planification infranationale (un en

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

1984 et un en 1985); un séminaire (1984) et trois ateliers (1985) sur la prise en considération des questions environnementales dans la planification du développement; assistance organique aux institutions régionales, y compris le Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique (1984 et 1985).

## 2.2 Modèles et projections dans le domaine du développement

### *Produits:*

i) Publications techniques: prévisions économétriques des courants d'échanges intrarégionaux et des effets des politiques visant à encourager la coopération économique sous-régionale et régionale sur ces courants (1984, 1985); prévisions économétriques régionales — tenant compte de l'interdépendance entre la région et le reste du monde — de diverses variables macro-économiques (1984, 1985); prévisions régionales (jusqu'en l'an 2000) des grandes variables économiques et sociales, à partir de divers scénarios mettant en jeu des politiques à long terme (1985);

ii) Assistance technique: séminaires organisés avec la collaboration d'instituts nationaux de recherche et d'organismes nationaux de planification en vue de perfectionner les modèles de prévision économétrique et les techniques de projection dans les pays (un en 1984, un en 1985); réunions de planificateurs de la région sur l'établissement de prévisions (jusqu'en l'an 2000) des grandes variables économiques et sociales (une en 1984, une en 1985).

## 2.3 Analyse de certains aspects de l'administration publique intéressant particulièrement la région et assistance dans ce domaine\*\*

### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études sur les tendances et l'évolution récente de l'administration publique, eu égard en particulier à l'administration du personnel et des finances et à d'autres aspects de la gestion des entreprises du secteur public (deux en 1984 et deux en 1985);

ii) Assistance technique: six missions consultatives sur l'amélioration des compétences en matière d'administration des programmes nationaux de développement (trois en 1984 et trois en 1985); deux séries de journées d'étude sur l'amélioration du rendement des entreprises du secteur public (une en 1984 et une en 1985); deux séminaires sur les systèmes de prestation de services publics au niveau local (un en 1984 et un en 1985).

## *Sous-programme 3. Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 176 400 dollars (soit 8,4 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 17 000 dollars (soit 11 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.170 à 10.173.

### c) Éléments de programme:

## 3.1 Examen des progrès réalisés dans l'exécution dans la région du Nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés

### *Produits:*

i) Rapports à la Commission faisant périodiquement le point des progrès réalisés dans l'exécution du Nouveau programme substantiel d'action dans la région; ces rapports serviront également à évaluer ces progrès à l'échelle mondiale (1984 et 1985);

ii) Assistance technique: six missions consultatives pour renforcer la capacité des pays les moins avancés à suivre de près et évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du programme (trois en 1984 et trois en 1985).

## 3.2 Etudes approfondies sur les problèmes intéressant particulièrement les pays les moins avancés de la région

### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études sur certaines questions présentant un grand intérêt sur le plan économique et social pour les pays les moins avancés de la région, telles que la mobilisation de l'épargne intérieure et l'accroissement de la production des produits destinés à l'exportation (deux en 1984 et deux en 1985);

ii) Assistance technique: deux réunions sur certaines questions d'intérêt majeur pour les pays les moins avancés (une en 1984 et une en 1985).

## 3.3 Assistance aux pays les moins avancés pour l'élaboration et l'exécution de politiques et de plans, programmes et projets dynamiques visant à accélérer le développement

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produits:*

Assistance technique: six missions dans les pays les moins avancés de la région pour les conseiller sur l'élaboration et l'exécution de politiques, ainsi que des projets, plans et programmes d'action visant à accélérer le développement (trois en 1984 et trois en 1985); assistance en vue de l'établissement de la documentation nécessaire aux réunions organisées à l'échelon des pays et présentation aux institutions et gouvernements donateurs de rapports sur la faisabilité des projets et d'études générales (1984, 1985).

*Sous-programme 4. Etudes et renseignements sur l'évolution économique et sociale*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 735 000 dollars (soit 35 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 3 000 dollars (soit 2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.174 à 10.177.

c) Eléments de programme:

## 4.1 Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique

*Produit* : publication technique: deux études sur l'évolution économique et sociale récente de la région qui seront incorporées dans *Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (1984, 1985).

## 4.2 Collecte, analyse et diffusion de l'information sur les grandes questions de développement

*Produits:*

i) Publications destinées à la vente: *Economic Bulletin for Asia and the Pacific* (deux en 1984 et deux en 1985); *Development Papers* (deux en 1984 et deux en 1985);

ii) Publications techniques: *Development Planning Newsletter* (quatre en 1984 et quatre en 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)**Transfert de postes*

11.23 Il est proposé de régulariser le transfert de deux postes P-2 précédemment affectés à ce programme et échanges contre deux postes P-3 transférés respectivement des programmes «Ressources naturelles» et «Sciences et technologie».

*Consultants*

11.24 Les ressources nécessaires à ce titre (53 100 dollars) doivent permettre d'élaborer au maximum chaque année 20 monographies détaillées par pays qui seront incorporées dans l'*Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique* (10 mois de travail).

*Groupes spéciaux d'experts*

11.25 Les ressources prévues (22 400 dollars) doivent permettre la réunion annuelle à Bangkok, pendant quatre jours, d'un groupe spécial de 10 experts chargé de donner des avis sur les problèmes économiques et sociaux spéciaux d'un grand intérêt pour la région et d'examiner en détail les projets d'études approfondies sur ces questions, de façon qu'il en soit tenu compte dans la partie II de l'*Etude annuelle sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*.

*Frais de voyage*

11.26 Les ressources prévues à ce titre (46 100 dollars) se répartissent comme suit entre les différents sous-programmes:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	13 900
Sous-programme 3 . . . . .	13 900
Sous-programme 4 . . . . .	<u>18 300</u>

Total 46 100

*Imprimerie*

11.27 Les ressources prévues (62 700 dollars) doivent servir à financer la parution de publications périodiques. L'accroissement des ressources s'explique par l'adjonction au programme de publications d'une nouvelle série intitulée *Development Papers* et par l'amélioration de la présentation de l'*Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique*, qui paraît tous les ans.

## 3. – ENVIRONNEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.15. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	83,6	6,6	-	6,9	13,5	97,1
Consultants	-	-	21,3	3,3	24,6	24,6
Groupes spéciaux d'experts	-	-	26,0	2,7	28,7	28,7
Dépenses communes de personnel	34,3	2,7	-	2,9	5,6	39,9
Frais de voyage du personnel	3,1	0,1	12,0	1,4	13,5	16,6
Imprimerie	-	-	3,8	0,6	4,4	4,4
<b>Total</b>	<b>121,0</b>	<b>9,4</b>	<b>63,1</b>	<b>17,8</b>	<b>90,3</b>	<b>211,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
130,4	63,1	-	-	63,1	48,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	69,0	143,0
<b>Total a)</b>	<b>69,0</b>	<b>143,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.15 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels :		
PNUE	236,0	334,0
Sources bilatérales	1 292,0	1 814,0
Total c)	1 528,0	2 148,0
Total a), b) et c)	1 597,0	2 291,0
Total, coûts directs		2 502,3



TABLEAU 11.16. – POSTES NÉCESSAIRES

Programme: environnement dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-4	1	1	-	-	-	1	2
P-3	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	2	-	2
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Autres catégories							
Agents locaux	1	1	-	-	2	2	3
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 a/</b>	<b>3 a/</b>	<b>5</b>

a/ Ces postes sont financés par le fonds du PNUE.

### 3. – ENVIRONNEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.28 Ce programme est exécuté par le Groupe de l'environnement de la Division de l'industrie, des établissements humains et de la technologie. Le sous-programme, les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Problèmes d'environnement dans la région de la CESAP*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 211 300 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*. fonds extra-budgétaires: 143 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.91 à 12.99.

c) Eléments de programme:

#### 1.1 Prise de conscience écologique

##### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion des ministres asiatiques de l'environnement (premier trimestre de 1985) et services fonctionnels nécessaires pour le Comité de l'industrie, de la technologie, des établissements humains et de l'environnement (troisième trimestre de 1984 et de 1985);

ii) Rapport destiné à une réunion intergouvernementale sur le plan d'action asiatique pour l'environnement humain (quatrième trimestre de 1984);

iii) Publications techniques: état de l'environnement en Asie et dans le Pacifique (1984); bulletins sur l'environnement (quatre en 1984, quatre en 1985); et directives concernant la gestion écologique de la mise en valeur des ressources minérales, les études d'impact du développement de l'infrastructure des transports, le développement du tourisme, la qualité de l'eau, la production et l'utilisation des pesticides, l'utilisation des déchets agricoles, la lutte contre la pollution industrielle, les techniques de lutte contre la désertification et la réalisation d'aménagements hydroélectriques et thermiques (une publication dans chacun de ces domaines, sauf en ce qui concerne la lutte contre la pollution industrielle qui fera l'objet de neuf publications) [1984, 1985];

iv) Assistance technique: séminaires/ateliers sur l'utilisation des déchets agricoles (un en 1984, un en 1985), quatre réunions nationales (deux en 1984, deux en 1985) et deux réunions sous-régionales (une en 1984, une en 1985) à l'intention de représentants de la presse et des médias; un séminaire/atelier à l'intention des organisations non gouvernementales, de la

jeunesse et d'autres catégories de citoyens (1985); séminaire/atelier sur les études d'impact du développement de l'infrastructure des transports (1984); séminaires/ateliers sur l'application de la télédétection à l'évaluation et à la surveillance de la désertification et de l'environnement marin (un en 1984, un en 1985), et missions consultatives sur l'application de la télédétection à l'évaluation et à la surveillance de la désertification et de l'environnement marin (une en 1984, une en 1985).

1.2 Aspects institutionnels et législatifs de la protection et de la gestion de l'environnement\*\*

##### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion intergouvernementale sur l'établissement d'une législation en matière d'environnement (1984);

ii) Publications techniques: manuels sur les études d'impact des projets de développement (1984); trois monographies sur les études d'impact (une en 1984, deux en 1985);

iii) Assistance technique: atelier de formation sur les études d'impact des projets de développement (1985); trois missions consultatives sur la mise en place et le renforcement du cadre institutionnel nécessaire pour la protection et la gestion de l'environnement (deux en 1984, une en 1985); mise en place d'un réseau d'information sur la législation en matière d'environnement (1984).

1.3 Gestion des écosystèmes terrestres\*

##### *Produits:*

i) Publication technique: manuel sur la gestion écologique des écosystèmes terrestres (1984);

ii) Assistance technique: groupe d'experts sur les répercussions écologiques et socio-économiques du déboisement des zones tropicales (1984); groupe d'experts sur les écosystèmes montagneux (1984); un stage de formation sur la lutte contre la désertification (1985); trois missions consultatives sur les répercussions écologiques du déboisement des zones tropicales (deux en 1984, une en 1985); voyage d'étude sur la lutte contre la désertification (1984); voyage d'étude sur les écosystèmes montagneux (1985).

1.4 Protection de l'environnement marin et des écosystèmes connexes

##### *Produits:*

i) Rapports destinés à une réunion intergouvernementale sur: la situation de l'environnement marin dans la région de l'Asie et du Pacifique (1985); les

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

besoins de formation et d'assistance technique pour la protection de l'environnement marin et les aspects institutionnels et législatifs de la protection de l'environnement marin (1985);

ii) Publications techniques: deux modules audiovisuels sur la situation écologique dans certaines zones côtières (une en 1984, une en 1985); trois rapports sur les études préparatoires et de faisabilité pour trois plans de gestion de l'environnement (deux en 1984, une en 1985); cinq bulletins d'information sur les principaux problèmes concernant l'environnement marin dans la région (deux en 1984, trois en 1985);

iii) Assistance technique: élaboration de plans de gestion de l'environnement dans trois zones côtières à partir d'études sur les capacités limites du milieu par rapport à l'exploitation des ressources et sur la viabilité écologique du potentiel de développement: un plan pour chacune des sous-régions de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Est et du Pacifique sud (deux en 1984, un en 1985); six stages sous-régionaux de formation à la gestion écologique de l'environnement marin, des zones côtières et des écosystèmes marins particuliers: deux stages pour chacune des sous-régions de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Est et du Pacifique sud (trois en 1984, trois en 1985); six missions consultatives sur la protection et la gestion de l'environnement marin et des écosystèmes connexes tels que les récifs coralliens (trois en 1984, trois en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

11.29 Les ressources prévues à ce titre (21 300 dollars), exprimées en mois de travail, permettront de financer les activités ci-après:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Préparer la documentation pour la réunion des ministres asiatiques de l'environnement et aider à formuler des directives sur la gestion de l'environnement dans le cadre du développement . . . . .	1

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.2	Rédiger un rapport destiné à une réunion intergouvernementale sur l'établissement d'une législation en matière d'environnement et participer à la rédaction de manuels sur les études d'impact des projets de développement . . . . .	2
1.3	Préparer la documentation pour deux réunions d'un groupe d'experts sur les répercussions écologiques et socio-économiques du déboisement des zones tropicales et sur les écosystèmes montagneux . . . . .	2
1.4	Rédiger trois rapports destinés à une réunion intergouvernementale sur la protection de l'environnement marin et des écosystèmes connexes . . . . .	<u>1</u>
	Total	6

*Groupes spéciaux d'experts*

11.30 Les ressources prévues (26 000 dollars) permettront de financer les activités ci-après:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.3	Entreprendre une étude approfondie du déboisement et des mesures concrètes à prendre pour lutter contre les problèmes qui en découlent (Kuala Lumpur, 4 jours, 10 participants)	13 000
1.4	Demander l'avis d'experts sur les mesures concrètes à prendre pour protéger et gérer les écosystèmes des Iles du Pacifique (Suva, 4 jours, 8 participants). . . . .	<u>13 000</u>
	Total	26 000

*Frais de voyage*

11.31 Les ressources prévues à ce titre (15 200 dollars) permettront de rédiger un rapport sur l'état de l'environnement et de mettre en place un réseau d'informations sur la législation en matière d'environnement.

*Imprimerie*

11.32 Les ressources nécessaires à ce titre (3 800 dollars) serviront à couvrir le coût de la publication d'un manuel sur les études d'impact des projets de développement sur l'environnement.

## 4. - ÉTABLISSEMENTS HUMAINS DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	229,6	19,0	15,0	19,2	53,2	282,8
Consultants	-	-	8,5	1,4	9,9	9,9
Dépenses communes de personnel	94,2	8,0	6,0	8,0	22,0	116,2
Frais de voyage du personnel	9,2	0,4	-	0,7	1,1	10,3
<b>Total</b>	<b>333,0</b>	<b>27,4</b>	<b>29,5</b>	<b>29,3</b>	<b>86,2</b>	<b>419,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressur- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
360,4	29,5	-	-	29,5	8,1 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	59,0	175,0
<b>Total a)</b>	<b>59,0</b>	<b>175,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.17 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels :		
PNUD	149,0	302,0
Institutions spécialisées et autres organismes	852,0	1 110,0
Sources bilatérales	607,0	1 214,0
Total c)	1 308,0	2 626,0
Total a), b) et c)	1 367,0	2 801,0
Total, coûts directs		
		3 220,2

TABLEAU 11.18. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: établissements humains dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	1	2	-	-	-	-	1
P-3	1	-	-	-	-	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	2	2	-	-	3	2	5
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>5 a/</b>	<b>5 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>7 a/</b>

a/ En outre, un poste P-4, le poste P-3 et un poste d'agent local sont financés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

#### 4. – ÉTABLISSEMENTS HUMAINS DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.33 Ce programme est exécuté par le Groupe des établissements humains (Division de l'industrie, de l'habitation et de la technologie). Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

##### *Sous-programme 1. Politiques et planification intégrées en matière d'établissements humains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 180 000 dollars (soit 43,0 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 61 000 dollars (soit 36 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.123 à 14.126.

c) Éléments de programme:

1.1 Politiques, programmes et stratégies concernant les établissements humains

##### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité de l'industrie, de la technologie, des établissements humains et de l'environnement (troisième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: directives régionales touchant la formulation des politiques en matière de réinstallation (1985); atlas des établissements humains (1984); et besoins et économies d'énergie dans les établissements humains (1985);

iii) Assistance technique: Groupe d'experts sur le financement et la gestion des établissements humains (1985).

1.2 Planification et technologie des établissements humains\*

##### *Produits:*

i) Publications techniques: étude des stratégies visant à renforcer les capacités des services municipaux dans les villes d'importance secondaire (1984); étude des liaisons de transport des collectivités pauvres (1985); étude des diverses méthodes de ramassage des ordures et d'évacuation des déchets (1984) [initialement prévue pour 1983]; et étude de la planification des établissements humains dans les zones de certains pays de la région exposées à des catastrophes naturelles (1985);

ii) Assistance technique: séminaire itinérant sur la planification des centres ruraux (1985).

##### *Sous-programme 2. Logements, infrastructures et terrains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 134 100 dollars (soit 32,0 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 77 000 dollars (soit 44,0 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.127 à 14.130.

c) Éléments de programme:

2.1 Promotion de techniques novatrices et appropriées

##### *Produits:*

i) Publications techniques: étude des matériaux de construction locaux et de l'industrie locale du bâtiment (1984); et étude des normes relatives aux établissements humains (1984);

ii) Assistance technique: séminaire itinérant en vue de faire adopter et utiliser la normalisation et la coordination modulaire (1985); séminaire et voyage d'étude en Union des Républiques socialistes soviétiques sur les activités des services locaux de logement (1984); séminaire et voyage d'étude sur le développement et l'amélioration des logements ruraux (1984).

2.2 Programme intégré pour l'assainissement des taudis et des zones de squatters

##### *Produits:*

i) Publication technique: étude des méthodes permettant d'assainir les taudis et les zones de squatters (1984);

ii) Assistance technique: deux cours de formation à l'intention des animateurs de collectivité et des fonctionnaires en vue d'améliorer la qualité de la vie dans les taudis et les zones de squatters (1985).

2.3 Politiques foncières et mesures de réglementation des terres

*Produits:* publications techniques: quatre monographies sur l'utilisation des terres dans les grandes villes (deux en 1984 et deux en 1985); et directives techniques concernant les politiques foncières et les mesures de réglementation des terres (1984).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Sous-programme 3. Stimulation des capacités institutionnelles et de la participation du public*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 104 800 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 37 000 dollars (21 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.131 à 14.134.

c) Eléments de programme:

3.1 Renforcement des capacités institutionnelles\*\*

*Produit:* assistance technique: congrès régional des autorités locales pour le développement des établissements humains (1984); appui aux activités du Centre régional des Nations Unies pour l'habitation (New Delhi) et du Centre régional des Nations Unies pour la recherche sur les établissements humains (Bandoung) [1984, 1985]; réunion des directeurs des instituts de recherche sur la construction et les établissements humains (1984); réunion des directeurs régionaux des organisations non gouvernementales spécialisées dans le domaine des établissements humains en vue d'établir des programmes communs portant sur les activités opérationnelles et les échanges d'information (1985); établissement d'un système coordonné d'indexage bibliographique dans le cadre d'un réseau régional d'information sur les établissements humains (1985); et atelier à l'intention des contributeurs locaux sur l'utilisation du système coordonné d'indexage bibliographique (1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

3.2 Participation du public

*Produit:* assistance technique: séminaire régional sur la participation du public aux programmes nationaux intéressant les établissements humains (1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

11.34 Il est proposé de transférer un poste P-4 du programme «Développement industriel» au présent programme et un poste P-3 du présent programme au programme «Science et technique». Ces transferts sont nécessaires pour tenir compte des normes spécifiques établies pour ces trois programmes qui sont exécutés par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technologie.

*Consultants*

11.35 Les ressources prévues (8 500 dollars) serviront à financer les services consultatifs nécessaires pour établir trois études sur les matériaux et normes de construction locaux, et sur les méthodes de construction de logements à bon marché.

*Frais de voyage du personnel*

11.36 Les ressources prévues (9 600 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires appelés à assurer les services fonctionnels nécessaires pour des séminaires et ateliers, étant entendu que toutes les autres dépenses afférentes à ces réunions seront financées à l'aide de fonds extra-budgétaires.



## 5. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

### TABLEAU 11.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	983,2	57,4	(367,0)	51,2	(258,4)	724,8
Consultants	19,9	0,9	2,6	3,6	7,1	27,0
Dépenses communes de personnel	394,3	33,3	(151,0)	20,9	(96,8)	297,5
Frais de voyage du personnel	19,1	(0,3)	-	1,6	1,3	20,4
Imprimerie	9,6	0,5	1,9	1,9	4,3	13,9
<b>Total</b>	<b>1 426,1</b>	<b>91,8</b>	<b>(513,5)</b>	<b>79,2</b>	<b>(342,5)</b>	<b>1 083,6</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressur- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 517,9	(513,5)	-	-	(513,5)	(33,8) %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	98,0	127,0
<b>Total a)</b>	<b>98,0</b>	<b>127,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.19 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels :		
PNUD	444,0	248,0
Autres organismes	1 004,0	551,0
Sources bilatérales	725,0	393,0
	<hr/>	
Total c)	2 173,0	1 192,0
	<hr/>	
Total a), b) et c)	2 271,0	1 319,0
	<hr/>	
	Total, coûts directs	2 402,6

**TABLEAU 11.20. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: développement industriel dans la région de l'Asie et du Pacifique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	2	1	-	-	-	-	2	1
P-4	4	3	-	-	-	-	4	3
P-3	5	2	-	-	-	-	5	2
P-2/1	1	1	-	-	1	-	2	1
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>8</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	9	7	-	-	3	3	12	10
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>26</b>	<b>18</b>

## 5. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.37 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technologie. Les quatre sous-programmes, les éléments de programme et le produit correspondant pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Politiques et stratégies*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 531 000 dollars (soit 49 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 40 500 dollars (soit 31,9 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.147 à 15.150.

c) Eléments de programme:

1.1 Bilan régional des progrès industriels, notamment par rapport à l'objectif de croissance envisagé dans la Déclaration de Lima et dans le Plan d'action concernant le développement et la coopération industriels

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité de l'industrie, de la technologie, des établissements humains et de l'environnement (troisième trimestre, 1984, 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour la Réunion régionale des ministres de l'industrie préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI (premier trimestre, 1984);

iii) Publications techniques: bilan annuel des progrès industriels (1984, 1985); et deux numéros de *Industrial Development News, Asia and the Pacific* (un en 1984, un en 1985).

1.2 Plans et politiques industriels\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études de cas sur les plans et les politiques de développement industriel (deux en 1984, deux en 1985); deux études sur le rôle approprié des industries de base; et étude sur les liens entre les grandes et les petites industries, notamment en ce qui concerne le programme minimum arrêté lors de la réunion *ad hoc* des ministres de l'industrie (1985);

ii) Assistance technique: Groupe d'experts chargé d'examiner et d'évaluer les plans et les politiques industriels (1985).

1.3 Assistance aux pays les moins avancés, aux pays sans littoral et aux pays insulaires en développement en ce qui concerne les plans et les politiques de développement industriel

*Produits:* assistance technique: missions consultatives sur la formulation des plans et des politiques de développement industriel (deux en 1984, deux en 1985); et deux missions chargées de participer à la préparation d'études de faisabilité en vue de l'implantation d'industries «motrices» dans les pays les moins avancés (une en 1984, une en 1985).

1.4 Agro-industries et industries connexes\*\*

#### *Produits:*

i) Services nécessaires pour une réunion inter-gouvernementale sur les agro-industries et les industries connexes (quatrième trimestre, 1985);

ii) Publications techniques: deux rapports sur les possibilités de transformation agro-industrielle dans certaines industries (un en 1984, un en 1985);

iii) Assistance technique: missions consultatives sur le développement des agro-industries, y compris la transformation industrielle de certains produits et matières premières (une en 1984, deux en 1985); et voyage d'étude dans certains pays de la région sur le développement des agro-industries et des complexes agro-industriels intégrés (1985).

1.5 Besoins institutionnels et infrastructurels pour le développement des petites et moyennes industries

#### *Produits:*

i) Publications techniques: études sur les problèmes et les perspectives des petites et moyennes industries (une en 1984, une en 1985);

ii) Publication annuelle destinée à la vente: *Bulletin de la petite industrie*;

iii) Assistance technique: Groupe d'experts *ad hoc* sur le développement des petites et moyennes industries (1985) et missions consultatives sur le développement de la petite industrie (une en 1984, une en 1985).

1.6 Renforcement de la participation du secteur privé à l'industrialisation

*Produits:* assistance technique: études sur les politiques, les investissements et la productivité du secteur privé dans les pays en développement (une en 1984, une en 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Sous-programme 2. Mobilisation de ressources et élaboration et exécution de projets*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 220 000 dollars (soit 20,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.151 à 15.154.

c) Eléments de programme:

2.1 Programme relatif à la mobilisation de ressources

*Produits:* assistance technique: réunion intergouvernementale *ad hoc* de planificateurs industriels et de représentants d'institutions financières chargés d'identifier les projets susceptibles de financement (1984); services d'experts pour l'amélioration de la fiscalité et des systèmes d'incitation dans certains pays (deux en 1984, deux en 1985).

2.2 Programme relatif à l'élaboration et à l'exécution de projets

*Produits:*

i) Publications techniques: quatre rapports de faisabilité de projets destinés aux gouvernements pour le développement industriel dans les zones non métropolitaines (deux en 1984, deux en 1985); deux études sur la pleine utilisation des capacités manufacturières des entreprises industrielles (une en 1984, une en 1985) et deux études sur les problèmes et les perspectives des industries d'exportation (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: réunion d'un groupe d'experts de fonctionnaires sur la pleine utilisation des capacités manufacturières des entreprises industrielles (1985).

*Sous-programme 3. Coopération régionale et sous-régionale dans le domaine industriel*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 197 200 dollars (soit 18,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 86 500 dollars (soit 68,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.155 à 15.158.

c) Eléments de programme:

3.1 Arrangements sous-régionaux de coopération dans le domaine du développement industriel

*Produits:*

i) Publications techniques: deux études d'industries sectorielles en vue de promouvoir l'harmonisation des plans industriels (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: groupe d'experts chargé d'examiner les moyens d'harmoniser à l'échelon sous-régional les plans et les politiques dans le domaine industriel (1985); missions consultatives chargées d'examiner les possibilités d'exécution des projets retenus dans l'enquête sur l'industrialisation dans le Pacifique sud (deux en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*.

3.2 Coopération régionale entre pays en développement dans le domaine industriel

*Produits:*

i) Publications techniques: quatre bulletins d'information (deux en 1984, deux en 1985) et quatre bulletins techniques (deux en 1984, deux en 1985) sur l'exploitation de l'énergie de la biomasse dans la région;

ii) Assistance technique: deux réunions intergouvernementales en vue d'élargir le champ d'action du «club» de la CESAP pour le développement industriel (une en 1984, une en 1985); organisation d'une exposition industrielle pour promouvoir la coopération technique entre pays en développement aux niveaux régional et sous-régional en mettant l'accent sur les zones rurales (1985) et missions chargées d'établir un réseau régional d'information sur l'exploitation de l'énergie de la biomasse (une en 1984, une en 1985).

*Sous-programme 4. Renforcement du rôle et de l'efficacité des entreprises industrielles du secteur public*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 135 400 dollars (soit 12,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.159 à 15.162.

c) Eléments de programme:

4.1 Développement des industries du secteur public

*Produits:*

i) Publications techniques: deux bulletins techniques sur le financement et la gestion des industries du secteur public (un en 1984, un en 1985);

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

ii) Assistance technique: séminaire et voyage d'étude dans certains pays pour observer le fonctionnement des industries du secteur public, y compris les industries de base et les grandes industries (1984); missions chargées de fournir des avis sur les moyens d'améliorer l'efficacité des activités du secteur public (quatre en 1984, quatre en 1985).

#### 4.2 Accroissement de l'efficacité des entreprises industrielles du secteur public

##### *Produits:*

i) Publications techniques: 11 monographies, quatre études spéciales multinationales et une étude régionale (1984, 1985);

ii) Assistance technique: appui à une conférence régionale de hauts fonctionnaires et de cadres supérieurs de gestion d'entreprises publiques (1985).

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Transfert de postes*

11.38 Il s'est confirmé que la répartition des postes entre le présent programme et le programme «Science et technique», telle qu'elle apparaît dans le budget-programme pour 1982-1983, est correcte. Mais si l'on veut que la répartition des postes corresponde à la répartition effective des tâches entre ces deux programmes qui sont exécutés par la Division de l'industrie, de l'habitation et de la technologie, il conviendrait de faire figurer quatre postes permanents d'administrateurs (un poste P-5 et trois postes P-3) et deux postes permanents d'agents locaux sous le programme «Science et technique» plutôt que sous le présent programme. Il est par ailleurs proposé de régulariser le transfert d'un poste P-4 au programme «Établissements humains».

### *Consultants*

11.39 Les ressources nécessaires à ce titre (23 400 dollars), exprimées en mois de travail, sont destinées aux activités ci-après:

<i>Éléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.2	Effectuer une série d'analyses détaillées, par pays, sur les industries de base et les grandes industries . . . . .	2
1.3	Aider à effectuer des études de faisabilité en vue de l'implantation d'industries «motrices» dans les pays les moins avancés . . . . .	1
3.1	Préparer des documents de base pour une réunion sur l'harmonisation des plans et des politiques dans le domaine industriel . . . . .	1
4.1	Aider à élaborer deux bulletins techniques sur le développement des industries du secteur public . . . . .	$\frac{1}{5}$
	Total	5

##### *Frais de voyage du personnel*

11.40 Les ressources nécessaires à ce titre (18 800 dollars) doivent servir à financer l'exécution des éléments de programme 1.5, 2.1, 2.2, 3.2 et 4.2.

##### *Imprimerie*

11.41 Les ressources nécessaires à ce titre (12 000 dollars) permettront de couvrir les frais d'impression du *Bulletin de la petite industrie* et du *Industrial Development News: Asia and the Pacific*.

## 6. - COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

### TABLEAU 11.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	968,9	78,7	9,0	80,3	168,0	1 136,9
Consultants	32,9	1,5	2,2	5,6	9,3	42,2
Groupes spéciaux d'experts	23,6	2,4	(26,0)	-	(23,6)	-
Dépenses communes de personnel	397,1	33,3	3,8	32,2	69,3	466,4
Frais de voyage du personnel	33,0	1,6	4,4	3,4	9,4	42,4
<b>Total</b>	<b>1 455,5</b>	<b>117,5</b>	<b>(6,6)</b>	<b>121,5</b>	<b>232,4</b>	<b>1 687,9</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 573,0	(6,6)	-	-	(6,6)	(0,4) %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	234,0	372,0
<b>Total a)</b>	234,0	372,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-

TABLEAU 11.21 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	2 170,0	2 335,0
Autres organismes	1 155,0	1 244,0
Contributions bilatérales	1 866,0	2 005,0
<b>Total c)</b>	<b>5 191,0</b>	<b>5 584,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>5 425,0</b>	<b>5 956,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>7 643,9</b>



TABLEAU 11.22. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: commerce international et financement du développement dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	1	2	-	-	-	-	2	3
P-4	3	2	-	-	1	1	4	2
P-3	6	6	-	-	1	-	6	6
P-2/1	3	3	-	-	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>16</b>	<b>15</b>
<b>Autres catégories</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>19</b>
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>19</b>
<b>Total général</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>31</b>	<b>34</b>

## 6. – COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.42 Ce programme est exécuté par la Division du commerce international, en coopération étroite avec les associations de producteurs de produits de base et avec d'autres institutions ou organismes des Nations Unies comme la FAO, la CNUCED, le GATT et le Centre CNUCED/GATT du commerce international. Les cinq sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits correspondants qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Expansion commerciale, mesures de facilitation des échanges et coopération monétaire*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 501 300 dollars (soit 29,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 154 000 dollars (soit 41,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.179 à 16.182.

c) Éléments de programme:

1.1 Expansion des échanges et principaux domaines d'intervention\*

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels sur le Comité du commerce (quatrième trimestre de 1984); pour deux réunions de groupes d'experts sur la promotion du commerce interrégional avec les pays de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) [une en 1984, l'autre en 1985]; pour quatre réunions du Comité permanent de l'Accord de Bangkok (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Publications techniques: deux études sur les courants commerciaux et les obstacles tarifaires et non tarifaires (une en 1984, une en 1985); deux monographies sur l'expansion des échanges entre les pays en développement de la CESAP et les pays socialistes d'Europe orientale et l'Union des Républiques socialistes soviétiques et un rapport d'ensemble sur les relations de groupe à groupe (un en 1984, deux en 1985) et deux études sur l'expansion des échanges entre les pays en développement de la CESAP et les pays développés à économie de marché (une en 1984, une en 1985); étude sur les pratiques et politiques nuisibles aux échanges (1985);

iii) Assistance technique: deux séminaires sur la maximisation des avantages au titre du Système généralisé de préférences (un en 1984, un en 1985); sémi-

naires sur les techniques de promotion des échanges et sur les techniques de négociation commerciale (un en 1984, un en 1985); deux réunions techniques en vue de créer un programme Conseil d'assistance économique mutuelle/CESAP pour le développement des échanges entre pays à systèmes économiques et sociaux différents (une en 1984, une en 1985) et un séminaire sur l'expansion du commerce entre les pays en développement de la CESAP et les pays socialistes d'Europe orientale et l'Union des Républiques socialistes soviétiques (1985);

iv) Suite donnée aux décisions de la réunion des ministres du commerce en 1983: neuf études, séminaires, groupes d'experts et réunions intergouvernementales (1984, 1985).

1.2 Harmonisation des statistiques commerciales, des nomenclatures douanières et des documents et procédures de douane et de facilitation du commerce\*\*

*Produits:* assistance technique: deux groupes de travail sur l'administration des douanes (un en 1984, un en 1985); deux missions consultatives envoyées dans divers pays pour faciliter l'adoption d'un manuel sur les statistiques commerciales (une en 1984, une en 1985); deux séminaires (un en 1984, un en 1985) et quatre ateliers (deux en 1984, deux en 1985) sur différentes notions et méthodes utilisées dans les statistiques du commerce international et les nomenclatures douanières.

1.3 Entreprises génératrices d'échanges commerciaux et arrangements commerciaux à long terme

#### *Produits:*

i) Publications techniques: deux études sur les coentreprises génératrices d'échanges commerciaux pour certains produits de l'électronique et des agro-industries (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: deux séminaires (un en 1984, un en 1985) et deux groupes d'experts (un en 1984, un en 1985) sur les coentreprises génératrices d'échanges commerciaux; séminaire visant à promouvoir l'utilisation des contrats à long terme (en 1984) et séminaire sur l'utilisation de contrats à long terme dans les pays du CAEM (1985).

1.4 Coopération financière et crédit

#### *Produits:*

i) Assurer le service de deux réunions intergouvernementales sur la création de mécanismes de refinancement des exportations (deuxième trimestre de 1984; premier trimestre de 1985);

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

ii) Services fonctionnels pour deux sessions du Conseil d'administration de l'Union asiatique de compensation (UAC) [1984-1985];

iii) Assistance technique: assistance technique en vue d'élargir la composition de l'UAC, y compris les relations avec d'autres mécanismes de paiement (1984-1985).

## 1.5 Mécanismes d'assurance et de réassurance

### *Produits:*

i) Assurer le service d'une réunion intergouvernementale en vue de mettre définitivement au point et d'adopter un accord portant création d'un mécanisme d'assurance-crédit à l'exportation (1984-1985); d'une table ronde en vue d'élaborer et de mettre définitivement au point un mécanisme régional de réassurance des récoltes (1984, 1985);

ii) Assistance technique: trois séminaires et stages de formation dans le domaine de l'assurance; services d'appui, selon les besoins, à la Société asiatique de réassurance (une fois en 1984, deux en 1985); réunion d'un groupe d'experts en vue de mettre en place des arrangements régionaux de coopération à l'intention des pays insulaires en développement dans le domaine de la réassurance (1984); missions en vue de promouvoir la création d'un nouveau mécanisme d'assurance des récoltes et de renforcer le système existant (une en 1984, une en 1985) et deux stages de formation et séminaire sur les aspects techniques et administratifs de l'assurance des récoltes (un en 1984, un en 1985).

### *Sous-programme 2. Promotion et développement des échanges*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 523 200 dollars (soit 31 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 84 800 dollars (soit 22,8 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.183 à 16.186.

c) Eléments de programme:

## 2.1 Information commerciale

### *Produits:*

i) Publications techniques: *Trade Information Sources Data Bank* (dix numéros par an); six numéros du *Trade Information Sources Directory* (trois en 1984, trois en 1985); *Trade Information Sources QUICK* (quarante numéros par an); *Trade Promotion Bulletin* (bimensuel); bulletins d'information commerciale (20 numéros par an); profils du commerce extérieur de huit pays (quatre en 1984, quatre en 1985); *Prices of Selected Products in Asia*

*and the Pacific* (mensuel); études de produits (1984, 1985); répertoire des exportateurs et importateurs des pays membres de la CESAP (1985) et répertoire des organisations de promotion et de développement du commerce (1985);

ii) Missions consultatives en vue de créer des centres nationaux d'information commerciale ou de renforcer les centres existants (cinq en 1984, cinq en 1985); stages de formation sur des aspects spécifiques des services d'information commerciale aux niveaux national et régional (six en 1984, six en 1985) et un atelier régional sur la création d'un réseau d'information commerciale (1985).

## 2.2 Promotion commerciale

### *Produits:*

i) Services fonctionnels pour la réunion des directeurs des organismes nationaux de développement et de promotion du commerce (1985) et les réunions du Sous-Groupe du réseau de centres de promotion commerciale (une en 1984, une en 1985);

ii) Publication technique: étude des moyens d'améliorer les services ruraux de commercialisation, notamment les effets des prix sur les consommateurs et les producteurs (1984);

iii) Assistance technique: missions consultatives auprès d'instituts nationaux, sous-régionaux et régionaux de formation du personnel de promotion commerciale (une en 1984, une en 1985); séminaires sur les techniques de promotion commerciale (un en 1984, un en 1985); séminaire à l'intention de formateurs aux techniques de promotion et de commercialisation des exportations (1985); séminaires sur le commerce avec les pays à économie planifiée (un en 1984, un en 1985); séminaire sur la gestion des importations (1984); missions pour fournir des conseils techniques sur différents aspects des activités de promotion commerciale et de développement du commerce (quatre en 1984, quatre en 1985) et missions consultatives pour aider les pays en développement à élaborer des programmes et des activités en matière de protection du consommateur (1985).

## 2.3 Mise au point des produits et études de marché

### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études de cas sur la sous-traitance internationale pour certains produits ou secteurs des industries manufacturières de la région (deux en 1984, deux en 1985); *Guide du marché australien* (édition révisée) [1984]; *Guide to the Japanese Market as a Marketing Aid for Asian Exporters* (édition révisée) [1984]; *Guide to the Market of the Federal Republic of Germany* (édition révisée) [1984]; *Guidebook on Trading with the People's Republic of China* (édition révisée) [1984]; guides du marché de deux pays développés (un en 1984, un en 1985); deux monographies sur les techniques,

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

procédures et documents d'exportation et d'importation (une en 1984, une en 1985); rapport sur l'exposition commerciale de l'Asie et du Pacifique (1985) et quatre manuels de formation sur certaines questions telles que les foires et les expositions commerciales et la formation des formateurs (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique à des missions commerciales, à des réunions d'acheteurs et de vendeurs, à des foires et expositions commerciales nationales (six en 1984, six en 1985); deux séminaires ou ateliers nationaux comme suite aux études de cas sur la sous-traitance internationale (un en 1984, un en 1985); assistance aux pays en matière de commercialisation de certains articles manufacturés et produits de base susceptibles d'être exportés (trois en 1984, trois en 1985) et six études de marché et rapports de commercialisation sur certains produits (trois en 1984, trois en 1985).

### *Sous-programme 3. Matières premières et produits de base*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 241 400 dollars (soit 14,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 20 800 dollars (soit 5,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.187 à 16.190.

c) Eléments de programme:

3.1 Promotion de la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale en ce qui concerne certaines matières premières et certains produits de base et assistance à fournir aux communautés ou associations de produits de la région

#### *Produits:*

i) Publications techniques: huit études sur les mesures de coopération pour certaines matières premières et certains produits de base (1984);

ii) Assistance technique: quatre réunions sur les mesures de coopération pour certaines matières premières (1984); deux séminaires ou ateliers destinés à promouvoir la coopération sous-régionale, régionale et interrégionale en ce qui concerne certaines matières premières et certains produits de base (un en 1984, un en 1985); assistance à l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel, à la Communauté de la noix de coco pour l'Asie et le Pacifique et à la Communauté internationale du poivre et à d'autres ententes, communautés ou associations régionales nouvelles concernant les produits de base (1984, 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

3.2 Planification, exécution et développement dans le secteur des produits de base présentant un intérêt socio-économique\*.

#### *Produits:*

i) Publications techniques: études sur les produits de base présentant un intérêt socio-économique pour les pays membres, à savoir le jute, les bois tropicaux, le tapioca, les cuirs et peaux, les fruits secs et les noix comestibles, la soie, les crevettes et les produits de la mer, les oléagineux, les tapis de soie et de laine faits à la main et les tapis de jute faits à la machine (quatre en 1984, quatre en 1985);

ii) Assistance technique: missions dans les pays membres afin de donner des conseils sur l'élaboration des plans et des politiques concernant les matières premières et les produits de base (trois en 1984, trois en 1985)\*\*\*\*.

### *Sous-programme 4. Pays les moins avancés, pays sans littoral et pays insulaires en développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 300 500 dollars (soit 17,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 86 700 dollars (soit 23,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.191 à 16.194.

c) Eléments de programme:

4.1 Techniques de planification et commercialisation des exportations et des importations

#### *Produits:*

i) Publications techniques: trois études concernant les produits susceptibles d'être exportés par les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement (une en 1984, deux en 1985) et deux études sur les importations dont ont besoin les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement, y compris des renseignements sur certaines des sources d'approvisionnement les plus indiquées (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: établissement de centres nationaux de promotion commerciale et renforcement des centres existants (1984, 1985)\*\*\*\* et quatre stages de formation à l'intention du personnel de promotion et de gestion de certains secteurs du commerce extérieur (deux en 1984, deux en 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

4.2 Facilités de transit pour le commerce des pays sans littoral

*Produits:*

i) Services fonctionnels pour la réunion de l'Organe spécial pour les pays sans littoral (1985);

ii) Publications techniques: deux études du commerce extérieur des pays sans littoral et des facilités de transit qui existent ou pourraient exister pour eux (une en 1984, une en 1985);

iii) Assistance technique: deux missions consultatives pour aider à améliorer les facilités, les procédures et les formalités de transit (une en 1984, une en 1985) et deux ateliers sur la facilitation du commerce de transit des pays sans littoral (1984, 1985).

4.3 Expansion du commerce des pays insulaires en développement

*Produits:* publications techniques: deux études sur la promotion de la coopération entre les pays insulaires en développement en ce qui concerne le commerce des produits de base (1984) et rapports sur l'identification des obstacles non tarifaires aux exportations de produits de base, en vue de promouvoir l'expansion du commerce entre les pays insulaires (un en 1984, un en 1985).

*Sous-programme 5. Coopération économique entre pays en développement dans les domaines relatifs au commerce*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 121 500 dollars (soit 7,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 25 700 dollars (soit 6,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.195 à 16.198.

c) Eléments de programme:

5.1 Promotion de la coopération économique entre pays en développement, y compris les activités découlant des résolutions et des décisions de la CNUCED

*Produits:*

i) Services fonctionnels pour deux réunions intergouvernementales de pays en développement (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: missions consultatives en vue de renforcer la coopération régionale entre les organismes asiatiques de commerce d'Etat dans des domaines tels que la commercialisation en commun, les importations groupées et la mise en commun des installations de stockage, de transit et de transbordement (une en 1984, une en 1985); missions consultatives en vue de créer des entreprises multinationales de commercialisation entre pays en développement (une en 1984, une en 1985); assistance

consultative et technique aux pays en développement pour leur participation à des activités de coopération technique entre pays en développement (1984, 1985) et missions consultatives pour faciliter la création de coentreprises entre organisations commerciales privées dans les pays en développement (une en 1984, une en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Reclassement des postes*

11.43 Il est proposé de reclasser un poste de P-4 à P-5, pour tenir compte des responsabilités accrues encourues à l'occasion de la deuxième série de négociations dans le cadre de l'Accord de Bangkok. Les tâches à accomplir nécessitent des connaissances financières et techniques plus poussées; il incombera également au titulaire du poste de coordonner et superviser les activités. La section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a déterminé que ce poste devait être classé à P-5.

*Consultants*

11.44 Les ressources prévues à ce titre (36 600 dollars) exprimées en mois de travail, doivent être utilisées comme suit:

<i>Elément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Etablir des documents sur la promotion des échanges interrégionaux ainsi que des études, le cas échéant, sur les suites qu'il importe de donner aux décisions de la réunion des ministres du commerce de la région . . . . .	1
1.5	Rédiger une étude sur les arrangements régionaux de coopération à l'intention des pays insulaires en développement dans le domaine de la réassurance	1
3.1	Rédiger huit études sur les mesures de coopération concernant un certain nombre de matières premières et de produits de base . . . . .	2
3.2	Collaborer à la rédaction de huit études sur les produits de base présentant un intérêt socio-économique pour les pays membres (à savoir le jute, les bois tropicaux, le tapioca, les cuirs et peaux, les fruits secs et les noix comestibles, la soie, les crevettes et les produits de la mer, les oléagineux) . . . . .	2
4.1	Elaborer des études sur les importations dont ont besoin les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement et sur les sources d'approvisionnement les plus indiquées . . . . .	1
4.2	Rédiger des études sur les facilités de transit nécessaires aux pays sans littoral et analyser notamment les documents et procédures de douane, le stockage, la manutention et l'expédition des marchandises . . . . .	2
4.3	Etablir des études sur la structure actuelle du commerce interinsulaire et identifier les secteurs critiques . . . . .	1
<b>Total</b>		<b>10</b>

## Frais de voyage du personnel

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	10 000
Sous-programme 2 . . . . .	10 000
Sous-programme 3 . . . . .	7 800
Sous-programme 4 . . . . .	8 700
Sous-programme 5 . . . . .	2 500
Total	39 000

11.45 Les ressources prévues à ce titre (39 000 dollars) peuvent se répartir comme suit entre les sous-programmes:

## 7. – RESSOURCES NATURELLES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.23. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 526,8	128,2	(547,4)	79,6	(339,6)	1 187,2
Consultants	35,3	1,7	(23,2)	1,7	(19,8)	15,5
Groupes spéciaux d'experts	17,1	1,5	2,4	2,1	6,0	23,1
Dépenses communes de personnel	626,1	53,1	(225,0)	33,5	(138,4)	487,7
Frais de voyage du personnel	38,6	1,8	(14,4)	2,2	10,4	28,2
Imprimerie	77,6	4,0	(17,0)	10,1	(2,9)	74,7
<b>Total</b>	<b>2 321,5</b>	<b>190,3</b>	<b>(824,6)</b>	<b>129,2</b>	<b>(505,1)</b>	<b>1 816,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 511,8	(824,6)	-	-	(824,6)	(32,8) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	291,0	711,0
Total a)	291,0	711,0

TABLEAU 11.23 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	4 065,0	8 650,0
Services bilatéraux	1 068,0	1 861,0
Total c)	5 133,0	10 511,0
Total a), b) et c)	5 424,0	11 222,0
Total, coûts directs		13 038,4

**TABEAU 11.24. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: ressources naturelles dans la région de l'Asie et du Pacifique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1		-	-	-	-	1	1
P-5	4		-	-	-	-	4	3
P-4	10		-	-	-	-	10	8
P-3	3		-	-	1	-	4	-
P-2/1	3		-	-	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>15</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	11	7	-	-	4	-	15	8
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>8</b>
<b>Total général</b>	<b>32</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>37</b>	<b>23</b>



## 7. – RESSOURCES NATURELLES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.46 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles. Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-dessous.

*Sous-programme 1. Prospection, évaluation, utilisation et gestion rationnelle des ressources minérales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 741 100 dollars (soit 40,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 601 500 dollars (soit 84,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 17.116 à 17.119.

c) Eléments de programme:

1.1 Evaluation de la géologie ainsi que de la présence et de la mise en valeur des ressources minérales

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires au Comité des ressources naturelles (quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications destinées à la vente: étude triennale des activités de mise en valeur des ressources minérales dans la région de la CESAP (1982-1984) [1985]; quatrième édition de l'*Atlas stratigraphique de la CESAP* (1985); atlas des ressources minérales de la région de la CESAP (1985); accumulation d'hydrocarbures dans la région (1985);

iii) Publication technique: carte des bassins sédimentaires de la région de la CESAP (deuxième édition) [1984].

1.2 Promotion de la coopération régionale et appui technique et administratif aux projets régionaux et sous-régionaux concernant la mise en valeur des ressources minérales\*

*Produits:*

i) Assistance technique: Appui technique et administratif au Centre régional pour la mise en valeur des ressources minérales et contribution à la prestation des services pour deux sessions du Conseil d'administration du Centre (1984, 1985); au Centre de recherche-développement sur l'étain pour l'Asie du Sud-Est (1984, 1985); au Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales

au large des côtes du Pacifique Sud (CCPM/PS), et contribution à la prestation de services pour deux sessions annuelles du Comité (1984, 1985); au Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes d'Asie (CCPM) [1984, 1985]; et au Comité pour la prospection dans l'océan Indien (1984, 1985).

1.3 Renforcement des moyens nationaux d'étude et de mise en valeur des ressources minérales\*\*

*Produits:* assistance technique: six missions pour donner des conseils aux pays les moins avancés sur la formulation de programmes nationaux relatifs aux ressources minérales (trois en 1984, trois en 1985); séminaire sur la prospection et la mise en valeur des ressources en charbon dans la région (1984); séminaire sur les méthodes modernes de prospection minérale (1985); et séminaire sur la prospection géophysique du pétrole en mer dans la région de la CESAP (1985).

1.4 Renforcement des moyens nationaux concernant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

*Produits:*

i) Publications techniques: rapports sur les technologies, méthodes et techniques marines nouvelles, et les faits nouveaux intervenus en ce qui concerne la Convention sur le droit de la mer (un en 1984, un en 1985);

ii) Assistance technique: missions consultatives dans des pays en développement de la région pour définir les besoins, les nécessités et les capacités dans les domaines relatifs à la Convention sur le droit de la mer (quatre en 1984, quatre en 1985); services à fournir pour une réunion d'un groupe d'experts chargé d'établir un rapport à présenter à la Commission à sa quarante et unième session, avec des recommandations au sujet du rôle à long terme de la CESAP en ce qui concerne la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1984); atelier-séminaire sur la connaissance et l'évaluation des activités nationales concernant la Convention sur le droit de la mer (1985); séminaires sur les aspects institutionnels et juridiques de la Convention (1985).

*Sous-programme 2. Mise en valeur, gestion et utilisation rationnelles des ressources en eau*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 008 100 dollars (soit 55,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 17.120 à 17.127.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## c) Eléments de programme:

## 2.1 Appui pour l'application du Plan d'action de Mar del Plata

*Produits:*

i) Rapport au Comité des ressources naturelles (douzième session) sur l'élaboration de plans directeurs nationaux pour les ressources en eau (1985);

ii) Rapport au Comité des ressources naturelles (onzième session) sur l'analyse des politiques pour la gestion des ressources en eau (1984);

iii) Rapport au Comité des ressources naturelles à sa neuvième session sur les progrès accomplis dans la région de la CESAP dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata (1984);

iv) Assistance technique: séminaire régional sur le contrôle de la qualité de l'eau (1985); deux missions interdisciplinaires et interinstitutions sur les ressources en eau (une en 1984, une en 1985)\*\*\*\*; services consultatifs régionaux à huit pays pour la mise en valeur des ressources en eau (quatre en 1984, quatre en 1985)\*\*\*\*; et quatre missions consultatives sur la fabrication accélérée de pompes à main pour l'approvisionnement en eau des zones rurales (1985).

## 2.2 Promotion de la coopération régionale pour la mise en valeur des ressources en eau

*Produits:*

i) Publication technique: répertoire CESAP des spécialistes des ressources en eau disponibles pour les activités de coopération technique entre pays en développement (1984);

ii) Assistance technique: appui au Comité intérimaire pour la coordination des études sur le bassin inférieur du Mékong (1984, 1985); et colloque régional sur les ressources en eau partagées (1985).

## 2.3 Atténuation des dégâts causés par les cyclones, les inondations et les sécheresses

*Produits:* assistance technique: services fonctionnels nécessaires à deux sessions du Comité des typhons (une en 1984, une en 1985); assistance fonctionnelle pour deux sessions du Groupe OMM/CESAP des cyclones tropicaux (une en 1984, une en 1985); assistance au Comité des typhons et au Groupe OMM/CESAP des cyclones tropicaux (1984, 1985); services fonctionnels nécessaires à une réunion en vue de l'établissement d'un conseil des cyclones dans le Pacifique sud (1984).

## 2.4 Information et formation concernant la mise en valeur des ressources en eau

*Produits:*

i) Rapport au Comité des ressources naturelles (onzième session) sur l'étude des moyens des instituts susceptibles de participer au projet de réseau régional de formation pour la mise en valeur des ressources en eau (1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires à une réunion intergouvernementale sur la création envisagée du réseau régional de formation pour la mise en valeur des ressources en eau (1985);

iii) Publications techniques: huit numéros du *Water Resources Journal* (quatre en 1984, quatre en 1985); et quatre rapports comportant un résumé des principales activités de mise en valeur des ressources en eau dans la région (deux en 1984, deux en 1985);

iv) Publications destinées à la vente: collection «Mise en valeur des ressources hydrauliques» (une publication en 1984, deux en 1985).

*Sous-programme 3. Cartographie et télédétection*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 67 200 dollars (soit 3,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 109 500 dollars (soit 15,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 17.128 à 17.131.

## c) Eléments de programme:

3.1 Appui technique et administratif au programme régional de télédétection et promotion de la coopération régionale en vue de l'application des techniques de télédétection pour une gestion efficace des ressources naturelles et de l'environnement

*Produits:*

i) Publications techniques: quatre bulletins (deux en 1984, deux en 1985), et quatre rapports techniques sur des projets communs de recherche et d'applications expérimentales pour la sylviculture, l'utilisation des terres, les ressources en eau et la diversification (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: appui technique et fonctionnel au programme régional de télédétection (1984, 1985); deux colloques régionaux sur l'agriculture (1984) et l'utilisation des terres (1985); trois séminaires-ateliers sur l'environnement marin, la sylviculture et les ressources en eau (un en 1984, deux en 1985); et trois voyages d'étude sur la gestion des ressources (deux en 1984, un en 1985);

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

iii) Soixante-cinq bourses de formation pour appliquer la télédétection à la gestion des ressources (30 en 1984, 35 en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

11.47 A la suite de l'établissement d'un programme distinct sur l'énergie, six postes de la catégorie des administrateurs (un P-5, deux P-4, deux P-3, et un P-2/1) et quatre postes de la catégorie des services généraux, qui figuraient précédemment dans le programme «Ressources naturelles et énergie», n'apparaissent plus dans ce programme, appelé désormais «Ressources naturelles». Il est également proposé de régulariser l'échange d'un poste P-3, initialement approuvé pour le présent programme, contre un poste P-2 du programme «Problèmes et politiques de développement», ainsi que le transfert d'un poste P-4 du présent programme au programme «Développement social et affaires humanitaires».

*Consultants*

11.48 Les ressources prévues à ce titre (13 800 dollars), exprimées en mois de travail, sont décrites ci-dessous.

<i>Elément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
2.2	Etablir la documentation pour le Comité des ressources naturelles sur les problèmes et les perspectives de la mise en valeur des eaux partagées dans la région . . . . .	2

<i>Elément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
2.3	Fournir des avis sur l'établissement d'un conseil des cyclones pour le Pacifique sud . . . . .	2
Total		4

*Groupes spéciaux d'experts*

11.49 Les ressources prévues (21 000 dollars) se rapportent à la convocation d'un groupe spécial d'experts pour déterminer le type, la structure, les fonctions, l'organisation et le financement appropriés d'un organe sous-régional (Conseil des cyclones) destiné à atténuer les dégâts causés par les cyclones dans le Pacifique Sud.

*Frais de voyage du personnel*

11.50 Les ressources prévues à ce titre (26 000 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	<i>Dollars</i>	
Sous-programme 1 . . . . .	12 000	
Sous-programme 2 . . . . .	12 000	
Sous-programme 3 . . . . .	2 000	
Total		26 000

*Imprimerie*

11.51 Les ressources prévues à ce titre (64 600 dollars) se rapportent à l'impression et à la publication d'une carte des bassins sédimentaires de la région de la CESAP, de l'Atlas des ressources minérales de la région de la CESAP, de l'Atlas stratigraphique de la CESAP et d'études sur les concentrations de minéraux et les accumulations d'hydrocarbures.

## 8. - QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

### TABLEAU 11.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	537,0	39,5	576,5	576,5
Consultants	-	-	21,3	3,7	25,0	25,0
Dépenses communes de personnel	-	-	220,4	16,4	236,8	236,8
Frais de voyage du personnel	-	-	15,0	1,3	16,3	16,3
Imprimerie	-	-	3,8	0,4	4,2	4,2
<b>Total</b>	-	-	<b>797,5</b>	<b>61,3</b>	<b>858,8</b>	<b>858,8</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	797,5	-	98,8	896,3	-

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	64,0
<b>Total a)</b>	-	<b>64,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	-	-

TABLEAU 11.25 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels :		
PNUD	-	866,0
Sources bilatérales	-	92,0
Total c)	-	958,0
Total a), b) et c)	-	1 022,0
Total, coûts directs		
		1 880,8

TABLEAU 11.26. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme : questions énergétiques dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	-	1	-	-	-	-	-	1
P-4	-	4	-	-	-	1	-	5
P-3	-	2	-	-	-	-	-	2
P-2/1	-	1	-	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	-	<b>8</b>	-	-	-	<b>1</b>	-	<b>9</b>
Autres catégories								
Agents locaux	-	4	-	-	-	1	-	5
<b>Total</b>	-	<b>4</b>	-	-	-	<b>1</b>	-	<b>5</b>
<b>Total général</b>	-	<b>12</b>	-	-	-	<b>2</b>	-	<b>14</b>

## 8. – QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.52 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles. Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Evaluation et planification de l'énergie en Asie et dans le Pacifique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 219 000 dollars (soit 25,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 164 000 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 11.119 à 11.123.

c) Éléments de programme:

1.1 Situation énergétique régionale et méthodes d'établissement de bilans\*\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: enquête sur la situation énergétique régionale (1984); et étude des méthodes d'évaluation des bilans énergétiques de la CESAP (1985);

ii) Publication destinée à la vente: *Enquête sur l'énergie électrique en Asie et dans le Pacifique*.

1.2 Renforcement des capacités nationales de planification et de programmation énergétiques intégrées

*Produit:* assistance technique: deux cours de formation sur la planification et la gestion de l'énergie (un en 1984, un en 1985); et quatre missions sur l'évaluation énergétique et le financement des programmes et projets de mise en valeur de l'énergie (deux en 1984, deux en 1985).

1.3 Choix de politiques et stratégies pour la mise en valeur des ressources énergétiques et la gestion de la demande

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité des ressources naturelles (troisième trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour la réunion des ministres de l'énergie (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [premier trimestre de 1985];

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

iii) Publication technique: étude sur les besoins de main-d'œuvre et de formation dans le domaine de l'énergie (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [1985];

iv) Assistance technique: six réunions des comités directeurs — une chaque année — pour le programme régional de mise en valeur de l'énergie, le programme de mise en valeur de l'énergie dans le Pacifique et le programme des sources d'énergie nouvelles et renouvelables; et réunion d'un groupe d'experts composé de planificateurs de haut niveau dans le domaine de l'énergie, pour la formulation de principes directeurs en matière de planification énergétique et d'application intégrées (premier trimestre de 1984).

### *Sous-programme 2. Mise en valeur et utilisation accélérées des sources d'énergie nouvelles et renouvelables*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 319 500 dollars (soit 37,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 11.124 à 11.127.

c) Éléments de programme:

2.1 Evaluation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et planification intégrée\*

#### *Produits:*

i) Publication technique: étude régionale sur la tourbe (1984) [HB];

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives (deux en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*; cours de formation sur les aspects méthodologiques de l'évaluation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de la planification intégrée (1984)\*\*\*\*; quatre missions consultatives pour la mise en place de systèmes de rassemblement, de stockage et de restitution des données permettant d'évaluer les énergies renouvelables au niveau national (programme de mise en valeur de l'énergie dans le Pacifique) [deux en 1984, deux en 1985]\*\*\*\*; et réunion technique régionale sur le potentiel hydro-électrique des principaux bassins fluviaux (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [1985].

2.2 Coopération en matière de recherche-développement et application

#### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études techniques et documents de recherche des réseaux sur la

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

biomasse, l'énergie solaire et l'énergie éolienne, les minicentrales hydroélectriques, le bois de chauffage et le charbon de bois (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur les réseaux concernant le bois de chauffage, la biomasse, les minicentrales hydro-électriques, l'énergie solaire et l'énergie éolienne (programme régional de mise en valeur de l'énergie, sources d'énergie nouvelles et renouvelables) [deux en 1984, deux en 1985]; quatre réunions du groupe technique des réseaux (deux en 1984, deux en 1985); deux cours de formation sur les minicentrales hydro-électriques au Centre régional de recherche et de formation pour les petites centrales hydro-électriques en Chine (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [un en 1984, un en 1985]; réunion du groupe d'experts sur les biogaz (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [1985]; quatre cours de formation sur la recherche-développement et ses applications dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [deux en 1984, deux en 1985]; missions de formation pour l'organisation d'activités destinées aux agents de vulgarisation des programmes énergétiques ruraux à l'échelon national (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [une en 1984, une en 1985]; et deux séminaires de formation sur la mise au point, l'exécution et la gestion des projets faisant intervenir des systèmes énergétiques ruraux décentralisés (un en 1984, un en 1985).

### 2.3 Transfert, adaptation et application de techniques au point touchant les sources d'énergie nouvelles et renouvelables

#### *Produits:*

i) Publications techniques: bulletins (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives pour la mise en place de projets de démonstration, l'échange de matériel et l'essai de prototypes sur le terrain (programme régional de mise en valeur de l'énergie; programme de mise en valeur de l'énergie dans le Pacifique, sources d'énergie nouvelles et renouvelables) [deux en 1984, deux en 1985]; exposition de matériels concernant les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (1984); et réunion consultative régionale des institutions financières, des organismes de financement et des pays donateurs et bénéficiaires (sources d'énergie nouvelles et renouvelables) [1984].

*Sous-programme 3. Etude, mise en valeur, conservation et utilisation efficaces intégrées de toutes les sources d'énergie, en particulier des énergies classiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 320 300 dollars (soit 37,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 11.128 à 11.131.

c) Eléments de programme:

### 3.1 Mise en valeur et utilisation des ressources en charbon

#### *Produits:*

i) Publications techniques: étude sur les aspects économiques de la prospection et de l'exploitation du charbon (1985); et bilan des progrès techniques réalisés dans le domaine du charbon, notamment la gazéification et la liquéfaction (1985);

ii) Assistance technique: cours de formation sur l'extraction, la manutention et l'enrichissement du charbon (1984); et cours de formation sur la gestion des contrats d'exploitation et d'approvisionnement houillers (1985).

### 3.2 Mise en valeur et utilisation des ressources en pétrole et en gaz naturel

*Produit:* assistance technique: trois missions consultatives (une en 1984, deux en 1985) et deux cours de formation (un en 1984, un en 1985) sur les contrats de prospection et d'approvisionnement et les investissements pétroliers; et mission consultative pour la création d'un réseau régional sur l'utilisation du gaz naturel (1985).

### 3.3 Conservation et utilisation efficace de l'énergie

#### *Produits:*

i) Publication technique: deux études sectorielles sur les possibilités d'emploi de combustibles de remplacement (une en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: mission consultative concernant la création de services pour les économies d'énergie (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [1984]; deux missions consultatives sur les techniques, les procédés et les systèmes à faible consommation d'énergie dans divers secteurs (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [1985]; et deux ateliers de formation à l'intention des responsables de l'énergie dans certaines industries (programme régional de mise en valeur de l'énergie) [deux en 1984].

### 3.4 Planification et gestion des réseaux d'énergie électrique

#### *Produits:*

i) Publication technique: étude sur les avantages socio-économiques de l'électrification rurale (1985);

ii) Assistance technique: séminaire de formation sur l'informatisation de la planification et de la gestion des réseaux d'énergie électrique (1985); deux missions



consultatives sur l'optimisation des réseaux d'énergie électrique, la répartition des charges, l'utilisation de la puissance, la réduction des pertes et l'amélioration de la gestion (deux en 1985); et missions consultatives sur la planification et la gestion de l'électrification rurale (une en 1984, une en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

11.53 Comme il est indiqué au paragraphe 11.47 ci-dessus, six postes d'administrateur (un P-5, deux P-4, deux P-3 et un P-2/1) et quatre postes d'agent des services généraux, auparavant affectés au programme «Ressources naturelles et énergie», ont été transférés à ce programme.

*Nouveaux postes*

11.54 Deux nouveaux postes d'administrateur (P-4) sont demandés pour ce programme. Le titulaire de l'un de ces postes sera chargé de l'exécution des activités dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, et devra notamment fournir aux pays membres des services consultatifs et techniques en ce qui concerne l'évaluation et la mise en valeur de ces sources (éléments de programme 2.1, 2.2 et 2.3); le titulaire de l'autre poste sera chargé d'effectuer des études et des analyses et s'occupera de l'envoi de missions dans les pays membres en rapport avec l'utilisation et la gestion des ressources en charbon, en pétrole et en gaz naturel (éléments de programme 3.1 et 3.2).

*Consultants*

11.55 Les ressources prévues à ce titre (21 300 dollars), exprimées en mois de travail, serviront à financer les activités ci-dessous:

<i>Elément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
2.3	Elaborer des études sur les besoins de divers pays membres en ce qui concerne le transfert et l'adaptation des techniques relatives aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables . . . . .	3
3.1	Fournir une assistance pour l'élaboration d'une étude sur les aspects économiques de la prospection et de l'exploitation du charbon et pour la préparation de documents d'information devant être utilisés dans les cours de formation portant sur la mise en valeur des ressources en charbon . . . . .	3
<b>Total</b>		<b>6</b>

*Frais de voyage du personnel*

11.56 Les ressources prévues à ce titre (15 000 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	<i>Dollars</i>	
Sous-programme 1 . . . . .	5 500	
Sous-programme 2 . . . . .	8 100	
Sous-programme 3 . . . . .	<u>1 400</u>	
<b>Total</b>		<b>15 000</b>

*Imprimerie et reliure*

11.57 Les ressources prévues (3 800 dollars) doivent permettre de publier une enquête sur la situation énergétique régionale et une étude sur les aspects économiques de la prospection et de l'exploitation du charbon.

## 9. - POPULATION DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	371,3	29,1	83,8	37,6	150,5	521,8
Dépenses communes du personnel	152,3	12,3	34,0	15,7	62,0	214,3
Frais de voyage du personnel	7,6	0,4	20,0	2,3	22,7	30,3
Imprimerie	-	-	19,0	3,1	22,1	22,1
<b>Total</b>	<b>531,2</b>	<b>41,8</b>	<b>156,8</b>	<b>58,7</b>	<b>257,3</b>	<b>788,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
573,0	156,8	-	119,4	276,2	48,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	186,0	118,0
<b>Total a)</b>	<b>186,0</b>	<b>118,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.27 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels :		
FNUAP	4 116,0	1 767,0
Total c)	4 116,0	1 767,0
Total a), b) et c)	4 302,0	1 885,0
	Total, coûts directs	2 673,5

TABLEAU 11.28. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: population dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	-	1	-	-	1	-	1	1
P-5	1	1	-	-	1	-	2	1
P-4	1	2	-	-	2	-	3	2
P-3	2	1	-	-	2	-	4	1
P-2/1	1	2	-	-	-	1	1	3
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>8</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	5	6	-	-	7	2	12	8
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>12</b>	<b>8</b>
<b>Total général</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 a/</b>	<b>3</b>	<b>23</b>	<b>16</b>

a/ Postes financés par le FNUAP.

## 9. – POPULATION DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.58 Ce programme est exécuté par la Division de la population. Les trois sous-programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Population et développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 413 200 dollars (soit 52,4 p. 100 du total prévu pour le programme); ressources extra-budgétaires: 54 400 dollars (soit 46,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Références: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 18.120 à 18.123.

c) Éléments de programme:

1.1 Formulation et exécution de politiques et programmes en matière de population pour le développement

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires au Comité de la population (1985);

ii) Publications techniques: étude des caractéristiques démographiques des pays membres de la région (1985);

iii) Assistance technique: dix missions consultatives sur des problèmes de population, y compris l'élaboration de projets en matière de population à l'échelon national (cinq en 1984, cinq en 1985); et deux ateliers sur les systèmes de surveillance et d'évaluation pour l'évolution démographique et les politiques en matière de population (1984-1985).

1.2 Etablissement d'une base de connaissances sur les rapports existant entre les variables démographiques et les variables du développement

*Produits:* publications techniques: étude sur les tendances et la structure de la mortalité (1984); étude sur les incidences de l'émigration sur la démographie et le développement dans les pays d'origine (1984); monographies nationales comprenant une analyse des informations détaillées sur la taille, le mouvement, la structure et la répartition de la population au regard du développement socio-économique (une en 1984, une en 1985); et étude des variables de la fécondité et du développement d'après les données provenant des recensements de la population (1985).

1.3 Promotion de l'échange de données d'expérience dans les programmes intégrés de population et de développement\*\*

*Produits:* assistance technique: deux missions consultatives dans des pays membres pour les aider à mettre en place un système de surveillance et d'évaluation pour l'évolution démographique et les politiques et programmes en matière de population à l'échelon national (1984 et 1985); et séminaire régional à l'intention des planificateurs et responsables des services sanitaires et sociaux afin d'élaborer un plan d'action visant à réduire la mortalité (1985).

1.4 Composition, estimations et projections de la population

#### *Produits:*

i) Publications techniques: deux publications annuelles sur les estimations démographiques pour les pays d'Asie et du Pacifique (1984, 1985);

ii) Assistance technique: huit missions dans les pays membres afin d'aider les institutions nationales dans le domaine des projections de la population et des ménages (quatre en 1984, quatre en 1985).

1.5 Méthodes pour l'analyse des données et la formation

*Produits:* assistance technique: deux séminaires ou ateliers régionaux de formation sur la planification de la population et du développement (un en 1984, un en 1985); et trois missions dans des pays membres afin d'aider à analyser les recensements sur les migrations et l'urbanisation (deux en 1984, une en 1985).

### *Sous-programme 2. Politiques en matière de population*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 187 600 dollars (soit 23,8 p. 100 du total prévu pour le programme); ressources extra-budgétaires: 9 200 dollars (soit 7,8 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1985 (A/37/6), paragraphes 18.124 à 18.128.

c) Éléments de programme:

2.1 Formulation de politiques et programmes en matière de fécondité\*

*Produits:* assistance technique: deux missions chargées de donner des avis sur la formulation et l'exécution de projets en matière de fécondité et de planification de la famille à l'échelon national en mettant l'accent sur les pays les moins avancés (une en 1984,

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

une en 1985); atelier régional à l'intention des responsables de la mise au point des politiques et des programmes concernant la fécondité et la planification de la famille (1984); atelier régional à l'intention des administrateurs de programme des pays les moins avancés pour l'élaboration et l'amélioration des activités des programmes de planification de la famille (1985); et atelier régional à l'intention de planificateurs de niveau intermédiaire, des pays les moins avancés en particulier, sur l'élaboration des politiques et programmes en matière de planification de la famille: transformation en éléments de programme des objectifs en matière de fécondité, établissement d'objectifs et des priorités et allocation de ressources (1984).

2.2 Promotion d'une conception intégrée des politiques et programmes en matière de fécondité et de planification familiale grâce à la participation des collectivités

*Produits:*

i) Publications techniques: étude des mécanismes et du degré de participation des collectivités à la planification familiale (1985); deux études sur les méthodes novatrices d'intégration de la planification familiale aux autres efforts de développement, grâce à la participation des collectivités locales (1984, 1985);

ii) Assistance technique: séminaire et voyage d'étude à l'intention des administrateurs de programme de certains pays de quatre sous-régions afin d'étudier la participation des collectivités à la fourniture de renseignements et de services en matière de planification familiale (1984); groupe d'experts sur l'intégration des activités de planification familiale aux autres efforts de développement à l'échelon des collectivités (1984); et trois ateliers régionaux de formation: deux sur l'intégration de la planification familiale aux autres programmes de développement et un sur la surveillance et l'évaluation des programmes de planification familiale (un en 1984, deux en 1985).

2.3 Etudes sur les politiques et programmes en matière de fécondité et de planification familiale et les politiques et programmes apparentés

*Produits:* publications techniques: étude sur les incidences et l'efficacité des programmes de planification familiale (1984); étude sur la structure de la famille et l'acceptation et l'utilisation suivie des méthodes de planification familiale (1984); étude sur le point de vue des bénéficiaires des services et des moyens fournis au titre des programmes de planification familiale et ses incidences sur les résultats obtenus (1984); étude d'une méthode permettant d'améliorer les statistiques des programmes pour les décisions en matière de gestion et l'évaluation des programmes de planification familiale (1985); et étude régionale sur les facteurs sociaux, culturels et psychologiques influant sur l'adoption et l'utilisation suivie des méthodes contraceptives (1985).

*Sous-programme 3. Information démographique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 187 700 dollars (soit 23,8 p. 100 du total prévu pour le programme); ressources extra-budgétaires: 54 400 dollars (soit 46,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/36/6), paragraphes 18.129 à 18.133.

c) Eléments de programme:

3.1 Etablissement de programmes et de centres nationaux d'information démographique dans les pays membres de la CESAP

*Produits:*

i) Assistance technique: fourniture d'un appui aux centres nationaux d'information démographique des pays membres pour la formation du personnel et l'élaboration de programmes, grâce à l'organisation et à la réalisation de huit voyages d'observation et d'étude (quatre en 1984, quatre en 1985); 20 programmes individualisés de formation du personnel dans des établissements des pays tiers (10 en 1984, 10 en 1985), 12 missions pour l'élaboration des programmes et leur appui (six en 1984, six en 1985); et deux stages de formation à l'intention du personnel des centres nationaux d'information démographique concernant les méthodes modernes de traitement de l'information (12 stagiaires par stage, un stage en 1984 et un en 1985);

ii) Missions consultatives pour aider à la mise en place de centres nationaux d'information démographique dans les pays où il n'en existe pas encore (une en 1984, une en 1985).

3.2 Promotion de la coopération régionale et sous-régionale entre les centres et les réseaux nationaux d'information démographique et leurs liens avec les systèmes mondiaux

*Produits:*

i) Publications techniques: 24 numéros mensuels d'ADOPT et fourniture d'imprimés de la banque de données démographiques de la CESAP (en mode immédiat ou différé); et quatre répertoires des établissements de recherche, de formation et d'enseignement démographique dans la région de la CESAP, et listes des spécialistes des problèmes de population (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: missions consultatives auprès des membres du réseau de centres d'information/bibliothèques sur la population (cinq en 1984, quatre en 1985); séminaire régional sur l'information démographique (1985); et développe-

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

ment et renforcement des systèmes sous-régionaux d'information sur la population dans la région de la CESAP, grâce à des services consultatifs ou des réunions régionales, en association avec le réseau mondial d'information démographique (quatre en 1984, quatre en 1985).

### 3.3 Services d'information et de données démographiques

#### *Produits:*

i) Publications techniques: 24 numéros mensuels de «*Population Headliners*»; huit numéros trimestriels de *Asian-Pacific Population Programme News*; six numéros de *Population Research Leads*, traductions d'études démographiques, recueil de travaux locaux, résumés de lectures, bibliographies sur des questions démographiques, listes de publications (1984, 1985); et rapport d'étude sur les besoins des utilisateurs de l'information démographique dans les pays membres de la CESAP et évaluation de l'utilité des services fournis (1985);

ii) Assistance technique: services d'enquête, recherche de documents techniques et élaboration de bibliographies spécialisées à l'intention des particuliers et des institutions des pays membres (1984, 1985); et diffusion sélective de renseignements aux institutions et aux particuliers de la région grâce à des recherches de documents d'actualité à l'aide des bases de données informatisées du secrétariat et de sources extérieures telles que POPLINE et DIALOG.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Postes nouveaux*

11.59 Sur les 11 postes de la catégorie des administrateurs indiqués pour ce programme en 1982-1983, six (un D-1, un P-5, deux P-4, deux P-3) sont actuellement financés par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), de même que sept postes d'agents locaux relevant du projet CESAP: infrastructure de la Division de la population. Par sa décision 82/20 du 18 janvier 1982, le Conseil d'administration du PNUD a approuvé des directives qui, notamment, prévoyaient que le FNUAP cesse d'apporter un appui d'infrastructure à

ses agents d'exécution, y compris les commissions régionales. En conséquence, la CESAP a été informée que les postes extra-budgétaires susmentionnés seraient supprimés à compter du 1er janvier 1984. Pour assurer la continuité des activités dans le domaine de la population à l'échelon régional en Asie et dans le Pacifique, conformément à la résolution 37/136 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1982 sur les activités des commissions régionales en matière de population, on demande la création de deux postes de la catégorie des administrateurs (un D-1 et un P-4) et d'un poste d'agent local. Le poste D-1 est demandé pour le chef de la Division de la population. Le poste P-4 est nécessaire au titre du sous-programme 2 pour évaluer les niveaux et les tendances en matière de fécondité, y compris les effets des efforts de développement, déterminer l'exécution du programme de planification de la famille et le rapport coût-efficacité des différentes méthodes de fourniture des services et pour mesurer les conséquences démographiques du programme de planification de la famille.

#### *Transferts de poste*

11.60 Il est proposé de régulariser l'échange d'un poste P-3, initialement approuvé pour le présent programme, contre un poste P-2 du programme «développement social».

#### *Frais de voyage du personnel*

11.61 Les ressources nécessaires à ce titre (28 000 dollars) seraient réparties comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	17 000
Sous-programme 2 . . . . .	5 500
Sous-programme 3 . . . . .	<u>5 500</u>
Total	28 000

#### *Imprimerie*

11.62 Les ressources prévues (19 000 dollars) sont destinées à la publication trimestrielle intitulée *Asian-Pacific Population Programme News* et à une étude globale des caractéristiques démographiques des pays de la région.

## 10. – SCIENCE ET TECHNIQUE DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

### TABLEAU 11.29. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	62,0	28,2	337,4	31,7	397,3	459,3
Consultants	16,6	0,9	(5,8)	1,9	(3,0)	13,6
Dépenses communes de personnel	34,3	2,7	138,8	12,6	154,1	188,4
Frais de voyage du personnel	14,1	1,5	-	1,3	2,8	16,9
<b>Total</b>	<b>127,0</b>	<b>33,3</b>	<b>470,4</b>	<b>47,5</b>	<b>551,2</b>	<b>678,2</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
160,3	470,4	-	-	470,4	293,4 %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	118,0	152,0
Total a)	118,0	152,0
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-



TABLEAU 11.29 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels :</b>		
PNUD	1 468,0	1 195,0
Autres institutions	404,0	340,0
Sources bilatérales	1 357,0	1 209,0
Total c)	3 229,0	2 744,0
Total a), b) et c)	3 347,1	2 896,0
Total, coûts directs		3 574,2

TABLEAU 11.30. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: science et technique dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
P-5	-	1	-	-	-	-	1
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	-	3	-	-	-	-	3
P-2/1	-	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	1	3	-	-	2	2	5
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>11</b>

## 10. – SCIENCE ET TECHNIQUE DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.63 Ce programme est exécuté par la Division de l'industrie, des établissements humains et de la technologie. Le sous-programme dont il est constitué, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Cadre institutionnel et directif pour la science et la technologie*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 404 900 dollars (soit 59,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 20.135 à 20.138.

c) Éléments de programme:

1.1 Amélioration du cadre des politiques scientifiques et techniques\*

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires au Comité de l'industrie, de la technologie, des établissements humains et de l'environnement (troisième trimestre de 1984 et de 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à une réunion intergouvernementale sur l'amélioration des politiques en matière de science et de technique et du cadre institutionnel (1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion régionale des ministres de la science et de la technologie (deuxième trimestre de 1985);

iv) Publications techniques: étude de divers types de cadre institutionnel et directif pour la science et la technologie et de leurs liens avec le développement industriel (1984); étude régionale sur la science et la technique (1985);

v) Assistance technique: missions consultatives (deux en 1984, deux en 1985).

1.2 Recherche-développement\*\*

*Produit:* assistance technique: atelier sur la gestion des établissements de recherche-développement (1984).

1.3 Transfert de technologie

*Produit:* assistance technique: réunion sur le transfert de technologie au moyen de coentreprises d'ingénierie (1984); séminaire sur le transfert de

technologie dans l'industrie chimique (1984); atelier sur la négociation et l'exécution d'accords de licence et d'assistance technique (1985); atelier sur l'élaboration et le transfert des techniques dans le secteur de la fabrication des biens d'équipement (1984); et atelier sur l'élaboration et le transfert de techniques dans l'industrie alimentaire (1985).

1.4 Économies d'énergie et conversion de l'énergie

#### *Produits:*

i) Publications techniques: cinq études de cas analysant les problèmes technologiques et autres que posent les économies d'énergie dans certaines fabriques de matériaux de construction (trois en 1984, deux en 1985); et rapport recommandant des mesures en vue d'améliorer le rendement énergétique dans l'industrie des matériaux de construction (1985);

ii) Assistance technique: séminaire régional sur les économies d'énergie dans les industries de la céramique et des silicates (1985); et atelier sur l'évolution récente des techniques de conversion de la biomasse pour les combustibles et les produits chimiques (1985).

### *Sous-programme 2. Renforcement des capacités technologiques des pays membres*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 235 300 dollars (soit 34 p. 100 du total prévu pour le programme); ressources extra-budgétaires: 152 000 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 20.139 à 20.142.

c) Éléments de programme:

2.1 Assistance technique aux institutions régionales

*Produit:* assistance technique: appui administratif et technique au réseau régional de la machine agricole (1984, 1985); et appui administratif et technique au Centre régional de transfert de technologie (1984, 1985).

2.2 Normalisation et activités connexes\*\*

*Produit:* assistance technique: atelier sur l'échange de connaissances et de données d'expérience pour l'application des efforts nationaux et internationaux visant à renforcer les activités concernant la normalisation, la métrologie, le contrôle de la qualité, les marques de certification et les essais (1984).

2.3 Renforcement des capacités de lancement de projets et des services d'études techniques et de consultants

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires à une réunion intergouvernementale sur les politiques et les mesures visant à promouvoir les capacités et l'utilisation des services consultatifs locaux (1984);

ii) Assistance technique: deux stages de formation sur la gestion des projets (un en 1984, un en 1985); et quatre missions consultatives sur le développement des organismes nationaux de consultants industriels (deux en 1984, deux en 1985).

#### 2.4 Etablissement d'un réseau régional de centres de développement des industries métallurgiques

*Produit:* assistance technique: réunion intergouvernementale d'experts sur l'établissement d'un réseau régional de centres de développement des industries métallurgiques (1985); deux missions consultatives pour aider à mettre en place un réseau régional (une en 1984, une en 1985).

#### 2.5 Assistance pour la fabrication du matériel après récolte et l'utilisation des techniques intégrées de traitement des récoltes

*Produits:*

i) Publications techniques: trois études sur la fabrication du matériel après récolte et les techniques de traitement des récoltes (deux en 1984, une en 1985);

ii) Assistance technique: missions consultatives sur l'adoption des techniques de traitement des récoltes et la fabrication du matériel approprié (deux en 1984, deux en 1985).

#### *Sous-programme 3. Suivi des grands progrès scientifiques et techniques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 38 000 dollars (soit 5,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 20.143 à 2.147.

c) *Éléments de programme:*3.1 *Évaluation des nouvelles techniques**Produits:*

i) Publications techniques: étude des incidences socio-économiques des applications industrielles des techniques modernes de la micro-électronique dans certains pays (1984); études sur certaines techniques nouvelles (1984, 1985);

ii) Assistance technique: groupe régional d'experts sur la micro-électronique (1984).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

11.64 Pour les raisons exposées au paragraphe 11.38 ci-dessus, quatre postes de la catégorie des administrateurs (un P-5 et trois P-3) et deux postes de la catégorie des services généraux figurent au titre de ce programme plutôt qu'au titre du programme «Développement industriel». En outre, il est proposé de régulariser le transfert au présent programme d'un poste P-3 du programme «Etablissements humains», ainsi que l'échange d'un poste P-3 contre un poste P-2 du programme «Problèmes et politiques de développement»:

*Consultants*

11.65 Les ressources prévues (11 700 dollars) doivent permettre d'obtenir les services d'un consultant pour aider à préparer une grande enquête sur la science et la technologie dans la région.

*Frais du personnel*

11.66 Les ressources prévues à ce titre (15 600 dollars) seraient réparties comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	6 900
Sous-programme 2 . . . . .	<u>8 700</u>
Total	15 600

## 11. - STATISTIQUES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.31. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	700,0	49,0	9,0	65,8	123,8	823,8
Consultants	25,4	1,2	4,3	4,7	10,2	35,6
Groupes spéciaux d'experts	-	-	8,0	0,8	8,8	8,8
Dépenses communes de personnel	287,3	20,7	3,8	26,2	50,7	338,0
Frais de voyage du personnel	20,8	1,0	-	1,8	2,8	23,6
Imprimerie	67,1	3,3	7,2	12,1	22,6	89,7
<b>Total</b>	<b>1 100,6</b>	<b>75,2</b>	<b>32,3</b>	<b>111,4</b>	<b>218,9</b>	<b>1 319,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 175,8	32,3	-	-	32,3	2,7 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	134,0	270,0
<b>Total a)</b>	<b>134,0</b>	<b>270,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.31 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	397,0	698,0
PNUF	82,0	124,0
FNUAP	374,0	567,0
Autres organismes	455,0	694,0
Sources bilatérales	1 665,0	1 970,0
<b>Total c)</b>	<b>2 973,0</b>	<b>4 053,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>3 107,0</b>	<b>4 323,0</b>
	<b>Total, coûts directs</b>	<b>5 642,5</b>

TABLEAU 11.32. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: statistiques dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	-	1	-	-	-	-	-	1
P-4	1	-	-	-	-	-	1	-
P-3	4	4	-	-	1	1	5	5
P-2/1	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	16	16	-	-	2	2	18	18
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>18</b>	<b>18</b>
<b>Total général</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>27</b>

## 11. – STATISTIQUES DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.67 Ce programme est exécuté par la Division de statistique, en collaboration avec le Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées. Les deux sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Développement des statistiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 824 700 dollars (soit 62,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 270 000 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 22.117 à 22.120.

c) Éléments de programme:

1.1 Promotion, coordination et gestion des activités de développement des statistiques dans la région

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité de statistique (sixième session) [1985];

ii) Rapport à la Commission de statistique de l'ONU à sa vingt-troisième session [1985];

iii) Publication technique: huit numéros du *Statistical Newsletter* (quatre en 1984, quatre en 1985);

iv) Assistance technique: services à fournir à un groupe de travail de statisticiens (1984).

1.2 Promotion des moyens statistiques nationaux\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: deux numéros des *Sample Surveys in the ESCAP region* (1984, 1985);

ii) Assistance technique: deux missions consultatives sur l'organisation et le développement des statistiques en général (une en 1984, une en 1985); 38 missions consultatives sur divers aspects des enquêtes sur les ménages, y compris la mise en place de dispositifs d'enquête (18 en 1984, 20 en 1985); séminaire sur l'enseignement et la formation statistiques (1984); séminaire sur les erreurs dues aux non-réponses (1985); atelier sur les causes de la diffusion tardive de l'information statistique (1985);

cours-conférences dans des institutions régionales, essentiellement à l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (ISAP) [un en 1984, un en 1985].

1.3 Développement des statistiques économiques, y compris la comptabilité nationale

#### *Produits:*

i) Publication technique: deux numéros du *Bulletin of Energy Statistics for Asia and the Pacific* (un en 1984, un en 1985);

ii) Assistance technique: 12 missions consultatives sur la comptabilité nationale (six en 1984, six en 1985)\*\*\*\*; 10 missions consultatives sur les statistiques de l'énergie (quatre en 1984, six en 1985) [activité initialement prévue pour 1982-1983]; atelier en vue d'examiner l'application des recommandations internationales sur les statistiques de l'énergie (1984); 12 missions consultatives sur les statistiques de l'industrie (six en 1984, six en 1985); atelier sur les statistiques des transports (1984); atelier sous-régional pour l'Asie sur les statistiques des prix (1984); séminaire sur l'examen et la mise au point de la comptabilité nationale (1984); séminaire sur les statistiques des petites industries (1985); séminaire sur les statistiques relatives à la pauvreté et à la répartition du revenu (1985).

1.4 Développement des statistiques sociales et démographiques

#### *Produits:*

i) Publication technique: manuel des indicateurs socio-économiques (1985);

ii) Assistance technique: 12 missions consultatives sur certains aspects des statistiques, recensements et enquêtes démographiques (six en 1984, six en 1985); huit missions consultatives sur les statistiques sociales (quatre en 1984, quatre en 1985); séminaire sous-régional pour le Pacifique sur les statistiques sociales et les statistiques connexes (1984); atelier sur les enquêtes par sondage durant les périodes intercensitaires (1984); séminaire sur les statistiques de l'état civil (1985).

1.5 Développement des statistiques intersectorielles et autres statistiques\*\*

#### *Produits:*

i) Publication technique: manuel sur les directives et méthodes régionales pour le développement des statistiques locales, y compris les statistiques relatives au développement rural (1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur le développement des statistiques locales, y compris les statistiques relatives au développement

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.



rural (1985); 10 missions consultatives sur les statistiques de l'environnement (quatre en 1984, six en 1985) [activité initialement prévue pour 1982-1983].

1.6 Amélioration et coordination des systèmes officiels d'information intéressant le développement grâce à l'utilisation efficace des techniques informatiques pour la collecte, l'organisation et la gestion des données

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion intergouvernementale sur les systèmes officiels d'information (1985);

ii) Publications techniques: huit numéros du bulletin *Government Information Systems Newsletter* (quatre en 1984, quatre en 1985); manuel sur l'utilisation de progiciels à des fins de statistiques, notamment sur les micro-ordinateurs (1984);

iii) Assistance technique: 12 missions consultatives sur l'introduction, la validation, le stockage et la restitution des données de recensement et d'enquête ainsi que sur l'utilisation de logiciels généralisés de validation et d'exploitation des données (six en 1984, six en 1985); 16 missions consultatives sur divers aspects des systèmes officiels d'information automatisée intéressant le développement, y compris leur coordination, leur conception et leur application (sept en 1984, neuf en 1985); 18 missions consultatives sur l'amélioration de l'efficacité des systèmes officiels d'information automatisée pour la planification du développement et la prise des décisions, en particulier au niveau local grâce aux applications des micro-ordinateurs (neuf en 1984, neuf en 1985); atelier sur la coordination des systèmes officiels d'information (1984); atelier sur les logiciels (1984); atelier sur la gestion des bases de données (1985).

*Sous-programme 2. Services d'information statistique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 494 800 dollars (soit 37,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 22.121 à 22.124.

c) Éléments de programme:

2.1 Recherche, collecte, validation et mise à jour de données de base dans tous les domaines statistiques pour les relevés de séries chronologiques

Des statistiques démographiques, sociales, économiques et autres seront collectées et tenues à jour sous une forme facilement accessible aux fins de publication et à d'autres fins. L'amélioration de la couverture des bases de données et de la qualité des données se poursuivra.

2.2 Restitution des données de base stockées par le secrétariat aux fins de reformulation, d'élaboration spéciale et d'utilisation dans les publications du secrétariat

*Produits:*

i) Publications destinées à la vente: *Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique* (1984, 1985); *Statistical Indicators for Asia and the Pacific* (publication trimestrielle, 1984, 1985); *Quarterly Bulletin of Statistics for Asia and the Pacific* (1984, 1985); *Statistiques du commerce extérieur de l'Asie et du Pacifique, Série A* (1984, 1985); *Statistiques du commerce extérieur de l'Asie et du Pacifique, Série B* (1984, 1985);

ii) Publications techniques: *Handbook on Agricultural Statistics for Asia and the Pacific* (1984, 1985); services d'information ponctuelle et compilations spéciales (deux rapports en 1984, deux rapports en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Reclassement de postes*

11.68 Il est proposé de reclasser à P-5 un poste P-4, les responsabilités du titulaire s'étant élargies et englobant maintenant la supervision de toutes les activités liées au développement des statistiques (sous-programme 1) au sein de la Division de statistique. La Section du classement des emplois (relevant du Bureau des services du personnel) a estimé qu'il convenait de classer ce poste à P-5.

*Consultants*

11.69 Les ressources prévues à ce titre (30 900 dollars), exprimées en mois de travail, serviront à financer les activités suivantes:

<i>Elément de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Etablir des documents à l'intention d'un groupe de travail de statisticiens . . . . .	1
1.2	Etablir des documents et fournir d'autres services à l'occasion du séminaire sur l'enseignement et la formation statistique et du séminaire sur les erreurs dues aux non-réponses, et à l'occasion de l'atelier sur les causes de la diffusion tardive de l'information statistique. . . . .	2
1.3	Etablir des documents et fournir d'autres services à l'occasion de l'organisation de trois ateliers — statistiques de l'énergie, statistiques des prix et statistiques des transports — et à l'occasion de trois séminaires — comptabilité nationale, statistiques des petites industries et statistiques relatives à la répartition du revenu . . . . .	4

Élément de programme	Tâches	Mois de travail
1.4	Etablir des documents et fournir d'autres services à l'occasion du séminaire sur les statistiques sociales et du séminaire sur les statistiques de l'état civil, et d'un atelier sur les enquêtes par sondage durant les périodes intercensitaires . . . . .	2
1.6	Etablir des documents et fournir d'autres services à l'occasion d'une réunion intergouvernementale sur les systèmes officiels d'information, d'un atelier sur la coordination des systèmes officiels d'information, d'un atelier sur le logiciel et d'un atelier sur la gestion des bases de données . . . . .	3
Total		12

### Groupes spéciaux d'experts

11.70 Les ressources prévues (8 000 dollars) permettront de couvrir les frais de la réunion d'un groupe spécial d'experts chargés de procéder à un examen technique approfondi des questions statistiques re-

tenues par le Comité de statistique à sa cinquième session (1983).

### Frais de voyage du personnel

11.71 Les ressources nécessaires à ce titre (21 800 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	15 100
Sous-programme 2 . . . . .	6 700
Total	21 800

### Imprimerie

11.72 Les ressources nécessaires (77 600 dollars) serviront à financer la parution de publications périodiques dont l'*Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique*, le *Quarterly Bulletin of Statistics for Asia and the Pacific* et les *Statistiques du commerce extérieur de l'Asie et du Pacifique*.

## 12. - TRANSPORTS I (TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME)

TABLEAU 11.33. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	792,7	62,7	-	66,0	128,7	921,4
Consultants	29,6	1,4	2,0	5,2	8,6	38,2
Dépenses communes de personnel	325,2	25,8	-	27,4	53,2	378,4
Frais de voyage du personnel	22,9	1,1	-	2,1	3,2	26,1
Imprimerie	6,8	0,3	3,7	1,7	5,7	12,5
<b>Total</b>	<b>1 177,2</b>	<b>91,3</b>	<b>5,7</b>	<b>102,4</b>	<b>199,4</b>	<b>1 376,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Tot. réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 268,5	5,7	-	-	5,7	0,4 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	147,0	137,0
<b>Total a)</b>	<b>147,0</b>	<b>137,0</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.33 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels		
PNUD	876,0	556,0
Autres organismes	832,0	528,0
Sources bilatérales	1 551,0	980,0
Total c)	3 259,0	2 064,0
Total a), b) et c)	3 406,0	2 201,0
Total, coûts directs		3 577,6

TABLEAU 11.34. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: transports I (transports, communications et tourisme)

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1		-	-	-			1
P-5	1		-	-	-			1
P-4	5		-	-	2			7
P-3	1		-	-	-			1
P-2/1	2		-	-	1			3
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>11</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	10	10	-	-	3	4	13	14
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>13</b>	<b>14</b>
<b>Total général</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>26</b>	<b>25</b>

## 12. – TRANSPORTS I (TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME)

11.73 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des communications et du tourisme. Les six sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après :

### *Sous-programme 1. Planification générale des transports et facilitation du trafic international*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 402 000 dollars (soit 29,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 3 800 dollars (soit 2,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.132 à 24.137.

c) Éléments de programme:

1.1 Elaboration de stratégies de développement intégré des transports aux niveaux national, sous-régional et régional\*

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels à fournir au Comité du transport maritime et des transports et communications (1985);

ii) Publications techniques: deux études sur l'élaboration de directives pour la conception intégrée de la planification et du développement des transports (1984,1985); étude sur le développement de la conteneurisation et des systèmes de transport multimodal (1984), deux études sur des arrangements éventuels de répartition des coûts entre les pays sans littoral et les pays de transit pour le développement du transport de transit et des moyens d'infrastructure (1984,1985); deux études sur les nouvelles techniques et modalités de transport intéressant les pays sans littoral pour faciliter le trafic de transit (1984, 1985);

iii) Publication destinée à la vente: *Transport and Communications Bulletin for Asia and the Pacific* (deux numéros en 1984 et deux en 1985).

1.2 Promotion et coopération concernant les établissements de recherche sur les transports\*\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: répertoire des établissements de recherche sur les transports (un en 1984 et un en 1985); rapport de l'étude sur les méthodes de planification, les critères d'évaluation, l'application des techniques et les directives en matière d'investissement pour les projets de recherche commune sur les transports (1984);

ii) Assistance technique: services consultatifs à l'occasion d'une réunion de planificateurs et économistes nationaux des transports chargés d'établir des projets de recherche commune (1984);

iii) Cinq bourses de perfectionnement dans des établissements de recherche sur les transports dans la région de la CESAP (1984).

1.3 Développement des transports en commun urbains, suburbains, interurbains

#### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études sur les problèmes critiques des transports publics urbains (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: deux stages de formation, séminaires et ateliers sur la planification et la programmation des transports en commun compte tenu du développement global des transports nationaux (un en 1984, un en 1985); deux stages de formation, séminaires et ateliers sur certains aspects des transports publics urbains (un en 1984, un en 1985).

1.4 Facilitation du trafic international

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels à fournir à une réunion intergouvernementale chargée de la mise au point définitive de l'accord sur l'assurance de responsabilité civile obligatoire pour les véhicules à moteur (1984).

ii) Assistance technique: deux missions consultatives pour aider à l'application de la Convention de Kyoto de 1973, de la Convention de 1968 sur la circulation routière et de la Convention de 1968 sur la signalisation routière et de la Convention TIR de 1975 (une en 1984, une en 1985); séminaire sur le transport multimodal international de marchandises, afin de faire accepter la Convention des Nations Unies de 1980 sur le transport multimodal international de marchandises (1985); quatre missions consultatives pour aider à la création et au bon fonctionnement des comités et centres nationaux de facilitation (deux en 1984, deux en 1985); services consultatifs à fournir à une réunion des fonctionnaires des organismes et centres nationaux de facilitation, appelés à échanger des données d'expérience et à mettre au point un système de liaison entre ces organismes (1984); deux programmes de formation à l'échelon national sur les mesures de facilitation du commerce et du transport (un en 1984, un en 1985); deux séminaires ou ateliers à l'échelon régional sur certains aspects de la facilitation du commerce et des transports (un en 1984, un en 1985); deux missions consultatives afin d'aider à harmoniser les formalités de passage aux frontières entre les pays reliés par des réseaux routiers et ferroviaires (une en 1984 et une en 1985); séminaire sur les avantages, les droits et les responsabilités en matière de transit aux termes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

*Sous-programme 2. Développement des routes et du transport routier*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 269 800 dollars (soit 19,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 36 200 dollars (soit 26,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.138 à 24.143.

c) Éléments de programme:

2.1 Elaboration de stratégies pour le développement des routes et du transport routier

*Produits:*

i) Services fonctionnels à fournir à une réunion *ad hoc* de ministres responsables des routes et du transport routier (1984);

ii) Services fonctionnels à fournir à une réunion intergouvernementale *ad hoc* d'experts des routes (1985);

iii) Publications techniques: Stratégie du développement des routes et du transport routier dans les années 80 (1984); étude des incidences de la construction de routes à péage autofinancées pour le transport urbain et interurbain (1984).

2.2 Aspects énergétiques et écologiques du développement du transport routier

*Produits:*

i) Publications techniques: étude sur les possibilités offertes par des véhicules à haut rendement énergétique ou à deux types de carburant et sur les économies d'énergie dans le domaine du transport routier (1985); directives concernant les études d'impact des projets d'infrastructure des transports terrestres (1984);

ii) Assistance technique: atelier ou séminaire sur les méthodes à appliquer pour les études d'impact (1985).

2.3 Promotion des techniques peu coûteuses et du contrôle de la qualité concernant les routes rurales et amélioration des transports non motorisés

*Produits:*

i) Publications techniques: directives concernant l'établissement de plans directeurs nationaux pour le développement des routes rurales (1984); amélioration de la conception technique des transports non motorisés (1985); techniques peu coûteuses de construction et d'entretien des routes rurales en terrain accidenté (1984);

ii) Assistance technique: stages à l'intention des moniteurs chargés de former les fonctionnaires des administrations locales responsables de la construction et de l'entretien des routes (1984).

2.4 Recherche du rendement maximal dans l'exploitation du transport routier

*Produits:*

Assistance technique: réunion CESAP/Union internationale des transports routiers sur les aspects opérationnels et administratifs du transport routier (1985); assistance consultative pour l'organisation: a) de la randonnée automobile de la Route d'Asie; b) du rallye automobile de l'Himalaya (1984, 1985).

2.5 Promotion de la sécurité et de la régularité du transport routier international

*Produits:*

i) Publications techniques: carte-guide n° 2 de la Route d'Asie concernant l'axe A-1 de cette route en Iran, en Afghanistan et au Pakistan (édition révisée) (1984); carte-guide n° 6 de la Route d'Asie concernant l'itinéraire philippin (1985);

ii) Assistance technique: réunion d'un groupe de travail et élaboration d'un projet de convention sur les normes techniques relatives au poids, au gabarit et aux dispositifs de sécurité des véhicules (1985).

2.6 Promotion des services de recherche, de formation et d'information concernant les routes et le transport routier

*Produits:*

i) Publication technique: rapport de synthèse sur l'état de la Route d'Asie et l'évolution des routes et du transport routier (deuxième numéro) [1985].

ii) Assistance technique: deux cours de formation, l'un sur les aspects économiques et techniques de la construction et de l'entretien des routes, y compris les routes rurales dans les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays insulaires en développement, et l'autre sur la planification dans le domaine des transports et du transport routier (1984, 1985); deux missions consultatives sur les aspects technico-économiques du développement du transport routier (1984, 1985).

*Sous-programme 3. Développement des chemins de fer et des transports ferroviaires*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 247 800 dollars (soit 18,0 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 50 400 dollars (soit 36,8 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.144 à 24.147.

c) Eléments de programme:

### 3.1 Planification du développement des chemins de fer

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion du Groupe intergouvernemental des chemins de fer (1984);

ii) Publications techniques: étude sur le rôle des chemins de fer dans certains pays membres de la CESAP, dans le contexte des divers systèmes de transport intermodal et sur les principes et méthodes à appliquer pour répartir de façon optimale les crédits budgétaires (1985); deux études sur le projet de chemin de fer transasiatique, y compris une étude technique et économique du trafic ferroviaire des marchandises à l'échelon intrarégional et interrégional (une en 1984, une en 1985); plan directeur des chemins de fer asiatiques (1985); étude sur l'évaluation et la gestion des projets et sur l'établissement des coûts (1985); étude sur le développement des transports de marchandises (1985); étude sur le développement du transport interurbain de voyageurs (1985); étude sur la possibilité de créer un centre régional de recherche ferroviaire (1985); étude sur l'augmentation des recettes grâce à la diversification des moyens de transport, l'accent étant mis sur les transports autres que les transports ferroviaires (1985); étude sur les stratégies à appliquer en matière de commercialisation et de vente, en vue d'accroître les recettes (1985);

iii) Assistance technique: services consultatifs en vue de l'exécution du projet de Chemin de fer transasiatique (deux missions en 1984, deux missions en 1985); deux missions consultatives pour aider à la création d'un institut des transports ferroviaires (une en 1984, une en 1985); réunion du Groupe de coordination de la recherche ferroviaire (1984).

### 3.2 Modernisation, rénovation et renforcement de l'efficacité des chemins de fer

*Produits:*

i) Publications techniques: étude sur la mise au point et l'application de techniques modernes de peinture du matériel roulant (1985); étude sur l'amélioration de systèmes sûrs et efficaces pour l'exploitation et la protection des trains (1985); étude tenant compte des résultats des essais pratiques et des spécifications techniques pour le système envisagé de signalisation et de télécommunication dans les réseaux ferroviaires de la région lorsque la production et le transport de l'énergie électrique sont insuffisants (1984); étude d'un système d'électrification normalisé rentable pour les pays en développement de la région

(1985); manuel de l'électrification des chemins de fer, y compris la planification, la construction, l'exploitation et l'entretien (1985); étude sur l'augmentation du rendement et de la productivité notamment par l'accroissement de la capacité des lignes et des vitesses et une meilleure utilisation du matériel (1985); étude sur les réseaux ferroviaires existants en vue d'améliorer les transports en commun urbains et suburbains (1985); études sur des systèmes d'entretien efficaces, notamment: l'entretien des voies, la gestion des stocks de pièces détachées pour le matériel roulant, l'établissement de manuels dans divers domaines (deux en 1984, deux en 1985); étude sur les techniques d'automatisation dans le transport ferroviaire; étude sur les divers moyens d'économiser au maximum l'énergie suivant les différents modes de traction (locomotive diesel, à vapeur, électrique) et sur les sources d'énergie de substitution dans le cadre de l'exploitation des chemins de fer (1985); étude sur les modifications à apporter aux spécifications et aux normes pour réduire les dépenses de fonctionnement et d'équipement, en vue de l'accroissement de la capacité et du renforcement des éléments d'actif (1985); étude sur l'application des techniques informatiques à la gestion et à l'exploitation des chemins de fer (1985);

ii) Assistance technique: trois missions itinérantes d'experts des chemins de fer afin de donner des avis sur des questions concernant les techniques, la gestion, la formation et l'exploitation ferroviaires (une en 1984, deux en 1985); quatre séminaires et voyages d'étude sur certains aspects des chemins de fer et des transports ferroviaires (deux en 1984, deux en 1985); deux ateliers sur les aspects économiques et techniques des transports ferroviaires (un en 1984, un en 1985); quatre stages itinérants sur des questions concernant les techniques, la gestion et l'exploitation des transports ferroviaires (deux en 1984, deux en 1985).

### 3.3 Groupe de la coopération ferroviaire Asie-Pacifique

*Produits:*

i) Publications techniques: étude annuelle des réseaux ferroviaires (1984, 1985); étude sur la mise en place d'un système statistique et d'un système d'information sur les chemins de fer (1985); quatre études sur la normalisation des installations, des véhicules et de l'exploitation (deux en 1984, deux en 1985); étude sur la possibilité de réaliser des coentreprises dans divers domaines du transport ferroviaire (1985);

ii) Assistance technique: réunions du Groupe et des sous-groupes de la coopération ferroviaire Asie-Pacifique (quatre en 1984, quatre en 1985).



#### *Sous-programme 4. Développement du transport aérien de fret*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 132 100 dollars (soit 9,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 7 800 dollars (soit 5,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.148 à 24.151;

c) Eléments de programme:

##### 4.1 Promotion des aspects économiques du transport aérien de fret

###### *Produits:*

i) Publications techniques: deux études annuelles sur les tendances et le développement du transport aérien de fret dans la région de la CESAP (1984, 1985); étude sur le rôle du transport aérien de fret dans le développement socio-économique des pays membres, notamment en ce qui concerne les pays sans littoral et les pays insulaires en développement (1984); deux rapports sur des monographies concernant la rentabilité du groupage de fret aérien pour des produits spécifiques dans certains groupes de pays de la région de la CESAP (un en 1984, un en 1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives pour fournir aux exportateurs et aux transitaires une assistance concernant les techniques d'emballage de fret aérien (deux en 1984, deux en 1985); cours de formation/séminaire sur la gestion du fret aérien (1984); cours de formation sur les techniques d'emballage du fret aérien (1985); missions consultatives dans cinq pays insulaires du Pacifique concernant l'enquête sur les transports aériens, maritimes et routiers et les infrastructures connexes dans la région du Pacifique (1984); quatre missions en vue de donner des avis sur la possibilité de mettre en place un mécanisme de consultation entre les usagers et les fournisseurs de services de fret aérien (deux en 1984, deux en 1985).

#### *Sous-programme 5. Développement de l'infrastructure des communications*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 165 200 dollars (soit 12 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 31 000 dollars (soit 22,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.152 à 24.155.

c) Eléments de programme:

##### 5.1 Télécommunications

###### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour la deuxième conférence régionale (et séminaire) sur les télécommunications (1984);

ii) Publications techniques: Carte du Réseau asiatique de télécommunications (version mise à jour et révisée) [une en 1984, une en 1985]; étude de la contribution des télécommunications au développement socio-économique (1985); études nationales sur les incidences socio-économiques des télécommunications rurales (1984);

iii) Assistance technique: six réunions de coordination pour la mise en place du Réseau asiatique de télécommunications (trois en 1984, trois en 1985); 12 missions consultatives régionales en vue d'aider au choix de nouvelles techniques et de nouvelles méthodes de formation (trois en 1984, neuf en 1985); missions consultatives dans quatre pays sur la planification et la formation en matière de radiodiffusion et de télévision (1985).

##### 5.2 Services postaux

###### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études techniques sur divers aspects de développement des services postaux (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives en vue d'améliorer les services postaux dans les zones rurales (deux en 1984, deux en 1985); organisation de deux séminaires ou ateliers sur le développement des services postaux, l'accent étant mis en particulier sur les problèmes des pays les moins avancés (un en 1984, un en 1985);

iii) Six bourses de perfectionnement à l'intention des fonctionnaires des postes en vue d'une formation dans des institutions ou des administrations postales (trois en 1984, trois en 1985).

#### *Sous-programme 6. Développement du tourisme*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 159 700 dollars (soit 11,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 7 900 dollars (soit 5,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.156 à 24.159.

c) Eléments de programme:

##### 6.1 Rôle du tourisme dans le développement général et mesures d'incitation appropriées

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produits:*

i) Publication technique: étude sur la mesure des effets économiques du tourisme dans certains pays et sur les incitations fiscales et financières en faveur du tourisme (1984);

ii) Assistance technique: atelier sur l'évaluation quantitative de l'impact économique du tourisme et ses incidences sur les mesures d'incitation (1985).

### 6.2 Planification pluridisciplinaire pour la coordination du développement du tourisme

*Produits:*

i) Publications techniques: quatre études nationales sur l'établissement d'un ordre de priorité pour les projets du secteur touristique (deux en 1984, deux en 1985); directives pour les études d'impact du tourisme sur les projets de développement des transports (1985); directives pour la réglementation des effets du développement touristique sur l'environnement social et physique (1985); directives concernant les liens entre certaines recherches et la planification du tourisme (1984); étude sur l'intégration intersectorielle dans l'élaboration des projets pour le développement des ressources touristiques (1984);

ii) Assistance technique: six missions consultatives sur le développement du tourisme dans les pays les moins avancés (trois en 1984, trois en 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

11.74 Les ressources prévues à ce titre (33 000 dollars), exprimées en mois de travail, peuvent se répartir comme suit:

Sous-programme	Description des tâches	Mois de travail
1	Réalisation d'études techniques . . . . .	2
2	Etablissement de documents pour les réunions spéciales, préparation d'études et d'un projet de convention; fourniture de services consultatifs et autres pour l'élaboration d'un rapport de synthèse . . . . .	2
3	Etablissement d'études et de documents techniques pour un groupe de travail intergouvernemental sur les chemins de fer . . . . .	2
4	Réalisation de deux études annuelles sur les tendances et le développement du transport de fret, sous toutes ses formes . . . . .	2
6	Etablissement d'études sur le tourisme . . . . .	2
	<b>Total</b>	<b>10</b>

*Frais de voyage du personnel*

11.75 Les ressources nécessaires à ce titre (24 000 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	4 700
Sous-programme 2 . . . . .	6 000
Sous-programme 3 . . . . .	6 000
Sous-programme 4 . . . . .	2 600
Sous-programme 6 . . . . .	4 700
<b>Total</b>	<b>24 200</b>

*Imprimerie*

11.76 Les ressources prévues (10 800 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de la publication semestrielle d'une version élargie du *Transport and Communications Bulletin for Asia and the Pacific*.

### 13. - TRANSPORTS II (TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET VOIES NAVIGABLES INTÉRIEURES)

#### TABLEAU 11.35. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	560,1	46,9	18,6	45,2	110,7	670,8
Consultants	7,8	0,4	2,5	1,7	4,6	12,4
Dépenses communes de personnel	229,6	19,6	7,6	18,5	45,7	275,3
Frais de voyage du personnel	20,3	0,9	-	1,8	2,7	23,0
Imprimerie	3,5	0,1	1,2	0,8	2,1	5,6
<b>Total</b>	<b>821,3</b>	<b>67,9</b>	<b>29,9</b>	<b>68,0</b>	<b>165,8</b>	<b>987,1</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
889,2	29,9	-	-	29,9	3,3 %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	204,0	227,0
<b>Total a)</b>	<b>204,0</b>	<b>227,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 11.35 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels :		
PNUD	1 316,0	994,0
Institutions spécialisées et autres organismes	244,0	185,0
Sources bilatérales	2 955,0	2 227,0
Total c)	4 515,0	3 406,0
Total a), b) et c)	4 719,0	3 633,0
Total, coûts directs		
		4 620,1

TABLEAU 11.36. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: transports II (transports maritimes, ports et voies navigables intérieures)

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	-	1	-	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	1	1	2	2
P-4	4	3	-	-	-	-	4	3
P-3	2	2	-	-	-	-	2	2
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	4	4	-	-	6	3	10	7
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>7</b>
<b>Total général</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>16</b>

### 13. – TRANSPORTS II (TRANSPORTS MARITIMES, PORTS ET VOIES NAVIGABLES INTÉRIEURES)

11.77 Ce programme est exécuté par la Division des transports maritimes, des ports et des voies navigables. Les cinq sous-programmes, les éléments de programmes et les produits correspondant qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Elaboration de politiques et création de mécanismes institutionnels dans le domaine du transport maritime*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 154 000 dollars (soit 15,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.162 à 24.168.

c) Éléments de programme:

#### 1.1 Politiques et législation maritimes

##### *Produits:*

i) Services à fournir au Comité du transport maritime et des transports et communications (1984);

ii) Publications techniques: directives en matière de législation maritime (1984); études des faits nouveaux concernant le transport maritime, les ports et les voies navigables intérieures dans la région, et notamment examen des progrès réalisés dans l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1985);

iii) Assistance technique: deux missions consultatives sur l'élaboration d'une législation maritime nationale (une en 1984, une en 1985); réunion d'un groupe d'experts sur la législation maritime (1985).

#### 1.2 Information économique sur le transport maritime\*

##### *Produits:*

i) Publication technique: *Manuel de statistiques des transports maritimes* (1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur l'exécution du projet d'information économique sur le transport maritime (deux en 1984, deux en 1985); séminaire sur l'information économique concernant le transport maritime (1984).

#### 1.3 Création de mécanismes institutionnels

##### *Produits:*

i) Publication technique: directives concernant la création et le fonctionnement de groupes d'étude du fret (1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur la création d'organismes d'administration et de gestion du transport maritime, des ports et des voies navigables intérieures, ou le renforcement des organismes existants (deux en 1984, deux en 1985); séminaire sur les groupes d'étude du fret (1985).

#### 1.4 Développement des établissements de formation maritime

*Produits:* publications techniques: étude et évaluation des besoins et des capacités des centres nationaux de formation maritime dans les pays membres (1985); étude de faisabilité sur la création de centres sous-régionaux ou régionaux de formation maritime (1985)

#### *Sous-programme 2. Développement des marines marchandes et des services de transport maritime*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 205 300 dollars (soit 20,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.169 à 24.173.

c) Éléments de programme:

#### 2.1 Marines marchandes, services de transport maritime et économies d'énergie

##### *Produits:*

i) Publications techniques: manuel de gestion du transport maritime (1985); une monographie sur l'utilisation d'un modèle informatisé pour la planification des services de transport maritime sur des itinéraires déterminés (1985); analyse des nouveaux progrès réalisés dans le domaine des navires à voile et des économies d'énergie (1985);

ii) Assistance technique: deux missions consultatives sur les possibilités d'économie d'énergie dans le transport maritime (une en 1984, une en 1985); une mission consultative sur les moyens d'exploiter au mieux le tonnage existant et sur l'utilisation et l'organisation rationnelles des services de transport maritime, eu égard en particulier aux nouvelles techniques en matière de transport maritime, telles que la conteneurisation et les opérations de transport multimodal (1985); trois missions consultatives sur la création d'une banque régionale de données sur le transport maritime pour faciliter la planification du développement des flottes marchandes (deux en 1984, une en 1985); séminaire et voyage d'étude, à l'intention du personnel de gestion, sur l'organisation et la gestion des compagnies de navigation maritime, eu égard en

\* Rang de priorité le plus élevé.

particulier à la conteneurisation (1984); séminaire sur l'établissement des prix de revient et la tarification des services de transport maritime (1985); un séminaire sur l'application des conventions maritimes internationales, à l'intention des armateurs (1985).

## 2.2 Financement des navires\*\*

### *Produits:*

i) Publication technique: directives concernant l'achat et la vente des navires (1985);

ii) Assistance technique: une mission consultative sur divers aspects de l'achat et de la vente des navires (1984); séminaire sur le financement des navires (1985).

## 2.3 Développement des installations de construction navale et de réparation des navires

### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion intergouvernementale d'experts sur la construction navale et la réparation des navires (1984);

ii) Publication technique: étude des installations et des activités de construction navale et de réparation des navires dans les pays de la région (1984);

iii) Assistance technique: une mission consultative sur la mise en place d'une petite industrie de la réparation des navires (1985).

## 2.4 Promotion de la coopération et des services communs dans le domaine du transport maritime

### *Produits:*

i) Publication technique: bulletin sur le développement des services communs de transport maritime (1985);

ii) Assistance technique: services nécessaires pour deux réunions d'associations d'armateurs pour promouvoir la coopération régionale entre armateurs (une en 1984, une en 1985); deux missions consultatives sur l'exploitation des services communs de transport maritime (une en 1984, une en 1985).

### *Sous-programme 3. Aménagement des ports*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 217 200 dollars (soit 22 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 56 700 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.174 à 24.180.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

## c) Eléments de programme:

### 3.1 Exploitation, gestion et formation portuaires\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: manuel d'instruction audio-visuelle (1984); répertoire régional des centres et des moyens de formation portuaire (1984); étude sur les méthodes et techniques nouvelles de manutention des cargaisons (1985);

ii) Assistance technique: quatre séminaires aux niveaux national et sous-régional sur l'amélioration des méthodes d'exploitation portuaire (deux en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*; deux missions consultatives pour aider à créer de nouveaux centres de formation ou à relever le niveau des centres existants, notamment par de meilleurs programmes d'études (une en 1984, une en 1985)\*\*\*\*; séminaire sur la formation des instructeurs (1985); une mission consultative sur le contrôle de la documentation, la sécurité et la protection contre les accidents du travail (1984); deux séminaires sur les méthodes modernes de gestion portuaire et les politiques d'aménagement des ports (un en 1984, un en 1985); six bourses d'étude à l'intention du personnel de gestion portuaire (trois en 1984, trois en 1985); séminaire sur l'organisation de l'entretien du matériel (1984).

### 3.2 Aménagement des ports

#### *Produits:*

i) Publications techniques: modernisation des ports des pays insulaires du Pacifique sud: définition de critères pour les études techniques (1984); modernisation des installations portuaires et opérations de dragage (1985); actes de deux séminaires ou ateliers (un en 1984, un en 1985); bulletin technique sur le dragage (1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur l'aménagement général des ports, y compris le choix de l'emplacement et le schéma d'implantation des nouvelles installations au stade de l'établissement des plans, et sur le dragage (deux en 1984, deux en 1985); quatre missions consultatives sur les critères, les caractéristiques et le choix du matériel (deux en 1984, deux en 1985); deux séminaires ou ateliers régionaux sur l'amélioration des techniques concernant: l'exploitation, l'entretien et la réparation des dragues et la prévision des besoins et l'approvisionnement en pièces de rechange pour ce matériel (1984), et l'établissement du coût des opérations de dragage (1985).

### 3.3 Mise en place d'un système d'information de gestion pour les ports

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\*\* Pour mémoire. Les ressources nécessaires sont inscrites au chapitre 24 ci-après.

*Produits:*

i) Publications techniques: mise à jour de l'étude sur les systèmes d'information de gestion pour les ports (PORTMIS) [1984]; étude des pratiques de gestion portuaire dans certains pays de la région de la CESAP (1984);

ii) Assistance technique: deux missions consultatives dans des pays sur l'amélioration des systèmes d'information de gestion pour les ports à différents niveaux (1984); séminaire et voyage d'étude sur l'amélioration des méthodes de gestion portuaire et sur l'établissement des tarifs portuaires (1985); réunion d'un groupe d'experts sur les systèmes d'information de gestion pour les ports (PORTMIS) [1984].

### 3.4 Conteneurisation et systèmes de transport multimodal

*Produits:*

i) Publication technique: étude sur la conteneurisation et le transport multimodal dans certains pays de la région de la CESAP (1984);

ii) Assistance technique: six missions consultatives dans des pays en développement de la région sur l'amélioration des installations et services portuaires aux fins du transport multimodal, y compris la question des tarifs portuaires (trois en 1984, trois en 1985); services consultatifs nécessaires pour les réunions annuelles de directeurs des services portuaires, eu égard en particulier à la conteneurisation et aux systèmes de transport multimodal dans les ports (1984, 1985).

### *Sous-programme 4. Développement du transport fluvial*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 205 300 dollars (soit 20,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 56 800 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.181 à 24.185.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Politiques générales et planification

*Produits:*

i) Publications techniques: étude des divers régimes actuels d'exploitation des voies navigables intérieures et analyse des coûts (1984); inventaire des principales voies navigables intérieures dans certains pays de la région de la CESAP (1984);

ii) Assistance technique: une mission consultative sur l'élaboration des politiques et les techniques de planification (1985); deux missions consultatives sur les services d'information et les services statistiques (une en 1984, une en 1985); deux missions pour aider à mettre sur pied des instituts et des programmes nationaux ou régionaux de formation ou à en assurer le développement (une en 1984, une en 1985); un séminaire et voyage d'étude sur les techniques et réalisations nouvelles des pays développés et les possibilités d'application aux pays en développement (1985).

#### 4.2 Aménagement et entretien des voies navigables intérieures, y compris le développement des opérations de dragage

*Produits:*

i) Publications techniques: monographie sur le dragage par agitation (1984);

ii) Assistance technique: services consultatifs nécessaires pour une réunion de directeurs des services chargés du transport fluvial et des voies navigables intérieures (1984); deux séminaires/ateliers régionaux pour améliorer les techniques utilisées dans le secteur du dragage des voies navigables intérieures (un en 1984, un en 1985); quatre missions dans des pays membres pour fournir des services consultatifs concernant l'aménagement et l'entretien des voies navigables (deux en 1984, deux en 1985); poursuite des travaux préparatoires en vue de la création d'un centre régional pour les techniques du transport fluvial au Bangladesh (1984, 1985).

#### 4.3 Amélioration des flottes

*Produit:* assistance technique: deux missions consultatives dans des pays membres sur divers aspects du développement et de la gestion des flottes (une en 1984, une en 1985); séminaire/groupe d'experts sur l'étude et la construction de bateaux fluviaux et l'amélioration de l'exploitation technique (remorquage et poussage) et économique de la flotte (un en 1984, un en 1985).

#### 4.4 Aménagement des terminaux et des installations d'accostage

*Produits:*

i) Publication technique: manuel sur la conception des terminaux et des installations d'accostage (ouvrages et bâtiments, matériel mécanisé et fonctionnement des terminaux dans diverses conditions) [1985];

ii) Assistance technique: une mission consultative dans des pays membres sur l'aménagement des terminaux et des installations d'accostage (1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.



*Sous-programme 5. Organisations de chargeurs et coopération entre les chargeurs*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 205 300 dollars (soit 20,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 113 500 dollars (soit 50 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.186 à 24.189.

c) Eléments de programme:

5.1 Création et renforcement des organisations nationales de chargeurs\*

*Produits:*

i) Publications techniques: manuel du chargeur (1984); étude sur les taux de fret et les surtaxes (une en 1984, une en 1985); rassemblement et diffusion périodiques de renseignements sur le transport maritime, à l'intention des pays membres (deux rapports en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance technique: services consultatifs sur la création, le renforcement et le fonctionnement des organisations de chargeurs (deux missions en 1984, deux en 1985); quatre missions pour conseiller les conseils de chargeurs sur l'implantation de réseaux d'information au niveau national (deux en 1984, deux en 1985); six ateliers nationaux sur le groupage des cargaisons, la conteneurisation, les questions juridiques et portuaires, le calcul des coûts du transport maritime et d'autres aspects de la coopération entre les chargeurs (trois en 1984, trois en 1985).

5.2 Promotion de la coopération régionale entre les organisations de chargeurs et entre celles-ci et les organisations d'armateurs

*Produit:* assistance technique: deux missions consultatives sur la mise en œuvre de plans visant à promouvoir la coopération entre chargeurs et armateurs (une en 1984, une en 1985); deux ateliers régionaux et sous-régionaux sur la coopération entre les chargeurs (un en 1984, un en 1985); services consultatifs nécessaires pour deux réunions de directeurs d'organisations de chargeurs et d'associations d'armateurs, ainsi que d'autorités portuaires (1984).

5.3 Assistance pour l'évaluation des besoins de transporteurs et de services appropriés

*Produits:*

i) Publication technique: deux études sur le choix des services de transport maritime (une en 1984, une en 1985);

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

ii) Assistance technique: deux missions pour aider les pays membres à évaluer les services de transport maritime (une en 1984, une en 1985).

5.4 Groupage des cargaisons, retenue du fret et activités d'affrètement, y compris mise en place de services informatisés

*Produits:*

i) Publications techniques: études sur les systèmes de groupage des cargaisons et sur les taux de fret (une en 1984, une en 1985); directives sur l'établissement de modèles informatisés de transport maritime (1985);

ii) Assistance technique: deux missions pour aider à l'exécution de projets concernant le groupage des cargaisons et l'affrètement (une en 1984, une en 1985); atelier sur l'utilisation des modèles dans le transport maritime (1985);

5.5 Renforcement des organisations de transitaires

*Produits:*

i) Publication technique: manuel sur la création et le fonctionnement des organisations de transitaires (1984);

ii) Assistance technique: atelier sur le fonctionnement des organisations de transitaires (1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Reclassement de postes*

11.78 Il est proposé de reclasser à D-1 un poste P-5 et de reclasser à P-5 un poste P-4. Le premier reclassement aurait pour but d'attribuer au poste de chef de la Division des transports maritimes, des ports et des voies navigables une classe en rapport avec les fonctions exercées. Le second reclassement refléterait mieux le niveau de compétences requis d'un expert de l'aménagement des ports. La Section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a constaté que ces postes devaient être rangés dans les classes D-1 et P-5 respectivement.

*Consultants*

11.79 Les ressources prévues à ce titre (10 700 dollars), exprimées en mois de travail, permettront de financer les activités ci-après:

<i>Sous-programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1	Etablir une étude sur la formation maritime et fournir une assistance pour la mise en œuvre de nouveaux principes directeurs concernant la législation maritime . . . . .	1

Sous-programme	Description des tâches	Mois de travail	Frais de voyage du personnel															
2	Elaborer des principes directeurs concernant les pratiques en matière de financement des navires; aider à la préparation d'une enquête et fournir des conseils techniques . . . . .	1	11.80 Les ressources prévues à ce titre (21 200 dollars) peuvent se répartir comme suit:															
3	Contribuer à l'établissement d'une étude de l'aménagement des ports, à la mise en application de nouvelles techniques dans ce domaine et à la formation du personnel . . . . .	1	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Dollars</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Sous-programme 1 . . . . .</td> <td>3 500</td> </tr> <tr> <td>Sous-programme 2 . . . . .</td> <td>5 200</td> </tr> <tr> <td>Sous-programme 3 . . . . .</td> <td>5 500</td> </tr> <tr> <td>Sous-programme 4 . . . . .</td> <td>4 500</td> </tr> <tr> <td>Sous-programme 5 . . . . .</td> <td>2 500</td> </tr> <tr> <td><b>Total</b></td> <td><b>21 200</b></td> </tr> </tbody> </table>			Dollars	Sous-programme 1 . . . . .	3 500	Sous-programme 2 . . . . .	5 200	Sous-programme 3 . . . . .	5 500	Sous-programme 4 . . . . .	4 500	Sous-programme 5 . . . . .	2 500	<b>Total</b>	<b>21 200</b>
	Dollars																	
Sous-programme 1 . . . . .	3 500																	
Sous-programme 2 . . . . .	5 200																	
Sous-programme 3 . . . . .	5 500																	
Sous-programme 4 . . . . .	4 500																	
Sous-programme 5 . . . . .	2 500																	
<b>Total</b>	<b>21 200</b>																	
4	Etablir des études sur les politiques qui régissent actuellement l'exploitation des voies navigables intérieures . . . . .	1																
5	Contribuer à la préparation d'un manuel et à l'établissement d'une étude, et aider à assurer les services d'un atelier . . . . .	1	<b>Imprimerie</b> 11.81 Les ressources prévues (4 800 dollars) doivent permettre de publier des rapports techniques.															
	<b>Total</b>	<b>5</b>																

## 14. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

TABLEAU 11.37. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire.

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	456,2	37,0	97,8	43,8	178,6	634,8
Personnel temporaire	33,6	(33,6)	-	-	(33,6)	-
Consultants	26,0	1,2	(10,2)	2,8	(6,2)	19,8
Groupes spéciaux d'experts	24,6	2,4	(17,0)	1,0	(13,6)	11,0
Postes temporaires	-	-	78,2	5,1	83,3	83,3
Dépenses communes de personnel	187,1	15,5	72,4	19,6	107,5	294,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
Frais de voyage du personnel	20,6	1,0	-	1,8	2,8	23,4
Imprimerie	3,5	0,1	(1,7)	0,3	(1,3)	2,2
<b>Total</b>	<b>761,6</b>	<b>13,6</b>	<b>219,5</b>	<b>74,4</b>	<b>307,5</b>	<b>1 069,1</b>

TABLEAU 11.37 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
775,2	219,5	110,2	-	109,3	14,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	183,0	309,0
<b>Total a)</b>	183,0	309,0
<b>b) Activités de fond :</b>		
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	512,0	588,0
<b>Total b)</b>	512,0	588,0
<b>c) Projets opérationnels :</b>		
FNUAP	471,0	544,0
Autres organismes	1 234,0	1 420,0
Sources bilatérales	1 829,0	2 093,0
<b>Total c)</b>	3 534,0	4 057,0
<b>Total a), b) et c)</b>	4 229,0	4 954,0
<b>Total, coûts directs</b>		6 023,1

TABLEAU 11.38. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: développement social dans la région de l'Asie et du Pacifique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	1	2	-	-	1	1	3
P-4	1	1	-	1 a/	1	1	2
P-3	2	3	-	-	-	-	2
P-2/1	1	-	-	-	-	-	1
Total	6	7	-	1	3	3	9
Autres catégories							
Agents locaux	5	5	-	-	4	2	9
Total	5	5	-	-	4	2	9
Total général	11	12	-	1	7	5	18

a/ Dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, il a été proposé de prévoir un poste p-4 à titre non renouvelable.

## 14. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

11.82 Ce programme est exécuté par la Division du développement social. Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Participation de la population*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 712 100 dollars (soit 66,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 336 400 dollars (soit 37,5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 21.91 à 21.94.

c) Eléments de programme:

1.1 Analyse des politiques et questions relatives à la promotion de la participation\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: manuel de formation et livre d'enseignement sur la participation de la population (1985); directives pour la mise au point des politiques de participation de la population compte tenu des sensibilités et des attitudes des groupes défavorisés (1985);

ii) Assistance technique: quatre ateliers dans des pays de l'Asie du Sud sur les difficultés rencontrées par les groupes de participation et le renforcement de leurs capacités de réponse (deux en 1984, deux en 1985); deux cours de formation destinés à développer les compétences juridiques paraprofessionnelles des groupes de participation existants (un en 1984, un en 1985); réunion d'un groupe d'experts sur l'adaptation des politiques de développement rural aux exigences de la participation accrue de la population (1985); réunion d'un groupe d'experts sur le rôle des éléments nécessaires à la participation de la population et sur les relations entre ces éléments (1985); réunion d'un groupe d'experts chargé d'examiner les conséquences des attitudes culturelles, sociales et économiques des groupes défavorisés sur la prise des décisions concernant la participation de la population (1984).

1.2 Participation des femmes au développement

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels à fournir à une réunion intergouvernementale régionale pour préparer la Conférence mondiale de 1985 chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1984);

ii) Publications techniques: réalisation de cinq monographies sur la femme et la protection des consommateurs (deux en 1984, trois en 1985); cinq études sur des problèmes particuliers concernant la femme et le développement (1984); directives visant à améliorer les organismes nationaux (1984); rapport sur la situation des femmes et les progrès accomplis dans la région de la CESAP en ce qui concerne l'application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1985);

iii) Assistance technique: 18 missions en vue de renforcer les mécanismes nationaux d'intégration de la femme dans les plans et programmes nationaux de développement, y compris la formulation et la réalisation des projets nationaux (neuf en 1984, neuf en 1985).

1.3 Participation des jeunes au développement

#### *Produits:*

i) Publications techniques: recueil de directives pour la formation des animateurs de jeunes et des moniteurs (1985); cinq monographies nationales et documentation sur les besoins et les problèmes de la jeunesse et les programmes en faveur de la jeunesse, en vue de la formulation de politiques relatives à la jeunesse (1984); huit numéros du *Youth Development Newsletter* (quatre en 1984, quatre en 1985);

ii) Assistance technique: huit missions pour aider au renforcement des stratégies et des structures administratives nationales en vue d'une mobilisation plus effective des jeunes (quatre en 1984, quatre en 1985); six ateliers de formation régionaux sur les différents aspects de l'action en faveur de la jeunesse rurale sur les problèmes urgents concernant les jeunes dans les zones urbaines et sur la prévention du crime et la justice pour mineurs (trois en 1984, trois en 1985); quatre voyages d'étude et stages pratiques à l'intention des animateurs de jeunes et des moniteurs dans le cadre de programmes destinés à la jeunesse (deux en 1984, deux en 1985); deux ateliers nationaux pour promouvoir le rôle des jeunes dans les programmes de procréation responsable (1984); diffusion d'informations régionales sur l'Année internationale de la jeunesse et sur les activités et programmes en faveur des jeunes dans la région de la CESAP (1984, 1985); plan d'action régional pour la célébration de l'Année internationale de la jeunesse (1985); deux cours de formation régionaux et sous-régionaux sur les politiques et l'action en faveur des jeunes (un en 1984, un en 1985); atelier régional en vue de mettre au point des programmes visant à améliorer la condition des jeunes femmes dans le secteur des services et des spectacles (1984).

### *Sous-programme 2. Protection sociale et développement social*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 178 500 dollars (soit 16,7 p. 100 du total prévu pour

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

le programme); fonds extra-budgétaires: 112 100 dollars (soit 12,5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 21.95 à 21.98.

c) Eléments de programme:

## 2.1 Stratégies et politiques de protection sociale

### Produits:

i) Services fonctionnels de la troisième Conférence ministérielle sur la protection sociale et le développement social pour l'Asie et le Pacifique (1985);

ii) Publications techniques: cinq études de cas sur des projets réussis de développement communautaire (1984); manuel sur la planification de la protection sociale au niveau local et directives relatives aux moyens et mécanismes à mettre en place pour assurer la prestation plus efficace des services sociaux dans les zones rurales (1985);

iii) Assistance technique: 10 missions afin de fournir des services consultatifs concernant l'élaboration et l'exécution de politiques et de programmes de protection sociale axés sur le développement (cinq en 1984, cinq en 1985); services consultatifs pour la mise sur pied de dispositions régionales en vue de la création d'un mécanisme permanent de coopération technique entre pays en développement de la région, en particulier pour l'exécution du Plan d'action international sur le vieillissement et du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées (une mission en 1984, une mission en 1985).

## 2.2 Information sur le développement social et la protection sociale

### Produits:

i) Publications techniques: six numéros de *Social Development Newsletter* (trois en 1984, trois en 1985); Répertoire de la base régionale de données sur le développement social (1985);

ii) Assistance technique: quatre missions consultatives sur la mise en place de services nationaux de liaison pour les systèmes d'information sur le développement social (deux en 1984, deux en 1985); mise en place d'un réseau régional d'information sur les femmes (1985).

### Sous-programme 3. Santé et développement

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 178 500 dollars (soit 16,7 p. 100 du total prévu pour

le programme); fonds extra-budgétaires: 448 500 dollars (soit 50 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 21.99 à 21.102.

c) Eléments de programme:

## 3.1 Développement de services communautaires de base dans le cadre des soins de santé primaires

### Produits:

i) Publications techniques: rapport de recherche sur la participation des collectivités aux programmes de soins de santé primaires (1984); rapport sur les problèmes et les difficultés concernant les soins de santé primaires (1984);

ii) Assistance technique: septième et huitième séminaires de formation sur le développement des services communautaires de base dans le cadre des soins de santé primaires (un en 1984, un en 1985); assistance technique au Centre pour les soins de santé primaires de l'ANASE (1984, 1985).

## 3.2 Planification sanitaire et aspects sanitaires du développement

### Produits:

i) Services fonctionnels à fournir à une réunion intergouvernementale sur la santé et le développement (1985);

ii) Publications techniques: rapport sur la situation sanitaire aux Philippines (1984); rapport sur les tendances de la santé en Asie (1985);

iii) Assistance technique: cinquième et sixième cours sur la planification, le développement et la santé (un en 1984, un en 1985); trois ateliers spécialisés sur la planification et la gestion sanitaires (un en 1984, deux en 1985).

## 3.3 Produits pharmaceutiques et santé

### Produits:

i) Publications techniques: étude sur l'éventail des prix des médicaments importés (1984); manuel de planification de l'industrie pharmaceutique (1984);

ii) Assistance technique: deux ateliers sur les négociations avec les sociétés transnationales du secteur de l'industrie pharmaceutique et la réglementation de leurs activités (1984, 1985); services de données pharmaceutiques: publication trimestrielle sur l'industrie pharmaceutique et la santé (1984, 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

## 3.4 L'enfance dans le développement national\*\*

*Produits:*

i) Publications techniques: atlas concernant les enfants et le développement national (1984); deux rapports sur les possibilités d'améliorer la situation de l'enfance compte tenu des tendances du développement (un en 1984, un en 1985);

ii) Assistance technique: séminaire sur la planification des activités multisectorielles propres à améliorer la situation de l'enfance.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Poste temporaire*

11.83 Il est proposé de prévoir à titre temporaire, pour la durée de l'exercice biennal 1984-1985, un poste P-4 dont le titulaire aidera aux préparatifs régionaux de l'Année internationale de la jeunesse.

*Transfert de postes*

11.84 Il est proposé d'officialiser l'échange d'un poste P-2 autorisé initialement au titre de ce programme comme un poste P-3 précédemment affecté au programme «Population». Il est proposé également d'officialiser le transfert d'un poste P-4 du programme «Ressources naturelles» à ce programme.

*Reclassement de postes*

11.85 Il est proposé de reclasser à P-5 un poste P-4, les attributions et les responsabilités du titulaire s'étant élargies et englobant maintenant la supervision de toutes les activités relatives à la jeunesse. La section du classement des emplois (relevant du Bureau des services du personnel) a estimé qu'il convenait de classer ce poste à P-5.

*Consultants*

11.86 Les ressources nécessaires à ce titre (17 000 dollars), exprimées en mois de travail, peuvent se répartir comme suit:

<i>Elément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Entreprendre des travaux de recherche sur l'élaboration de politiques relatives à la participation de la population . . . . .	1,0
1.2	Préparer un document d'information pour la réunion intergouvernementale régionale préparatoire de la Conférence mondiale de 1985 chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme . . . . .	0,5
1.3	Etablir, sur la base des délibérations de la réunion régionale préparatoire de l'Année internationale de la jeunesse, une série de rapports sur les politiques et les programmes intéressant les jeunes dans la région . . . . .	1,5
2.1	Etablir cinq monographies, un manuel et d'autres documents pour la troisième Conférence ministérielle sur la protection sociale et le développement social pour l'Asie et le Pacifique. . . . .	1,5
2.2	Etablir des directives pour l'atelier sur la formation à la collecte des données relatives au développement social. . . . .	0,5
<b>Total</b>		<b>5,0</b>

*Groupe spéciaux d'experts*

11.87 Les ressources prévues (10 000 dollars) permettront de financer la convocation d'un groupe spécial d'experts chargé d'élaborer des directives en vue de l'examen global des efforts déployés pour s'assurer la participation de la population, et de présenter un modèle général de participation de la population.

*Frais de voyage du personnel*

11.88 Les ressources nécessaires à ce titre (21 600 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	11 000
Sous-programme 2 . . . . .	5 200
Sous-programme 3 . . . . .	5 400
<b>Total</b>	<b>21 600</b>

*Imprimerie*

11.89 Les ressources prévues (1 900 dollars) doivent permettre la publication des rapports des réunions intergouvernementales.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## D. - Appui aux programmes

### 1. - SERVICES DE CONFÉRENCE

TABLEAU 11.39. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 449,9	470,3	-	262,0	732,3	3 182,2
Dépenses communes de personnel	1 006,2	196,4	-	102,9	299,3	1 305,5
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	26,8	1,2	-	2,4	3,6	30,4
Services contractuels	20,1	0,9	8,7	4,7	14,3	34,4
<b>Total</b>	<b>3 503,0</b>	<b>668,8</b>	<b>8,7</b>	<b>372,0</b>	<b>1 049,5</b>	<b>4 552,5</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins dépenses non renouvelables	(4) Plus croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 171,8	8,7	-	-	8,7	0,2 %

##### 2) Fonds extra-budgetaires

-
---

Total, coûts directs	4 552,5
-------------------------	---------



TABLEAU 11.40. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: Services de conférence

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	6	6	-	-	-	-	6	6
P-3	21	21	-	-	-	-	21	21
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>29</b>	<b>29</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	69	69	-	-	-	-	69	69
<b>Total</b>	<b>69</b>	<b>69</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>69</b>	<b>69</b>
<b>Total général</b>	<b>98</b>	<b>98</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98</b>	<b>98</b>

**D. – Appui aux programmes****1. – SERVICES DE CONFÉRENCE**

11.90 Ce programme est exécuté par les Services de conférence, qui font partie de la Division de l'administration.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

11.91 Les ressources nécessaires (28 000 dollars) doi-

vent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel linguistique chargé d'assurer le service des réunions qui se tiendront ailleurs qu'à Bangkok.

*Services contractuels*

11.92 Un montant de 29 700 dollars est prévu pour couvrir le coût des travaux contractuels de traduction et de dactylographie concernant l'Etude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, en 1984 et 1985. Il faut maintenir cet arrangement car le secrétariat n'est pas en mesure de traduire cette importante étude.

**2. – GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE**

TABLEAU 11.41. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	441,9	38,3	-	34,1	72,4	514,3
Dépenses communes de personnel	181,1	16,1	-	13,9	30,0	211,1
Imprimerie	-	-	12,8	1,9	14,7	14,7
<b>Total</b>	<b>623,0</b>	<b>54,4</b>	<b>12,8</b>	<b>49,9</b>	<b>117,1</b>	<b>740,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins dépenses non renouvelables	(4) Plus croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
677,4	12,8	-	-	12,8	1,8 %

TABLEAU 11.41 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 605,0	805,0
<b>Total a)</b>	1 605,0	805,0
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	1 605,0	805,0
<b>Total, coûts directs</b>		1 545,1

**TABEAU 11.42. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: gestion des activités de coopération technique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
P-5	2	2	-	-	2	2	4	4
P-4	1	1	-	-	2	2	3	3
P-3	2	2	-	-	2	2	4	4
P-2/1	2	2	-	-	4	2	6	4
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>15</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	2	2	-	-	18	3	20	5
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>11</b>	<b>37</b>	<b>20</b>

## 2. – GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

11.93 Ce programme est exécuté par la Division de la coopération technique. Il comprend essentiellement les fonctions suivantes:

a) Aider le Secrétaire exécutif et le Secrétaire exécutif adjoint en ce qui concerne les négociations, la coordination et la gestion relatives à toutes les activités de coopération technique de la CESAP;

b) Exécuter les projets régionaux qui ont été confiés à la CESAP et qui sont financés par le système des Nations Unies ou par des sources bilatérales, en assurant la liaison avec les organismes des Nations Unies et les sources bilatérales qui fournissent une assistance technique aux pays de la région par l'intermédiaire de la CESAP et en coordonnant les activités susceptibles de favoriser la coopération technique et économique entre les pays en développement de la région;

c) Mobiliser des ressources extra-budgétaires en faveur des activités de coopération technique de la CESAP;

d) Représenter la CESAP aux missions de programmation PNUD/CESAP, aux missions d'examen tripartites des projets régionaux financés par le PNUD, aux réunions du Conseil d'administration du PNUD, aux réunions mondiales et régionales des représentants résidents, aux réunions consultatives in-

terinstitutions et aux réunions du Comité consultatif pour les questions de fond (Activités opérationnelles) [CCQF(OPER)];

e) Fournir un appui en matière de gestion au Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique (CDAP), à l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, au Comité pour la coordination de la prospection commune des ressources minérales au large des côtes du Pacifique sud (CCPM/Pacifique sud) et au large des côtes d'Asie (CCPM), au Comité pour l'exploration de l'océan Indien (COMINDEX), au Centre régional pour la mise en valeur des ressources minérales, au Centre de recherche-développement sur l'étain pour l'Asie du Sud-Est, au Centre régional de transfert de technologie, au Réseau régional de la machine agricole et au Centre de coordination de la recherche-développement concernant les céréales secondaires, les légumineuses, les racines et les tubercules;

f) Assurer le secrétariat du Comité d'examen des projets.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Imprimerie*

11.94 Les ressources prévues (12 800 dollars) permettront de couvrir le coût des publications techniques périodiques.

## 3. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 11.43. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	4 397,1	230,3	-	482,6	712,9	5 110,0
Personnel temporaire	79,4	3,8	-	13,0	16,8	96,2
Consultants	-	-	6,4	1,1	7,5	7,5
Heures supplémentaires	130,4	6,2	-	21,1	27,3	157,7
Dépenses communes de personnel	1 810,4	94,4	-	194,9	289,3	2 099,7
Frais de voyage du personnel	13,4	0,6	11,0	2,2	13,8	27,2
Imprimerie	5,9	-	(2,9)	0,5	(2,4)	3,5
Location et entretien des locaux	517,7	24,7	-	84,8	109,5	627,2
Eclairage, chauffage, énergie et eau	815,6	38,9	212,8	165,3	417,0	1 232,6
Location et entretien du matériel	446,8	21,3	-	72,5	93,8	540,6
Communications	427,9	20,4	44,6	76,5	141,5	569,4
Dépenses de représentation	8,4	0,4	2,9	1,7	5,0	13,4
Services divers	131,0	6,2	-	21,3	27,5	158,5
Fournitures et accessoires	401,7	19,1	67,5	75,7	162,3	564,0
Mobilier et matériel	226,0	10,8	319,1	85,0	414,9	640,9
<b>Total</b>	<b>9 411,7</b>	<b>477,1</b>	<b>661,4</b>	<b>1 298,2</b>	<b>2 436,7</b>	<b>11 848,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
9 388,8	661,4	-	-	661,4	6,6 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

## a) Services d'appui à :

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 600,0	1 695,0

Total a)	1 600,0	1 695,0
----------	---------	---------

TABLEAU 11.43 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	1 600,0	1 695,0
Total, coûts directs		13 543,4

TABLEAU 11.44. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: Services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	5	5	-	-	-	-	5	5
P-4	6	6	-	-	1	2	7	8
P-3	5	5	-	-	1	2	6	7
P-2/1	9	9	-	-	4	4	13	13
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>32</b>	<b>34</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	186	186	-	-	35	60	221	246
<b>Total</b>	<b>186</b>	<b>186</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>60</b>	<b>221</b>	<b>246</b>
<b>Total général</b>	<b>212</b>	<b>212</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41</b>	<b>68</b>	<b>253</b>	<b>280</b>



### 3. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

11.95 Ce programme est exécuté par la Division de l'administration et recouvre les services suivants:

- a) Services budgétaires et financiers;
- b) Service d'information;
- c) Service de traitement des données;
- d) Service d'administration du personnel;
- e) Bibliothèque;
- f) Services généraux.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire et heures supplémentaires*

11.96 Le montant des ressources nécessaires pour le personnel temporaire (83 200 dollars) et pour les heures supplémentaires (136 600 dollars) est le même que pour l'exercice biennal 1982-1983 et permettra de remplacer les fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de longue durée et d'engager du personnel supplémentaire durant les périodes de pointe. Les ressources totales qui sont inscrites sous la rubrique «Services administratifs et services communs» aux fins du contrôle budgétaire sont prévues pour tous les programmes de la CESAP.

#### *Consultants*

11.97 Les ressources prévues (6 400 dollars) permettront de s'assurer les services d'un consultant indépendant, expérimenté et hautement qualifié, qui examinera les installations et les services de la CESAP en matière d'informatique et de traitement des données.

#### *Frais de voyage du personnel*

11.98 Les ressources prévues (25 000 dollars) serviront à couvrir le coût:

- a) Des voyages qu'effectuera le Chef de l'administration pour participer aux réunions intersecrétariats au Siège;
- b) Des voyages qu'effectueront le Chef de l'administration ou les chefs de section, selon les cas, pour superviser les activités administratives des centres et des institutions de la région.

#### *Imprimerie*

11.99 Les ressources prévues (3 000 dollars) doivent permettre de publier l'*Asian Bibliography* et la *List of Acquisitions*.

#### *Eclairage, chauffage, énergie et eau*

11.100 Les ressources prévues (1 067 300 dollars), qui font apparaître une augmentation de 212 800 dollars, ont été calculées d'après la consommation effective en 1980-1981 et en 1982, ainsi que des surtaxes pour l'électricité et pour l'eau.

#### *Communications*

11.101 Les ressources nécessaires (492 900 dollars) accusent une augmentation de 44 600 dollars, qui est imputable à l'augmentation des tarifs postaux intérieurs, du prix des télécommunications et des tarifs internationaux. Le nombre des communications téléphoniques a augmenté lui aussi, en raison notamment de la participation plus active des pays des îles du Pacifique, ainsi que d'autres pays éloignés de la région, aux travaux de la CESAP.

#### *Fournitures et accessoires*

11.102 Les ressources prévues (488 300 dollars) font apparaître une augmentation de 67 500 dollars due essentiellement aux dépenses d'entretien et d'amélioration de la bibliothèque de la CESAP, afin qu'elle puisse fournir des services d'information aux pays membres et des services d'appui au secrétariat, notamment dans des domaines prioritaires comme l'énergie, le transfert de technologie, l'agriculture et le développement rural.

#### *Mobilier et matériel*

11.103 Les ressources nécessaires (555 900 dollars) accusent une augmentation de 319 000 dollars de matériel de traitement des données, de matériel pour la reproduction et de matériel de communications. Les ressources supplémentaires prévues doivent permettre essentiellement d'acheter du matériel pour compléter le système informatique donné par le Gouvernement japonais en 1981; la CESAP pourra ainsi transférer une plus grande part de ses travaux à un ordinateur central, ce qui lui permettra notamment d'exécuter plus efficacement les travaux de comptabilité et de gestion et de fournir les services d'appui nécessaires aux activités statistiques. On se propose également d'acheter six machines de traitement de textes et les accessoires correspondants.

## CHAPITRE 12. - COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

### TABLEAU 12.1. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
44 863,0	(415,2)	(0,9)	673,7	1,5	8 971,4	19,9	9 229,9	20,5	54 092,9

##### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
44 447,8	673,7	142,0	211,0	742,7	1,6

##### 2) Fonds extra-budgétaires

1982-1983	1984-1985
Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses

##### a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies	50,0	50,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 935,7	2 495,3

Total a)	1 985,7	2 545,3
----------	---------	---------

TABLEAU 12.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
b) Activités de fond :		
Fonds de sources bilatérales	939,2	5 176,7
Fonds du PNUE	166,0	200,0
PNUD	528,6	1 100,0
FNUAP	2 465,0	2 000,0
Total b)	4 098,8	8 476,7
c) Projets opérationnels :		
Fonds de sources bilatérales	4 321,1	5 890,0
Fonds du PNUE	414,3	420,0
PNUD	4 002,8	2 449,4
FNUAP	1 555,7	1 600,0
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	386,4	420,0
Total c)	10 680,3	10 779,4
Total a), b) et c)	16 764,8	21 801,4
Total, coûts directs		75 894,3
B. COÛTS INDIRECTS RÉPARTIS		3 329,0
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		79 223,3

TABLEAU 12.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
(AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires				Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Révaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Autres objets de dépense (6)					
			(3)	(4)	(5)	(6)	(5)	(6)						
A. Organes directeurs	401,8	25,3	-	-	-	18,4	1,3	19,7	5,6	396,2				
B. Direction exécutive et administration	3 014,0	-	-	-	(51,5)	5,9	63,4	17,8	17,8	3 031,8				
C. Programme d'activité :														
1. Alimentation et agriculture	774,4	-	-	-	(11,0)	1,4	15,9	6,3	6,3	780,7				
2. Questions et politiques relatives au développement	5 762,0	-	-	-	(106,9)	8,1	118,3	19,5	19,5	5 781,5				
3. Environnement	224,4	-	-	-	(,6)	0,6	5,9	5,9	5,9	230,3				
4. Etablissements humains	183,8	-	-	-	(,5)	3,0	4,0	6,5	6,5	190,3				
5. Développement industriel	1 161,5	-	-	-	(35,6)	1,4	18,0	(16,2)	(16,2)	1 145,3				
6. Commerce international et financier	4 891,1	-	-	-	(114,0)	15,0	94,8	(4,2)	(4,2)	4 886,9				
7. Ressources naturelles	1 726,7	-	-	-	(39,9)	3,7	(438,6)	(474,8)	(474,8)	1 251,9				
8. Questions relatives à l'énergie	-	-	-	-	-	-	474,2	474,2	474,2	474,2				
9. Population	990,7	-	-	-	(22,5)	1,1	20,3	(1,1)	(1,1)	989,6				
10. Science et technique	453,3	-	-	-	(5,2)	1,4	10,8	7,0	7,0	460,3				
11. Développement social	1 651,1	48,1	-	-	(20,4)	1,5	36,5	17,6	(30,5)	1 620,6				
12. Statistiques	1 964,3	-	-	-	(67,5)	4,7	25,5	(37,3)	(37,3)	1 927,0				
13. Transports, communications et tourisme	1 143,7	-	-	-	(25,5)	5,7	20,6	0,8	0,8	1 144,5				
<b>Total: C</b>	<b>20 927,0</b>	<b>48,1</b>	-	-	<b>(449,6)</b>	<b>47,6</b>	<b>406,2</b>	<b>4,2</b>	<b>(43,9)</b>	<b>20 883,1</b>				

a/ Ces ajustements correspondent à une diminution du taux d'abattement pour mouvements de personnel en ce qui concerne les postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, qui a été ramené de 7,5 p. 100 au taux standard de 5 p. 100.

TABLEAU 12.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Révaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Autres objets de dépense (6)				
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)					
D. Appui aux programmes :													
1. Relations extérieures et services d'information	332,9	-	-	-	(16,5)	0,7	4,0	(11,8)		(11,8)	(11,8)	321,1	
2. Services de conférence	4 089,9	-	-	-	(147,0)	12,3	40,2	(94,5)		(94,5)	(94,5)	3 995,4	
3. Bibliothèque et services de documentation	1 369,1	-	-	-	(47,3)	4,0	8,7	(34,6)		(34,6)	(34,6)	1 334,5	
4. Gestion des activités de coopération technique	673,6	-	-	-	(13,6)	0,8	14,2	1,4		1,4	1,4	675,0	
5. Services administratifs et services communs	14 054,7	-	32,7	-	(570,4)	224,4	69,3	(244,0)		(244,0)	(244,0)	13 810,7	
Total, D	20 520,2	-	32,7	-	(794,8)	242,2	136,4	(383,5)		(383,5)	(383,5)	20 136,7	
Total général	44 863,0	73,4	32,7	-	(1 295,9)	314,1	607,3	(341,8)		(415,2)	(415,2)	44 447,8	

a/ Ces ajustements correspondent à une diminution du taux d'abattement pour mouvements de personnel en ce qui concerne les postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, qui a été ramené de 7,5 p. 100 au taux standard de 5. p. 100.

TABLEAU 12.3. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%	
					\$	%			
A. Organes directeurs	401,8	(5,6)	226,1	68,6	289,1	71,9	690,9	29,3	
B. Direction exécutive et administration	3 014,0	17,8	(226,0)	317,2	109,0	3,6	3 123,0	(7,4)	
C. Programme d'activité :									
1. Alimentation et agriculture	774,4	6,3	(3,1)	82,4	85,6	11,0	860,0	(0,3)	
2. Questions et politiques relatives au développement	5 762,0	19,5	26,3	618,9	664,7	11,5	6 426,7	0,4	
3. Environnement	224,4	5,9	43,2	20,0	69,1	30,7	293,5	18,7	
4. Etablissements humains	183,8	6,5	85,3	(5,6)	86,2	46,8	270,0	44,8	
5. Développement industriel	1 161,5	(16,2)	121,5	226,3	331,6	28,5	1 493,1	10,6	
6. Commerce international et financier	4 891,1	(4,2)	(50,9)	386,4	433,1	8,8	5 324,2	(2,6)	
7. Ressources naturelles	1 726,7	(474,8)	(134,3)	135,4	(473,7)	(27,4)	1 253,0	(10,7)	
8. Questions relatives à l'énergie	-	474,2	47,7	8,9	530,8		530,8	10,0	
9. Population	990,7	(1,1)	126,5	118,3	243,7	24,5	1 234,4	23,5	
10. Science et technique	453,3	7,0	(91,1)	22,4	(61,7)	(13,6)	391,6	(19,7)	
11. Développement social	1 651,1	(30,5)	85,3	80,9	135,7	8,2	1 786,8	5,2	
12. Statistiques	1 964,3	(37,3)	93,5	437,7	493,9	25,1	2 458,2	4,8	
13. Transports, communications et tourisme	1 143,7	0,8	(104,2)	152,7	49,3	4,3	1 193,0	(9,1)	
<b>Total, C</b>	<b>20 927,0</b>	<b>(43,9)</b>	<b>347,5</b>	<b>2 284,72</b>	<b>588,3</b>	<b>12,3</b>	<b>23 515,3</b>	<b>2,5</b>	

TABLEAU 12.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%	
					\$	%			
D. Appui aux programmes :									
1. Relations extérieures et services d'information	332,9	(11,8)	-	97,0	85,2	25,5	418,1	-	-
2. Services de conférence	4 089,9	(94,5)	321,1	1 174,2	1 400,8	34,2	5 490,7	7,2	7,2
3. Bibliothèque et services de documentation	1 369,1	(34,6)	65,7	422,9	454,0	33,1	1 823,1	4,9	4,9
4. Gestion des activités de coopération technique	673,6	1,4	-	61,2	62,6	9,2	736,2	-	-
5. Services administratifs et services communs	14 054,7	(244,0)	(60,7)	4 545,6	4 240,9	30,1	18 295,6	(0,4)	(0,4)
<b>Total, D</b>	<b>20 520,2</b>	<b>(383,5)</b>	<b>326,1</b>	<b>6 300,9</b>	<b>6 243,5</b>	<b>30,4</b>	<b>26 763,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>
<b>Total général</b>	<b>44 863,0</b>	<b>(415,2)</b>	<b>673,7</b>	<b>8 971,4</b>	<b>9 229,9</b>	<b>20,5</b>	<b>54 092,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>

TABLEAU 12.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		1984-1985	%
Postes permanents	28 845,6	(493,2)	205,2	5 982,5	5 694,5	34 540,1	1,2	
Personnel temporaire pour les réunions	182,9	10,3	71,5	37,5	119,3	302,2	37,0	
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	315,4	(26,1)	24,9	48,6	47,4	362,8	8,6	
Consultants	271,0	2,9	0,2	41,1	44,2	315,2	-	
Heures supplémentaires	86,8	4,3	22,8	17,4	44,5	131,3	25,0	
Groupes spéciaux d'experts	246,7	13,4	14,8	40,0	68,2	314,9	5,6	
Dépenses communes								
de personnel	9 425,6	(163,8)	72,0	1 950,2	1 858,4	11 284,0	1,3	
Indemnités de représentation								
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	9,2	-	-	-	-	9,2	-	
Autres voyages autorisés du personnel	193,6	(16,1)	144,1	23,7	151,7	345,3	19,2	
Services contractuels	551,1	27,4	27,5	51,0	105,9	657,0	4,7	
Imprimerie et reliure	21,9	1,1	-	3,6	4,7	26,6	-	
Services d'information	233,8	11,2	(31,3)	33,3	13,2	247,0	(12,7)	
Services contractuels (traitement de l'information)	14,0	0,7	-	2,2	2,9	16,9	-	
Frais généraux de fonctionnement	236,9	11,2	82,5	51,0	144,7	381,6	33,2	
Location et entretien des locaux	15,8	0,8	-	2,7	3,5	19,3	-	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	1 105,2	52,6	-	179,6	232,2	1 337,4	-	
	555,0	26,4	(88,8)	76,2	13,8	568,8	(15,2)	



TABLEAU 12.4 (suite)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%
Location et entretien du matériel	380,4	18,2	(35,9)	56,1	38,4	418,8	(10,3)	
Communications	886,1	42,3	104,0	159,8	306,1	1 192,2	11,2	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	8,7	0,4	1,0	1,6	3,0	11,7	10,9	
Services divers	272,2	12,9	19,0	46,7	78,6	350,8	6,6	
Fournitures et accessoires	688,0	32,8	48,5	118,1	199,4	887,4	6,7	
Mobilier et matériel	295,1	14,1	(8,3)	44,9	50,7	345,8	(13,0)	
Amélioration des locaux	22,0	1,0	-	3,6	4,6	26,6	-	
<b>Total</b>	<b>44 863,0</b>	<b>(415,2)</b>	<b>673,7</b>	<b>8 971,4</b>	<b>9 229,9</b>	<b>54 092,9</b>	<b>1,6</b>	



### Commission économique pour l'Amérique latine

12.1 Le taux global de croissance réelle proposé pour la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) est de 1,6 p. 100. Cette croissance réelle correspond en partie aux crédits demandés pour créer trois postes d'administrateur et cinq postes d'agent local, à répartir comme suit: un poste P-3, un poste P-2 et un poste d'agent local pour le programme «Population», un poste P-3 et trois postes d'agent local au titre du programme «Commerce international» et un poste d'agent local au titre du programme «Services administratifs et services communs», pour le bureau sous-régional de Port of Spain, et un poste d'agent local au titre du programme «Services administratifs et services communs» pour le bureau de Mexico. Le reste des augmentations prévues correspond au reclassement à D-1 du poste de chef de la Division des statistiques et de l'analyse quantitative, au reclassement de deux postes des «Services de conférence» pour les attribuer à des traducteurs autoréviseurs, à l'accroissement des dépenses afférentes aux réunions, en particulier la vingtième session de la Commission, qui se tiendra en 1984, mais qui avait été initialement prévue pour 1982, ainsi qu'à l'accroissement de certaines ressources distinctes affectées au bureau sous-régional de Port of Spain.

12.2 A la suite d'une recommandation émise par le Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) à sa septième session, les ressources affectées au bureau sous-régional de Port of Spain, qui sont indiquées à l'annexe 2 au présent chapitre avec celles qui sont allouées aux services du siège et au bureau de Mexico, sont pour la première fois présentées séparément dans les prévisions pour l'exercice biennal 1984-1985, de sorte que les crédits puissent être directement alloués à ce bureau. Pour simplifier la procédure administrative, ces ressources sont regroupées en trois grandes catégories: ressources au titre du programme «Direction exécutive et administration», ressources au titre des activités de fond qui, conformément au plan à moyen terme, sont indiquées en regard du programme relatif au commerce international, et ressources destinées à couvrir le coût des services d'appui au titre du programme «Services administratifs et services communs».

12.3 Un important transfert de ressources en personnel entre les programmes est également prévu pour renforcer les programmes selon les priorités définies par la Commission à sa dix-neuvième session. Toutefois, conformément à la structure des programmes prévue dans le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, les ressources qui se rattachaient au programme «Coopération économique entre pays en développement» pendant l'exercice biennal 1982-1983 sont maintenant indiquées en regard du programme «Commerce international», et les ressources en personnel destinées au programme «Energie», qui, en 1982-1983, apparaissaient en regard du programme «Ressources naturelles et énergie», ont été redéployées pour 1984-1985 et sont indiquées séparément en regard du nouveau programme.

12.4 Enfin, compte tenu de l'examen en cours du programme de travail de l'Organisation, il n'est pas prévu de maintenir en 1984-1985 les éléments de programme suivants, qui figuraient dans le projet de budget-programme pour 1982-1983:

<i>Programme</i>	<i>Élément de programme</i>	<i>Titre</i>
Questions et politiques relatives . . . . .	4.1	Etudes et indicateurs sectoriels de l'économie argentine
Etablissements humains . . . . .	3.1	Réseau régional concernant les techniques à utiliser dans le domaine des établissements humains
Développement industriel . . . . .	2.2	L'Amérique latine et le redéploiement industriel
Commerce international . . . . .	2.2	Relations avec les pays à économie planifiée
Energie . . . . .	2.4	La demande d'énergie en Amérique latine
Science et technique . . . . .	1.2	Stratégies de développement technologique sectoriel
Développement social . . . . .	3.1	Aspects sociaux de l'expansion des centres urbains au Mexique

## A. – Organes directeurs

TABLEAU 12.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	182,9	10,3	71,5	37,5	119,3	302,2
Consultants	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
Heures supplémentaires	6,5	0,4	1,8	1,1	3,3	9,8
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	157,9	(8,5)	131,0	20,4	142,9	300,8
Frais généraux de fonctionnement	15,8	0,8	-	2,7	3,5	19,3
Communications	22,4	1,1	6,0	4,3	11,4	33,8
Location et entretien du matériel	-	-	5,3	0,7	6,0	6,0
Services divers	-	-	5,6	0,6	6,2	6,2
Fournitures et accessoires	6,3	0,3	4,9	1,3	6,5	12,8
<b>Total</b>	<b>401,8</b>	<b>(5,6)</b>	<b>226,1</b>	<b>68,6</b>	<b>289,1</b>	<b>690,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
396,2	226,1	110,0	-	116,1	29,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	690,9
-------------------------	-------

### A. – Organes directeurs

12.5 Les crédits demandés sous cette rubrique doivent permettre de couvrir les dépenses relatives à la vingtième session de la Commission, qui se tiendra en 1984, et à une réunion du Comité plénier, qui se tiendra en 1985. Au moment où les présentes demandes de crédits ont été établies, aucune décision définitive n'avait été prise au sujet du lieu de ces réunions; mais il était escompté que, comme par le passé, des gouvernements membres proposeraient d'accueillir ces réunions, si bien qu'elles se tiendraient ailleurs qu'à Santiago. En outre, des crédits sont demandés pour la tenue de deux sessions annuelles du Comité de développement et de coopération des Caraïbes, du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau, et du Comité de coopération économique de l'isthme de l'Amérique centrale.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Personnel temporaire pour les réunions*

12.6 Les ressources nécessaires à ce titre (264 700 dollars) font apparaître un accroissement de 71 500 dollars, imputable à la tenue de la vingtième session de la Commission, initialement prévue pour l'exercice biennal 1982-1983, mais qui a été reportée à l'exercice biennal 1984-1985.

##### *Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

12.7 Les ressources nécessaires à ce titre (280 400 dollars), dont un montant de 110 000 dollars

correspondant aux dépenses non renouvelables prévues pour la session de la Commission et un accroissement de 21 000 dollars imputable aux dépenses envisagées à titre continu pour le Comité de coopération économique de l'isthme de l'Amérique centrale et aux dépenses supplémentaires prévues pour les autres réunions, se décomposent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Session de la Commission et du Comité plénier . . . .	145 100
Comité de développement et de coopération des Caraïbes	47 600
Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau . . .	73 100
Comité de coopération économique de l'isthme de l'Amérique centrale . . . . .	<u>14 600</u>
Total	280 400

#### *Frais généraux de fonctionnement*

12.8 Les ressources nécessaires à ce titre (16 600 dollars), qui ne font apparaître aucun accroissement, ont été calculées sur la base des dépenses engagées par le passé.

#### *Autres objets de dépense*

12.9 Les accroissements d'un montant total de 23 600 dollars, qui apparaissent au titre des objets de dépense suivants: communications, location et entretien du matériel, services divers et fournitures et accessoires, tiennent aux ressources nécessaires à titre continu pour la vingtième session de la Commission.

## B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 12.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 168,1	9,1	(179,0)	229,0	59,1	2 227,2
Consultants	8,7	0,5	-	1,5	2,0	10,7
Dépenses communes de personnel	706,2	2,8	(55,6)	75,4	22,6	728,8
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Frais de voyage du personnel	121,8	5,4	8,6	11,3	25,3	147,1
<b>Total</b>	<b>3 014,0</b>	<b>17,8</b>	<b>(226,0)</b>	<b>317,2</b>	<b>109,0</b>	<b>3 123,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 031,8	(226,0)	-	-	(226,0)	(7,4) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	50,0	-
<b>Total a)</b>	<b>50,0</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.7 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	50,0	-
Total, coûts directs		3 123,0

TABLEAU 12.8. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: direction exécutive et administration

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	-	-	-	-	1	1
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	5	5	-	-	-	-	5	5
P-5	4	2	-	-	-	-	4	2
P-4	3	4	-	-	-	-	3	4
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	2	-	-	-	-	-	2	-
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>14</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	13	16	-	-	1	-	14	16
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>16</b>
<b>Total général</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>31</b>	<b>30</b>



**B. - Direction exécutive et administration**

12.10 Ce programme comprend les fonctions qui incombent au Secrétaire exécutif et aux services suivants: Bureau du Secrétaire exécutif, y compris le Bureau de la programmation; Bureau du Directeur du bureau de Mexico et Bureau du Chef du bureau de Port of Spain.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

12.11 Il est proposé de transférer le poste P-5 du Chef du bureau de Buenos Aires au programme «Questions et politiques relatives au développement», dans la mesure où les fonctions incombant au titulaire du poste sont davantage rattachées à ce programme. Il est proposé de transférer un autre poste P-5 au programme «Science et technique» pour le Chef du service, en échange d'un poste de P-4 transféré de ce programme au Bureau du Secrétaire exécutif. Il est en outre recommandé de transférer deux postes P-2, l'un au programme «Services administratifs et services communs» du bureau de Mexico, pour un administrateur du personnel (adjoint de première classe), et l'autre au programme «Bibliothèque et services de documentation» pour le Chef du Groupe de catalogage et d'indexage central. Il est également recommandé de transférer au présent programme les

postes d'agent local suivants: un poste du programme «Commerce international», en raison des besoins moindres du bureau de Montevideo, un poste du programme «Bibliothèque et services de documentation» en échange du poste P-2 susmentionné, et, dans le bureau de Mexico, un poste de planton du programme «Services administratifs et services communs».

*Consultants*

12.12 Les crédits prévus à ce titre (9 200 dollars) doivent permettre de financer des études ou des conseils de haut niveau fournis au Secrétaire exécutif en ce qui concerne des questions d'un intérêt crucial pour le développement économique et social en Amérique latine.

*Frais de voyage du personnel*

12.13 Les ressources prévues à ce titre (135 800 dollars) concernent les frais de voyage du Secrétaire exécutif et des administrateurs qui se rendront en mission dans des pays membres, ainsi que les dépenses afférentes à la négociation d'accords avec des organisations non gouvernementales pour la mise en œuvre de programmes conjoints. L'accroissement de ressources (8 600 dollars), financé grâce au transfert de fonds d'autres programmes, est imputable à l'augmentation des dépenses prévues, calculées sur la base des dépenses effectives.

**C. - Programmes d'activité****1. - ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN AMÉRIQUE LATINE**

TABLEAU 12.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**COÛTS DIRECTS**1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	553,3	3,5	-	58,8	62,3	615,6
Consultants	12,2	0,7	(2,8)	1,1	(1,0)	11,2
Groupes spéciaux d'experts	1,9	0,1	(2,0)	-	(1,9)	-
Dépenses communes de personnel	190,8	1,4	-	20,8	22,2	213,0
Frais de voyage du personnel	16,2	0,6	1,7	1,7	4,0	20,2
<b>Total</b>	<b>774,4</b>	<b>6,3</b>	<b>(3,1)</b>	<b>82,4</b>	<b>85,6</b>	<b>860,0</b>

TABLEAU 12.9 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
780,7	(3,1)	-	-	(3,1)	(0,3) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	50,0	51,8
<b>Total a)</b>	<b>50,0</b>	<b>51,8</b>
b) Activités de fond :		
PNUD	116,0	-
Sources bilatérales	214,0	-
<b>Total b)</b>	<b>330,0</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels :		
PNUD	201,9	150,0
Sources bilatérales	6,9	1 000,0
<b>Total c)</b>	<b>208,8</b>	<b>1 150,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>588,8</b>	<b>1 201,8</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 061,8</b>	

TABLEAU 12.10. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: alimentation et agriculture en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1		-	-	-	-	1
P-4	2		-	-	1	-	3
P-3	2		-	-	-	-	2
P-2/1	1		-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	4		-	-	1	1	5
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>10 a/</b>	<b>10 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1 b/</b>	<b>11 a/</b>

a/ En outre, un poste D-1, deux postes P-5, deux postes P-4 et un poste d'agent local sont financés par la FAO.

b/ Le maintien d'un poste P-4 pour la période 1984-1985 est subordonné à la disponibilité de contributions volontaires.

### C. – Programmes d'activité

#### 1. – ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN AMÉRIQUE LATINE

12.14 Ce programme est exécuté par la Division CEPAL/FAO de l'agriculture (Santiago), par la Section CEPAL/FAO de l'agriculture (Mexico) et par le Groupe de l'agriculture du Programme de coopération économique du bureau de Port of Spain. Son sous-programme unique ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Politiques, plans et programmes de développement agricole et perspectives à long terme*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 860 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 51 800 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 13.48 à 13.56.

c) Eléments de programme:

##### 1.1 Situation, transformation et défis de l'agriculture régionale

*Produit:* rapport à la Commission et à la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine sur la formulation de politiques, de plans et de programmes agricoles et de développement rural (1984)

##### 1.2 Analyse de la structure et fonctionnement des systèmes alimentaires nationaux\*\*

*Produit:* réunion technique de spécialistes des pays latino-américains dans le but d'examiner les résultats de l'application d'une méthodologie d'analyse de la structure et du fonctionnement des systèmes alimentaires nationaux selon diverses modalités de développement et de suggérer des critères pour l'élaboration de stratégies de perfectionnement des systèmes alimentaires actuels, en vue de la sécurité alimentaire régionale (1985)

##### 1.3 Formation en matière de planification, de programmation et de projets de développement agricole et rural

*Produits:*

i) Huit cours régionaux organisés à l'intention d'environ 200 étudiants (1984, 1985);

ii) Dix cours nationaux organisés à l'intention d'environ 250 étudiants (1984, 1985).

##### 1.4 Perspectives de l'alimentation et de l'agriculture en Amérique latine\*

*Produit:* rapport à la Commission sur les perspectives et les questions de politique agricole en Amérique latine, en analysant la situation future de la demande, de la production, du commerce et de la nutrition (1985).

##### 1.5 Coopération agricole en Amérique centrale

*Produit:* deux études et quatre missions d'assistance technique sur la faisabilité de projets de coopération centraméricaine en matière de promotion et d'exportation des produits agricoles (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### Consultants

12.15 Les ressources nécessaires (10 100 dollars), qui font apparaître une diminution de 2 800 dollars, se répartissent comme suit:

Élément de programme	Description des tâches	Mois de travail
1.2	Aider à élaborer un projet de critères pour la formulation de stratégies visant à modifier ou à améliorer les systèmes alimentaires actuels . . .	1
1.4	Préparer un rapport sur les changements intervenus dans les relations extérieures de l'Amérique latine, en mettant particulièrement l'accent sur les décisions prises au sein de la Communauté économique européenne et sur les nouvelles politiques agricoles des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et des pays socialistes. . . . .	1

#### Voyages du personnel

12.16 Les ressources prévues (18 500 dollars), qui font apparaître une augmentation de 1 700 dollars couverte par le transfert de fonds d'autres programmes, se rapportent aux travaux à entreprendre au titre des éléments de programme 1.1, 1.4 et 1.5.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

## 2. – QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

### TABLEAU 12.11. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### i) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	4 237,1	8,3	8,0	451,4	467,7	4 704,8
Consultants	51,4	2,5	5,9	9,1	17,5	68,9
Dépenses communes de personnel	1 391,1	3,1	6,0	150,4	159,5	1 550,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	5,6	-	0,1	0,5	0,6	6,2
Autres voyages autorisés du personnel	76,8	5,6	6,3	7,5	19,4	96,2
<b>Total</b>	<b>5 762,0</b>	<b>19,5</b>	<b>26,3</b>	<b>618,9</b>	<b>664,7</b>	<b>6 426,7</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 781,5	26,3	-	-	26,3	0,4 %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	200,0	207,2
Total a)	200,0	207,2
b) Activités de fond		
PNUD	-	200,0
Sources bilatérales	38,0	3 038,0
Total b)	38,0	3 238,0

TABLEAU 12.11 (suite)

		1982-1983	1984-1985
		Montant	Montant
		estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels			
PNUD		2 616,0	1 789,4
Sources bilatérales		1 867,5	1 390,0
Total c)		4 483,5	3 179,4
Total a), b) et c)		4 721,5	6 624,6
Total, coûts directs		13 051,3	

TABLEAU 12.12. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: questions et politiques relatives au développement en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	10	11	-	-	-	-	10
P-4	11	12	-	-	-	-	11
P-3	9	6	-	-	-	-	9
P-2/1	7	8	-	-	-	-	7
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>38</b>
Autres catégories							
Agents locaux	31	31	-	-	6	6	37
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>37</b>
<b>Total général</b>	<b>69</b>	<b>69</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>75</b>

## 2. – QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

12.17 Ce programme est exécuté par la Division du développement économique (Santiago) et le Groupe du développement économique et social (Mexico), avec la coopération des bureaux de Port of Spain, Buenos Aires, Brasilia et Bogota. Les sous-programmes qui le constituent ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Analyse des tendances économiques et études spéciales à court terme*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 255 800 dollars (35,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.118 à 10.121.

c) Eléments de programme:

1.1 Analyse de l'évolution économique en Amérique latine

#### *Produits:*

i) Etude de la situation économique des pays d'Amérique latine (1984, 1985);

ii) Publications techniques sur la situation économique actuelle en Amérique latine (troisième trimestre de 1984; troisième trimestre de 1985);

iii) Publication technique sur une étude comparative des différentes politiques de développement appliquées à Cuba depuis 1960 (1985);

iv) Publication technique sur le rôle joué par les agents économiques en République dominicaine et les changements consécutifs dans les styles de développement des dernières années (1985).

### *Sous-programme 2. Analyse des stratégies de développement et des politiques économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 465 300 dollars (22,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.122 à 10.126.

c) Eléments de programme:

2.1 Analyse des styles et stratégies du développement et des politiques économiques et sociales en Amérique latine\*

*Produits:* publications techniques: analyse comparative des politiques économiques appliquées au cours du processus d'ajustement à la récession mondiale de 1981-1983 dans certains pays d'Amérique latine (1985); l'épargne, l'investissement et la croissance dans l'évolution récente de l'Amérique latine (troisième trimestre de 1985); la sécurité sociale et le développement en Amérique latine (quatrième trimestre de 1985); les nouveaux rôles des principaux agents économiques et leurs répercussions sur le développement économique et social de l'Amérique centrale (1985).

2.2 Politiques et plans de développement au Mexique

*Produit:* assistance technique au Gouvernement mexicain pour la formulation des politiques et des plans de développement économique (1984, 1985).

### *Sous-programme 3. Projections économiques sur l'évaluation et les perspectives à moyen et à long terme du développement en Amérique latine*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 182 500 dollars (18,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.127 à 10.132.

c) Eléments de programme:

3.1 Evaluation et analyse prospective du développement dans les pays d'Amérique latine

#### *Produits:*

i) Rapports à la Commission et au Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau sur certains aspects de l'évolution économique des pays latino-américains et de l'ensemble de la région (1984, 1985);

ii) Rapports à établir, sur demande, à l'intention du Comité de la planification du développement et des différents groupes latino-américains sur le développement économique de l'Amérique latine (1984, 1985);

iii) Services consultatifs aux pays de la région qui en font la demande pour la formulation et l'examen des politiques et des plans nationaux de développement (1984, 1985);

iv) Services fonctionnels nécessaires pour deux réunions du Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau (1984, 1985).

3.2 Développement économique et énergie

*Produit:* publication technique: une étude comprenant un diagnostic des contraintes imposées par la crise énergétique et ses conséquences financières sur le développement des pays d'Amérique centrale (Pa-

\* Rang de priorité le plus élevé.



nama, Mexique et République dominicaine) et pronostic des tendances du développement économique selon des projections établies sur la base de données rétrospectives (produit intermédiaire, pas de produit final en 1984-1985).

### 3.3 Préparation et intégration des projections

#### *Produits:*

i) Rapports à la Commission et au Comité d'experts gouvernementaux de haut niveau contenant des projections macro-économiques et sectorielles, ainsi que des projections sur le commerce et le financement extérieurs (1984, 1985);

ii) Services consultatifs aux pays de la région et promotion de l'échange de données d'expérience en matière de projections économiques (1984, 1985).

#### *Sous-programme 4. Information et documentation pour le développement économique et social*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 340 610 dollars (5,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 3 445 200 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.136 à 10.139.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Traitement et diffusion de l'information\*\*

##### *Produits:*

i) *Informativo Terminológico* (deux numéros par an);

ii) Publications techniques: manuels d'indexation et portant sur d'autres questions connexes (deux par an);

iii) Séminaire régional à l'intention d'experts nationaux concernant le macrothesaurus (1984).

#### 4.2 Système d'information pour la planification (INFOPLAN)

##### *Produits:*

i) PLANINDEX (deux numéros par an);

ii) Préparation des infrastructures nationales d'information et de documentation spécialisées en planification économique et sociale [grâce à l'organisation de 20 cours de formation nationaux (10 cours par an)];

iii) Un séminaire régional et deux séminaires sous-régionaux en vue d'évaluer le système INFOPLAN et

\*\* Rang de priorité le plus faible.

le système d'information pour la planification économique et sociale aux Caraïbes (CARISPLAN) (1985);

iv) Deux séminaires de formation à l'intention des cadres travaillant dans les services d'information des organismes de planification économique et sociale (1984, 1985);

v) Vingt missions d'assistance technique (10 par an) dans les pays participant au système INFOPLAN (1984, 1985).

#### 4.3 Coopération en matière d'information et de documentation

##### *Produits:*

i) Conception et mise en œuvre de quatre projets entrepris conjointement avec les organisations nationales, régionales ou internationales dans le domaine de l'information et de la documentation (1984, 1985);

ii) Organisation de deux stages de formation, d'une réunion technique et d'un séminaire (1984, 1985);

iii) Assistance technique pour l'élaboration de méthodologies et des différentes solutions qui pourraient être proposées afin de mettre sur pied des systèmes d'information en Amérique latine (1984, 1985).

#### *Sous-programme 5. Services de planification économique et sociale pour l'Amérique latine*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 182 500 dollars (18,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 10.140 à 10.144.

c) Eléments de programme:

#### 5.1 Services consultatifs en matière de planification

##### *Produits:*

i) Vingt-deux missions d'assistance technique pour renforcer les systèmes et les processus de planification (1984, 1985);

ii) Quarante-quatre rapports techniques sur les résultats de l'assistance fournie sous forme de services consultatifs (1984, 1985);

iii) Formation en cours d'emploi de 200 techniciens des organismes bénéficiant d'une assistance (1984, 1985).

## 5.2 Formation à la planification

*Produits:* organisation de stages: six stages centraux ou globaux (niveau régional ou sous-régional); deux stages de planification régionale (niveau régional ou sous-régional); quatre cours sur des thèmes déterminés (niveau régional ou sous-régional); 10 cours intensifs (niveau national) [1984, 1985]; et quatre séminaires spécialisés (1984, 1985).

## 5.3 Recherche en matière de planification\*\*

*Produits:* deux rapports techniques sur chacun des sujets suivants: *a)* situation de la planification en Amérique latine et dans les Caraïbes; *b)* planification et coordination des politiques économiques; *c)* l'Amérique latine et les Caraïbes dans le contexte de l'économie mondiale de l'avenir; *d)* politiques économiques régionales et mondiales; *e)* planification et politiques en matière de développement social (1984, 1985).

## 5.4 Coopération entre les organismes de planification, et publications\*\*

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour les quatrième et cinquième conférences des ministres et des responsables de la planification des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (1984, 1985);

ii) Appui à la réalisation d'activités de coopération horizontale en matière de planification du développement économique et social (pas de produit final) [1984, 1985];

iii) Publications: bulletin de planification, en espagnol et en anglais (deux numéros par an); série «Thèmes de planification» (trois numéros par an); «Cahiers» (deux numéros par an); ouvrages (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Transfert de postes*

12.18 Il est proposé de transférer le poste (P-5) du chef du bureau de Buenos Aires du programme «Direction exécutive et administration» à ce programme du fait que les fonctions que se rattachent au poste visé y sont plus étroitement liées. Il est proposé de transférer deux postes P-3 aux programmes «Etablissements humains» et «Développement social».

\*\* Rang de priorité le plus faible.

12.19 Un poste P-4 du bureau de Mexico, précédemment affecté au programme «Commerce international», est réaffecté à la réalisation des activités prioritaires que la CEPAL a définies à sa dix-neuvième session, et un poste P-3 est transféré au programme «Transports, communications et tourisme» en échange d'un poste P-2.

### *Consultants*

12.20 Les ressources prévues (59 800 dollars), qui font apparaître une augmentation de 5 900 dollars couverte par le transfert de fonds d'autres programmes, se répartissent comme suit:

<i>Elément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
2.1	Préparation d'une analyse comparative des politiques économiques appliquées au cours du processus d'ajustement à la récession mondiale de 1981-1983 dans certains pays d'Amérique latine . . .	4
2.1	Définition de la nature des études initiales sur la sécurité sociale et le développement en Amérique latine . . . . .	2
2.1	Rapport sur l'épargne extérieure en Amérique latine et son incidence sur l'épargne, l'investissement et la croissance . . . . .	4
3.1	Appui à l'établissement de rapports sur le développement de l'Amérique latine qui seront soumis au Comité de la planification du développement et aux différents groupes latino-américains sur le développement économique de l'Amérique latine pour examen . . . . .	<u>2</u>
Total		12

### *Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

12.21 Le montant des ressources prévues (5 700 dollars) a été calculé sur la base de l'expérience acquise en ce qui concerne ce programme.

### *Autres voyages autorisés du personnel*

12.22 Les ressources prévues (88 700 dollars), qui font apparaître une augmentation de 6 300 dollars couverte par le transfert de fonds d'autres programmes, se rapportent aux éléments de programme 1.1, 2.1, 3.1 et 3.3, tandis que les ressources prévues pour l'élément de programme 4.3 «Coopération en matière d'information et de documentation» sont destinées à rémunérer le personnel du Centre latino-américain de documentation économique et sociale (CLADES), au titre des «services de bibliothèque et de documentation».

## 3. - ENVIRONNEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	162,7	3,9	29,4	14,2	47,5	210,2
Consultants	3,3	-	0,9	0,5	2,4	5,7
Dépenses communes de personnel	51,9	1,5	9,4	4,5	15,4	67,3
Frais de voyage du personnel	6,5	0,5	2,5	0,8	3,8	10,3
<b>Total</b>	<b>224,4</b>	<b>5,9</b>	<b>43,2</b>	<b>20,0</b>	<b>69,1</b>	<b>293,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
230,3	43,2	-	-	43,2	18,7 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond :		
Fonds du PNUE	166,0	200,0
<b>Total b)</b>	<b>166,0</b>	<b>200,0</b>

TABLEAU 12.13 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels :		
Fonds du PNUE	414,3	420,0
Total c)	414,3	420,0
Total a), b) et c)	580,3	620,0
	Total, coûts directs	913,5

TABLEAU 12.14. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: environnement en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-	-
P-5	-	-	-	-	-	-	-	-
P-4	1	1	-	-	-	-	1	1
P-3	-	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	-	1	-	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>Total général</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>a/</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>3</b>

a/ Un appui équivalant à 12 mois de travail d'administrateur (P-4) et 12 mois de travail d'agent local a été financé par le Fonds du PNUE en 1982-1983.

### 3. – ENVIRONNEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

12.23 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles et de l'environnement (Santiago). Son sous-programme unique ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Environnement et développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 293 500 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 620 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.75 à 12.78.

c) Éléments de programme:

1.1 Renforcement des capacités de la CEPAL dans le domaine de l'environnement

*Produits:*

i) Rapports à la Commission sur certains aspects des corrélations entre l'environnement et le développement dans le contexte du nouvel ordre économique international et des relations Nord-Sud (1984, 1985);

ii) Rapports à la réunion des ministres de la planification des pays d'Amérique latine et à l'Association latino-américaine de développement régional sur les options et les méthodologies propres à incorporer les rapports entre l'environnement et le développement dans les politiques et la planification à long terme (quatrième trimestre de 1984 et quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapports aux pays parties au Traité en vue de la coopération amazonienne et au Pacte andin sur l'environnement et les ressources naturelles en tant que facteurs qui contribuent au processus d'intégration et de développement dans le bassin de l'Amazone et la région andine (troisième trimestre de 1984 et troisième trimestre de 1985).

1.2 Coopération horizontale pour l'intégration de l'environnement dans certaines politiques de développement

*Produits:*

Publication destinée à la vente: coopération hori-

zontale en ce qui concerne les alternatives et méthodologies propres à incorporer les considérations relatives à l'environnement aux politiques, aux services et aux projets métropolitains (deuxième trimestre de 1984); formulation et exécution de projets hydrauliques (deuxième trimestre de 1985); quelques politiques de développement (1985).

1.3 Énergie et environnement dans diverses stratégies possibles du développement en Amérique latine

*Produits:*

i) Rapport à la Commission et à l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) sur les stratégies de développement à faible consommation d'énergie et judicieuses du point de vue de l'environnement (1985);

ii) Quatre missions d'assistance technique auprès des organismes de planification gouvernementaux et intergouvernementaux sur les politiques de développement à faible consommation d'énergie et judicieuses du point de vue de l'environnement (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

12.24 Il est proposé de transférer un poste d'agent local du programme «Commerce international et financement du développement» au Groupe CEPAL/PNUE de l'environnement afin que celui-ci puisse mieux faire face à son volume de travail accru.

*Consultants*

12.25 Les ressources prévues (5 200 dollars) serviront à financer un mois de travail en 1984, pour la préparation d'une synthèse des études et méthodologies relatives à la planification régionale, établies au titre de l'élément de programme 1.2, qui doit être présentée lors de la réunion des ministres de la planification des pays d'Amérique latine.

*Frais de voyage du personnel*

12.26 Les ressources prévues (9 500 dollars), qui font apparaître une augmentation de 2 500 dollars compensée par le transfert de fonds d'autres programmes, se rapportent aux éléments de programme 1.1 et 1.2.

## 4. - ÉTABLISSEMENTS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	111,9	2,7	81,8	(5,4)	79,1	191,0
Consultants	-	-	5,2	0,5	5,7	5,7
Groupes spéciaux d'experts	25,7	2,6	(28,3)	-	(25,7)	-
Dépenses communes de personnel	35,8	0,8	26,2	(1,6)	25,4	61,2
Frais de voyage du personnel	10,4	0,4	0,4	0,9	1,7	12,1
<b>Total</b>	<b>183,8</b>	<b>6,5</b>	<b>85,3</b>	<b>(5,6)</b>	<b>86,2</b>	<b>270,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
190,3	85,3	-	-	85,3	44,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.15 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-
Total, coûts directs		270,0



TABLEAU 12.16. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme : établissements humains en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire <sup>a/</sup>		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-	-
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	1	-	-	-	-	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

<sup>a/</sup> Pour chaque exercice biennal, un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent local sont financés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), au titre du chapitre 19.

#### 4. – ÉTABLISSEMENTS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

12.27 Ce programme a été exécuté par la Section des établissements humains du bureau de Mexico, avec le soutien du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et du Fonds du PNUE. Les trois sous-programmes qui le constituent, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

##### *Sous-programme 1. Recherche sur la méthodologie de la planification et sur les techniques appropriées de construction*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 123 700 dollars (45,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.87 à 14.90.

c) Éléments de programme:

##### 1.1 Etablissements humains et planification du développement

*Produits:* quatre publications techniques et quatre projets de coopération technique en vue de la formulation de politiques et stratégies en matière d'établissements humains intégrés aux plans et aux programmes de développement des pays de la région à l'échelon national, sous-national et sectoriel (1984, 1985).

##### 1.2 Formulation et gestion locale des plans et des projets

*Produits:*

i) Quatre projets de coopération technique visant à étudier les instruments de planification, de formulation, de gestion et d'évaluation des projets d'investissement en capital social de base (1984, 1985);

ii) Publications techniques: quatre études méthodologiques sur les questions susmentionnées, appliquées à des cas concrets (1984, 1985).

##### 1.3 Planification de services, qualité de la vie, environnement et développement

*Produits:* publications techniques: quatre études sur les corrélations entre l'offre et la demande de services ainsi que, d'une part, la possibilité pour la population d'y avoir accès et, d'autre part, le niveau de vie et la qualité de l'environnement dans le cadre des modalités de développement qui prédominent dans la région (1984, 1985).

#### 1.4 Techniques pour la construction de l'habitat et la fourniture de services\*\*

*Produits:*

i) Quatre séminaires techniques sur la technologie utilisée dans la construction de l'habitat et la fourniture de services, afin de proposer des techniques différentes qui répondent davantage aux conditions économiques, sociales, géographiques et écologiques des pays de la région (1984, 1985);

ii) Publications techniques: quatre études sur les questions susmentionnées (1984, 1985).

##### *Sous-programme 2. Formation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 78 800 dollars (29,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.91 à 14.94.

c) Éléments de programme:

##### 2.1 Education et formation

*Produits:* assistance technique: deux séminaires, trois stages et quatre ateliers visant à compléter la formation d'environ 60 cadres chargés des programmes du secteur public en matière d'habitat; formation d'environ 60 membres du personnel technique de niveau intermédiaire dans le même domaine; deux stages destinés aux professeurs d'université et quatre missions à caractère consultatif pour les programmes de formation des cadres (1984, 1985).

##### *Sous-programme 3. Réseau régional d'échanges en matière de techniques relatives aux établissements humains*

L'exécution des éléments de programme relevant de ce sous-programme [voir plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.95 à 14.98] a été interrompue.

##### *Sous-programme 4. Diffusion de l'information et participation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 67 500 dollars (25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.99 à 14.102.

c) Éléments de programme:

##### 4.1 Rapport périodique sur les établissements humains dans la région

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Produits:* Publication technique sur les changements structurels intervenus dans les systèmes d'habitat, la dynamique de la répartition spatiale de la population et les politiques, plans et programmes connexes (1985).

*Ressources nécessaires*  
(aux taux révisés de 1983)

*Transfert de poste*

12.28 Il est proposé de transférer un poste P-3 du programme «Questions et politiques relatives au développement» pour renforcer le Groupe CEPAL/ Centre des Nations Unies pour les établissements humains.

*Consultants*

12.29 Les ressources prévues à ce titre (5 200 dollars) seront obtenues grâce à un transfert de ressources affectées à d'autres programmes. Le mois de travail ainsi financé servira à établir un manuel méthodologique sur la préparation et l'évaluation de projets relatifs à la gestion locale de placements dans le logement et le capital social.

*Frais de voyage du personnel*

12.30 Les ressources prévues (11 200 dollars) se rapportent à des activités d'enseignement et de formation dans le domaine des établissements humains.

## 5. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	851,8	(13,2)	99,2	168,9	254,9	1 106,7
Consultants	8,7	0,5	(3,9)	0,7	(2,7)	6,0
Groupes spéciaux d'experts	-	(0,1)	0,1	-	-	-
Dépenses communes de personnel	279,7	(4,3)	31,8	55,2	82,7	362,4
Frais de voyage du personnel	21,3	0,9	(5,7)	1,5	(3,3)	18,0
<b>Total</b>	<b>1 161,5</b>	<b>(16,2)</b>	<b>121,5</b>	<b>226,3</b>	<b>331,6</b>	<b>1 493,1</b>

TABLEAU 12.17 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 145,3	121,5	-	-	121,5	10,6 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
PNUD	412,6	600,0
Total b)	412,6	600,0
c) Projets opérationnels		
Sources bilatérales	3,5	-
Total c)	3,5	-
Total a), b) et c)	416,1	600,0
Total, coûts directs		2 093,1

**TABLEAU 12.18. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: développement industriel en Amérique latine**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	1	1	1	1
P-5	1	-	-	-	-	-	1	1
P-4	2	3	-	-	-	-	-	-
P-3	2	2	-	-	-	-	2	3
P-2/1	1	1	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	11	11	-	-	-	-	11	11
<b>Total.</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>
<b>Total général</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	<b>19</b>

## 5. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AMÉRIQUE LATINE

12.31 Ce programme est exécuté par la Division CEPAL/ONUDI de l'industrie et de la technologie de Santiago et par le Groupe ONUDI/CEPAL de l'industrie du bureau de Mexico, avec la coopération du bureau de Port of Spain. Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. L'avenir du développement industriel et le nouvel ordre économique international*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 450 100 dollars (30,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.118 à 15.121.

c) Eléments de programme:

#### 1.1 Stratégie d'industrialisation

*Produits:* publications techniques: quatre études sur certains aspects de la stratégie d'industrialisation pour les années 80 accordant une attention particulière aux agents de l'industrialisation, au commerce extérieur de produits manufacturés et aux problèmes liés au financement (1984, 1985).

#### 1.2 Examen et évaluation du processus de développement industriel

*Produit:* rapport biennal à la Commission sur le cours de l'industrialisation en Amérique latine (1985).

#### 1.3 Services consultatifs et stages de formation en matière de développement industriel\*\*

*Produit:* participation du personnel de la CEPAL à des stages de formation et à des missions de consultation auprès des gouvernements et des organismes régionaux et sous-régionaux qui en font la demande (1984, 1985).

### *Sous-programme 2. Coopération régionale à l'échelon global et sectoriel*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 042 200 dollars (69,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 600 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.122 à 15.126.

c) Eléments de programme:

#### 2.1 L'industrie des biens d'équipement en Amérique latine\*

*Produit:* publication technique: besoins prévisibles en matière d'équipement et possibilités de participation de l'industrie latino-américaine à l'approvisionnement régional (1985).

#### 2.2 Industrialisation et énergie

*Produits:* deux publications techniques: analyses quantitatives et qualitatives de la consommation d'énergie par branches industrielles et par industries (1984, 1985).

#### 2.3 Le développement industriel intégré en Amérique centrale\*\*

*Produit:* publication technique: rapport contenant une liste des projets industriels sous-régionaux visant à promouvoir les exportations d'Amérique centrale qui disposent d'un volume suffisant de ressources, du point de vue quantité, qualité et prix, pour la production à l'échelon international (1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Transfert de postes*

12.32 Il est proposé de transférer un poste P-4 du programme «Science et technique» pour renforcer le sous-programme relatif aux biens d'équipement, qui comprend un élément science et technique important.

### *Consultants*

12.33 Les ressources prévues (4 300 dollars), qui font apparaître une diminution de 3 900 dollars liée au transfert de fonds à d'autres programmes, correspondent à un mois de travail pour l'élaboration d'une étude sur la stratégie de l'industrialisation qui doit être présentée à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

### *Frais de voyage du personnel*

12.34 Les ressources prévues (16 500 dollars), qui font apparaître une réduction de 5 700 dollars, se rapportent aux éléments de programme 1.1, 1.2, 1.3, 2.2 et 2.4 et aux besoins du bureau de Mexico.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 6. - COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

### TABLEAU 12.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	3 471,8	(14,6)	(13,4)	254,7	226,7	3 698,5
Consultants	81,8	4,1	8,5	14,8	27,4	109,2
Groupes spéciaux d'experts	114,7	5,3	5,9	20,1	31,3	146,0
Dépenses communes de personnel	1 123,7	(4,7)	(4,6)	83,5	74,2	1 197,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	15,0	1,0	9,1	2,0	12,1	27,1
Frais de voyage du personnel	84,1	4,7	45,4	11,3	61,4	145,5
<b>Total</b>	<b>4 891,1</b>	<b>(4,2)</b>	<b>(50,9)</b>	<b>386,4</b>	<b>433,1</b>	<b>5 314,2</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 886,9	(50,9)	-	-	(50,9)	1,0 %

##### 2) Fonds extra-budgetaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	71,0	103,6
Total a)	71,0	103,6
b) Activités de fond		
Sources bilatérales	365,6	378,7
Total b)	365,6	378,7

TABLEAU 12.19 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Sources bilatérales	524,2	1 020,0
PNUD	736,7	270,0
<b>Total c)</b>	<b>1 260,9</b>	<b>1 290,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 697,5</b>	<b>1 772,3</b>
<b>Total, coûts directs</b>		
		<b>7 096,5</b>



TABLEAU 12.20. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: commerce international et financement du développement en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	5	5	-	-	1	1	6
P-4	11	9	-	-	-	-	11
P-3	9	10	-	-	1	1	10
P-2/1	4	5	-	-	-	-	4
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>32</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	26	29	-	-	4	4	33
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>33</b>
<b>Total général</b>	<b>56</b>	<b>59</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>65</b>

a/ Ces ressources sont complétées en 1982-1983 par 12 mois de travail d'administrateur (P-2) et six mois de travail d'agent local supplémentaire pour chaque exercice biennal.

## 6. – COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE

12.35 Les sous-programmes 1 à 4 de ce programme sont exécutés par la Division du commerce international et du développement (Santiago) et la Section du commerce international (Mexico), avec le concours des bureaux de Bogota, Montevideo et Washington. Le sous-programme 5 est exécuté par le bureau sous-régional de Port of Spain.

12.36 Dans sa résolution 358 (XVI) du 13 mai 1975, la CEPAL a approuvé la création d'un Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) en tant qu'organe subsidiaire permanent de la Commission au niveau gouvernemental. Ce comité sert d'organe de coordination pour toute activité relative au développement et à la coopération et d'organe consultatif pour le Secrétaire exécutif de la CEPAL sur toute question et tout problème concernant les Caraïbes. Depuis 1975, le bureau de la CEPAL à Port of Spain assure le secrétariat du CDCC. Grâce à un redéploiement des ressources au sein de la CEPAL et à l'approbation de crédits supplémentaires par l'Assemblée générale à sa trentième session notamment, les ressources du bureau de Port of Spain ont progressivement augmenté au cours de ces dernières années dans un effort pour exécuter le programme de travail approuvé par le CDCC; celui-ci prévoit entre autres l'élaboration et l'exécution de projets dans les domaines de la planification du développement, de la science et de la technique, des statistiques, des transports, du commerce et du développement social. Etant donné le caractère spécifique des activités entreprises par la CEPAL dans la sous-région des Caraïbes, le programme concernant les activités ainsi que les ressources destinées à son exécution figuraient en 1982-1983 dans le nouveau programme intitulé «Coopération économique entre pays en développement». Compte tenu de la structure du plan à moyen terme pour la période 1984-1989, il a été décidé qu'en 1984-1985 ces activités entièrement exécutées par le bureau sous-régional pour les Caraïbes seraient incorporées dans le présent programme, en tant que cinquième sous-programme. Les cinq sous-programmes qui constituent ce programme ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont exposés ci-après.

### *Sous-programme 1. L'Amérique latine et le nouvel ordre économique international*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 761 300 dollars (14,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 120 100 dollars (25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.151 à 16.154.

c) Éléments de programme:

1.1 Analyse globale des problèmes et des politiques en ce qui concerne les relations extérieures de l'Amérique latine

#### *Produits:*

i) Rapports à la Commission sur les progrès, les problèmes et les voies possibles d'action de l'Amérique latine en matière de relations économiques internationales (1984-1985);

ii) Rapports à la Commission sur l'avenir des relations internationales des pays de la région (1984-1985).

1.2 L'Amérique latine et les négociations économiques internationales

*Produits:* publications techniques: évaluation de l'état d'avancement des négociations Nord-Sud et de leurs perspectives (1984, 1985).

1.3 Politique intérieure en matière d'exportation de produits manufacturés

#### *Produits:*

i) Publications techniques: politiques de promotion des exportations dans environ sept pays d'Amérique latine (1984);

ii) Quatre séminaires au niveau national sur la possibilité d'établir des systèmes d'exportation communs (1984, 1985);

iii) Publications techniques et tables rondes sur les obstacles aux exportations de produits chimiques (Mexique, 1984), les produits métallurgiques et les machines (Brésil, 1985).

1.4 L'économie de certains produits de base intéressant l'Amérique latine\*\*

*Produits:* publications techniques: trois monographies sur les exportations de produits de base de pays d'Amérique latine: production, commerce extérieur, transformation et commercialisation (1984, 1985); une étude sur les relations entre les politiques des produits de base appliquées en Amérique latine et le fonctionnement du Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED (1985).

### *Sous-programme 2. Relations économiques de l'Amérique latine avec d'autres régions*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 839 500 dollars (16,1 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 60 400 dollars (12,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.155 à 16.158.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## c) Eléments de programme:

## 2.1 Relations avec les pays développés à économie de marché

*Produits:*

i) Publications techniques: quatre rapports sur certains aspects des relations économiques entre l'Amérique latine et les Etats-Unis (1984); les pays membres de la Communauté économique européenne (1984); le Japon (1985); d'autres pays membres de l'OCDE (1985);

ii) Organisation d'un séminaire technique intergouvernemental *ad hoc* sur les relations économiques, financières et commerciales mondiales (1985).

*Sous-programme 3. Le système monétaire international et le financement extérieur*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 292 000 dollars (5,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.159 à 16.161.

## c) Eléments de programme:

## 3.1 Etudes spéciales sur la situation monétaire et financière internationale

*Produits:* publications techniques: deux rapports sur le système monétaire international et sa réforme (1984, 1985); rapport sur le financement extérieur des pays latino-américains (1985); quatre rapports pour faciliter la participation aux réunions de gouverneurs de banques centrales d'Amérique latine et du Fonds monétaire international (1984, 1985).

## 3.2 Répercussions de certaines politiques macro-économiques sur l'économie des pays d'Amérique latine

*Produit:* publication technique: application d'un modèle de simulation à l'évaluation des options de politique économique dans le secteur externe ainsi qu'à l'étude des répercussions de différents types de mesures compensatoires sur les conditions d'équilibre de l'économie des pays d'Amérique latine (1984).

## 3.3 Coopération financière régionale et interrégionale

*Produits:* publications techniques: quatre rapports sur l'action conjointe à l'échelon régional, les mécanismes de soutien à la balance des paiements et au commerce intrarégional, la gestion de la dette extérieure et le renforcement de la coopération au sein du système bancaire latino-américain (1984, 1985).

*Sous-programme 4. Intégration et coopération économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 242 900 dollars (23,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 179 500 dollars (37,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.162 à 16.166.

## c) Eléments de programme:

## 4.1 Analyse des processus d'intégration et de coopération régionales\*

*Produits:* publications techniques: rapports annuels sur l'évaluation des systèmes d'intégration régionale et des mécanismes de coopération et analyse des possibilités de coopération dans certains domaines prioritaires (1984, 1985).

## 4.2 Services consultatifs aux pays de la région

*Produits:*

i) Publications techniques: deux rapports sur certaines actions concrètes de coopération qui pourraient servir de projets pilotes pour les pays de la région (1984, 1985);

ii) Assistance technique, sur leur demande, aux pays de la région se trouvant à différents stades de développement (1984, 1985);

iii) Séminaire technique relatif à la coopération dans des domaines déterminés (1985).

## 4.3 Relations entre l'Amérique latine et les autres régions en développement

*Produits:* publications techniques: coopération économique avec l'Afrique (1984); options de l'Amérique latine dans le système global de préférences commerciales entre pays en développement (1985).

## 4.4 Appui à l'Association pour l'intégration de l'Amérique latine

*Produits:* assistance technique à l'Association pour l'intégration de l'Amérique latine, en vue de l'extension progressive du système de préférences douanières régionales; développement des accords de coopération entre les 11 pays membres (1984, 1985).

## 4.5 Analyse du processus d'intégration de la sous-région des Andes

*Produits:* publications techniques: deux rapports sur les relations économiques et commerciales entre la

\* Rang de priorité le plus élevé.

Colombie, l'Equateur et le Venezuela et coordination de leurs politiques économiques; deux rapports sur l'intégration des zones frontières communes (1984, 1985).

#### 4.6 Intégration économique en Amérique centrale

##### *Produits:*

i) Publications techniques: quatre études contenant des propositions tendant à la réactivation du processus d'intégration économique en Amérique centrale (1984, 1985);

ii) Assistance technique, sur leur demande, aux gouvernements et aux organisations sous-régionales d'Amérique centrale touchant des questions relatives à l'intégration économique en Amérique centrale (1984, 1985).

#### *Sous-programme 5. Intégration et coopération économiques dans les Caraïbes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 078 500 dollars (38,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 122 300 dollars (25,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 16.167 à 16.170.

c) Eléments de programme:

#### 5.1 Etude économique des pays des Caraïbes

*Produits:* publications techniques: *Etude économique des pays des Caraïbes en 1983 et 1984* (1984, 1985).

#### 5.2 Analyse de l'activité économique de la sous-région des Caraïbes

*Produits:* publications techniques: activités économiques de la sous-région des Caraïbes et orientation future des politiques sectorielles (1984, 1985).

#### 5.3 Alimentation et agriculture dans les Caraïbes

*Produits:* publications techniques: statistiques agricoles des pays des Caraïbes (1984); étude des activités agro-industrielles des pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes (CDCC) [1984].

#### 5.4 Planification économique et sociale dans les Caraïbes

*Produits:* services d'appui pour deux réunions de fonctionnaires de la planification des pays membres du CDCC (1984, 1985).

#### 5.5 Science et technique dans les Caraïbes

##### *Produits:*

i) Services d'appui pour deux sessions du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique et au moins quatre sessions de son Comité exécutif;

ii) Assistance technique aux groupes de travail du Conseil des Caraïbes pour la science et la technique dans neuf domaines de fond; assistance technique pour l'exécution de quatre projets approuvés par le Conseil des Caraïbes pour la science et la technique (1984, 1985).

#### 5.6 Développement social dans les Caraïbes

*Produits:* publications techniques: monographies sur l'évolution de la structure sociale à la Grenade (1984) et Saint-Vincent-et-Grenadines (1985); deux monographies sur l'intégration des femmes au développement (1984, 1985); deux rapports sur la formulation d'une politique démographique pour les Caraïbes (1984, 1985).

#### 5.7 Identification des possibilités d'intensifier la coopération entre les Caraïbes et le reste de l'Amérique latine

*Produits:* publications techniques: rapports sur la possibilité d'intensifier la coopération entre les Caraïbes et le reste de l'Amérique latine dans les domaines économique, social et culturel (1985).

#### 5.8 Développement industriel dans les Caraïbes

*Produits:* publications techniques: trois monographies nationales sur le développement de petites et moyennes industries manufacturières dans les Caraïbes; un rapport sur la rationalisation de la production et de la commercialisation en vue de la promotion de l'exportation des produits manufacturés (1984, 1985).

#### 5.9 Ressources naturelles et énergie dans les Caraïbes

*Produit:* publication technique: les nouveaux facteurs apparaissant dans le monde, la situation sous-régionale en matière d'énergie et incidences potentielles sur les pays de la sous-région (1985).

#### 5.10 Information et documentation pour le développement économique et social des Caraïbes

##### *Produits:*

i) Mise en place des réseaux d'information des Caraïbes en matière d'agriculture (1984) et de brevets (1985); Congrès de spécialistes de l'information des Caraïbes (1984);

ii) Publications techniques: résumés de CARISPLAN (quatre numéros par an); séries chronologiques de statistiques macro-économiques pour tous les pays membres du CDCC (quatrième trimestre de 1984); séminaires de formation dans six pays (1984, 1985).

5.11 Appui aux pays des Caraïbes orientales

5.12 Commerce international et aspects financiers dans les Caraïbes

*Produits:* publications techniques: profils de produits et études de marché en vue de développer l'exportation vers des pays tiers (1984); structure des droits de douane et situation du commerce extérieur dans les pays membres du CDCC (1984); situation déficitaire de la balance des paiements et possibilité d'établir une chambre de compensation ou un système de compensation (1985).

5.13 Transports et communications dans les Caraïbes

*Produits:* publications techniques: monographie sur les transports maritimes et aériens; monographie sur les transports urbains et les problèmes rencontrés par les pays limitrophes; rapport sur la documentation et les procédures douanières en vigueur dans les pays membres du CDCC (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

12.37 Du fait que toutes les activités précédemment exécutées au titre du programme «Coopération économique entre pays en développement» figurent désormais dans le programme «Commerce international et financement du développement», les ressources se rapportant à ces deux catégories d'activités sont regroupées au tableau 12.20. Ces activités demeurent néanmoins séparées au plan de l'exécution, vu que le bureau sous-régional pour les Caraïbes de la CEPAL à Port of Spain est principalement responsable des activités qui figuraient précédemment dans le programme «Coopération économique entre pays en développement».

*Nouveaux postes*

12.38 Un poste P-3 est demandé pour le Chef du Centre de documentation des Caraïbes. Les activités du Centre, qui ont fait l'objet d'une supervision intermittente depuis 1979, ont maintenant atteint, grâce aux nouvelles tâches que le CDCC a assignées au Centre, une telle ampleur et une telle complexité qu'elles exigent la supervision à plein temps d'un spécialiste dans ce domaine. Deux nouveaux postes d'agent local sont également demandés pour faire face à l'accroissement du volume de travail en ce qui concerne l'analyse, l'indexage et l'enregistrement des informations dans la banque de données informatisées. La création de ces trois nouveaux postes a été recommandée par le Service de gestion administrative

lors de l'enquête administrative qu'il a menée en 1982 sur le bureau sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes. La Section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a décidé que le nouveau poste de chef de centre serait un poste de la classe P-3.

*Transfert de postes*

12.39 Il est recommandé de réaffecter un poste P-2 et trois postes d'agent local approuvés en 1981 pour le bureau de Port of Spain, au titre des programmes «Transports, communications et tourisme», «Ressources naturelles», «Développement social» et «Statistiques», respectivement, au programme «Commerce international et financement du développement». Pour renforcer les activités relatives au commerce international, un poste P-2 est transféré au programme «Statistiques» en échange d'un poste P-3 transféré au bureau de Port of Spain. Un poste P-4 est transféré du programme «Statistiques» pour améliorer l'élaboration de statistiques sociales et leur incorporation dans les diverses publications de la CEPAL. Un poste d'agent local est transféré du programme «Environnement» pour renforcer le Groupe CEPAL/PNUE de l'environnement. L'effectif du bureau de Montevideo ayant été réduit, un poste d'agent local est transféré au programme «Direction exécutive et administration». Pour ce qui est du bureau de Mexico, on notera qu'eu égard aux priorités que la CEPAL a arrêtées à sa dix-neuvième session en ce qui concerne les travaux relatifs à l'Amérique centrale un poste P-4 est transféré au programme «Questions politiques relatives au développement», un poste P-3 est échangé contre un poste P-2 dans le programme «Statistiques» et un poste P-4 relevant du présent programme est transféré du bureau de Bogota au bureau de Mexico.

*Consultants*

12.40 Les ressources prévues (94 400 dollars), qui font apparaître une augmentation de 8 500 dollars couverte par le transfert de fonds d'autres programmes, se répartissent comme suit:

Elément de programme	Description des tâches	Mois de travail
1.1	Aider à établir deux rapports où seront examinés le progrès, les problèmes et les voies possibles d'action de l'Amérique latine en matière de relations économiques internationales . . . . .	2
1.2	Aider à établir une étude sur les relations entre les politiques relatives aux produits de base appliquées en Amérique latine et le fonctionnement du Programme intégré pour les produits de base de la CNUCED . . . . .	1
2.1	Aider à établir trois études destinées à mettre à jour les études précédemment effectuées en ce qui concerne les relations de coopération économique entre l'Amérique latine et les pays à économie de marché. . . . .	3

Elément de programme	Description des tâches	Mois de travail
4.1	Aider à établir deux documents analysant l'évolution des divers plans d'intégration de la région et les possibilités qu'offriraient d'autres mécanismes de coopération . . . . .	1
4.3	Aider à établir une étude sur les relations économiques entre l'Amérique latine et d'autres régions (Afrique et/ou Asie) . . . . .	1
5.3	Aider à établir trois documents relatifs à des questions concernant l'alimentation et l'agriculture: production/exportation de fruits tropicaux; stratégies en matière de relocalisation d'agro-industries; entreprises de pêche multinationales . . . . .	2
5.4	Aider à établir deux documents sur la planification économique et sociale dans les Caraïbes: l'économie du secteur urbain marginal et les possibilités qu'elle offre en matière de création d'emplois; éléments de planification pour l'intégration des petits Etats . . . . .	2
5.6	Etablir deux études sur le développement social dans les Caraïbes: la réalisation, à l'échelon national, d'études sociales concernant le rôle des femmes dans le développement; études sur les processus d'intégration des femmes au développement dus à l'initiative des femmes . . . . .	2
5.8	Etablir une étude pour la rationalisation de la production et de la commercialisation en vue de la promotion de l'exportation des produits manufacturés . . . . .	2
5.9	Etablir une étude visant à évaluer les incidences de l'évolution de l'économie énergétique mondiale sur les pays des Caraïbes . . . . .	2
5.13	Etablir une étude sur l'évaluation des différentes politiques possibles en matière de transports publics dans les zones urbaines . . . . .	2
	Total	20

### Groupes spéciaux d'experts

12.41 Les ressources prévues (125 900 dollars), qui font apparaître une augmentation de 5 300 dollars due à l'affectation de ressources supplémentaires au bureau sous-régional de Port of Spain au titre de la mise en train des travaux sur les priorités identifiées que le CDCC a arrêtées à sa septième session, permettront de financer les réunions suivantes:

a) Réunions prévues à Santiago: réunion de 10 experts en 1984 pour examiner les caractéristiques des relations économiques entre l'Amérique latine et les

pays développés à économie de marché; réunion de 15 experts en 1985 pour évaluer les options de politique économique dans le secteur externe au moyen d'un modèle de simulation mis au point conjointement par la CEPAL et le Fonds monétaire international; réunion de 10 experts en 1984 pour déterminer les domaines prioritaires dans lesquels une action concertée des pays de la région pourrait être particulièrement efficace, ainsi que les formes de coopération qui seraient les plus appropriées; réunion de 12 experts pour évaluer le progrès des programmes communs résultant des accords conclus à la réunion d'experts gouvernementaux CEPAL/CEA et définir de nouveaux domaines de coopération entre les pays d'Afrique et d'Amérique latine.

b) Réunions prévues pour la sous-région des Caraïbes, conformément aux priorités que le CDCC a arrêtées à sa septième session: groupe spécial d'experts sur la recherche agricole (1984); groupe d'experts chargé d'analyser l'évolution de la situation économique dans les Caraïbes (1984); groupe de travail sur la planification de la main-d'œuvre (1985); groupe spécial d'experts pour évaluer une monographie sur les changements de la structure sociale à la Grenade (1984); groupe d'experts pour examiner certaines questions relatives aux techniques de production et à la commercialisation des fruits tropicaux, ainsi qu'à la coopération dans ce domaine (1985); groupe d'experts pour évaluer les possibilités du système d'information pour les Caraïbes (1985); groupe d'experts sur l'utilisation des terres et les régimes fonciers (1985).

### Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions

12.42 Les ressources prévues (25 100 dollars), qui font apparaître une augmentation de 9 100 dollars, serviront principalement à couvrir les frais de voyage des fonctionnaires qui se rendront aux réunions des groupes de travail sur des questions relatives aux Caraïbes.

### Frais de voyage du personnel

12.43 Les ressources prévues (134 200 dollars), qui font apparaître une augmentation de 45 400 dollars, seront allouées comme suit: éléments de programme 1.1, 1.2 et 1.4: 18 500 dollars; élément de programme 2.1: 13 100 dollars; éléments de programme 4.1, 4.2, 4.3, 4.4 et 4.6: 17 400 dollars; bureau sous-régional de Port of Spain, au titre des éléments de programme 5.1, 5.3, 5.5, 5.6, 5.8, 5.9, 5.10, 5.12 et 5.13: 85 200 dollars, une partie de cette somme devant servir à établir des relations de travail plus étroites avec le bureau de Santiago.

## 7. - RESSOURCES NATURELLES EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 242,4	(359,0)	(58,8)	100,7	(317,1)	925,3
Consultants	31,9	1,6	(28,4)	0,6	(26,2)	5,7
Groupes spéciaux d'experts	2,0	-	(2,0)	-	(2,0)	-
Dépenses communes de personnel	404,9	(119,5)	(18,8)	32,3	(106,0)	298,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	-	-	4,0	0,3	4,3	4,3
Autres voyages autorisés du personnel	45,5	2,1	(30,3)	1,8	(26,7)	18,8
<b>Total</b>	<b>1 726,7</b>	<b>(474,8)</b>	<b>(134,3)</b>	<b>135,4</b>	<b>(473,7)</b>	<b>1 253,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 726,1	(134,3)	-	-	(134,3)	(7,7) %

TABLEAU 12.21 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Sources bilatérales	192,6	360,0
Total b)	192,6	360,0
c) Projets opérationnels		
Sources bilatérales		65,0
PNUD	124,2	240,0
Total c)	124,2	605,0
Total a), b) et c)	316,8	965,0
Total, coûts directs		2 218,0



TABLEAU 12.22. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: ressources naturelles en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	3	1	-	-	-	-	3	1
P-4	3	3	-	-	1	-	4	3
P-3	2	-	-	-	-	-	2	-
P-2/1	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>7</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	8	6	-	-	-	-	8	6
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>6</b>
<b>Total général</b>	<b>19</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>13</b>

## 7. – RESSOURCES NATURELLES EN AMÉRIQUE LATINE

12.44 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles et de l'environnement (Santiago) et le Groupe des ressources naturelles, de l'énergie et des transports du bureau de Mexico, avec le concours du bureau de Port of Spain.

12.45 Les activités prévues au titre du nouveau programme d'activité sur les affaires de la mer figurent sous ce titre, car les ressources envisagées, qui sont relativement modestes, ne justifient pas qu'elles soient présentées séparément du reste des ressources naturelles. Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Ressources minérales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 456 100 dollars (36,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 17.93 à 17.96.

c) Éléments de programme:

1.1 Appui aux organismes du secteur public pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Amérique latine

*Produits:* publications techniques: étude du commerce extérieur des principaux minéraux de l'Amérique latine (1984); et étude sur les besoins techniques en matière de production et de commercialisation des minéraux (1985).

1.2 Coopération horizontale pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Amérique latine\*

*Produits:* projets de coopération technique visant à favoriser l'évolution de la contribution du secteur minier au développement des pays de la région (1984, 1985).

1.3 Système d'information sur le secteur minier en Amérique latine

*Produits:*

i) Publications techniques: études portant respectivement sur l'évolution et les perspectives des métaux ferreux (1984) et celles du secteur minier (1985);

ii) Produit intermédiaire: mise sur pied d'un système d'information sur le secteur minier (INFOMIN) [1985].

### *Sous-programme 2. Ressources en eau*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 796 900 dollars (63,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 334 800 dollars (93 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 17.97 à 17.100.

c) Éléments de programme:

2.1 Progrès dans l'exécution du Plan d'action de Mar del Plata

*Produit:* rapport à la Commission sur les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata (1984).

2.2 Coopération horizontale dans le domaine de ressources en eau

*Produits:*

i) Rapport à la Commission sur la coopération entre les pays latino-américains en matière de planification des ressources en eau (1985);

ii) Publication technique: étude comparée sur la planification des ressources en eau en Amérique latine (1985).

2.3 Renforcement de la coordination des activités dans le domaine des ressources en eau à l'échelon régional

*Produit:* rapport à la Commission sur la coordination des activités menées dans le domaine des ressources en eau en Amérique latine par les institutions spécialisées des Nations Unies et d'autres organisations mondiales et régionales (1984).

2.4 Activités propres à favoriser la réalisation des objectifs fixés pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Amérique latine

*Produit:* rapport à la Commission sur la question (1984).

2.5 Gestion des ressources en eau des bassins hydrographiques de haute montagne en Amérique latine

*Produit:* publication technique: expériences et difficultés en matière de gestion des bassins hydrographiques de haute montagne en Amérique latine et formulation de recommandations visant à améliorer les techniques en la matière (1985).

2.6 Mise en valeur des ressources en eau en Amérique centrale\*\*

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Produits:* publications techniques sur la planification et l'exécution de programmes d'aménagement global des ressources des bassins en Amérique centrale (1984, 1985).

*Sous-programme 3. Ressources de la mer et développement de l'Amérique latine*

a) Ressources nécessaires: fonds extra-budgétaires: 25 000 dollars (7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (futur A/37/6/Add.1), paragraphes 25.60 à 25.63; paragraphe 7 de la résolution 37/66 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982.

c) Eléments de programme:

3.1 Appui à la formulation de politiques nationales dans le domaine de la mer

*Produits:*

i) Quatre publications techniques sur les aspects juridiques, institutionnels, scientifiques, techniques et sociaux des politiques dans le domaine de la mer;

ii) Assistance consultative, sur demande, aux pays de la région;

iii) Deux réunions spéciales à l'intention des délégations assistant à la Commission préparatoire pour l'Autorité des fonds marins;

iv) Six séminaires sous-régionaux;

v) Deux stages régionaux pour une centaine de participants;

vi) Conception et mise en place d'un système d'information, pour permettre aux pays d'accéder plus facilement à des données sur les questions marines (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transferts de postes*

12.46 Il est proposé de transférer deux postes

d'agent local prévus pour ce programme: un poste au programme «Commerce international et financement du développement» pour le bureau de Port of Spain, afin de régulariser la situation du poste d'agent local alloué au bureau pour l'exercice biennal 1982-1983 au titre de ce programme, et un poste au programme «Services administratifs et services communs» pour renforcer le Centre de calcul de la CEPAL, comme l'a recommandé le Service de gestion administrative dans son rapport sur l'examen des postes de la catégorie des services généraux et des arrangements extra-budgétaires dans le système de la CEPAL à Santiago (rapport n° 1-82). En outre, deux postes P-5, dont un au bureau de Mexico, et deux postes P-3 sont transférés au nouveau programme «Questions d'énergie».

*Consultants*

12.47 Les ressources prévues à ce titre (5 100 dollars), qui font apparaître une réduction de 28 400 dollars, sont destinées à des services correspondant à un mois de travail pour la préparation d'une étude approfondie sur la planification des ressources en eau en Amérique latine, se rapportant à l'élément de programme 2.2. L'importante réduction est l'effet de transferts à d'autres programmes, surtout pour des activités relatives à l'énergie qui, en 1982-1983, figuraient dans ce programme.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

12.48 Les ressources prévues à ce titre (4 000 dollars) doivent servir pour des réunions du Groupe de travail intersecrétariats sur les ressources en eau en Amérique latine.

*Autres voyages autorisés du personnel*

12.49 Les ressources prévues à ce titre (17 300 dollars) seront nécessaires pour identifier des projets et recueillir des données sur les ressources minérales et hydrauliques, ainsi que pour promouvoir la coopération horizontale dans le domaine des ressources en eau. La réduction de 30 300 dollars correspond à des transferts à d'autres programmes, et au fait que les activités relatives à l'énergie sont présentées séparément en 1984-1985.

## 8. – QUESTIONS D'ÉNERGIE EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.23. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	-	355,8	-	0,6	356,4	356,4
Consultants	-	-	20,1	3,4	23,5	23,5
Groupes spéciaux d'experts	-	-	13,1	2,7	15,8	15,8
Dépenses communes de personnel	-	118,4	-	1,0	119,4	119,4
Frais de voyage du personnel	-	-	14,5	1,2	15,7	15,7
<b>Total</b>	-	<b>474,2</b>	<b>47,7</b>	<b>8,9</b>	<b>530,8</b>	<b>530,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
474,2	47,7	-	-	47,7	10,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-

TABLEAU 12.23 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels :		
Sources bilatérales	132,7	295,0
Total c)	132,7	295,0
Total a), b) et c)	132,7	295,0
Total, coûts directs		825,8

TABLEAU 12.24. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: questions d'énergie en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-
P-5	-	2	-	-	-	-	2
P-4	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	2	-	-	2	-	2
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	<b>4</b>	-	-	<b>2</b>	-	<b>6</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total général</b>	-	<b>4</b>	-	-	<b>2</b>	-	<b>6</b>

## 8. – QUESTIONS D'ÉNERGIE EN AMÉRIQUE LATINE

12.50 Ce programme est exécuté par le service compétent de la Division des ressources naturelles et de l'environnement à Santiago et par le Groupe des ressources naturelles, de l'énergie et des transports du bureau de Mexico, avec le concours du bureau de Port of Spain. Les deux sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Evaluation des ressources énergétiques de l'Amérique latine*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 472 900 dollars (89,1 p.100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 11.95 à 11.98.

c) Eléments de programme:

1.1 Systématisation par ordinateur de l'information sur les ressources énergétiques

*Produit:* production, à l'intention des économistes et spécialistes de l'énergie des services gouvernementaux, d'imprimés informatisés contenant des statistiques clefs relatives à la production, au commerce et à la consommation de ressources énergétiques pour chaque pays de la région et pour l'ensemble de ces pays (1984, 1985).

1.2 Financement des activités d'exploration, d'exploitation et de production de pétrole en Amérique latine

*Produit:* publication technique: étude et analyse, destinées aux économistes et experts en économie de l'énergie des services gouvernementaux, sur le financement et l'utilisation de ces fonds par les pays latino-américains pour financer leurs programmes d'exploration, d'exploitation et de production de pétrole depuis 1973 (1985).

1.3 Problèmes de planification des ressources énergétiques\*

*Produit:* publication technique: analyse destinée aux économistes et experts de l'énergie des services gouvernementaux de trois groupes de problèmes relatifs aux ressources énergétiques: fixation des prix; politique d'investissement; et sécurité des sources d'approvisionnement (1985).

1.4 Analyse des séries chronologiques et prévisions des ressources énergétiques

*Produit:* publication technique destinée aux économistes et experts de l'énergie des services gouvernementaux sur l'utilité potentielle de l'application de méthodes basées sur des séries chronologiques à la prévision de certaines tendances clefs relatives aux ressources énergétiques, telles que la demande de carburant et de combustible dans un pays d'Amérique latine donné (1984).

1.5 Viabilité économique et financière des systèmes d'énergie éolienne en Amérique latine\*\*

*Produit:* publication technique destinée aux économistes et experts de l'énergie des services gouvernementaux sur les principales variables qui affectent le rendement financier et économique des investissements dans les systèmes d'énergie éolienne en Amérique latine (1985).

1.6 Mise en valeur de l'énergie en Amérique centrale

*Produits:* projets d'assistance technique en vue de la formulation de politiques et de stratégies de mise en valeur des ressources énergétiques et de plans de développement à court et à long terme dans les pays d'Amérique centrale (1984, 1985).

1.7 Sources d'énergie nouvelles et renouvelables

*Produits:* cinq projets d'assistance technique et quatre séminaires de formation, dans cinq pays d'Amérique latine (à déterminer), en vue de la formulation de politiques à court et à long terme de mise en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables (1984, 1985).

### *Sous-programme 2. Développement intégré du secteur de l'énergie électrique en Amérique centrale*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 57 900 dollars (10,9 p.100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 11.99 à 11.102.

c) Eléments de programme:

2.1 Développement intégré du secteur de l'énergie électrique en Amérique centrale

*Produits:*

i) Publication technique sur la faisabilité technique et économique d'une diversification des sources d'électricité dans le contexte du réseau électrique intégré de l'Amérique centrale (1985);

ii) Octroi d'une assistance technique au Conseil de l'énergie électrique de l'Amérique centrale (1984, 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

12.51 Pour établir la base de ressources pour le nouveau programme «Questions d'énergie», deux postes P-5, dont un au bureau de Mexico, et deux postes P-3 sont transférés du programme «Ressources naturelles» au présent programme, afin d'assurer les ressources en personnel nécessaires au titre du budget ordinaire pour mener à bien les activités prévues au programme.

*Consultants*

12.52 Les ressources prévues à ce titre (20 100 dollars), qui correspondent à un transfert du programme «Ressources naturelles», se répartissent comme suit:

<i>Elément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.3	Etablir un document sur les questions liées à la politique des investissements dans le domaine de l'énergie . . . . .	2,5

1.6, 1.7, Etablir des études spécialisées sur la politique dans le domaine de l'énergie en Amérique centrale, y compris l'intégration des sources nouvelles et renouvelables à la planification de l'énergie . . . . . 1,5

Total 4,0

*Groupes spéciaux d'experts*

12.53 Les ressources prévues à ce titre (13 100 dollars), qui correspondent à un transfert du programme «Ressources naturelles», serviront à financer une réunion de 10 experts sur la planification de l'énergie en 1985.

*Frais de voyage du personnel*

12.54 Les ressources prévues à ce titre (14 500 dollars), elles aussi transférées du programme «Ressources naturelles», serviront à financer les frais de voyage liés à des discussions avec des planificateurs de l'énergie sur les problèmes essentiels auxquels ils doivent faire face et à des missions techniques et des activités de formation sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

## 9. - POPULATION EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1982-1983</i>	<i>Montants des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1984-1985</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Inflation en 1984 et 1985</i>	<i>Augmentation totale</i>	
Postes permanents	731,9	(1,3)	97,8	87,9	184,4	916,3
Dépenses communes de personnel	234,3	(0,9)	31,4	28,5	59,0	293,3
Frais de voyage du personnel	24,5	1,1	(2,7)	1,9	0,3	24,8
<b>Total</b>	<b>990,7</b>	<b>(1,1)</b>	<b>126,5</b>	<b>118,3</b>	<b>243,7</b>	<b>1 234,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

<i>(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983</i>	<i>Accroissement des ressources</i>					<i>Taux de croissance réelle (5) sur (1)</i>
	<i>(2) Montant effectif</i>	<i>(3) Moins : dépenses non renouvelables</i>	<i>(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)</i>	<i>(5) Montant ajusté</i>		
989,6	126,5	-	106,6	233,1	23,5 %	



TABLEAU 12.25 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	180,0	186,6
Total a)	180,0	186,6
b) Activités de fond :		
FNUAP	2 465,0	2 000,0
Sources bilatérales	40,7	1 400,0
Total b)	2 505,7	3 400,0
c) Projets opérationnels :		
FNUAP	1 555,7	1 600,0
Sources bilatérales	1 463,5	1 820,0
Total c)	3 019,2	3 420,0
Total a), b) et c)	5 704,9	7 006,6
	Total, coûts directs	8 241,0

TABLEAU 12.26. - POSTES NÉCESSAIRES

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	4	4	-	-	2	2	6	6
P-4	-	-	-	-	5	5	5	5
P-3	-	1	-	-	5	5	5	6
P-2/1	-	1	-	-	1	1	1	2
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>20</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	5	6	-	-	15	15	20	21
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>21</b>
<b>Total général</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>38</b>	<b>41</b>

## 9. - POPULATION EN AMÉRIQUE LATINE

12.55 Ce programme est exécuté par le Centre latino-américain de démographie (CELADE), projet du PNUD dont certaines dépenses d'infrastructure sont inscrites au budget ordinaire. Les quatre sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Statistiques démographiques et évaluation des tendances démographiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 176 500 dollars (14,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 050 900 dollars (29,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 18.74 à 18.77.

c) Eléments de programme:

1.1 Analyse démographique, estimations et projections de population

#### *Produits:*

i) Publications techniques: six études sur la fécondité, six sur la mortalité et une sur les migrations internationales (1984, 1985);

ii) Huit fascicules par pays contenant une série de projections démographiques pour chaque pays (1984, 1985);

iii) *Bulletin démographique* (deux numéros par an);

iv) Assistance technique: envoi de 30 missions d'assistance technique dans des pays de la région dans le contexte de l'établissement de projections démographiques (1984, 1985).

1.2 Evaluation des effets démographiques de la planification de la famille en Amérique latine

*Produits:* publications techniques: rapports annuels sur la portée et le contrôle des programmes de planification de la famille et les caractéristiques de leurs utilisateurs (1984, 1985); rapports sur l'étude des écarts de fécondité (1984, 1985); étude comparée des enquêtes nationales sur la fécondité effectuées dans le cadre de l'Enquête mondiale sur la fécondité (1984, 1985); et application de modèles pour évaluer les effets des programmes de planification de la famille sur la santé publique (1984, 1985).

1.3 Etude de la mortalité infantile et juvénile et de la mortalité par cause

*Produits:* deux publications techniques: analyses méthodologiques et techniques des causes de décès et de la mortalité infantile et juvénile (1984, 1985).

### *Sous-programme 2. Population et développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 690 000 dollars (55,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 194 300 dollars (33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 18.78 à 18.81.

c) Eléments de programme:

2.1 Déterminants et conséquences de la dynamique de la population

#### *Produits:*

i) Assistance technique: envoi dans des pays de la région de 30 missions d'assistance technique concernant divers aspects de la dynamique et des politiques de la population (1984, 1985);

ii) Publications techniques: 12 études établissant un rapport entre les tendances des principales variables démographiques et certains indicateurs socio-économiques (1984, 1985).

2.2 Population et planification du développement

#### *Produits:*

i) Assistance technique: envoi dans des pays de la région de 20 missions touchant l'intégration des variables démographiques à la planification mondiale, régionale et sectorielle (1984, 1985);

ii) Publications techniques: 12 études méthodologiques sur la question destinées à être utilisées dans le cadre d'activités de formation (1984, 1985).

### *Sous-programme 3. Formation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 146 900 dollars (11,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 860 800 dollars (24,0 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 18.82 à 18.85.

c) Eléments de programme:

3.1 Stages de formation et bourses de recherche

#### *Produits:*

i) Cours de maîtrise en démographie et en études sociologiques de la population, d'une durée de deux ans, pour former 20 fonctionnaires;

ii) Cours annuels d'une durée de deux mois sur l'intégration des variables démographiques à la planification, pour former 25 cadres des administrations nationales;

- iii) Organisation à l'échelon sous-régional de deux cours intensifs de démographie, d'une durée de quatre mois (25 fonctionnaires par cours);
- iv) Organisation à l'échelon national de deux cours intensifs de démographie (durée: trois à quatre mois) pour former 15 à 25 fonctionnaires;
- v) Dix cours d'une durée d'un mois sur certaines questions méthodologiques et techniques relatives aux études de la population (15 à 25 fonctionnaires par cours);
- vi) Annuellement, octroi à quatre ou cinq fonctionnaires de bourses de recherche de deux à trois mois chacune (1984, 1985).

*Sous-programme 4. Stockage, recherche, traitement et diffusion de données démographiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 221 000 dollars (17,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 480 600 dollars (13,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 18.86 à 18.93.

c) Eléments de programme:

4.1 Système de documentation sur la population en Amérique latine (DOCPAL)

*Produits:*

i) *DOCPAL Latin American Population Abstracts* (deux numéros par an);

ii) Publications techniques: environ 500 imprimés informatisés de données démographiques, établis à partir de la base de données automatisée du CELADE/DOCPAL; recherches bibliographiques et bibliographies par pays; et manuels techniques sur l'utilisation et les sources de données démographiques (1984, 1985);

iii) Projets d'assistance technique: assistance à des organismes nationaux pour le développement du stockage, de la recherche et de la diffusion de données démographiques; et formation de documentalistes (1984, 1985).

4.2 Traitement des données sur la population et banque de données

*Produits:*

i) Publications techniques: imprimés informatisés de données démographiques, réalisés suivant les spécifications des gouvernements qui en font la demande, en utilisant la banque de données démographiques du CELADE; bandes magnétiques des recensements de la population et du logement en Amérique latine et des principales enquêtes de population; manuels en espagnol sur les systèmes de traitement des données démographiques du CELADE; et *Boletín del Banco de Datos* (publication non périodique, mise à jour selon les besoins) [1984-1985];

ii) Projets d'assistance technique: envoi de 15 à 20 missions par an auprès d'organismes nationaux en vue de l'application de nouvelles techniques de traitement des données; et formation professionnelle au CELADE de trois à cinq programmeurs par an en vue de les familiariser avec des techniques spécialisées de traitement des données (1984, 1985).

4.3 Publications

*Produits: Demographic Bulletin* (deux numéros par an); *Notas de Población* (trois numéros par an); *DOCPAL Resúmenes sobre Población en América Latina* (deux numéros par an); un ou deux livres par an (1984, 1985); une trentaine de monographies (réalisées principalement par les participants aux cours du CELADE) [1984, 1985].

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Nouveaux postes*

12.56 Deux nouveaux postes de la catégorie des administrateurs (un poste P-3 pour un économiste/démographe et un poste P-2 pour un démographe) et un nouveau poste d'agent local pour un assistant administratif de 2<sup>e</sup> classe sont demandés pour compenser en partie la réduction du financement du CELADE par le FNUAP intervenue en 1982, qui a entravé les activités de ce programme.

*Frais de voyage du personnel*

12.57 Les dépenses prévues à ce titre (22 900 dollars), qui accusent une réduction de 2 700 dollars, sont destinées à des missions de collecte de données et à des activités de formation.

## 10. - SCIENCE ET TECHNIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	323,1	3,9	(83,8)	12,8	(67,1)	256,0
Consultants	14,2	0,7	(1,9)	2,1	0,9	15,1
Groupes spéciaux d'experts	-	-	21,9	2,2	24,1	24,1
Dépenses communes de personnel	103,1	1,7	(27,0)	4,1	(21,2)	81,9
Frais de voyage du personnel	12,9	0,7	(0,3)	1,2	1,6	14,5
<b>Total</b>	<b>453,3</b>	<b>7,0</b>	<b>(91,1)</b>	<b>22,4</b>	<b>(61,7)</b>	<b>391,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
460,3	(91,1)	-	-	(91,1)	(19,7) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond :		
PNUD	-	300,0
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>300,0</b>

TABLEAU 12.27 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	300,0
	Total, coûts directs	691,6

TABLEAU 12.28. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: science et technique en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-
P-5	-	1	-	-	-	-	1
P-4	3	1	-	-	-	-	4
P-3	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
Autres catégories							
Agents locaux	1	1	-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>

## 10. – SCIENCE ET TECHNIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

12.58 Ce programme est exécuté à Santiago et Buenos Aires sous l'autorité du Chef de la Division CEPAL/ONUDI de l'industrie et de la technologie, avec le concours du bureau de Port of Spain. Le sous-programme, les éléments de programme et le produit connexe prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Renforcement de la capacité technique de la région et accélération de sa transformation technologique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 391 600 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 20.108 à 20.117.

c) Éléments de programme:

1.1 Évaluation et répercussions des progrès techniques récents

*Produits:* publications techniques: étude sur la biotechnologie et les techniques génétiques en vue d'une réunion régionale; et deux études sur les effets de l'application de techniques nouvelles dans certains domaines (par exemple, exploration et exploitation des ressources des fonds marins, télédétection, matériaux nouveaux et nouvelles sources d'énergie) [1984, 1985].

1.2 Coopération internationale en matière de science et de technique

*Produits:* publication technique: possibilités de coopération technique entre les pays asiatiques et les pays latino-américains (1985); et définition de domaines de coopération entre pays des régions de la CEA et de la CEPAL (1984, 1985).

1.3 Stratégies de développement scientifique et technique en Amérique latine\*\*

*Produit:* publication technique: stratégies de développement scientifique et technique des pays de la région (1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

1.4 Évaluation du processus d'application de la science et de la technique au service du développement

*Produits:* publications techniques: deux études visant à évaluer les progrès réalisés dans l'application de la science et de la technique au développement et les résultats de ce processus (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

12.59 Le transfert d'un poste P-5 de «Direction exécutive et administration» en échange d'un poste P-4 destiné à maintenir l'effectif du Bureau du Secrétaire exécutif est proposé pour le chef du programme «Science et technique». Le transfert d'un poste P-4 au programme «Développement industriel» est aussi demandé pour renforcer le sous-programme relatif aux biens d'équipement, qui comprend un élément important de science et technique. Ces transferts reflètent le niveau de priorité élevé que la Commission a attribué, lors de sa dix-neuvième session, aux tâches du Groupe de la science et de la technique récemment constitué à Santiago.

*Consultants*

12.60 Les ressources prévues à ce titre (13 000 dollars), qui font apparaître une réduction de 1 900 dollars, représentent deux mois et demi de travail pour l'élaboration d'études dans le domaine de la biotechnologie et des techniques génétiques au titre de l'élément de programme 1.1.

*Groupes spéciaux d'experts*

12.61 Les ressources prévues à ce titre (21 900 dollars), qui correspondent essentiellement à des transferts d'autres programmes, serviront à financer la convocation en 1984 d'un groupe spécial d'experts pour étudier les progrès récents de la biotechnologie et leurs conséquences pour certains aspects du processus de développement.

*Frais de voyage du personnel*

12.62 Les ressources prévues à ce titre (13 300 dollars) sont destinées à des visites de centres de recherche et de quelques installations industrielles dans le cadre de l'évaluation des effets des progrès techniques récents.



## 11. - DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.29. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 180,5	11,7	52,4	55,7	119,8	1 300,3
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	39,3	(39,3)	-	-	(39,3)	-
Consultants	17,6	0,8	7,6	4,0	12,4	30,0
Dépenses communes de personnel	389,6	4,4	16,8	19,2	40,4	430,0
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	8,8	(8,8)	-	-	(8,8)	-
Autres voyages autorisés du personnel	15,3	0,7	8,5	2,0	11,2	26,5
<b>Total</b>	<b>1 651,1</b>	<b>(30,5)</b>	<b>85,3</b>	<b>80,9</b>	<b>135,7</b>	<b>1 786,8</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 620,6	85,3	-	-	85,3	5,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.29 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels :		
Sources bilatérales	159,3	-
PNUD	324,0	-
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	386,4	420,0
FISE	50,5	-
Total c)	920,2	420,0
Total a), b) et c)	920,2	420,0
Total, coûts directs		2 206,8

TABLEAU 12.30. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: développement social en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		1982-1984	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1		-	-	-	-	1	1
P-5	1		-	-	-	-	1	1
P-4	4		-	-	-	-	4	4
P-3	5		-	-	-	-	5	6
P-2/1	1		-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
Autres catégories								
Agents locaux	6	5	-	-	-	-	6	5
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>18</b>

## 11. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN AMÉRIQUE LATINE

12.63 Ce programme est exécuté par la Division du développement social (Santiago) et par le Groupe du développement social (Mexico), avec la coopération des bureaux de Port of Spain et de Buenos Aires. Les deux sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que leurs éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Styles de développement et transformations sociales en Amérique latine*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 545 600 dollars (86,5 p. 100 du total prévu pour le programme);

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 21.71 à 21.74;

c) Éléments de programme:

1.1 Les changements de la structure sociale et leur projection

#### *Produits:*

i) Rapports à la Commission sur les processus récents de transformation sociale en Amérique latine (1984, 1985);

ii) Deux publications techniques: stratégies visant à changer les styles de développement en vue d'améliorer la situation des groupes défavorisés et de promouvoir une participation plus intense de la population (1984, 1985);

iii) Publication destinée à la vente sur la transformation des structures sociales et des divers styles de développement en Amérique latine (1985).

1.2 L'extrême pauvreté en Amérique latine

*Produit:* octroi d'une assistance technique en matière de formulation ou de réorientation des stratégies et plans visant à répondre aux besoins fondamentaux en Amérique centrale (1984, 1985).

1.3 Transformation sociale au Nicaragua

*Produit:* publication technique: évaluation préliminaire de l'application de politiques et programmes sociaux au Nicaragua depuis 1979 (1985).

1.4 Situation et perspectives de la jeunesse en Amérique latine

*Produit:* publication technique: appréciation et évaluation des styles, stratégies et processus de participation de la jeunesse au développement de l'Amérique latine (1985).

1.5 Politiques et programmes sociaux en faveur de la jeunesse et mobilisation sociale des jeunes en Amérique latine

#### *Produits:*

i) Organisation d'une réunion de représentants des ministères des affaires sociales, de l'économie et de la planification sur les politiques et programmes en faveur de la jeunesse (1985);

ii) Fourniture de services fonctionnels pour une conférence régionale destinée aux ministères des affaires sociales, de l'économie et de la planification, qui se tiendra durant l'Année internationale de la jeunesse afin d'évaluer la situation des jeunes et de prendre des engagements à long terme au niveau latino-américain (1985).

### *Sous-programme 2. Intégration des femmes au développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 241 200 dollars (13,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 21.75 à 21.78.

c) Éléments de programme:

2.1 Intégration des femmes au développement

#### *Produits:*

i) Organisation de la quatrième Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement économique et social en Amérique latine et de deux réunions de son bureau (1984, 1985);

ii) Neuf publications techniques sur les rapports entre les femmes et les processus socio-économiques en Amérique latine (1984-1985);

iii) Sept projets d'assistance technique pour l'élaboration d'études, la réalisation de recherches et la formulation de programmes en faveur des femmes (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Transferts de postes*

12.64 Il est recommandé de transférer à ce programme un poste P-3 précédemment alloué au programme «Questions et politiques relatives au développement», compte tenu de l'importance accrue accordée aux programmes intéressant les jeunes et les personnes handicapées. Un poste d'agent local, créé grâce aux crédits supplémentaires alloués au bureau de Port of Spain pour 1981, est transféré au programme «Commerce international et financement

du développement», où se trouvent les ressources de base pour ce bureau.

*Consultants*

12.65 Les ressources nécessaires à ce titre (26 000 dollars) accusent un accroissement de 7 600 dollars à financer par des ressources précédemment allouées à d'autres programmes et doivent permettre de financer un total de cinq mois de travail de consultants nécessaires pour les éléments de programme suivants:

Elément de programme	Tâches	Mois de travail
1.1	Elaboration d'une étude faisant le point des transformations sociales enregistrées en Amérique latine et contenant un schéma théorique approprié pour faciliter l'élaboration de politiques sociales visant la réalisation de changements structurels viables et souhaitables . . . . .	2
1.4	Elaboration d'une étude identifiant, au niveau de la région, les problèmes des jeunes qui ne peuvent pas participer pleinement aux processus de développement socio-économique et définissant les	

Elément de programme	Tâches	Mois de travail
	politiques sociales à suivre pour surmonter les problèmes qui font obstacle à une telle participation . . . . .	2
2.1	Elaboration d'un document sur les problèmes des familles à faible revenu, notamment celles dont le chef est une femme, ou des familles marginales dont les revenus sont en grande partie fournis par des femmes, sous forme de salaire ou de travail non rémunéré . . . . .	1
	<b>Total</b>	<b>5</b>

*Autres frais de voyage du personnel*

12.66 Les ressources nécessaires à ce titre (24 500 dollars), dont une partie (8 500 dollars) était précédemment allouée à d'autres programmes, sont destinées à financer l'envoi de missions d'enquête dans divers pays en vue d'y analyser la transformation des structures sociales, d'évaluer les résultats de nouvelles politiques et programmes sociaux et de promouvoir les recherches sur la jeunesse en Amérique latine.

12. – STATISTIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.31. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 387,5	(31,9)	73,6	319,6	361,3	1 748,8
Consultants	19,8	1,0	(5,2)	2,3	(1,9)	17,9
Groupes spéciaux d'experts	66,1	2,3	6,5	9,4	18,2	84,3
Dépenses communes de personnel	452,9	(10,1)	24,0	103,7	117,6	570,5
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	5,2	0,2	(0,1)	0,4	0,5	5,7
Autres voyages autorisés du personnel	32,8	1,2	(5,3)	2,3	(1,8)	31,0
<b>Total</b>	<b>1 964,3</b>	<b>(37,3)</b>	<b>93,5</b>	<b>437,7</b>	<b>493,9</b>	<b>2 458,2</b>

TABLEAU 12.31 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 927,0	93,5	-	-	93,5	4,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	23,0	51,8
Total a)	23,0	51,8
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	23,0	51,8
Total, coûts directs	2 510,0	

TABLEAU 12.32. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: statistiques en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	-	1	-	-	-	-	-	1
P-5	1	-	-	-	-	-	1	-
P-4	4	5	-	-	-	-	4	5
P-3	2	2	-	-	-	-	2	2
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>9</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	22	21	-	-	1	1	23	22
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>23</b>	<b>22</b>
<b>Total général</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>31</b>	<b>31</b>

## 12. – STATISTIQUES EN AMÉRIQUE LATINE

12.67 Ce programme est exécuté par la Division des statistiques et de l'analyse quantitative (Santiago) et par le Groupe de statistiques du bureau de Mexico, avec la coopération du bureau de Port of Spain. Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que leurs éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Schéma régional d'information statistique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 182 400 dollars (48,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 22.88 à 22.91.

c) Éléments de programme:

1.1 Banque latino-américaine de statistiques économiques et sociales

*Produit:* organisation et gestion d'un ensemble intégré de bases de données automatisées (1984, 1985).

1.2 Statistiques et indicateurs régionaux

*Produits:*

i) Publication destinée à la vente: *Annuaire statistique de l'Amérique latine* (1984, 1985);

ii) Publications techniques: *Statistical Summary of Latin America* (1984) et publications statistiques de la CEPAL sur divers sujets (2 par an).

1.3 Appui statistique aux études et projets de la CEPAL

### *Sous-programme 2. Méthodes d'analyse quantitative*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 808 800 dollars (32,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 22.92 à 22.95.

c) Éléments de programme:

2.1 Répartition du revenu, conditions de vie et pauvreté

*Produits:* publications techniques sur les schémas de répartition du revenu (1984, 1985); et les matrices de comptabilité sociale pour l'analyse des conditions de vie (1984, 1985).

## 2.2 Méthodes d'enquête sur les ménages

*Produits:* publications techniques sur les méthodes permettant de mesurer l'emploi et le sous-emploi au moyen d'enquêtes sur les ménages (1984, 1985); les méthodes à suivre pour les enquêtes sur le revenu et les dépenses (1984); et les méthodes d'analyse des conditions de vie (1985).

## 2.3 Indicateurs sociaux, emploi et main-d'œuvre

*Produits:* publications techniques sur les indicateurs du développement social en Amérique latine (1984, 1985); l'évolution sectoriel de la main-d'œuvre (1984); et l'évaluation de l'emploi et du sous-emploi (1985).

## 2.4 Comptabilité nationale et indicateurs du développement économique

*Produits:* publications techniques sur la comparaison du produit réel (1984); les statistiques industrielles (1984); les méthodes nationales intéressant les estimations de la comptabilité nationale (1985); et la comparaison des structures économiques (1985).

## 2.5 Statistiques du commerce extérieur et autres statistiques du secteur extérieur

*Produits:* publications techniques sur les indicateurs du commerce extérieur (1984); et l'analyse quantitative des exportations d'articles manufacturés (1985).

### *Sous-programme 3. Développement des statistiques et coopération régionale en matière de statistique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 467 100 dollars (19 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 22.96 à 22.99.

c) Éléments de programme:

3.1 Coopération technique\*\*

*Produits:*

i) Services consultatifs régionaux: on prévoit 60 missions en ce qui concerne l'élaboration d'enquêtes sur les ménages et les statistiques démographiques et sociales; et 20 missions en matière de statistiques économiques et de comptabilité nationale (1984, 1985);

ii) Promotion de la coopération interrégionale: 6 missions de caractère consultatif et 30 stagiaires (1984, 1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.



### 3.2 Cours de formation et séminaires\*\*

#### *Produits:*

i) Cours régionaux de comptabilité nationale (un par an); et de statistique économique et sociale (deux par an);

ii) Cinq séminaires ou ateliers régionaux de formation aux méthodes d'enquête sur les ménages à objectifs multiples (1984); sur l'amélioration des statistiques économiques (1984); sur la mise au point de statistiques et d'indicateurs intéressant la condition de la femme (1984); sur la mesure de la pauvreté et des conditions de vie (1985); et sur le développement et l'utilisation des statistiques sociales (1985).

### 3.3 Organes régionaux de statistique

#### *Produits:*

i) Rapports destinés à la Conférence de statistiques gouvernementales des Amériques (CEGA) sur les statistiques sociales et économiques (1984, 1985);

ii) Fourniture des services fonctionnels nécessaires à une session de la CEGA (1985) et à deux sessions de son Conseil de coordination (1984, 1985).

### 3.4 Coordination des activités statistiques et diffusion d'informations

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Transferts de postes*

12.68 Il est proposé de transférer à ce programme un poste P-4 précédemment alloué au programme «Commerce international et financement du développement» afin de renforcer les effectifs disponibles pour l'établissement de statistiques sociales et leur intégration dans diverses publications dont la parution est prévue dans le programme de travail de la Commission. Un poste P-3 et un poste d'agent local ont été transférés du présent programme (Santiago) au programme «Commerce international et financement du développement» (Port of Spain) en vue d'intensifier les activités de rationalisation et de développement de la production alimentaire dans les pays membres du Comité de développement et de coopération des Caraïbes. En échange du transfert du poste P-3, un poste P-2 a été transféré du bureau de Port of Spain au présent programme (Santiago). Au bureau de Mexico, un poste P-2 a été transféré du

présent programme au programme «Commerce international et financement du développement», en échange d'un poste P-3 pour le chef du Groupe de statistique.

#### *Reclassement de postes*

12.69 Il est proposé de reclasser de P-5 à D-1 le poste de chef de la Division des statistiques et de l'analyse quantitative, compte tenu des fonctions et des responsabilités qui s'y rattachent.

#### *Consultants*

12.70 Les ressources prévues à cette rubrique (15 600 dollars), qui accusent une diminution de 5 200 dollars, sont destinées à financer trois mois de travail de consultants nécessaires au titre de l'élément de programme 2.2, pour l'élaboration de méthodes permettant de mesurer les conditions de vie au moyen d'enquêtes sur les ménages à objectifs multiples.

#### *Groupes spéciaux d'experts*

12.71 Les ressources prévues à cette rubrique (74 900 dollars), qui accusent un accroissement de 6 500 dollars, serviront à couvrir le coût de trois réunions: deux se tiendront en 1984 et porteront respectivement sur les méthodes à suivre pour mesurer et analyser la pauvreté et les conditions de vie à des fins diverses et sur l'évaluation des expériences nationales et des directives internationales pour définir des stratégies applicables aux programmes nationaux, et la troisième aura lieu en 1985 et traitera de l'adoption des méthodes d'évaluation les meilleures dans le contexte des programmes d'enquêtes sur les ménages à objectifs multiples.

#### *Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

12.72 Les ressources nécessaires à ce titre (5 300 dollars) se rapportent aux réunions des groupes spéciaux d'experts prévues dans le cadre de l'élément de programme 3.5.

#### *Autres voyages autorisés du personnel*

12.73 Les ressources nécessaires à ce titre (28 700 dollars), qui font apparaître une diminution de 5 300 dollars, se rapportent à la participation de la CEPAL au programme interaméricain d'enquêtes sur les ménages, à la promotion de la coopération technique sur le terrain et à la coordination avec des organisations régionales et internationales.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 13. - TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN AMÉRIQUE LATINE

TABLEAU 12.33. ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	794,5	(3,7)	(59,8)	108,9	45,4	839,9
Consultants	11,4	0,5	(6,8)	0,5	(5,8)	5,6
Groupes spéciaux d'experts	36,3	3,2	(0,4)	5,6	8,4	44,7
Dépenses communes de personnel	258,5	(1,1)	(18,8)	35,5	15,6	274,1
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	1,1	-	-	0,1	0,1	1,2
Autres voyages autorisés du personnel	41,9	1,9	(18,4)	2,1	(14,4)	27,5
<b>Total</b>	<b>1 143,7</b>	<b>0,8</b>	<b>(104,2)</b>	<b>152,7</b>	<b>49,3</b>	<b>1 193,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressur- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins dépenses non renouvelables	(4) Plus croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 144,5	(103,2)	-	-	(104,2)	(9,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond :		
Sources bilatérales	88,3	-
<b>Total b)</b>	<b>88,3</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.33 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels :</b>		
Sources bilatérales	113,0	-
<b>Total c)</b>	113,0	-
<b>Total a), b) et c)</b>	201,3	-
<b>Total, coûts directs</b>		1 193,0

TABLEAU 12.34. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: transports, communications et tourisme en Amérique latine

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-	-
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	2	2	-	-	-	-	2	2
P-3	2	3	-	-	-	-	2	3
P-2/1	2	-	-	-	-	-	2	-
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>6</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	7	7	-	-	-	-	7	7
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Total général</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>13</b>

### 13. – TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN AMÉRIQUE LATINE

12.74 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des communications et du tourisme de Santiago et le Groupe des ressources naturelles, de l'énergie et des transports de Mexico, avec la coopération du bureau de Port of Spain. Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Politiques et planification*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 530 900 dollars (44,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.96 à 24.100.

c) Éléments de programme:

1.1 Renforcement de la planification nationale des transports et de la formulation des politiques nationales des transports sur le plan de l'infrastructure institutionnelle, des méthodes à appliquer et des besoins d'information

#### *Produits:*

i) Rapport destiné à la Réunion des ministres des travaux publics et du transport de la pointe sud de l'Amérique sur les méthodes les plus appropriées de planification des transports (1985);

ii) Mise en place des deux installations expérimentales du Système international d'information sur les transports (1984, 1985);

iii) Octroi d'une assistance technique en matière de planification des transports aux pays et organisations de la région qui en feront la demande (1984, 1985) [XB].

1.2 Diffusion d'informations relatives au développement des services de transport, au renforcement de l'infrastructure institutionnelle et à la facilitation du commerce et du transport

#### *Produits :*

i) Bulletin bimensuel intitulé *Facilitation of Trade and Transport in Latin America* (facilitation du commerce et du transport en Amérique latine) [six numéros par an];

ii) Publication technique: compendium statistique sur les transports en Amérique centrale (1984, 1985).

#### *Sous-programme 2. Transports terrestres*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 397 300 dollars (33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.101 à 24.106.

c) Éléments de programme:

2.1 Renforcement de l'infrastructure institutionnelle en ce qui concerne les transports internationaux par route et par voie ferrée\*

#### *Produits:*

i) Organisation de réunions intergouvernementales préparatoires sur un projet de convention réglementant les contrats de transports internationaux par route et limitant la responsabilité civile des transporteurs en Amérique centrale (1984) et dans les pays de la pointe sud de l'Amérique (1985);

ii) Mise sur pied de programmes de coopération technique entre les compagnies de chemin de fer d'Amérique latine (1984, 1985);

iii) Octroi aux pays de la région qui en feront la demande d'une assistance technique pour l'implantation et l'utilisation du système défini dans la Convention relative aux transports internationaux par route (1984, 1985).

2.2 Renforcement de l'infrastructure institutionnelle relative aux transports en commun dans les zones urbaines

2.3 Facilitation des transports terrestres internationaux par la simplification et l'harmonisation des procédures et de la documentation en matière de commerce et de transport\*\*

#### *Produits:*

i) Octroi d'une assistance technique aux comités nationaux de facilitation pour la création de secrétariats permanents (1984, 1985);

ii) Octroi d'une assistance technique aux pays sans littoral d'Amérique du Sud pour faciliter le transport de marchandises et les formalités douanières dans le cadre de leur commerce extérieur (1984, 1985).

#### *Sous-programme 3. Transport par eau et transport multimodal*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 264 800 dollars (22,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 24.107 à 24.111.

c) Eléments de programme:

3.1 Renforcement de l'infrastructure institutionnelle en ce qui concerne les transports maritimes, fluviaux et multimodaux

*Produits:*

i) Rapport destiné à la Réunion des ministres des travaux publics et du transport de la pointe sud de l'Amérique et au Comité intergouvernemental de coordination du Rio de la Plata au sujet de l'établissement d'une conférence de chargeurs et d'une convention sur les transports fluviaux dans le bassin du Rio de la Plata (1985);

ii) Publication technique: étude de faisabilité sur les questions susmentionnées (1985);

iii) Octroi d'une assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande pour l'adaptation de leur infrastructure institutionnelle en vue de l'application de la Convention sur le transport multimodal international de marchandises (1984, 1985).

3.2 Facilitation des transports maritimes par la simplification et l'harmonisation des procédures et de la documentation en matière de commerce et de transport\*\*

*Produit:* octroi d'une assistance technique aux comités nationaux de facilitation pour favoriser l'institutionnalisation des secrétariats permanents et l'utilisation du *Manuel de documentation maritime* (1984, 1985).

3.3 Renforcement de la participation des pays d'Amérique latine à la construction, à l'entretien et au fonctionnement d'équipements conçus en fonction des techniques nouvelles

*Produits:*

i) Publication technique sur les méthodes novatrices d'acquisition de nouveaux navires et/ou de réparation de navires (1985);

ii) Octroi d'une assistance technique aux pays de la région qui en feront la demande pour la création d'entreprises de réparation et d'entretien de conteneurs (1984, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transferts de postes*

12.75 Le nouveau poste P-2, qui a pu être créé au titre de ce programme grâce aux ressources supplémentaires allouées au bureau de Port of Spain pour 1981, est transféré au programme «Commerce international et financement du développement» dans ce bureau. Au bureau de Mexico, il est proposé de transférer un poste P-2 au programme «Questions et politiques relatives au développement», en échange d'un poste P-3, conformément aux priorités définies par la Commission à sa dix-neuvième session, lors de laquelle elle a prié le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études sur l'économie des pays d'Amérique centrale et sur les problèmes liés à l'intégration physique et à la promotion des échanges.

*Consultants*

12.76 Les ressources prévues à cette rubrique (5 100 dollars), qui font apparaître une diminution de 6 800 dollars, doivent permettre de financer un mois de travail de consultant pour l'élaboration d'études spécifiques sur l'adaptation de l'infrastructure institutionnelle en vue de l'application de la Convention sur le transport multimodal international de marchandises.

*Groupes spéciaux d'experts*

12.77 Les ressources nécessaires à ce titre (39 100 dollars) sont destinées à financer la convocation en 1984 de deux réunions en vue d'étudier la création d'un pool régional d'assurance pour les opérations de transport dans la pointe sud de l'Amérique et d'élaborer un projet de convention réglementant les contrats de transport internationaux.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

12.78 Les ressources nécessaires à ce titre (1 100 dollars) doivent financer les frais de voyage liés aux réunions de groupes spéciaux d'experts prévues dans le cadre de l'élément de programme 2.2.

*Autres voyages autorisés du personnel*

12.79 Les ressources nécessaires à ce titre (25 400 dollars), qui font apparaître une diminution de 18 400 dollars, sont destinées à financer les frais de voyage liés à la collecte de renseignements en matière de transport et de commerce et à la promotion de la coopération économique entre les pays en développement dans le domaine des transports.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

**D. – Appui aux programmes**
**1. – RELATIONS EXTÉRIEURES ET SERVICES D'INFORMATION**
**TABLEAU 12.35. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

 1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	241,5	(9,3)	-	71,7	62,4	303,9
Dépenses communes de personnel	77,4	(3,2)	-	23,1	19,9	97,3
Services d'agences de presse	14,0	0,7	-	2,2	2,9	16,9
<b>Total</b>	<b>332,9</b>	<b>(11,8)</b>	<b>-</b>	<b>97,0</b>	<b>85,2</b>	<b>418,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
321,1	-	-	-	-	-

 2) *Fonds extra-budgétaires*

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.35 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	-
Total, coûts directs		418,1



TABLEAU 12.36. -- POSTES NÉCESSAIRES

Programme: relations extérieures et services d'information

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-	-
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	4	4	-	-	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>

## D. - Appui aux programmes

## 1. - RELATIONS EXTÉRIEURES ET SERVICES D'INFORMATION

12.80 Les activités entreprises à ce titre sont exécutées par le Service d'information du Cabinet du Secrétaire exécutif.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

12.81 Il n'est pas envisagé de modification des ressources du Service pour 1984-1985.

## 2. - SERVICES DE CONFÉRENCE

TABLEAU 12.37. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits mandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 885,7	(80,5)	5,4	818,5	743,4	3 629,1
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	-	-	24,9	3,8	28,7	28,7
Heures supplémentaires	-	-	6,0	0,9	6,9	6,9
Dépenses communes de personnel	948,5	(26,3)	1,8	267,1	242,6	1 191,1
Services contractuels	21,9	1,1	-	3,6	4,7	26,6
Imprimerie et reliure	233,8	11,2	(59,3)	29,0	(19,1)	214,7
Location et entretien du matériel	-	-	68,0	10,5	78,5	78,5
Fournitures et accessoires	-	-	225,6	35,0	260,6	260,6
Mobilier et matériel	-	-	48,7	5,8	54,5	54,5
<b>Total</b>	<b>4 089,9</b>	<b>(94,5)</b>	<b>321,1</b>	<b>1 174,2</b>	<b>1 400,8</b>	<b>5 490,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource s de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 995,4	321,1	32,0	-	289,1	7,2 %

TABLEAU 12.37 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	320,0	414,4
Total a)	320,0	414,4
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	320,0	414,4
Total, coûts directs		5 905,1

TABLEAU 12.38. - POSTES NÉCESSAIRES

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1983-1984	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-	-
F-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	3	5	-	-	-	-	3	5
P-3	7	5	-	-	-	-	7	5
P-2/1	3	3	-	-	-	-	3	3
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	57	56	-	-	8	8	65	64
<b>Total</b>	<b>57</b>	<b>56</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>65</b>	<b>64</b>
<b>Total général</b>	<b>71</b>	<b>70</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>79</b>	<b>78</b>

## 2. SERVICES DE CONFÉRENCE

### *Imprimerie et reliure*

12.82 Ce programme est exécuté par la Division des services de conférence de Santiago, par le Groupe des services de conférence du bureau de Mexico et par la Section administrative du bureau de Port of Spain.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Transfert de postes*

12.83 Du fait de l'utilisation accrue des systèmes de traitement de textes dans les services d'édition, il est proposé de transférer un poste d'agent local, qui viendra renforcer le programme «Services administratifs et services communs» dont le personnel financé par des fonds extra-budgétaires s'est trouvé réduit.

#### *Reclassement de postes*

12.84 Suivant la tendance actuelle à confier à des traducteurs expérimentés l'entière responsabilité de leur travail, il est proposé de reclasser à P-4 deux postes P-3 destinés à des autoréviseurs.

#### *Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

12.85 Les ressources prévues à ce titre (24 900 dollars) correspondent à des réductions de ressources opérées au titre de l'imprimerie et de la reliure et serviront à compléter les effectifs des ateliers du Secrétariat.

#### *Heures supplémentaires*

12.86 Les ressources prévues (6 000 dollars) permettront d'engager le personnel supplémentaire nécessaire du fait que les travaux d'imprimerie faits jusque-là à l'extérieur seront exécutés par les ateliers du Secrétariat; le montant en sera compensé par les diminutions opérées au titre de l'imprimerie et de la reliure.

12.87 A l'exception des nouveaux besoins définis pour le bureau de Port of Spain qui sont exposés au programme «Services administratifs et services communs», les ressources prévues à ce titre (192 000 dollars), qui accusent une diminution de 59 300 dollars, correspondent aux besoins de la Commission dans le domaine de l'imprimerie et de la reliure. Les publications suivantes qui seront imprimées à l'extérieur figurent dans le programme de publications périodiques de la Commission:

1984-1985: six numéros de l'*ECLA Review* et six numéros de *Revista de CEPAL*;

1984: *International Recession and Adjustment Policies in Latin America* et *Youth in Latin America*;

1985: *Economic and Technical Co-operation among Developing Countries, Women and Development* et *Energy and Environment*

#### *Transferts liés à la reproduction dans les ateliers du Secrétariat*

12.88 Il est proposé de transférer au programme «Services de conférence» des ressources précédemment affectées au programme «Services administratifs et services communs» pour la location et l'entretien du matériel (68 000 dollars), les fournitures pour la reproduction (225 000 dollars) et l'achat de matériel de reproduction (16 700 dollars). Ces ressources sont en effet gérées par la Division des services de conférence de Santiago et doivent être budgétisées en conséquence. Les augmentations indiquées pour ces ressources se trouvent donc compensées par les réductions opérées au titre du programme «Services administratifs et services communs» à deux exceptions près: une augmentation de 32 500 dollars au titre des fournitures pour la reproduction, dont le montant de 225 600 dollars correspond mieux aux besoins réels de la Commission, et un montant non renouvelable de 32 000 dollars, auquel vient s'ajouter le transfert de 16 700 dollars, pour remplacer le matériel miméographique périmé par une presse offset.

## 3. - BIBLIOTHÈQUE ET SERVICES DE DOCUMENTATION

TABLEAU 12.39. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	964,2	(29,4)	38,0	306,4	315,0	1 279,2
Dépenses communes de personnel	320,8	(9,2)	12,2	100,9	103,9	424,7
Frais de voyage du personnel	1,6	0,1	4,4	0,5	5,0	6,6
Fournitures et accessoires	82,5	3,9	11,1	15,1	30,1	112,6
<b>Total</b>	<b>1 369,1</b>	<b>(34,6)</b>	<b>65,7</b>	<b>422,9</b>	<b>454,0</b>	<b>1 823,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 334	65,7	-	-	65,7	4,9 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	30,0	51,8
<b>Total a)</b>	<b>30,0</b>	<b>51,8</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 12.39 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	30,0	51,8
Total, coûts directs		1 874,9

TABLEAU 12.40. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme : bibliothèque et services de documentation

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-	-
P-5	-	-	-	-	-	-	-
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	1	2	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
Autres catégories							
Agents locaux	24	23	-	-	1	1	25
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>25</b>
<b>Total général</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>28</b>



### 3. - BIBLIOTHÈQUE ET SERVICES DE DOCUMENTATION

12.89 Les activités intéressant la mise sur pied de systèmes de documentation et d'information pour le développement en Amérique latine, y compris la création de réseaux d'information sur l'intégration économique, l'environnement et la planification, l'exécution d'activités d'échange d'informations sur l'intégration des femmes au développement, ainsi que les services de formation et les services consultatifs, sont exécutées par la Bibliothèque, par le Centre latino-américain de documentation de Santiago et par la Bibliothèque de Mexico.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Transferts de postes*

12.90 Un poste P-2 précédemment inscrit au programme «Direction exécutive et administration» est transféré à ce service afin d'être alloué au Chef du Groupe du catalogage et de l'indexage centralisé. Ce Groupe, qui a été créé à la Bibliothèque de Santiago

sur la recommandation du Service de gestion administrative, fait partie du Système d'information bibliographique de la Commission. Un poste d'agent local est transféré au programme «Direction exécutive et administration» pour renforcer le personnel de secrétariat de ce bureau.

#### *Voyages autorisés du personnel*

12.91 Les ressources prévues à ce titre (8 400 dollars) permettront de couvrir les frais de voyages autorisés du personnel du Centre latino-américain de documentation économique et sociale qui se rend auprès d'institutions nationales, régionales et internationales pour s'assurer la coopération dans les domaines de l'information et de la documentation.

#### *Livres et fournitures de bibliothèque*

12.92 Les ressources prévues (97 500 dollars) accusent une augmentation de 11 100 dollars pour le bureau de Mexico; les ressources nécessaires pour le bureau de Port of Spain apparaissent sous le programme «Services administratifs et services communs».

## 4. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

TABLEAU 12.41 - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Credits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Credits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	493,2	0,4	-	45,0	45,4	538,6
Dépenses communes de personnel	157,8	0,2	-	14,3	14,5	172,3
Frais de voyage du personnel	22,6	0,8	-	1,9	2,7	25,3
<b>Total</b>	<b>673,6</b>	<b>1,4</b>	<b>-</b>	<b>61,2</b>	<b>62,6</b>	<b>736,2</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	(2) Montant effectif	Accroissement des ressources		(5) Montant ancré	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
		(3) Moins dépenses non renouvelables	(4) Plus croissance différée (nouveaux postes)		
675,0	-	-	-	-	-

TABLEAU 12.41 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	96,0	103,6
Total a)	96,0	103,6
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	96,0	103,6
Total, coûts directs		839,8

TABLEAU 12.42. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: gestion des activités de coopération technique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	-	-	-	-	-	-	-	-
P-4	2	2	-	-	-	-	2	2
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Autres catégories								
Agents locaux	3	3	-	-	2	2	5	5
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

#### 4. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

12.93 Ce programme est exécuté par la Division des opérations de Santiago.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

12.94 On ne prévoit pour l'exercice biennal 1984-1985

aucune modification des ressources nécessaires au titre de ce programme.

*Frais de voyage du personnel*

12.95 Les ressources demandées à cette rubrique (23 700 dollars), qui ne font apparaître aucun accroissement, doivent permettre de financer les missions entreprises dans le cadre de consultations avec des gouvernements et des institutions de financement.

#### 5. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 12.43. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

##### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	7 044,4	(349,6)	114,4	2 883,1	2 647,9	9 692,3
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	276,1	13,2	-	44,8	58,0	334,1
Heures supplémentaires	80,3	3,9	15,0	15,4	34,3	114,6
Dépenses communes de personnel	2 298,6	(118,8)	37,2	932,3	850,7	3 149,3
Frais de voyage du personnel	16,9	0,7	(2,1)	1,4	-	16,9
Imprimerie et reliure	-	-	28,0	4,3	32,3	32,3
Services contractuels (traitement des données)	236,9	11,2	82,5	51,0	144,7	381,6
Location et entretien des locaux	1 105,2	52,6	-	179,6	232,2	1 337,4
Eclairage, chauffage, énergie et eau	555,0	26,4	(88,8)	76,2	13,8	568,8
Location et entretien du matériel	380,4	18,2	(109,2)	44,9	(46,1)	334,3
Communications	863,7	41,2	98,0	155,5	294,7	1 158,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	8,7	0,4	1,0	1,6	3,0	11,7
Services divers	272,2	12,9	13,4	46,1	72,4	344,6
Fournitures et accessoires	599,2	28,6	(193,1)	66,7	(97,8)	501,4
Mobilier et matériel	295,1	14,1	(57,0)	39,1	(3,8)	291,3
Travaux d'amélioration des locaux	22,0	1,0	-	3,6	4,6	26,6
<b>Total</b>	<b>14 054,7</b>	<b>(244,0)</b>	<b>(60,7)</b>	<b>4 545,6</b>	<b>4 240,9</b>	<b>18 295,6</b>

TABLEAU 12.43 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
13 810,7	60,7	-	104,4	43,7	0,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	50,0	50,0
ii) Des programmes extra-budgétaires	915,7	1 324,5
Total a)	965,7	1 374,5
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	965,7	1 374,5
Total, coûts directs		19 670,1

TABLEAU 12.44. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	4	4	-	-	-	-	4
P-4	3	3	-	-	-	-	3
P-3	6	6	-	-	1	1	7
P-2/1	6	7	-	-	-	-	6
Total	20	21	-	-	1	1	22
Autres catégories							
Agents locaux	171	174	-	-	26	22	197
Total	171	174	-	-	26	22	197
Total général	191	195	-	-	77	23	218

## 5. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

12.96 Ce programme englobe les activités de la Division administrative de Santiago et des sections administratives des bureaux de Mexico et de Port of Spain.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Transferts de postes*

12.97 Un poste P-2 est transféré du programme «Direction exécutive et administration» à Santiago au programme «Services administratifs et services communs» à Mexico et sera affecté à un administrateur du personnel (adjoint de 1<sup>re</sup> classe), pour disposer, ce faisant, des postes d'administrateur nécessaires à la Section administrative du bureau de Mexico. Un poste d'agent local est transféré du programme «Ressources naturelles» à un autre programme, conformément à une recommandation faite par le Service de gestion administrative dans le cadre de son examen des postes d'agent de services généraux et des arrangements extra-budgétaires concernant les services de la CEPAL à Santiago. Un poste d'agent local est transféré du programme «Services de conférence» au programme «Services administratifs et services communs» à Santiago pour compléter les ressources dans ce secteur. Un autre poste d'agent local est transféré de ce programme à Mexico à la Section des finances à Santiago. Pour le bureau de Mexico, le transfert d'un poste d'agent local du programme «Services administratifs et services communs» au programme «Direction exécutive et administration» permettra d'affecter un planton à ce bureau.

#### *Postes nouveaux*

12.98 Un nouveau poste d'agent local est demandé pour un fonctionnaire des finances adjoint au bureau de Port of Spain, conformément à la recommandation faite par le Service de gestion administrative lors de l'enquête administrative qu'il a menée en 1982 sur le bureau sous-régional de la CEPAL pour les Caraïbes. Ce poste est nécessaire en raison des responsabilités administratives accrues que doit assumer le bureau en tant qu'unité administrative autonome recevant des allocations de crédits distinctes. En outre, un poste d'agent local est demandé pour un réceptionniste/coordonnateur de sécurité au bureau de Mexico, qui assurera, en l'absence d'un groupe de la sécurité et de la sûreté propre aux Nations Unies, la sécurité des fonctionnaires des Nations Unies et des biens pour ce bureau.

#### *Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

12.99 Les ressources nécessaires à cette rubrique pour 1984-1985 (289 300 dollars) ne font apparaître aucun accroissement dans la mesure où le montant prévu pour le bureau de Port of Spain (15 500 dollars)

est compensé en totalité par une diminution du montant prévu pour le bureau de Santiago. Ces chiffres ne comprennent pas le montant demandé au titre des travaux de reproduction du fait de l'incorporation des travaux d'imprimerie au programme «Services de conférence».

#### *Heures supplémentaires*

12.100 Les ressources prévues à cette rubrique (96 200 dollars) comprennent une augmentation de 15 000 dollars nécessaire pour verser les indemnités réglementaires pour heures supplémentaires au personnel de service travaillant en équipes, notamment les agents de sécurité qui doivent assurer une permanence de 24 heures sur 24 et d'autres agents des services généraux. Comme dans le cas du personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires), ces chiffres ne comprennent pas le coût des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit à verser au personnel du service de la reproduction pour l'exécution sur place des travaux d'imprimerie.

#### *Imprimerie et reliure*

12.101 Les ressources prévues à cette rubrique (28 000 dollars) correspondent aux besoins du bureau sous-régional de Port of Spain; elles sont compensées par une diminution des dépenses d'imprimerie et de reliure au programme «Services de conférence» pour Santiago.

#### *Frais de voyage du personnel*

12.102 Les ressources prévues à cette rubrique (15 000 dollars) correspondent aux frais de voyage de membres de l'administration de la CEPAL pour se rendre au Siège, aux réunions du Comité de coordination entre l'Administration et le personnel et à d'autres réunions, ainsi qu'à d'autres voyages à destination des bureaux sous-régionaux de la Commission.

#### *Services contractuels (traitement des données)*

12.103 Les ressources prévues (330 600 dollars) permettront de continuer à louer un ordinateur pour le bureau de Santiago, ainsi que d'acheter du logiciel pour les bureaux de Santiago, de Port of Spain, de Brasilia et de Buenos Aires. Ces projections reflètent une augmentation de 82 500 dollars par rapport aux ressources disponibles pour l'exercice biennal 1982-1983, mais ce montant est compensé par une diminution des dépenses prévues pour la location et l'entretien du matériel et pour les achats de mobilier et de matériel.

#### *Eclairage, chauffage, énergie et eau*

12.104 Les ressources prévues (492 600 dollars) accusent une diminution de 88 800 dollars, qui sera obtenue grâce à l'application de mesures d'économie destinées à compenser les augmentations prévues en

ce qui concerne d'autres frais généraux de fonctionnement.

#### *Location et entretien du matériel*

12.105 Les ressources nécessaires (289 400 dollars), qui font apparaître une diminution de 109 200 dollars, permettront de couvrir toutes les dépenses prévues, à l'exception de celles qui se rapportent au matériel de reproduction, pour lesquelles un montant distinct séparé est prévu au programme «Services de conférence».

#### *Communications*

12.106 Les ressources nécessaires (1 001 900 dollars), qui accusent une augmentation de 98 000 dollars, ont été calculées sur la base des dépenses effectives de la CEPAL, à ce titre. Cette augmentation est compensée en partie par une diminution des ressources nécessaires pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie et l'eau.

#### *Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

12.107 Les ressources nécessaires à cette rubrique (10 100 dollars) font apparaître une augmentation de 1 000 dollars pour l'exercice biennal pour le bureau sous-régional de Port of Spain.

#### *Services divers*

12.108 Les ressources prévues à cette rubrique (298 500 dollars) font apparaître une augmentation de 13 400 dollars au titre de l'assurance, afin d'améliorer la couverture des risques pour le siège de la CEPAL à Santiago.

#### *Fournitures et accessoires*

12.109 La diminution prévue à cette rubrique (193 100 dollars) correspond au transfert au programme «Services de conférence» des ressources

nécessaires au titre des fournitures pour les travaux de reproduction.

#### *Mobilier et matériel*

12.110 Les ressources prévues (252 200 dollars) accusent une diminution de 57 000 dollars qui correspond à une réduction des ressources nécessaires pour les activités financées au titre du budget ordinaire; cette diminution compense l'augmentation des ressources nécessaires au titre du matériel de reproduction pour le programme «Services de conférence» et au titre des services contractuels (traitement des données).

#### *Amélioration des locaux*

12.111 Les ressources prévues (23 000 dollars) doivent permettre de modifier les locaux actuels, de construire de nouveaux bureaux, d'apporter les transformations nécessaires pour le matériel informatique et d'apporter d'autres améliorations ou transformations mineures aux locaux de Santiago et des bureaux sous-régionaux.

### ANNEXES

#### Répartition des postes permanents par classe et par lieu d'affectation (budget ordinaire) et répartition des ressources entre les principaux bureaux en 1984-1985

12A.1 La répartition des effectifs de la CEPAL par programme, que l'on trouve dans les tableaux précédents, ne donne pas une idée complète de la structure organique du secrétariat de la Commission étant donné l'existence de bureaux sous-régionaux qui jouent un rôle important dans l'exécution du programme de travail de la Commission. Afin d'unifier la présentation, les dépenses prévues pour ces bureaux régionaux ont été réparties entre les divers programmes auxquels elles se rapportent et sont indiquées dans les tableaux correspondants. Cependant, pour donner davantage de détails sur la structure particulière de la CEPAL, on a indiqué à l'annexe I ci-après les tableaux d'effectifs distincts de chacun des bureaux sous-régionaux. On a par ailleurs indiqué à l'annexe II les ressources prévues pour chacun des principaux bureaux de la CEPAL pour 1984-1985.



## ANNEXE I

 POSTES PERMANENTS NÉCESSAIRES PAR CLASSE ET PAR LIEU  
 D'AFFECTATION (BUDGET ORDINAIRE)

	Santiago		Mexico		Port of Spain	
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
SGA	1	1	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-
D-1	11	12	1	1	1	1
P-5	26	25	4	4	1	1
P-4	36	38	8	9	6	6
P-3	35	34	6	6	5	6
P-2/1	22	23	8	8	2	2
<b>Total</b>	<b>132</b>	<b>134</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>15</b>	<b>16</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
	297	299	63	63	20	23
<b>Total général</b>	<b>429</b>	<b>433</b>	<b>90</b>	<b>91</b>	<b>35</b>	<b>39</b>

	Washington		Brasilia		Montevideo	
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
SGA	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	-	-
P-5	1	1	1	1	1	1
P-4	1	1	2	2	-	-
P-3	1	1	2	2	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
	4	4	4	4	1	1
<b>Total général</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

## ANNEXE I (suite)

	Bogota		Buenos Aires		Total	
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	-	-	-	-	1	1
SSG	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	1	1
D-1	-	-	-	-	13	14
P-5	1	1	2	2	37	36
P-4	2	1	-	-	55	57
P-3	-	-	-	-	49	49
P-2/1	-	-	-	-	32	33
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>188</b>	<b>191</b>
Agents des services généraux	-	-	4	4	393	398
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>581</b>	<b>589</b>

## ANNEXE II

## RÉPARTITION DES RESSOURCES ENTRE LES PRINCIPAUX BUREAUX, 1984-1985

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Santiago	Mexico	Port of Spain	Total
Postes permanents	28 617,7	3 766,6	2 155,8	34 540,1
Personnel temporaire pour les réunions	302,2	-	-	302,2
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	312,3	33,8	16,7	362,8
Consultants	255,6	13,5	46,1	315,2
Heures supplémentaires	124,6	6,7	-	131,3
Groupes spéciaux d'experts	226,5	0,1	88,3	314,9
Dépenses communes de personnel	9 162,1	1 431,7	690,2	11 284,0
Indemnités de représentation	9,2	-	-	9,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	323,4	-	21,9	345,3
Autres voyages autorisés du personnel	517,4	54,4	85,2	657,0
Services contractuels	22,2	4,4	-	26,6
Imprimerie et reliure	214,7	-	32,3	247,0
Services d'information	16,9	-	-	16,9
Services contractuels (traitement des données)	370,0	-	11,6	381,6
Frais généraux de fonctionnement	19,3	-	-	19,3
Location et entretien des locaux	536,9	719,7	80,8	1 337,4
Eclairage, chauffage, électricité et eau	541,4	21,4	6,0	568,8
Location et entretien du matériel	366,5	34,7	17,6	418,8
Communications	1 017,5	91,2	83,5	1 192,2
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	10,5	-	1,2	11,7
Services divers	335,1	10,5	5,2	350,8
Fournitures et accessoires	719,7	108,2	59,5	887,4
Mobilier et matériel	240,7	73,7	31,4	345,8
Travaux d'amélioration des locaux	26,6	-	-	26,6
<b>Total</b>	<b>44 289,0</b>	<b>6 370,6</b>	<b>3 433,3</b>	<b>54 092,9</b>

# CHAPITRE 13. – COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

## TABLEAU 13.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
37 302,5	2 439,7	6,5	706,5	1,8	5 277,5	14,1	8 423,7	22,5	45 726,2

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
39 742,2	706,5	-	345,8	1 052,3	2,6 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	3 866,7	3 710,0
<b>Total a)</b>	<b>3 866,7</b>	<b>3 710,0</b>
b) Activités de fond		
Fonds du PNUE	362,6	390,0
FNUAP	723,0	418,8
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	373,0	- a/
Sources bilatérales	165,0	193,0
<b>Total b)</b>	<b>1 623,6</b>	<b>1 001,8</b>

TABLEAU 13.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels		
PNUD	15 167,1	11 692,9
Sources bilatérales	2 065,0	3 876,1 <u>b/</u>
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	1 036,9	100,0
FNUAP	5 330,2	6 614,0
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	187,4	<u>a/</u>
Unesco	150,0	-
FISE	482,0	-
FAO/FNUAP	86,0	-
Total c)	24 504,6	22 283,0
Total a), b) et c)	29 994,9	26 994,8
Total, coûts directs		
		72 721,0
B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS		
		3 510,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		
		76 231,8

a/ On ne connaît pas actuellement les contributions du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

b/ L'équivalent de 2 352 000 dollars sera versé en monnaie non convertible.



TABLEAU 13.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)	
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Réévaluation des coûts aux revusés de 1983		Ajustements spéciaux (7)			Total (8)
			(3)	(4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	(5)	(6)				
10. Population	342,2	-	-	-	7,2	0,3	7,1	14,6	14,6	356,8		
11. Administration et finances publiques	738,5	-	-	-	15,7	2,3	13,0	31,0	31,0	769,5		
12. Science et technique	501,4	-	-	-	10,0	2,3	9,8	22,1	22,1	523,5		
13. Développement social	1 303,4	43,4	-	-	27,3	2,7	23,3	53,3	9,9	1 313,3		
14. Statistiques	1 734,2	-	-	-	39,5	2,7	27,7	69,9	69,9	1 804,1		
15. Transports, communications et tourisme	2 498,9	686,9	-	-	38,1	5,8	33,4	77,3	(609,6)	1 889,3		
D. Appui aux programmes :												
1. Services de conférence	3 084,8	-	-	-	70,8	9,8	38,6	119,2	119,2	3 204,0		
2. Gestion des activités de coopération technique	542,9	-	-	-	12,2	-	11,1	23,3	23,3	566,2		
3. Administration et services communs	11 031,8	175,0	-	-	183,5	175,9	54,5	413,9	238,9	11 270,7		
Total	37 302,5	956,8	1 639,4	343,1	702,2	254,0	457,8 a/	3 396,5	2 439,7	39 742,2		

a/ Ajustement imputable à l'écart entre l'abattement pour mouvements de personnel (7 p. 100) dont il a été tenu compte dans le crédit ouvert au budget de l'exercice 1982-1983, au titre des traitements des administrateurs et la déduction forfaitaire (5 p. 100) appliquée aux estimations correspondantes dans le projet de budget pour l'exercice 1984-1985.

TABLEAU 13.3. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues							Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		%		%	
					\$	%				
A. Organes directeurs	407,8	(35,3)	64,5	56,3	85,5	20,9	493,3	17,3		
B. Direction exécutive et administration	4 056,9	169,7 (2 284,9)	228,4 (1 886,8)	(46,3)	2 180,1	(53,9)				
C. Programmes d'activité :										
1. Alimentation et agriculture	1 180,9	48,7	88,0	161,2	297,9	25,2	1 478,8	11,8		
2. Questions et politiques relatives au développement	2 856,8	1 850,7	2 838,0	901,5	5 590,2	195,6	8 447,0	60,2		
3. Enseignement, formation, main-d'oeuvre, gestion et emploi	881,4	37,6	(919,0)	-	(881,4)	(100,0)	-	(100,0)		
4. Environnement	-	-	188,4	24,3	212,7		212,7			
5. Etablissements humains	405,6	17,2	29,2	54,9	101,3	24,9	506,9	6,9		
6. Développement industriel	2 026,8	276,3	-	267,8	544,1	26,8	2 570,9	-		
7. Commerce international et financement du développement	2 039,4	86,1	15,3	256,2	357,6	17,5	2 397,0	0,7		

TABLEAU 13.3 (suite)

Programmes	Montants des dépenses supplémentaires prévues							Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		Crédits demandés pour 1984-1985	
					\$	%		
8. Ressources naturelles	1 658,8	69,4	(346,7)	166,1	(111,2)	(6,7)	1 547,6	(20,0)
9. Energie et développement	-	-	368,6	42,0	410,6		410,6	
10. Population	342,2	14,6	331,4	81,5	427,5	124,9	769,7	157,2
11. Administration et finances publiques	738,5	31,0	2,1	91,8	124,9	16,9	863,4	0,2
12. Science et technique	501,4	22,1	42,8	67,0	131,9	26,3	633,3	8,1
13. Développement social	1 303,4	9,9	29,3	162,6	201,8	15,4	1 505,2	2,2
14. Statistiques	1 734,2	69,9	11,3	232,8	314,0	18,1	2 048,2	0,6
15. Transports, communications et tourisme	2 498,9	(609,6)	-	219,7	(389,9)	(15,6)	2 109,0	-
D. Appui aux programmes :								
1. Services de conférence	3 084,8	119,2	240,4	468,0	827,6	26,8	3 912,4	7,5
2. Gestion des activités de coopération technique	542,9	23,3	189,8	86,4	299,5	55,1	842,4	33,5
3. Administration et services communs	11 031,8	238,9	(182,0)	1 709,0	1 765,9	16,0	12 797,7	(1,6)
<b>Total</b>	<b>37 302,5</b>	<b>2 439,7</b>	<b>706,5</b>	<b>5 277,5</b>	<b>8 423,7</b>	<b>22,5</b>	<b>45 726,2</b>	<b>2,6</b>



TABLEAU 13.4. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		1984-1985	%
Postes permanents	20 677,0	1 914,8	319,8	2 906,9	5 141,5	25 818,5	2,4	
Personnel temporaire pour les réunions	645,7	2,1	20,9	100,9	123,9	769,6	3,2	
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	518,2	(111,9)	32,0	68,1	(11,8)	506,4	7,8	
Consultants	519,5	(251,7)	36,4	45,5	(169,8)	349,7	13,5	
Heures supplémentaires	81,8	3,7	22,2	16,6	42,5	124,3	25,9	
Groupes spéciaux d'experts	-	-	74,6	15,8	90,4	90,4	-	
Dépenses communes de personnel	9 706,4	884,6	150,2	1 418,5	2 453,3	12 159,7	2,4	
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2	-	
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	522,8	(43,6)	32,8	42,9	32,1	554,9	6,8	
Autres voyages autorisés du personnel	860,4	20,2	11,8	75,2	107,2	967,6	1,3	
Services contractuels	34,0	34,0	-	10,5	44,5	78,5	-	
Imprimerie et reliure	174,9	(44,3)	(9,9)	18,7	(35,5)	139,4	-7,5	
Frais généraux de fonctionnement	71,5	57,5	-	20,0	77,5	149,0	-	
Location et entretien des locaux	359,5	16,3	-	58,3	74,6	434,1	-	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	268,3	12,2	-	43,4	55,6	323,9	-	
Location et entretien du matériel	371,5	16,8	-	60,2	77,0	448,5	-	
Communications	785,5	23,7	12,0	127,4	163,1	948,6	1,4	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	9,3	0,4	-	1,5	1,9	11,2	-	
Services divers	269,1	(9,3)	-	40,3	31,0	300,1	-	
Fournitures et accessoires	1 031,8	58,7	3,7	169,4	231,8	1 263,6	0,3	
Mobilier et matériel	386,1	(144,5)	-	37,4	(107,1)	279,0	-	
<b>Total</b>	<b>37 302,5</b>	<b>2 439,7</b>	<b>706,5</b>	<b>5 277,5</b>	<b>8 423,7</b>	<b>45 726,2</b>	<b>2,6</b>	

**TABLEAU 13.5. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Unité administrative: Commission économique pour l'Afrique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1
D-1	17	18	-	-	2	1	19
P-5	35	37	-	-	6	3	41
P-4	54	57	-	-	4	6	58
P-3	75	75	-	-	9	10	84
P-2/1	31	30	-	-	5	5	36
<b>Total</b>	<b>214</b>	<b>219</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>26</b>	<b>25</b>	<b>240</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	395	399	-	-	61	56	456
<b>Total</b>	<b>395</b>	<b>399</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>61</b>	<b>56</b>	<b>456</b>
<b>Total général</b>	<b>609</b>	<b>618</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>87</b>	<b>81</b>	<b>696</b>

## Commission économique pour l'Afrique

13.1 Les présentes propositions ont été élaborées en vue de satisfaire aux priorités qui, dans le cadre du plan à moyen terme pour la période 1984-1989, sont dictées par la situation actuelle en Afrique et sont formulées par les Etats membres de la Commission. Au stade actuel, les programmes qui, ayant le rang de priorité le plus élevé, nécessitent des ressources supplémentaires sont: le programme concernant l'alimentation et l'agriculture, comme l'Assemblée générale l'a souligné dans ses résolutions 36/186 et 37/245, en date du 17 décembre 1981 et du 21 décembre 1982 respectivement, relatives à la situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique; le programme relatif à l'énergie, dont l'importance pour la région africaine a été soulignée dans le Plan d'action

de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique. Des ressources supplémentaires au titre du budget ordinaire sont également nécessaires pour le programme concernant la population, compte tenu de la résolution 37/136 de l'Assemblée en date du 17 décembre 1982, relative aux activités des commissions régionales en matière de population. Par suite, le taux global de croissance réelle proposé pour la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est de 2,6 p. 100. Ce taux de croissance est imputable pour les deux tiers environ aux 5 postes d'administrateur et aux 4 postes d'agent local qu'il est proposé de créer, et au reclassement de 3 postes d'administrateur, découlant de l'étude que la Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel) a faite des définitions d'emploi et des fonctions afférentes à ces postes.

## A. – Organes directeurs

TABLEAU 13.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	214,8	(21,2)	34,5	32,7	46,0	260,8
Consultants	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
Heures supplémentaires	15,1	0,7	6,4	3,4	10,5	25,6
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	129,9	(6,5)	-	10,4	3,9	133,8
Imprimerie et reliure	-	-	7,9	1,3	9,2	9,2
Communications	28,7	1,3	12,0	6,6	19,9	48,6
Fournitures et accessoires	9,3	0,4	3,7	1,9	6,0	15,3
<b>Total</b>	<b>407,8</b>	<b>(35,3)</b>	<b>64,5</b>	<b>56,3</b>	<b>85,5</b>	<b>493,3</b>

TABLEAU 13.6 (suite)

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
372,5	64,5	-	-	64,5	17,3 %

2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	493,3
-------------------------	-------

## A. – Organes directeurs

13.2 Des crédits sont prévus au titre de ce programme pour les dix-neuvième et vingtième sessions de la Commission qui se tiendront, respectivement, en 1984 à Maputo et en 1985 à Addis-Abeba, pour les deux sessions connexes du Comité préparatoire technique qui se tiendront les mêmes années dans les mêmes villes et pour la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains qui sera convoquée à Addis-Abeba en 1984.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire pour les réunions*

13.3 Le volume de ressources actuellement prévu à ce titre est suffisant pour permettre à la CEA de couvrir les dépenses d'interprétation entraînées par les réunions énumérées ci-dessus au paragraphe 13.2. Toutefois, l'expérience des six dernières années a montré que la traduction de l'abondante documentation publiée à l'occasion de ces réunions entraînait un volume de travail qui dépassait la capacité de la Section de traduction de la CEA et qu'il fallait faire appel à des traducteurs indépendants pendant les périodes les plus chargées. On s'efforce de n'avoir à le faire que le moins possible, grâce à une planification plus judicieuse de l'échelonnement de la documentation, mais il n'en faudra pas moins faire sans doute appel à des services de traducteurs équivalant à six mois de travail. Bien que l'on se propose d'imputer une partie des dépenses en question (10 800 dollars) sur la base de ressources existantes, ces dépenses de traduction entraîneraient une augmentation de 34 500 dollars.

13.4 Les ressources totales nécessaires à ce titre (228 100 dollars) s'établissent comme suit:

	<i>Dollars</i>	
a) Dix-neuvième session de la Commission et réunion connexe du Comité préparatoire (Maputo)		
Interprétation . . . . .	77 600	
Traduction. . . . .	15 100	92 700
b) Vingtième session de la Commission et réunion connexe du Comité préparatoire (Addis-Abeba)		
Interprétation . . . . .	51 200	
Traduction. . . . .	15 100	66 300
c) Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (Addis-Abeba)		
Interprétation . . . . .	54 000	
Traduction. . . . .	15 100	69 100

#### *Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.5 Les ressources nécessaires à ce titre (123 400 dollars), qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983, concernent la dix-neuvième session de la Commission et la réunion connexe du Comité préparatoire à Maputo.

#### *Imprimerie*

13.6 Il est proposé de transférer à ce programme un montant de 7 900 dollars prélevé sur le programme relatif aux ressources naturelles, pour la publication des rapports annuels de la Commission.

#### *Heures supplémentaires*

#### *Communications*

#### *Fournitures et accessoires*

13.7 Les montants de ressources nécessaires pour ces objets de dépense sont calculés sur la base des dépenses effectives occasionnées par la session de la Commission et la réunion connexe du Comité préparatoire en 1982.

## B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 13.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 636,0	109,6	(1 496,0)	148,3	(1 238,1)	1 397,9
Consultants	14,9	0,7	(15,7)	0,1	(14,9)	-
Dépenses commune de personnel	1 237,4	51,4	(702,4)	71,1	(579,9)	657,5
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	18,7	0,9	-	1,6	2,5	21,2
Autres voyages autorisés du personnel	150,7	7,1	(70,8)	7,3	(56,4)	94,3
<b>Total</b>	<b>4 066,9</b>	<b>169,7</b>	<b>(2 284,9)</b>	<b>228,4</b>	<b>(1 886,8)</b>	<b>2 180,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 236,6	(2 284,9)	-	-	(2 284,9)	(53,9) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 048,5	298,1
<b>Total a)</b>	<b>1 048,5</b>	<b>298,1</b>

TABLEAU 13.7 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
b) Activités de fond	-	-
Fonds du PNUD	362,6	-
<b>Total b)</b>	<b>362,6</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
PNUD	3 400	-
<b>Total c)</b>	<b>3 400</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>4 811,1</b>	<b>298,1</b>
	<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 478,2</b>

TABLEAU 13.8. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: direction exécutive et administration

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1
D-1	4	1	-	-	1	-	5
P-5	5	3	-	-	-	-	5
P-4	8	3	-	-	2	-	10
P-3	5	-	-	-	3	1	8
P-2/1	3	3	-	-	-	-	3
Total	27	12	-	-	6	1	33
Autres catégories							
Agents locaux	27	12	-	-	7	3	34
Total	27	12	-	-	7	3	34
Total général	54	24	-	-	13 a/	4	67
							28

a/ Dont 4 postes (un D-1, un P-4 et 2 postes d'agent local) financés par le Fonds du PNUE. En 1984-1985, le Fonds du PNUE devrait continuer de financer ces postes, qui n'entrent donc plus en ligne de compte pour le programme (voir ci-après par. 13.8).



**B. – Direction exécutive et administration**

13.8 La direction et l'administration d'ensemble de la Commission économique pour l'Afrique sont assurées par le Bureau du Secrétaire exécutif, qui supervise, pendant l'exercice biennal 1982-1983, les services suivants:

- a) Service de la coordination des politiques et des programmes;
- b) Bureau du Secrétaire de la Commission;
- c) Groupe de coordination en matière d'environnement;
- d) Service de la coopération économique;
- e) Groupe des services d'information.

Pour 1984-1985, on a apporté les modifications ci-après, conformément au plan à moyen terme pour la période 1984-1989. Les ressources du Groupe de coordination en matière d'environnement, remplacé à compter du 1er avril 1983 par la Section de l'environnement, relevant de la nouvelle Division du développement social, des établissements humains et de l'environnement, sont comptabilisées dans le cadre d'un nouveau programme distinct, «Environnement». Les ressources des sous-programmes actuels «Politiques et institutions pour la coopération économique» et «Projets (coopération économique)», qui étaient affectées au présent programme dans le budget de 1982-1983, ont été transférées au programme «Questions et politiques relatives au développement».

13.9 En conséquence, les services ou groupes que le Bureau du Secrétaire exécutif continuera de superviser et dont les ressources figurent dans le cadre du présent programme sont les suivants:

- a) Bureau du Secrétaire de la Commission;
- b) Groupe des services d'information;
- c) Service de la coordination des politiques et des programmes.

13.10 Les trois sous-programmes exécutés par le Service de la coordination des politiques et des programmes, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Analyse des politiques, planification et coordination des programmes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 346 000 dollars (soit 15,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Eléments de programme:

1.1 Analyse des politiques et planification\*

*Produits:*

i) Rapport sur l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos, destiné à la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (premier trimestre de 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions annuelles de la Conférence des ministres et de son Comité technique préparatoire plénier (deux réunions, premier trimestre de 1984; deux réunions, premier trimestre de 1985).

1.2 Coordination des programmes

*Sous-programme 2. Planification et aspects du budget relatifs aux programmes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 189 700 dollars (soit 8,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Eléments de programme:

2.1 Planification\*\*

*Produit:* rapport sur l'actualisation du projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989, destiné à la Conférence des ministres (premier trimestre de 1984).

2.2 Aspects du budget relatifs aux programmes

*Produit:* rapport concernant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1986-1987, destiné à la Conférence des ministres (seconde moitié de 1984)

*Sous-programme 3. Contrôle et évaluation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 248 500 dollars (soit 11,4 p. 100 du total prévu pour le programme)

b) Eléments de programme:

3.1 Contrôle

3.2 Evaluation

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de poste*

13.11 Les transferts de ressources mentionnés au paragraphe 13.8 ci-dessus concernent les postes suivants:

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

a) Un poste P-4 et un poste d'agent local pour le programme «Environnement»;

b) Deux postes D-1, deux postes P-5, quatre postes P-4, cinq postes P-3 et 14 postes d'agent local assignés à des activités de coopération économique, pour le programme «Questions et politiques relatives au développement».

Il est prévu en outre de transférer un poste D-1 au programme «Gestion des activités de coopération technique». Du fait de la nature des fonctions attachées à son poste, le chef du Service de la coordination de l'assistance technique et des opérations a été, au fil des années, considéré comme participant à la direction globale de la CEA et son poste était inscrit au programme «Direction exécutive et administration». Du point de vue de la programmation, il est toutefois plus indiqué de comptabiliser ce poste et les autres postes de ce service sous la rubrique «Gestion des activités de coopération technique».

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.12 Les ressources prévues à ce titre (19 600 dollars) correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983.

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.13 Les ressources prévues à ce titre (87 000 dollars) se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
a) Voyages concernant les services d'information de la Commission . . . . .	15 000
b) Voyages aux fins de la coordination des programmes: missions à New York et à Genève pour participer aux réunions du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif pour les questions administratives. . . . .	30 000
c) Autres voyages, y compris voyages du Secrétaire exécutif. . . . .	<u>42 000</u>
Total	87 000

## C. – Programmes d'activité

### 1. – ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN AFRIQUE

TABLEAU 13.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	776,9	32,3	44,0	103,7	180,0	956,9
Consultants	-	-	10,6	1,1	11,7	11,7
Groupes spéciaux d'experts	-	-	12,8	2,7	15,5	15,5
Dépenses communes de personnel	364,8	14,8	20,6	50,3	85,7	450,5
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	3,8	-	-	0,3	0,3	4,1
Autres voyages autorisés du personnel	35,4	1,6	-	3,1	4,7	40,1
<b>Total</b>	<b>1 180,9</b>	<b>48,7</b>	<b>88,0</b>	<b>161,2</b>	<b>297,9</b>	<b>1 478,8</b>

TABLEAU 13.9 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 229,6	88,0	-	58,0	146,0	11,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	20,8	22,2
Total a)	20,8	22,2
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	20,8	22,2
Total, coûts directs	1 501,0	

TABLEAU 13.10. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: alimentation et agriculture en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	3	4	-	-	-	-	3
P-3	4	4	-	-	-	-	4
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
Total	9	10	-	-	-	-	9
Autres catégories							
Agents locaux	9	9	-	-	-	-	9
Total	9	9	-	-	-	-	9
Total général	18 a/	19 a/	-	-	-	-	18 a/
							19 a/

a/ En outre, un poste D-1, un P-5, six P-4, un P-3 et un P-2 sont financés par la FAO.

## C. – Programmes d'activité

### 1. – ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN AFRIQUE

13.14 Ce programme est exécuté par la Division CEA/FAO de l'agriculture.

13.15 Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Politique, planification et programmation du développement agricole*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 369 700 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 13.18 à 13.22.

c) Eléments de programme:

1.1 Amélioration des moyens d'établir des plans et des politiques agricoles

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres et aux institutions intergouvernementales sur les politiques, les plans et les programmes d'investissement (quatre séries en 1984, quatre séries en 1985);

ii) Publications techniques sur les mesures propres à améliorer la planification agricole, destinées aux dirigeants et planificateurs gouvernementaux (deux en 1984, deux en 1985).

1.2 Suivi de l'application, au cours de la période 1980-1985, du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, et formulation de propositions pour 1986-1990

#### *Produits:*

i) Rapport sur l'application des aspects alimentaires et agricoles du Plan d'action de Lagos au cours de la période 1980-1985, destiné à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA (premier trimestre de 1985);

ii) Rapport sur les propositions et recommandations relatives au développement de la production alimentaire et agricole au cours de la période 1986-1990, destiné à la onzième réunion de la Conférence des ministres de la CEA (premier trimestre de 1985).

1.3 Amélioration des données statistiques agricoles

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres pour leur permettre d'améliorer les données statistiques agricoles (deux séries en 1984, deux séries en 1985);

ii) Publications techniques sur les données de base nécessaires à l'harmonisation des plans et politiques nationaux pour le développement de la production alimentaire et agricole (quatrième trimestre de 1985).

1.4 Amélioration des politiques et des programmes de conservation et de mise en valeur des ressources forestières et des sols

#### *Produits:*

i) Rapport sur les mesures propres à assurer une coordination efficace des politiques forestières des institutions intergouvernementales et sous-régionales, destiné à la Conférence des ministres (premier trimestre de 1984);

ii) Rapport sur les politiques d'utilisation et les systèmes d'exploitation des sols, destiné à la Conférence des ministres (premier trimestre de 1985).

#### *Sous-programme 2. Promotion du développement rural intégré, amélioration des institutions et services agricoles et développement de la production vivrière*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 591 500 dollars (soit 40 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extrabudgétaires: 22 200 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 13.23 à 13.29.

c) Eléments de programme:

2.1 Promotion du développement rural intégré

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux institutions intergouvernementales en ce qui concerne les projets et les programmes de développement rural intégré (une série, deuxième trimestre de 1984; une série, quatrième trimestre de 1984; une série, deuxième trimestre de 1985; et une série, quatrième trimestre de 1985);

ii) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres pour l'amélioration des compétences en matière de contrôle du développement agricole fondé sur les indicateurs socio-économiques recommandés (une série, deuxième trimestre de 1984; une série, quatrième trimestre de 1984; une série, deuxième trimestre de 1985; et une série, quatrième trimestre de 1985).

2.2 Amélioration des institutions et des services agricoles

*Produits:*

i) Rapports sur les entraves à l'efficacité des services et des institutions agricoles prévus pour les petits exploitants, destinés à la Conférence des ministres (un, deuxième trimestre de 1984; un, quatrième trimestre de 1984; un, deuxième trimestre de 1985; et un, quatrième trimestre de 1985);

ii) Rapports sur l'évaluation et l'appréciation du rôle des femmes dans les institutions engagées dans la production et la distribution des produits alimentaires, destinés à la Conférence des ministres (un, quatrième trimestre de 1984; un, quatrième trimestre de 1985).

### 2.3 Examen des politiques alimentaires et harmonisation des programmes connexes des institutions intergouvernementales et sous-régionales

*Produits:*

i) Rapport sur l'examen des politiques et des programmes des institutions intergouvernementales en matière d'alimentation, destiné à la Conférence des ministres (deuxième trimestre de 1985);

ii) Rapport sur l'étude des programmes de substitution à l'importation de produits alimentaires en Afrique, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapports sur un examen et une évaluation des données socio-économiques disponibles pour la planification sectorielle de la production alimentaire, destinés à la Conférence des ministres (un, deuxième trimestre de 1984; un, quatrième trimestre de 1984).

### 2.4 Projets et programmes multinationaux de coopération pour l'amélioration du cheptel\*\*

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux gouvernements africains et aux institutions intergouvernementales pour l'harmonisation et la coordination des politiques et des programmes de développement de l'élevage à l'échelon sous-régional et régional (une série, deuxième trimestre de 1984; une série, quatrième trimestre de 1984; une série, deuxième trimestre de 1985; et une série, quatrième trimestre de 1985);

ii) Rapport sur l'expérience en matière d'exploitation mixte intégrée en Afrique, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapport sur la recherche et les programmes pour l'amélioration du cheptel, destiné à la

Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 3. Institutions, services et moyens de commercialisation des produits agricoles*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 517 600 dollars (soit 35 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 13.30 à 13.33.

c) Eléments de programme:

#### 3.1 Développement des institutions, services et moyens de commercialisation des produits agricoles

*Produit:* services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats Membres et aux institutions intergouvernementales sur les mesures propres à améliorer l'efficacité des institutions, services et moyens de commercialisation (une série, deuxième trimestre de 1984; deux séries, quatrième trimestre de 1984; une série, deuxième trimestre de 1985; et deux séries, quatrième trimestre de 1985).

#### 3.2 Réduction du gaspillage et des pertes de produits alimentaires subies par les exploitants, les organisations de commercialisation et les consommateurs\*

*Produits:*

i) Rapport sur une étude des obstacles à l'amélioration des installations d'entreposage dans deux sous-régions d'Afrique, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1984);

ii) Rapport sur l'examen des programmes et des stratégies des organisations intergouvernementales visant à réduire les pertes de produits alimentaires survenant après les récoltes, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1985).

#### 3.3 Politiques et programmes de commercialisation des produits alimentaires

*Produits:*

i) Rapport sur le rôle des chefs d'entreprise nationaux engagés dans la commercialisation des produits alimentaires et agricoles sur une petite échelle, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1984);

ii) Rapport sur les mesures propres à améliorer les coopératives et les organisations et associations de petits exploitants agricoles engagées dans la commer-

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\* Rang de priorité le plus élevé.

cialisation des produits alimentaires et du bétail, destiné à la Conférence des ministres (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapports sur les prix et les mesures d'encouragement à la production alimentaire et agricole, destinés à la Conférence des ministres (un, deuxième trimestre de 1984; un, quatrième trimestre de 1984).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Nouveau poste*

13.16 Un nouveau poste de la classe P-4 est demandé pour un économiste de l'alimentation ayant des connaissances spécialisées dans le domaine des pertes survenant après les récoltes. Le titulaire aurait une large gamme d'activités touchant aux aspects économiques des pertes alimentaires; il serait amené à participer à des études, des missions, des stages et des séminaires ayant trait aux pertes survenant après les récoltes, et à élaborer des méthodes et des techniques d'analyse adéquates.

*Consultants*

13.17 Les ressources prévues à ce titre (10 600 dollars) doivent permettre de couvrir le coût d'un mois et demi de services de consultant, qui seront nécessaires pour l'élaboration de propositions et de recommandations pour 1986-1990 dans le cadre du

Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique (élément de programme 1.2).

*Groupes spéciaux d'experts*

13.18 Un montant de 12 800 dollars est prévu à ce titre pour la réunion d'un groupe d'experts appelé à évaluer les résultats de l'application des aspects alimentaires et agricoles du Plan d'action de Lagos et à examiner les propositions et recommandations pour 1986-1990 au titre de l'élément de programme 1.2.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.19 Les ressources prévues à ce titre (3 800 dollars) correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983.

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.20 Les ressources prévues à ce titre (37 000 dollars) doivent couvrir le coût des missions dans des pays africains et des organismes ou institutions intergouvernementaux aux fins de l'exécution de tous les éléments de programme. Les ressources prévues se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	14 500
Sous-programme 2 . . . . .	12 600
Sous-programme 3 . . . . .	<u>9 900</u>
Total	37 000

## 2. QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

TABLEAU 13.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 582,2	1 037,0	1 876,8	529,8	3 443,6	5 025,8
Personnel temporaire pour les réunions	90,1	90,1	-	27,9	118,0	208,1
Consultants	7,6	0,3	42,1	6,6	49,0	56,6
Dépenses communes de personnel	753,6	476,6	881,0	253,3	1 610,9	2 364,5
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	33,3	33,3	19,8	7,2	60,3	93,6
Autres voyages autorisés du personnel	180,0	66,8	33,3	23,9	124,0	304,0
Services contractuels	34,0	34,0	-	10,5	44,5	78,5
Imprimerie et reliure	66,5	3,1	(15,0)	8,4	(3,5)	63,0
Frais généraux de fonctionnement	64,5	64,5	-	20,0	84,5	149,0
Fournitures et accessoires	23,0	23,0	-	7,1	30,1	53,1
Mobilier et matériel	22,0	22,0	-	6,8	28,8	50,8
<b>Total</b>	<b>2 856,8</b>	<b>1 850,7</b>	<b>2 838,0</b>	<b>901,5</b>	<b>5 590,2</b>	<b>8 447,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
4 707,5	2 838,0	-	-	2 038,0	60,2 %



TABLEAU 13.11 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	42,9	355,5
Total a)	42,9	355,5
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	42,9	355,5
Total, coûts directs		8 802,5

**TABLEAU 13.12. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: questions et politiques relatives au développement en Afrique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	5	7	-	-	-	-	5	7
P-5	4	7	-	-	-	-	4	7
P-4	5	10	-	-	-	1	5	11
P-3	14	24	-	-	-	2	14	26
P-2/1	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>53</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	14	32	-	-	2	4	16	36
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>16</b>	<b>36</b>
<b>Total général</b>	<b>44</b>	<b>82</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>46</b>	<b>89</b>

## 2. – QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

13.21 Ce programme est exécuté par la Division de la recherche et de la planification sociales et économiques.

13.22 Les six sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Analyse, planification et projections socio-économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire 1 773 900 dollars (soit 21 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.81 à 10.84.

c) Éléments de programme:

#### 1.1 Assistance technique aux pays et territoires

*Produit:* services consultatifs, fournis sur demande aux Etats Membres, sur la planification du développement, l'établissement et l'évaluation des plans, y compris la mise en place ou l'amélioration des mécanismes de planification et d'exécution des plans; les projections et les prévisions économiques; et les études et analyses économiques spéciales (cinq pays en 1984 et cinq en 1985)\*\*\*\*.

#### 1.2 Etudes annuelles des conditions socio-économiques en Afrique

*Produit:* rapports sur l'étude annuelle des conditions socio-économiques dans la région de l'Afrique pour les années 1983 et 1984, destinés aux réunions annuelles de la Conférence des ministres de la CEA (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

#### 1.3 Prévisions et perspectives économiques à court terme

*Produit:* rapport sur l'état de l'application du programme sur les systèmes de prévisions et de perspectives économiques à l'échelon national, sous-régional et régional fondés sur des modèles de bilans sociaux, destiné à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session (premier trimestre de 1984).

#### 1.4 Modèles de planification multisectorielle\*

*Produit:* rapport sur les modèles de planification sectorielle concernant le rôle du secteur parallèle, la transformation des coefficients technologiques et

l'intégration des prix et d'autres variables financières, destiné à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session (premier trimestre de 1984).

#### 1.5 Analyse des plans de développement nationaux à la lumière des objectifs et de la philosophie du Plan d'action de Lagos

*Produit:* rapport sur l'évaluation critique des pratiques actuelles de planification du développement national à la lumière des conceptions et des méthodes de planification définies dans le Plan d'action de Lagos, destiné à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session (premier trimestre de 1984).

#### 1.6 Utilisation des indicateurs socio-économiques dans la planification\*\*

*Produit:* rapport sur un système d'indicateurs socio-économiques utilisable dans les pays africains, destiné à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains à sa troisième session (premier trimestre de 1984).

#### 1.7 Planification sectorielle dans les accords de coopération sous-régionaux

#### 1.8 Services nécessaires à la réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains

*Produit:* services fonctionnels nécessaires pour la Conférence commune plénière des planificateurs, statisticiens et démographes africains et son comité de planification (premier trimestre de 1984).

### *Sous-programme 2. Problèmes fiscaux, monétaires et financiers à l'échelon national*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 549 100 dollars (soit 6,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.85 à 10.88.

c) Éléments de programme:

#### 2.1 Assistance technique et services consultatifs fournis aux pays et territoires

*Produit:* services consultatifs, fournis sur demande aux Etats Membres, en matière de politique fiscale, monétaire et financière (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*.

#### 2.2 Efficacité des instruments traditionnels de gestion monétaire en Afrique\*\*

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

### 2.3 Ecart entre le crédit agricole et la mobilisation des ressources dans les zones rurales

#### *Sous-programme 3. Pays les moins avancés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 549 100 dollars (soit 6,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.89 à 10.92.

c) Eléments de programme:

#### 3.1 Assistance technique aux pays les moins avancés\*

*Produits:* services consultatifs, fournis aux pays d'Afrique les moins avancés en matière de planification, de programmation et d'élaboration de projets avec les divisions organiques pertinentes du secrétariat de la CEA et/ou des institutions spécialisées des Nations Unies (cinq missions en 1984; cinq en 1985).

#### 3.2 Analyse des conditions économiques et sociales dans certains des pays africains les moins avancés\*

*Produit:* rapport sur l'Etude des conditions économiques et sociales dans les pays africains les moins avancés en vue de l'examen des problèmes et des principales tendances économiques que l'on rencontre actuellement chez certains d'entre eux, destiné à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1985).

#### 3.3 Suivi et contrôle de l'application du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays africains les moins avancés\*

*Produit:* rapport sur les progrès, les problèmes et les perspectives d'application du nouveau programme substantiel d'action dans les pays africains les moins avancés, destiné à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1985).

#### 3.4 Etudes approfondies sur l'économie des pays africains les moins avancés\*

*Produit:* rapport sur l'utilisation de la capacité industrielle des pays africains les moins avancés, destiné à la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (premier trimestre de 1985).

#### 3.5 Conférence des ministres des pays africains les moins avancés\*

*Produit:* services fonctionnels nécessaires au Comité intergouvernemental d'experts des pays

africains les moins avancés ainsi qu'aux troisième et quatrième conférences des ministres des pays africains les moins avancés (deuxième trimestre de 1984; deuxième trimestre de 1985).

#### *Sous-programme 4. Politiques, institutions et assistance technique pour la coopération économique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 4 392 400 dollars (soit 52 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 118 400 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.93 à 10.98.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Promotion et renforcement de la coopération économique et technique interrégionale\*

*Produits:*

i) Création d'un comité consultatif interrégional commun pour la coordination et le suivi de la coopération économique et technique entre l'Afrique et l'Amérique latine, et services fonctionnels qui lui sont nécessaires (1985);

ii) Services consultatifs fournis aux Etats Membres pour renforcer leurs centres de coopération technique et économique entre pays en développement. Deux missions dans dix pays africains (une en 1984; une en 1985)\*\*\*\*.

#### 4.2 Promotion et renforcement de la coopération et de l'intégration économique sous-régionale

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires à dix réunions des conseils des ministres des centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) [cinq réunions au cours du premier trimestre de 1984, cinq réunions au cours du premier trimestre de 1985];

ii) Cinq rapports sur les politiques et les institutions axées sur la promotion des échanges à l'échelon sous-régional, destinés aux conseils des ministres des MULPOC (un pour le MULPOC de Lusaka, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Gisenyi, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Yaoundé, premier trimestre de 1985; un pour le MULPOC de Niamey, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Tanger, premier trimestre de 1985);

iii) Trois rapports sur des études des ressources alimentaires et agricoles au niveau sous-régional,

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

\* Rang de priorité le plus élevé.

destinés aux conseils des ministres des MULPOC (un pour le MULPOC de Lusaka, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Niamey, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Tanger, premier trimestre de 1985);

iv) Trois rapports sur des études du développement des industries de base, destinés aux conseils des ministres des MULPOC (un pour le MULPOC de Lusaka, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Gisenyi, premier trimestre de 1984; un pour le MULPOC de Niamey, premier trimestre de 1985);

v) Deux rapports sur la création d'une infrastructure des transports à l'échelon sous-régional ou l'amélioration de l'infrastructure existante, destinés aux conseils des ministres des MULPOC (un pour le MULPOC de Tanger, premier trimestre de 1985; un pour le MULPOC de Niamey, premier trimestre de 1984).

#### 4.3 Promotion et renforcement de la coopération et de l'intégration sous-régionale et régionale pour l'application de l'Accord final de Lagos

*Produits:* services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres de divers groupes sous-régionaux (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Zone d'échanges préférentiels, Union douanière et économique de l'Afrique centrale, etc.) pour l'élaboration de politiques sous-régionales visant à renforcer la coopération et l'intégration régionales (deux missions en 1984, deux en 1985); services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres pour les aider à identifier et à formuler des projets sous-régionaux ou des opérations en association destinés à accélérer l'intégration régionale en vue de la création d'un marché commun et d'une communauté économique régionaux (deux missions en 1984, deux en 1985); services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres et aux groupements sous-régionaux en ce qui concerne l'application des traités et protocoles portant création de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) de la Communauté économique de l'Afrique centrale, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), etc., en vue de la transformation rapide de ces groupements économiques sous-régionaux en marchés communs et communautés économiques viables (trois missions en 1984, deux en 1985); et services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres pour les aider à coordonner et à harmoniser les politiques et les programmes de leurs organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales, y compris les institutions constituées conformément aux traités et protocoles portant création de la CEDEAO, de la ZEP, de la Communauté économique d'Afrique centrale, etc., en vue de faciliter leur développement harmonieux vers un marché commun et une communauté économique régionaux (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

#### 4.4 Coordination et suivi de l'exécution des activités de coopération technique

##### *Sous-programme 5. Enseignement et formation aux fins du développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 675 800 dollars (soit 8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extrabudgétaires: 237 100 dollars (soit 66,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.99 à 10.102.

c) Eléments de programme:

##### 5.1 Réorientation des politiques, programmes et pratiques en matière d'enseignement

###### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres sur les mesures propres à relier les établissements d'enseignement et de formation au monde du travail; à optimiser l'utilisation du personnel et des locaux dont disposent les établissements d'enseignement et de formation; et sur la localisation des institutions propres à organiser des examens et à octroyer des qualifications, des diplômes et des certificats de compétence professionnelle (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*;

ii) Rapports destinés à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, sur l'élaboration de stratégies et l'établissement de liens entre les établissements d'enseignement et de formation et les centres d'activité socio-économique (premier trimestre de 1984); sur l'utilisation optimale des locaux et du personnel des établissements d'enseignement et de formation (premier trimestre de 1984); et sur la localisation des institutions propres à organiser des examens et à octroyer des qualifications, des diplômes et des certificats de compétence professionnelle (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à des réunions d'études portant soit sur l'enseignement, le processus d'apprentissage et l'élaboration des programmes, soit sur les aptitudes administratives des administrateurs des établissements scolaires, des enseignants et des responsables de l'enseignement (une en 1984, une en 1985); et services fonctionnels nécessaires à la Conférence des administrateurs principaux et recteurs ou présidents des établissements d'enseignement supérieur en Afrique (premier trimestre de 1985);

iv) Publications techniques sur l'enseignement

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

supérieur et le développement en Afrique (dernier trimestre de 1985); les tendances et les problèmes de l'enseignement en Afrique (un numéro par an).

## 5.2 Enseignement périscolaire pour le développement rural intégré

### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres pour l'identification et l'étude des problèmes, des contraintes et de l'efficacité du système actuel d'enseignement périscolaire; et la restructuration ou la mise en place de systèmes restructurés (trois missions dans huit pays au cours de l'exercice biennal 1984-1985)\*\*\*\*;

ii) Rapports, destinés à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, sur les mesures et stratégies visant à renforcer le potentiel des services périscolaires en tant qu'instrument de promotion du développement rural intégré (premier trimestre de 1984); et sur les propositions et directives concernant l'amélioration des moyens susceptibles de permettre aux systèmes d'enseignement périscolaire de relier les centres de connaissances et de techniques aux utilisateurs, de développer les compétences de ces derniers en matière d'activités génératrices de revenus et d'augmenter les chances d'accès à l'enseignement et à la formation (premier trimestre de 1984 et premier trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour l'organisation d'un atelier portant sur le système d'amélioration du potentiel de l'enseignement périscolaire proposé (1984) et un atelier destiné au personnel d'enseignement périscolaire et portant sur les techniques de ce type d'enseignement (1985); et services fonctionnels nécessaires à la Conférence des Associations pour l'éducation des adultes par correspondance (quatrième trimestre de 1985).

## 5.3 Tests professionnels pour la planification des carrières et la programmation de l'orientation professionnelle\*\*

### *Produits:*

i) Services consultatifs, fournis aux Etats Membres qui en font la demande, sur l'élaboration de tests professionnels, de programmes d'orientation professionnelle, de matériels ainsi que sur d'autres pratiques, systèmes et techniques d'orientation (deux missions en 1984, une en 1985)\*\*\*\*;

ii) Rapport destiné à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, sur les stratégies et les programmes visant à intégrer les pratiques en

matière de sélection et d'orientation professionnelles aux pratiques éducatives en matière de formation et d'emploi (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à trois ateliers destinés au personnel spécialisé dans les services de sélection et orientation professionnelles (deux en 1984, un en 1985);

iv) Publication technique: études de cas et documents de référence pour la formation à l'orientation professionnelle (quatrième trimestre de 1985).

## 5.4 Elaboration de politiques et développement de moyens permettant de coordonner efficacement les activités de formation et de planification des carrières\*\*

### *Produits:*

i) Services consultatifs, fournis aux Etats Membres qui en font la demande, sur l'analyse de l'état et de l'efficacité des politiques et des mécanismes en matière de formation ainsi que des besoins en personnel dans ce domaine (deux missions en 1984, deux en 1985); et sur la restructuration et la mise en place de politiques et de mécanismes administratifs viables ainsi que du personnel nécessaire pour assurer une coordination efficace des programmes de formation (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*;

ii) Rapports, destinés à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines, sur les progrès et les obstacles à la mise en place de mécanismes administratifs viables, de personnel qualifié et de politiques appropriées pour une coordination efficace des activités de formation et de planification des carrières (premier trimestre de 1984); sur le programme global de cours de formation pour le perfectionnement du personnel affecté à ces tâches (dernier trimestre de 1984); et sur les directives et propositions concernant les liaisons entre les structures organisationnelles ayant trait aux politiques de formation et sur les mesures à prendre pour le financement de la fonction de formation (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion du Comité ministériel des Neuf et de la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (premier trimestre de 1985); services fonctionnels nécessaires à la Conférence biennale de l'Association africaine de formation et de perfectionnement (troisième trimestre de 1985); et à trois stages destinés aux responsables de la formation et du perfectionnement du personnel (deux en 1984, un en 1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

### 5.5 Développement des établissements de formation et d'enseignement

#### Produits:

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres en ce qui concerne les négociations permettant d'obtenir davantage de ressources et un accès plus large à l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherche et aux instituts supérieurs de gestion; et pour l'établissement de relations normatives avec les usagers de ces instituts, les gouvernements hôtes ou ceux qui ont créé les instituts (une mission en 1984, une en 1985)\*\*\*\*;

ii) Rapport sur les problèmes et les obstacles à la croissance, le contenu des programmes et les différentes structures organisationnelles possibles, destiné aux conseils d'administration des instituts supérieurs de gestion de Nairobi et d'Accra et de l'Institut africain de formation technique supérieure et de recherche (deuxième trimestre de 1984; deuxième trimestre de 1985); et rapport sur les progrès et l'évolution des négociations concernant la transformation en institution régionale des institutions nationales de gestion et de conservation de la faune sauvage africaine et la création de l'Institut supérieur francophone de gestion du Maghreb, destiné à la Conférence des ministres (troisième trimestre de 1984; troisième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels pour deux séminaires consacrés à la préparation de la documentation nécessaire à l'élaboration de monographies sur la création d'institutions destinés aux responsables gouvernementaux et au personnel des institutions (dernier trimestre de 1984 et dernier trimestre de 1985); et services fonctionnels nécessaires aux réunions consultatives de hauts fonctionnaires gouvernementaux sur la création et le fonctionnement d'institutions viables (deux en 1984, deux en 1985).

### 5.6 Administration des bourses d'études et de perfectionnement

#### Produits:

i) Rapport à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en oeuvre et de l'utilisation des ressources humaines sur l'évolution en ce qui concerne la mobilisation et l'administration des ressources du programme africain des bourses d'études, relevant de la CEA (premier trimestre 1984);

ii) Sélection et placement annuel d'au moins 300 boursiers pour qu'ils acquièrent une formation dans des secteurs où la pénurie de personnel est critique;

iii) Publications techniques: *Répertoire d'établissements de formation en Afrique* (1984); *Training Information Notice* (trois numéros par an).

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

### Sous-programme 6. Planification et politiques de la main-d'œuvre et de l'emploi

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 506 700 dollars (soit 6 p. 100) du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.103 à 10.108.

c) Eléments de programme:

6.1 Développement de moyens institutionnels aux fins de l'orientation des politiques et de la coordination des programmes relatifs à la planification de la main-d'œuvre

#### Produits:

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en font la demande pour l'examen de l'état et de l'efficacité des politiques de la main-d'œuvre, des mécanismes administratifs et des arrangements en matière de personnel (deux missions en 1984 et deux missions en 1985);

ii) Rapports à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en oeuvre et de l'utilisation des ressources humaines sur la situation actuelle, l'efficacité et les besoins concernant la mise en place de mécanismes administratifs viables, le développement des compétences du personnel, les orientations générales et les cadres de relations nécessaires à un processus de planification bien coordonné et suivi de la main-d'œuvre (premier trimestre de 1984); et principes directeurs et propositions concernant la politique administrative et les arrangements en matière de personnel d'un système efficace de planification de la main-d'œuvre (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la deuxième réunion de la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en oeuvre et de l'utilisation des ressources humaines (premier trimestre de 1984) et aux ateliers de perfectionnement du personnel chargé de la planification de la main-d'œuvre (deux ateliers en 1984 et un en 1985);

iv) Publication technique: *Human Resource Development in Africa—Issues and Trends* (dernier trimestre de 1984 et de 1985).

6.2 Mise en place d'une banque de données et de systèmes d'information relatifs à la main-d'œuvre et à l'emploi

#### Produits:

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en font la demande sur l'établissement d'enquêtes sur la main-d'œuvre (une mission en 1984 et une en 1985); et la mise en place d'une base de données et de systèmes d'information appropriés sur

la planification de la main-d'œuvre (deux missions en 1984 et une en 1985);

ii) Rapports à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines sur la nature, la portée et les caractéristiques essentielles des bases de données et systèmes d'information nécessaires à une planification efficace de la main-d'œuvre et de l'emploi (1984); et principes directeurs permettant de déterminer la politique à suivre, de mettre en place le mécanisme approprié et d'établir le cadre de relations nécessaires au bon fonctionnement d'une banque de données et d'un système d'information efficace en matière de planification de la main-d'œuvre (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires aux ateliers nationaux mobiles organisés à l'intention du personnel chargé de la banque de données et des systèmes d'information relatifs à la planification de la main-d'œuvre (un atelier en 1984 et un en 1985);

iv) Publication technique de profils de la main-d'œuvre, de séries chronologiques de données sur la main-d'œuvre et l'emploi, et de tableaux de l'offre et de la demande d'emplois pour certains postes clefs du secteur industriel (dernier trimestre de 1985).

### 6.3 Développement de moyens institutionnels pour l'établissement d'une politique de l'emploi et une utilisation efficace des ressources humaines

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en font la demande sur le développement et le fonctionnement d'organismes de planification de l'emploi et de placement de la main-d'œuvre viables (trois missions en 1984 et trois en 1985); la réorientation ou la réorganisation d'organismes de planification de l'emploi et de placement de la main-d'œuvre existants (trois missions en 1984, trois en 1985); l'établissement de répertoires nationaux des professions et de classifications nationales uniformes des activités économiques (deux missions en 1984, une en 1985); et la publication d'informations sur les possibilités d'emploi (trois missions en 1984 et trois en 1985);

ii) Rapports à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines sur l'état et l'efficacité des arrangements existants sur le plan de l'administration, des effectifs et des politiques, pour la mise en place d'un mécanisme viable de planification de l'emploi ainsi que sur les besoins dans ce domaine; l'établissement de répertoires nationaux des professions et de classifications uniformes des activités économiques dans le cadre d'une planification efficace de l'emploi (premier trimestre de 1984), et les directives sur la mise en place d'un cadre institutionnel d'arrangements portant sur l'administration, les

effectifs et les politiques générales nécessaires au bon fonctionnement d'un service de planification de l'emploi et de placement de la main-d'œuvre (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (premier trimestre de 1984).

### 6.4 Allocation et répartition des ressources humaines aux fins de leur utilisation optimale

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en font la demande sur les critères permettant de recenser les experts vivant à l'étranger et de faciliter leur retour pour les employer dans le cadre des programmes de coopération technique entre pays en développement (CTPD) [deux missions en 1984, deux en 1985]; la mise au point de projets et de programmes spécialement conçus pour encourager le retour, la réadaptation ou la formation et l'emploi de travailleurs migrants (deux missions en 1984, deux en 1985); et l'établissement d'un système efficace d'information pour l'identification, la répartition, l'affectation et l'utilisation des ressources humaines (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Rapport à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines sur les tendances des migrations de main-d'œuvre, les variations saisonnières, les tendances et les causes de l'exode des compétences et de la main-d'œuvre migrante et les mesures propres à recenser les intéressés et à encourager leur retour, leur réintégration et leur utilisation dans le cadre des programmes de coopération technique entre pays en développement à l'intérieur de la région (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires aux ateliers sous-régionaux de programmation de la main-d'œuvre dans des secteurs particuliers (un en 1984 et un en 1985); aux ateliers nationaux de perfectionnement du personnel chargé de la planification de l'emploi (deux en 1984 et deux en 1985); et à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (premier trimestre de 1984);

iv) Publication technique: *Annuaire des spécialistes africains et des bureaux de conseils africains* (dernier trimestre de 1985).

### 6.5 Planification de la productivité en vue de créer de nouveaux emplois

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en font la demande pour déterminer les rapports entre l'accroissement de la productivité de la



main-d'œuvre et des revenus et l'encouragement au réinvestissement pour la création d'emplois ainsi que pour l'élaboration de mesures tendant à encourager la productivité et la création d'emplois (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Rapports à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines sur les mesures et stratégies visant à accroître la productivité de la main-d'œuvre et leurs effets sur la création d'activités génératrices de revenus ainsi que sur l'expérience acquise en ce domaine (premier trimestre de 1985); les directives et propositions concernant les stratégies propres à renforcer le cadre institutionnel national en vue de maintenir à l'étude les indicateurs et les mesures de la productivité de la main-d'œuvre (premier trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires aux ateliers annuels consacrés à l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre (dernier trimestre de 1984, dernier trimestre de 1985); à deux ateliers sur la création d'une institution pour l'étude et l'évaluation de la productivité de la main-d'œuvre (troisième trimestre de 1985) et à la Conférence des ministres chargés de la planification, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

13.23 Comme on l'a indiqué au paragraphe 13.11 ci-dessus, 13 postes de la catégorie des administrateurs (2 postes D-1, 2 postes P-5, 4 postes P-4 et 5 postes P-3) et 14 postes d'agents locaux affectés aux activités de coopération économique sont transférés du programme «Direction exécutive et administration» au présent programme. En outre, conformément au plan à moyen terme pour la période 1984-1989, le programme «Enseignement, formation et main-d'œuvre» a été interrompu en tant que programme distinct et les ressources qui lui étaient auparavant affectées, notamment 7 postes de la catégorie des administrateurs (1 poste P-5, 1 poste P-4 et 5 postes P-3) et 4 postes d'agents locaux, sont transférées au présent programme.

*Personnel temporaire pour les réunions*

13.24 Les ressources prévues à ce titre (180 200 dollars), qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983, doivent permettre de fournir des services d'interprétation et de traduction aux organes directeurs des MULPOC.

*Consultants*

13.25 Les ressources prévues à ce titre (50 000 dollars) font apparaître une augmentation de 42 100 dollars qui est presque entièrement contreba-

lancée par une réduction (de 39 200 dollars) découlant de l'interruption du programme «Enseignement, formation et main-d'œuvre» mentionnée au paragraphe 13.23 ci-dessus. Ces ressources, exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
3.4	Evaluation de l'utilisation des capacités dans les pays africains les moins avancés . . . . .	2
5.1	Etablissement de rapports sur les liens entre les instituts de formation et les centres d'activités socio-économiques ainsi que sur l'utilisation optimale des ressources des établissements d'enseignement et de formation . . . . .	1 ¾
5.2	Etude des problèmes, des contraintes et de l'efficacité des systèmes actuels d'éducation périscolaire . . . . .	1
5.4	Etablissement d'un rapport sur la mise en place d'un mécanisme administratif de coordination efficace de la formation et de la planification des carrières . . . . .	1
6.1	Etablissement de directives en vue de la création de systèmes de planification de la main-d'œuvre . . . . .	1
6.2	Mise au point des données de planification et des systèmes d'information concernant la main-d'œuvre . . . . .	1
6.5	Etablissement de directives sur des stratégies visant à renforcer la productivité des ressources humaines . . . . .	1
<b>Total</b>		<b>8 ¾</b>

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.26 Les ressources prévues à ce titre (86 400 dollars) couvrent à concurrence de 66 600 dollars le sous-programme 4 et les frais de voyage entrepris à l'occasion des réunions des organes directeurs des MULPOC. Le solde (19 800 dollars) a trait au sous-programme 5.

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.27 Les ressources prévues à ce titre (280 100 dollars) se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	67 000
Sous-programme 2 . . . . .	13 000
Sous-programme 3 . . . . .	43 000
Sous-programme 4 . . . . .	133 600
Sous-programme 5 . . . . .	11 800
Sous-programme 6 . . . . .	11 700

Total 280 100

*Imprimerie et reliure*

13.28 Les ressources nécessaires à ce titre (54 600 dollars) doivent permettre de publier l'étude annuelle de la situation économique et sociale de

l'Afrique (élément de programme 1.1) et des études annuelles de la situation économique et sociale de certains pays africains parmi les moins avancés.

*Services contractuels*

*Frais généraux de fonctionnement*

*Fournitures et accessoires*

*Mobilier et matériel*

13.29 Les ressources prévues à ces titres, correspondant au montant de la base de ressources de 1982-1983, doivent être entièrement consacrées à la mise en service des MULPOC prévue au titre du sous-programme 4.

### 3. - ENSEIGNEMENT, FORMATION, MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

TABLEAU 13.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1984-1985	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale
Postes permanents	561,2	24,2	(585,4)	-	(561,2)	-
Consultants	37,5	1,7	(39,2)	-	(37,5)	-
Dépenses communes de personnel	263,9	10,9	(274,8)	-	(263,9)	-
Autres voyages autorisés du personnel	18,8	0,8	(19,6)	-	(18,8)	-
<b>Total</b>	<b>881,4</b>	<b>37,6</b>	<b>(919,0)</b>	<b>-</b>	<b>(881,4)</b>	<b>-</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
919,0	(919,0)	-	-	(919,0)	(100,0) %

TABLEAU 13.13 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	256,3	-
<b>Total a)</b>	256,3	-
<b>b) Activités de fond</b>		
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	256,3	-
<b>Total, coûts directs</b>		-

TABLEAU 13.14. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: enseignement, formation, main-d'œuvre, gestion et emploi

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	-	-	-	-	-	1
P-4	1	-	-	-	1	-	2
P-3	5	-	-	-	1	-	6
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	4	-	-	-	1	-	5
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>14</b>

### 3. – ENSEIGNEMENT, FORMATION, MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI

13.30 Il a été mis fin à ce programme conformément au plan à moyen terme pour la période 1984-1989.

*Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

13.31 Toutes les ressources prévues au titre de ce programme ont été transférées au programme «Questions et politiques relatives au développement».

### 4. – L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

TABLEAU 13.15. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	98,0	12,0	110,0	110,0
Consultants	-	-	8,1	0,8	8,9	8,9
Groupes spéciaux d'experts	-	-	21,3	4,5	25,8	25,8
Dépenses communes de personnel	-	-	46,0	5,8	51,8	51,8
Autres voyages autorisés du personnel	-	-	15,0	1,2	16,2	16,2
Imprimerie et reliure	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	<b>188,4</b>	<b>24,3</b>	<b>212,7</b>	<b>212,7</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	188,4	-	-	188,4	- 8

TABLEAU 13.15 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds du PNUE	- a/	390,0
Total b)	- a/	390,0
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	390,0
	Total, coûts directs	602,7

a/ En 1982-1983, contribution figurant sous la rubrique "Direction exécutive et administration" (voir tableau 13.7 et par. 13.8 ci-dessus).

TABLEAU 13.16. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: l'environnement en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
D-1	-	-	-	-	-	1	1
P-5	-	-	-	-	-	-	-
P-4	-	1	-	-	-	1	2
P-3	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	1	-	-	-	2	3
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	-	1	-	-	-	2	3
<b>Total</b>	-	1	-	-	-	2	3
<b>Total général</b>	-	2	-	-	-	4 a/	6

a/ Financés par le Fonds du FEUE.

#### 4. – L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE

13.32 Ce programme est exécuté par la Section de l'environnement de la Division du développement social, des établissements humains et de l'environnement. Le sous-programme, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Développement des moyens dont disposent les Etats membres dans le domaine de l'environnement, notamment en ce qui concerne la conservation des ressources et la lutte contre la pollution*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 212 700 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 12.51 à 12.54.

c) Eléments de programme:

1.1 Coopération technique pour le développement des potentiels nationaux en matière d'environnement

*Produits:*

i) Rapport au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement sur la mise au point de directives pour la création ou le renforcement d'institutions nationales chargées d'étudier, de surveiller et de maîtriser la dégradation de l'environnement, notamment l'élaboration de normes nationales (premier trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion sur l'élaboration ou l'amélioration de normes nationales de protection de l'environnement en Afrique (troisième trimestre de 1985).

1.2 Coordination des activités relatives à l'environnement, au sein de la CEA et avec le PNUE

*Produits:*

i) Rapport au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement sur l'examen de l'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région de la CEA (deuxième trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires à la deuxième réunion du Comité régional intergouvernemental sur la planification des politiques relatives à l'environnement et l'établissement des priorités des activités de programmation en Afrique (deuxième trimestre de 1984).

1.3 Etude et gestion de l'environnement compte tenu des conséquences du développement sur l'utilisation des ressources naturelles\*

*Produits:*

i) Rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur l'état de l'environnement en Afrique en s'attachant spécialement aux problèmes de la désertification, de la déforestation, de la dégradation des sols, de la pollution et de la conservation des ressources naturelles et de l'énergie (premier trimestre de 1984);

ii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur l'hygiène du milieu et les questions d'assainissement en Afrique, associées à la mise en valeur des ressources en eau (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur l'étude des législations nationales relatives à l'environnement et des mécanismes d'application, ainsi que sur l'adhésion des pays de la région de l'Afrique aux conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (quatrième trimestre de 1984);

iv) Rapport au Conseil des ministres des pays desservis par les Centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) sur l'étude des problèmes écologiques résultant de la prospection des eaux souterraines pour l'agriculture dans la région soudano-sahélienne du MULPOC de Niamey (deuxième trimestre de 1985);

v) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur les méthodes d'établissement de profils écologiques et d'études d'impact écologique pour les projets de développement en Afrique (premier trimestre de 1985).

1.4 Perfectionnement de la main-d'œuvre et sensibilisation du public aux problèmes d'ordre écologique par le biais d'activités de formation et d'éducation

*Produits:*

i) Rapport au Comité intergouvernemental sur la mise au point d'un plan d'action pour l'éducation et la formation de main-d'œuvre et la sensibilisation du public aux problèmes écologiques en Afrique, dans le cadre du programme d'activités de 1982-1983 (troisième trimestre de 1984);

ii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur la mise en place d'activités de formation dans le domaine de l'environnement portant sur la gestion des zones côtières, la surveillance de la pollution des mers et l'épuisement des ressources marines dans les zones économiques exclusives des Etats côtiers d'Afrique de l'Ouest (quatrième trimestre de 1984).

1.5 Lutte contre la pollution et évacuation des déchets dans le cadre du développement agricole et industriel\*\*

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.



**Produits:**

i) Rapport au Conseil des ministres des pays desservis par les Centres multinationaux de programmation et d'exécution des projets (MULPOC) sur les études de cas concernant les effets de la pollution industrielle et de l'évacuation des déchets sur les établissements humains et les pratiques agricoles dans la région du MULPOC de Tanger (deuxième trimestre de 1985);

ii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur les effets de l'industrialisation sur l'environnement en Afrique (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

**Transfert de postes**

13.33 Comme il est indiqué au paragraphe 13.8 ci-dessus, un poste P-4 et un poste d'agent local ont été transférés du programme «Direction exécutive et administration».

**Consultants**

13.34 Les ressources prévues à ce titre (8 100 dollars) doivent permettre de couvrir le coût d'un mois de services de consultant qui seront nécessaires pour l'évaluation des capacités nationales concernant l'élaboration de normes pour la protection de l'environnement (élément de programme 1.1).

**Groupe spécial d'experts**

13.35 Les ressources prévues à ce titre (21 300 dollars) doivent permettre de couvrir les frais d'une réunion destinée à aider le secrétariat à évaluer le rapport mentionné au paragraphe ci-dessus, avant qu'il ne soit présenté à une réunion intergouvernementale.

**Autres voyages autorisés du personnel**

13.36 Les ressources prévues à ce titre (15 000 dollars) doivent permettre de couvrir l'établissement d'études et de consultations avec les gouvernements afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre des politiques (éléments de programme 1.1, 1.3, 1.4 et 1.5).

**5. – ETABLISSEMENTS HUMAINS EN AFRIQUE**

**TABLEAU 13.17. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

**COÛTS DIRECTS**

**1) Budget ordinaire**

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	267,2	11,4	-	32,8	44,2	311,4
Consultants	-	-	7,9	0,8	8,7	8,7
Groupe spécial d'experts	-	-	21,3	4,5	25,8	25,8
Dépenses communes de personnel	125,5	5,3	-	15,7	21,0	146,5
Autres frais de voyage autorisés du personnel	12,9	0,5	-	1,1	1,6	14,5
<b>Total</b>	<b>405,6</b>	<b>17,2</b>	<b>29,2</b>	<b>54,9</b>	<b>101,3</b>	<b>506,9</b>

TABLEAU 13.17 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
422,8	29,2	-	-	29,2	6,9%

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses.	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	500,0	500,0
Sources bilatérales	220,8	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	50,0	-
<b>Total c)</b>	770,8	500,0
<b>Total a), b) et c)</b>	770,8	500,0
<b>Total, coûts directs</b>		1 006,9

TABLEAU 13.18. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: établissements humains en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	2	2	-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>5 a/</b>	<b>5 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 a/</b>

a/ En outre, un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent local sont financés par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat).

## 5. - ETABLISSEMENTS HUMAINS EN AFRIQUE

13.37 Ce programme est exécuté par la Section des établissements humains de la Division du développement social, des établissements humains et de l'environnement.

13.38 Les deux sous-programmes, leurs éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Elaboration des politiques et création d'institutions*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 223 000 dollars (soit 44,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 14.58 à 14.61.

c) Eléments de programme:

1.1 Formulation des politiques dans le domaine des établissements humains

#### *Produits:*

i) Rapports au Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement sur les priorités concernant les politiques et les programmes relatifs aux établissements humains et les modalités d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies et de programmes à l'échelon national, sous-régional et régional, compte tenu en particulier du développement rural intégré (un en 1984 et un en 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires aux réunions du Comité régional intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement (premier trimestre de 1984, deuxième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion du Comité intergouvernemental des établissements humains de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (premier trimestre de 1984);

iv) Trois imprimés d'ordinateur contenant des informations sur les établissements humains (quatrième trimestre de 1984).

1.2 Planification et programmation des établissements humains

*Produit:* rapport à la réunion intergouvernementale sur un projet pilote expérimental exécuté dans un Etat membre de la sous-région de l'Afrique du Sud-Est, portant sur l'application d'une méthode systématique de planification spatiale à la planification nationale, régionale et locale des établissements humains et son intégration à la planification socio-économique (premier trimestre de 1985).

### *Sous-programme 2. Mobilisation et utilisation efficaces des ressources*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 283 900 dollars (soit 55,6 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 14.62 à 14.65.

c) Eléments de programme:

2.1 Formation de personnel dans le domaine des établissements humains

#### *Produits:*

i) Services consultatifs, fournis aux Etats qui en font la demande, sur les programmes et les projets entrepris en vue d'améliorer et de développer les services, programmes et institutions axés sur la formation de personnel dans le domaine des établissements humains (une mission en 1985);

ii) Publication technique à l'intention des responsables gouvernementaux sur les programmes et projets destinés à améliorer et à développer les services, programmes et institutions axés sur la formation de personnel dans le domaine des établissements humains (premier trimestre de 1985);

iii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur les services et programmes de formation existants pour le personnel à tous les niveaux et sur les lacunes à combler (deuxième trimestre de 1985);

iv) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur les mesures et les propositions envisagées pour renforcer ou mettre sur pied des services de formation (quatrième trimestre de 1985).

2.2 Participation de la population au développement des établissements humains\*

#### *Produits:*

i) Assistance technique: exécution, dans un Etat membre, d'un projet pilote sur la mise au point de nouveaux mécanismes de financement du logement, devant servir de modèle à d'autres pays de la sous-région (deuxième trimestre de 1984);

ii) Rapport au Comité régional intergouvernemental sur les directives et les indicateurs concernant la promotion des coopératives de logement, de l'autoconstruction assistée et autres formes de participation populaire (quatrième trimestre de 1985).

2.3 Appui à l'industrie du bâtiment\*\*

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 2.4 Développement de l'industrie des matériaux de construction

### *Produits:*

i) Publication technique destinée aux responsables des ministères de la planification, de l'industrie, du logement et du développement rural, sur la planification et la création de services décentralisés de production et de construction (troisième trimestre de 1984);

ii) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en font la demande sur les études de pré faisabilité et de faisabilité et la formulation de propositions touchant la mise en valeur des matières premières et des matériaux de construction (deux missions par an);

iii) Publication technique destinée aux responsables des ministères de l'industrie, du logement et de la construction et du développement rural, contenant des directives pour la production de matériaux de construction essentiels;

iv) Publication technique destinée aux planificateurs des ministères de l'industrie, concernant l'implantation de nouvelles cimenteries dans les sous-régions de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest (premier trimestre de 1985);

v) Services fonctionnels nécessaires à l'atelier sur les directives concernant la production des matériaux de construction (premier trimestre de 1984);

vi) Publication technique destinée aux responsables des ministères du logement, des travaux publics

et du développement urbain, concernant les codes et règlements régissant la construction, mis à jour pour répondre aux besoins actuels des pays (deuxième trimestre de 1985);

vii) Services fonctionnels nécessaires aux cinq journées d'études nationales sur la formation des entrepreneurs (troisième trimestre de 1985).

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Consultants*

13.39 Les ressources prévues à ce titre (7 900 dollars) doivent permettre de couvrir le coût d'un mois de services de consultant qui seront nécessaires à la préparation d'un projet pilote exécuté dans un Etat membre, sur l'application à la planification nationale, régionale et locale des établissements humains (élément du programme 1.2) d'une méthode systématique de planification spatiale.

#### *Groupe spécial d'experts*

13.40 Les ressources prévues à ce titre (21 300 dollars) doivent permettre de couvrir en 1985 les frais d'une réunion concernant la mise au point du produit mentionné au paragraphe 13.39 ci-dessus.

#### *Autres voyages autorisés du personnel*

13.41 Les ressources prévues à ce titre (13 400 dollars) qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources de l'exercice 1982-1983 doivent permettre de rassembler les données et informations nécessaires à la préparation des réunions, des directives et des indicateurs.

## 6. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

TABLEAU 13.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 306,3	176,3	-	172,4	348,7	1 655,0
Consultants	37,4	1,7	-	6,1	7,8	45,2
Dépenses communes de personnel	615,4	80,8	-	82,2	163,0	778,4
Autres voyages autorisés du personnel	67,7	17,5	-	7,1	24,6	92,3
<b>Total</b>	<b>2 026,8</b>	<b>276,3</b>	<b>-</b>	<b>267,8</b>	<b>544,1</b>	<b>2 570,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 303,1	-	-	-	-	- 8

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	180,9	198,9
<b>Total a)</b>	<b>180,9</b>	<b>198,9</b>
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 13.19 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels		
PNUD	1 136,0	812,0
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	-	100,0
Total c)	1 136,0	912,0
Total a), b) et c)	1 316,9	1 110,9
	Total, coûts directs	3 681,8

TABLEAU 13.20. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: développement industriel en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	4	4	-	-	1	1	5
P-4	4	4	-	-	-	-	4
P-3	7	7	-	-	-	-	7
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>18</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	8	8	-	-	2	2	10
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>	<b>25 a/</b>	<b>25 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>28</b>

a/ En outre, un poste P-4 et un poste d'agent local sont financés par l'ONUDI.



## 6. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

13.42 Ce programme est exécuté par la Division CEA/ONUDI de l'industrie.

13.43 Les quatre sous-programmes ainsi que les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Choix des politiques de planification et mise en place des institutions*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 856 100 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 49 700 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.84 à 15.87.

c) Eléments de programme:

#### 1.1 Politiques et planification industrielles

##### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les politiques et la planification industrielles (une mission en 1984, une autre en 1985); élaboration de matériaux en vue d'assurer, à l'échelon national, la publicité de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deux missions en 1984); organisation d'ateliers et formulation de programmes intégrés détaillés de développement des industries de base en vue de mettre en œuvre les plans de développement industriel réaménagés dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deux missions en 1984); et communication de renseignements sur les possibilités dont disposent les pays pour faciliter les consultations et les négociations multinationales relatives à la promotion de la coopération et des investissements dans les industries clefs (à l'échelon sous-régional) [une mission en 1985];

ii) Publication technique sur l'examen et l'évaluation des structures industrielles nationales existantes, eu égard aux relations intrasectorielles et intersectorielles et à la rationalisation des activités en vue d'assurer l'élaboration d'un ensemble de projets intégrés visant la modification des structures, à l'intention de responsables et de planificateurs gouvernementaux (quatrième trimestre de 1984);

iii) Publication technique sur les insuffisances qui caractérisent la mobilisation, la programmation et l'utilisation des ressources financières aux fins du développement industriel et évaluation de certaines

des options possibles en matière de financement de projets dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, à l'intention des responsables et des planificateurs gouvernementaux (quatrième trimestre de 1985);

iv) Publications techniques sur la promotion et l'utilisation des compétences et des ressources des entreprises industrielles locales pour la production, la distribution et la coopération multinationale, notamment grâce à l'adoption de mesures d'appui (incitation, services consultatifs et autres) [quatrième trimestre de 1985], et publication du bulletin annuel *Investment Africa* (L'investissement en Afrique), à l'intention des responsables et des planificateurs gouvernementaux;

v) Rapport à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'examen et l'évaluation des progrès réalisés lors de l'application de la première phase de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (quatrième trimestre de 1985);

vi) Services fonctionnels nécessaires aux neuvième et dixième réunions du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique (1984, 1985); et à la huitième Conférence des ministres africains de l'industrie (1985).

#### 1.2 Création d'institutions générales

##### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres, sur leur demande, pour la conception et la mise en place d'institutions dans le cadre du développement industriel (une mission en 1984); création de deux comités nationaux de coordination et de deux ateliers connexes qui constitueraient les principaux mécanismes chargés d'assurer la direction et l'orientation générales de l'élaboration de plans industriels nationaux et sous-régionaux à partir du cadre défini par la Décennie du développement industriel de l'Afrique (1984); formulation de modalités et de programmes en vue de la création ou de la restructuration d'institutions industrielles et de mécanismes de développement et de coopération dans le domaine industriel (une mission en 1984) apport d'un appui fonctionnel et technique continu aux projets multinationaux tels que le Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles, le Fonds africain du développement industriel et le Centre régional africain de services d'ingénieurs-conseils et de gestion industriels (une mission en 1984 et une en 1985);

ii) Rapport à la Conférence des ministres africains de l'industrie sur l'évaluation des arrangements intergouvernementaux existants pour la promotion de la coopération industrielle au niveau sous-régional (1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

### *Sous-programme 2. Développement des industries de base*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 146 600 dollars (soit 44,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 132 500 dollars (soit 66,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.88 à 15.93.

c) Eléments de programme:

#### 2.1 Développement de l'industrie chimique

##### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur divers aspects du développement de l'industrie chimique (deux missions en 1984, trois en 1985);

ii) Rapports aux réunions sous-régionales des Comités intergouvernementaux d'experts des produits chimiques sur la planification et la programmation des industries chimiques de base et sur l'intégration des projets et programmes multinationaux relatifs à ces industries conformément aux priorités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deux rapports en 1984, deux en 1985).

#### 2.2 Développement des industries mécaniques\*

##### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur divers aspects du développement des industries mécaniques (deux missions en 1984, trois en 1985);

ii) Rapports aux réunions sous-régionales des Comités intergouvernementaux d'experts des industries mécaniques sur la planification et la programmation des industries mécaniques de base ainsi que sur l'intégration des projets et programmes multinationaux relatifs à ces industries, conformément aux priorités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deux rapports en 1984, deux en 1985).

#### 2.3 Développement de l'industrie métallurgique

##### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur divers aspects du développement de l'industrie métallurgique (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Rapports aux réunions sous-régionales des Comités intergouvernementaux d'experts des métaux

et du Comité du développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe portant sur la planification et la programmation des industries métallurgiques de base ainsi que sur l'intégration des projets et programmes multinationaux relatifs à ces industries conformément aux priorités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deux rapports en 1984, deux en 1985).

#### 2.4 Encouragement à l'élaboration de projets ou programmes industriels multinationaux

*Produit:* services fonctionnels nécessaires aux réunions complémentaires intergouvernementales sous-régionales sur l'appui à donner pour lancer des projets industriels multinationaux, sous réserve des décisions prises lors des réunions des directeurs des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets en 1983 et en 1984 (deux réunions en 1984, deux en 1985).

### *Sous-programme 3. Développement des agro-industries et des industries forestières*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 264 800 dollars (soit 10,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 16 700 dollars (soit 8,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.94 à 15.97.

c) Eléments de programme:

#### 3.1 Développement des agro-industries\*

*Produit:* services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur divers aspects du développement des agro-industries (deux missions en 1984, deux en 1985).

#### 3.2 Développement des industries forestières

*Produit:* services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur divers aspects du développement des industries forestières (une mission en 1984, une en 1985).

### *Sous-programme 4. Développement des petites industries*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 303 400 dollars (soit 11,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.98 à 15.101.

c) Eléments de programme:

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

**4.1 Politiques et institutions à l'appui de la petite industrie**

*Produit:* services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les politiques, institutions et services d'appui faisant appel à la coopération technique entre pays en développement (une mission en 1984, une en 1985).

**4.2 Amélioration des capacités des responsables de petites entreprises\***

*Produit:* publication technique: répertoire de profils de projets, concernant notamment les produits pouvant être fabriqués dans la région, en vue de la création d'un réseau de petites industries et d'industries rurales de divers types (1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

**Consultants**

13.44 Les ressources prévues à ce titre (39 100 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

\* Rang de priorité le plus élevé.

Eléments de programme	Tâches	Mois de travail
1.1	Evaluation des principaux éléments structureaux relatifs aux industries de base . . . . .	1
2.1	Examen des options techniques et études de préinvestissement . . . . .	1 ½
2.2	Examen des options techniques et études de préinvestissement . . . . .	1 ½
2.3	Examen des options techniques et études de préinvestissement . . . . .	1 ½
<b>Total</b>		<b>5 ½</b>

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.45 Les ressources prévues à ce titre (85 200 dollars), correspondant au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983, se répartissent comme suit:

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	34 000
Sous-programme 2 . . . . .	25 500
Sous-programme 3 . . . . .	14 000
Sous-programme 4 . . . . .	11 700
<b>Total</b>	<b>85 200</b>

**7. - COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

TABLEAU 13.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 311,5	55,5	14,0	165,9	235,4	1 546,9
Consultants	37,4	1,7	(4,0)	4,2	1,9	39,3
Dépenses communes de personnel	615,8	25,4	6,6	79,8	111,8	727,6
Autres voyages autorisés du personnel	74,7	3,5	(1,3)	6,3	8,5	83,2
<b>Total</b>	<b>2 039,4</b>	<b>86,1</b>	<b>15,3</b>	<b>256,2</b>	<b>357,6</b>	<b>2 397,0</b>

TABLEAU 13.21 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 125,5	15,3	-	-	15,3	0,7 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	42,9	44,4
<b>Total a)</b>	<b>42,9</b>	<b>44,4</b>
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
PNUD	916,6	218,2
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	399,9	-
Sources bilatérales	175,6	-
<b>Total c)</b>	<b>1 492,1</b>	<b>218,2</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 535,0</b>	<b>262,6</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 659,6</b>	

TABLEAU 13.22. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: commerce international et financement du développement en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	3	3	-	-	-	-	3
P-4	2	3	-	-	-	-	2
P-3	5	4	-	-	-	-	5
P-2/1	5	5	-	-	-	-	5
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>
Autres catégories							
Agents locaux	13	13	-	-	2	2	15
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>15</b>
<b>Total général</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>31</b>

## 7. COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

13.46 Ce programme est exécuté par la Division du commerce international et des finances.

13.47 Les quatre sous-programmes, ainsi que les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Commerce intérieur*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 311 600 dollars (soit 13 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 16.103 à 16.106.

c) Éléments de programme:

1.1 Assistance technique aux pays et territoires africains

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande pour la mise en place de mécanismes commerciaux efficaces permettant d'assurer un développement équilibré des secteurs industriel et agricole d'une part, et des secteurs urbain et rural de l'économie d'autre part (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à une réunion d'experts des Etats d'Afrique de l'Ouest sur le commerce intérieur et les finances (troisième trimestre de 1985).

1.2 Autres formes de structures du commerce intérieur et mécanismes visant à établir des réseaux de distribution et des marchés financiers nationaux plus rationnels\*\*

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier pour le développement de l'Afrique, relatif aux études de faisabilité concernant les autres formes d'échanges commerciaux intérieurs et les structures et mécanismes visant à établir des réseaux de distribution et des marchés financiers nationaux plus rationnels (quatrième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 2. Commerce intra-africain*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 786 200 dollars (soit 32,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires:

44 400 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 16.107 à 16.110.

c) Éléments de programme:

2.1 Assistance technique aux pays et territoires

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les mesures visant à encourager la transition des institutions commerciales multilatérales existantes à des formes de coopération plus avancées (une mission en 1984, une en 1985); les mesures visant à appuyer les négociations commerciales multilatérales relatives à la réduction et à l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires (deux missions en 1984, deux en 1985); les mesures visant à mettre en place des bourses de produits agricoles à l'échelon sous-régional ou régional (deux missions en 1984, une en 1985); et les mesures visant à promouvoir les arrangements en matière de coopération monétaire et financière (deux missions en 1984).

2.2 Développement du commerce et de la coopération monétaire et financière entre les pays africains

#### *Produits:*

i) Rapport au Conseil des ministres du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) de Lusaka, relatif au commerce frontalier entre les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe (premier trimestre de 1984);

ii) Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé, relatif à l'analyse des législations, règles, règlements et pratiques en vigueur dans le domaine du commerce africain, y compris les barrières tarifaires et non tarifaires appliquées par certains groupements de coopération économique (premier trimestre de 1985);

iii) Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, relatif à la mise en place d'une banque de développement pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (premier trimestre de 1985);

iv) Rapport aux ministres des finances et aux gouverneurs des banques centrales des pays africains sur la mise en place d'un fonds monétaire africain (premier trimestre de 1984);

v) Services fonctionnels nécessaires à un atelier visant à mettre en présence les vendeurs et les acheteurs de produits alimentaires (viande, café, thé...) et de produits manufacturés (deuxième trimestre de 1984);

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

vi) Services fonctionnels nécessaires à une réunion du Comité du commerce de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, comité dont la création est proposée (deuxième trimestre de 1985).

### 2.3 Services d'information sur le commerce et les finances

*Produits:* publications techniques: *Le commerce africain* (bulletin semestriel); *Flash on Trade Opportunities* (six numéros par an); et l'*Annuaire commercial africain* (un numéro en 1985).

### 2.4 Promotion du commerce, étude de marchés et techniques de commercialisation

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats qui en feront la demande en vue de la mise en place ou du renforcement de mécanismes de promotion du commerce à l'échelon national, sous-régional et régional (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Assistance en vue de l'organisation de manifestations visant à promouvoir le commerce intra-africain, et en particulier de la Foire commerciale panafricaine (deux missions en 1984, deux en 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à l'exécution de programmes de formation dans les domaines de la promotion du commerce, des techniques de gestion des importations et des techniques de commercialisation (trois missions en 1984, trois en 1985).

### *Sous-programme 3. Commerce avec les pays non africains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 759 800 dollars (soit 31,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 16.111 à 16.114.

c) Eléments de programme:

#### 3.1 Assistance technique aux pays et territoires\*

*Produits:*

i) Services d'appui technique à fournir au Groupe africain lors des négociations commerciales internationales qui se tiendront dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), notamment lors des sessions du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED (deux sessions par an);

\* Rang de priorité le plus élevé.

ii) Services d'appui technique à fournir au Groupe africain lors des négociations concernant une troisième convention de Lomé, le système global de préférences commerciales entre pays en développement, les organisations commerciales d'Etat et les entreprises multinationales de commercialisation (quatre séances en 1984, quatre en 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires aux réunions du Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, dans le cadre du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique (quatrième trimestre de 1984, quatrième trimestre de 1985);

iv) Services fonctionnels nécessaires à la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce (premier trimestre de 1984).

#### 3.2 Mise en œuvre dans la région de l'Afrique des éléments du Programme intégré pour les produits de base qui ne concernent pas le Fonds commun

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, concernant les problèmes à résoudre et les mesures nécessaires en vue d'atteindre les objectifs des programmes intégrés pour les produits de base, y compris le traitement de ces produits pour l'industrialisation, la commercialisation et la distribution, et la recherche et la mise au point des produits (quatrième trimestre de 1984).

#### 3.3 Coopération commerciale et économique entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, concernant les obstacles qui entravent le commerce entre les pays africains et les pays socialistes d'Europe de l'Est et sur les moyens qui permettraient aux pays africains de tirer le plus grand avantage possible des plans des pays socialistes en matière de commerce extérieur (quatrième trimestre de 1985).

#### 3.4 Expansion du commerce entre la région africaine et les autres régions en développement\*

*Produits:*

i) Rapport à la Conférence des ministres africains du commerce sur la promotion et l'expansion des relations commerciales entre les régions africaine et arabe et entre les régions africaine et latino-américaine ou sur l'amélioration des institutions

\* Rang de priorité le plus élevé.

commerciales existantes (quatrième trimestre de 1984);

ii) Rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, concernant les moyens de faciliter l'établissement de contacts directs entre les représentants des milieux des affaires et du commerce d'Afrique et ceux des autres régions en développement (quatrième trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à un groupe de travail interrégional sur l'expansion du commerce entre l'Afrique et l'Amérique latine (deuxième trimestre de 1985).

### 3.5 Système global de préférences commerciales entre pays en développement\*

#### *Produits:*

i) Rapport à la Conférence des ministres africains du commerce sur les moyens d'harmoniser les positions africaines et d'assurer la participation effective des pays africains aux négociations globales avec les autres pays en développement (premier trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires aux réunions du Groupe africain sur le système global de préférences commerciales entre pays en développement (une en 1984, une en 1985).

#### *Sous-programme 4. Politiques financières et monétaires internationales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 539 400 dollars (soit 22,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 16.115 à 16.118.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Assistance technique aux pays et territoires

#### *Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires aux réunions annuelles des gouverneurs africains de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui se tiendront avant les sessions annuelles de ces deux institutions, et services techniques d'appui à fournir aux gouverneurs pendant les sessions de la Banque mondiale et du FMI (deux sessions en 1984, deux en 1985);

ii) Services d'appui technique à fournir au Groupe africain au cours des réunions sur les arrangements de paiement multilatéraux et la coopération monétaire entre pays en développement (une réunion en 1984, une en 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

#### 4.2 Rôle de l'apport de capitaux extérieurs dans le développement de l'Afrique

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, portant sur un examen de la portée, de l'ampleur et des limites des courants internationaux de capitaux entre l'Afrique et le monde développé et une évaluation des incidences de la dette extérieure sur le développement de l'Afrique (quatrième trimestre de 1984).

#### 4.3 Politiques monétaires et fiscales en période de taux de change flottants

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, relatif aux incidences des fluctuations des taux de change des principales monnaies sur la balance des paiements des pays africains (quatrième trimestre de 1985).

#### 4.4 Participation de l'Afrique aux arrangements conclus entre pays en développement dans les domaines de la coopération monétaire et des paiements multilatéraux

*Produit:* rapport au Comité ministériel sur les progrès réalisés dans les domaines commercial et financier en vue du développement de l'Afrique, concernant les problèmes et les perspectives de la coopération dans le domaine des arrangements relatifs aux paiements multilatéraux entre pays en développement (quatrième trimestre de 1985).

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Reclassement de postes*

13.48 Il est proposé de reclasser de P-3 à P-4 le poste de chef du Centre africain du commerce. La Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel) a établi, compte tenu de la définition d'emploi correspondant au poste et des fonctions qu'exerce le titulaire, que ce poste devait être classé P-4.

#### *Consultants*

13.49 Les ressources prévues à ce titre (35 100 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.2	Etude de faisabilité sur diverses structures du commerce intérieur. . . . .	2
2.2	Etudes sur la création d'une banque sous-régionale de commerce et de développement et d'un fonds monétaire africain . . . . .	3



Eléments de programme	Tâches	Mois de travail	Autres voyages autorisés du personnel	
3.4	Etude de certains aspects des relations commerciales entre les régions africaine et arabe et les régions africaine et latino-américaine . . . . .	1	13.50 Les ressources prévues à ce titre (76 900 dollars) se répartissent comme suit:	
				Dollars
			Sous-programme 1 . . . . .	8 000
			Sous-programme 2 . . . . .	33 900
			Sous-programme 3 . . . . .	19 000
			Sous-programme 4 . . . . .	16 000
4.4	Etude des courants de financement entre les pays d'Afrique et les autres pays en développement . . . . .	1		
	Total	7	Total	76 900

### 8. – RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE

TABLEAU 13.23. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 064,4	44,2	(223,8)	106,4	(73,2)	991,2
Consultants	22,6	0,9	-	3,7	4,6	27,2
Dépenses communes de personnel	499,3	20,9	(105,0)	51,1	(33,0)	466,3
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	4,8	0,2	-	0,4	0,6	5,4
Autres voyages autorisés du personnel	60,1	2,9	(10,0)	4,5	(2,6)	57,5
Imprimerie et reliure	7,6	0,3	(7,9)	-	(7,6)	-
<b>Total</b>	<b>1 658,8</b>	<b>69,4</b>	<b>(346,7)</b>	<b>166,1</b>	<b>(111,2)</b>	<b>1 547,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 728,2	(346,7)	-	-	(346,7)	(20,0) %

TABLEAU 13.23 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	342,8	473,9
<b>Total a)</b>	<b>342,8</b>	<b>473,9</b>
<b>b) Activités de fond</b>		
Sources bilatérales	165,0	-
<b>Total b)</b>	<b>165,0</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	161,2	-
Sources bilatérales	222,3	405,0
PNUD	285,0	100,0
Unesco	150,0	-
<b>Total c)</b>	<b>818,5</b>	<b>505,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 326,3</b>	<b>978,9</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 526,5</b>	

TABLEAU 13.24. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: ressources naturelles en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	4	3	-	-	1	-	5	3
P-4	4	3	-	-	1	2	5	5
P-3	-	-	-	-	1	1	1	1
P-2/1	2	2	-	-	1	-	3	2
<b>Total</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>15</b>	<b>12</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	12	9	-	-	5	5	17	14
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>17</b>	<b>14</b>
<b>Total général</b>	<b>23</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>32</b>	<b>26</b>

## 8. – RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE

gramme de conservation de la documentation géologique, des rapports, des cartes et des collections minéralogiques\*

13.51 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles.

13.52 Les quatre sous-programmes, les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Ressources minérales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 557 100 dollars, soit 36 p. 100 du total prévu pour le programme; fonds extra-budgétaires: 157 800 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 17.67 à 17.71.

c) Eléments de programme:

1.1 Assistance technique aux pays, territoires et institutions multinationales\*

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats membres et au Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est de Dodoma dans les domaines suivants: aspects techniques, administratifs et économiques de la prospection et de l'exploitation des ressources minérales (sept missions en 1984, sept en 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à un séminaire sur le rôle et les perspectives du cuivre dans le développement économique de l'Afrique (1984);

iii) Organisation d'un séminaire et d'un voyage d'étude en Union soviétique à l'intention d'experts africains en vue d'étudier de nouvelles méthodes de traitement des minéraux (1985).

1.2 Inventaire des ressources minérales de l'Afrique\*

#### *Produits:*

i) Assistance fournie aux services nationaux de prospection géologique en vue de l'établissement d'inventaires des ressources minérales nationales (trois missions en 1984, trois en 1985);

ii) Publications techniques sur les ressources minérales disponibles pour le développement industriel des pays africains (métaux communs et ferro-alliages, 1984; minéraux industriels, 1985).

1.3 Etude régionale conjointe de la CEA, de l'UNESCO et du Siège de l'ONU et pro-

*Produits:* publications techniques sur la conservation de la documentation géologique, des rapports, des cartes et des collections minéralogiques, y compris des recommandations à l'intention de tous les Etats membres, à présenter à la deuxième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (1984).

1.4 Création de centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales dans les sous-régions de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest\*

#### *Produits:*

i) Présentation d'un rapport à la réunion de plénipotentiaires gouvernementaux sur les études de faisabilité concernant la création du Centre de mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Ouest (1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion de plénipotentiaires en Afrique de l'Ouest (1985).

1.5 Création d'un conseil africain de mise en valeur des ressources minérales

*Produit:* présentation d'un rapport concernant la possibilité de créer un conseil africain pour la mise en valeur des ressources minérales à la deuxième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique (quatrième trimestre de 1984).

1.6 Deuxième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique\*

#### *Produits:*

i) Présentation à la deuxième conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique d'un rapport sur divers aspects de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales (troisième trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires à la conférence (quatrième trimestre de 1984);

iii) Rapport au Conseil des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) sur les activités de suivi et la formulation de directives (premier trimestre de 1985).

### *Sous-programme 2. Ressources en eau*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 550 900 dollars (soit 35,6 p.100 du total prévu pour le programme).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\* Rang de priorité le plus élevé.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 17.72 à 17.75.

c) Eléments de programme:

2.1 Assistance en vue de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau aux niveaux national et sous-régional

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats membres, sur demande, pour l'évaluation des ressources en eaux superficielles et souterraines; la définition et l'élaboration de projets d'approvisionnement en eau et d'irrigation destinés aux villages et aux zones rurales; l'étude et l'aménagement des bassins fluviaux et lacustres internationaux (deux missions en 1984, deux en 1985).

2.2 Mesures de suivi du Plan d'action de Mar del Plata, issu de la Conférence des Nations Unies sur les ressources en eau, notamment la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement en Afrique (1981-1990)

*Produit:* présentation d'un rapport au Comité des ressources naturelles, lors de sa neuvième session, sur les progrès accomplis dans la région africaine concernant la mise en œuvre du Plan d'action de Mar del Plata (1985).

2.3 Promotion de la coopération en vue de la mise en valeur des ressources en eau en Afrique

*Produit:* présentation à une réunion des pays riverains d'un rapport portant sur l'accord et les documents de base nécessaires pour la création d'une organisation commune de mise en valeur du bassin du lac Tanganyika (1985).

Outre le produit final susmentionné, une étude destinée à être publiée dans le répertoire des services fournis dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement sera effectuée conjointement par le PNUD et le Département des affaires économiques et sociales internationales sur les services fournis dans le domaine de l'eau.

2.4 Promotion de l'exploration et de la mise en valeur des eaux souterraines en Afrique

Des renseignements seront fournis sur la mise en valeur des ressources en eaux souterraines dans plus de 30 pays africains dans le cadre du projet administré par le Département de la coopération technique pour le développement et intitulé: «Exploration et mise en valeur des eaux souterraines: examen global axé sur les techniques adaptées aux pays en développement» (1985).

2.5 Promotion des études portant sur les ressources en eau\*\*

*Produit:* établissement de guides traitant des divers aspects de l'évaluation des eaux de surface et des eaux souterraines, en coopération avec l'UNESCO et l'OMM (un en 1984, deux en 1985).

*Sous-programme 3. Cartographie et télédétection*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 379 200 dollars (soit 24,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 157 800 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 17.76 à 17.79.

c) Eléments de programme:

3.1 Assistance technique aux pays, territoires et institutions multinationales

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis, sur demande, aux Etats membres et aux institutions multinationales concernant la mise au point et l'utilisation des techniques de cartographie et de télédétection en vue de la mise en valeur des ressources nationales (six pays et cinq institutions multinationales);

ii) Présentation d'un rapport au Conseil des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets sur l'évaluation de l'expérience dite de la chambre métrique appliquée à l'exécution des cartes (1985).

3.2 Inventaire cartographique de l'Afrique

*Produits:*

i) Publication et distribution des feuilles indexées de l'inventaire qui ont été révisées (1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à la réunion de 10 experts chargés d'examiner l'ensemble des spécifications techniques en vue de l'ajustement des réseaux de contrôle géodésiques en Afrique (1985).

3.3 Exécution et distribution de cartes et graphiques thématiques

*Produits:*

i) Publications techniques: 300 cartes thématiques et 450 graphiques;

ii) Expositions de cartes (deux en 1984, trois en 1985);

iii) Publications techniques: additifs semestriels au catalogue des cartes destinés aux Etats membres et aux correspondants figurant sur la liste de distribution automatique du Centre de documentation et de référence cartographiques.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

### 3.4 Exécution et mise au point du programme africain de télédétection

#### Produits:

i) Présentation au Conseil africain de la télédétection d'un rapport sur une étude de faisabilité concernant la création de services nationaux modèles de télédétection (1984);

ii) Présentation d'un rapport à la Conférence des ministres de la CEA sur la création du Conseil africain de la télédétection (1984);

iii) Création de cinq services nationaux modèles de télédétection (deux en 1984, trois en 1985).

### 3.5 Etude des besoins en personnel et évaluation des institutions nationales de cartographie et de télédétection\*\*

*Produit:* présentation de rapports au Conseil des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC) sur l'étude des besoins en personnel et l'évaluation des institutions nationales de cartographie et de télédétection (cinq rapports durant le premier trimestre de 1984).

#### Sous-programme 4. Ressources de la mer

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 60 400 dollars (soit 3,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 158 300 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.1).

c) Eléments de programme:

4.1 Développement des moyens nécessaires en vue de la mise en valeur et de la gestion des ressources de la mer aux niveaux national, sous-régional et régional

#### Produits:

i) Présentation d'un rapport à la dixième session de la Conférence des ministres sur une étude des moyens disponibles en Afrique pour l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur et la gestion des ressources marines (1984);

ii) Services consultatifs fournis, sur demande, aux Etats membres et aux groupements multinationaux concernant l'interprétation de la Convention sur le droit de la mer (une mission en 1984), ainsi que le développement des compétences et des moyens matériels en vue d'une exploitation optimale des ressources marines (une mission en 1984, une en 1985).

### 4.2 Appui institutionnel et programme de formation et de recherche

#### Produits:

i) Assistance fournie aux institutions en vue de l'élaboration de leurs programmes de recherche et de formation en science et en technologie marines (assistance à une institution en 1984, à une autre en 1985);

ii) Appui fonctionnel nécessaire à la réunion du Groupe intergouvernemental africain de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins sur le développement de la science et de la technologie marines (1984);

iii) Services fonctionnels à la réunion du Groupe intergouvernemental africain de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins sur certains aspects de l'application des dispositions de la Convention sur le droit de la mer (1985).

#### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)

#### Transfert de postes

13.53 Conformément au plan à moyen terme approuvé pour la période 1984-1989, les activités relatives à l'énergie qui ont jusqu'ici été exécutées dans le cadre du sous-programme relevant du programme «Ressources naturelles et énergie» seront détachées de ce programme à compter du 1er janvier 1984 et figureront dans un nouveau programme distinct intitulé «Energie». Il est donc proposé de transférer deux postes d'administrateur (un poste P-5 et un poste P-4) et un poste d'agent local du programme «Ressources naturelles» au nouveau programme «Energie». Il est également proposé de transférer deux postes d'agent local au programme «Science et technique».

#### Consultants

13.54 Les ressources nécessaires à ce titre (23 500 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

Eléments de programme	Tâches	Mois de travail
1.2	Inventaires des ressources minérales nationales	1
3.2	Collecte de données géodésiques et établissement des spécifications techniques en vue de l'ajustement des réseaux géodésiques . . . . .	1
4.1	Etablissement d'un rapport sur l'étude des moyens disponibles en Afrique pour l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur et la gestion des ressources marines . . . . .	1½

Total 3½

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.55 Les ressources nécessaires à ce titre (5 000 dollars), qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983, se rapportent à l'exécution du sous-programme 3.

13.56 Les ressources prévues à ce titre (53 000 dollars) se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	18 000
Sous-programme 2 . . . . .	16 000
Sous-programme 3 . . . . .	14 000
Sous-programme 4 . . . . .	5 000
<b>Total</b>	<b>53 000</b>

9. - ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

TABLEAU 13.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1982-1983</i>	<i>Montants des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1984-1985</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Inflation en 1984 et 1985</i>	<i>Augmentation totale</i>	
<b>Postes permanents</b>	-	-	238,6	27,4	266,0	266,0
<b>Dépenses communes de<sup>a</sup> personnel</b>	-	-	112,0	13,2	125,2	125,2
<b>Autres voyages autorisés du personnel</b>	-	-	18,0	1,4	19,4	19,4
<b>Total</b>	-	-	<b>368,6</b>	<b>42,0</b>	<b>410,6</b>	<b>410,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

<i>(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983</i>	<i>Accroissement des ressources</i>				<i>Taux de croissance réelle (5) sur (1)</i>
	<i>(2) Montant effectif</i>	<i>(3) Moins : dépenses non renouvelables</i>	<i>(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)</i>	<i>(5) Montant ajusté</i>	
-	368,6	-	58,0	426,6	- %

2) *Fonds extra-budgétaires*

	<b>1982-1983</b>	<b>1984-1985</b>
	<b>Montant estimatif des dépenses</b>	<b>Montant estimatif des dépenses</b>
a) <b>Services d'appui à :</b>		
i) <b>D'autres organismes des Nations Unies</b>	-	-
ii) <b>Des programmes extra-budgétaires</b>	-	22,2
<b>Total a)</b>	-	<b>22,2</b>

TABLEAU 13.25 (suite)

		1982-1983	1984-1985
		Montant	Montant
		estimatif des	estimatif des
		dépenses	dépenses
b) Activités de fond			
Sources bilatérales		-	193,0
Total b)		-	193,0
c) Projets opérationnels			
PNUD		-	558,0
Total c)		-	558,0
Total a), b) et c)		-	773,2
Total, coûts directs			1 183,8



TABLEAU 13.26. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: énergie et développement en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
P-5	-	1	-	-	-	1	-	2
P-4	-	2	-	-	-	-	-	2
P-3	-	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	1	-	1
<b>Total</b>	-	3	-	-	-	2	-	5
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	-	1	-	-	-	1	-	2
<b>Total</b>	-	1	-	-	-	1	-	2
<b>Total général</b>	-	4	-	-	-	3	-	7

## 9. – ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

13.57 Ce programme est exécuté par le Groupe des ressources énergétiques de la Division des ressources naturelles. Le sous-programme, les éléments de programme qui le composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Intégration des politiques énergétiques aux politiques globales de développement socio-économique et de croissance économique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 410 600 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 215 200 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme\*\*\*).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 11.68 à 11.72.

c) Éléments de programme:

1.1 Prospection, évaluation et mise en valeur des ressources énergétiques et intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification socio-économique d'ensemble\*

*Produits:*

i) Publications techniques sur l'inventaire et l'évaluation des sources d'énergie telles que les hydrocarbures et le charbon et les sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de la sous-région de l'Afrique centrale (une publication durant le quatrième trimestre de 1984 et une durant le quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques sur la création des conditions optimales pour la prospection, l'exploitation, la distribution et l'utilisation des ressources en hydrocarbures et en charbon pour deux Etats membres (une durant le quatrième trimestre de 1984 et une durant le quatrième trimestre de 1985);

iii) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur l'élaboration de politiques énergétiques intégrées et leur incorporation aux politiques globales de développement et de croissance économique (trois missions en 1984 et trois en 1985)\*\*\*\*.

1.2 Recherche, formation et information

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

*Produits:*

i) Publications techniques sur les aspects opérationnels et organisationnels de l'utilisation des ressources hydroélectriques à l'intention des responsables gouvernementaux (une durant le quatrième trimestre de 1984 et une durant le quatrième trimestre de 1985);

ii) Rapport à la Conférence des ministres sur une étude relative à la possibilité de mettre en valeur les ressources en énergie marine des Etats du littoral de l'Afrique de l'Est (quatrième trimestre de 1984);

iii) Octroi de 24 bourses d'études à des chercheurs, ingénieurs et techniciens africains dans le domaine des sources d'énergie classiques et de l'énergie solaire (12 en 1984 et 12 en 1985);

iv) Publication technique: *Energy Review in Africa* (Revue de l'énergie en Afrique) [deux numéros par an];

v) Services fonctionnels nécessaires à des séminaires régionaux à l'intention des responsables gouvernementaux, dont un sur la planification de l'énergie (quatrième trimestre de 1984) et un sur les projections en matière d'offre et de demande d'énergie entre 1985 et 1990 (quatrième trimestre de 1985).

1.3 Création d'institutions\*\*

*Produits:*

i) Rapport à une réunion de plénipotentiaires gouvernementaux sur la création de la Commission africaine de l'énergie (quatrième trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels (nécessaires à la réunion de plénipotentiaires gouvernementaux sur la création de la Commission africaine de l'énergie (premier trimestre de 1985);

iii) Services consultatifs à fournir au Centre régional africain de l'énergie solaire pour l'établissement et l'exécution de son programme de travail (une mission en 1984, une en 1985)\*\*\*\*.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

13.58 Comme il est indiqué au paragraphe 13.53, il est proposé de transférer à ce nouveau programme 2 postes d'administrateur (un poste P-5 et un poste P-4) et un poste d'agent local qui étaient affectés au programme «Ressources naturelles et énergie», intitulé maintenant «Ressources naturelles».

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

*Poste nouveau*

13.59 Un nouveau poste P-4 est demandé pour un spécialiste de l'énergie dont les attributions porteraient principalement sur la mise en valeur des hydrocarbures, du charbon et des ressources géothermiques en Afrique, de façon à renforcer le petit Groupe des ressources énergétiques qui exécute ce programme.

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.60 Les ressources prévues à ce titre (18 000 dollars) sont destinées à financer des missions sur le terrain et se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Elément de programme 1.1 . . . . .	10 500
Elément de programme 1.2 . . . . .	7 500
Total	18 000

10. - POPULATION EN AFRIQUE

TABLEAU 13.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1982-1983</i>	<i>Montants des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1984-1985</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Inflation en 1984 et 1985</i>	<i>Augmentation totale</i>	
<b>Postes permanents</b>	226,4	9,8	188,6	50,2	248,6	475,0
<b>Consultants</b>	-	-	16,0	3,4	19,4	19,4
<b>Dépenses communes de personnel</b>	106,5	4,5	88,6	23,8	116,9	223,4
<b>Autres voyages autorisés du personnel</b>	9,3	0,3	38,2	4,1	42,6	51,9
<b>Total</b>	342,2	14,6	331,4	81,5	427,5	769,7

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

<i>(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983</i>	<i>Accroissement des ressources</i>				<i>Taux de croissance réelle (5) sur (1)</i>
	<i>(2) Montant effectif</i>	<i>(3) Moins : dépenses non renouvelables</i>	<i>(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)</i>	<i>(5) Montant ajusté</i>	
356,8	331,4	-	229,8	561,2	157,2 %

TABLEAU 13.27 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	127,9	133,2
Total a)	127,9	133,2
b) Activités de fond		
FNUAP	723,0	418,8
Total b)	723,0	418,8
c) Projets opérationnels		
FNUAP	4 134,0	5 255,0
Total c)	4 134,0	5 255,0
Total a), b) et c)	4 984,9	5 807,0
Total, coûts directs		6 576,7

TABLEAU 13.28. - POSTES NÉCESSAIRES

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires					Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	-	1	-	-	1 a/	-	-	1 a/
P-5	-	1	-	-	2 a/	-	-	2 a/
P-4	2	3	-	-	-	-	-	2
P-3	1	1	-	-	4	4	4	5
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	-	4	-	-	8 b/	1	1	8
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 b/</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>8</b>
<b>Total général</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>15</b>

a/ Postes financés par le FNUAP.

b/ Dont 7 postes financés par le FNUAP.

## 10. - POPULATION EN AFRIQUE

13.61 Ce sous-programme est exécuté par la Division de la population.

13.62 Les trois sous-programmes, les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Politiques en matière de population et planification du développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 207 800 dollars (soit 27 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 172 200 dollars (soit 31,2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.57 à 18.60.

c) Éléments de programme:

1.1 Assistance technique aux pays et territoires

*Produits:* services consultatifs fournis à des Etats membres, sur leur demande, pour la formulation et l'application de politiques en matière de population, pour l'intégration de variables démographiques à la planification du développement et pour l'évaluation des programmes de planification de la famille (deux pays en 1984, deux en 1985).

1.2 Evaluation des politiques en matière de population dans le cadre de la planification du développement socio-économique en Afrique

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur une étude des politiques appliquées en matière de population en Afrique (quatrième trimestre de 1984).

1.3 Evaluation de l'incidence démographique des programmes relatifs à la population dans des pays africains

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur une étude comparative de l'effet des programmes de planification de la famille sur la fécondité et la mortalité maternelle et infantile dans six pays africains (quatrième trimestre de 1985).

1.4 Evaluation des politiques et programmes de redistribution de la population dans certains pays africains

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur une évaluation des politiques et programmes de redistribution de la population dans certains pays africains (deuxième trimestre de 1985).

1.5 Intégration des variables et politiques relatives à la population dans les plans de développement

*Produits:*

i) Présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur l'expérience africaine en matière d'intégration des variables et politiques relatives à la population dans les plans de développement (quatrième trimestre de 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à des séminaires nationaux sur l'intégration des variables démographiques dans les plans de développement (un séminaire en 1984, un en 1985).

*Sous-programme 2. L'analyse démographique dans le cadre du développement économique et social*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 544 900 dollars (soit 70,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 310 200 dollars (soit 56,2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.61 à 18.66.

c) Éléments de programme:

2.1 Services consultatifs fournis aux pays pour l'analyse des données résultant des recensements et des enquêtes

*Produits:* services consultatifs fournis à des Etats membres, sur leur demande, pour l'évaluation et l'analyse des données tirées des recensements de la population, des enquêtes démographiques et des registres de l'état civil (deux pays en 1984, deux en 1985), ainsi que pour l'organisation, en cours d'emploi, de la formation de ressortissants de certains pays à l'analyse démographique (deux pays en 1984, deux en 1985).

2.2 Niveaux, structures, écarts et tendances de la fécondité dans certains pays africains

*Produits:*

i) Présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur les niveaux,

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

les structures, les écarts et les tendances de la fécondité dans des pays africains et leurs incidences sur les politiques (quatrième trimestre de 1984);

ii) Organisation d'un séminaire régional de formation aux techniques d'analyse de la fécondité et de la mortalité à l'intention de 30 participants venant de certains pays (quatrième trimestre de 1985).

### 2.3 Formation, structure et fécondité de la famille dans certains pays africains\*\*

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur les facteurs sociaux, culturels et économiques qui déterminent la structure et la formation de la famille, ainsi que leurs incidences sur la fécondité, l'infertilité et la sous-fécondité dans certains pays africains (troisième trimestre de 1985).

### 2.4 Niveaux, structures, écarts et tendances de la mortalité dans certains pays africains

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur une étude comparative des variations de la mortalité par région et par groupe socio-économique en Afrique (quatrième trimestre de 1984).

### 2.5 Rapports entre la mortalité infantile et juvénile, les facteurs socio-économiques et la fécondité dans certains pays africains\*

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur les variations par sous-région des facteurs qui déterminent la mortalité infantile et juvénile en Afrique, notamment l'incidence de l'allaitement maternel sur la fécondité et la mortalité infantile (quatrième trimestre de 1985).

### 2.6 Projections démographiques, y compris l'évaluation, l'ajustement et l'analyse des données démographiques pour la région africaine\*

*Produits:*

i) Publication technique: *Demographic Handbook for Africa* (Manuel démographique pour l'Afrique) [quatrième trimestre de 1984];

ii) Présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur les projections et politiques des États membres de la CEA en matière de population (quatrième trimestre de 1985);

iii) Séminaire régional de formation sur les projections démographiques à l'intention de 30

participants venant de certains pays africains (premier trimestre de 1985).

### 2.7 Tendances des variations par sous-région de la répartition de la population et de l'urbanisation en Afrique et incidences sur le développement agricole et industriel\*\*

*Produit:* présentation d'un rapport à la quatrième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains sur les variations par sous-région et les tendances de la répartition démographique et de l'urbanisation ainsi que leurs incidences sur le développement agricole et industriel de la région africaine (quatrième trimestre de 1985).

### 2.8 Information démographique et échange de renseignements dans ce domaine

*Produits:*

i) Publications techniques: *Bulletin d'information sur la population africaine* (deux numéros par an); *Etudes sur la population africaine* (1985); bibliographies annotées sur la documentation en matière de population (un numéro par an);

ii) Séminaire de formation sur l'information et la documentation démographiques (troisième trimestre de 1984).

### Sous-programme 3. Formation et recherche régionales

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 17 000 dollars (soit 2,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 69 600 dollars (soit 12,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.67 à 18.71.

c) Éléments de programme:

3.1 Appui technique aux activités administratives et techniques des instituts régionaux d'études démographiques

*Produit:* sélection d'environ 80 candidats désireux de bénéficier de bourses de formation démographique financées par le FNUAP à l'Institut régional d'études démographiques d'Accra et à l'Institut de formation et de recherche démographiques de Yaoundé.

*Ressources nécessaires*  
(aux taux révisés de 1983)

*Postes nouveaux*

13.63 Trois des 10 postes d'administrateur affectés à ce programme en 1982 et 1983 (un poste D-1 et 2

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

postes P-5), ainsi que 6 postes d'agent local, sont financés actuellement par le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) dans le cadre de son projet intitulé «CEA: infrastructure de la Division de la population». Dans sa décision 82/20 du 18 juin 1982, le Conseil d'administration du PNUD a approuvé des directives qui recommandaient en particulier que le FNUAP cesse d'apporter un appui d'infrastructure à ses agents d'exécution, notamment aux commissions régionales. Conformément à cette décision, la CEA a été notifiée de la suppression à compter du 1er janvier 1984 des postes susmentionnés financés par des fonds extra-budgétaires. Afin de permettre la poursuite des activités dans le domaine de la population à l'échelon régional en Afrique, il est demandé, en application de la résolution 37/135 de l'Assemblée générale relative aux activités des commissions régionales en matière de population, 3 nouveaux postes d'administrateur (un poste D-1, un poste P-5 et un poste P-4) et 4 postes d'agent local. Le poste D-1 serait occupé par le chef de la Division de la population, le poste P-5 par le chef de la Section de la planification et des politiques en matière de population, alors que le poste P-4 irait au

chef de la Section des études sur la fécondité et la mortalité.

#### Consultants

13.64 Les ressources prévues à ce titre (16 000 dollars), exprimées en mois de travail, doivent permettre de financer deux mois de travail de consultant au titre de l'élément de programme 1.5 en vue de l'établissement d'un manuel et de directives pour l'intégration des variables démographiques dans les plans de développement.

#### Autres voyages autorisés du personnel

13.65 Les ressources nécessaires à ce titre (47 800 dollars) se répartissent comme suit:

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	20 000
Sous-programme 2 . . . . .	26 000
Sous-programme 3 . . . . .	1 800
Total	47 800

## 11. - ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES EN AFRIQUE

TABLEAU 13.29. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	464,2	19,6	-	57,3	76,9	541,1
Consultants	22,6	0,9	2,1	4,1	7,1	29,7
Dépenses communes de personnel	218,1	9,1	-	27,4	36,5	254,6
Autres voyages autorisés du personnel	33,6	1,4	-	3,0	4,4	38,0
<b>Total</b>	<b>738,5</b>	<b>31,0</b>	<b>2,1</b>	<b>91,8</b>	<b>124,9</b>	<b>863,4</b>



TABLEAU 13.29 (suite)  
Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
769,5	2,1	-	-	2,1	0,2 8

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	272,8	-
PNUD	1 374,1	697,8
Total c)	1 374,1	697,8
Total a), b) et c)	1 646,9	697,8
Total, coûts directs	1 561,2	

**TABEAU 13.30. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: administration et finances publiques en Afrique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
D-1	1		-	-	-	-	1
P-5	1		-	-	-	-	1
P-4	1		-	-	-	-	1
P-3	2		-	-	-	-	2
P-2/1	-		-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Autres catégories</b>							
<b>Agents locaux</b>	<b>4</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>

Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

## 11. – ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES EN AFRIQUE

13.66 Ce programme est exécuté par la Division de l'administration publique, de la gestion et de l'emploi.

13.67 Les deux sous-programmes, les éléments de programme qui les composent et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Administration publique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 474 900 dollars (soit 55 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 19.32 à 19.35.

c) Eléments de programme:

1.1 Efficacité et pertinence de l'appareil gouvernemental eu égard à la formulation et à l'examen des politiques de développement

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande en vue d'encourager la gestion et la direction centrales efficaces des services publics africains, notamment grâce au développement de services consultatifs internes (une mission en 1984, une en 1985); l'organisation et la gestion efficaces des institutions de développement rural (une mission en 1984, une en 1985); et des mesures de réforme administrative (une mission dans des pays anglophones en 1984, une autre dans des pays francophones en 1985)\*\*\*\*;

ii) Services fonctionnels nécessaires à des séminaires intergouvernementaux sous-régionaux sur l'organisation et la gestion des institutions de développement rural (un séminaire à l'intention de pays anglophones durant le deuxième trimestre de 1984; un autre à l'intention de pays francophones durant le deuxième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à des conférences intergouvernementales sous-régionales sur le rôle de l'administration locale dans le développement national (une durant le quatrième trimestre de 1984; une autre durant le premier trimestre de 1985);

iv) Présentation à la Conférence des ministres d'un rapport sur le rôle de l'administration locale dans le développement national (quatrième trimestre de 1985);

v) Présentation à la Conférence des ministres d'un rapport sur l'organisation et la gestion des institutions de développement rural (troisième trimestre de 1984).

## 1.2 Gestion des entreprises et institutions publiques\*\*

### *Produits:*

i) Présentation à la Conférence des ministres d'un rapport sur l'étude des possibilités de coopération entre les entreprises publiques africaines en vue de la création d'entreprises communes multinationales africaines (premier trimestre de 1985);

ii) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les services d'amélioration de la gestion, les missions d'évaluation et la formation du personnel (une mission en 1984, une en 1985).

### *Sous-programme 2. Elaboration de systèmes budgétaires et fiscaux*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 388 500 dollars (soit 45 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 19.36 à 19.39.

c) Eléments de programme:

2.1 Amélioration des systèmes budgétaires et de la gestion des finances publiques\*

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les systèmes budgétaires et la gestion des finances publiques (une mission en 1984, une en 1985)\*\*\*\*;

ii) Assistance technique: stages de formation et séminaires nationaux sur l'amélioration des systèmes budgétaires et de la gestion des finances publiques (un en 1984, un en 1985);

iii) Assistance technique: étude sur le financement et l'administration des réserves budgétaires d'un Etat membre (quatrième trimestre de 1985).

2.2 Réforme des politiques et systèmes fiscaux et amélioration de l'administration des impôts

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres qui en feront la demande sur les politiques et systèmes fiscaux et sur l'administration des impôts (une mission en 1984, une en 1985)\*\*\*\*;

ii) Assistance technique: stages de formation et séminaires nationaux sur les politiques et systèmes fiscaux et sur l'administration des impôts (un en 1984, un en 1985);

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

iii) Présentation à l'Association des administrateurs africains des impôts d'un rapport sur l'étude de faisabilité relative au développement ou à la création en Afrique de services et de centres sous-régionaux ou régionaux de formation dans le domaine des impôts (quatrième trimestre de 1984);

iv) Services fonctionnels nécessaires à la deuxième session de l'Assemblée générale de l'Association des administrateurs africains des impôts (premier trimestre de 1984);

v) Publication technique: répertoire des experts fiscaux africains (quatrième trimestre de 1985);

vi) Services fonctionnels nécessaires à un séminaire de formation sous-régional dans le domaine de l'administration douanière qui sera organisé à l'intention de formateurs et instructeurs (quatrième trimestre de 1984).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

13.68 Les ressources prévues à ce titre (25 600 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Etude de la possibilité de créer des entreprises publiques communes à plusieurs pays africains	2
2.1	Etude du financement et de l'administration des réserves budgétaires publiques . . . . .	2
2.2	Etude de faisabilité relative à la création de services et de centres sous-régionaux ou régionaux de formation dans le domaine des impôts . . . . .	2
<b>Total</b>		<b>6</b>

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.69 Les dépenses prévues à ce titre (35 000 dollars) pour financer les voyages en mission qu'entreprendront des administrateurs dans le cadre de tous les éléments de programme se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	19 500
Sous-programme 2 . . . . .	15 500
<b>Total</b>	<b>35 000</b>

## 12. – SCIENCE ET TECHNIQUE EN AFRIQUE

TABLEAU 13.31. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

<i>Principaux objets de dépense</i>	<i>Crédits ouverts pour 1982-1983</i>	<i>Montants des dépenses supplémentaires prévues</i>				<i>Crédits demandés pour 1984-1985</i>
		<i>Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)</i>	<i>Inflation en 1984 et 1985</i>	<i>Augmentation totale</i>	
Postes permanents	305,2	13,6	29,2	40,6	83,4	388,6
Consultants	22,6	0,9	-	4,3	5,2	27,8
Dépenses communes de personnel	143,6	6,2	13,6	19,4	39,2	182,8
Autres voyages autorisés du personnel	30,0	1,4	-	2,7	4,1	34,1
<b>Total</b>	<b>501,4</b>	<b>22,1</b>	<b>42,8</b>	<b>67,0</b>	<b>131,9</b>	<b>633,3</b>

TABLEAU 13.31 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
523,5	42,8	-	-	42,8	8,1%

2) Fonds extra-budgetaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique	140,0	-
FNUD	1 214,0	2 386,0
<b>Total c)</b>	<b>1 354,0</b>	<b>2 386,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 354,0</b>	<b>2 386,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>3 019,3</b>

TABLEAU 13.32. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: science et technique en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	1	1	-	-	-	-	1	1
P-3	2	2	-	-	-	-	2	2
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Autres catégories								
Agents locaux	-	2	-	-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>6</b>

## 12. – SCIENCE ET TECHNIQUE EN AFRIQUE

13.70 Ce programme est exécuté par le Groupe de la science et de la technique de la Division des ressources naturelles.

13.71 Les trois sous-programmes, les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Elaboration de politiques et renforcement des mécanismes et capacités dans le domaine de la science et de la technique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 297 000 dollars (soit 46,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 20.69 à 20.72.

c) Eléments de programme:

1.1 Elaboration de politiques et renforcement des mécanismes dans le domaine de la science et de la technique

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux pays membres et aux groupements multinationaux, sur demande, pour établir et renforcer les centres de technologie et instituts de recherche-développement nationaux et sous-régionaux et élaborer des politiques et programmes en matière de science et de technique (une mission en 1984, une mission en 1985);

ii) Présentation au Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement de rapports sur une étude des mécanismes gouvernementaux de coordination des décisions politiques et de la planification en matière de science et de technique dans certains pays africains (1985); et sur les modalités de mobilisation des ressources financières au niveau national en vue de favoriser la science et la technique au service du développement (1984);

iii) Publication technique sur un examen de la législation et des mécanismes nationaux de réglementation des importations de techniques dans certains pays africains, à l'intention des ministères du plan et des organes chargés d'élaborer les politiques en matière de science et de technique (1984);

iv) Services fonctionnels nécessaires aux réunions du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement (une en 1984, une en 1985) et aux réunions des groupes de travail du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement (deux en 1984, une en 1985).

1.2 Aspects sectoriels des politiques en matière de science et de technique\*\*

*Sous-programme 2. Formation du personnel scientifique et technique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 138 700 dollars (soit 21,9 p.100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 20.73 à 20.77.

c) Eléments de programme:

2.1 Mobilisation et utilisation efficace des institutions et capacités locales

*Produits:* services consultatifs fournis aux pays et territoires ainsi qu'aux groupements multinationaux qui en feront la demande sur l'identification, le développement et l'utilisation efficace des possibilités du secteur non structuré en matière d'innovations techniques dans les pays du Centre multinational de programmation et d'exécution de projets de l'Afrique de l'Ouest et sur le développement des possibilités en vue de la production locale de matériel pédagogique tel que du matériel de laboratoire simple (une mission en 1985).

*Sous-programme 3. Intensification de la coopération régionale et interrégionale*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 197 600 dollars (soit 31,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 20.78 à 20.83.

c) Eléments de programme:

3.1 Intensification de la coopération régionale et interrégionale\*

*Produits:* présentation au Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement de rapports sur une étude visant à identifier et à mettre au point des indicateurs du développement scientifique et technique en Afrique (1985) et sur une étude régionale concernant la mise en application du chapitre sur la science et la technique du Plan de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique dans le cadre du plan opérationnel en vue de l'application du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement (un en 1984, un en 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

13.72 Il est proposé de transférer à ce programme deux postes d'agent local auparavant affectés au programme « Ressources naturelles » pour mieux tenir compte de la répartition du volume de travail dans la Division des ressources naturelles qui exécute ces deux programmes.

*Consultants*

13.73 Les dépenses prévues à ce titre (23 500 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Etude des mécanismes gouvernementaux de coordination des décisions politiques et de la planification en matière de science et de technique dans certains pays africains . . . . .	1
1.1	Réalisation d'une étude approfondie des modalités de mobilisation des ressources financières au niveau national dans les pays en développement en vue de favoriser la science et la technique au service du développement . . . . .	1
3.1	Réalisation d'une étude approfondie sur les indicateurs du développement scientifique et technique en Afrique . . . . .	1
Total		3

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.74 Les dépenses prévues à ce titre (31 400 dollars) se répartissent comme suit:

a)	Participation à des conférences et des réunions sur la science et la technique, notamment aux réunions du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement . . . . .	10 300
b)	Consultations avec des fonctionnaires du Centre pour la science et la technique au service du développement concernant la mise en place d'un mécanisme visant à aider les Etats membres à évaluer les nouvelles réalisations scientifiques et techniques. . . . .	3 000
c)	Missions dans deux pays africains en vue de la mise en place d'un mécanisme scientifique et technique . . . . .	5 400
d)	Missions dans cinq pays africains, auprès de deux groupements multinationaux et d'un MULPOC de la CEA en vue d'intensifier la coopération interrégionale pour la mise au point et la diffusion de techniques rurales, l'organisation des possibilités de techniques et des possibilités concernant la production locale de matériel pédagogique . . . . .	12 700
Total		31 400



## 13. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN AFRIQUE

TABLEAU 13.33. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	817,2	34,6	-	101,4	136,0	953,2
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	37,6	(37,6)	-	-	(37,6)	-
Consultants	22,6	0,9	8,5	5,2	14,6	37,2
Groupes spéciaux d'experts	-	-	19,2	4,1	23,3	23,3
Dépenses communes de personnel	383,6	16,0	-	48,6	64,6	448,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	5,8	(5,8)	-	-	(5,8)	-
Autres voyages autorisés du personnel	30,7	1,5	7,8	3,3	12,6	43,3
Imprimerie et reliure	5,9	0,3	(6,2)	-	(5,9)	-
<b>Total</b>	<b>1 303,4</b>	<b>9,9</b>	<b>29,3</b>	<b>162,6</b>	<b>201,8</b>	<b>1 505,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 313,3	29,3	-	-	29,3	9,9%

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	212,7	221,1
<b>Total a)</b>	<b>212,7</b>	<b>221,1</b>

TABLEAU 13.33 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond		
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	173,0	- a/
Total b)	173,0	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	172,3	1 074,1
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le dévelop- pement de l'Afrique	13,0	-
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	187,4	- a/
FISE	482,0	-
FAO/FNUAP	86,0	-
Sources bilatérales	784,4	668,7
Total c)	1 725,1	1 742,8
Total a), b) et c)	2 110,8	1 963,9
Total, coûts directs		3 469,1

a/ Contribution prévue dont le montant n'est pas encore connu.

TABLEAU 13.34. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: développement social en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	2	2	-	-	2 a/	1	4	3
P-4	2	2	-	-	-	-	2	2
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	4	4	-	-	-	-	4	4
Total	10	10	-	-	2	1	12	11

## Autres catégories

Agents locaux	7	7	-	-	3 a/	3	10	10
Total	7	7	-	-	3	3	10	10
Total général	17	17	-	-	5 a/	4 b/	22	21

a/ Dont un poste P-5 et un poste d'agent local financés par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

b/ Y compris un poste P-5 et un poste d'agent local dont le maintien est subordonné à la décision finale du Comité consultatif.

### 13. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN AFRIQUE

13.75 Ce programme est exécuté par la Division du développement social, des établissements humains et de l'environnement.

13.76 Les trois sous-programmes, les éléments de programme qui les composent et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Développement intégré des zones rurales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 344 700 dollars (soit 22,9 p. 100 du total prévu pour le programme; fonds extra-budgétaires: 221 100 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 21.57 à 21.60.

c) Eléments de programme:

1.1 Développement social et mise en place d'institutions en milieu rural\*

#### *Produits:*

i) Publication technique: *Bulletin du développement rural* (quatre numéros par an);

ii) Présentation à une réunion régionale pour des consultations entre experts d'un rapport sur une étude relative au rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs (premier trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à une réunion régionale pour des consultations entre experts sur le rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs (quatrième trimestre de 1985);

iv) Présentation à une réunion régionale pour des consultations entre experts d'une étude sur l'influence des techniques rurales et des politiques nationales en matière de technologie sur la production alimentaire, la productivité, l'emploi ainsi que sur le montant et la répartition des revenus, compte tenu de l'expérience acquise dans trois pays africains déterminés (quatrième trimestre de 1985);

v) Présentation, à la réunion du Comité régional africain interinstitutions du développement rural intégré, d'un rapport annuel sur les activités de développement rural en Afrique;

vi) Services fonctionnels nécessaires à des réunions annuelles du Comité régional africain interinstitutions du développement rural intégré.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

1.2 Activités de coopération technique, y compris la collecte et la diffusion d'informations sur le développement rural intégré

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats membres, à leur demande, sur la promotion d'une approche intégrée du développement des zones rurales, l'identification, la formulation, l'administration et l'évaluation de projets de développement rural et le renforcement des institutions rurales (deux missions en 1984, une en 1985)\*\*\*\*.

#### *Sous-programme 2. Services en faveur de la jeunesse et protection sociale*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 665 300 dollars (soit 44,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 21.61 à 21.64.

c) Eléments de programme:

2.1 Politiques sociales, planification et institutions

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres, à leur demande, en vue du renforcement des politiques de la planification et des institutions sociales (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*;

ii) Présentation à la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales d'un rapport sur l'évaluation des politiques et besoins en matière d'enseignement en Afrique en vue de déterminer les priorités concernant le placement des réfugiés africains dans des établissements d'enseignement (premier trimestre de 1985);

iii) Présentation à la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales d'un rapport sur les tendances sociales et les principaux problèmes liés au développement social en Afrique (deuxième trimestre de 1985);

iv) Services fonctionnels nécessaires à la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales et à la réunion d'un groupe d'experts intergouvernementaux préparant cette conférence (troisième trimestre de 1985).

2.2 Protection de la famille, de l'enfance et de la jeunesse

#### *Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres, à leur demande, pour renforcer les politiques, l'administration et les institutions nationales en faveur de la jeunesse (deux missions en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*;

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

ii) Présentation à la cinquième réunion de la Conférence des ministres africains des affaires sociales d'un rapport sur l'Année internationale de la jeunesse et les activités auxquelles elle a donné lieu dans la région africaine (premier trimestre de 1985).

*Sous-programme 3. Intégration des femmes au développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 495 200 dollars (soit 32,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 21.65 à 21.68.

c) Eléments de programme:

3.1 Participation de la femme au développement

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats membres, à leur demande, sur la participation de la femme au développement (quatre missions en 1984, deux en 1985); la place accordée dans les plans de développement à la contribution des femmes au développement (Comores, troisième trimestre de 1984); le rôle des femmes dans la Décennie du développement industriel de l'Afrique (dernier trimestre de 1985); des études comparatives sur la situation des femmes dans l'agriculture (République centrafricaine, Gambie et Sénégal, dernier trimestre de 1984); et les incidences des lois en vigueur ainsi que des règles du droit coutumier sur la condition de la femme, notamment en ce qui concerne le code de la famille et les lois sur l'héritage (Ghana et République-Unie du Cameroun, 1984; Angola, Burundi, Rwanda et Tunisie, 1985).

3.2 Formation et possibilités pour les femmes\*\*

*Produits:*

i) Services consultatifs aux Etats membres qui en feront la demande en vue d'améliorer les programmes d'enseignement de type non scolaire à l'intention des femmes (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Publications techniques à l'intention de responsables gouvernementaux sur la situation des femmes dans l'enseignement de type non scolaire (une durant le quatrième trimestre de 1984 et une durant le quatrième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires à un atelier intéressant les femmes qui participent aux mouvements de libération nationale (1984); à un séminaire sous-régional sur la planification du développement et les femmes (1984); et à un atelier organisé à l'intention des femmes des zones rurales sur l'utilisation de techniques éprouvées et jugées appropriées pour le foyer et l'exploitation agricole (1984);

iv) Stages, bourses de perfectionnement et bourses d'étude visant à développer les compétences techniques des femmes (cinq en 1984, cinq en 1985).

3.3 Création et renforcement des mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux en vue de l'intégration de la femme au développement

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats membres, aux mécanismes sous-régionaux et régionaux, sur demande, concernant l'intégration de la femme au développement (deux missions en 1984, deux en 1985);

ii) Présentation à la Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies pour la femme: égalité, développement et paix d'un rapport sur l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme concernant l'intégration de la femme au développement (quatrième trimestre de 1984);

iii) Services fonctionnels nécessaires à la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement (troisième trimestre de 1984);

iv) Services fonctionnels nécessaires aux réunions annuelles du Comité africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (premier trimestre de 1984, premier trimestre de 1985).

3.4 Création d'un réseau d'informations sur la femme et le développement en Afrique

*Produits:*

i) Publications techniques sur la main-d'œuvre et les coopératives féminines et sur l'emploi et les besoins fondamentaux des femmes à l'intention de responsables gouvernementaux (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires à un séminaire régional sur la femme et la prise de décisions dans les médias organisé à l'intention de pays anglophones (en coopération avec l'UNESCO) [premier trimestre de 1984] (XB);

iii) Publication technique sur les projections économétriques concernant la situation de la femme en l'an 2000 (troisième trimestre de 1984);

iv) Publication technique: Bulletin semestriel *Femmes africaines*.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

13.77 Les ressources prévues à ce titre (32 000 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

\*\* Rang de priorité le plus faible.

Eléments de programme	Tâches	Mois de travail	Groupe spécial d'experts	
1.1	Etudes spécifiques sur le rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs . . . . .	2	13.78 Les ressources prévues à ce titre (19 200 dollars) doivent permettre d'organiser une réunion d'experts à Addis-Abeba en 1985 sur le rôle des coopératives rurales dans les secteurs productifs dans le cadre de l'élément de programme 1.1.	
1.1	Etudes spécifiques sur l'influence des techniques rurales sur la production alimentaire dans trois pays africains . . . . .	3		
2.1	Etude sur les tendances sociales et les principaux problèmes liés au développement social en Afrique . . . . .	1,5	<i>Autres voyages autorisés du personnel</i>	
3.3	Rapport sur les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action mondial en vue de la réalisation des objectifs de l'Année internationale de la femme concernant l'intégration de la femme au développement dans la région africaine . . . . .	2	13.79 Les ressources prévues à ce titre (40 000 dollars) se répartissent comme suit:	
			<i>Dollars</i>	
			Sous-programme 1 . . . . .	16 000
			Sous-programme 2 . . . . .	17 300
			Sous-programme 3 . . . . .	6 700
Total 8,5			Total 40 000	

## 14. - STATISTIQUES EN AFRIQUE

TABLEAU 13.35. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983.)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 138,6	46,0	-	149,4	195,4	1 334,0
Dépenses communes de personnel	534,2	21,2	-	72,8	94,0	628,2
Autres voyages autorisés du personnel	16,5	0,7	-	1,6	2,3	18,8
Imprimerie et reliure	44,9	2,0	11,3	9,0	22,3	67,2
<b>Total</b>	<b>1 734,2</b>	<b>69,9</b>	<b>11,3</b>	<b>232,8</b>	<b>314,0</b>	<b>2 048,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 804,1	11,3	-	-	11,3	0,6 %

TABLEAU 13.35 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	21,4	22,4
<b>Total a)</b>	<b>21,4</b>	<b>22,4</b>
<b>b) Activités de fond</b>		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	1 077,0	1 216,8
Sources bilatérales	102,4	102,4
FNUAP	1 196,2	1 359,0
<b>Total c)</b>	<b>2 376,3</b>	<b>2 678,2</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>2 397,7</b>	<b>2 700,6</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>4 748,8</b>

TABLEAU 13.36. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: statistiques en Afrique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1		-	-	-	-	1
P-5	1		-	-	-	-	1
P-4	3		-	-	-	-	3
P-3	5		-	-	-	-	5
P-2/1	2		-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	19	19	-	-	1	1	20
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>20</b>
<b>Total général</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>32</b>



## 14. – STATISTIQUES EN AFRIQUE

13.80 Ce programme est exécuté par la Division de la statistique.

13.81 Les trois sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Développement statistique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 598 100 dollars (soit 29,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.62 à 22.65.

c) Eléments de programme:

1.1 Activités générales de coordination et de développement

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour la troisième session de la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (premier trimestre de 1984);

ii) Services consultatifs, fournis sur leur demande aux Etats membres, sur l'organisation des services de statistiques (deux missions en 1984, une en 1985)\*\*\*\*;

iii) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (quatrième session) sur un examen des problèmes d'organisation statistique qui se posent dans la région (quatrième trimestre de 1985), sur l'évaluation de l'efficacité des services nationaux de statistique (troisième trimestre de 1985) et sur l'établissement d'une liste des priorités en matière de statistique pour l'Afrique (quatrième trimestre de 1985);

iv) Publications destinées à la vente: *Annuaire des statisticiens africains* (1984); *Bibliographie des publications statistiques en Afrique* (quatrième trimestre de 1985); *Bulletin de statistique* (semestriel);

v) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail des statistiques de l'environnement et des ressources naturelles (quatrième trimestre de 1984).

1.2 Constitution de bases de données statistiques

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux pays membres, sur leur demande, sur la constitution et la gestion de bases nationales de données statistiques (une mission en 1984)\*\*\*\*.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

ii) Imprimés sur des données économiques, démographiques et sociales intégrées (quatre par an);

iii) Rapport biennal à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (quatrième session) sur l'inventaire du matériel de traitement électronique de l'information ainsi que du personnel compétent et des applications connexes (dernier trimestre de 1985);

iv) Publications destinées à la vente: *Annuaire des experts africains de traitement électronique des données* (premier trimestre de 1984);

v) Services fonctionnels nécessaires pour le stage de formation sur la constitution de bases de données statistiques qui s'adressera à des participants anglophones (troisième trimestre de 1985).

1.3 Programme de formation statistique pour l'Afrique\*

*Produits:*

i) Missions de consultation auprès des centres d'application du Programme de formation statistique pour l'Afrique qui rencontrent des difficultés (une en 1984, une autre en 1985)\*\*\*\*;

ii) Services fonctionnels nécessaires pour la réunion biennale de directeurs des centres d'application du Programme de formation statistique pour l'Afrique (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (quatrième session) sur un guide/programme pour les cours de niveau intermédiaire en matière de formation statistique destinés aux pays lusophones (deuxième trimestre de 1984);

iv) Publications techniques: *Nouvelles du Programme de formation statistique pour l'Afrique* (deuxième et quatrième trimestres de chaque année); et *Répertoire des centres d'application du Programme de formation statistique pour l'Afrique* (deuxième trimestre de 1985).

*Sous-programme 2. Statistiques économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 024 100 dollars (50 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 22 400 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.66 à 22.70.

c) Eléments de programme:

2.1 Comptabilité nationale, finances publiques et prix

\* Rang de priorité le plus élevé

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

*Produits:*

i) Sorties d'imprimante sur la comptabilité nationale et les statistiques financières (deuxième et quatrième trimestres de chaque année), sur les coefficients déflateurs sectoriels courants pour les comptabilités nationales africaines (deuxième et quatrième trimestres de chaque année), sur les statistiques des prix, qui portent par exemple sur les indices des prix, les prix à la production, de gros, à l'exportation et sur les cours mondiaux (deuxième et quatrième trimestres de chaque année), les opérations extérieures (troisième trimestre de chaque année) et les statistiques du secteur public (troisième trimestre de chaque année);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour un stage de formation bilingue sur les comptabilités nationales (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'état d'avancement des Projets de comparaison internationale dans la région africaine (quatrième trimestre de 1985), sur les Directives pour l'établissement d'un système de statistiques des prix et des quantités et son application dans le domaine des transports (quatrième trimestre de 1985), sur une analyse comparative des tendances quant à la croissance et l'importance du secteur public (quatrième trimestre de 1985), sur une étude des méthodes de collecte de données concernant les prix en milieu rural (deuxième trimestre de 1984) et sur l'amélioration des indices des prix à l'exportation des matières premières (troisième trimestre de 1984).

## 2.2 Programme de développement des compétences en matière de comptabilité nationale\*

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats membres, sur l'application du Système révisé de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (trois missions en 1984, trois en 1985)\*\*\*\*;

ii) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur les progrès de l'application du Système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies et sur les utilisations des données statistiques en Afrique (quatrième trimestre de 1985) ainsi que sur les progrès de l'application du Programme de développement des compétences en matière de comptabilité nationale (quatrième trimestre de 1985).

## 2.3 Statistiques du commerce extérieur

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats membres, pour améliorer les statistiques nationales du commerce eu égard à la couverture, à l'actualité et à la méthodologie (une mission en 1984);

ii) Sorties d'imprimante sur les statistiques nationales du commerce (premier et troisième trimestres de chaque année);

iii) Rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'enquête touchant la situation actuelle des statistiques du commerce et notamment sur les causes des retards dans la diffusion des données (quatrième trimestre de 1985);

iv) Publications destinées à la vente: *Statistiques africaines du commerce extérieur* [série A: courants commerciaux d'ensemble (quatrième trimestre de chaque année); série B: échanges par produit et par pays (quatrième trimestre de chaque année); série C: tableaux récapitulatifs (quatrième trimestre de chaque année)].

## 2.4 Statistiques industrielles

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats membres pour l'application des recommandations internationales touchant les statistiques industrielles et l'amélioration de la couverture et de l'actualité de ces données (une mission en 1984, une autre en 1985);

ii) Sorties d'imprimante sur les statistiques industrielles de caractère général et la production de produits de base dans les industries extractives, le secteur manufacturier, l'électricité, le gaz et l'eau et notamment les bilans énergétiques (une fois par an, au troisième trimestre);

iii) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains (quatrième session) sur les études relatives à la transformation locale des matières premières en vue de l'exportation (quatrième trimestre de 1985), sur les liens entre production et commerce de produits manufacturés africains (quatrième trimestre de 1985) et sur la production, l'utilisation nationale et le commerce des matières premières industrielles (quatrième trimestre de 1985).

## 2.5 Autres statistiques économiques

*Produits:*

i) Sorties d'imprimante sur les statistiques agricoles (une fois aux second et quatrième trimestres de chaque année), sur les statistiques des transports et des communications (une fois aux deuxième et quatrième trimestres de chaque année), sur les

statistiques du tourisme, ainsi que sur la méthodologie connexe (une fois aux deuxième et quatrième trimestres de chaque année);

ii) Rapports à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'élaboration et l'amélioration des statistiques de la distribution ainsi que sur la méthodologie connexe (deuxième trimestre de 1984) et sur une analyse de la production et des importations alimentaires (troisième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail intergouvernemental sur les statistiques de la distribution (deuxième trimestre de 1984);

iv) Publications destinées à la vente: *Annuaire statistique pour l'Afrique* (quatrième trimestre de chaque année); *Indicateurs économiques africains* (quatrième trimestre de chaque année); *Bulletin d'information statistique pour l'Afrique* (quatrième trimestre de chaque année).

### Sous-programme 3. Recensements et enquêtes

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 426 000 dollars (20,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.71 à 22.75.

c) Eléments de programme:

#### 3.1 Statistiques démographiques et sociales

##### Produits:

i) Sorties d'imprimante sur les statistiques démographiques et sociales (une fois aux deuxième et quatrième trimestres de chaque année);

ii) Services consultatifs fournis sur leur demande aux Etats membres, sur les statistiques démographiques et sociales (deux missions en 1984, une en 1985);

iii) Rapport au Groupe de travail intergouvernemental sur l'organisation de systèmes d'état civil et la collecte des données de l'état civil en Afrique, sur la méthodologie et les problèmes relatifs à l'organisation de systèmes d'état civil et à la collecte des données de l'état civil en Afrique (deuxième trimestre de 1985);

iv) Services fonctionnels nécessaires au Groupe de travail intergouvernemental sur l'organisation de systèmes d'état civil et la collecte des données de l'état civil en Afrique (troisième trimestre de 1985);

v) Rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur une étude de diverses méthodes possibles

d'intégration des statistiques démographiques et sociales et des statistiques économiques connexes à la planification du développement en Afrique (quatrième trimestre de 1985).

#### 3.2 Appui au projet de coopération technique: Centre régional d'études démographiques pour l'Afrique centrale

##### Produits:

i) Assistance technique: rapports aux Etats membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale sur l'élaboration d'une méthodologie des statistiques démographiques et sociales convenant à la sous-région concernée (un au quatrième trimestre de 1984, un autre au quatrième trimestre de 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires aux réunions intergouvernementales spéciales organisées par le Centre régional d'études démographiques dans les domaines des recensements démographiques et de l'état civil (une fois en 1984, une fois en 1985).

#### 3.3 Service consultatif régional en matière de statistiques démographiques

##### Produits:

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats membres pour organiser, planifier et exécuter la série de recensements nationaux de la population et de l'habitation prévus pour les années 80; traiter et évaluer les données provenant des recensements, organiser des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et rassembler des statistiques démographiques (trois missions en 1984, trois en 1985);

ii) Rapport à la Conférence commune des planificateurs, des statisticiens et des démographes africains sur l'évaluation de la série de recensements des années 80 en Afrique (quatrième trimestre de 1985);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour un stage de formation consacré à l'organisation de recensements dans les pays africains francophones (troisième trimestre de 1984);

iv) Services fonctionnels nécessaires pour un stage de formation sur l'emploi d'ensembles de programmes statistiques (deuxième trimestre de 1984).

#### 3.4 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages\*

##### Produits:

i) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats membres sur l'élaboration des documents

\* Rang de priorité le plus élevé.

relatifs au programme d'enquêtes et destinés aux pays qui ont besoin d'une assistance technique et financière dans le contexte du Programme mondial concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages à l'échelon national, l'organisation des enquêtes proprement dites, la formation et le renforcement du personnel nécessaire à la réalisation du programme d'enquêtes proprement dit (quatre missions en 1984, quatre en 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour le Groupe de travail intergouvernemental sur l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages (quatrième trimestre de 1985);

iii) Rapports au Groupe de travail intergouvernemental sur l'étude relative aux méthodes de collecte, de traitement, d'analyse et d'exploitation des données démographiques, économiques et sociales intégrées (quatrième trimestre de 1985) et sur les mesures à prendre pour mobiliser les ressources techniques et financières nécessaires à l'application des programmes nationaux d'enquêtes sur les ménages (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.82 Les ressources prévues à ce titre (17 200 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	Dollars
Sous-programme 1 . . . . .	4 200
Sous-programme 2 . . . . .	6 000
Sous-programme 3 . . . . .	7 000
Total	17 200

*Imprimerie et reliure*

13.83 Les ressources prévues à ce titre (58 200 dollars) concernent le programme de publications statistiques de la CEA et notamment l'*Annuaire des statisticiens africains*, la *Bibliographie des publications statistiques en Afrique*, le *Bulletin de statistiques*, les *Statistiques africaines du commerce extérieur*, séries A, B et C, l'*Annuaire statistique pour l'Afrique*, les *Indicateurs économiques africains* et le *Bulletin d'information statistique pour l'Afrique*.

Elle peuvent se répartir comme suit:

Eléments de programme	Dollars
1.1 Activités générales de coordination et de développement . . . . .	14 300
2.3 Statistiques du commerce extérieur . . . . .	24 600
2.5 Autres statistiques économiques . . . . .	19 300
Total	58 200

## 15. - TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN AFRIQUE

TABLEAU 13.37. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 144,4	48,8	-	139,4	188,2	1 332,6
Personnel temporaire pour les réunions	78,7	(78,7)	-	-	(78,7)	-
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	91,9	(91,9)	-	-	(91,9)	-
Consultants	284,3	(251,4)	-	5,1	(246,3)	38,0
Dépenses communes de personnel	537,7	22,7	-	66,5	89,2	626,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	134,8	(74,8)	-	5,1	(69,7)	65,1
Autres voyages autorisés du personnel	129,0	(86,2)	-	3,6	(82,6)	46,4
Imprimerie et reliure	50,0	(50,0)	-	-	(50,0)	-
Frais généraux de fonctionnement	7,0	(7,0)	-	-	(7,0)	-
Communications	11,3	(11,3)	-	-	(11,3)	-
Services divers	20,5	(20,5)	-	-	(20,5)	-
Fournitures et accessoires	9,3	(9,3)	-	-	(9,3)	-
<b>Total</b>	<b>2 498,9</b>	<b>(609,6)</b>	<b>-</b>	<b>219,7</b>	<b>(389,9)</b>	<b>2 109,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 889,3	-	-	-	-	- 8

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 13.37 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	3 214,0	2 280,0
Sources bilatérales	263,5	2 500,0 a/
Total c)	3 477,5	4 780,5 a/
Total a), b) et c)	3 477,5	4 780,5 a/
Total, coûts directs		6 889,5 a/

a/ Dont l'équivalent de 2 352 000 dollars en monnaie non convertible.

**TABLEAU 13.38. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Programme: transports, communications et tourisme en Afrique**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
D-1	1	-	-	-	-	-	1
P-5	3	-	-	-	-	-	3
P-4	5	-	-	-	-	-	5
P-3	4	-	-	-	-	-	4
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	7	7	-	-	-	-	7
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
<b>Total général</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>

## 15. – TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN AFRIQUE

13.84 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des communications et du tourisme.

13.85 Les six sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Transport général et multimodal*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 417 600 dollars (soit 19,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.41 à 24.48.

c) Eléments de programme:

1.1 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine du transport général et multimodal

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales qui en feront la demande dans le domaine du transport général et multimodal (une mission en 1984, une autre en 1985).

1.2 Gestion et coordination globales des activités ayant trait à la mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique\*

*Produit:* rapport à la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification sur l'élaboration du programme de la deuxième phase (premier trimestre de 1984).

1.3 Etude des besoins en matière de formation dans le domaine du transport général et multimodal

*Produit:* publication technique, à l'intention des dirigeants, sur les besoins en matière de formation dans le domaine du transport général et multimodal (quatrième trimestre de 1985).

1.4 Création d'un institut régional africain des transports

1.5 Etude des systèmes de transports d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe

*Produit:* publication technique à l'intention des dirigeants concernant une étude portant sur les systèmes de transports d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe et, notamment, sur les capacités en matière de transport, le trafic, les coûts d'exploitation, les redevances et les tarifs et les principales marchandises transportées

(quatrième trimestre de 1985) [fonds extra-budgétaires].

1.6 Contribution à l'étude annuelle de la CEA sur les conditions économiques et sociales en Afrique

1.7 Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification

*Produits:*

i) Services fonctionnels nécessaires pour la réunion extraordinaire de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification qui se tiendra dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (premier trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour la quatrième Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification qui se tiendra dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le transport et les communications en Afrique (premier trimestre de 1985).

1.8 Etude des installations de réparation et d'entretien des conteneurs en Afrique

*Produit:* publication technique, à l'intention des dirigeants, sur la possibilité de construire des installations de réparation et d'entretien des conteneurs en Afrique (premier trimestre de 1984).

### *Sous-programme 2. Transports maritimes, transport par voies d'eau intérieures et ports*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 567 300 dollars (soit 21,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.49 à 24.54.

c) Eléments de programme:

2.1 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine des transports maritimes

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales qui en feront la demande dans le domaine des transports maritimes (une mission en 1984, deux en 1985).

2.2 Mise à jour et harmonisation de la législation maritime dans la région de l'Afrique

*Produits:* publications techniques: directives touchant la mise à jour et l'harmonisation de la législation maritime en Afrique (troisième trimestre de 1984) et projet de code de la navigation maritime en Afrique (deuxième trimestre de 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.



- 2.3 Etude sur la possibilité de créer des compagnies maritimes multinationales de cabotage qui desserviraient diverses sous-régions de l'Afrique

*Produit:* publication technique, à l'intention des dirigeants, concernant une étude sur la possibilité de créer des compagnies maritimes multinationales de cabotage qui desserviraient diverses sous-régions de l'Afrique (quatrième trimestre de 1985) [fonds extra-budgétaires].

- 2.4 Assistance technique fournie aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine de la gestion, du développement et de l'exploitation des ports

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales qui en feront la demande dans le domaine de la gestion, du développement et de l'exploitation des ports (une mission en 1984, deux en 1985).

- 2.5 Elimination de la congestion portuaire

*Produits:*

i) Publications techniques destinées aux associations responsables de la gestion des ports et aux autorités portuaires sur une étude de la situation actuelle et des raisons de la faible productivité des ports et une évaluation des ressources nécessaires à l'amélioration des installations (quatrième trimestre de 1984) ainsi que sur les mesures visant à éliminer la congestion portuaire, notamment en répondant aux besoins en matière de structure organisationnelle, de main-d'œuvre et de matériel (quatrième trimestre de 1985);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour un séminaire de formation à l'intention du personnel responsable de la gestion des ports (deuxième trimestre de 1985).

- 2.6 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine des transports par voies d'eau intérieures

*Produits:* services consultatifs fournis, sur leur demande, aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales, dans le domaine des transports par voies d'eau intérieures (une mission en 1984, deux en 1985).

- 2.7 Etude relative à la possibilité de créer des centres de formation à la batellerie et/ou de renforcer ceux qui existent déjà\*\*

*Produit:* publication technique à l'intention des dirigeants sur une étude relative à la possibilité de créer des centres de formation à la batellerie en Afrique et/ou de renforcer ceux qui existent déjà (quatrième trimestre de 1985).

- 2.8 Stage de formation à la batellerie

*Produits:* services fonctionnels nécessaires pour un stage de formation à la batellerie (deuxième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 3. Transports terrestres*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 377 500 dollars (soit 17,9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.55 à 24.59.

c) Eléments de programme:

- 3.1 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales, sur demande, dans le domaine des routes et des transports routiers

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations internationales, dans le domaine des routes et des transports routiers (une mission en 1984, deux en 1985)\*\*\*\*.

- 3.2 Création de l'axe routier centrafricain (Tripoli-Windhoek)

*Produits:*

i) Rapport au Comité de coordination de la route Trans-Afrique centrale sur le tracé général et l'itinéraire final de la route Trans-Afrique centrale (nord-sud) [quatrième trimestre de 1984];

ii) Rapport au Comité de coordination de la route Trans-Afrique centrale sur la nécessité de créer une Autorité de la route Trans-Afrique centrale et les ressources nécessaires à cette autorité (quatrième trimestre de 1985).

- 3.3 Services nécessaires pour les réunions des organes délibérants du Comité de coordination (ou de l'Autorité) de la route Trans-Afrique centrale et des conférences régionales sur les routes et les transports routiers

*Produits:* services fonctionnels nécessaires pour les réunions de l'Autorité de la route Trans-Afrique centrale (premier trimestre de 1985), de la réunion intergouvernementale sur le plan directeur de l'axe routier africain (deuxième trimestre de 1984), de la quatrième Conférence sur l'entretien des routes africaines (troisième trimestre de 1985) et de la réunion intergouvernementale sur le Code africain de la route (quatrième trimestre de 1984).

- 3.4 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine des transports ferroviaires

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Les ressources nécessaires sont indiquées au chapitre 24 ci-après.

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales qui en feront la demande sur la détermination des politiques, la planification et l'élaboration de programmes et projets dans le domaine des transports ferroviaires (une mission en 1984, une autre en 1985).

- 3.5 Etude du réseau, du trafic et des besoins en matière de formation dans le domaine des transports ferroviaires en Afrique\*\*

*Produits:* publication technique à l'intention des dirigeants et des experts gouvernementaux sur une étude du réseau ferroviaire africain et de ses caractéristiques techniques et présentation d'une carte à jour de ce réseau (deuxième trimestre de 1985); étude du trafic ferroviaire de passagers et de marchandises dans la région de l'Afrique (troisième trimestre de 1985); et étude des besoins de formation (quatrième trimestre de 1985).

- 3.6 Séminaire sur la planification et l'évaluation des projets dans le domaine ferroviaire

*Produits:* services fonctionnels nécessaires pour un séminaire régional sur la planification, l'élaboration et l'évaluation de projets dans le domaine ferroviaire organisé à l'intention des cadres supérieurs des entreprises de transport ferroviaire (troisième trimestre de 1984).

- 3.7 Harmonisation des structures tarifaires et des règles et règlements commerciaux

#### *Sous-programme 4. Transports aériens*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 189 800 dollars (soit 9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.60 à 24.63.

c) Eléments de programme:

- 4.1 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine des transports aériens

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations internationales qui en feront la demande dans le domaine des transports aériens (une mission en 1984, deux en 1985).

- 4.2 Etude des besoins en matière de formation et des ressources nécessaires à la création de centres de formation dans le domaine des transports aériens

*Produit:* publication technique à l'intention des techniciens gouvernementaux sur l'étude des besoins en matière de formation et des ressources nécessaires

à la création de centres de formation dans le domaine des transports aériens (quatrième trimestre de 1985).

#### *Sous-programme 5. Tourisme*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 189 800 dollars (soit 9 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.64 à 24.67.

c) Eléments de programme:

- 5.1 Assistance technique aux pays et aux organisations intergouvernementales dans le domaine du tourisme

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats Membres qui en feront la demande dans le domaine du tourisme (deux missions en 1984, une en 1985).

- 5.2 Evaluation des nouvelles possibilités de développement du tourisme dans la région de l'Afrique et formulation de recommandations aux Etats Membres concernant la promotion du tourisme

*Produit:* publication technique, à l'intention des planificateurs gouvernementaux, sur les nouvelles possibilités de développement du tourisme en Afrique et recommandations concernant la promotion du tourisme.

#### *Sous-programme 6. Communications*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 367 000 dollars (soit 17,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.68 à 24.73.

c) Eléments de programme:

- 6.1 Assistance technique aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales dans le domaine des communications

*Produits:*

i) Services consultatifs fournis aux Etats Membres et aux organisations intergouvernementales qui en feront la demande dans le domaine des communications (une mission en 1984, une autre en 1985);

ii) Services consultatifs fournis sur demande aux Etats Membres sur le développement des services postaux (quatre missions en 1985).

- 6.2 Réseau régional africain de télécommunications par satellite

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Produits:*

i) Rapport à une conférence plénipotentiaire de dirigeants sur une étude de faisabilité concernant un réseau régional africain de télécommunications par satellite (quatrième trimestre de 1984);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion intergouvernementale d'experts des télécommunications et pour la Conférence plénipotentiaire (quatrième trimestre de 1984);

iii) Rapport à la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification sur l'étude de faisabilité concernant les techniques de télécommunications adaptées au développement de l'Afrique (quatrième trimestre de 1985).

6.3 Services portaux

*Produits:*

i) Rapport à la Conférence de l'Union postale panafricaine sur le développement des services postaux en milieu rural (quatrième trimestre de 1984);

ii) Rapport à la Conférence de l'Union postale panafricaine sur la normalisation des règlements et l'harmonisation des tarifs postaux (quatrième trimestre de 1984).

6.4 Rapport présenté conjointement par la CEA et l'Union postale panafricaine aux Etats Membres sur les mesures visant à établir des plans d'acheminement du courrier en Afrique

*Produit:* rapport à une réunion d'experts intergouvernementaux sur les mesures concertées visant à élaborer divers plans d'acheminement du courrier en Afrique (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

13.86 Les ressources prévues à ce titre (32 900 dollars), exprimées en mois de travail, peuvent se répartir comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.8	Etude sur les installations de réparation et d'entretien des conteneurs . . . . .	2
2.7	Evaluation des besoins en matière de formation à la batellerie . . . . .	2
6.4	Analyse des données et établissement des cartes régionales d'acheminement du courrier . . . . .	2
<b>Total</b>		<b>6</b>

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.87 Les ressources prévues à ce titre (60 000 dollars), maintenues au niveau de la base de ressources réévaluée de 1982-1983, peuvent se répartir comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	13 000
Sous-programme 2 . . . . .	12 000
Sous-programme 3 . . . . .	12 400
Sous-programme 4 . . . . .	5 000
Sous-programme 5 . . . . .	5 500
Sous-programme 6 . . . . .	12 100
<b>Total</b>	<b>60 000</b>

*Autres voyages autorisés du personnel*

13.88 Les ressources prévues à ce titre (42 800 dollars), maintenues au niveau de la base de ressources réévaluée de 1982-1983, peuvent se répartir comme suit:

	<i>Dollars</i>
Sous-programme 1 . . . . .	7 800
Sous-programme 2 . . . . .	10 500
Sous-programme 3 . . . . .	8 500
Sous-programme 4 . . . . .	2 000
Sous-programme 5 . . . . .	5 000
Sous-programme 6 . . . . .	9 000
<b>Total</b>	<b>42 800</b>

## D. - Appui aux programmes

## 1. - SERVICES DE CONFÉRENCE

TABLEAU 13.39. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 957,4	75,0	-	273,8	348,8	2 306,2
Personnel temporaire pour les réunions	-	-	260,4	40,3	300,7	300,7
Dépenses communes de personnel	917,2	34,4	-	135,8	170,2	1 087,4
Frais de voyage du personnel	191,7	9,1	(20,0)	15,1	4,2	195,9
Fournitures et accessoires	18,5	0,7	-	3,0	3,7	22,2
<b>Total</b>	<b>3 084,8</b>	<b>119,2</b>	<b>240,4</b>	<b>468,0</b>	<b>827,6</b>	<b>3 912,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 204,0	240,0	-	-	240,0	7,5 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	374,8	389,7
<b>Total a)</b>	<b>374,8</b>	<b>389,7</b>

TABLEAU 13.39 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond		
Sources bilatérales	200,0	-
Total b)	200,0	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	574,8	389,7
Total, coûts directs		4 302,1

TABLEAU 13.40. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: services de conférence

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		1982-1985	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
P-4	4	4	-	-	-	-	4	4
P-3	12	12	-	-	-	-	12	12
P-2/1	2	2	-	-	3	3	5	5
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents des services généraux	52	52	-	-	6	6	58	58
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>58</b>	<b>58</b>
<b>Total général</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>79</b>	<b>79</b>

**D. - Appui aux programmes**

**1. - SERVICES DE CONFÉRENCE.**

13.89 Ce programme est exécuté par la Section des services de conférence (Division de l'administration et des services de conférence).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Personnel temporaire pour les réunions*

13.90 Les ressources prévues à ce titre pour l'ensemble du programme de réunions de la CEA étaient jusqu'ici inscrites au programme «Administration et services communs». Toutefois, on a décidé de les transférer au présent programme afin de regrouper en un même programme les ressources prévues pour les fonctionnaires nommés à titre permanent et le person-

nel temporaire chargés d'assurer le service de ces réunions. L'accroissement total (260 400 dollars) est plus que compensé par la diminution (274 000 dollars) des ressources prévues à la même rubrique dans le programme «Administration et services communs». Cette légère réduction, en valeur nette, par rapport au montant correspondant réévalué de la base de ressources de 1982-1983 est proposée dans l'espoir que les améliorations apportées au calendrier des réunions permettront de réaliser quelques économies, notamment en ce qui concerne les frais de voyage des inter-prètes indépendants.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.91 Les ressources prévues à ce titre (180 800 dollars) doivent permettre au personnel des services de conférence d'assurer le service de 12 réunions tenues sous les auspices de la CEA dans divers pays d'Afrique au cours de l'exercice biennal.

**2. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE**

TABLEAU 13.41. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	369,4	16,0	106,6	56,7	179,3	548,7
Dépenses communes de personnel	173,5	7,3	50,2	26,9	84,4	257,9
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	-	-	33,0	2,8	35,8	35,8
<b>Total</b>	<b>542,9</b>	<b>23,3</b>	<b>189,8</b>	<b>86,4</b>	<b>299,5</b>	<b>842,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
566,2	189,8	-	-	189,8	33,5 %

TABLEAU 13.41 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	266,7
Total a)	-	266,7
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	266,7
Total, coûts directs		1 109,1



TABLEAU 13.42. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: gestion des activités de coopération technique

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	-	1	-	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	-	-	-	1
P-4	1	1	-	-	1	1	1	2
P-3	1	1	-	-	1	1	1	2
P-2/1	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>8</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	2	2	-	-	-	1	2	3
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>11</b>

## 2. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

programme «Direction exécutive et administrative»  
au présent programme.

13.92 Ce programme est exécuté par le Bureau de la coordination de l'assistance technique et des opérations.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions*

13.94 Les ressources prévues à ce titre (33 000 dollars) doivent permettre de couvrir les frais de voyage des fonctionnaires se rendant aux réunions du Conseil d'administration du PNUD et du Comité consultatif, à une réunion des représentants résidents du PNUD en Afrique et à quatre réunions des organes directeurs d'institutions financées par la CEA.

*Transfert de poste*

13.93 Pour les raisons indiquées au paragraphe 13.11 ci-dessus, un poste D-1 a été transféré du

## 3. - ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 13.43. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	4 748,5	160,9	29,2	739,4	929,5	5 678,0
Personnel temporaire pour des réunions	262,1	11,9	(274,0)	-	(262,1)	-
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	388,7	17,6	32,0	68,1	117,7	506,4
Heures supplémentaires	66,7	3,0	15,8	13,2	32,0	98,7
Dépenses communes de personnel	2 216,3	77,1	13,8	374,8	465,7	2 682,0
Autres voyages autorisés du personnel	11,0	0,4	1,2	1,0	2,6	13,6
Location et entretien des locaux	359,5	16,3	-	58,3	74,6	434,1
Eclairage, chauffage, énergie et eau	268,3	12,2	-	43,4	55,6	323,9
Location et entretien du matériel	371,5	16,8	-	60,2	77,0	448,5
Communications	745,5	33,7	-	120,8	154,5	900,0
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	9,3	0,4	-	1,5	1,9	11,2
Services divers	248,6	11,2	-	40,3	51,5	300,1
Fournitures et accessoires	971,7	43,9	-	157,4	201,3	1 173,0
Mobilier et matériel	364,1	(166,5)	-	30,6	(135,9)	228,2
<b>Total</b>	<b>11 031,8</b>	<b>238,9</b>	<b>(182,0)</b>	<b>1 709,0</b>	<b>1 765,9</b>	<b>12 797,7</b>

TABLEAU 13.43 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources			(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)		
11 270,7	(182,0)	-	-	(182,0)	(1,6) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 195,6	1 261,9
Total a)	1 195,6	1 261,9
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
PNUD	1 878,1	1 850,0
Sources bilatérales	296,0	200,0
Total c)	2 174,1	2 050,1
Total a), b) et c)	3 369,7	3 312,0
Total, coûts directs		16 109,7

TABLEAU 13.44. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: administration et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	-	-	-	-	-	-	-	-
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	3	4	-	-	-	-	3	4
P-4	7	6	-	-	1	1	8	7
P-3	6	7	-	-	1	1	7	8
P-2/1	7	6	-	-	1	1	8	7
<b>Total</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>27</b>
Autres catégories								
Agents locaux	215	215	-	-	25	25	240	240
<b>Total</b>	<b>215</b>	<b>215</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>240</b>	<b>240</b>
<b>Total général</b>	<b>239</b>	<b>239</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>267</b>	<b>267</b>

### 3. – ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNS

13.95 Ce programme est exécuté par la Section du personnel, la Section du budget et des finances, la Section des services généraux, la bibliothèque et le Service médical (Division de l'administration et des services de conférence).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Reclassement de postes*

13.96 Le reclassement des postes ci-après est demandé pour le présent programme:

a) Reclassement de P-4 à P-5 du poste de chef du Service médical;

b) Reclassement de P-2 à P-3 du poste de chef du Service de sécurité.

13.97 La Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel) a établi, compte tenu des définitions d'emploi correspondant aux postes et des fonctions exercées par les titulaires, que les reclassements susmentionnés étaient justifiés.

#### *Personnel temporaire pour les réunions*

13.98 La diminution des ressources prévues à ce titre (274 000 dollars) découle de la décision, mentionnée au paragraphe 13.90 ci-dessus, de transférer les montants correspondants au programme «Services de conférence».

#### *Personnel temporaire affecté (remplaçants et surnuméraires)*

13.99 Les ressources prévues à ce titre (438 300 dollars), qui sont utilisées pour l'ensemble des programmes de la CEA, font apparaître une augmentation de 32 000 dollars qui s'explique, dans une large mesure, par le surcroît de travail imposé au groupe de la reproduction aux périodes de pointe correspondant aux réunions de la CEA.

#### *Heures supplémentaires*

13.100 Les ressources prévues à ce titre (85 500 dollars), qui visent l'ensemble des programmes de la CEA, font apparaître un accroissement de 15 800 dollars imputable aux dépenses élevées qu'impliquent le maintien régulier de services de sécurité et le surcroît de travail imposé aux services des conférences durant les périodes de pointe.

#### *Autres voyages autorisés du personnel*

13.101 Les ressources prévues à ce titre (12 600 dollars) doivent permettre essentiellement de couvrir les frais de voyage de fonctionnaires se rendant au Siège (New York). L'accroissement enregistré (1 200 dollars) par rapport au montant de la base réévaluée de 1982-1983 s'explique par le fait qu'il sera nécessaire d'effectuer quelques voyages pour contrôler la gestion administrative des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets.

# CHAPITRE 14. – COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

## TABLEAU 14.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
19 502,5	2 389,2	12,2	661,2	3,3	7 031,6	36,0	10 082,0	51,6	29 584,5

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
21 891,7	661,2	-	181,4	842,6	3,8 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	335,4	240,3
<b>Total a)</b>	<b>335,4</b>	<b>240,3</b>
b) Activités de fond :		
FNUAP	588,4	260,0
Fonds du PNUE	325,2	351,7
Contributions de sources bilatérales	337,8	363,0
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	170,6	182,6
<b>Total b)</b>	<b>1 422,0</b>	<b>1 157,3</b>

TABLEAU 14.1 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	1 411,4	525,3
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	443,5	636,0
FNUAP	862,8	91,3
Total c)	2 717,7	1 252,6
Total a), b) et c)	4 475,1	2 650,2
Total, coûts directs		32 234,7
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		1 139,2
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		33 373,9





TABLEAU 14.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Dépenses supplémentaires					Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983, (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Autres objets de dépense (6)				
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)					
D. Appui aux programmes :											
1. Services d'information	300,5	26,7	-	-	12,5	-	21,5	34,0	7,3	307,8	
2. Services de conférence	2 461,7	222,6	-	-	106,9	-	234,6	341,5	118,9	2 580,6	
3. Gestion des activités de coopération technique	290,5	26,7	-	-	13,2	-	37,6	50,8	24,1	314,6	
4. Services administratifs et services communs	5 915,5	1 336,3	1 583,7	735,0	174,1	26,0	131,5	2 650,3	1 314,0	7 229,5	
<b>Total</b>	<b>19 502,5</b>	<b>2 597,0</b>	<b>1 661,5</b>	<b>735,0</b>	<b>764,8</b>	<b>49,3</b>	<b>1 775,6</b>	<b>4 986,2</b>	<b>2 389,2</b>	<b>21 891,7</b>	

2/ Ces ajustements correspondent à une réduction du taux d'abattement pour mouvements de personnel applicable aux postes permanents d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, qui a été ramené de 20 p. 100 à 5 p.100 (taux standard).

TABLEAU 14.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1983-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
				\$	%			
A. Organes directeurs	142,4	(13,8)	(34,7)	14,5	(34,0)	(23,8)	108,4	(26,9)
B. Direction exécutive et administration	1 668,8	145,4	-	423,2	568,6	34,0	2 237,4	-
C. Programmes d'activités :								
1. Alimentation et agriculture	861,7	65,9	-	243,9	309,8	35,9	1 171,5	-
2. Questions et politiques relatives au développement	999,5	137,1	(18,3)	253,6	372,4	37,2	1 371,9	(1,6)
3. Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Etablissements humains	622,2	57,5	(17,1)	151,1	191,5	30,7	813,7	(2,5)
5. Développement industriel	1 005,1	84,8	75,4	278,4	438,6	43,6	1 443,7	12,1
6. Commerce international et financement du développement	296,8	24,0	6,0	83,9	113,9	38,3	410,7	1,8
7. Main-d'oeuvre, gestion et emploi	242,7	23,4	(266,1)	-	(242,7)	(100,0)	-	(100,0)
8. Ressources naturelles	1 308,1	119,3	(1 062,7)	90,6	(852,8)	(65,1)	455,3	(74,4)
9. Questions relatives à l'énergie	-	-	987,5	215,5	1 203,0	-	1 203,0	-
10. Population	611,1	62,9	261,4	202,8	526,9	86,2	1 138,0	48,8
11. Administration et finances publiques	296,5	24,0	-	82,9	106,9	36,0	403,4	-

TABLEAU 14.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%	%
					\$	%			
12. Science et technique	512,6	49,6	130,1	137,3	317,0	61,8	829,6	23,1	
13. Développement social	465,7	0,3	17,0	123,7	141,0	30,2	606,7	3,6	
14. Statistiques	573,4	57,4	213,6	230,7	501,7	87,4	1 075,1	33,8	
15. Transports, communications et tourisme	927,7	87,1	19,8	223,3	330,2	35,5	1 257,9	1,9	
<b>D. Appui aux programmes :</b>									
1. Services d'information	300,5	7,3	-	135,1	142,4	47,3	442,9	-	
2. Services de conférence	2 461,7	118,9	(33,2)	913,2	998,9	40,5	3 460,6	(1,2)	
3. Gestion des activités de coopération technique	290,5	24,1	-	82,4	106,5	36,6	397,0	-	
4. Services administratifs et services communs	5 915,5	1 314,0	382,7	3 145,5	4 842,2	81,8	10 757,7	6,0	
<b>Total</b>	<b>19 502,5</b>	<b>2 389,2</b>	<b>661,2</b>	<b>7 031,6</b>	<b>10 082,0</b>	<b>51,6</b>	<b>29 584,5</b>	<b>3,8</b>	

TABLEAU 14.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985 ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		1984-1985	%
Postes permanents	11 299,4	3 140,6	171,8	4 915,2	8 227,6	19 527,0	2,1	
Personnel temporaire pour les réunions	91,6	4,8	(24,8)	11,0	(9,0)	82,6	(25,7)	
Personnel temporaire affecté à des tâches générales	82,1	(26,1)	-	8,7	(17,4)	64,7	-	
Consultants	154,6	(2,9)	12,4	24,4	33,9	188,5	8,1	
Heures supplémentaires	9,2	0,4	-	1,5	1,9	11,1	-	
Groupes spéciaux d'experts	59,7	2,6	84,4	22,7	109,7	169,4	135,4	
Dépenses communes de personnel	5 699,8	(795,4)	58,0	1 673,4	936,0	6 635,8	2,1	
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2	-	
Indemnités de logement	237,0	(237,0)	-	-	(237,0)	-	-	
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	15,0	(15,0)	-	-	(15,0)	-	-	
Autres voyages autorisés du personnel	175,5	7,7	49,8	19,7	77,2	252,7	27,1	
Imprimerie et reliure	97,3	4,8	(4,5)	15,1	15,4	112,7	(4,4)	
Services contractuels pour le traitement de l'information	-	-	149,2	23,2	172,4	172,4	-	
Location et entretien des locaux	442,0	442,0	-	137,0	579,0	1 021,0	-	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	320,3	294,3	-	95,2	389,5	709,8	-	
Location et entretien du matériel	54,6	2,6	125,4	28,4	156,4	211,0	19,2	
Communications	69,7	3,5	(2,9)	11,0	11,6	81,3	-3,9	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	7,1	0,3	-	1,2	1,5	8,6	-	

TABLEAU 14.4 (suite)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		%	%
Coût des services de conférence	10,7	0,5	(5,5)	0,9	(4,1)	6,6	-49,1	
Services divers	19,2	1,0	(1,5)	2,9	2,4	21,6	-7,4	
Fournitures et accessoires	171,4	8,7	-	27,9	36,6	208,0	-	
Mobilier et matériel	477,1	(448,2)	49,4	12,2	(386,6)	90,5	170,9	
<b>Total</b>	<b>19 502,5</b>	<b>2 389,2</b>	<b>661,2</b>	<b>7 031,6</b>	<b>10 082,0</b>	<b>29 584,5</b>	<b>3,8</b>	

a/ Ce montant tient compte d'une révision tardive du barème des traitements, pour 1983, des agents de la catégorie des services généraux, et notamment du versement à ces fonctionnaires d'une indemnité de non-résident.

**TABLEAU 14.5. - POSTES NÉCESSAIRES**  
**Unité administrative: Commission économique pour l'Asie occidentale**

Catégories	Postes permanents			Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire			Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>									
SGA	1	1	-	-	-	-	1	-	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1	-	1
D-1	7	8	-	-	-	-	7	-	8
P-5	21	20	-	-	3	2	24	2	22
P-4	33	36	-	-	2	2	35	2	38
P-3	30	30	-	-	-	-	30	-	30
P-2/1	11	11	-	-	3	4	14	4	15
<b>Total</b>	<b>104</b>	<b>107</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>112</b>	<b>8</b>	<b>115</b>
<b>Autres catégories</b>									
Agents locaux	206	207	-	-	10	7	216	7	214
<b>Total</b>	<b>206</b>	<b>207</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>7</b>	<b>216</b>	<b>7</b>	<b>214</b>
<b>Total général</b>	<b>310</b>	<b>314</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>328</b>	<b>15</b>	<b>329</b>

### Commission économique pour l'Asie occidentale

14.1 Le secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale, qui occupait des locaux temporaires, sera installé à son siège permanent avant le début de l'exercice biennal 1984-1985. La CEAO pourra enfin faire porter tous ses efforts sur l'exécution de son programme de travail, en tenant dûment compte des priorités énoncées dans le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et dans la résolution 114 (IX) de la Commission, relative aux priorités du programme pour la période 1984-1985. Il en résultera un redéploiement considérable de ressources vers les secteurs hautement prioritaires — énergie, science et technique, statistiques entre autres — eu égard à la suppression d'activités ne présentant qu'une utilité marginale, comme celles qui figurent au sous-programme relatif à l'exploitation des ressources minérales. Il faudra toutefois prévoir une certaine

augmentation du taux de croissance réelle, notamment pour doter la CEAO d'une capacité effective dans le domaine du traitement électronique de l'information et pour renforcer ses programmes d'industrialisation, de population et de statistiques.

14.2 Le taux global de croissance réelle proposé pour la CEAO en 1984-1985 est de 3,8 p. 100. La moitié environ du montant (48,8 p. 100) a trait à des propositions de création de quatre postes (trois postes P-4 et un poste d'agent local) et de reclassement à D-1 d'un poste P-5. Le plus gros du solde (38,5 p. 100 du montant total) correspond à des dépenses supplémentaires prévues pour 1984-1985 au titre de l'entretien du matériel, y compris du matériel informatique, fourni gratuitement à la CEAO par le gouvernement du pays hôte à l'occasion de l'établissement du siège permanent à Bagdad.

## A. - Organes directeurs

TABLEAU 14.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	91,6	4,8	(24,8)	11,0	(9,0)	82,6
Consultants	10,0	(10,0)	-	-	(10,0)	-
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	10,2	(10,2)	-	-	(10,2)	-
Communications	5,5	0,3	(2,9)	0,5	(2,1)	3,4
Coût des services de conférence	10,7	0,5	(5,5)	0,9	(4,1)	6,6
Services divers	2,9	0,1	(1,5)	0,2	(1,2)	1,7
Fournitures et accessoires	11,5	0,7	-	1,9	2,6	14,1
<b>Total</b>	<b>142,4</b>	<b>(13,8)</b>	<b>(34,7)</b>	<b>14,5</b>	<b>(34,0)</b>	<b>108,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
128,6	(34,7)	-	-	(34,7)	(26,9)

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	108,4
-------------------------	-------

## A. - Organes directeurs

14.3 Ce programme couvre les sessions annuelles de la Commission, les sessions de son Comité permanent et un certain nombre de réunions intergouvernementales portant sur des programmes spécifiques de la CEAO. On est parti de l'hypothèse que les onzième (1984) et douzième (1985) sessions, ainsi que les autres réunions se tiendront au siège permanent de la Commission à Bagdad.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

## Personnel temporaire pour les réunions

14.4 Les ressources prévues (71 600 dollars) doivent

permettre d'assurer des services d'interprétation pour les réunions dont il est question au paragraphe 14.3 ci-dessus. Ce montant traduit une croissance négative de 24 800 dollars, chiffre obtenu sur la base des dépenses effectives en 1982.

## Communications

## Coût des services de conférence

## Services divers

14.5 La réduction proposée au titre des objets de dépense ci-dessus, soit respectivement 2 900, 5 500 et 1 500 dollars, est également fondée sur les chiffres effectifs de 1982.



**B. - Direction exécutive et administration**
**TABLEAU 14.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

 1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 090,7	219,1	-	312,6	531,7	1 622,4
Dépenses communes de personnel	521,1	(75,9)	-	106,4	30,5	551,6
Indemnités de repré- sentation	9,2	-	-	-	-	9,2
Autres voyages autorisés du personnel	47,8	2,2	-	4,2	6,4	54,2
<b>Total</b>	<b>1 668,8</b>	<b>145,4</b>	<b>-</b>	<b>423,2</b>	<b>568,6</b>	<b>2 237,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources					Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
1 814,2	-	-	-	-	-	-

 2) *Fonds extra-budgétaires*

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	28,3	60,0
<b>Total a)</b>	<b>28,3</b>	<b>60,0</b>
b) Activités de fond		
Fonds du PNUÉ	325,2	-
Contributions de sources bilatérales	42,0	-
<b>Total b)</b>	<b>367,2</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>395,5</b>	<b>60,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 297,4</b>	

TABLEAU 14.8. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: direction exécutive et administration

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSG	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	2	2	-	-	1	-	3
P-4	3	3	-	-	1	-	4
P-3	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	2	2	-	-	-	-	2
Total	11	11	-	-	2 a/	- b/	13
Autres catégories							
Agents locaux	9	9	-	-	1	-	10
Total	9	9	-	-	1 a/	- b/	10
Total général	20	20	-	-	3 a/	- b/	23

a/ Financé par le Fonds du PNUE.

b/ En 1984-1985, le Fonds du PNUE devrait continuer à financer un poste d'administrateur hors classe (P-5), un poste d'administrateur de 1ère classe (P-4) et un poste d'agent local au titre du Groupe de la coordination en matière d'environnement, qui ne figure plus dans le cadre du présent programme (voir par. 14.6 ci-après).

**B. - Direction exécutive et administration**

14.6 Ce programme englobe les fonctions du Bureau du Secrétaire exécutif, du secrétariat de la Commission et du Groupe de la planification et de la coordination des programmes, qui est également chargé de l'évaluation des programmes et de la promotion de la coopération technique entre pays en développement. Conformément au plan à moyen terme approuvé pour la période 1984-1989, les ressources du Groupe de la coordination en matière d'environnement, qui bénéficiait depuis 1980 de l'appui financier du Fonds du PNUE, ne sont plus indiqués dans le présent programme. Elles sont désormais inscrites au programme intitulé «Environnement».

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

14.7 Il n'est pas proposé d'accroissement des ressources au titre de ce programme.

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.8 Les ressources nécessaires à ce titre (5 000 dollars) se répartissent comme suit:

a) Bureau du Secrétaire exécutif: 30 000 dollars (voyages dans les Etats membres de la Commission; participation aux sessions du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, aux réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales et à d'autres réunions importantes);

b) Secrétariat de la Commission: 50 000 dollars (consultations avec les gouvernements des Etats membres et avec le Siège);

c) Groupe de la planification et de la coordination des programmes: 15 000 dollars (aide au Secrétaire exécutif: a) le cas échéant, lors des réunions des secrétaires exécutifs, en ce qui concerne les questions intéressant le programme; b) lors des consultations engagées avec les organisations régionales arabes à propos des mécanismes de coopération entre celles-ci et la Commission; c) pour identifier et promouvoir des projets de coopération technique entre pays en développement; d) pour assister aux réunions traitant de la planification et de la coordination des programmes dans le cadre du système des Nations Unies).

## C. - Programmes d'activité

## I. - ALIMENTATION ET AGRICULTURE EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	547,8	103,4	-	176,5	279,9	827,7
Consultants	19,4	1,0	-	3,1	4,1	23,5
Groupes spéciaux d'experts	21,6	0,6	-	3,4	4,0	25,6
Dépenses communes de personnel	261,1	(39,7)	-	59,9	20,2	281,3
Autres voyages autorisés du personnel	11,8	0,6	-	1,0	1,6	13,4
<b>Total</b>	<b>861,7</b>	<b>65,9</b>	<b>-</b>	<b>243,9</b>	<b>309,8</b>	<b>1 171,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
976,0	-	-	-	-	-

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	1 171,5
-------------------------	---------

TABLEAU 14.10. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: alimentation et agriculture en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	2	2	-	-	-	-	2
P-3	2	2	-	-	-	-	2
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
Total	6	6	-	-	-	-	6
Autres catégories							
Agents locaux	6	6	-	-	-	-	6
Total	6	6	-	-	-	-	6
Total général	12 a/	12 a/	-	-	-	-	12 a/

a/ En outre, un poste D-1, deux postes P-4 et un poste P-3 sont fournis par la FAO.

## C. - Programmes d'activité

1. - ALIMENTATION ET AGRICULTURE  
EN ASIE OCCIDENTALE

14.9 Ce programme est exécuté par la Division mixte CEAO/FAO de l'agriculture. Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Contrôle et gestion du développement agricole et des ressources agricoles*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 488 500 dollars (soit 41,7 p. 100 du total prévu pour le programme);

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 13.59 à 13.64.

c) Éléments de programme:

## 1.1 Examen, informations agricoles et appui au développement

*Produit:* publications techniques: deux numéros du bulletin annuel *Agriculture et développement*, n° 7 (troisième trimestre de 1984) et n° 8 (troisième trimestre de 1985) [Fonds extra-budgétaires]; rapport sur la situation et les perspectives d'un groupe important de produits de base (troisième trimestre de 1985).

## 1.2 Planification et gestion du secteur agricole à l'échelon national

*Produit:* rapport à la Commission de la FAO chargée de la politique économique et sociale au Proche-Orient concernant l'assistance et la formation en matière de planification agricole (quatrième trimestre de 1985).

## 1.3 Gestion des ressources agricoles au niveau des exploitations\*\*

*Produit:* rapport à la Commission de la FAO chargée de la politique économique et sociale au Proche-Orient concernant une évaluation intérimaire des enquêtes sur les exploitations agricoles et la planification agricole et leur rôle dans la promotion d'une approche globale intégrée du développement de régions défavorisées (quatrième trimestre de 1985).

## 1.4 Mesures nationales et multinationales de lutte contre la désertification

*Produit:* rapport à la Commission sur les mesures nationales et multinationales de lutte contre la désertification dans les pays de la CEAO (deuxième trimestre de 1984).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Sous-programme 2. Planification et politiques alimentaires*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 390 100 dollars (soit 33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6) par. 13.65 à 13.68.

c) Éléments de programme:

## 2.1 Facteurs critiques dans la production et la distribution des aliments\*

*Produit:* rapport à la Commission de la FAO chargée d'étudier la politique économique et sociale au Proche-Orient concernant les facteurs critiques dans la production et la distribution des aliments dans les pays de la CEAO (quatrième trimestre de 1985).

*Sous-programme 3. Appui au programme de réforme agraire et de développement rural*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 292 900 dollars (soit 25 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 13.69 à 13.73.

c) Éléments de programme:

## 3.1 Les systèmes agraires et l'atténuation de la pauvreté rurale

*Produit:* rapport à la Commission de la FAO chargée d'étudier la politique économique et sociale au Proche-Orient concernant les systèmes agraires et l'atténuation de la pauvreté rurale (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)**Consultants*

14.10 Les ressources nécessaires à ce titre (20 400 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Élément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.2	Evaluation des besoins en personnel dans le domaine de la planification agricole. . . . .	1,5
1.3	Réalisation de l'enquête sur les exploitations agricoles dans un pays. . . . .	1
2.1	Evaluation des systèmes de distribution des aliments dans certains pays . . . . .	1
<b>Total</b>		<b>3,5</b>

\* Rang de priorité le plus élevé.

*Groupes spéciaux d'experts*

14.11 Les ressources nécessaires à ce titre (22 200 dollars) pour la tenue de deux réunions se répartissent comme suit:

a) 12 200 dollars au titre de l'élément de programme 2.1 (une réunion portant sur les facteurs critiques en matière de production et de distribution des aliments);

b) 10 000 dollars au titre de l'élément de programme 3.1 (une réunion portant sur le rôle des sys-

tèmes agraires dans l'atténuation de la pauvreté rurale dans les pays les moins avancés).

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.12 Les ressources nécessaires à ce titre (12 400 dollars), qui sont maintenues au niveau de la base réévaluée de ressources de 1982-1983, concernent tous les éléments de programme ayant trait à la collecte des données, aux consultations sur des questions de politique et à l'évaluation de l'impact des produits prévus.

## 2. – QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.11. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	644,9	166,5	(24,8)	183,0	324,7	969,6
Consultants	20,9	1,1	-	3,4	4,5	25,4
Groupes spéciaux d'experts	-	-	14,9	2,8	17,7	17,7
Dépenses communes de personnel	307,0	(31,4)	(8,4)	62,0	22,2	329,2
Autres voyages autorisés du personnel	26,7	0,9	-	2,4	3,3	30,0
<b>Total</b>	<b>999,5</b>	<b>137,1</b>	<b>(18,3)</b>	<b>253,6</b>	<b>372,4</b>	<b>1 371,9</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 136,6	(18,3)	-	-	(18,3)	(1,6) %

TABLEAU 14.11 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Contributions de sources bilatérales	20,0	120,0
Total b)	20,0	120,0
c) Projets opérationnels		
PNUD	223,5	117,3
Total c)	223,5	117,3
Total a), b) et c)	243,5	237,3
	Total, coûts directs	1 609,2



TABLEAU 14.12. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: questions et politiques relatives au développement en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	4	4	-	-	-	-	4
P-3	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
Autres catégories							
Agents locaux	6	5	-	-	-	-	6
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
<b>Total général</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>

## 2. - QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

14.13 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Les trois sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Planification prospective*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 392 400 dollars (soit 28,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 81 600 dollars (soit 68 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.148 à 10.151.

c) Eléments de programme:

1.1 Modèles de planification à moyen terme et à long terme pour les pays de la CEAO

*Produits:*

i) Rapport à la Commission sur les opérations de planification à moyen terme et à long terme pour les pays de la CEAO (premier trimestre de 1984, premier trimestre de 1985);

ii) Appui à des projets d'assistance technique.

### *Sous-programme 2. Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés de la région*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 392 400 dollars (soit 28,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 38 400 dollars (soit 32 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.152 à 10.155.

c) Eléments de programme:

2.1 Examen et analyse des tendances, politiques et mesures concernant la mise en œuvre, dans les pays membres les moins avancés, du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés\*

*Produit:* rapports à la Commission sur les tendances, politiques et mesures concernant la mise en œuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés (premier trimestre de 1984; premier trimestre

de 1985); application et suivi de la résolution 107 (IX) de la CEAO relative à l'assistance internationale aux régions frappées par les inondations de la République démocratique populaire du Yémen (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

2.2 Amélioration de la capacité nationale/régionale en ce qui concerne la formulation et l'exécution de projets

*Produits:*

i) Rapport à la Commission sur la méthodologie et les applications de l'évaluation et de la formulation de projets pour les secteurs clefs de l'économie des pays les moins avancés de la région dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés (premier trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: quatre monographies concernant l'évaluation de projets pour des secteurs clefs de deux des pays les moins avancés de la région (quatrième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 3. Etude et analyse des tendances économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 587 100 dollars (soit 42,8 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 10.156 à 10.159.

c) Eléments de programme:

3.1 Etude et analyse de l'évolution économique et sociale dans les pays de l'Asie occidentale

*Produit:* publication technique: *Etude de l'évolution économique et sociale dans les pays de la région de la CEAO* (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Transfert de postes*

14.14 On propose de transférer un poste d'agent local de ce programme au programme intitulé «Statistiques», dont le volume de travail est plus important.

### *Consultants*

14.15 Les ressources demandées à ce titre (22 000 dollars) doivent permettre d'assurer quatre mois de travail de consultants pour deux études sur les principaux problèmes économiques de la région de la CEAO, qui seront entreprises au titre de l'élément de programme 3.1.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Groupe spécial d'experts*

14.16 Les ressources demandées à ce titre (14 900 dollars) pour deux réunions se répartissent comme suit:

a) 5 000 dollars, au titre de l'élément de programme 1.2, pour une réunion où seront évalués les progrès réalisés dans l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés;

b) 9 900 dollars, au titre de l'élément de programme 3.1, pour une réunion qui servira à préparer l'examen et l'évaluation, en ce qui concerne la région de la CEAO, de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.17 Les ressources nécessaires à ce titre (27 600 dollars) se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Objectifs</i>	<i>Dollars</i>
2.1	Missions du Chef de la Division dans la région et participation à des réunions interinstitutions en rapport avec le programme de travail de la Division. . . . .	5 000

<i>Eléments de programme</i>	<i>Objectifs</i>	<i>Dollars</i>
2.2	Consultations avec les gouvernements d'Etats membres; collecte de données sur les pays les moins avancés et participation à des réunions sur l'application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés . . . . .	5 000
2.2	Consultations avec les pays membres de la CEAO qui rentrent dans la catégorie des pays les moins avancés au sujet de la conception et de la mise au point d'études pour l'évaluation de projets . . . . .	3 000
1.1	Consultations avec des Etats membres concernant l'élaboration de modèles économétriques de planification adaptés aux pays, en vue d'aider les pays membres à mettre au point des modèles et des programmes-machine; participation aux travaux connexes interinstitutions	6 000
3.1	Collecte de données et entretiens avec de hauts fonctionnaires et des experts de pays membres touchant la situation économique et sociale actuelle; participation à des réunions interinstitutions sur la situation économique dans le monde, sur la stratégie du développement et sur les négociations globales concernant le nouvel ordre économique international . . .	<u>8 600</u>
	Total	27 600

## 3. - ENVIRONNEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	

- Néant -

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	

- - - - -

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds du PNUE	-	351,7
Total b)	-	351,7
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	-	351,7
Total, coûts directs		351,7

TABLEAU 14.14. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: environnement en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire:		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	-	-	-	-	-	1	1
P-4	-	-	-	-	-	1	1
Total	-	-	-	-	-	2	2
Autres catégories							
Agents locaux	-	-	-	-	-	1	1
Total	-	-	-	-	-	1	1
Total général	-	-	-	-	- a/	3 b/	3 b/

a/ Voir notes du tableau 14.9.

b/ Financé par le Fonds du PNUES.

### 3. – ENVIRONNEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

14.18 Ce programme est exécuté par le Groupe de la coordination en matière d'environnement qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984, fera partie de la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique. Son sous-programme, les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Problèmes et préoccupations concernant l'environnement dans la région de la CEAO*

a) Ressources nécessaires: fonds extra-budgétaires: 351 700 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 12.81 à 12.88.

c) Eléments de programme:

1.1 Identification des principales sources de pollution dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur les principes directeurs de protection de l'environnement pour les projets de mise en valeur des ressources en eau dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1985).

1.2 Préoccupations écologiques dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur les problèmes écologiques critiques (quatrième trimestre de 1984; quatrième trimestre de 1985).

1.3 Impact de la production et de l'utilisation d'énergie sur l'environnement dans la région de la CEAO

Pas de produit final. Cette activité se traduira en 1984-1985 par l'établissement d'un rapport qui sera présenté à la Commission en 1986, sur l'interaction entre l'environnement et les modes de production et d'utilisation d'énergie dans la région de la CEAO.

1.4 Coordination et services consultatifs dans le domaine de l'environnement

*Produits:* services consultatifs fournis aux Etats membres qui en font la demande pour les aider dans leurs problèmes d'environnement \*\*\*\*.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

14.19 Les ressources nécessaires pour exécuter ce programme dans la région de la CEAO et pour financer un poste d'administrateur hors classe (P-5), un poste d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe (P-4) et un poste d'agent local sont fournies par le Fonds du PNUE.

\*\*\*\* Pour information seulement. Le montant des ressources nécessaires à cet effet, qui proviendra du Fonds du PNUE, est indiqué au chapitre 18.

## 4. - ÉTABLISSEMENTS HUMAINS EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	412,5	84,9	(10,0)	112,2	187,1	599,6
Consultants	3,6	0,1	(3,7)	-	(3,6)	-
Dépenses communes de personnel	197,1	(27,9)	(3,4)	38,1	6,8	203,9
Autres voyages autorisés du personnel	9,0	0,4	-	0,8	1,2	10,2
<b>Total</b>	<b>622,2</b>	<b>57,5</b>	<b>(17,1)</b>	<b>151,1</b>	<b>191,5</b>	<b>813,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
679,7	(17,1)	-	-	(17,1)	(2,5) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)		
b) Activités de fond		
Contributions de sources bilatérales	25,0	-
Total b)	25,0	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	25,0	-
<b>Total, coûts directs</b>		<b>813,7</b>

TABLEAU 14.16. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme : établissements humains en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	2	1	-	-	-	-	2
P-3	1	2	-	-	-	-	1
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
Autres catégories							
Agents locaux	3	3	-	-	-	-	3
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Total général</b>	<b>8 a/</b>	<b>8 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 a/</b>

a/ En outre, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) a fourni 3 postes (un poste P-4, un poste P-3 et un poste d'agent local).



#### 4. – ÉTABLISSEMENTS HUMAINS EN ASIE OCCIDENTALE

14.20 Ce programme est exécuté par la Division des établissements humains. Les deux sous-programmes ainsi que les éléments de programme et les produits connexes sont décrits ci-après.

##### *Sous-programme 1. Intégration de la planification physique à la planification économique et sociale*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 488 200 dollars (soit 60 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 14.105 à 14.108.

c) Éléments de programme:

1.1 Analyse de la situation en matière de planification des établissements humains dans la région de la CEAO\*\*

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation des politiques et programmes en matière d'établissements humains (quatrième trimestre de 1985).

1.2 Analyse de la situation des établissements humains dans la région de la CEAO

*Produits:* publications techniques: profils par pays des établissements humains (quatrième trimestre de 1985).

##### *Sous-programme 2. Matériaux de construction*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 325 500 dollars (soit 40 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 14.113 à 14.116.

c) Éléments de programme:

2.1 Évaluation et amélioration des matériaux de construction et de l'industrie du bâtiment

##### *Produits:*

i) Rapport à la Commission sur la situation des industries des matériaux de construction dans la région sur ses besoins et sur son potentiel de développement (premier trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: monographies sur l'industrie des matériaux de construction dans certains pays (premier trimestre de 1985);

2.2 Enquête sur les services de recherche et de statistique concernant les matériaux de construction dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation des services de recherche et de statistique concernant l'industrie des matériaux de construction et l'industrie du bâtiment (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

##### *Transfert de poste*

14.21 On propose d'échanger un poste d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe (P-4) attribué à ce programme contre un poste d'administrateur de 2<sup>e</sup> classe (P-3) attribué au programme intitulé «Développement social». En procédant de la sorte, on tiendrait mieux compte des priorités définies par les Etats membres en ce qui concerne ces deux programmes.

##### *Autres voyages autorisés du personnel*

14.22 Les ressources demandées à ce titre (9 400 dollars) doivent permettre d'établir des profils de pays en ce qui concerne les établissements humains et d'aider à rédiger des documents nationaux en prévision d'une réunion d'experts des politiques en matière d'établissements humains (élément de programme 2.2); d'écrire des monographies sur les industries des matériaux de construction dans certains pays (élément de programme 2.1) ainsi que de rassembler des données et de consulter des banques spécialisées dans le secteur du logement et des instituts de recherche et de formation dans le domaine des matériaux de construction et du logement (élément de programme 3.2).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 5. – DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14 17. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	644,4	126,6	47,2	200,8	374,6	1 019,0
Consultants	27,8	1,4	-	4,6	6,0	33,8
Groupes spéciaux d'experts	17,9	2,0	-	3,1	5,1	23,0
Dépenses communes de personnel	307,6	(45,6)	16,0	68,3	38,7	346,3
Autres voyages autorisés du personnel	7,4	0,4	12,2	1,6	14,2	21,6
<b>Total</b>	<b>1 005,1</b>	<b>84,8</b>	<b>75,4</b>	<b>278,4</b>	<b>438,6</b>	<b>1 443,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 089,9	75,4	-	56,6	132,0	12,1 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
--	---	---

## a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies

ii) Des programmes extra-budgétaires

Total a)

## b) Activités de fond :

Contributions de sources bilatérales

58,0

-

Total b)

58,0

-

TABLEAU 14.17 (suite)

	1982-1983 estimated expenditures	1984-1985 estimated expenditures
c) Projets opérationnels		
PNUD	501,6	-
Total c)	501,6	-
Total a), b) et c)	559,6	-
	Total, coûts directs	1 443,7

TABLEAU 14.18. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: développement industriel en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	2	3	-	-	-	-	2
P-3	2	2	-	-	-	-	2
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
Autres catégories							
Agents locaux	6	6	-	-	-	-	6
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
<b>Total général</b>	<b>13 a/</b>	<b>14 a/</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13 a/</b>
							<b>14 a/</b>

a/ En outre, un poste P-5, un poste P-4 et un poste d'agent local sont fournis par l'ONUDI.

5. - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
EN ASIE OCCIDENTALE

14.23 Ce programme est exécuté par la Division mixte CEA/O/NUDI de l'industrie. Ses trois sous-programmes, leurs éléments de programme et les produits connexes sont décrits ci-après:

*Sous-programme 1. Planification nationale et coordination régionale dans le secteur industriel*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 180 500 dollars (soit 12,5 p.100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.129 à 15.134.

c) Eléments de programme:

1.1 Structure de la production industrielle, profil de sa croissance et perspectives d'avenir dans la région de la CEA/O

*Produits:* publications techniques: projection de la structure industrielle des pays de la CEA/O en l'an 2000 et tableau des échanges régionaux interindustriels.

1.2 Programmation industrielle pour les pays les moins avancés

*Produits:* services fonctionnels et rapport à une réunion intergouvernementale sur un programme de développement industriel fondé sur les ressources pour les pays les moins avancés de la région de la CEA/O (quatrième trimestre de 1984).

*Sous-programme 2. Commerce des articles manufacturés et financement du développement industriel*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 180 500 dollars (soit 12,5 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.135 à 15.139.

c) Eléments de programme:

2.1 Commerce des articles manufacturés

*Produit:* rapport à la Commission sur une stratégie arabe commune de commercialisation des produits pétrochimiques et des engrais (premier trimestre de 1985).

*Sous-programme 3. Développement de certaines branches d'industrie et identification de projets régionaux*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 082 700 dollars (soit 75 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.140 à 15.144.

c) Eléments de programme:

3.1 Identification de projets régionaux concernant les industries des biens d'équipement et d'autres industries mécaniques\*

Pas de produit final. Cette activité comprend l'établissement de rapports, qui seront soumis à la Commission en 1986, sur la fabrication de certains biens d'équipement et de produits d'industries mécaniques lourdes et sur l'identification de projets industriels dont le développement appelle une approche régionale.

3.2 Développement de certaines branches d'industrie

*Produit:* publications techniques de la série Développement de certaines branches d'industrie dans la région de la CEA/O, n° 2 (quatrième trimestre de 1984) et n° 3 (quatrième trimestre de 1985).

3.3 Technologies industrielles spécialisées

Pas de produit final. Cette activité comprend l'établissement d'un rapport, qui sera soumis à la Commission en 1986, sur des plans directeurs régionaux en vue de développer la capacité de l'industrie pétrochimique et des industries de biens d'équipement en matière de conception de produits et d'usines de transformation.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Poste nouveau*

14.24 Il faudrait créer un poste P-4 (spécialiste du développement industriel) pour renforcer les activités entreprises au titre du sous-programme 3 intitulé «Développement de certaines branches d'industrie et identification des projets régionaux». Le titulaire serait notamment chargé d'identifier des projets régionaux dans l'industrie des biens d'équipement et dans d'autres industries mécaniques.

*Consultants*

14.25 Les ressources nécessaires à ce titre (29 000 dollars), exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Projection de la structure en l'an 2000 et établissement d'un tableau des échanges régionaux interindustriels . . . . .	2
3.2	Identification des problèmes techniques dans la sidérurgie. . . . .	2

\* Rang de priorité le plus élevé.

<i>Éléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
3.3	Etablissement d'un plan directeur pour développer la capacité des industries des biens d'équipement en matière de conception de produits et d'usines de transformation . . . . .	<u>2</u>
	Total	6

*Groupe spécial d'experts*

14.26 Les ressources demandées à ce titre (19 000 dollars) pour deux réunions se répartissent comme suit:

a) 5 000 dollars, au titre de l'élément de programme 2.1, pour une réunion sur les stratégies de

commercialisation des produits pétrochimiques et des engrais;

b) 9 900 dollars, au titre de l'élément de programme 3.1, pour une réunion portant sur des programmes d'investissement dans les industries mécaniques lourdes.

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.27 Les ressources nécessaires à ce titre (20 000 dollars) serviront à couvrir les frais de collecte des données pour tous les éléments de programme et à préparer les réunions dont il est question plus haut au paragraphe 14.26.

## 6. - COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	196,9	37,9	-	61,4	99,3	296,2
Consultants	-	-	6,0	0,9	6,9	6,9
Dépenses communes de personnel	93,9	(14,2)	-	21,0	6,9	100,8
Autres voyages autorisés du personnel	6,0	0,2	-	- 0,6	0,8	6,8
<b>Total</b>	<b>296,8</b>	<b>24,0</b>	<b>6,0</b>	<b>83,9</b>	<b>113,9</b>	<b>410,7</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
320,8	6,0	-	-	6,0	1,8%

#### 2) Fonds extra-budgétaires

1982-1983	1984-1985
Montant	Montant
estimatif des	estimatif des
dépenses	dépenses

#### a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies

ii) Des programmes extra-budgétaires

Total a)

--

TABLEAU 14.19 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond		
Contributions de sources bilatérales	39,0	19,0
Total b)	39,0	19,0
c) Projets opérationnels		
PNUD	71,5	-
Total c)	71,5	-
Total a), b) et c)	110,5	19,0
	Total, coûts directs	429,7



TABLEAU 14.20. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: commerce international et financement du développement en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-	-
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Autres catégories								
Agents locaux	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 6. - COMMERCE INTERNATIONAL ET FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT EN ASIE OCCIDENTALE

14.28 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Son sous-programme unique, les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme. Expansion et diversification du commerce*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 410 700 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 19 000 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 16.173 à 16.176.

### c) Éléments de programme:

#### 1.1 Examen et analyse de l'évolution du commerce extérieur

*Produits:* rapports à la Commission sur l'évolution du commerce extérieur et des paiements dans les pays membres de la CEAO (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

#### 1.2 Examen et analyse de l'évolution de la coopération et de l'intégration régionales

*Produits:* rapports à la Commission sur l'évolution de la coopération régionale et des efforts d'intégration économique des pays membres (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

#### 1.3 Evaluation des opérations des coentreprises de production et identification des possibilités d'investissement

*Produits:* services fonctionnels nécessaires pour une réunion intergouvernementale sur les opérations et la promotion des coentreprises dans la région (quatrième trimestre de 1984).

#### 1.4 Expansion et diversification des exportations d'articles manufacturés et semi-finis dans certains pays d'Asie occidentale

Pas de produit final. Cette activité comprend l'établissement d'un rapport, qui sera présenté à la Commission en 1986, sur les tendances et perspectives d'expansion et de diversification des exportations d'articles manufacturés et semi-finis dans certains pays de la région.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Consultants*

14.29 Les ressources demandées à ce titre (6 000 dollars) doivent permettre d'assurer un mois de services de consultants pour l'élément de programme 1.4, afin d'aider à identifier les articles manufacturés et semi-finis manufacturés que certains pays de la région pourraient exporter.

### *Autres voyages autorisés du personnel*

14.30 Les ressources demandées à ce titre (6 200 dollars), qui sont maintenues au niveau de la base réévaluée de ressources de 1982-1983, doivent permettre d'exécuter les éléments de programme 1.2 (Consultation d'organes régionaux) et 1.4 (Collecte de données et entretiens avec des fonctionnaires des pays intéressés).

## 7. - MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis,

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	159,8	33,8	(193,6)	-	(159,8)	-
Consultants	3,6	0,1	(3,7)	-	(3,6)	-
Dépenses communes de personnel	76,5	(10,7)	(65,8)	-	(76,5)	-
Autres voyages autorisés du personnel	2,8	0,2	(3,0)	-	(2,8)	-
<b>Total</b>	<b>242,7</b>	<b>23,4</b>	<b>(266,1)</b>	<b>-</b>	<b>(242,7)</b>	<b>-</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
266,1	(266,1)	-	-	(266,1)	(100,0) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
<b>Total, coûts directs</b>



## 7. - MAIN-D'ŒUVRE, GESTION ET EMPLOI EN ASIE OCCIDENTALE

14.31 Conformément à ce que prévoit le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, ce programme sera supprimé à compter du 1er janvier 1984. On propose de transférer toutes ses ressources, y compris deux postes d'administrateur (un poste P-4 et un poste P-3) et un poste d'agent local, au programme intitulé «Population», qui deviendra un sous-programme.

## 8. - RESSOURCES NATURELLES EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.23. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	847,9	175,1	(778,2)	63,0	(540,1)	307,8
Consultants	18,1	0,9	(11,7)	1,2	(9,6)	8,5
Groupes spéciaux d'experts	20,2	-	0,1	4,2	4,3	24,5
Dépenses communes de personnel	405,0	(57,4)	(264,4)	21,4	(300,4)	104,6
Autres voyages autorisés du personnel	16,9	0,7	(8,5)	0,8	(7,0)	9,9
<b>Total</b>	<b>1 308,1</b>	<b>119,3</b>	<b>(1 062,7)</b>	<b>90,6</b>	<b>(852,8)</b>	<b>455,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 427,4	(1 062,7)	-	-	(1 062,7)	(74,4) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	455,3
-------------------------	-------

TABLEAU 14.24. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: ressources naturelles en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1983	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	-	-	-	-	-	1	-
P-5	3	1	-	-	-	-	3	1
P-4	4	1	-	-	-	-	4	1
P-3	1	-	-	-	-	-	1	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>2</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	6	2	-	-	-	-	6	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>4</b>

8. - RESSOURCES NATURELLES  
EN ASIE OCCIDENTALE

14.32 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique. Son sous-programme, les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Ressources en eau*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 455 300 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 17.107 à 17.113.

c) Eléments de programme:

1.1 Promotion de programmes d'enseignement et de formation concernant le secteur de l'eau dans la région

*Produit:* rapport à la Commission sur les établissements et programmes d'enseignement et de formation professionnelle concernant le secteur de l'eau dans la région (troisième trimestre de 1985).

1.2 Amélioration de l'élaboration de la politique, de la planification, de la gestion et de la conservation des ressources en eau, traditionnelles et autres, dans la région

*Produit:* rapport à la Commission, y compris le compte rendu d'un atelier sur la question (quatrième trimestre de 1985).

1.3 Etude des activités récentes de mise en valeur des ressources en eau dans la région de la CEAO\*\*

Pas de produit final. Cette activité comporte l'établissement, en 1986, d'un rapport à la Commission sur les activités des gouvernements et des organismes internationaux dans le domaine des ressources en eau au sein de la région.

1.4 Fourniture d'un appui technique et de services consultatifs aux pays membres\*\*\*\*

*Produit:* missions à court terme dans les pays membres de la CEAO sollicitant des conseils sur des questions concernant les ressources en eau.

1.5 Identification de grands projets régionaux et sous-régionaux éventuels dans le secteur de l'eau et propositions d'action en coopération

*Produit:* rapport à la Commission sur de grands projets régionaux et sous-régionaux éventuels identifiés dans la région et sur les propositions d'action en coopération (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

14.33 Conformément à ce qui est prévu dans le plan à moyen terme pour la période 1984-1989, les travaux portant sur les questions énergétiques en Asie occidentale ont été détachés du programme des ressources naturelles et de l'énergie pour former un nouveau programme intitulé «Energie». Eu égard à la constitution au 1er janvier 1984 du programme «Energie» en programme distinct, il est proposé de transférer du programme actuel «Ressources naturelles et énergie» au nouveau programme six postes d'administrateur (un poste D-1, 2 postes P-5, 2 postes P-4, et un poste P-3) et quatre postes d'agent local. En outre, il est proposé de transférer au programme «Science et technique» un poste P-4 attribué au présent programme et qui se trouvera libéré du fait de la suppression au 1er janvier 1984 du sous-programme sur les ressources minérales.

*Consultants*

14.34 Exprimées en mois de travail, les ressources nécessaires à ce titre (7 300 dollars) peuvent être réparties comme suit:

Eléments de programme	Tâches	Mois de travail
1.1	Elaboration de programmes d'enseignement pour les centres de formation. . . . .	1
1.2	Préparation d'un atelier sur la mise en valeur des ressources en eau . . . . .	1
Total		2

*Groupe spécial d'experts*

14.35 Un montant de 20 300 dollars est prévu à ce titre pour l'organisation, en 1985, d'une réunion sur différents aspects de la mise en valeur des ressources en eau, traditionnelles et autres.

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.36 Les ressources demandées à ce titre (9 100 dollars), qui correspondent à la collecte de données et d'information dans certains pays de la région de la CEAO, peuvent être réparties comme suit:

Elément de programme	Dollars
Elément de programme 1.1 . . . . .	3 000
Elément de programme 1.2 . . . . .	3 000
Elément de programme 1.3 . . . . .	3 100

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\*\* Pour information seulement. Le montant des ressources nécessaires à cet effet est indiqué au chapitre 24.

## 9. - QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.25. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	-	-	688,8	155,1	843,9	843,9
Consultants	-	-	24,8	3,9	28,7	28,7
Groupes spéciaux d'experts	-	-	19,9	2,0	21,9	21,9
Dépenses communes de personnel	-	-	234,0	52,8	286,8	286,8
Autres voyages autorisés du personnel	-	-	20,0	1,7	21,7	21,7
<b>Total</b>	-	-	<b>987,5</b>	<b>215,5</b>	<b>1 203,0</b>	<b>1 203,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
-	987,5	-	-	987,5	- 8

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 203,0</b>
---------------------------------	----------------



TABLEAU 14.26. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: questions énergétiques en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	-							
P-5		1						1
P-4		2						2
P-3		1						1
P-2/1		-						-
Total	-	6	-	-	-	-	-	6
Autres catégories								
Agents locaux	-	4						4
Total	-	4						4
Total général	-	10						10

## 9. - QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

14.37 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique. Les trois sous-programmes qui constituent ce programme, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal 1984-1985, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Planification de l'énergie*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 425 000 dollars (35,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 11.105 à 11.108.

c) Eléments de programme:

1.1 Recensement des instituts de recherche-développement énergétique et des organismes de planification et mise en valeur de l'énergie dans la région de la CEAO, en vue, plus particulièrement, de promouvoir la coordination régionale

*Produit:* rapport à la Commission sur les institutions qui s'intéressent à l'énergie dans la région de la CEAO (quatrième trimestre de 1985).

1.2 Planification intégrée de l'énergie dans certains pays de la région de la CEAO\*

*Produit:* rapport à la Commission sur la planification de l'énergie dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1985).

1.3 L'offre et la demande d'énergie dans certaines zones rurales reculées de la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur l'offre et la demande d'énergie en milieu rural dans certains pays de la région de la CEAO (quatrième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 2. Coopération régionale pour la recherche-développement et l'expérimentation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 425 000 dollars (35,4 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 11.109 à 11.112.

c) Eléments de programme:

2.1 Evaluation de la biomasse comme source d'énergie dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation de la biomasse dans la région de la CEAO (quatrième trimestre de 1985).

2.2 Evaluation des ressources géothermiques dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation des ressources géothermiques dans la région de la CEAO (quatrième trimestre de 1985).

2.3 Evaluation des ressources hydro-électriques dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation des ressources hydro-électriques dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1985).

### *Sous-programme 3. Economies d'énergie et rendement énergétique*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire 351 200 dollars (9,2 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 11.113 à 11.116.

c) Eléments de programme:

3.1 Economies d'énergie dans le secteur des transports d'un pays de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur les économies d'énergie réalisables dans le cas de divers modes de transport (quatrième trimestre de 1985).

3.2 Economies d'énergie dans le secteur des ménages d'un pays de la CEAO\*\*

*Produit:* rapport à la Commission sur les économies d'énergie dans le secteur des ménages (quatrième trimestre de 1985).

3.3 Economies d'énergie dans l'industrie du ciment dans les pays de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur les économies d'énergie dans l'industrie du ciment (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Transfert de postes*

14.38 Comme indiqué plus haut au paragraphe 14.33, il est proposé de transférer à ce nouveau programme six postes d'administrateur (un D-1, 2 P-5, 2 P-4, un P-3) et quatre postes d'agent local du programme actuel « Ressources naturelles et énergie ».

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## Consultants

14.39 Exprimées en mois de travail, les ressources nécessaires à ce titre (24 800 dollars) se répartissent comme suit:

Éléments de programme	Description des tâches	Mois de travail
2.1	Examen de l'exploitabilité de la biomasse comme source d'énergie . . . . .	1
2.2	Evaluation du potentiel géothermique de la région de la CEAO . . . . .	1
2.3	Evaluation de l'exploitabilité des mini et micro-installations hydro-électriques . . . . .	1
3.1	Etude du rendement énergétique des moteurs utilisés pour divers modes de transport . . . . .	1
3.3	Etude du rendement des installations dans les cimenteries . . . . .	1
Total		5

## Groupe spécial d'experts

14.40 Un crédit de 19 900 dollars est prévu à ce titre pour une réunion sur la planification de l'énergie dans la région de la CEAO dans le cadre de l'élément de programme 1.2.

## Autres voyages autorisés du personnel

14.41 Les ressources nécessaires à ce titre (20 000 dollars) peuvent se répartir comme suit:

	Dollars
Élément de programme 1.1 . . . . .	2 000
Élément de programme 1.2 . . . . .	10 000
Élément de programme 1.3 . . . . .	2 000
Élément de programme 2.1 . . . . .	2 000
Élément de programme 2.2 . . . . .	2 000
Élément de programme 2.3 . . . . .	2 000
Total	20 000

## 10. - POPULATION EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.27. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	413,2	89,8	167,6	147,5	404,9	818,1
Consultants	-	-	6,0	0,9	6,9	6,9
Groupes spéciaux d'experts	-	-	19,8	3,1	22,9	22,9
Dépenses communes de personnel	197,9	(26,9)	56,8	50,4	80,3	278,2
Autres voyages autorisés du personnel	-	-	11,0	0,9	11,9	11,9
<b>Total</b>	<b>611,1</b>	<b>62,9</b>	<b>261,2</b>	<b>202,8</b>	<b>526,9</b>	<b>1 138,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
674,0	261,2	-	68,2	329,4	48,8 %

TABLEAU 14.27 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)		
b) Activités de fond		
FNUAP	588,4	260,0
Total b)	588,4	260,0
c) Projets opérationnels		
FNUAP	862,8	91,3
Total c)	862,8	91,3
Total a), b) et c)	1 451,2	351,3
Total, coûts directs		1 489,3

TABLEAU 14.28. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: population en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-1	1						
P-5	1						
P-4	1						
P-3	1						
P-2/1	1						
Total	5	7			3	2	8
Autres catégories							
Agents locaux	2	4			6	3	8
Total	2	4			6	3	8
Total général	7	11			9 a/	5	16

a/ Y compris 4 postes financés par le FNUAP (un poste P-5 et 3 postes d'agent local) dans le cadre du projet "Infrastructure de la section des études et programmes démographiques de la CEAO".

## 10. – POPULATION EN ASIE OCCIDENTALE

14.42 Ce programme est exécuté par la Division du développement social et de la population. Les quatre sous-programmes qui le constituent, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal 1984-1985, sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Collecte et analyse de données démographiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 419 700 dollars (41 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 74 400 dollars (28,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.96 à 18.100.

c) Eléments de programme:

1.1 Recensements et enquêtes

*Produit:* publications techniques: évaluation des résultats des recensements de population de la série de 1981 effectués dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1984) et estimation des taux de natalité et de mortalité sur la base des enquêtes de suivi nationales effectuées dans la région de la CEAO (troisième trimestre de 1985).

1.2 Analyse des données sur la population

*Produit:* publications techniques: niveaux et configuration prévisibles des variables démographiques dans la région de la CEAO (quatrième trimestre de 1984); fiches récapitulatives de données démographiques et de données socio-économiques connexes pour des pays de la région (quatrième trimestre de 1985).

*Sous-programme 2. Evolution démographique et politique en matière de population*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 170 900 dollars (16,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 65 300 dollars (25,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.101 à 18.105.

c) Eléments de programme:

2.1 Assistance pour l'élaboration d'une politique nationale en matière de population

*Produits:*

i) Publications techniques: actes d'un séminaire sur les problèmes que pose la primauté donnée aux villes dans le monde arabe et sur les politiques connexes (quatrième trimestre de 1984);

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

ii) Rapport à la Commission sur les politiques et mesures nationales actuelles influant sur les tendances démographiques (quatrième trimestre de 1985).

2.2 Evaluation des facteurs démographiques dans les plans socio-économiques nationaux

*Produit:* publications techniques: impact de la croissance démographique et de la structure de la population sur la fourniture de logements, d'éducation, de soins médicaux et de services publics (quatrième trimestre de 1984).

*Sous-programme 3. Education et information en matière de population (publications et bureau d'échanges d'information)*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 92 100 dollars (9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 120 300 dollars (46,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.106 à 18.111.

c) Eléments de programme:

3.1 Diffusion de l'information démographique

*Produit:* *Population Bulletin* de la CEAO (deux numéros par an).

3.2 Information, recherche et formation

*Produit:* publication technique: bibliographie démographique du monde arabe (ouvrages en langue arabe et en d'autres langues), première édition mise à jour (quatrième trimestre de 1985).

*Sous-programme 4. Promotion de l'emploi et mise en valeur des ressources humaines*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 340 900 dollars (33,3 p. 100 du total prévu pour le programme):

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 18.112 à 18.117.

c) Eléments de programme:

4.1 Examen de la situation du marché du travail dans la région de la CEAO\*\*

*Produit:* rapport à la Commission concernant l'examen et l'analyse des faits nouveaux intervenus dans le domaine de la main-d'œuvre et de l'emploi dans la région (quatrième trimestre de 1984; quatrième trimestre de 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

4.2 Assistance pour la formulation de politiques de main-d'œuvre dans la région de la CEAO, en particulier aux pays les moins avancés

*Produit:* publication technique: rapport de la réunion d'un groupe d'experts sur les mouvements et les politiques de main-d'œuvre dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Transfert de postes*

14.43 Comme indiqué plus haut au paragraphe 14.31, il est proposé de transférer à ce programme deux postes d'administrateurs (un P-4 et un P-3) et un poste d'agent local du programme «Main-d'œuvre, gestion et emploi». Par ailleurs, pour regrouper dans le cadre du programme «Statistiques» tous les postes de personnel affecté à la collecte de données, il est proposé de transférer à ce programme un poste P-4 précédemment alloué au programme «Population».

*Postes nouveaux*

14.44 Comme indiqué au tableau 14.29, un poste P-5 et trois postes d'agent local sont actuellement financés par le FNUAP dans le cadre du projet intitulé «Infrastructure de la section des études et programmes démographiques de la CEAO». Par sa décision 82/20 du 18 juin 1982, le Conseil d'administration du PNUD a approuvé des directives stipulant notamment que le FNUAP cesse de fournir un appui d'infrastructure aux organismes chargés d'exécuter les projets qu'il finance, y compris les commissions régionales. De ce fait, la CEAO a été informée que les

quatre postes susmentionnés, financés par des fonds extra-budgétaires, seraient supprimés à compter du 1er janvier 1984. Pour pouvoir poursuivre les activités en matière de population dans la région, conformément à la résolution 37/136 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1982, relative aux activités des commissions régionales en matière de population, il faudrait donc créer un poste P-4 supplémentaire de démographe et un poste d'agent local d'appui.

*Consultants*

14.45 Exprimées en mois de travail, les ressources nécessaires à ce titre (6 000 dollars) peuvent être réparties comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
4.1	Analyse de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans la région . . . . .	1
4.2	Assistance pour la formulation de politiques de main-d'œuvre . . . . .	1
Total		2

*Groupe spécial d'experts*

14.46 Un montant de 19 800 dollars est prévu à ce titre pour une réunion sur les mouvements et les politiques de main-d'œuvre dans la région de la CEAO.

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.47 Les ressources nécessaires à ce titre (11 000 dollars) sont liées à l'exécution de tous les éléments de programme.

## 11. – ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.29. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	196,9	37,9	-	61,4	99,3	296,2
Consultants	3,6	0,1	(3,7)	-	(3,6)	-
Dépenses communes de personnel	93,9	(14,1)	-	21,0	6,9	100,8
Autres voyages autorisés du personnel	2,1	0,1	3,7	0,5	4,3	6,4
<b>Total</b>	<b>296,5</b>	<b>24,0</b>	<b>-</b>	<b>82,9</b>	<b>106,9</b>	<b>403,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
320,5	-	-	-	-	-

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
<b>Total a)</b>		
b) Activités de fond		
Contributions bilatérales	16,5	-
<b>Total b)</b>	16,5	-
c) Projets opérationnels		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	16,5	-
<b>Total, coûts directs</b>		403,4



TABLEAU 14.30. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme : administration et finances publiques en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-	-
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Autres catégories								
Agents locaux	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>

## 11. – ADMINISTRATION ET FINANCES PUBLIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

14.48 Ce programme est exécuté par la Division de la planification du développement. Il ne comprend qu'un sous-programme, dont les éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme. Mobilisation et gestion des ressources financières*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 403 500 dollars (soit 100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 19.42 à 19.45.

c) Eléments de programme:

1.1 Examen et analyse des faits nouveaux et tendances en matière de financement du développement dans les pays d'Asie occidentale

*Produit:* rapport à la Commission sur les tendances et politiques en matière de financement du développement dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1984; premier trimestre de 1985).

1.2 Croissance des institutions de financement du développement et besoins de ressources financières dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur une étude concernant l'essor des institutions de financement du développement et les besoins de ressources financières de certains pays de la CEAO (premier trimestre de 1985).

1.3 Mesures d'incitation en faveur des investissements et affectation des ressources dans les pays d'Asie occidentale

*Produit:* rapport à la Commission sur une évaluation intérimaire des mesures d'incitation (budgétaires et fiscales, monétaires, commerciales, etc.) prises dans certains pays de la région pour encourager les investissements et stimuler la formation de capital dans les secteurs clefs de l'économie (premier trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Autres voyages autorisés du personnel*

14.49 Le montant de 5 900 dollars prévu à ce titre, qui couvre les trois éléments de programme, correspond aux frais de voyage entraînés par les consultations avec des fonctionnaires nationaux sur le champ d'exploitation et l'orientation des produits et sur les besoins de leurs utilisateurs potentiels, sur la mise au point d'indicateurs de résultats et d'impact et de mécanismes de rétroinformation pour le suivi et l'évaluation, ainsi que sur la collecte de données pertinentes à divers stades de l'exécution des éléments de programme considérés.

## 12. - SCIENCE ET TECHNIQUE EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.31. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	332,9	70,7	89,4	99,7	259,8	592,7
Consultants	15,8	0,8	3,2	2,8	6,8	22,6
Dépenses communes de personnel	159,2	(22,0)	30,4	33,8	42,2	201,4
Autres voyages autorisés du personnel	4,7	0,1	7,1	1,0	8,2	12,9
<b>Total</b>	<b>512,6</b>	<b>49,6</b>	<b>130,1</b>	<b>137,3</b>	<b>317,0</b>	<b>829,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressur- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
562,2	130,1	-	-	130,1	23,1 %

## 2) Fonds extra-budgetaires

-
---

Total, coûts directs	829,6
-------------------------	-------

TABLEAU 14.32. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme : science et technique en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	1	2	-	-	-	-	1	2
P-3	2	2	-	-	-	-	2	2
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
Autres catégories								
Agents locaux	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>7</b>

## 12. - SCIENCE ET TECHNIQUE EN ASIE OCCIDENTALE

renforcement des capacités scientifiques et techniques endogènes

14.50 Ce programme est exécuté par la Division des ressources naturelles, de la science et de la technique. Les deux sous-programmes qui le constituent, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Renforcement des capacités scientifiques et techniques nationales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 525 100 dollars (63,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 20.120 à 20.125.

c) Eléments de programme:

1.1 Etat de développement des institutions scientifiques et techniques des pays de la CEAO

*Produit:* rapport de la Commission sur l'état de développement des institutions scientifiques et techniques des pays de la CEAO (premier trimestre de 1985).

1.2 Renforcement de l'appareil de recherche-développement et de ses liens avec le secteur productif des pays de la CEAO\*

*Produit:* rapport à une réunion intergouvernementale sur le renforcement de l'appareil de recherche-développement et de ses liens avec le secteur productif dans la région de la CEAO et services fonctionnels nécessaires pour la réunion (deuxième trimestre de 1985).

1.3 Promotion de la coopération sous-régionale et régionale en vue du renforcement des capacités scientifiques et techniques nationales

Pas de produit final. Cette activité comporte l'élaboration en 1986 d'un rapport à la Commission sur la question.

1.4 Evaluation, au milieu de la décennie, de l'application du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement

*Produit:* rapport à la Commission sur l'évaluation, au milieu de la décennie, de l'application du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement (premier trimestre de 1985).

1.5 Rôle des institutions financières dans le

Pas de produit final. Cette activité comporte l'établissement d'un rapport à la Commission sur le rôle des institutions financières dans le renforcement des capacités scientifiques et techniques endogènes (1986).

1.6 Promotion et utilisation de l'information scientifique et technique au service du développement dans la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur la promotion et l'utilisation de l'information scientifique et technique au service du développement dans la région de la CEAO (deuxième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 2. Transfert de technologie*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 304 500 dollars (36,7 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 20.126 à 20.132.

c) Eléments de programme:

2.1 Le rôle des entreprises publiques dans l'acquisition de technologie dans certains pays de la région de la CEAO

*Produit:* rapport à la Commission sur le rôle des entreprises publiques dans l'acquisition de technologie dans certains pays de la région de la CEAO (premier trimestre de 1985).

2.2 Analyse des mécanismes institutionnels et des politiques de transfert de technologie dans certains pays de la région de la CEAO

Pas de produit final. Cette activité comporte l'établissement, en 1986, d'un rapport à la Commission sur les mécanismes institutionnels et les politiques de transfert de technologie dans certains pays de la région de la CEAO.

2.3 Transfert de technologie dans la petite industrie

Pas de produit final. Cette activité comporte l'établissement, en 1986, d'un rapport à la Commission sur la question.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Transfert de postes*

14.51 Pour la raison indiquée au paragraphe 14.33, il est proposé de transférer à ce programme un

\* Rang de priorité le plus élevé.

poste P-4 précédemment alloué au programme  
« Ressources naturelles ».

2.2 Mise au point de matériel de formation concernant l'acquisition de technologie dans certains secteurs . . . . . 1

### Consultants

Total 4

14.52 Exprimées en mois de travail, les ressources nécessaires à ce titre (19 800 dollars) peuvent être réparties comme suit:

### Autres voyages autorisés du personnel

14.53 Les ressources prévues à ce titre (11 900 dollars) peuvent être réparties comme suit:

Eléments de programme	Description des tâches	Mois de travail
1.2	Monographies sur les liens entre les produits de la recherche-développement et certains secteurs productifs . . . . .	1
1.5	Mise au point d'un mécanisme de coopération avec des instituts de recherche internationaux . . . . .	1
2.1	Etudes des aspects techniques de l'acquisition de technologie par les entreprises publiques. . . . .	1

	Dollars
Elément de programme 1.2 . . . . .	2 500
Elément de programme 1.3 . . . . .	2 000
Elément de programme 1.5 . . . . .	3 000
Elément de programme 1.6 . . . . .	2 200
Elément de programme 2.2 . . . . .	2 200

Total 11 900

## 13. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.33. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	279,5	53,1	10,0	90,9	154,0	433,5
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	28,6	(28,8)	-	-	(28,8)	-
Consultants	14,2	0,8	(9,8)	0,5	(8,5)	5,7
Groupes spéciaux d'experts	-	-	9,9	1,0	10,9	10,9
Dépenses communes de personnel	133,2	(20,2)	3,4	30,6	13,8	147,0
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	4,8	(4,8)	-	-	(4,8)	-
Autres voyages autorisés du personnel	5,2	0,2	3,5	0,7	4,4	9,6
<b>Total</b>	<b>465,7</b>	<b>0,3</b>	<b>17,0</b>	<b>123,7</b>	<b>141,0</b>	<b>606,7</b>

TABLEAU 14.33 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
466,0	17,0	-	-	17,0	3,6 %

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Total a)		
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	170,6	182,6
Contributions bilatérales	58,0	-
Total b)	228,6	182,6
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	443,5	636,0
Total c)	443,5	636,0
Total a), b) et c)	672,1	818,6
Total, coûts directs	1 425,3	

TABLEAU 14.34. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: développement social en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	-	-	-	-	1 a/	1 b/	1
P-4	2	3	-	-	-	-	2
P-3	1	-	-	-	-	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	3	3	-	-	1 a/	1 b/	4
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 a/</b>	<b>2 b/</b>	<b>8</b>

a/ Postes financés par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations pour la femme.

b/ Sous réserve de la décision finale du Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.



### 13. – DÉVELOPPEMENT SOCIAL EN ASIE OCCIDENTALE

14.54 Ce programme est exécuté par la Division du développement social et de la population. Les deux sous-programmes qui le constituent, ainsi que leurs éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Intégration et changement dans le domaine social*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 202 000 dollars (33,3 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 21.81 à 21.84.

c) Eléments de programme:

1.1 Examen des principales tendances de la planification et du changement dans le domaine social

*Produit:* rapport à la Commission sur les principales tendances de la planification et du changement dans le domaine social (premier trimestre de 1985).

1.2 Etude des techniques propres à améliorer l'intégration sociale

*Produit:* rapport à la Commission sur les techniques propres à améliorer l'intégration sociale (premier trimestre de 1985).

#### *Sous-programme 2. Mise en valeur des ressources humaines*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 404 700 dollars (66,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*; fonds extra-budgétaires: 182 600 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 21.85 à 21.88.

c) Eléments de programme:

2.1 Evaluation de l'intégration des femmes au développement\*

*Produit:* rapport à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme sur les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du Programme d'action régional de la CEAO pour l'intégration des femmes au développement (1985).

2.2 Evaluation de l'emploi des femmes dans les secteurs structurés et les secteurs parallèles de l'économie\*\*

*Produit:* publication technique: directives pour l'amélioration des techniques d'évaluation de l'emploi des femmes (quatrième trimestre de 1985).

2.3 Politiques intégrées de développement rural

*Produit:* publication technique: Profils nationaux de la politique et de la planification du développement rural (quatrième trimestre de 1984; quatrième trimestre de 1985).

2.4 Développement des capacités nationales et régionales d'identification, de formulation et d'exécution de projets en faveur de la promotion de la femme

*Produit:* services d'appui à des projets d'assistance technique.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

#### *Transfert de postes*

14.55 Pour la raison indiquée au paragraphe 14.21, il est proposé d'échanger un poste P-3 de ce programme contre un poste P-4 du programme «Etablissements humains».

#### *Consultants*

14.56 Les ressources nécessaires à ce titre (5 200 dollars) correspondent à un mois de travail d'un consultant sur une étude des techniques d'intégration sociale dans le cadre des activités locales et régionales de développement (élément de programme 1.2).

#### *Groupe spécial d'experts*

14.57 Un montant de 9 900 dollars est prévu à ce titre pour une réunion d'évaluation de l'intégration des femmes au développement dans la région de la CEAO.

#### *Autres voyages autorisés du personnel*

14.58 Les ressources nécessaires à ce titre (8 900 dollars) correspondent à la collecte d'information et de données dans certains pays de la CEAO en vue d'identifier les tendances sociales importantes et les techniques propres à améliorer l'intégration sociale (éléments de programme 1.1 et 1.2) et à diverses activités sur le terrain: entretien, évaluation de la collecte de données et de l'organisation, en particulier dans les secteurs parallèles de l'économie (élément de programme 2.2), et évaluation des politiques et projets de développement rural (élément de programme 2.3).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 14. – STATISTIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.35. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	379,5	83,7	153,0	171,0	407,7	787,2
Consultants	-	-	5,0	0,5	5,5	5,5
Dépenses communes de personnel	184,2	(26,8)	51,8	58,0	83,0	267,2
Autres voyages autorisés du personnel	9,7	0,5	3,8	1,2	5,5	15,2
<b>Total</b>	<b>573,4</b>	<b>57,4</b>	<b>213,6</b>	<b>230,7</b>	<b>501,7</b>	<b>1 075,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
630,8	213,6	-	-	213,6	33,8 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
<b>Total a)</b>		
b) Activités de fond :		
Contributions bilatérales	79,3	224,0
<b>Total b)</b>	<b>79,3</b>	<b>224,0</b>
c) Projets opérationnels :		
PNUD	614,8	408,0
<b>Total c)</b>	<b>614,8</b>	<b>408,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>694,1</b>	<b>632,0</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>1 707,1</b>

TABLEAU 14.36. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: statistiques en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	-	1	-	-	-	-	-	1
P-5	1	-	-	-	-	-	1	0
P-4	2	3	-	-	-	-	2	3
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	-	-	-	-	1	2	1	2
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	4	6	-	-	-	-	4	6
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>6</b>
<b>Total général</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>13</b>

## 14. – STATISTIQUES EN ASIE OCCIDENTALE

14.59 Ce programme est exécuté par la Section de statistique. Les trois sous-programmes qui le constituent ainsi que leurs éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Développement des statistiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 430 000 dollars (40 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.102 à 22.105.

c) Eléments de programme:

## 1.1 Diffusion de statistiques\*

*Produits:* publications techniques: résumé des données statistiques de la région de la CEAO, à paraître en 1984 et 1985 (au quatrième trimestre en chaque cas); indicateurs statistiques du monde arabe, à paraître en 1984 et 1985 (quatrième trimestre).

## 1.2 Mise au point de systèmes statistiques nationaux

*Produits:* services fonctionnels nécessaires pour la Conférence de statisticiens de la région de la CEAO et rapport à la Conférence sur l'adoption de normes et de méthodes statistiques (quatrième trimestre de 1985).

## 1.3 Assistance en vue d'améliorer les services statistiques des pays membres de la CEAO

*Produit:* assistance technique: élaboration de documents et participation des pays les moins avancés à des programmes de formation; formation de statisticiens pour assurer la collecte systématique des données et faire des enquêtes par sondage auprès des ménages; aide à la conception et à la mise en place de services statistiques\*\*\*\*.

*Sous-programme 2. Comptabilité nationale et statistiques économiques*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 430 000 dollars (40 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 112 000 dollars (50 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.106 à 22.110.

c) Eléments de programme:

## 2.1 Comptabilité nationale et statistiques de p et statistiques financières connexes

*Produits:* publications techniques: bulletin de comptabilité nationale des pays membres de la CEAO, à paraître en 1984 et 1985 (au troisième trimestre en chaque cas); bulletin sur les prix dans les pays membres de la CEAO, à paraître en 1984 et 1985 (au troisième trimestre en chaque cas).

## 2.2 Comparaisons internationales des revenus réels dans les pays membres de la CEAO

*Produit:* rapport à la Conférence de statisticiens de la région de la CEAO concernant des comparaisons des revenus réels dans certains pays membres de la CEAO (troisième trimestre de 1985).

## 2.3 Statistiques du commerce international\*\*

*Produit:* publication technique: bulletin du commerce extérieur de la région de la CEAO, à paraître en 1984 et 1985 (au quatrième trimestre en chaque cas).

*Sous-programme 3. Statistiques sociales et démographiques et statistiques de l'environnement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 215 000 dollars (20 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 112 000 dollars (50 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 22.111 à 22.114.

c) Eléments de programme:

## 3.1 Statistiques sociales et statistiques de l'environnement

*Produit:* publication technique: répertoire de statistiques sociales et des statistiques de l'environnement (quatrième trimestre de 1985).

## 3.2 Statistiques démographiques

*Produits:*

i) Rapport à la Commission sur la collecte de données statistiques sur les mouvements migratoires (premier trimestre de 1985);

ii) Rapport à la Conférence de statisticiens de l'Asie occidentale sur les recensements de population dans la région (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

14.60 Comme indiqué au paragraphe 14.43, il est proposé de transférer à ce programme un poste P-

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\*\* Pour information seulement. Le montant des ressources nécessaires à ce titre est indiqué au chapitre 24.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

précédemment alloué au programme «Population». En outre, le transfert de deux postes d'agent local (un du programme «Questions et politiques relatives au développement», l'autre du programme «Services de conférence») permettrait de pourvoir deux postes supplémentaires de commis statisticiens.

#### Reclassement de poste

14.61 Il est demandé de reclasser à D-1 (Administrateur général) le poste P-5 du Chef de la Section de statistique, en considération des responsabilités accrues qui s'attachent désormais à ce poste, pour plusieurs raisons: la décision prise par la Commission de faire figurer ce programme parmi les activités ayant le rang de priorité le plus élevé dans son programme

de travail général pour 1984-1989, l'importance croissante de l'appui fonctionnel apporté à un certain nombre de projets opérationnels, tels que l'Institut arabe de formation et de recherche en matière de statistiques (Bagdad), le projet d'enquête nationale sur les ménages et le projet de mise en place de services statistiques au Yémen, et, enfin, l'augmentation générale correspondante des effectifs de la section, qui devrait comprendre 13 postes en 1984-1985 (sept postes d'administrateur et six postes d'agent local, y compris les postes financés au moyen de fonds extra-budgétaires), contre neuf en 1982-1983 (5 postes d'administrateur et 4 postes d'agent local). La Section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a établi qu'il convenait de classer ce poste à D-1.

## 15. - TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN ASIE OCCIDENTALE

TABLEAU 14.37. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues			Crédits demandés pour 1984-1985	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale
Postes permanents	605,0	126,4	-	161,5	287,9	892,9
Consultants	17,6	0,8	-	2,6	3,4	21,0
Groupes spéciaux d'experts	-	-	19,8	3,1	22,9	22,9
Dépenses communes de personnel	289,4	(40,8)	-	54,7	13,9	303,3
Autres voyages autorisés du personnel	15,7	0,7	-	1,4	2,1	17,8
<b>Total</b>	<b>927,7</b>	<b>87,1</b>	<b>19,8</b>	<b>223,3</b>	<b>330,2</b>	<b>1 257,9</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 014,8	19,8	-	-	19,8	1,9 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 257,9</b>
---------------------------------	----------------

TABLEAU 14.38. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: transports, communications et tourisme en Asie occidentale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	3	3	-	-	-	-	3	3
P-3	1	1	-	-	-	-	1	1
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
Autres catégories								
Agents locaux	4	4	-	-	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>

## 15. – TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN ASIE OCCIDENTALE

14.62 Ce programme est exécuté par la Division des transports, des communications et du tourisme. L'unique sous-programme qui le constitue, son élément de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

### *Sous-programme 1. Développement des transports intégrés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 257 900 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 24.114 à 24.121.

c) Eléments de programme:

1.1 Développement des marines marchandes nationales et multinationales\*

*Produits:* rapports à la Commission sur les marines marchandes nationales (premier trimestre de 1984) et sur les flottes de vraquiers en Asie occidentale (troisième trimestre de 1985).

1.2 Le transport multimodal et le transfert aux pays membres de la CEAO de technologies modernes des installations portuaires et des transports maritimes

Pas de produit final. Cette activité comporte l'établissement d'un rapport à la Commission sur les aspects techniques du développement des transports maritimes (1986).

1.3 Développement des liaisons terrestres interrégionales et intrarégionales en Asie occidentale

*Produit:* rapport à la Commission sur les résultats d'une étude consacrée à l'amélioration de l'entretien des routes dans la région de la CEAO (premier trimestre de 1984); cette activité comporte aussi l'élaboration d'un rapport à la Commission sur le développement des transports terrestres (1986).

1.4 Harmonisation et normalisation des transports terrestres\*\*

*Produit:* rapport à la Commission sur un projet de procédure et/ou un projet de convention visant à faciliter le passage des frontières (premier trimestre de 1985).

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

1.5 Aspects économiques et planification d'un réseau de transports intégrés en Asie occidentale

Pas de produit final. Cette activité comporte l'élaboration d'un rapport à la Commission sur une stratégie régionale de développement des transports (1986).

1.6 Promotion de la formation dans le domaine des transports en Asie occidentale

*Produit:* rapport à la Commission sur les besoins de formation dans le domaine des transports (premier trimestre de 1984); cette activité comprendra aussi l'élaboration d'un rapport à la Commission sur la création éventuelle d'un institut régional de formation (1986).

1.7 Amélioration du système d'information en matière de transports en Asie occidentale

*Produit:* bulletin des transports (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

### *Consultants*

14.63 Exprimées en mois de travail, les ressources nécessaires à ce titre (18 400 dollars) se répartissent comme suit:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Mois de travail</i>
1.1	Analyse quantitative de certains aspects des transports maritimes . . . . .	1,5
1.2	Etude de la situation du transport multimodal dans la région. . . . .	1,5
1.5	Prévisions de l'évolution des transports . . . . .	1,5
		Total 4,5

### *Groupe spécial d'experts*

14.64 Un montant de 19 800 dollars est prévu à ce titre pour une réunion qui aura lieu en 1984 sur les aspects techniques de l'harmonisation et de la normalisation des transports terrestres.

### *Autres voyages autorisés du personnel*

14.65 Les ressources nécessaires à ce titre (16 400 dollars), qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources de 1982-1983, sont destinées à financer des missions sur le terrain et la collecte d'information.

## D. - Appui aux programmes

## 1. - SERVICES D'INFORMATION

TABLEAU 14.39. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	204,4	25,4	-	100,7	126,7	330,5
Dépenses communes de personnel	96,1	(18,1)	-	34,4	16,3	112,4
<b>Total</b>	<b>300,5</b>	<b>7,3</b>	<b>-</b>	<b>135,1</b>	<b>142,4</b>	<b>442,9</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
307,8	-	-	-	-	0,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	442,9
-------------------------	-------



TABEAU 14.40. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme : services d'information

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
Autres catégories							
Agents locaux	5	5	-	-	-	-	5
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>

## D. – Appui aux programmes

qués de presse et des brochures et réalise des émissions concernant tous les programmes de la Commission.

## 1. – SERVICES D'INFORMATION

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

14.66 Ce programme est exécuté par un groupe de l'information qui relève du Bureau du Secrétaire exécutif. Ce groupe publie régulièrement des communi-

14.67 Il n'est pas proposé d'accroissement des ressources pour ce programme.

## 2. – SERVICES DE CONFÉRENCE

TABLEAU 14.41. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 670,4	256,0	(24,8)	681,3	912,5	2 582,9
Dépenses communes de personnel	791,3	(137,1)	(8,4)	231,9	86,4	877,7
<b>Total</b>	<b>2 461,7</b>	<b>118,9</b>	<b>(33,2)</b>	<b>913,2</b>	<b>998,9</b>	<b>3 460,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
2 580,6	(33,2)	-	-	(33,2)	(1,2) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

Total, coûts directs	3 460,6
-------------------------	---------

TABLEAU 14.42. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: services de conférence

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	4	4	-	-	-	-	4	4
P-3	8	8	-	-	-	-	8	8
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1	1
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
Autres catégories								
Agents locaux	31	30	-	-	-	-	31	30
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31</b>	<b>30</b>
<b>Total général</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45</b>	<b>44</b>

## 2. - SERVICES DE CONFÉRENCE

Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)

## Transfert de postes

14.68 Ce programme est exécuté par la Section des services de conférence de la Division administrative. Il consiste à assurer les services nécessaires aux réunions organisées dans le cadre des programmes de la CEAO, y compris les sessions annuelles de la Commission.

14.69 Il est proposé de transférer un poste d'agent local de ce programme au programme « Statistiques », domaine auquel la Commission a attribué un rang de priorité élevé dans son programme de travail, ce qui accroît le volume de travail correspondant.

## 3. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

TABLEAU 14.43. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	196,9	37,9	-	61,4	99,3	296,2
Dépenses communes de personnel	93,6	(13,8)	-	21,0	7,2	100,8
<b>Total</b>	<b>290,5</b>	<b>24,1</b>	<b>-</b>	<b>82,4</b>	<b>106,5</b>	<b>397,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
314,6	-	-	-	-	- 8

## 2) Fonds extra-budgétaires

1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
---	---

## a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies

ii) Des programmes extra-budgétaires

121,8

90,0

Total a)

121,8

90,0

TABLEAU 14.43 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	121,8	90,0
Total, coûts directs		487,0

TABLEAU 14.44. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: gestion des activités de coopération technique

Catégories	Postes permanents			Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire			Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1988	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985			
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									
P-5	1	1	-	-	-	-	1	-	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
P-3	1	1	-	-	-	-	1	-	1
P-2/1	-	-	-	-	1	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Autres catégories									
Agents locaux	2	2	-	-	2	2	4	4	4
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>

### 3. - GESTION DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

14.70 Ce programme est exécuté par le Groupe de la coopération technique dont les activités sont les suivantes:

a) Coordonner les services consultatifs régionaux fournis, sur leur demande, aux Etats membres de la Commission dans les domaines ci-après: planification sectorielle, formation de la main-d'œuvre, développe-

ment industriel, ressources naturelles, financement et administration du développement, statistiques, développement social, transports et promotion de la coopération entre les pays de la région (on trouvera le détail de ces activités et des ressources nécessaires à ce titre au chapitre 24);

b) Collaborer avec les divisions organiques de la CEAO à l'élaboration et à la gestion de projets de coopération technique spécifiques entrant dans le cadre de leurs programmes de travail.

### 4. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 14.45. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 475,8	1 412,4	47,2	2 075,2	3 534,8	6 010,6
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	53,3	2,7	-	8,7	11,4	64,7
Heures supplémentaires	9,2	0,4	-	1,5	1,9	11,1
Dépenses communes de personnel	1 728,7	(409,9)	16,0	707,7	313,8	2 042,5
Indemnités de logement	237,0	(237,0)	-	-	(237,0)	-
Autres voyages autorisés du personnel	9,7	0,5	-	0,9	1,4	11,1
Imprimerie et reliure	97,3	4,8	(4,5)	15,1	15,4	112,7
Travaux et services contractuels						
d'informatique	-	-	149,2	23,2	172,4	172,4
Location et entretien des locaux	442,0	442,0	-	137,0	579,0	1 021,0
Eclairage, chauffage, énergie et eau	320,3	294,3	-	95,2	389,5	709,8
Location et entretien du matériel	54,6	2,6	125,4	28,4	156,4	211,0
Communications	64,2	3,2	-	10,5	13,7	77,9
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	7,1	0,3	-	1,2	1,5	8,6
Services divers	16,3	0,9	-	2,7	3,6	19,9
Fournitures et accessoires	159,9	8,0	-	26,0	34,0	193,9
Mobilier et matériel	477,1	(448,2)	49,4	12,2	(386,6)	90,5
<b>Total</b>	<b>5 915,5</b>	<b>1 314,0</b>	<b>382,7</b>	<b>3 145,5</b>	<b>4 842,2</b>	<b>10 757,7</b>

TABLEAU 14.45 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 229,5	382,7	-	56,6	439,3	6,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	185,3	90,3
Total a)	185,3	90,3
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	185,3	90,3
Total, coûts directs	10 848,0	





#### 4. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

14.71 Les services assurés dans le cadre de ce programme sont les suivants: Bureau du Chef de l'administration, Section du budget et des finances, Services du personnel, Services généraux, Groupe de traitement électronique de l'information et Bibliothèque.

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Postes nouveaux*

14.72 La CEAO disposant, dans son nouveau siège permanent, d'un ordinateur, entre autres installations fournies par le gouvernement hôte, il est proposé de créer un petit groupe de traitement électronique de l'information qui serait chargé de fournir des services informatiques tant pour les programmes de fond que pour les activités administratives. Ce groupe comporterait deux postes d'administrateur, les travaux de secrétariat étant assurés par les effectifs de la Division administrative. La création d'un poste P-4 est demandée pour le Chef du groupe, dont les attributions consisteraient notamment à l'organisation et à gérer des systèmes de traitement électronique de l'information et de traitement de textes et des systèmes de communications connexes, à veiller à la compatibilité entre les systèmes des utilisateurs et ceux du siège de la Commission, à actualiser et modifier les systèmes existants et à en concevoir de nouveaux. La Section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a établi que ces fonctions correspondraient à un poste de la classe P-4.

14.73 Il est admis qu'il faudrait prévoir un poste supplémentaire de la classe P-3 dont le titulaire serait chargé d'aider le Chef du groupe à exercer les fonctions décrites plus haut. Toutefois, la création de ce poste n'est pas demandée à ce stade dans la mesure où il faut disposer d'une certaine expérience pour évaluer les besoins en effectifs, ce qui sera fait ultérieurement; par ailleurs, il est entendu qu'en cas de besoin la CEAO pourrait être autorisée à utiliser au cours de l'exercice biennal un poste P-3 vacant qui est inscrit à son tableau d'effectifs.

##### *Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

##### *Heures supplémentaires*

14.74 Les ressources nécessaires à ce titre (56 000 et 9 600 dollars respectivement), qui correspondent au montant réévalué de la base de ressources, concernent les différents programmes de la CEAO.

##### *Autres voyages autorisés du personnel*

14.75 Les ressources nécessaires à ce titre (10 200 dollars) doivent permettre de couvrir essentiellement les frais de voyage du personnel qui se rendra à New York pour des consultations.

##### *Imprimerie et reliure*

14.76 Les ressources nécessaires à ce titre (97 600 dollars) concernent l'ensemble du programme de publications de la CEAO, tel qu'il a été approuvé par le Comité des publications.

##### *Travaux et services contractuels d'informatique*

14.77 Les ressources prévues à ce titre (149 200 dollars) sont destinées à couvrir le coût: a) des contrats d'entretien de l'ordinateur fourni par le gouvernement hôte; et b) la location de logiciel.

##### *Location et entretien des locaux*

14.78 Les ressources nécessaires à ce titre (884 000 dollars) correspondent au montant calculé sur la base de tout l'exercice biennal, du crédit additionnel que l'Assemblée générale a ouvert pour l'année 1983 à sa trente-septième session, de l'examen du premier rapport d'exécution, pour faire face aux besoins supplémentaires dus à l'installation de la Commission dans son siège permanent à Bagdad (A/C.5/37/65/Add.1). Outre le coût des services de nettoyage (660 000 dollars), le crédit demandé couvrirait le coût des fournitures d'entretien et de divers services d'entretien.

##### *Eclairage, chauffage, énergie et eau*

14.79 Les ressources prévues à ce titre (614 600 dollars) correspondent également au montant calculé sur la base de tout l'exercice biennal, du crédit additionnel que l'Assemblée générale a ouvert pour l'année 1983 à sa trente-septième session, lors de l'examen du premier rapport d'exécution, pour faire face aux besoins supplémentaires dus à l'installation de la Commission dans son siège permanent à Bagdad (A/C.5/37/65/Add.1).

##### *Location et entretien de matériel*

14.80 Les ressources nécessaires à ce titre (182 600 dollars) font apparaître une augmentation de 125 400 dollars qui tient au fait que la CEAO devra passer des contrats d'entretien avec les fabricants du matériel fourni par le gouvernement hôte, lorsqu'elle s'installera dans son nouveau siège permanent, (téléphone, installation centrale de climatisation et groupes électrogènes, dispositif électronique de vote et autre gros matériel). La période de garantie initiale de ce matériel expirera au début de l'exercice biennal.

##### *Mobilier et matériel*

14.81 L'augmentation qui apparaît à ce titre (49 400 dollars) est due au remplacement de deux voitures et à l'acquisition de matériel d'entretien à usage général, de mobilier et de matériel médical pour l'infirmerie et de cloisons amovibles.

## CHAPITRE 15. – CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

### TABLEAU 15.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
52 411,7	(1 315,4)	(2,5)	-	-	3 409,2	6,5	2 093,8	3,9	54 505,5

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
51 096,3	-	-	-	-	-

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires a/	2 879,4	2 634,2
Total a)	2 879,4	2 634,2
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-

TABLEAU 15.1. (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNJD	20 000,0	20 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	3 000,0	3 000,0
Total c)	23 000,0	23 000,0
Total a), b) et c)	25 879,4	25 634,2
Total, coûts directs		80 139,7
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		64 404,8
Total, coûts directs et coûts indirects répartis		144 544,5

a/ Non compris des contributions d'un montant de 320 600 dollars en 1982-1983 et de 365 800 dollars en 1984-1985 à l'Office des Nations Unies à Genève au titre des services fournis aux programmes de coopération technique de la CNUCED.

TABLEAU 15.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
 (AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Dépenses supplémentaires				Ajustements spéciaux (7)	Total (8)	Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983					
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Organes directeurs : sessions de la Conférence	285,5	285,5	-	-	-	-	-	(285,5)	-	
B. Direction exécutive et administration	4 095,1	-	-	-	4,2	3,7	7,9	7,9	4 103,0	
C. Programmes d'activité										
1. Questions monétaires, questions financières et développement	7 961,8	-	-	-	(45,5)	1,7	(43,8)	(43,8)	7 918,0	
2. Produits de base	9 400,7	1 324,5	-	-	(38,3)	72,2	33,9	(1 290,6)	8 110,1	
3. Articles manufacturés et semi-finis	4 580,0	-	-	-	(13,3)	1,4	(11,9)	(11,9)	4 568,1	
4. Transports maritimes, ports et transport multimodal	3 543,3	-	-	-	(11,3)	1,9	(9,4)	(9,4)	3 533,9	
5. Transfert de technologie	3 597,6	-	-	-	(9,4)	3,9	(5,5)	(5,5)	3 592,1	
6. Coopération économique entre pays en développement	3 145,9	-	-	-	(7,6)	0,5	(7,1)	(7,1)	3 138,8	

TABLEAU 15.2 ( suite )

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires				Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	1 743,9	-	-	-	(4,6)	0,4	-	(4,2)	-	(4,2)	(4,2)	1 739,7
8. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	2 513,5	-	362,9	-	(7,7)	38,2	-	393,4	-	393,4	393,4	2 906,9
9. Assurances	909,8	-	-	-	(2,5)	0,7	-	(1,8)	-	(1,8)	(1,8)	908,0
10. Facilitation du commerce	379,1	-	-	-	(0,8)	0,3	-	(0,5)	-	(0,5)	(0,5)	378,6
D. Appui aux programmes												
1. Gestion des activités de coopération technique	171,7	-	-	-	0,2	0,1	-	0,3	-	0,3	0,3	172,0
2. Affaires de la Conférence	3 747,3	-	-	-	(19,9)	2,3	-	(17,6)	-	(17,6)	(17,6)	3 729,7
3. Services administratifs et services communs	6 336,5	-	-	-	(24,3)	(14,8)	-	(39,1)	-	(39,1)	(39,1)	6 297,4
Total	52 411,7	1 610,0	362,9	-	(180,8)	112,5	-	294,6	-	294,6	(1 315,4)	51 096,3

TABLEAU 15.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUS POUR 1984-1985  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985		Taux de croissance réelle
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		Crédits demandés pour 1984-1985	%	
					\$	%			
<b>A. Organes directeurs : sessions de la Conférence</b>	285,5	(285,5)	-	-	(285,5)	(100,0)	-	-	
<b>B. Direction exécutive et administration</b>	4 095,1	7,9	-	259,0	266,9	6,5	4 362,0	-	
<b>C. Programmes d'activité</b>									
1. Questions monétaires, questions financières et développement	7 961,8	(43,8)	-	565,7	521,9	6,5	8 483,7	-	
2. Produits de base	9 400,7	(1 290,6)	-	508,2	(782,4)	(8,3)	8 618,3	-	
3. Articles manufacturés et semi-finis	4 580,0	(11,9)	-	283,4	271,5	5,9	4 851,5	-	
4. Transports maritimes, ports et transport multimodal	3 543,3	(9,4)	-	223,9	214,5	6,0	3 757,8	-	
5. Transfert de technologie	3 597,6	(5,5)	-	229,9	224,4	6,2	3 822,0	-	
6. Coopération économique entre pays en développement	3 145,9	(7,1)	-	192,4	185,3	5,8	3 331,2	-	

TABLEAU 15.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			
					\$	%		
7. Commerce entre pays à systèmes économiques et sociaux différents	1 741,9	(4,2)	-	109,5	105,3	6,0	1 849,2	-
8. Pays en développement les moins avancés, sans littoral et insulaires	2 513,5	393,4	-	183,5	576,9	22,9	3 090,4	-
9. Assurances	909,8	(1,8)	-	55,1	53,3	5,8	963,1	-
10. Facilitation du commerce	379,1	(0,5)	-	22,2	21,7	5,7	400,8	-
D. Appui aux programmes								
1. Gestion des activités de coopération technique	171,7	0,3	-	8,2	8,5	4,9	180,2	-
2. Affaires de la Conférence	3 747,3	(17,6)	-	258,5	240,9	6,4	3 988,2	-
3. Services administratifs et services communs	6 336,5	(39,1)	-	509,7	470,6	7,4	6 807,1	-
<b>Total</b>	<b>52 411,7</b>	<b>(1 315,4)</b>	<b>-</b>	<b>3 409,2</b>	<b>2 093,8</b>	<b>3,9</b>	<b>54 505,5</b>	<b>-</b>



**TABEAU 15.4. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			
Postes permanents	33 905,7	141,3	-	2 185,4	2 326,7	36 232,4	-	-
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	498,8	(63,6)	-	36,6	(27,0)	471,8	-	-
Consultants	1 154,6	(4,3)	-	96,8	92,5	1 247,1	-	-
Heures supplémentaires	167,6	(57,2)	-	9,2	(48,0)	119,6	-	-
Groupes spéciaux d'experts	338,5	(1,5)	-	28,1	26,6	365,1	-	-
Dépenses communes de personnel	9 858,4	40,8	-	625,9	666,7	10 525,1	-	-
Indemnités de représentation	30,8	-	-	-	-	30,8	-	-
Frais de voyage des représentants	102,7	2,5	-	8,8	11,3	114,0	-	-
Frais de voyage du personnel en mission	1 412,3	37,7	-	122,0	159,7	1 572,0	-	-
Imprimerie et reliure	668,8	(2,7)	-	55,7	53,0	721,8	-	-
Location et entretien du matériel	453,6	(2,0)	-	37,9	35,9	489,5	-	-
Communications	1 198,8	(5,5)	-	100,2	94,7	1 293,5	-	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	28,0	(9,4)	-	1,6	(7,8)	20,2	-	-
Services divers	108,9	(61,7)	-	4,0	(57,7)	51,2	-	-
Fournitures et accessoires	1 054,9	(4,9)	-	88,2	83,3	1 138,2	-	-
Mobilier et matériel	104,8	(0,4)	-	8,8	8,4	113,2	-	-
Subventions et contributions	1 324,5	(1 324,5)	-	-	(1 324,5)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>52 411,7</b>	<b>(1 315,4)</b>	<b>-</b>	<b>3 409,2</b>	<b>2 093,8</b>	<b>54 505,5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 15.5. - POSTES NÉCESSAIRES  
Unité administrative: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Catégories	Postes permanents			Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire			Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985		1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	-	-	-	-	-	1
SSG	2	2	-	-	-	-	-	2
D-2	9	9	-	-	-	-	-	9
D-1	23	23	-	-	-	-	-	23
P-5	52	52	-	-	6	6	6	58
P-4	59	59	-	-	2	2	2	61
P-3	69	69	-	-	2	2	2	71
P-2/1	33	33	-	-	2	2	2	35
<b>Total</b>	<b>248</b>	<b>248</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>260</b>
Agents des services généraux								
1ère classe	13	13	-	-	-	-	-	13
Autres Classes	187	187	-	-	20	20	20	207
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>220</b>
<b>Total général</b>	<b>448</b>	<b>448</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>480</b>

**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement.**

15.1 Au moment de l'établissement du présent projet de budget, la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), prévue du 2 au 30 juin 1983 à Belgrade, n'avait pas encore eu lieu. La Conférence, qui se tient tous les quatre ans, donne lieu habituellement à une réorientation majeure du programme de travail de la CNUCED dans les domaines inscrits à son ordre du jour. L'ordre du jour de cette session de la Conférence comprend toutes les grandes questions qui relèvent de la CNUCED. On estime que les décisions qui seront adoptées à cette session donneront lieu à des

modifications importantes du programme de travail de la CNUCED pour le prochain exercice biennal. En conséquence, afin de ne pas préjuger le résultat de la Conférence, les présentes propositions se limitent à une réévaluation de la base de ressources de 1982-1983, les effets qu'aura sur cette base l'inflation au cours des années 1984-1985 étant de plus pris en compte.

15.2 Des montants estimatifs révisés correspondant au programme remanié de la CNUCED, fondés sur les recommandations qui seront formulées par la Conférence lors de sa sixième session, seront présentés en temps voulu.

## CHAPITRE 16. – CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

### A. – Centre du commerce international CNUCED/GATT (contribution de l'ONU)

TABLEAU 16.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX  
(contribution de l'ONU)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
8 293,7	(202,6)	(2,4)	(70,5)	(0,8)	606,5	7,3	333,4	4,0	8 627,1

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 091,1	(70,5)	20,4	-	(90,9)	(1,1) %

##### 2) Fonds extra-budgétaires

a/

Total coûts directs	8 627,1
------------------------	---------

#### B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS

450,5

Total, coûts directs et coûts indirects répartis	9 077,6
--	---------

a/ Les fonds extra-budgétaires dont dispose le Centre sont indiqués ci-après dans le projet de budget total du Centre.

### Centre du commerce international CNUCED/GATT

16.1 Par sa résolution 2297 (XXII) en date du 12 décembre 1967, l'Assemblée générale a approuvé l'accord intégrant dans le Centre du commerce international, avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1968, les ressources et les activités du GATT et de la CNUCED dans le domaine de la promotion du commerce. Le Centre, créé à l'origine par les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en 1964, serait désormais géré conjointement et à titre permanent par la CNUCED et le GATT en tant qu'associés égaux. Les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont adopté une décision parallèle le 22 novembre 1967, comme il est indiqué dans le document SR/24/14 du GATT.

16.2 Dans sa résolution 1819 (LV) adoptée le 9 août 1973, le Conseil économique et social a réaffirmé que le Centre était le point central de toutes les activités d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine de la promotion du commerce. En novembre 1974, l'Assemblée générale a confirmé que le statut juridique du Centre était celui d'un organe subsidiaire à la fois de l'ONU et du GATT.

16.3 Le projet de budget-programme du Centre du commerce international pour l'exercice biennal 1984-1985 est présenté par le Directeur exécutif du Centre. Après examen, le Secrétariat estime que le projet de budget-programme du Centre correspond à des dépenses d'un montant de 17 825 200 dollars en 1984-1985, dont l'ONU et le GATT couvriraient chacun 8 627 100 dollars, le solde (571 000 dollars) étant couvert par des recettes accessoires.

16.4 Bien que les prévisions de dépenses qui figurent dans le budget du Centre nécessitent un accroissement

des ressources de 107 000 dollars, aux taux révisés de 1983, la part des dépenses qui est à la charge de l'ONU et du GATT accuse une diminution de 70 500 dollars dans chaque cas, compte tenu de l'augmentation des prévisions de recettes accessoires pour 1984-1985 par rapport à 1982-1983 (248 000 dollars).

16.5 Lorsque le Comité du programme et de la coordination (CPC) avait examiné le chapitre 16 (Centre du commerce international) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 à sa vingt et unième session, il avait jugé impossible de faire des observations sur le programme du Centre du commerce international, le chapitre 16 ne contenant pas de programme de travail. Pour faciliter l'examen du projet de budget-programme pour 1984-1985 par le CPC, des renseignements sont fournis ci-après concernant le projet de budget total du Centre, assortis du texte explicatif relatif aux activités du programme. Les sous-programmes qui composent le projet de budget-programme du Centre correspondent aux sous-programmes du programme 9 intitulé «Promotion des échanges commerciaux et développement des exportations (CCI)», décrit au chapitre 16 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989<sup>1</sup>.

16.6 Le projet de budget-programme du Centre a été établi en utilisant un taux de change de 2,13 francs suisses pour un dollar. Les prévisions de dépenses pour les postes permanents et les dépenses communes de personnel ont été calculées à partir des mêmes hypothèses que pour la CNUCED. En outre, on a repris pour les prévisions de dépenses du Centre les taux d'inflation prévus pour 1984 et 1985 qui ont été utilisés pour les autres services sis à Genève.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 6 (A/36/6), vol. II, par. 17.1.

## B. - Centre du commerce international CNUCED/GATT

TABLEAU 16A.1. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	10 039,8	(461,2)	230,0	685,0	453,8	10 493,6
Personnel temporaire pour les réunions	133,1	0,5	12,0	12,2	24,7	157,8
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	357,1	1,2	(149,4)	17,4	(130,8)	226,3
Heures supplémentaires	38,6	0,1	0,6	3,3	4,0	42,6
Dépenses communes de personnel	2 789,9	(4,9)	67,2	196,0	258,3	3 048,2
Voyages autorisés du personnel	197,8	0,7	-	16,7	17,4	215,2
Services contractuels	-	-	170,6	14,4	185,0	185,0
Imprimerie et reliure	248,5	0,8	8,7	21,7	31,2	279,7
Services de traitement de l'information	-	-	74,4	6,2	80,6	80,6
Vérification extérieure des comptes	31,1	0,1	-	2,6	2,7	33,8
Location et entretien des locaux	1 855,6	(4,2)	(244,2)	135,0	(113,4)	1 742,2
Location et entretien du matériel	181,9	0,6	(47,1)	11,4	(35,1)	146,8
Communications	558,9	1,1	(34,1)	44,2	11,2	570,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	4,2	-	-	0,4	0,4	4,6
Services divers	141,5	(8,5)	(9,3)	10,4	(7,4)	134,1
Fournitures et accessoires	313,8	0,7	10,3	27,3	38,3	352,1
Mobilier et matériel	86,5	-	17,3	8,7	26,0	112,5
<b>Total</b>	<b>16 978,3</b>	<b>(473,0)</b>	<b>107,0</b>	<b>1 212,9</b>	<b>846,9</b>	<b>17 825,2</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
16 505,3	107,0	40,7	-	66,3	0,4 %

TABLEAU 16A.1 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	4 250,0	4 450,0
<b>Total a)</b>	<b>4 250,0</b>	<b>4 450,0</b>
b) Activités de fond		
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
PNUD	9 000,0	9 500,3
Fonds d'affectation spéciale	23 700,0	24 700,0
<b>Total c)</b>	<b>32 700,0</b>	<b>34 200,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>36 950,0</b>	<b>38 650,0</b>
	<b>Total, coûts directs</b>	<b>56 475,2</b>





TABLEAU 16A.3. – TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RESSOURCES  
IMPUTÉES SUR LE BUDGET ORDINAIRE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Montants estimatifs révisés pour 1982-1983 aux taux révisés de 1983	1984	1985	Total des prévisions de recettes pour 1984-1985
Contribution de l'ONU	8 091,1	4 162,3	4 464,8	8 627,1
Contribution du GATT	8 091,1	4 162,3	4 464,8	8 627,1
Virement du compte d'excédents	18,3	180,1	-	180,1
Location d'aires de stationnement	43,1	25,7	25,7	51,4
Location de bureaux	242,7	147,0	147,2	294,2
Vente de publications	6,6	5,8	6,5	12,3
Intérêts des placements	4,1	12,4	12,4	24,8
Autres recettes	<u>8,3</u>	<u>4,1</u>	<u>4,1</u>	<u>8,2</u>
<b>Total</b>	<b><u>16 505,3</u></b>	<b><u>8 699,7</u></b>	<b><u>9 125,5</u></b>	<b><u>17 825,2</u></b>

16.7 Le Centre a pour fonction principale d'aider les pays en développement à améliorer les résultats de leur commerce extérieur en augmentant et en diversifiant leurs exportations et en passant des contrats d'importation dans des conditions plus efficaces et rentables. Le programme est divisé en neuf sous-programmes indiqués ci-après :

a) Infrastructure institutionnelle pour la promotion des échanges commerciaux au niveau national;

b) Développement des marchés pour les produits d'exportation;

c) Services nationaux spécialisés de promotion des échanges commerciaux;

d) Promotion multinationale des échanges commerciaux;

e) Formation professionnelle pour la promotion des échanges commerciaux;

f) Opérations et techniques d'importation;

g) Programme spécial de coopération technique avec les pays les moins avancés;

h) Promotion des échanges commerciaux axée sur le développement rural;

i) Coopération technique avec les chambres de commerce nationales.

16.8 Il convient d'examiner le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 à la lumière des recommandations concernant les activités du Centre qui ont été adoptées par le Groupe consultatif commun à sa seizième session, tenue à Genève du 21 au 28 mars 1983. Le Groupe est le principal organe intergouvernemental chargé d'examiner, chaque année, la politique et le programme de travail du Centre et d'établir les activités prioritaires du Centre. Les recommandations les plus récentes du Groupe concernant ces priorités figurent dans le document ITC/AG(XVI)/88 du 30 mars 1983, qui a été transmis aux organes directeurs de la CNUCED et du GATT pour examen, conformément à la pratique établie.

16.9 En dépit des efforts considérables déployés par le secrétariat, il n'a pas été possible, ces deux dernières années, d'accroître le montant des fonds extra-budgétaires dont dispose le Centre. En outre, les limitations imposées au budget ordinaire pendant l'exercice biennal 1982-1983 ont fait que le Centre n'a pas été en mesure de satisfaire toutes les demandes nouvelles concernant des activités de coopération technique émanant de pays en développement ni de financer certaines activités d'appui exécutées au siège.

Ainsi, les activités de traitement électronique de l'information n'ont pu être financées que sur une base *ad hoc* et la plupart des services consultatifs spécialisés sont actuellement financés par des contributions à des fonds d'affectation spéciale.

16.10 En 1982, le Directeur exécutif a étudié les moyens d'intensifier encore le taux d'exécution des programmes d'assistance technique du Centre et de simplifier ses procédures afin d'accroître la productivité du personnel. Ces mesures ont eu pour effet un accroissement du taux d'exécution des projets, qui est passé de 74 p. 100 en 1981 à 79,5 p.100 en 1982.

16.11 Malgré la réduction considérable du montant total des ressources du PNUD, le Centre a exécuté en 1982 des projets du PNUD correspondant à un montant de 4,8 millions de dollars, soit une augmentation de 30 p. 100 par rapport aux prévisions de dépenses pour 1982 figurant dans le projet de budget du Centre pour 1982-1983 (A/C.5/36/3).

16.12 Les prévisions de dépenses pour les projets financés par des fonds d'affectation spéciale ont également été dépassées. Si l'on tient compte des effets de la forte réévaluation du dollar des Etats-Unis par rapport aux principales monnaies européennes et des réajustements monétaires effectués par certains des principaux pays donateurs, on peut conclure que le montant des dépenses au titre des projets susmentionnés dépasse d'au moins 5 p.100 les prévisions figurant dans le projet de budget pour 1982-1983.

16.13 Ces résultats sont l'aboutissement des efforts déployés par l'administration et le personnel du Centre en vue d'accroître l'efficacité de celui-ci et, compte tenu de la situation économique internationale, ils doivent être considérés comme excellents.

16.14 Le Directeur exécutif, ayant examiné avec soin les recommandations de fond faites par le Groupe

consultatif commun à ses quinzième et seizième sessions et souhaitant que le Centre soit davantage en mesure de satisfaire les nouveaux besoins des pays en développement et d'axer ses efforts sur les pays les moins avancés, propose une légère augmentation du budget ordinaire pour 1984-1985.

16.15 Le Centre a étudié les moyens d'utiliser de la façon la plus rationnelle les effectifs dont il dispose en vue d'exécuter ses activités avec la plus grande efficacité. Il a également envisagé la possibilité de redéployer son personnel pour pouvoir exécuter les principales tâches qui lui incombent. Les responsables du Centre sont parvenus à la conclusion que, si le nombre des administrateurs n'était pas augmenté, le Centre ne serait pas en mesure de répondre aux besoins nouveaux des pays en développement et son programme d'assistance technique en souffrirait. Le Directeur exécutif demande donc la création de deux postes d'administrateur qui seront financés à partir de 1984 par des crédits inscrits au budget ordinaire; les raisons invoquées à l'appui de cette demande sont indiquées ci-après. En outre, il propose de reclasser deux postes de P-2 à P-3. Les titulaires de ces postes font en fait fonction d'administrateur de projets et sont entièrement responsables de la préparation, de l'exécution et du contrôle de projets d'assistance technique. Ils doivent notamment effectuer des missions de programmation et d'enquête dans les pays qui relèvent de leur compétence et avoir des entretiens à un niveau élevé avec leurs homologues gouvernementaux.

16.16 Un examen approfondi des autres dépenses figurant dans le projet de budget du Centre permettrait de réaliser certaines économies et de maintenir au niveau le plus bas les autres augmentations de coûts. Le taux de croissance réelle des prévisions de dépenses n'est que de 0,4 p.100 et ces prévisions représentent le strict minimum nécessaire au bon fonctionnement du secrétariat du Centre.

## 1. - ORGANE DIRECTEUR

TABLEAU 16A.4. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
<b>Personnel temporaire pour les réunions</b>	133,1	0,5	12,0	12,2	24,7	157,8
<b>Services divers</b>	9,8	-	8,5	1,5	10,0	19,8
<b>Total</b>	<b>142,9</b>	<b>0,5</b>	<b>20,5</b>	<b>13,7</b>	<b>34,7</b>	<b>177,6</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
143,4	20,5	-	-	20,5	14,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

<b>Total, coûts directs</b>	<b>177,6</b>
---------------------------------	--------------

## 1. - ORGANE DIRECTEUR

16.17 L'organe directeur du Centre du commerce international est le Groupe consultatif commun CNUCED/GATT qui a été constitué par les organes directeurs de la CNUCED et du GATT lors de l'établissement du Centre commun. Le Groupe consultatif commun a le même mandat que l'ancien Groupe consultatif du GATT, à savoir qu'il est chargé de passer en revue les activités du Centre et de formuler des recommandations à l'intention des organes directeurs au sujet du futur programme de travail du Centre. Le Groupe se réunit chaque année à Genève pour procéder à un examen détaillé des questions de fond entrant dans le programme du Centre, de ses priorités et de sa structure organisationnelle.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Personnel temporaire pour les réunions*

16.18 Le montant prévu (145 600 dollars) est destiné

à couvrir le coût des services de conférence nécessaires pour les dix-septième et dix-huitième sessions du Groupe consultatif commun et de son Groupe de travail qui, en 1984 et 1985, se réuniront pendant 14 jours ouvrables au total. Les services de conférence sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève. Compte tenu de l'expérience antérieure, on estime qu'un accroissement des ressources de 12 000 dollars serait nécessaire.

*Services divers*

16.19 On estime que 18 300 dollars seraient nécessaires pour fournir des services de sécurité et autres services divers supplémentaires pendant les sessions du Groupe consultatif commun. Le montant prévu implique un accroissement des ressources de 8 500 dollars qui sera obtenu grâce au transfert de crédits antérieurement inscrits aux rubriques administration et services communs.

## 2. - DIRECTION EXÉCUTIVE ET ADMINISTRATION

TABLEAU 16A.5. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	474,2	(17,0)	-	27,2	10,2	484,4
Dépenses communes de personnel	138,6	1,2	-	7,9	9,1	147,7
Voyages autorisés du personnel	33,6	0,1	-	2,8	2,9	36,5
<b>Total</b>	<b>646,4</b>	<b>(15,7)</b>	<b>-</b>	<b>37,9</b>	<b>22,2</b>	<b>668,6</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources					Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
630,7	-	-	-	-	-	-

## 2) Fonds extra-budgétaires

	-
<b>Total, coûts directs</b>	<b>668,6</b>

TABEAU 16A.6. - POSTES NÉCESSAIRES

**Programme: direction exécutive et administration**

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
SSG	1	1	-	-	-	-	1
D-2	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>

## 2. - DIRECTION EXÉCUTIVE ET ADMINISTRATION

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

16.20 Ce programme englobe les fonctions du Directeur exécutif, du Directeur exécutif adjoint et de leurs collaborateurs immédiats et a pour objet d'assurer l'orientation générale et la gestion des activités relevant du Centre financées par prélèvement sur le budget ordinaire et au moyen de fonds extra-budgétaires.

### *Voyages autorisés du personnel*

16.21 Les ressources prévues (33 700 dollars), qui ne représentent aucun accroissement par rapport au montant correspondant au maintien des programmes de 1982-1983, sont destinées à permettre des consultations avec des gouvernements et à assurer la représentation du Centre à des réunions.

## 3. - PROGRAMME D'ACTIVITÉ: PROMOTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

TABLEAU 16A.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*

### COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	6 561,4	(277,2)	230,0	427,9	380,7	6 942,1
Dépenses communes de personnel	1 818,6	4,4	67,2	122,0	193,6	2 012,2
Voyages autorisés du personnel	128,6	0,5	-	10,9	11,4	140,0
Services contractuels	-	-	85,3	7,2	92,5	92,5
Imprimerie et reliure	67,1	0,2	-	5,7	5,9	73,0
Fournitures et accessoires	91,6	0,2	10,3	8,6	19,1	110,7
<b>Total</b>	<b>8 667,3</b>	<b>(271,9)</b>	<b>392,8</b>	<b>582,3</b>	<b>703,2</b>	<b>9 370,5</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 395,4	392,8	-	-	392,8	4,6 %

TABLEAU 16A.7 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	3 124,6	3 342,4
<b>Total a)</b>	<b>3 124,6</b>	<b>3 342,4</b>
b) Activités de fond	-	-
<b>Total b)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
c) Projets opérationnels		
PNUD	9 000,0	9 500,0
Fonds d'affectation spéciale	23 700,0	24 000,0
<b>Total c)</b>	<b>32 700,0</b>	<b>34 200,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>35 824,6</b>	<b>37 542,4</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>46 913,0</b>	

TABLEAU 16A.8. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: promotion des échanges commerciaux et développement des exportations

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
D-1	3	3	-	-	-	-	3
P-5	11	11	-	-	4	4	15
P-4	14	16	-	-	2	2	16
P-3	10	12	-	-	10	10	20
P-2/1	6	4	-	-	-	-	6
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>60</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	1	1	-	-	-	-	1
Autres classes	41	41	-	-	25	25	66
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>67</b>
<b>Total général</b>	<b>86</b>	<b>88</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>41</b>	<b>129</b>



### 3. – PROGRAMME D'ACTIVITÉ: PROMOTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ET DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS

16.22 Les activités de fond du Centre entrant dans ce programme sont réparties entre neuf sous-programmes décrits ci-après:

#### *Sous-programme 1. Infrastructure institutionnelle pour la promotion des échanges commerciaux au niveau national*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 124 500 dollars (12 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 401 100 dollars (12 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

#### b) Éléments de programme:

##### 1.1 Infrastructure institutionnelle pour la promotion des échanges commerciaux au niveau national

#### *Produits:*

i) Assistance technique: missions dans des pays en développement pour donner des conseils sur les mécanismes propres à promouvoir les exportations et missions de contrôle pour suivre les progrès (29 en 1984, 30 en 1985);

ii) Publications techniques: deux en 1984, une en 1985.

#### *Sous-programme 2. Développement des marchés pour les produits d'exportation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 811 100 dollars (30 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 002 700 dollars (30 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

#### b) Éléments de programme:

##### 2.1 Développement des marchés pour les produits d'exportation

#### *Produits:*

i) Assistance technique: missions sur des marchés-cibles pour entreprendre des études de marché et dans des pays fournisseurs pour donner des conseils sur le développement des marchés pour les produits d'exportation (70 en 1984, 75 en 1985);

ii) Publications techniques: sept en 1984, huit en 1985.

#### *Sous-programme 3. Services nationaux spécialisés de promotion des échanges commerciaux*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 874 100 dollars (20 p. 100 du total prévu pour le

programme); fonds extra-budgétaires: 668 500 dollars (20 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

#### b) Éléments de programme:

##### 3.1 Services nationaux spécialisés de promotion des échanges commerciaux

#### *Produits:*

i) Assistance technique: missions dans des pays en développement pour donner des conseils sur les services de promotion des échanges commerciaux nécessaires (55 en 1984, 60 en 1985);

ii) Publications techniques: quatre en 1984, quatre en 1985.

#### *Sous-programme 4. Promotion multinationale des échanges commerciaux*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 468 500 dollars (5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 167 100 dollars (5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

#### b) Éléments de programme:

##### 4.1 Promotion multinationale des échanges commerciaux

*Produit:* assistance technique: des activités, dans une large mesure liées au Programme intégré pour les produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, seront entreprises en vue de mettre en place et de renforcer les mécanismes multinationaux voulus pour la promotion des échanges de produits de base grâce à des études de marché, à la publicité par l'intermédiaire des médias, à la publication de brochures, etc.

#### *Sous-programme 5. Formation professionnelle pour la promotion des échanges commerciaux*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 061 500 dollars (22 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 735 300 dollars (22 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

#### b) Éléments de programme:

##### 5.1 Formation professionnelle pour la promotion des échanges commerciaux

#### *Produits:*

i) Assistance technique: missions dans des pays en développement pour donner des conseils sur la

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

formation et pour fournir une formation directe en matière de promotion des échanges commerciaux (60 en 1984, 65 en 1985);

ii) Publications techniques: mise au point d'une documentation pour la formation (1985).

*Sous-programme 6. Opérations et techniques d'importation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 609 100 dollars (6,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 217 300 dollars (6,5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Eléments de programme:

6.1 Opérations et techniques d'importation

*Produits:*

i) Assistance technique: missions consultatives dans des pays en développement pour améliorer leurs opérations et techniques d'importation (25 en 1984, 25 en 1985);

ii) Publications techniques: deux en 1984, deux en 1985.

*Sous-programme 7. Programme spécial de coopération technique avec les pays les moins avancés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 281 100 dollars (3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 100 300 dollars (3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Eléments de programme:

7.1 Programme spécial de coopération technique avec les pays les moins avancés

*Produits:* assistance technique: missions spéciales dans les pays les moins avancés pour les aider à résoudre les problèmes particuliers qui se posent à eux en ce qui concerne la promotion des échanges commerciaux et le développement des exportations (20 en 1984, 20 en 1985).

*Sous-programme 8. Promotion des échanges commerciaux axée sur le développement rural*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 46 900 dollars (0,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 16 700 dollars (0,5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Eléments de programme:

8.1 Promotion des échanges commerciaux axée sur le développement rural

*Produits:* assistance technique: missions consultatives (y compris des ateliers et des séminaires) dans des pays en développement concernant les services et techniques de promotion des exportations de produits ruraux (deux en 1984, trois en 1985).

*Sous-programme 9. Coopération technique avec les chambres de commerce nationales*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 93 700 dollars (1 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 33 400 dollars (1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Eléments de programme:

9.1 Coopération technique avec les chambres de commerce nationales

*Produits:*

i) Assistance technique afin de renforcer la capacité d'organisation du secteur commercial en matière de promotion des échanges commerciaux grâce à des activités de formation (cinq en 1984, cinq en 1985) et à la fourniture de conseils spécialisés à diverses organisations (cinq en 1984, cinq en 1985);

ii) Publications techniques: trois en 1984, quatre en 1985.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents*

*Postes nouveaux*

16.23 Deux nouveaux postes P-4 sont demandés pour ce programme. Le premier poste est destiné à un coordonnateur de programme qui coordonnera les projets d'assistance entrepris par le Centre à l'intention des pays les moins avancés. Etant donné les responsabilités particulières qui incombent au Centre vis-à-vis des pays les moins avancés, un fonctionnaire spécialisé est nécessaire pour ce domaine important et en pleine expansion.

16.24 Le deuxième poste est destiné au chef du Groupe du traitement électronique de l'information du Centre. Plusieurs systèmes informatisés sont déjà opérationnels. Ce poste est nécessaire pour garantir l'utilisation optimale des ressources existantes en matière de traitement électronique de l'information et le développement cohérent de ces ressources.

16.25 Le Centre prévoyant que ces postes seront pourvus immédiatement, l'abattement normal pour délais de recrutement (50 p. 100) n'a pas été appliqué.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Reclassement de postes*

16.26 Il est proposé de reclasser deux postes P-2 à P-3. Leurs titulaires sont des fonctionnaires chargés de la promotion du commerce qui sont responsables de la programmation, de l'exécution et du suivi de projets de coopération technique.

*Voyages autorisés du personnel*

16.27 Le montant prévu (129 100 dollars), qui ne représente aucun accroissement des ressources par rapport à la base réévaluée de 1982-1983, est destiné à permettre au Centre de participer aux réunions des organes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales où tous les aspects du commerce et de la promotion des échanges commerciaux sont examinés. Le personnel sera également appelé à se déplacer pour tenir des consultations avec des autorités nationales, régionales ou interrégionales au sujet de la promotion des échanges commerciaux ainsi que des consultations sur des questions de fond avec des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies à New York et au siège des commissions régionales.

*Services contractuels*

16.28 Les ressources prévues à cette rubrique (85 300 dollars) étaient antérieurement inscrites au budget du Centre à la rubrique «personnel temporaire affecté à des tâches générales». Ce montant étant destiné à couvrir le coût des travaux de traduction, de révision et de dactylographie des quatre grandes études de marché effectués à l'extérieur, il a été transféré à la présente rubrique.

*Imprimerie et reliure*

16.29 Les ressources prévues (67 200 dollars) seront utilisées pour l'impression des quatre grandes études de marché mentionnées dans le paragraphe précédent.

*Fournitures et accessoires*

16.30 Le montant prévu (91 600 dollars), qui représente une augmentation de 10 300 dollars, est destiné à l'achat de livres, de périodiques et de documents techniques connexes pour la bibliothèque.

## 4. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 16A.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	3 004,2	(167,0)	-	229,9	62,9	3 067,1
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	357,1	1,2	(149,4)	17,4	(130,8)	226,3
Heures supplémentaires	38,6	0,1	0,6	3,3	4,0	42,6
Dépenses communes de personnel	832,7	(10,5)	-	66,1	55,6	888,3
Voyages autorisés du personnel	35,6	0,1	-	3,0	3,1	38,7
Services contractuels	-	-	85,3	7,2	92,5	92,5
Imprimerie et reliure	181,4	0,6	8,7	16,0	25,3	206,7
Services de traitement de l'information	-	-	74,4	6,2	80,6	80,6
Vérification extérieure des comptes	31,1	0,1	-	2,6	2,7	33,8
Location et entretien des locaux	1 855,6	(4,2)	(244,2)	135,0	(113,4)	1 742,2
Location et entretien du matériel	181,9	0,6	(47,1)	11,4	(35,1)	146,8
Communications	558,9	1,1	(34,1)	44,2	11,2	570,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	4,2	-	-	0,4	0,4	4,6
Services divers	131,7	(8,5)	(17,8)	8,9	(17,4)	114,3
Fournitures et accessoires	222,2	0,5	-	18,7	19,2	241,4
Mobilier et matériel	86,5	-	17,3	8,7	26,0	112,5
<b>Total</b>	<b>7 521,7</b>	<b>(185,9)</b>	<b>(306,3)</b>	<b>579,0</b>	<b>86,8</b>	<b>7 608,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
7 335,8	(306,3)	40,7	-	(347,0)	(4,7) %

TABLEAU 16A.9 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 125,4	1 107,6
Total a)	1 125,4	1 107,6
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	1 125,4	1 107,6
Total, coûts directs		
		8 716,1

TABLEAU 16A.10. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	2	2	-	-	-	-	2	2
P-4	3	3	-	-	-	-	3	3
P-3	4	4	-	-	-	-	4	4
P-2/1	4	4	-	-	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>14</b>	<b>14</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1ère classe	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	33	33	-	-	15	15	48	48
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>48</b>	<b>48</b>
<b>Total général</b>	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>62</b>	<b>62</b>

#### 4. – SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

16.31 Outre la fourniture de services de personnel, de services financiers et de services généraux, ce programme doit également permettre d'assurer les relations extérieures avec les institutions de financement nationales et internationales. Ce programme fournit également ses services d'édition en ce qui concerne les publications du Centre et organise le secrétariat des réunions du Groupe consultatif mixte.

##### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

16.32 Les ressources nécessaires à ce titre font apparaître une croissance négative de 149 400 dollars, et le montant ainsi économisé sera utilisé pour couvrir le coût des services contractuels prévus dans le cadre du programme relatif à la promotion des échanges commerciaux et du développement des exportations et d'autres dépenses relatives audit programme. Ce redéploiement répond à des motifs techniques tenant à la nécessité d'allouer ces ressources pour des services contractuels de traduction, de révision et de dactylographie. Le crédit demandé, d'un montant estimatif de 208 900 dollars doit permettre de remplacer le personnel en congé de maladie ou en congé de maternité et de recruter du personnel temporaire supplémentaire pendant les périodes de pointe.

##### *Heures supplémentaires*

16.33 Les ressources prévues à ce titre d'un montant estimatif de 39 300 dollars ont été calculées sur la base de l'expérience passée du Centre.

##### *Voyages autorisés du personnel*

16.34 Le montant prévu de 35 700 dollars doit permettre de couvrir les frais de voyage du personnel envoyé à des réunions et à des consultations sur des questions administratives. Aucune croissance réelle n'est prévue.

##### *Services contractuels*

16.35 Le montant prévu (85 300 dollars) à ce titre provient d'un redéploiement de ressources initialement prévues pour d'autres objets de dépense du même programme, principalement le personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires). Ces ressources doivent permettre de couvrir le coût des services contractuels de traduction, de révision et de dactylographie du *Forum du commerce international* (800 pages dans deux langues) et de documents divers (400 pages).

##### *Imprimerie et reliure*

16.36 Le montant estimatif des ressources prévues à ce titre (190 700 dollars) fait apparaître une augmentation de 8 700 dollars, dont 2 700 dollars représentent des dépenses non renouvelables. Ces ressources doivent permettre de couvrir les frais d'imprimerie du *Forum du commerce international* (180 300 dollars), de divers documents (7 700 dollars) et d'une brochure qui doit être publiée à l'occasion du vingtième anniversaire du Centre (2 700 dollars).

##### *Services de traitement de l'information*

16.37 C'est la première fois que le Centre demande un crédit pour les services de traitement de l'information au titre du budget ordinaire. Les ressources prévues (74 400 dollars) sont destinées à permettre au personnel permanent actuel de faire face de manière plus adéquate aux activités de collecte, de traitement, de stockage et de diffusion de l'information, dont le volume croît constamment. On compte que l'automatisation de certaines fonctions et l'adoption de certains ensembles de programmes auront les avantages suivants: faciliter la gestion et l'utilisation de la liste des destinataires des publications du Centre du commerce international; améliorer la gestion des dossiers du personnel et de la liste des experts; faciliter certaines fonctions administratives telles que le contrôle du budget, la planification et l'évaluation des projets et l'appui aux projets; et permettre au Centre d'élaborer de nouveaux systèmes utilisant les techniques de traitement des mots et de communications dont est doté le Centre international de calcul électronique.

##### *Vérification extérieure des comptes*

16.38 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (31 200 dollars) n'accuse aucune croissance réelle par rapport à la base réévaluée des ressources de 1982-1983.

##### *Location et entretien des locaux*

16.39 Une diminution de 244 200 dollars est prévue à ce titre du fait des ajustements qui ont été opérés sous différentes rubriques compte tenu des dépenses effectives engagées depuis que les nouveaux locaux du Centre sont totalement occupés. Les dépenses prévues à ce titre pour 1984-1985 se répartissent comme suit:

	<i>Dollars</i>
Location de locaux, y compris garage souterrain	1 178 600
Location de 45 places de parking extérieur . . .	20 300
Légères modifications . . . . .	11 700
Services d'entretien . . . . .	62 300
Services de nettoyage . . . . .	185 800
Electricité . . . . .	75 100
Eau . . . . .	3 000
Combustibles . . . . .	70 400
Total	1 607 200

*Location et entretien du matériel*

16.40 Les ressources prévues à ce titre (135 400 dollars), qui accusent une diminution de 47 100 dollars par rapport à la base réévaluée des ressources de 1982-1983, doivent permettre de couvrir les frais contractuels d'entretien ordinaire et de location des matériels de bureaux, de transport et de reproduction et des meubles de bureau. Cette diminution a été rendue possible grâce aux efforts accomplis pour utiliser au maximum les facilités existant au Centre.

*Communications*

16.41 Les ressources prévues à ce titre (525 900 dollars) sont destinées à couvrir les frais d'installation et d'utilisation de télex et de téléphones, ainsi que les frais d'affranchissement et d'utilisation de la valise diplomatique. La diminution prévue de 34 100 dollars résulte d'une réduction des tarifs postaux pour les envois à destination de l'étranger ainsi que d'un contrôle plus strict de l'utilisation des installations téléphoniques.

*Services divers*

16.42 Le montant prévu (105 400 dollars) doit permettre d'assurer les services de gardiennage de nuit

et de fin de semaine et de couvrir le coût des primes d'assurance et de différents services d'importance mineure. La diminution de 17 800 dollars est en partie transférée au programme relatif à l'organe directeur.

*Fournitures et accessoires*

16.43 On ne prévoit aucune modification en 1984-1985 des ressources prévues à ce titre dans la base réévaluée des ressources de 1982-1983. Les ressources prévues (222 700 dollars) sont destinées à l'achat d'articles de papeterie et de fournitures de bureau, et fournitures de reproduction interne et autres fournitures diverses.

*Mobilier et matériel*

16.44 Les ressources prévues à ce titre (103 800 dollars) sont destinées au remplacement normal des machines à écrire et autres machines de bureau ainsi qu'au remplacement d'un véhicule officiel. Il convient de noter que l'achat d'un matériel de reproduction plus moderne sera ajourné afin de permettre au Centre de s'équiper d'installations et de services de traitement électronique de l'information modernisés. Cette décision se traduira par une diminution de 20 700 dollars des dépenses renouvelables alors que la modernisation des installations de traitement de l'information entraînera une augmentation de 38 000 dollars des dépenses non renouvelables.



## CHAPITRE 17. – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

### TABLEAU 17.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
71 782,4	(1 614,0)	(2,2)	1 331,8	1,8	3 024,7	4,2	2 742,5	3,8	74 524,9

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
70 168,4	1 331,8	1 015,6	26,0	342,2	0,4%

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	23 706,9	22 928,4
<b>Total a)</b>	<b>23 706,9</b>	<b>22 928,4</b>

TABLEAU 17.1 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Programme de coopération ONUDI/ Banque Mondiale	1 103,0	891,0
<b>Total b)</b>	1 103,0	891,0
<b>c) Projets opérationnels</b>		
FIUD	128 200,0	123 000,0
Services industriels spéciaux	4 900,0	4 000,0
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	18 500,0	16 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	18 700,0	24 000,0
<b>Total c)</b>	170 300,0	167 000,0
<b>Total a), b) et c)</b>	195 109,9	190 819,4
	<b>Total, coûts directs</b>	265 344,3
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		50 578,5
	<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	315 922,8

TABLEAU 17.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
 (AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires				Montant net des dépenses supplémentaires (9) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)	
			Postes permanents		Autres objets de dépense		Réallocation des coûts aux taux révisés de 1983		Autres objets de dépense				Total (8)
			(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)					
<b>A. Organes directeurs :</b>													
1. Quatrième Conférence générale de l'ONUDI	822,1	822,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(822,1)	-
2. Conseil du développement industriel et son Comité permanent	1 509,0	-	-	-	-	4,7	-	-	-	4,7	4,7	4,7	1 513,7
3. Transformation de l'ONUDI en institution spécialisée	60,0	60,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(60,0)	-
<b>B. Direction exécutive et administration</b>	<b>1 712,2</b>	<b>126,7</b>	<b>-</b>	<b>15,0</b>	<b>0,8</b>	<b>18,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34,7</b>	<b>(92,0)</b>	<b>1 620,2</b>	
<b>C. Programmes d'activités :</b>													
1. Coordination des politiques	11 870,7	943,4	67,0	-	2,0	52,7	-	-	-	121,7	(821,7)	11 049,0	
2. Etudes et recherches industrielles	14 050,8	-	54,0	-	2,5	19,9	-	-	-	76,4	76,4	14 127,2	
3. Opérations industrielles	14 048,0	-	-	-	(6,2)	13,5	-	-	-	7,3	7,3	14 055,3	

TABLEAU 17.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983				
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)	Ajustements spéciaux (7)	Total (8)			
D. Appui aux programmes :											
1. Services de conférence, information et relations extérieures	16 007,3	-	-	(20,8)	62,1	12,5	-	53,8	53,8	16 061,1	
2. Services administratifs et services communs	11 702,3	-	-	-	22,3	17,3	-	39,6	39,6	11 741,9	
Total	71 782,4	1 952,2	121,0	(5,8)	83,5	139,5	-	338,2	(1 614,0)	70 168,4	

TABLEAU 17.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			\$	%
					\$	%			
<b>A. Organes directeurs :</b>									
1. Quatrième Conférence générale de l'ONUDI	822,1	(822,1)	1 015,6	56,1	249,6	30,3	1 071,7	-	-
2. Conseil du développement industriel et son Comité permanent	1 509,0	4,7	293,0	152,0	449,7	29,8	1 958,7	19,3	19,3
3. Transformation de l'ONUDI en institution spécialisée	60,0	(60,0)	-	-	(60,0)	(100,0)	-	-	-
B. Direction exécutive et administration	1 712,2	(92,0)	7,2	75,6	(9,2)	(0,5)	1 703,0	0,4	0,4
<b>C. Programmes d'activités :</b>									
1. Coordination des politiques	11 870,7	(821,7)	(113,3)	446,4	(488,6)	(4,1)	11 382,1	(0,9)	(0,9)
2. Etudes et recherches industrielles	14 050,8	76,4	24,4	585,8	686,6	4,8	14 737,4	0,2	0,2
3. Opérations industrielles	14 048,0	7,3	146,4	461,6	615,3	4,3	14 663,3	1,0	1,0

TABLEAU 17.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			\$	%
					\$	%			
D. Appui aux programmes :									
1. Services de conférence, information et relations extérieures	16 007,3	53,8	(27,7)	661,6	687,7	4,2	16 695,0	(0,1)	
2. Services administratifs et services communs	11 702,3	39,6	(13,8)	585,6	611,4	5,2	12 313,7	(0,1)	
<b>Total</b>	<b>71 782,4</b>	<b>(1 614,0)</b>	<b>1 331,8</b>	<b>3 024,7</b>	<b>2 742,5</b>	<b>3,8</b>	<b>74 524,9</b>	<b>0,4</b>	

TABLEAU 17.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues					Credits de-vandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
	Credits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		
<b>Postes permanents</b>	41 426,7	156,1	101,6	1 309,1	1 566,8	42 993,5	0,2
<b>Personnel temporaire pour les réunions</b>	3 043,8	(628,8)	879,1	251,3	501,6	3 545,4	-
<b>Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)</b>	528,9	2,0	8,0	45,0	55,0	583,9	-
Consultants	3 759,1	15,0	(4,8)	316,5	326,7	4 085,8	(0,1)
Heures supplémentaires	389,9	1,1	50,0	35,7	86,8	476,7	-
Groupes spéciaux d'experts	1 111,6	(347,5)	13,2	65,8	(268,5)	843,1	1,7
Postes temporaires	647,8	(647,8)	-	-	(647,8)	-	-
Cours de langues	151,3	0,5	-	12,8	13,3	164,6	-
Dépenses communes de personnel	13 694,8	(155,4)	33,0	381,8	259,4	13 954,2	0,2
Indemnités de représentation	20,0	-	-	-	-	20,0	-
Frais de voyage des représentants	124,2	1,2	24,3	12,2	37,7	161,9	11,0
Frais de voyage du personnel	2 359,8	75,4	(16,0)	203,0	262,4	2 622,2	(1,0)
Services contractuels	147,1	0,6	-	12,4	13,0	160,1	-
Travaux d'impression et de reliure à l'extérieur	4,3	(4,3)	170,2	14,3	180,2	184,5	-
Matériel photovisuel	55,3	0,3	-	4,6	4,9	60,2	-
Contrats (information)	10,0	(10,0)	10,0	0,6	0,6	10,6	-
Services spécialisés	26,8	0,1	-	2,2	2,3	29,1	-
Location et entretien des locaux	30,6	(30,6)	-	-	(30,6)	-	-
Location et entretien des équipements	10,2	(10,2)	3,0	0,2	(7,0)	3,2	-
Communications	79,9	(27,0)	-	4,5	(22,5)	57,4	-
Dépenses de représentation	32,4	(0,1)	10,0	3,3	13,2	45,6	-

TABLEAU 17.4 ( suite )

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		
Services divers	13,4	(3,0)	15,0	1,7	13,7	27,1	-
Fournitures et accessoires	38,8	(2,3)	20,0	4,1	21,8	60,6	-
Mobilier et matériel	17,0	(17,0)	-	-	(17,0)	-	-
Contribution aux activités communes	4 058,7	17,7	15,2	343,6	376,5	4 435,2	0,3
<b>Total</b>	<b>71 782,4</b>	<b>(1 614,0)</b>	<b>1 331,8</b>	<b>3 024,7</b>	<b>2 742,5</b>	<b>74 524,9</b>	<b>0,4</b>





TABLEAU 17.6. – DÉPENSES NON RENOUVELABLES

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1982-1983		1984-1985	
		Aux taux révisés de 1983	Aux taux de 1984-1985
1. Quatrième Conférence générale de l'ONUDI	822,1	1 015,6	1 071,7
2. Transformation de l'ONUDI en institution spécialisée	60,0		
3. Décennie du développement industriel de l'Afrique	126,7		
4. Conseillers principaux hors siège pour le développement industriel	943,3		
<b>Total</b>	<b>1 952,2</b>	<b>1 015,6</b>	<b>1 071,7</b>

### Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

17.1 Ainsi qu'il est indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983<sup>1</sup>, l'Acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée a été adopté par la Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée. La Constitution a été ratifiée, acceptée ou approuvée par un plus grand nombre d'Etats que le minimum requis pour son entrée en vigueur et, conformément à la résolution 37/213 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, la procédure visant à fixer la date de son entrée en vigueur a été organisée en trois étapes: premièrement, une réunion de procédure d'un jour, en janvier 1983, pour fixer la date des réunions de fond et permettre d'établir l'ordre du jour et d'examiner les autres questions d'organisation y relatives; deuxièmement, une série de consultations, à Vienne, aboutissant à la tenue d'une réunion officielle d'une durée maximale

d'une semaine, immédiatement après la dix-septième session du Conseil du développement industriel, au cours du premier semestre de 1983, afin d'examiner toutes les questions de fond pertinentes; troisièmement, une réunion de clôture d'un jour à New York, en 1983, afin de recevoir les conclusions des réunions de fond et d'établir les notifications individuelles d'accord adressées au Secrétaire général pour l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Toutefois, étant donné que la date d'entrée en vigueur de cet acte n'a pas encore été fixée, il a été prévu des crédits pour le fonctionnement de l'ONUDI dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies durant l'exercice 1984-1985.

17.2 Aux termes de la résolution 34/96 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1979, le Secrétaire général est autorisé à inscrire au projet de budget de l'ONU les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses relatives à la nouvelle institution pendant la période allant de la date d'entrée en vigueur de son Acte constitutif jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle la Conférence générale de ladite institution

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément n° 6 (A/36/6), vol. II, par. 17.1.

sera convoquée pour la première fois. Le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, est, en outre, autorisé: à prêter à la nouvelle institution, jusqu'à ce qu'elle reçoive de ses membres des contributions ou des avances suffisantes, une somme ne dépassant pas la moitié des crédits alloués à l'ONUDI actuelle pour la dernière année civile de son existence, afin de couvrir les dépenses de fonctionnement initiales de la nouvelle institution pendant l'année civile suivant celle au cours de laquelle la Conférence générale sera convoquée pour la première fois; à prendre les mesures budgétaires nécessaires. Si l'Acte constitutif entre en vigueur au cours de l'exercice biennal 1984-1985, le Secrétaire général appliquera les dispositions de la résolution et rendra compte à l'Assemblée générale des mesures budgétaires qu'il aura prises.

17.3 Le projet de budget-programme pour la période biennale 1984-1985 a été établi compte tenu des objectifs et activités définis dans le plan à moyen terme pour 1984-1989.

17.4 La quatrième Conférence générale de l'ONUDI est prévue pour 1984, mais cette date pourrait être modifiée par l'entrée en vigueur de l'Acte constituant l'ONUDI en institution spécialisée. Quoi qu'il en soit, si la quatrième Conférence générale se réunit en 1984, il se peut que ses conclusions aient des répercussions importantes sur les activités de l'ONUDI, mais le projet de budget-programme ne tient pas compte d'hypothèses de cette nature. Si les événements exigeaient des révisions du budget, celles-ci seraient soumises en temps opportun à l'Assemblée générale, sous forme de montants estimatifs révisés.

17.5 En application du paragraphe 5 de la section I de la résolution 37/212 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1982, le Conseil du développement industriel doit examiner la question du financement des postes de conseiller principal hors siège pour le développement industriel à sa dix-septième session prévue pour la fin avril 1983. Par cette résolution, l'Assemblée générale a, en outre, décidé d'examiner, lors de sa trente-huitième session, sur la base des

recommandations du Conseil du développement industriel, la question d'un appui budgétaire approprié au programme des conseillers principaux hors siège pour le développement industriel, pour l'exercice biennal 1984-1985. En conséquence, le présent projet de budget ne tient pas compte de l'augmentation temporaire des ressources approuvée par l'Assemblée générale à sa trente-septième session pour 10 nouveaux postes de conseiller principal et ne prévoit aucun crédit additionnel pour le programme en question.

17.6 Sous réserve d'une décision du Conseil du développement industriel en ce sens, il est envisagé d'étendre le système de consultations sur l'industrie à quelques nouveaux secteurs durant l'exercice. On entreprendra en 1984-1985 les travaux préparatoires en vue d'organiser une première consultation sur au moins l'un de ces secteurs au cours de la période biennale considérée.

17.7 En 1984-1985, le taux d'exécution des projets opérationnels devrait diminuer, en valeur réelle, par rapport à celui de 1982-1983. Les dépenses annuelles de l'ONUDI (en dollars courants) sont passées de 22,6 millions de dollars en 1974 à 86,6 millions de dollars en 1982 et l'on prévoit qu'elles seront de 83,5 millions de dollars en 1983, le total prévu pour 1984-1985 étant de 167 millions de dollars. Le programme ordinaire de coopération technique n'est pas compris dans ces chiffres.

17.8 S'agissant des ressources dont l'ONUDI dispose pour l'exécution des projets opérationnels, le montant des contributions au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) a atteint, en moyenne, moins de 20 p. 100 du montant de 50 millions de dollars qui, d'après l'Assemblée générale, constitue le montant annuel souhaitable. Cependant, on prévoit une augmentation des contributions au fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, qui devraient passer d'un montant estimatif de 18,7 millions de dollars pour l'exercice biennal 1982-1983 à 24 millions de dollars pour l'exercice biennal 1984-1985.

## A. - Organes directeurs

## 1. - QUATRIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONUDI

TABLEAU 17.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	500,0	(500,0)	879,1	48,4	427,5	927,5
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	-	-	8,0	0,4	8,4	8,4
Heures supplémentaires	-	-	50,0	2,8	52,8	52,8
Groupes spéciaux d'experts	312,1	(312,1)	-	-	(312,1)	-
Frais de voyage des représentants	-	-	10,5	0,6	11,1	11,1
Frais de voyage du personnel en mission	-	-	10,0	0,6	10,6	10,6
Contrats (information)	10,0	(10,0)	10,0	0,6	0,6	10,6
Location et entretien du matériel	-	-	3,0	0,2	3,2	3,2
Dépenses de représentation	-	-	10,0	0,6	10,6	10,6
Services divers	-	-	15,0	0,8	15,8	15,8
Fournitures et accessoires	-	-	20,0	1,1	21,1	21,1
<b>Total</b>	<b>822,1</b>	<b>(822,1)</b>	<b>1 015,6</b>	<b>56,1</b>	<b>249,6</b>	<b>1 071,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources					Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
-	1 015,6	1 015,6	-	-	-	8

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

<b>Total, coûts directs</b>	<b>1 071,7</b>
---------------------------------	----------------

**A. - Organes directeurs**

17.9 Les organes directeurs de l'ONUDI sont la Conférence générale de l'ONUDI, qui se réunit tous les quatre ans, ainsi que le Conseil du développement industriel et son Comité permanent, qui tiennent respectivement une et deux sessions ordinaires par an.

**I. - QUATRIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ONUDI**

17.10 Dans la section I de sa résolution 37/212, l'Assemblée générale a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, prévue pour 1984, et a décidé d'examiner la question de la fourniture des ressources nécessaires et appropriées en vue de la tenue de ladite conférence lorsqu'elle examinerait le projet de budget pour l'exercice biennal 1984-1985, lors de sa trente-huitième session.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

17.11 Les ressources prévues pour la Conférence ont été calculées à partir des hypothèses suivantes:

a) La Conférence durera 15 jours ouvrables; une séance plénière et deux séances de commission auront lieu simultanément;

b) Les services d'interprétation seront assurés et la documentation sera établie en six langues (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe);

c) Des comptes rendus analytiques ne seront établis que pour les séances plénières, qui seront au nombre de 30;

d) La Conférence se réunira à Vienne, étant entendu que les dépenses supplémentaires entraînées par la tenue de la Conférence dans un autre lieu seraient à la charge du gouvernement hôte.

17.12 Les prévisions de dépenses relatives à la Conférence sont les suivantes:

	<i>Prévisions de dépenses (coût intégral)</i>	<i>Montant absorbé par l'ONUDI</i>	<i>Coût estimatif net</i>
<i>(Dollars E.-U.)</i>			
A. - Personnel temporaire pour les réunions			
1. Service des séances (y compris interprétation)	552 400	30 100	522 300
2. Documents à établir pendant la session (300 pages)	232 200	84 000	147 900
3. Comptes rendus analytiques (30 séances)	282 500	103 100	179 400
4. Documents à établir après la session (150 pages)	117 800	88 300	29 500
Total partiel	1 184 900	305 800	879 100
B. - Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires) pour les services d'information	8 000	-	8 000
C. - Heures supplémentaires	50 000	-	50 000
D. - Frais de voyage des représentants	10 500	-	10 500
E. - Voyages autorisés du personnel	10 000	-	10 000
F. - Contrats (information)	10 000	-	10 000
G. - Location et entretien du matériel	3 000	-	3 000
H. - Dépenses de représentation	10 000	-	10 000
I. - Divers: restaurants et services annexes à l'intention du personnel à la Hofburg	15 000	-	15 000
J. - Fournitures et accessoires	20 000	-	20 000
Total	1 321 400	305 800	1 015 600

## 2. - CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SON COMITÉ PERMANENT

TABLEAU 17.8. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	1 314,3	5,1	279,2	134,4	418,7	1 733,0
Heures supplémentaires	142,0	0,6	-	12,0	12,6	154,6
Frais de voyage des représentants	16,0	(2,6)	13,8	2,3	13,5	29,5
Frais de voyage du personnel en mission	15,3	1,7	-	1,5	3,2	18,5
Dépenses de représentation	11,0	(0,1)	-	0,9	0,8	11,8
Services divers	10,4	-	-	0,9	0,9	11,3
<b>Total</b>	<b>1 509,0</b>	<b>4,7</b>	<b>293,0</b>	<b>152,0</b>	<b>449,7</b>	<b>1 958,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 513,7	293,0	-	-	293,0	19,3 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	1 958,7
-------------------------	---------

## 2. – CONSEIL DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET SON COMITÉ PERMANENT

### *Conseil du développement industriel*

17.13 Le Conseil du développement industriel, créé par la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1966, est le principal organe directeur de l'ONUDI. Le Conseil comprend 45 membres élus par l'Assemblée générale parmi les Etats Membres de l'ONU ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il formule les principes et les politiques voulus pour atteindre les buts de l'Organisation et examine et approuve son programme d'activité.

### *Comité permanent du Conseil du développement industriel*

17.14 Le Comité permanent est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel; il se compose de représentants de tous les Etats membres du Conseil.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire pour les réunions*

17.15 Le montant prévu à cette rubrique (1 598 600 dollars) doit couvrir le coût du service des sessions du Conseil du développement industriel et de son organe subsidiaire, le Comité permanent.

L'accroissement (279 200 dollars) des ressources, qui doit permettre de fournir des services en langue arabe, provient de crédits antérieurement prévus pour le programme «Services de conférence, information et relations extérieures» (voir, plus loin, par. 17.68).

#### *Heures supplémentaires*

17.16 Les ressources prévues à cette rubrique (142 600 dollars) doivent couvrir le coût du service des séances de nuit et de week-end du Comité permanent et du Conseil.

#### *Frais de voyage des représentants*

17.17 Les ressources nécessaires (27 200 dollars) doivent couvrir les frais de voyage des représentants de certains mouvements africains de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine qui assistent aux réunions du Conseil du développement industriel et de son Comité permanent. Leur montant a été calculé selon l'hypothèse que, comme en 1982, ces représentants n'assisteraient pas à toutes les sessions du Conseil et de son Comité permanent, pendant toute la durée des sessions. L'augmentation de 13 800 dollars tient à un transfert en provenance des services administratifs et services communs (voir, plus loin, par. 17.79).

#### *Voyages autorisés du personnel*

17.18 Les ressources nécessaires (17 000 dollars) doivent couvrir les frais de voyage du personnel occasionnés par les travaux du Conseil du développement industriel.

## B. - Direction exécutive et administration

TABLEAU 17.9. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	858,7	0,7	-	27,1	27,8	886,5
Personnel temporaire pour les réunions	54,8	(54,8)	-	-	(54,8)	-
Consultants	91,1	0,4	(1,7)	7,4	6,1	97,2
Heures supplémentaires	17,2	-	-	1,5	1,5	18,7
Groupes spéciaux d'experts	91,9	(38,0)	13,2	6,2	(18,6)	73,3
Dépenses communes de personnel	279,5	0,1	-	8,2	8,3	287,8
Indemnités de représentation	14,0	-	-	-	-	14,0
Voyages autorisés du personnel	302,0	2,6	(4,3)	25,2	23,5	325,5
Services divers	3,0	(3,0)	-	-	(3,0)	-
<b>Total</b>	<b>1 712,2</b>	<b>(92,0)</b>	<b>7,2</b>	<b>75,6</b>	<b>(9,2)</b>	<b>1 703,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 620,2	7,2	-	-	7,2	0,4 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes temporaires	1 274,5	402,0
Dépenses communes de personnel	362,0	137,6
<b>Total a)</b>	<b>1 636,5</b>	<b>539,6</b>



TABLEAU 17.9 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Total b)	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	1 636,5	539,6
Total, coûts directs		2 242,6

TABLEAU 17.10. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: direction exécutive et administration

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSG	1	1	-	-	-	-	1
D-2	-	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	-	-	2	2	2
P-5	1	1	-	-	2	1	3
P-4	2	2	-	-	2	-	4
P-3	1	1	-	-	1	-	2
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>13</b>

## Agents des services généraux

1ère classe	1	1	-	-	-	-	1
Autres classes	6	6	-	-	9	4	15
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>11</b>
<b>Total général</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>29</b>

**B. - Direction exécutive et administration**

17.19 Ce programme concerne avant tout la gestion et l'orientation générales de l'ONUDI, qui sont assurées par le Directeur exécutif, assisté du Directeur exécutif adjoint et de leurs collaborateurs immédiats.

17.20 Au cours de l'exercice biennal 1984-1985, ce programme mettra toujours davantage l'accent sur la coordination, l'orientation, le développement et le suivi dans les domaines ci-après: assistance technique; technologie liée à l'énergie; mise au point et transfert de techniques; promotion des investissements; consultations industrielles; coopération économique entre pays en développement; pays les moins avancés; Décennie du développement industriel de l'Afrique. On s'attachera davantage aussi à la coordination et à l'orientation, au niveau de la direction exécutive et de la gestion, des activités de l'ONUDI liées à la collecte et à une meilleure utilisation des contributions volontaires, notamment pour ce qui est du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 703 000 dollars (100 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 539 600 dollars (100 p. 100 des fonds prévus pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: éléments de programme 1.2 et 1.3, plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 15.48 et 15.40 respectivement; l'élément de programme 1.1 n'entre pas dans le cadre du plan à moyen terme.

c) Eléments de programme:

1.1 Bureau du Directeur exécutif\*

Le Bureau du Directeur exécutif s'occupe de la gestion et de la coordination de l'ensemble des activités de l'ONUDI. Au cours de l'exercice biennal, certains systèmes informatiques existants seront examinés, en vue d'être organisés en un système informatique de gestion opérationnel pour suivre l'application des décisions de principe de l'ONUDI et de ses programmes d'assistance technique.

1.2 Technologie industrielle liée à l'énergie\*

*Produits:*

i) Rapports au Conseil du développement industriel et à son Comité permanent sur l'application du programme de l'ONUDI relatif à l'énergie (1984, 1985);

ii) Publication technique contenant le rapport d'une réunion de haut niveau de personnalités éminentes ainsi que d'autres études sur le développement de l'industrie énergétique dans les pays en développement (troisième trimestre, 1985);

iii) Rapports sur les aspects pertinents des grandes questions et stratégies liées à l'énergie et intéressant le développement industriel, ces rapports devant être présentés à des réunions et conférences interorganisations ou intergouvernementales (on ne dispose pas, au stade actuel, de plus de précisions sur ces rapports, mais ils sont conçus comme faisant partie du suivi de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables et des négociations globales entamées en 1981, ainsi que d'autres conférences);

iv) Rapport au Conseil du développement industriel sur les incidences, du point de vue de l'énergie, du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (quatrième trimestre, 1984);

v) Mise en place de systèmes d'information automatisés entièrement opérationnels pour suivre les activités de l'ONUDI intéressant la technologie industrielle liée à l'énergie (1984).

1.3 Coordination pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique\*

*Produits:*

i) Deux rapports d'activité établis conjointement avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), destinés au Conseil du développement industriel, au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale et portant sur l'application du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique (deuxième trimestre, 1984; deuxième trimestre, 1985);

ii) Installation d'un système d'information automatisé entièrement opérationnel pour suivre l'application du programme de la Décennie dans son ensemble (1985);

iii) Publications techniques: deux rapports sur l'étude à entreprendre sur la mise au point de méthodes de remplacement et de modalités appropriées pour la mise en place de mécanismes de consultation, de négociation et d'arbitrage dans le domaine industriel entre les Etats africains et sur les incidences et les effets ou risques possibles des progrès techniques sur l'application du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (quatrième trimestre, 1984; troisième trimestre, 1985);

iv) Rapports d'activité, établis conjointement par l'ONUDI, la CEA et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), destinés au Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique (deuxième/troisième trimestre, 1984 et 1985), à la Conférence des ministres africains de l'industrie (troisième trimestre, 1985), à la Conférence des ministres de la CEA (premier trimestre, 1984; premier trimestre, 1985), aux

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* A l'exclusion des coûts des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

réunions du Conseil des ministres et aux Conférences au sommet de l'OUA (deuxième trimestre, 1984; deuxième trimestre, 1985);

v) Publications techniques contenant les rapports des six réunions qui doivent être organisées conjointement avec la CEA et l'OUA aux niveaux régional ou sous-régional, portant sur des aspects déterminés du programme de la Décennie appelant une décision de la Conférence des ministres africains de l'industrie (troisième trimestre, 1984; troisième trimestre, 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Consultants*

17.21 Le montant estimatif (89 000 dollars), inférieur de 1 700 dollars aux ressources existantes, sera utilisé comme suit:

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.1	Etude et conseils sur l'organisation des systèmes informatiques existants en un système informatique de gestion pour suivre l'application des décisions de politique générale de l'ONUDI ainsi que de ses programmes d'assistance technique . . . . .	25 400
1.2	Etude sur la mise au point de stratégies de remplacement et d'instruments de politique appropriés pour harmoniser le développement des secteurs de l'énergie et de l'industrie dans les pays en développement . . . . .	16 100
1.2	Etude sur les incidences, dans le domaine de l'énergie, du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique . . . . .	16 100
1.3	Mise au point de méthodes de remplacement et de modalités appropriées pour l'établissement de mécanismes de consultation, de négociation et d'arbitrage dans le domaine industriel entre pays africains . . . . .	16 100
1.3	Etude des incidences et des effets (ou risques) possibles des progrès techniques mondiaux en ce qui concerne la diminution des emplois et le réajustement des programmes d'enseignement et de formation touchant l'application des programmes pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique. . . . .	16 100
	Total	89 800

*Groupes spéciaux d'experts*

17.22 Le montant estimatif (67 100 dollars) accuse une augmentation de 13 200 dollars, qui est compensée par la réduction des crédits demandés pour

d'autres objets de dépense et d'autres programmes (voir, plus loin, par. 17.23 et 17.69). On trouvera ci-après une brève description des réunions prévues:

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
1.2	Réunion de haut niveau de personnalités éminentes chargée de définir les questions et de recommander des stratégies de remplacement et des instruments de politique visant à harmoniser le développement des secteurs de l'énergie et de l'industrie dans les pays en développement (Vienne, 1985, sept participants, quatre jours) . . . . .	18 600
1.3	Réunion spéciale d'experts sur la mise en place de mécanismes de consultation, de négociation et d'arbitrage dans le domaine industriel en Afrique (Addis-Abeba, 1984, 10 experts, cinq jours) . . . . .	23 300
1.3	Réunion de haut niveau de personnalités éminentes sur les incidences et les effets (ou risques) possibles des progrès techniques mondiaux sur l'application du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (Afrique, 1985, 10 experts, cinq jours) . . . . .	25 200
	Total	67 100

*Voyages autorisés du personnel*

17.23 Le montant estimatif (300 300 dollars) est inférieur de 4 300 dollars aux ressources existantes, ce dernier montant étant transféré aux groupes spéciaux d'experts. Comme les programmes de l'ONUDI gagnent en ampleur et comme le Conseil du développement industriel et l'Assemblée générale ont demandé qu'on les coordonne davantage non seulement avec ceux des autres organismes des Nations Unies mais aussi avec ceux des organisations intergouvernementales compétentes, le Directeur, le Directeur exécutif adjoint et leurs collaborateurs immédiats continueront de devoir se déplacer pour représenter l'ONUDI à des réunions de haut niveau des Nations Unies concernant la coordination et l'élaboration de politiques, de même qu'à des consultations de haut niveau avec des gouvernements et des organisations internationales intergouvernementales. De plus, le personnel affecté aux éléments de programme 1.2, «Technologie industrielle liée à l'énergie», et 1.3, «Coordination pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique», devra se déplacer davantage pour assurer une meilleure coordination avec les autres organismes des Nations Unies et avec les organisations régionales et sous-régionales ainsi qu'avec les institutions d'aide bilatérale et multilatérale.

## C. - Programmes d'activité

## 1. - COORDINATION DES POLITIQUES

TABLEAU 17.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	6 497,3	52,7	(83,2)	192,4	161,9	6 659,2
Consultants	631,4	2,6	(3,1)	52,9	52,4	683,8
Heures supplémentaires	19,1	-	-	1,6	1,6	20,7
Groupes spéciaux d'experts	403,7	1,5	-	34,0	35,5	439,2
Postes temporaires	647,8	(647,8)	-	-	(647,8)	-
Dépenses communes de personnel	2 320,3	(187,5)	(27,0)	55,8	(158,7)	2 161,6
Indemnités de repré- sentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage des représentants	108,2	3,8	-	9,3	13,1	121,3
Voyages autorisés de personnel	1 088,3	44,5	-	95,2	139,7	1 228,0
Travaux d'impression et de reliure à l'extérieur	4,3	(4,3)	-	-	(4,3)	-
Location et entretien de locaux	30,6	(30,6)	-	-	(30,6)	-
Location et entretien du matériel	10,2	(10,2)	-	-	(10,2)	-
Communications	79,9	(27,0)	-	4,5	(22,5)	57,4
Fournitures et accessoires	11,4	(2,4)	-	0,7	(1,7)	9,7
Mobilier et matériel	17,0	(17,0)	-	-	(17,0)	-
<b>Total</b>	<b>11 870,7</b>	<b>(821,7)</b>	<b>(113,3)</b>	<b>446,4</b>	<b>(488,6)</b>	<b>11 382,1</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 049,0	(113,3)	-	13,0	(100,3)	(0,9) %

TABLEAU 17.11 (suite)

## 2, Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes temporaires	2 022,4	3 043,8
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	-	8,2
Dépenses communes de personnel	574,6	1 025,4
Voyages autorisés du personnel	260,0	22,0
Communications	34,5	-
<b>Total a)</b>	<b>2 891,5</b>	<b>4 099,4</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	2 000,0	2 000,0
<b>Total c)</b>	<b>2 000,0</b>	<b>2 000,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>4 891,5</b>	<b>6 099,4</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>17 481,5</b>

TABLEAU 17.12. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: coordination des politiques

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	4	4	-	-	3	3	7	7
P-5	13	12	10	-	6	7	29	19
P-4	22	22	-	-	6	7	28	29
P-3	16	16	-	-	8	10	24	26
P-2/1	7	7	-	-	5	2	12	9
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>62</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>101</b>	<b>91</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1ère classe	2	2	-	-	1	1	3	3
Autres classes	41	42	-	-	29	31	70	73
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>44</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>32</b>	<b>73</b>	<b>76</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	-	-	20	-	-	-	20	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>-</b>
<b>Total général</b>	<b>106</b>	<b>106</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>58</b>	<b>61</b>	<b>194</b>	<b>167</b>

## C. – Programmes d'activité

### 1. – COORDINATION DES POLITIQUES

17.24 Ce programme est exécuté par la Division de la coordination des politiques. Les attributions et l'organisation de la Division sont exposées dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, sect. M/Rev.1 et Amend.1) et les appellations des subdivisions qui la composent figurent dans une circulaire sur la nomenclature des services du Secrétariat (ST/SGB/170/Add.1).

17.25 Les objectifs et la stratégie du programme et de ses sous-programmes sont décrits dans le projet de plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6, chap. 15, par. 15.11 à 15.31).

17.26 Pendant l'exercice biennal 1984-1985, le programme accordera une importance particulière à l'assistance technique. L'accent sera mis sur les projets de coopération technique, en particulier dans les domaines de l'énergie, de la technologie industrielle et des ressources humaines. Une attention particulière sera également accordée aux mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et à la coopération économique entre pays en développement, en vue de promouvoir l'industrialisation conformément au Programme d'action de Caracas.

17.27 Bien que l'exercice biennal couvre les troisième et quatrième années du cycle de programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), il est probable qu'en raison des nouvelles procédures du PNUD pour la programmation continue un certain nombre de missions d'évaluation et de formulation de projets seront nécessaires au cours de l'exercice; on prévoit également la participation de l'ONUDI à un examen à mi-parcours de certains programmes par pays. En 1985, les missions de programmation pour le cycle de programmation par pays 1987-1991 devraient être entreprises. Il est douteux que les chiffres indicatifs de planification du PNUD augmentent comme on l'avait prévu, mais il y a lieu de penser que l'insuffisance des contributions générales pourra être compensée par un accroissement de la participation aux coûts et par des fonds d'autres sources.

17.28 L'évaluation, en tant qu'instrument de gestion, restera un élément fondamental de ce programme et de l'organisation dans son ensemble. En plus des mesures d'évaluation interne, l'évaluation des programmes et des projets sera réalisée en coopération avec les institutions de financement et les pays coopérant, selon qu'il conviendra.

17.29 Le Service des négociations s'occupera parallèlement de 16 secteurs industriels et questions communes. Le Conseil du développement industriel, à diverses sessions, a autorisé l'ONUDI à inclure dans le Système de consultations des activités couvrant 16 secteurs et questions. Les activités concernant ces secteurs et questions sont conformes aux recomman-

dations adoptées par consensus lors des consultations, sauf dans les cas où des consultations n'ont pas encore eu lieu. Elles sont menées simultanément, en tant que préparation ou suivi des réunions de consultations, étant entendu que pour chaque secteur ou question, le Conseil peut autoriser la convocation d'une série de consultations.

17.30 Il est prévu qu'en avril 1983 le Conseil, à sa dix-septième session, décidera d'inclure dans le programme de consultations pour 1984-1985 un certain nombre de secteurs et questions choisis parmi ceux pour lesquels des travaux ont été autorisés.

17.31 Il est à noter que, comme le Conseil l'a décidé à sa seizième session, les travaux se rapportant aux aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle se poursuivront, bien qu'aucune consultation n'ait été envisagée à ce sujet.

17.32 Les sous-programmes, les éléments de programme et les produits correspondants sont exposés ci-après.

#### *Sous-programme 1. Elaboration et évaluation des programmes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 832 500 dollars (16,1 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 2 152 200 dollars (52,5 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.11 à 15.14 A.

c) Eléments de programme:

1.1 Elaboration et gestion des programmes de coopération technique

#### *Produits:*

i) Rapports au Conseil du développement industriel sur l'exécution du programme du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel, accompagnés de propositions pour les programmes futurs (premier trimestre de 1984 et premier trimestre de 1985);

ii) Rapports au Comité permanent du Conseil du développement industriel sur les activités du programme ordinaire de coopération technique (premier trimestre de 1984 et premier trimestre de 1985);

iii) Assistance technique : 10 à 15 rapports de mission de programmation sectorielle adressés aux gouvernements et proposant des projets intéressant le secteur industriel en vue de leur inclusion dans les programmes par pays du PNUD pour la période 1987-1991 (troisième et quatrième semestres de 1985);

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.



iv) On pense que des missions d'examen ou de mise au point des projets seront effectuées dans une vingtaine de pays en développement pendant chacune des deux années considérées.

## 1.2 Evaluation des programmes et projets

### *Produits:*

i) Rapports au Comité permanent du Conseil du développement industriel sur un système d'évaluation interne mettant l'accent sur l'auto-évaluation des projets, et conclusions et recommandations découlant d'activités d'évaluation (1984, 1985);

ii) Publication technique: version révisée et élargie du *Manuel pour la conception et l'évaluation des projets* (1984);

iii) Appui fonctionnel à la coopération technique: appui au personnel du Secrétariat et au personnel local pour la conception et la reformulation de projets, les contrôles de qualité sur les rapports d'auto-évaluation et les rapports d'évaluation sur chaque projet.

### *Sous-programme 2. Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et d'autres catégories de pays en développement défavorisés*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 546 400 dollars (4,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 405 900 dollars (9,9 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.15 à 15.19.

c) Eléments de programme:

2.1 Elaboration de programmes et projets de coopération technique comprenant la coordination et le suivi des apports de l'ONUDI à l'exécution du nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés

### *Produits:*

i) Assistance technique: on compte que 150 projets seront en cours d'exécution au début de l'exercice biennal et 60 devraient être achevés en cours d'exercice. Une vingtaine de nouveaux projets seront mis en route;

ii) Rapports au Conseil du développement industriel sur les progrès accomplis dans l'industrialisation des pays les moins avancés (premier trimestre de 1984 et premier trimestre de 1985);

iii) Publication technique: rapport d'ensemble sur les progrès de l'industrialisation dans les pays les moins avancés, présenté en tant que contribution de

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

l'ONUDI à l'examen mondial à mi-parcours du nouveau programme substantiel d'action (1985).

### *Sous-programme 3. Coopération entre pays en développement en vue de l'industrialisation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 739 800 dollars (6,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 606 700 dollars (14,8 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.20 à 15.23.

c) Eléments de programme:

3.1 Elaboration de projets de coopération entre pays en développement

### *Produits:*

i) Assistance technique: appui de fond à des réunions intergouvernementales de solidarité dans quatre des pays les moins avancés pour déterminer les domaines de coopération et convenir de projets ou programmes spécifiques; appui technique et appui de fond à l'exécution des projets ou programmes ainsi convenus (deux en 1984 et deux en 1985);

ii) Services de fond pour deux tables rondes ministérielles concernant des secteurs industriels précis en vue d'envisager des projets concrets de coopération entre pays en développement (un en 1984 et un en 1985);

iii) Appui de fond pour l'assistance technique: trois ateliers/séminaires techniques organisés en coopération avec la section ou le service technique approprié de l'ONUDI, et une dizaine de projets de coopération technique (quatre en 1984 et six en 1985).

3.2 Recherche de nouvelles formes et de nouveaux mécanismes institutionnels de coopération industrielle entre pays en développement

### *Produits:*

i) Publication technique: directives pour la création et l'encouragement d'entreprises multinationales, établies conjointement par les secrétariats de l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies (1985).

ii) Publication technique: directives pour la promotion de la coopération interentreprises dans les pays en développement (1985).

### *Sous-programme 4. Système de consultations*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire:

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

3 494 300 dollars (30,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 438 600 dollars (10,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.24 à 15.29.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Consultations sur l'industrie des engrais\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais seront axés sur la diffusion d'informations concernant les contrats types de l'ONUDI pour la construction d'usines d'engrais en vue d'accroître leur utilisation; sur l'élargissement du programme de coopération entre les pays en développement, la création de mini-usines d'engrais, la réduction du coût des grandes usines d'engrais et l'application d'un système d'assurance garantissant le bon fonctionnement des installations industrielles.

#### 4.2 Consultations sur la sidérurgie\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la quatrième Consultation sur la sidérurgie seront axés sur un accroissement de l'information concernant la coopération entre pays en développement et sur des arrangements relatifs au financement et à la formation de la main-d'œuvre industrielle nécessaires pour l'exécution de mini-projets sidérurgiques ou autres prévus par les pays en développement, notamment par les nouveaux venus dans ce secteur.

#### 4.3 Consultations sur l'industrie du cuir et des articles en cuir\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la troisième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir seront axés sur l'application du programme international pour le développement de l'industrie des cuirs et peaux et sur l'amélioration de la coopération internationale au niveau des entreprises grâce à l'utilisation de la liste des points à inclure dans les contrats.

#### 4.4 Consultations sur l'industrie du bois et des produits du bois\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la deuxième Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois seront axés sur des propositions visant à accroître l'utilisation d'essences moins recherchées sur le plan commercial, sur la mise au point de techniques adaptées et la formation du personnel nécessaire, et sur la nature et la teneur des arrangements de coopération à long terme.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

#### 4.5 Consultations sur l'industrie pétrochimique\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la troisième Consultation sur l'industrie pétrochimique seront axés sur l'utilisation accrue de l'accord de licence type mis au point par l'ONUDI; l'élaboration d'accords de coopération à long terme entre acheteurs de pays en développement et fournisseurs de pays industrialisés; la création d'industries pétrochimiques d'aval grâce à la promotion des coentreprises entre pays en développement; l'identification de nouveaux investissements compte tenu des estimations de la demande et de l'offre mondiales de produits pétrochimiques établies par l'ONUDI.

#### 4.6 Consultations sur l'industrie des machines agricoles\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la troisième Consultation sur l'industrie des machines agricoles seront axés sur l'accroissement de la production de matériel et d'outillage agricoles dans les pays en développement; une meilleure adaptation des machines agricoles aux besoins des pays en développement; des estimations de l'offre et de la demande mondiales de matériel et d'outillage agricoles; des principes directeurs pour les arrangements contractuels à long terme; un programme de coopération technique entre pays en développement dans ce secteur.

#### 4.7 Consultations sur l'industrie pharmaceutique\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la troisième Consultation sur l'industrie pharmaceutique seront axés sur la mise à jour d'un répertoire des sources d'approvisionnement et des renseignements techniques sur les médicaments essentiels; l'intensification des échanges commerciaux et des échanges de savoir-faire entre pays en développement en ce qui concerne les préparations, les médicaments en vrac, les produits chimiques intermédiaires, le matériel et les machines de conditionnement; l'accroissement de la production de produits chimiques intermédiaires dans les pays en développement, grâce à une coopération sous-régionale; le démarrage des activités d'un centre de recherche-développement permettant aux pays en développement de mettre au point des procédés de fabrication et de former du personnel de recherche.

#### 4.8 Consultations sur l'industrie alimentaire

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire seront axés sur la promotion de stratégies nationales visant à intégrer la chaîne alimentaire; l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement grâce à la création d'usines alimentaires intégrées; une liste

\* Rang de priorité le plus élevé.

récapitulative pour les arrangements contractuels; le recensement de nouveaux partenaires, tels que coopératives et petites et moyennes entreprises.

#### 4.9 Consultations sur l'industrie des biens d'équipement\*

*Pas de produit final.* Activités entreprises: les travaux préparatoires pour la deuxième Consultation sur l'industrie des biens d'équipement seront axés sur des propositions tendant à déterminer les différentes options qui s'offrent aux pays en développement désireux de se doter d'une industrie des biens d'équipement; l'élaboration de programmes de formation pour différents niveaux de complexité technologiques; la définition de nouvelles formes d'arrangements industriels.

#### 4.10 Consultations sur le financement industriel\*

*Produit:* les services de fond pour la deuxième Consultation sur le financement industriel porteront sur des propositions tendant à apporter des changements aux procédures, arrangements et relations entre entités industrielles et financières, et sur la mise au point d'arrangements destinés à permettre à des groupements de pays de retrouver leur rythme de croissance tout en étant moins exposés aux risques accrus que leur font courir les conditions économiques internationales (1984).

#### 4.11 Consultations sur la formation de la main-d'œuvre industrielle\*

*Produit:* les services de fond pour la deuxième Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle porteront sur les questions suivantes: amélioration des courants d'information pour que l'offre de formation industrielle réponde à la demande, par le biais de mécanismes de coordination dans les pays développés et dans les pays en développement; propositions visant à renforcer les systèmes nationaux de formation pour permettre à chaque pays de maîtriser son processus d'industrialisation; liste de points concernant la teneur des relations contractuelles et le financement de l'élément formation des projets industriels; programme de coopération entre pays en développement (1985).

#### 4.12 Aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle

Les activités seront axées sur la coopération avec la CNUCED en vue d'élaborer des moyens de fournir des arrangements de collaboration industrielle à long terme en tant que contribution à un nouveau processus d'ajustements mutuellement avantageux tenant compte de la conjoncture économique mondiale; collecte d'informations à grande échelle sur les principes directeurs existants et les types d'arrangements entre entreprises (pouvoirs publics, fédérations industrielles et entreprises individuelles)

\* Rang de priorité le plus élevé.

en vue de rechercher les éléments communs; analyse de l'expérience acquise en matière de consultations sectorielles précises; travaux liés à des consultations futures pour préciser l'importance attachée aux arrangements de collaboration industrielle dans chaque secteur.

#### 4.13 Gestion des programmes et activités d'appui

Les activités porteront essentiellement sur l'organisation et le fonctionnement du système de consultations et sur la coordination du processus dans les différents secteurs et sur les différents thèmes. Les activités d'appui consisteront notamment à garder le contact avec les participants aux consultations à propos des travaux entrepris pour donner suite aux recommandations, ainsi qu'à collecter, organiser et diffuser des informations sur les négociations internationales dans le domaine de l'industrie qui se déroulent en dehors de l'ONUDI.

#### 4.14 Consultations sur l'industrie des matériaux de construction

*Pas de produit final.* Sous réserve de la décision du Conseil du développement industriel, les travaux préparatoires pour la première Consultation sur l'industrie des matériaux de construction porteront sur des propositions concernant, notamment, la planification et l'organisation de cette industrie, l'emploi accru des ressources nationales et l'amélioration des accords de coopération.

#### 4.15 Consultations sur les techniques industrielles et l'équipement liés à l'énergie

*Pas de produit final.* Sous réserve de la décision du Conseil du développement industriel, les travaux préparatoires pour la première Consultation sur les techniques industrielles et l'équipement liés à l'énergie porteront sur des propositions concernant les besoins énergétiques à long terme pour l'industrialisation, de même que les stratégies et politiques de gestion de l'énergie sur les plans national et local et au niveau des usines; la fabrication du matériel nécessaire pour l'exploitation des sources d'énergie et la distribution de celle-ci; la fabrication de biens d'équipement et de biens de consommation à haut rendement énergétique qui soient adaptés à la structure des sources d'énergie dont disposent les pays en développement.

#### 4.16 Consultations sur l'industrie des métaux non ferreux

*Pas de produit final.* Sous réserve de la décision du Conseil du développement industriel, les travaux préparatoires pour la première Consultation sur l'industrie des métaux non ferreux porteront sur un programme général d'assistance technique en faveur des pays en développement intéressés et des propositions concrètes en vue d'améliorer les accords internationaux de produit et d'intensifier des échanges commerciaux entre pays en développement.

## 4.17 Consultations sur l'industrie de la pêche

*Pas de produit final.* Sous réserve de la décision du Conseil du développement industriel, les travaux préparatoires pour la première consultation sur l'industrie de la pêche concerneront l'état actuel de l'industrie de la pêche dans un certain nombre de pays en développement et des propositions concernant les conditions d'acquisition des technologies et matériels nécessaires à l'expansion de cette industrie dans les pays en développement.

*Sous-programme 5. Formulation et direction du programme et autres activités d'appui*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 4 769 100 dollars (41,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 496 000 dollars (12,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: le présent sous-programme n'entre pas dans le cadre du plan à moyen terme.

c) Éléments de programme:

5.1 Etude des rapports sur les activités hors siège

5.2 Coordination des programmes interorganisations\*\*

5.3 Coopération avec les organismes commerciaux et industriels et d'autres organisations non gouvernementales\*\*

*Pas de produit final.* Les activités suivantes seront entreprises:

i) Prendre contact avec ces organismes dans les pays en développement et dans les pays développés en vue de réunir des informations sur les ressources disponibles ainsi que sur les besoins et les domaines de coopération désirés;

ii) Amorcer un dialogue et organiser des réunions en vue d'examiner les domaines possibles de coopération et la portée de celle-ci et de déterminer les ressources extérieures potentielles à canaliser vers les organismes des pays en développement; encourager une coopération directe entre les organismes des pays développés et ceux des pays en développement;

iii) Mettre au point, de concert avec d'autres services du secrétariat, des programmes de coopération entre les organismes susmentionnés des pays développés et des pays en développement.

5.4 Bureau de liaison à New York\*\*

5.5 Bureau de liaison à Genève\*\*

## 5.6 Formulation et gestion du programme

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents*

*Création de postes*

17.33 Il est proposé de créer un poste d'agent des services généraux en 1984-1985 pour fournir des services d'appui au système de consultations élargi.

*Transfert de postes*

17.34 Un poste P-5 a été transféré de l'élément de programme 5.1 du présent programme à l'élément de programme 4.2 du programme intitulé «Opérations industrielles» (voir, plus loin, par. 17.61).

*Consultants*

17.35 Le crédit demandé (630 000 dollars) se décompose comme suit.

<i>Numéro de l'élément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.2	Exécuter le programme de formation du personnel relatif à divers aspects de l'évaluation de la conception des projets . . . . .	36 900
	Aider à mettre sur pied et à améliorer un système d'évaluation . . . . .	12 300
2.1	Aider à rédiger un rapport sur un programme visant à accélérer l'industrialisation des pays les moins avancés. . . . .	24 600
3.2	Aider à élaborer des directives concernant la création d'entreprises multinationales . . . . .	18 400
4.1-4.17	Rédiger des documents de fond sur les questions à examiner aux réunions de consultation et établir des documents techniques et des modèles pour donner suite à ces réunions. Il faudra à cet effet recruter 61 consultants (pendant 1,9 mois de travail en moyenne) . . . . .	520 300
5.3	Rédiger un document de travail en vue de déterminer les niveaux appropriés de technologie nécessaires dans l'industrie alimentaire, en Amérique latine et en Afrique . . . . .	18 400
	Total	630 900

*Heures supplémentaires*

17.36 Le crédit demandé (19 000 dollars), qui ne reflète aucun changement réel du volume de travail de la Division, a été calculé compte tenu des périodes de pointe, occasionnées, en particulier, par le système de consultations.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Groupes spéciaux d'experts*

17.37 Le crédit demandé (405 200 dollars) correspond aux tâches ci-après:

	<i>Dollars</i>
3.1 Aider à organiser deux tables rondes, l'une en Afrique et l'autre en Asie, de cinq jours chacune et réunissant de 12 à 16 participants	50 400
4.1-4.17 Aider à examiner des questions, à faire le point des progrès réalisés, à formuler des propositions d'action; étudier les problèmes techniques qui se posent dans les secteurs faisant l'objet du système de consultations. Ces activités nécessiteront pendant l'exercice biennal 24 réunions d'experts, groupant de 6 à 14 participants et se tenant le plus souvent à Vienne, pendant trois à cinq jours . . . . .	340 400
5.3 Aider à préparer le colloque visant à promouvoir la coopération entre les instituts africains de recherche-développement dans l'industrie alimentaire, qui se tiendra à Nairobi (Kenya) . . . . .	14 400
Total	405 200

<i>Objet</i>	<i>Dollars</i>
d) Elaboration et suivi de projets de coopération économique entre pays en développement et participation à des réunions ministérielles de solidarité et autres réunions . . . . .	63 400
e) En liaison avec le système de consultations, participation à des consultations, établissement et maintien de relations avec d'autres organismes des Nations Unies et des institutions non gouvernementales, participation à des réunions pour encourager la coopération régionale dans certains secteurs et collecte de contributions des gouvernements pour la tenue des réunions de consultation . . . . .	136 000
f) Entrevues avec les candidats aux postes d'administrateur auxiliaire; consultations avec le PNUD et les gouvernements sur les programmes des conseillers industriels principaux hors siège et des administrateurs auxiliaires . . . . .	54 400
g) Déplacements des conseillers industriels principaux hors siège, pour se rendre en dehors du pays où se trouve leur lieu d'affectation et des autres pays auprès desquels ils sont accrédités . . . . .	407 800
h) Déplacements jusqu'aux sièges d'autres organismes dans le cadre de missions de représentation et de négociation; participation à des réunions intersecrétariats et coordination de ces réunions . . . . .	59 800
i) Etablissement et maintien de relations avec des organismes non gouvernementaux, commerciaux et industriels et mise sur pied de programmes de coopération avec eux . . . . .	29 000
j) Déplacements à l'intérieur des Etats-Unis et du Canada pour consulter des représentants des pouvoirs publics; déplacements pour assurer la participation à des réunions importantes se tenant à Vienne et à Genève, pour se rendre à Vienne en vue de tenir des réunions d'information et des consultations avec des fonctionnaires de rang élevé et pour assister aux réunions du Conseil du développement industriel; déplacements en Amérique latine pour aider à formuler des projets en consultation avec de hauts fonctionnaires des gouvernements . . . . .	29 000
k) Représentation de l'ONUDI aux réunions de l'Assemblée générale, du Comité administratif de coordination, du PNUD et d'autres organes . . . . .	72 500
Total	1 132 800

*Frais de voyage des représentants*

17.38 Le crédit demandé (112 000 dollars), qui n'accuse aucune augmentation, doit permettre aux participants des pays les moins avancés d'assister aux réunions de consultation.

*Voyages autorisés du personnel*

17.39 Le crédit demandé (1 132 800 dollars) se décompose comme suit.

<i>Objet</i>	<i>Dollars</i>
a) Missions de programmation dans divers pays en développement, déplacements dans des pays donateurs, au siège du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel et au siège du PNUD pour examiner des politiques et des programmes . . . . .	190 300
b) Missions pour évaluer sur place des projets et assister à des réunions interorganisations consacrées à la question de l'évaluation . . . . .	27 200
c) Missions de programmation et de formulation de projets exclusivement à l'intention des pays les moins avancés et d'autres catégories de pays défavorisés; participation de fonctionnaires à des réunions interorganisations sur des questions intéressant particulièrement ces pays . . . . .	63 400

*Communications*

17.40 Le crédit demandé (52 900 dollars) ne concerne que le Bureau de liaison à New York.

*Fournitures et accessoires*

17.41 Le crédit demandé (9 000 dollars) est identique au montant précédent.

## 2. - ÉTUDES ET RECHERCHES INDUSTRIELLES

TABLEAU 17.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	8 273,7	43,5	18,4	251,7	313,6	8 587,3
Consultants	2 509,0	10,0	-	211,7	221,7	2 730,7
Heures supplémentaires	14,8	-	-	1,2	1,2	16,0
Groupes spéciaux d'experts	201,6	0,7	-	17,0	17,7	219,3
Dépenses communes de personnel	2 694,6	13,0	6,0	73,6	92,6	2 787,2
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Voyages autorisés du personnel	329,1	9,1	-	28,4	37,5	366,6
Services spécialisés	26,8	0,1	-	2,2	2,3	29,1
<b>Total</b>	<b>14 050,8</b>	<b>76,4</b>	<b>24,4</b>	<b>585,8</b>	<b>686,6</b>	<b>14 737,4</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
14 127,2	24,4	-	13,0	37,4	0,2 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant estimatif des dépenses	Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Personnel temporaire	1 172,7	926,4
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	13,0	14,6
Dépenses communes de personnel	333,3	319,5
Communications	-	64,0
<b>Total a)</b>	<b>1 519,0</b>	<b>1 324,5</b>

TABLEAU 17.13 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	4 000,0	4 000,0
Total c)	4 000,0	4 000,0
Total a), b) et c)	5 519,0	5 324,5
Total, coûts directs		20 061,9





## 2. – ÉTUDES ET RECHERCHES INDUSTRIELLES

17.42 La structure de la Division des études industrielles est exposée dans le Manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, section M/Rev.1 et Amend.1) sous le titre «Centre international d'études industrielles». Les appellations des unités administratives qui composent la Division figurent dans une circulaire sur la nomenclature des services du Secrétariat (ST/SG/170/Add.1).

17.43 Les activités du programme se poursuivront conformément aux mêmes orientations que pendant la période 1982-1983, une attention particulière étant accordée à l'influence de l'industrialisation sur le développement socio-économique, aux politiques favorisant la coopération économique entre pays en développement, aux activités relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, aux aspects de l'industrialisation qui intéressent l'énergie et aux travaux de recherche à l'appui du système de consultations.

17.44 L'accent sera mis sur l'analyse des conséquences pour les pays les moins avancés de l'application, durant les années 80, de la Stratégie internationale du développement et du nouveau Programme substantiel d'action.

17.45 Les sous-programmes relatifs aux techniques industrielles fourniront, notamment, une assistance pour la mise au point et le transfert de techniques dans les domaines suivants: sélection et acquisition des techniques, fourniture de services consultatifs techniques et de services d'information par l'intermédiaire du réseau et de la base de données de la Banque d'information industrielle et technologique. Une attention particulière sera accordée aux progrès techniques récents et à leur impact. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, les sous-programmes viseront à renforcer les effectifs techniques et à mettre au point des méthodes et des stratégies en vue d'une application intégrée des techniques traditionnelles et des techniques modernes.

17.46 On trouvera ci-après une description des sous-programmes, éléments de programme et produits relevant de ce programme.

### *Sous-programme 1. Etudes et recherches globales et conceptuelles*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 107 500 dollars (14,3 p. 100 des fonds prévus pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.32 à 15.35.

c) Éléments de programme:

1.1 Restructuration industrielle internationale: stratégies de coopération mondiale.

### *Produits:*

i) Publications techniques sur différentes stratégies possibles de coopération mondiale en vue de la réalisation de l'objectif de Lima, notamment en ce qui concerne la coopération économique entre pays en développement dans le cadre de la future coopération Nord-Sud (1984, 1985);

ii) Publications techniques sur l'évolution à long terme de la structure de la production industrielle (1984, 1985).

1.2 Instruments institutionnels et de politique en matière de coopération

### *Produits:*

i) Publications techniques sur le rôle des courants commerciaux et financiers internationaux en tant que vecteurs de l'accélération de l'industrialisation des pays en développement (deux en 1984 et une en 1985);

ii) Publications techniques analysant les caractéristiques et les perspectives des courants commerciaux et techniques interrégionaux en tant que moyens d'atteindre les objectifs de la troisième Décennie du développement (1984, 1985).

1.3 Développement de la modélisation globale et des banques de données

### *Produits:*

i) Publications techniques sur le perfectionnement de la base de données du système de modèles de l'ONUDI et sur son application à l'étude de l'évolution à long terme des structures (1984, 1985);

ii) Publications techniques sur les liens d'interdépendance entre l'agriculture et l'industrie et entre les ressources humaines et l'industrie, ces publications devant servir d'entrées pour le système de modèles existant (1984, 1985).

En outre, un logiciel pour calculateur universel, dont des textes pour micro-ordinateur, sera mis au point pour aider les planificateurs nationaux à construire des modèles pour l'économie de leurs pays.

1.4 Etudes spéciales et conceptuelles sur les problèmes de développement à long terme liés à l'industrialisation

### *Produits:*

i) Publications techniques sur les aspects énergétiques de l'industrialisation, par exemple le rôle des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et des autres stratégies possibles de développement industriel en vue de satisfaire les besoins énergétiques qu'implique la réalisation de l'objectif de Lima (1984, 1985);

ii) Publication technique sur les conséquences pour les pays les moins avancés, du point de vue de la planification et des politiques, du taux de croissance fixé dans la Stratégie internationale du développement pour le secteur manufacturier des pays en développement (1984, 1985);

iii) Rapport au Conseil du développement industriel (1984) et deux publications techniques concernant l'influence de l'industrialisation sur le développement socio-économique (1984, 1985).

### 1.5 Suivi des progrès de l'industrialisation

i) Rapport au Conseil du développement industriel sur les progrès enregistrés par les gouvernements et les organisations internationales, individuellement et collectivement, en ce qui concerne l'application des Déclarations et Plans d'action de Lima et New Delhi (1985);

ii) Publication destinée à la vente: rapport analytique sur l'industrialisation accélérée des pays en développement (1984).

### 1.6 Publication sur l'industrie et le développement

*Produit:* publication destinée à la vente: revue *Industrie et développement* (4 numéros en 1984, 4 numéros en 1985).

#### *Sous-programme 2. Etudes et recherches par régions et par pays*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 724 200 dollars (11,7 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 106 000 dollars (8 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.36 à 15.41.

c) Eléments de programme:

### 2.1 Etudes et analyses régionales et sous-régionales

#### *Produits:*

i) Publications techniques contenant des analyses régionales du processus d'industrialisation et destinées à des conférences ministérielles régionales (deux en 1984, deux en 1985);

ii) Publications techniques contenant des analyses des politiques, des programmes et des possibilités de développement industriel dans le cadre de divers groupements économiques de pays en développement, ces publications étant destinées aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux régionaux ou sous-régionaux (1985).

### 2.2 Enquêtes et études par pays

#### *Produits:*

i) Publications techniques analysant les perspectives d'industrialisation de certains pays en développement, en particulier de pays comptant parmi les moins avancés et de petits pays en développement insulaires, et indiquant les options offertes en matière de croissance à long terme (cinq en 1984, cinq en 1985);

ii) Publications techniques sur les problèmes de la planification et du développement industriels dans les pays en développement (deux en 1984, trois en 1985).

### 2.3 Redéploiement industriel et aménagement des structures

#### *Produits:*

i) Rapports au Conseil du développement industriel et à l'Assemblée générale sur les obstacles à la restructuration et sur les incidences de ce processus (1984, 1985);

ii) Publications techniques sur les perspectives et les répercussions de l'évolution de la division internationale du travail dans des pays et des régions déterminés (deux en 1984, deux en 1985).

### 2.4 Etudes liées à la Décennie du développement industriel de l'Afrique\*

*Produit:* publications techniques contenant des analyses de programmes et d'activités intéressant les pays africains, par exemple des possibilités d'industrialisation sur la base d'une coopération multinationale; de la coopération régionale au niveau des entreprises; de la promotion, du financement et de la gestion des petites industries; du développement des domaines industriels (trois en 1984, trois en 1985).

### 2.5 Statistiques industrielles\*

#### *Produits:*

i) Rapports au Conseil du développement industriel contenant la publication annuelle: «Examen statistique de la situation industrielle mondiale» (1984, 1985);

ii) Publication destinée à la vente: *Manuel de statistiques industrielles* (1984);

iii) Fourniture, sur demande d'organismes extérieurs, de bandes et d'imprimés d'ordinateur pouvant être lus sur machines et concernant des statistiques industrielles (1984, 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

## 2.6 Etude du développement industriel\*

*Produit:* publication destinée à la vente: *Etude du développement industriel* (1985).

*Sous-programme 3. Etudes et recherches sectorielles*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 3 433 800 dollars (23 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.42 à 15.46.

c) Eléments de programme:

## 3.1 Etude sur l'industrie alimentaire

*Produit:* publication technique – mise à jour de l'évaluation analytique du secteur alimentaire et définition de différentes stratégies sectorielles possibles (1984).

## 3.2 Etude sur l'industrie de la pêche\*\*

*Produit:* publication technique – évaluation analytique de l'industrie de la pêche (1985).

## 3.3 Etude sur l'industrie du cuir et des articles en cuir

*Produit:* publication technique – évaluation analytique du secteur du cuir et des articles en cuir et identification de différentes stratégies sectorielles possibles (1985).

## 3.4 Etude sur l'industrie du bois et des produits du bois

*Produit:* publication technique – mise à jour de l'évaluation analytique du secteur du bois et des produits du bois et identification de différentes stratégies sectorielles possibles (1985).

## 3.5 Etude sur l'industrie pharmaceutique

*Produit:* publication technique – analyse et évaluation de la situation actuelle en ce qui concerne l'industrie pharmaceutique, identification de différentes stratégies sectorielles possibles et aperçu de certains éléments d'un plan d'action pour le développement du secteur (1984, 1985).

## 3.6 Etude sur l'industrie des engrais

*Produits:*

i) Publication technique – mise à jour de l'évaluation analytique du secteur et identification de différentes stratégies sectorielles possibles (1985);

ii) Publication technique – manuel sur les investissements minimaux initialement requis pour les fabriques d'engrais dans les pays en développement, compte tenu des recommandations adoptées à la troisième Consultation, tenue en septembre/octobre 1980 (1984).

## 3.7 Etude sur l'industrie pétrochimique

*Produit:* publication technique – mise à jour de l'évaluation analytique du secteur pétrochimique, identification de différentes stratégies sectorielles possibles et aperçu de certains éléments d'un plan d'action pour le développement du secteur.

## 3.8 Etude sur l'industrie des matériaux de construction

*Produit:* publication technique – évaluation analytique des tendances passées, présentes et futures de l'industrie des matériaux de construction, et questions relatives à la coopération internationale dans le secteur (1984).

## 3.9 Etude sur la sidérurgie

*Produits:*

i) Publication technique – évaluation analytique du secteur sidérurgique, identification de différentes stratégies sectorielles possibles et aperçu d'un plan d'action pour le développement du secteur dans les pays en développement (1985);

ii) Publication technique – besoins en matière de formation et de main-d'œuvre pour les différents procédés de production sidérurgiques, compte tenu des recommandations adoptées à la troisième Consultation, tenue en septembre 1982 (1985).

## 3.10 Etude sur l'industrie des métaux non ferreux\*\*

*Produit:* publication technique – évaluation analytique de l'industrie des métaux non ferreux (1985).

## 3.11 Etude sur l'industrie des biens d'équipement

*Produits:*

i) Publication technique – différentes stratégies sectorielles possibles et éléments d'un plan d'action pour le développement de l'industrie des biens d'équipement dans les pays en développement (1984);

ii) Publication technique – manuel sur un système d'entretien préventif des biens d'équipement au niveau sous-sectoriel (1984);

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

iii) Publication technique – fabrication de machines et de matériel destinés à l'industrie alimentaire et recommandations sur la production de certains articles (1985).

### 3.12 Etude sur l'industrie des machines agricoles

#### *Produits:*

i) Publication technique – mise à jour de l'évaluation analytique du secteur et identification de différentes stratégies possibles pour le développement de l'industrie des machines agricoles et la promotion de la coopération internationale entre pays en développement jusqu'à l'an 2000, compte tenu des recommandations adoptées à la deuxième Consultation (1985).

ii) Publication technique – capacité qu'ont les pays africains de mettre au point et de produire des machines agricoles adaptées à leurs besoins (1985).

### 3.13 Activités de soutien en matière de recherche et de méthodologie

### 3.14 Etudes sur les utilisations industrielles de l'eau et d'autres aspects environnementaux de l'industrialisation

#### *Produits:*

i) Publications techniques – utilisation et pratiques de traitement de l'eau dans certains secteurs industriels (1984, 1985);

ii) Publications techniques – observations sur l'environnement et le développement de certains secteurs industriels (1984, 1985);

iii) Publications techniques – évaluation de la pollution des eaux régionales par les industries et incidences des opérations industrielles sur l'environnement, dans le contexte du Programme du PNUE pour les mers régionales (1984, 1985).

#### *Sous-programme 4. Mise au point et transfert des techniques et services consultatifs*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 2 107 500 dollars (14,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 384 100 dollars (29 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.47 à 15.52.

c) Eléments de programme:

### 4.1 Mise au point de politiques et de programmes technologiques\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques – études et efforts consacrés au niveau national à l'élaboration de politiques et de plans technologiques (3 en 1984, 3 en 1985);

ii) Publications techniques – principes méthodologiques concernant le suivi des progrès technologiques aux fins de l'élaboration des politiques; intégration de la politique industrielle et de la politique technologique; promotion et utilisation des techniques industrielles liées à l'énergie (3 en 1984);

iii) Publications techniques – applications possibles de certains progrès techniques dans l'intérêt des pays en développement et mesures à prendre à cet effet (3 en 1984, 3 en 1985);

iv) Publications techniques – bulletins trimestriels sur le suivi des progrès technologiques en micro-électronique, génie génétique, biotechnologie et technologie des matériaux (12 en 1984, 12 en 1985).

### 4.2 Identification et évaluation de variantes technologiques

#### *Produits :*

i) Publications techniques – mémoires sur différentes variantes technologiques, en particulier dans le domaine agro-industriel, destinés aux services gouvernementaux s'occupant de la petite industrie, aux instituts techniques compétents et aux petites entreprises des pays en développement (4 en 1984, 4 en 1985);

ii) Publications techniques – technologies issues de pays en développement et conception de matériel destiné aux minicentrales hydroélectriques (une en 1984, une en 1985);

iii) Publications techniques – technologies et matériels à rendement énergétique élevé dans certains secteurs, une attention particulière étant accordée aux procédés industriels, aux biens d'équipement et aux biens de consommation (deux en 1984, une en 1985);

iv) Publications techniques – perfectionnement des techniques traditionnelles, notamment en Afrique, dans les domaines suivants: outillage agricole, produits alimentaires, bâtiments et matériaux de construction (une en 1984, deux en 1985);

### 4.3 Recherche, mise au point et adaptation en matière technologique

#### *Produits:*

i) Publication technique – dossier sur les activités d'instituts de recherche de pays en développement relatives aux technologies industrielles liées à l'énergie (première édition en 1984, deuxième édition en 1985);

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

ii) Publications techniques – monographies sur la commercialisation des techniques dans les pays en développement, avec évaluation des différentes méthodes employées à cette fin (une en 1984, une en 1985);

iii) Publications techniques – rapports concernant différents modèles de services interdisciplinaires nationaux de recherche-développement sur les applications de technologies modernes (une en 1984, une en 1985);

iv) Octroi de quatre bourses pour la mise au point de techniques utilisant pleinement les ressources locales (2 en 1984, 2 en 1985);

v) Appui technique à des programmes pour la promotion de la coopération entre pays en développement dans le cadre de projets de recherche axés sur la solution de problèmes précis (un en 1984, un en 1985);

vi) Publications techniques sur la possibilité de créer ou de renforcer des centres d'excellence dans certains secteurs (2 en 1984, 2 en 1985);

vii) Publications techniques – dossiers sur les techniques tombées dans le domaine public dans certains secteurs industriels (une en 1984, une en 1985).

#### 4.4 Développement de capacités technologiques

##### *Produits:*

i) Publications techniques – programmes de coopération entre pays en développement en matière de services technologiques, de services consultatifs et de services d'ingénierie dans deux secteurs déterminés (une en 1984, une en 1985);

ii) Publications techniques – infrastructure technologique des pays les moins avancés (3 en 1984, 3 en 1985);

iii) Publication technique – formation et utilisation du personnel technique dans les pays en développement, notamment en Afrique (1984);

iv) Publication technique – méthodes et stratégies permettant l'application intégrée des techniques industrielles traditionnelles et modernes, notamment en Afrique (1985);

v) Publication technique – programme de technologie complétant les programmes élaborés pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique (1984);

vi) Publication technique – élaboration et promotion de projets dans le cadre de programmes de coopération en matière de micro-électronique dans la région latino-américaine (1984);

vii) Publication technique – évaluation et promotion de différents modèles de systèmes pour la fourniture de services techniques à la petite industrie (1984, 1985).

4.5 Suivi de l'application des recommandations du Forum international des techniques industrielles appropriées\*\*

##### *Produits:*

i) Publications techniques contenant une étude et une synthèse de la suite donnée au Forum et des autres actions sectorielles menées par l'ONUDI dans le domaine de la technologie au titre de divers éléments de programme (une en 1984, une en 1985);

ii) Publications techniques sur les politiques technologiques dans certains secteurs (une en 1984, une en 1985).

4.6 Application et suivi des recommandations concernant les transferts de technologie et figurant dans la Déclaration et le Plan d'action de New Delhi, dans le Programme d'action de Vienne sur la science et la technique au service du développement et dans le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables

Il s'agit, par cet élément de programme, de contribuer à l'établissement des rapports présentés au Conseil du développement industriel qui sont cités en tant que produits finaux d'autres éléments de programme, notamment l'élément 1.5 ci-dessus.

4.7 Services de consultation technologique à court terme

*Produit:* assistance technique – environ 25 missions consultatives seront entreprises dans 20 pays (12 en 1984, 13 en 1985).

4.8 Mesures visant à aider les pays en développement à acquérir des techniques et à négocier des accords de technologie

##### *Produits:*

i) Publication technique – étude sur les lois et pratiques en matière de transferts de technologie dans certains pays en développement (une en 1984, une en 1985);

ii) Publications techniques – études annuelles sur l'évolution des flux de technologie dans les pays participant au Système d'échange de renseignements techniques (TIES) [une en 1984, une en 1985];

iii) Publications techniques sur les stratégies de commercialisation de la technologie dans les

\*\* Rang de priorité le moins élevé.

domaines de la micro-électronique et de la biotechnologie (une en 1984, une en 1985);

iv) Publications techniques – clauses et conditions des contrats de transfert de technologie à l'intention des pays participants au TIES (2 en 1984, 2 en 1985);

v) Publications techniques – études de cas d'acquisition de technologie dans des secteurs industriels particuliers (2 en 1984, 2 en 1985);

vi) Assistance technique – communication de renseignements concernant les modalités d'arrangements contractuels aux pays participant au TIES, sur la demande expresse de ces pays et suivant les procédures établies pour le TIES (6 en 1984, 6 en 1985);

vii) Assistance technique – quatre stages de formation sur la négociation des contrats de transfert de technologie (2 en 1984, 2 en 1985);

viii) Publications techniques – études nationales sur les effets des flux de technologie dans certains secteurs (2 en 1984, 2 en 1985);

ix) Publication technique – étude de l'exportation de technologie par les pays en développement (1985);

x) Publications techniques – 12 numéros du *TIES Newsletter* (6 en 1984, 6 en 1985).

#### *Sous-programme 5. Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) et services généraux d'information*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 341 100 dollars (9,1 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 573 500 dollars (43,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.53 à 15.57.

c) Eléments de programme:

5.1 Création d'un système de maillage pour la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) et production et diffusion d'informations technologiques par l'INTIB

#### *Produits:*

i) Publications destinées à la vente – profils d'informations technologiques sur le chlore et la soude caustique, les huiles végétales, les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, les machines agricoles, les

produits chimiques dérivés du pétrole, les produits pharmaceutiques (3 en 1984, 3 en 1985);

ii) Publications techniques – bulletins informatifs contenant des données technico-économiques sur certains secteurs industriels (1984, 1985);

iii) Assistance technique – réseaux d'information reliant les particuliers et les institutions contribuant à l'INTIB (1984, 1985);

iv) Assistance technique – fourniture d'informations traitées pour répondre à plus de 1 000 demandes de renseignements par an; d'information documentaire pour satisfaire quelque 10 000 demandes par an (1984, 1985);

v) Assistance technique – fourniture de plus de 50 dossiers d'informations technologiques concernant les choix des techniques dans certains secteurs, pour répondre aux demandes des pays en développement (25 en 1984, 25 en 1985).

5.2 Recensement des clients de l'INTIB et création de liens avec ces clients et entre eux

#### *Produits:*

i) Publications techniques sur les besoins des usagers dans certains secteurs industriels (3 en 1984, 3 en 1985);

ii) Publication de principes directeurs à l'intention des usagers finaux, concernant les moyens d'accéder à l'information technologique industrielle (1984);

iii) Publication technique – principes directeurs concernant l'élaboration d'une politique nationale et l'information industrielle (1984);

iv) Publication technique – principes directeurs concernant la création d'un centre national de l'information industrielle (1985);

v) Publications techniques sur les méthodes permettant de choisir, de mettre au point et de préparer le logiciel (1984); sur les méthodes permettant de choisir le logiciel (1984); sur les méthodes permettant d'avoir accès aux bulletins du Directeur exécutif en liaison directe (1984);

vi) Publication technique – données technico-économiques se dégageant du fonctionnement d'un projet pilote de réseau d'échanges d'informations technologiques entre institutions de financement du développement (1985);

vii) Publication technique sur l'intégration de la politique de l'information dans les politiques industrielles et technologiques (1984);

viii) Publications techniques sur le rôle de l'INTIB dans un réseau mondial d'information scientifique et technique (1984, 1985).

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnel.

5.3 Elaboration et diffusion de données sur les sources d'information industrielle\*\*

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Produits:*

*Postes permanents*

i) Publications destinées à la vente – guides ONUDI des sources d'information relatives à divers secteurs industriels, ainsi que révision et mise à jour de guides (6 en 1984, 6 en 1985); numéros de la série *Industrial Development Abstracts* (4 en 1984, 4 en 1985);

17.47 Il est proposé de créer un seul poste d'agent des services généraux pour ce programme. Ce poste permettra d'assurer les services de secrétariat nécessaires au titre de l'élément de programme 2.4 : dactylographeur en français les études et les divers rapports relatifs à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et aux pays les moins avancés de l'Afrique francophone.

ii) Assistance technique – fourniture de bandes en langage machine et de listes informatisées contenant les informations de la base de données LINK (1984, 1985);

*Consultants*

iii) Publication destinée à la vente – répertoire des possibilités de développement industriel et des ressources disponibles dans les pays en développement (1985).

17.48 Le montant prévu (2 519 000 dollars), qui ne représente aucune augmentation en termes réels par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, se ventile comme suit:

5.4 Publications d'information industrielle et technologique

<i>Numéro de l'élément de programme</i>	<i>Description des tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.1	Analyser les disponibilités financières et techniques et les contraintes institutionnelles en vue de définir de nouvelles modalités de coopération internationale pour le développement industriel . . . . .	156 200
1.2	Etudier les moyens institutionnels nécessaires à l'accroissement des échanges commerciaux, financiers et techniques interrégionaux, en examinant parallèlement les grandes mesures susceptibles d'accroître la compétitivité des produits des pays en développement et d'accélérer l'industrialisation des pays les moins avancés. . . . .	86 700
1.3	Etablir et tenir à jour les modèles existants, contribuer à la mise au point du logiciel et d'un cadre national de planification intégrée et analyser les données sur les facteurs de production et sur la production au niveau national . . . . .	132 600
1.4	Entreprendre des études concernant les aspects énergétiques de l'industrialisation dans les pays en développement; les problèmes particuliers aux pays les moins avancés; le processus de développement socio-économique; le développement intégré de l'agriculture et de l'industrie; l'évaluation des politiques industrielles; faire les études spécialisées nécessaires aux diverses réunions interorganisations. . . . .	167 100
1.5	Suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et dans la Déclaration de Lima, en analysant les données fournies par les gouvernements et les organisations internationales . . . . .	86 700
2.1	Etudier les processus, les politiques et les stratégies d'industrialisation, ainsi que les résultats enregistrés à cet égard, dans quatre régions en développement et dans certains	

*Produit:* publications destinées à la vente: bulletin d'information: numéros en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe (12 en 1984, 12 en 1985); numéros de la série *Mise au point et transfert des techniques* (3 en 1984, 3 en 1985); monographies sur les progrès techniques et les techniques industrielles liées à l'énergie (5 en 1984, 7 en 1985); répertoire des politiques et plans technologiques des pays en développement (1985).

*Sous-programme 6. Formulation et direction du programme et activités connexes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 4 023 300 dollars (27,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 260 900 dollars (19,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: la formulation et direction du programme et les activités connexes n'entrent pas dans le cadre des programmes du plan à moyen terme.

c) Eléments de programme:

6.1 Formulation et direction du programme

*Produit:* comme l'indique son titre, ce programme correspond à la fonction d'appui ainsi qu'à la coordination des travaux des fonctionnaires de l'ONUDI, qui, étant affectés aux Divisions de l'industrie dont les activités sont conjuguées avec celles des sièges des commissions régionales, fournissent les apports nécessaires à tous les sous-programmes précédents et, en particulier, aux études et recherches par régions et par pays.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars	Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
	groupements économiques régionaux et sous-régionaux . . . . .	58 400	3.6	Evaluer, dans trois régions en développement, le développement de l'industrie des engrais eu égard à l'offre et à la demande locale, et étudier la mise en place de petites usines d'engrais en Afrique . . . . .	45 900
2.2	Aider à la réalisation d'études approfondies par pays, concernant l'industrialisation fondée sur les ressources naturelles ainsi que les perspectives de croissance à long terme, en insistant tout particulièrement sur les pays les moins avancés; faire une analyse comparative des questions prioritaires liées intéressant la stratégie, la politique et la planification industrielles de différents pays . . . . .	234 500	3.7	Evaluer le développement de l'industrie pétrochimique dans trois régions en développement et analyser les modalités actuelles et possibles de coopération dans ce domaine entre les pays en développement . . . . .	40 800
2.3	Analyser les perspectives et les incidences, aux niveaux national et régional, de la modification de la division internationale du travail, ainsi que de la restructuration et du redéploiement de l'industrie . . . . .	46 400	3.8	Analyser le développement passé, présent et potentiel (jusqu'à l'an 2000) du secteur des matériaux de construction, en tenant compte des tendances et applications techniques (et de leur complexité) actuelles et futures; analyser les mesures destinées à promouvoir l'expansion de ce secteur dans les pays en développement . . . . .	35 700
2.4	Analyser la structure et les modalités du développement industriel en Afrique, en mettant l'accent sur l'industrialisation endogène, la coopération inter pays et autres questions prioritaires intéressant les politiques et stratégies industrielles . . . . .	68 600	3.9	Etudier les besoins de l'industrie sidérurgique en main-d'œuvre, formation, ressources financières, infrastructure et autres facteurs, et analyser l'évaluation de la production sidérurgique au cours de ces dernières années, en mettant l'accent sur le transfert des techniques aux pays en développement et sur l'application de techniques appropriées dans ces pays. . . . .	35 700
2.5	Améliorer la couverture, la cohérence et l'exhaustivité des statistiques en mémoire sur ordinateur pour répondre aux besoins des chercheurs dans le domaine industriel . . . . .	51 000	3.11	Analyser les éléments décisifs pour le développement d'une industrie de biens d'équipement dans différents groupes de pays en développement dotés de divers types de base industrielle; étudier les tendances technologiques dans le secteur des biens d'équipement (jusqu'à l'an 2000) et mettre au point des méthodes permettant d'analyser les complexités techniques qu'implique leur fabrication; étudier la fabrication des pièces détachées, composants et machines de complexité moyenne, ainsi que la fabrication des machines et de l'équipement destinés à l'industrie alimentaire, au secteur des machines outils et à l'industrie automobile . . . . .	112 200
2.6	Entreprendre une analyse méthodologique et technique de certaines questions et de certains problèmes qui seront abordés dans l' <i>Etude du développement industriel</i> et rassembler les données y relatives que l'on ne trouve pas dans les publications classiques . . . . .	51 000	3.12	Analyser le développement de l'industrie des machines agricoles dans les pays en développement, en mettant l'accent sur l'Afrique, ainsi que les techniques appliquées dans ce secteur et leur degré de complexité; étudier les tendances mondiales actuelles et futures, dans ces secteurs (jusqu'à l'an 2000) . . . . .	51 000
3.1	Analyser les possibilités d'implanter une industrie alimentaire intégrée dans les pays en développement et étudier les éléments décisifs pour cette implantation dans différents groupes de pays en développement . . . . .	35 700	3.13	Mener à bien des analyses statistiques de certains secteurs industriels; aider à l'élaboration de données relatives aux industries alimentaires et connexes en Afrique et d'une méthode permettant d'étudier les stratégies des divers secteurs industriels dans cette région; étudier les modalités d'offre et de consommation énergétique et les techniques liées à l'énergie dans certains secteurs industriels, en évaluant la possibilité de substituer au pétrole l'utilisation de ressources énergétiques locales dans ces secteurs . . . . .	119 400
3.3	Analyser les possibilités d'implanter une industrie intégrée du cuir et des articles en cuir dans les pays en développement et étudier les éléments décisifs pour cette implantation dans différents groupes de pays en développement . . . . .	32 900			
3.4	Analyser les possibilités d'implanter une industrie intégrée du bois et des produits du bois dans les pays en développement et étudier les éléments décisifs pour cette implantation dans différents groupes de pays en développement . . . . .	30 600			
3.5	Analyser: la mise au point d'une technique de formulation normalisée applicable à la production de médicaments essentiels et complémentaires dans des pays les moins avancés; les progrès de la recherche concernant le traitement des maladies endémiques en Afrique; l'impact du génie génétique sur l'industrie pharmaceutique des pays en développement; déterminer quels sont les produits aptes à être produits dans des usines polyvalentes . . . . .	59 300			



Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars	Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.14	Fournir des connaissances techniques supplémentaires dans le domaine de l'utilisation et des méthodes de traitement de l'eau dans l'industrie du cuir et dans l'industrie pharmaceutique . . . . .	23 200		tion et un répertoire des possibilités et des ressources industrielles disponibles dans les pays en développement . . . . .	44 500
				Total	2 519 000
4.1	Elaborer des études faisant le point des progrès des techniques, ainsi que des études par pays sur la planification et l'élaboration des rapports; élaborer des études sur l'intégration des politiques industrielles et technologiques et les grands aspects de la promotion et de l'utilisation des techniques industrielles liées à l'énergie . . . . .	188 200	<i>Heures supplémentaires</i>		
			17.49 Le montant prévu à ce titre (14 800 dollars), calculé d'après l'expérience acquise lors des périodes de pointe liées au Système de consultations, n'accuse aucune augmentation des ressources.		
4.2	Etablir des mémoires techniques sur les techniques de rechange applicables à certains produits et procédés industriels, sur la collecte et la compilation d'informations relatives à des techniques à bon rendement énergétique et sur les technologies de pointe permettant de moderniser les techniques traditionnelles . . . . .	74 200	<i>Groupes spéciaux d'experts</i>		
			17.50 Le montant prévu à cette rubrique (202 300 dollars) ne représente aucune augmentation en termes réels et se ventile comme suit:		
			Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
4.3	Elaborer des programmes de coopération pour la recherche technologique et pour la mise au point et l'adaptation de techniques; réaliser une étude des programmes des centres d'excellence destinés à fournir des principes directeurs; sélectionner, évaluer et diffuser des informations sur les technologies disponibles. . . . .	83 400	1.1	Faire le point des idées et possibilités de stratégies et politiques nationales, régionales et mondiales de développement pour assurer l'avenir des pays en développement (Asie, cinq jours, 20 participants); coût de la réunion, à partager avec l'élément de programme 2.1. . . . .	16 400
4.4	Etablir des rapports techniques sur les services de consultation et d'études et plans, étudier et recommander des mesures destinées à renforcer l'infrastructure technologique et préparer une enquête sur les besoins de techniciens. . . . .	95 500	1.3	Aider le Secrétariat à préparer sa contribution à l'organisation de la Conférence internationale sur les techniques d'entrées-sorties (Asie, cinq jours, 15 participants) . . . . .	29 400
4.5	Etablir des monographies pour déterminer quelles décisions s'imposent au niveau des stratégies et des politiques, en ce qui concerne le choix de technologies appropriées	9 300	1.4	Examiner les idées directrices d'un projet de manuel sur l'évaluation des politiques industrielles (Vienne, trois jours, six à huit participants) . . . . .	10 400
4.6	Etablir des rapports sur le transfert de techniques industrielles aux pays en développement . . . . .	27 800	2.1	Partage du coût de la réunion, comme indiqué à propos de l'élément de programme 1.1 ci-dessus . . . . .	16 400
4.8	Aider à la préparation de publications et d'études sur les stratégies de marché suivies en matière de technologie, sur l'acquisition de technologies dans certains secteurs industriels et sur l'impact des flux technologiques dans certains secteurs; aider à la préparation d'un rapport étudiant l'exportation des technologies originaires des pays en développement . . . . .	69 500	2.4	Examen des politiques et stratégies industrielles dans le contexte de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (Afrique, cinq jours, six à huit participants) . . . . .	10 400
5.1	Etablir des dossiers d'informations technologiques et fournir des données informatisées (réseau de correspondants). . . . .	127 900	3.5	Examen de la préparation d'études technico-économiques, avec l'industrie des produits pharmaceutiques comme modèle (Vienne, cinq jours, sept participants) . . . . .	14 700
5.2	Définir des principes directeurs applicables aux activités nationales d'information industrielle, en vue d'assurer un accès direct aux bases de données . . . . .	37 100	3.11	Deux réunions: la première consacrée à l'évaluation de la deuxième étude sur la préparation de la Consultation sur l'industrie des biens d'équipement (1984); la deuxième, consacrée au développement des industries de biens d'équipement dans les pays de la CESAP (Vienne, cinq jours, cinq participants; Bangkok, cinq jours, 10 participants) . . . . .	23 400
5.3	Rédiger des guides des sources d'informa-		3.12	Examen et adoption d'une stratégie sous-régionale/régionale d'application d'un plan d'action pour le développement de la fabrication locale de machines agricoles (Afrique, cinq jours, cinq participants) . . . . .	11 200

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
4.1	Réunion du Groupe consultatif sur la technologie industrielle appropriée; réunion dans un cadre national pour tenir compte de l'évolution technologique (deux réunions prévues à Vienne, quatre jours, 20 participants). . . .	43 200
4.4	Etude de différentes formules de fournitures de services technologiques aux petites industries (Vienne, cinq jours, cinq ou six participants) . . . . .	9 500
4.8	Deux réunions consacrées à l'étude de sujets présentant un intérêt commun pour les pays participant au Système d'échange de renseignements techniques (TIES) [quatre jours, six participants chacune] . . . . .	<u>17 300</u>
	Total	202 300

#### *Voyages autorisés du personnel*

17.51 Le montant estimatif prévu à cette rubrique (338 200 dollars) n'implique aucune augmentation en termes réels. D'une manière générale, les déplacements officiels au titre de ce programme ont principalement trait à des activités de recherche sur le terrain et à la participation à des réunions, par exemple de groupes d'experts, dont certaines sont

tenues en dehors du siège de l'ONUDI, afin de faciliter la tâche des participants lorsqu'il s'agit de questions d'intérêt régional, et aussi pour utiliser au mieux les ressources du Secrétariat. Les déplacements répondent aussi à la nécessité d'établir des contacts avec les spécialistes locaux, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et des fonctionnaires gouvernementaux qui prêtent leur concours au programme de travail de l'ONUDI. D'une manière générale, le montant prévu pour les frais de voyage sert principalement à couvrir les frais qu'entraîne nécessairement la réalisation dans de bonnes conditions des enquêtes et études nationales, à assurer la participation à des réunions essentielles pour la préparation de modèles mondiaux et à procurer des ressources qui permettent à l'ONUDI d'être présente aux réunions de groupes de travail consacrées à l'application du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement.

#### *Services spécialisés*

17.52 Le montant de 26 900 dollars est destiné à l'établissement d'index et de résumés analytiques pour les documents de l'ONUDI, à l'intégration de ces résumés dans la base de données des résumés sur le développement industriel (INDIS) et à l'acquisition de manuels spécialisés sur la diffusion de l'information industrielle.

## 3. - OPÉRATIONS INDUSTRIELLES

TABLEAU 17.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	9 809,4	(2,8)	110,4	287,3	394,9	10 204,3
Consultants	527,6	2,0	-	44,5	46,5	574,1
Heures supplémentaires	8,6	(0,2)	-	0,7	0,5	9,1
Groupes spéciaux d'experts	102,3	0,4	-	8,6	9,0	111,3
Dépenses communes de personnel	3 194,6	(3,4)	36,0	85,6	118,2	3 312,8
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Voyages autorisés du personnel	404,3	11,3	-	34,9	46,2	450,5
<b>Total</b>	<b>14 048,0</b>	<b>7,3</b>	<b>146,4</b>	<b>461,6</b>	<b>615,3</b>	<b>14 663,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
14 055,3	146,4	-	-	146,4	1,0 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes temporaires	9 194,0	8 675,1
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	120,3	110,5
Heures supplémentaires	34,0	35,0
Dépenses communes de personnel	2 611,5	3 016,3
Voyages autorisés du personnel	350,0	333,0
<b>Total a)</b>	<b>12 309,8</b>	<b>12 169,9</b>

TABLEAU 17.15 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Programme de coopération ONUDI/Banque Mondiale	1 103,0	891,0
<b>Total b)</b>	<b>1 103,0</b>	<b>891,0</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	128 200,0	123 000,0
Services industriels spéciaux	4 900,0	4 000,0
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	12 500,0	10 000,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	18 700,0	24 000,0
<b>Total c)</b>	<b>164 300,0</b>	<b>161 000,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>177 712,8</b>	<b>174 060,9</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>188 724,2</b>

TABLEAU 17.16. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: opérations industrielles

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-2	1	1	-	-	1	1	2	2
D-1	10	11	-	-	3	2	13	13
P-5	27	27	-	-	15	15	42	42
P-4	31	31	-	-	19	25	50	56
P-3	15	15	-	-	16	18	31	33
P-2/1	12	12	-	-	3	-	15	12
<b>Total</b>	<b>96</b>	<b>97</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>57</b>	<b>61</b>	<b>153</b>	<b>158</b>

## Agents des services généraux

1ère classe	8	8	-	-	4	6	12	14
Autres classes	37	37	-	-	139	139	176	176
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>143</b>	<b>145</b>	<b>188</b>	<b>190</b>
<b>Total général</b>	<b>141</b>	<b>142</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>200</b>	<b>206</b>	<b>341</b>	<b>348</b>

### 3. – OPÉRATIONS INDUSTRIELLES

17.53 Ce programme est exécuté par la Division des opérations industrielles, dont la structure et les fonctions sont décrites en détail dans le Manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1 et Amend.1). Une fois qu'un projet de coopération technique a été approuvé, toutes les activités d'appui technique relèvent de cette Division.

17.54 Pour l'exercice biennal 1984-1985, quatre éléments de programme du programme de travail pour l'exercice biennal 1982-1983 ont été supprimés et les activités qui y correspondaient ont été incorporées dans d'autres éléments de programme existants. Un seul élément de programme a été ajouté au programme de travail, mais des remaniements considérables à l'ensemble du programme sont proposés. Une attention particulière est réservée à la Décennie du développement industriel de l'Afrique et à la suite à donner à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (tenue à Paris) et à la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (tenue à Nairobi). Le programme met également l'accent sur les activités qui encouragent la coopération technique entre pays en développement conformément au Programme d'action de Caracas sur la coopération économique entre pays en développement.

17.55 On compte que d'ici la fin de 1983, la phase préparatoire (1982-1984) de la Décennie du développement industriel de l'Afrique aura progressé considérablement: on aura analysé en profondeur les politiques, plans, programmes et structures des industries nationales, ainsi que les accords bilatéraux et multilatéraux en vigueur concernant le développement industriel en Afrique. D'ici la fin de 1984, on aura établi un plan et un programme détaillés pour la Décennie — grâce à une assistance coordonnée de l'ONUDI, de la CEA et de l'OUA. En 1985, des programmes et des projets de coopération technique seront lancés, afin de faciliter la mise en œuvre du programme de la Décennie.

17.56 Pour ce qui est du nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, la première série de réunions à l'échelon national, consacrées à l'étude de la mise en œuvre du Programme, devrait s'achever vers la fin de 1983. Les mesures voulues seront prises en 1984-1985 pour aider les pays à mettre efficacement en œuvre le nouveau programme substantiel d'action et à en assurer le suivi. Conformément à ce programme, on s'attachera particulièrement à accélérer la croissance de la production manufacturière, en accordant une attention particulière aux agro-industries et aux industries liées à l'agriculture (notamment aux industries de traitement des ressources locales), aux industries moyennes et légères requises pour satisfaire la demande de biens de consommation essentiels, aux petites industries appliquant des techniques appropriées, aux industries de base utilisant des ressources

locales, à la mise en valeur et à l'exploitation des sources d'énergie (notamment sources nouvelles et renouvelables), à la promotion des industries d'exportation, à la mise en valeur des ressources humaines, au développement de l'infrastructure industrielle, au transfert et à la mise au point de techniques, et à la création des mécanismes permettant de mobiliser davantage de fonds pour l'industrialisation.

17.57 En ce qui concerne le Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables, on compte que, conformément à la résolution 36/193 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1981, des principes directeurs seront définis pour le programme et que des plans et programmes pratiques seront élaborés. En 1984-1985, des travaux seront menés à bien dans le cadre de ces principes et des programmes seront entrepris qui porteront spécialement sur: a) l'évaluation et la planification dans le domaine de l'énergie; b) la recherche, le développement et la démonstration; c) le transfert, l'adaptation et l'application de techniques au point; d) la circulation de l'information, l'éducation et la formation.

17.58 D'une manière générale, les activités de coopération technique continueront de la manière décrite dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 (A/37/6), paragraphes 17.55 à 17.58.

17.59 Les sous-programmes, leurs éléments de programme et les produits connexes sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Opérations de planification et de programmation*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 202 400 dollars (8,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 169 800 dollars (1,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.60 à 15.63.

c) Éléments de programme:

1.1 Formulation de stratégies, de plans et de politiques pour l'industrialisation des pays en développement

*Produits:* on compte que 21 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays. Dix de ces projets devraient être achevés et huit nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

## 1.2 Enquêtes et mesures visant à promouvoir l'intégration et la coopération industrielles régionales

*Produits:* aucun projet de coopération technique ne devrait être en cours au début de l'exercice biennal, mais deux nouveaux projets multinationaux et trois nouveaux projets dans trois pays devraient être entrepris et achevés au cours de l'exercice biennal.

## 1.3 Planification du secteur industriel

*Produits:* on s'attend que quatre projets de coopération technique soient en cours au début de l'exercice biennal dans quatre pays. Ces quatre projets devraient être achevés et sept nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

### Sous-programme 2. Création d'institutions et activités de formation

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 4 692 300 dollars (32 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 2 272 600 dollars (17,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.64 à 15.71.

c) Eléments de programme:

## 2.1 Organismes de recherche et d'information industrielles

*Produits:* outre quatre projets multinationaux, on compte que 12 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays. Onze de ces projets devraient être achevés et 17 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

## 2.2 Instituts de normalisation, de métrologie et de contrôle de la qualité

*Produits:* outre cinq projets multinationaux, on compte que 35 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 30 pays. Dix de ces projets devraient être achevés et 10 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

## 2.3 Petites entreprises et services auxiliaires

*Produits:* outre huit projets multinationaux, on compte que 47 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 35 pays. Vingt-cinq de ces projets devraient être achevés et 25 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

## 2.4 Organismes de promotion du développement industriel

*Produits:* outre un projet multinational, on compte que 13 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 12 pays. Dix de ces projets devraient être achevés et 22 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

## 2.5 Création d'usines et amélioration de la gestion industrielle\*\*

*Produits:* outre quatre projets multinationaux, on compte que 40 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 30 pays. Vingt de ces projets devraient être achevés et 15 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

## 2.6 Infrastructure de la formation industrielle\*\*

*Produits:* on compte qu'au début de l'exercice biennal, outre deux projets interrégionaux/mondiaux, quatre projets régionaux et 24 projets de coopération technique seront en cours dans 15 pays, et que 25 nouveaux projets seront entrepris. Quinze de ces projets devraient être achevés au cours de l'exercice biennal.

## 2.7 Bourses de formation industrielle

*Produits:*

i) Des bourses de perfectionnement et des voyages d'étude seront offerts à environ 2 500 personnes au cours de l'exercice biennal;

ii) Publication technique : *Aperçu des moyens de formation pour le développement industriel* (1984, 1985);

iii) Publication technique : *Programme de formation industrielle proposé par l'ONUDI* (1984, 1985).

## 2.8 Stages de formation en groupe\*\*

*Produits:* on compte organiser pendant l'exercice biennal environ 150 programmes de formation en groupe (séminaires, journées d'étude, formation en entreprise et autres types de formation en groupe).

### Sous-programme 3. Opérations relatives à la mise au point et au transfert de techniques

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 5 748 000 dollars (39,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 2 755 800 dollars (21,1 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.72 à 15.76.

c) Éléments de programme:

3.1 Développement de l'industrie du bois et des ouvrages en bois

*Produits:* outre six projets multinationaux et deux projets interrégionaux/mondiaux, on compte que 22 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 17 pays. Quinze de ces projets devraient être achevés et 40 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.2 Renforcement des institutions dans l'industrie textile et l'industrie des articles d'habillement

*Produits:* outre quatre projets multinationaux et trois projets interrégionaux/mondiaux, on compte que 34 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 22 pays. Vingt de ces projets devraient être achevés et 24 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.3 Promotion d'agro-industries intégrées et mise en place de services techniques pour l'industrie alimentaire

*Produits:* outre sept projets multinationaux et quatre projets interrégionaux/mondiaux, on compte que 34 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 26 pays. Trente-quatre de ces projets devraient être achevés et 46 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.4 Création d'usines pilotes, d'instituts et de centres techniques dans les industries des articles en cuir et en caoutchouc

*Produits:* outre deux projets interrégionaux/mondiaux, on compte que 48 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 30 pays. Trente de ces projets devraient être achevés et 35 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.5 Création d'instituts nationaux de formation et de recherche appliquée, ainsi que de services techniques, en matière de technologie du conditionnement

*Produits:* outre un projet multinational et un projet interrégional/mondial, on compte que 11 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans neuf pays. Huit de ces projets devraient être achevés et neuf nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.6 Nouvelles utilisations des matières premières, des sous-produits et des déchets agricoles

*Produits:* outre deux projets interrégionaux/mondiaux, on compte qu'un grand projet de coopération technique sera en cours au début de l'exercice biennal dans un pays. Ces trois projets devraient être achevés et six nouveaux grands projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.7 Transformation industrielle des minerais et des concentrés de métaux non ferreux\*

*Produits:* outre un projet multinational, on compte que 15 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 10 pays en développement. Sept de ces projets devraient être achevés et cinq nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.8 Choix du procédé dans l'industrie métallurgique, adoption de systèmes d'entretien et normalisation des produits sidérurgiques\*

*Produits:* outre un projet interrégional on compte que 23 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 16 pays en développement. Dix de ces projets devraient être achevés et 10 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.9 Choix de techniques de fonderie et d'autres procédés de transformation des métaux adaptés aux conditions locales

*Produits:* on compte que 15 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays en développement. Cinq de ces projets devraient être achevés et cinq nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.10 Création et renforcement de centres de technologie métallurgique\*

*Produits:* on compte que sept grands projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans sept pays en développement. Quatre de ces projets devraient être achevés et cinq nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.11 Evaluation des propriétés des minéraux métallurgiques et transformation de ces minéraux\*

*Produits:* on compte que cinq projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans cinq pays en développement. Trois de ces projets devraient être achevés et quatre nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.12 Conception et fabrication de machines, d'équipements et d'installations pour le sec-

\* Rang de priorité le plus élevé.



teur manufacturier, non spécifiés au titre d'autres éléments de programme

*Produits:* on compte que 39 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 17 pays. Dix-huit de ces projets devraient être achevés et 22 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.13 Conception et fabrication de machines, de matériel et d'installations électriques et électroniques pour l'industrie

*Produits:* on compte que 34 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 12 pays. Quatorze de ces projets devraient être achevés et 22 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.14 Mise au point et fabrication de matériel de transport par terre et par voie d'eau

*Produits:* on compte que 22 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 11 pays. Treize de ces projets devraient être achevés et 13 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.15 Mise au point et fabrication de matériel de mesure et de contrôle

*Produits:* on compte que 12 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans sept pays. Neuf de ces projets devraient être achevés et neuf nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.16 Conception et fabrication d'ouvrages en métaux et réparation et entretien de machines et de matériel industriels

*Produits:* on compte que 27 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 14 pays. Dix-huit de ces projets devraient être achevés et 22 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.17 Application des techniques informatiques et autres techniques de pointe dans les industries mécaniques

*Produits:* on compte que 18 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans neuf pays. Huit de ces projets devraient être achevés et 11 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.18 Mise au point de stratégies, adoption de systèmes, amélioration de la gestion et production de matériel dans le domaine des techniques énergétiques

*Produits:* outre cinq projets multinationaux et cinq projets interrégionaux, on compte que 20 projets de

coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays. Quinze de ces projets devraient être achevés et 40 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.19 Exploitation des ressources locales pour la production de matériaux de construction et l'industrie du bâtiment et des travaux publics

*Produits:* outre deux projets multinationaux, on compte que 70 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 40 pays. Trente de ces projets devraient être achevés et 50 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.20 Mise au point de techniques de transformation des produits chimiques de base et étude des applications des produits pétrochimiques

*Produits:* outre quatre projets interrégionaux et deux projets multinationaux, on compte que 45 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 35 pays. Vingt-quatre de ces projets devraient être achevés et 33 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.21 Mise au point et transfert de techniques pour l'élaboration et la production locales d'engrais et de pesticides

*Produits:* outre cinq projets multinationaux, on compte que 30 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 15 pays. Quinze de ces projets devraient être achevés et 31 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.22 Elaboration, conditionnement, contrôle de la qualité et production des produits pharmaceutiques

*Produits:* outre quatre projets interrégionaux et deux projets multinationaux, on compte que 32 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 21 pays. Vingt de ces projets devraient être achevés et 12 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.23 Utilisation de bois de feuillus et de déchets agricoles pour la production de pâte à papier et de papier

*Produits:* on compte que 15 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 13 pays. Dix de ces projets devraient être achevés et 15 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

3.24 Production de biocombustibles et de combustibles synthétiques

*Produits:* on compte que 30 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice

biennal dans 25 pays. Quinze de ces projets devraient être achevés et 35 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

### 3.25 Techniques de protection de l'environnement dans l'industrie, recyclage, modification des procédés et traitement des eaux usées

*Produits:* on compte que 22 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 20 pays. Onze de ces projets devraient être achevés et 14 nouveaux projets devraient être entrepris au cours de l'exercice biennal.

#### *Sous-programme 4. Activités de préinvestissement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 318 200 dollars (12,4 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 2 638 200 dollars (20,2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 15.77 à 15.81.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Etablissement et évaluation d'études de faisabilité en vue des investissements industriels

##### *Produits:*

i) Outre trois projets interrégionaux/mondiaux et cinq projets multinationaux, 42 projets de coopération technique seront en cours au début de l'exercice biennal dans 35 pays. On compte que 25 d'entre eux seront achevés et que 40 projets nouveaux seront entrepris pendant l'exercice biennal;

ii) Publication destinée à la vente: Manuel de la préparation des études de faisabilité industrielle (deuxième édition), destiné aux organismes de financement nationaux et internationaux, aux organismes gouvernementaux, aux directeurs et au personnel des sociétés nationales de consultants (1984);

iii) Publication destinée à la vente: système informatisé pour l'analyse et l'évaluation de la faisabilité des projets, programme informatisé pour la préparation et l'évaluation des projets (1984).

#### 4.2 Identification et formulation de propositions de projets industriels se prêtant à une coopération internationale dans les pays en développement

##### *Produits:*

i) Environ 600 propositions de projets d'investissements industriels seront identifiées et élaborées en vue d'être présentées à des partenaires éventuels de

pays industrialisés et de pays en développement. Une attention particulière sera accordée aux projets qui permettent de réaliser des économies soit de capitaux, soit d'énergie, ou qui concernent la transformation locale de ressources naturelles. L'accent sera mis essentiellement sur les projets intéressant l'Afrique et les pays les moins avancés;

ii) Une cinquantaine de propositions de projets d'investissement industriel visant au redéploiement d'installations de production industrielle seront identifiées.

#### 4.3 Mise au point et utilisation d'instruments destinés à promouvoir la coopération internationale dans les pays en développement

##### *Produits:*

i) Publications techniques: on élaborera une nouvelle série d'environ 200 profils d'établissements industriels («Comment créer des industries manufacturières») et l'on révisera et mettra à jour, si besoin est, les profils antérieurs. On ajoutera des profils d'établissements industriels utilisant des techniques appropriées mises au point dans des pays en développement, ainsi que des profils d'investissements pour l'avenir dans des domaines tels que la génétique ou d'autres techniques modernes;

ii) Publication technique: on publiera une liste d'environ 200 projets d'investissements industriels qui sera mise à jour deux fois par an;

iii) Publication technique: le répertoire des moyens disponibles sera augmenté et énumérera de 3 000 à 4 000 entreprises de pays industrialisés (à économie de marché et à économie planifiée), et de certains pays en développement qui sont disposés à participer à des projets industriels dans des pays en développement;

iv) Publication technique: la série de profils d'investissements industriels décrivant les conditions d'investissement et donnant d'autres précisions qui aident à prendre des décisions en la matière sera élargie avec l'inclusion d'une cinquantaine de pays en développement supplémentaires, les profils publiés en 1980 étant mis à jour.

En outre, on créera une banque de données informatisées mettant l'ONUDI en liaison avec la Banque mondiale, la Société financière internationale, le Centre de développement industriel et d'autres sources bilatérales et privées de projets d'investissements industriels. Cette banque sera mise à la disposition de sociétés nationales d'investissement, de sociétés de financement du développement, etc., de pays en développement.

#### 4.4 Promotion de projets d'investissements industriels dans les pays en développement

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produits:*

i) Services fonctionnels et de conférence pour l'organisation de six réunions sur la promotion des investissements;

ii) Une cinquantaine de voyages de présentation seront organisés pour une douzaine de pays en développement. Trois téléconférences directes relieront par satellite un ou plusieurs pays en développement d'une même région avec un certain nombre de villes de pays industrialisés.

4.5 Programme de coopération: ONUDI/Banque mondiale

L'ONUDI continuera à coordonner ses activités d'assistance technique avec les opérations de prêt de la Banque mondiale pour mener à bien cinq projets communs au cours de la période considérée. Elle unira ses connaissances spécialisées avec celles de la Banque en vue d'exécuter huit études du secteur industriel et elle s'attachera à exécuter des projets d'assistance technique à l'aide de prêts accordés par la Banque.

4.6 Mobilisation de ressources financières pour des projets d'investissements industriels dans des pays en développement

*Produit:* publication technique: édition mise à jour et augmentée du *Répertoire des ressources financières pour des projets industriels dans les pays en développement* (1985).

4.7 Services de promotion des investissements de l'ONUDI

*Produits:* assistance technique : gestion d'une dizaine de services de promotion des investissements mis en place par l'ONUDI et fourniture d'un appui fonctionnel; le produit doit être la promotion de la coopération internationale pour quelque 150 projets d'investissements industriels et l'organisation de cours de formation de durée variable qui seront destinés à une cinquantaine de fonctionnaires de pays en développement et porteront sur la promotion des investissements.

4.8 Perfectionnement des compétences des fonctionnaires s'occupant du financement du développement industriel et des investissements dans les pays en développement\*\*

*Produits:* assistance technique: dans le cadre des activités d'un institut de financement du développement industriel qu'il est question de créer au siège de l'ONUDI et qui s'occuperait du financement industriel et des investissements, environ 250 fonctionnaires de pays en développement auront suivi des stages de trois mois sur le financement de l'industrialisation et les préinvestissements. Au moins 30 fonctionnaires de pays en développement auront

reçu une formation en cours d'emploi dans le cadre des activités du Service de promotion des investissements, en particulier une formation sur des secteurs déterminés donnée dans des entreprises japonaises et autres.

*Sous-programme 5. Formulation et gestion du programme et autres services d'appui*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire : 1 202 400 dollars (8,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires : 5 224 400 dollars (40 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*.

b) Référence: ces éléments de programme ayant le caractère d'activités de soutien se situent en dehors du programme décrit dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme:

5.1 Recrutement du personnel affecté aux projets

Pour l'exercice biennal 1984-1985, l'élément de programme impliquera l'engagement de 2 500 à 3 000 nouveaux experts/consultants et la prolongation de 1 500 à 2 000 contrats, soit un total de 16 000 à 18 000 mois de travail.

5.2 Achat de matériel et de fournitures et services contractuels\*\*

Outre la fourniture de services contractuels et l'achat de matériel pour les projets de coopération technique, ces services sont fournis à d'autres unités administratives de l'ONU à Vienne ainsi qu'aux services communs du Centre international de Vienne.

5.3 Formulation et gestion du programme\*

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents*

*Reclassement*

17.60 Il est proposé de reclasser de P-5 à D-1, pour l'élément de programme 5.2, le poste du responsable de l'achat de matériel et de fournitures et des services contractuels. Le titulaire doit s'occuper de tous les achats et marchés requis pour les projets d'assistance technique de l'ONUDI.

*Redéploiement*

17.61 Il est proposé d'accroître les ressources affectées au présent programme en transférant un poste P-5 du programme pour la coordination des

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris les coûts des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

politiques à l'élément de programme 4.2 (voir plus haut par. 17.34). On pourra ainsi renforcer les activités de l'ONUDI touchant des propositions de coopération internationale dans les pays en développement en ce qui concerne l'identification et la formulation de projets industriels, besoin reconnu depuis un certain nombre d'années.

### Consultants

17.62 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (529 600 dollars) n'accuse pas d'augmentation en termes réels pour l'exercice 1984-1985. Le programme est décrit en détail ci-après.

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars	Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
2.7	Préparer les treizième et quatorzième numéros de l' <i>Aperçu des moyens de formation pour le développement industriel</i> . . . . .	15 100	3.24	Préparer une publication sur le thème «Évaluation des procédés thermo-chimiques pour la production de combustible et de produits chimiques à partir de la biomasse et évaluation des possibilités d'application de ces procédés dans les pays en développement» (y compris l'établissement de monographies sur l'expérience récente de pays en développement) . .	15 100
3.2	Aider à sélectionner du matériel de projets spécialisé. . . . .	10 100	4.1	Participer à la préparation de la deuxième édition révisée du <i>Manuel ONUDI de préparation des études de faisabilité</i> . . . . .	20 200
3.3	Etablir des documents techniques pour la Réunion sur l'utilisation de l'énergie dans l'industrie de la canne à sucre et les présenter à cette réunion . . . . .	20 200	4.1	Préparer de la documentation pour les ateliers sur la préparation et l'évaluation des projets	20 200
3.14	Rassembler des données sur le matériel des transports terrestres et fluviaux en Afrique et aider à organiser la réunion du groupe d'experts sur le matériel (réparation et entretien) des transports terrestres et fluviaux pour les pays africains . . . . .	20 200	4.2	Identifier et formuler des propositions de projets d'investissements industriels d'un caractère technique particulier et/ou de caractère complexe ou se prêtant à un redéploiement des ressources . . . . .	50 500
3.18	Elaborer une méthode précise pour la conservation de l'énergie dans les processus industriels de secteurs spécifiques qui n'ont pas été couverts par des travaux antérieurs de l'ONUDI . . . . .	15 100	4.3	Aider à sélectionner des propositions de projets d'investissements industriels d'un caractère technique particulier et/ou de caractère complexe ou se prêtant à un redéploiement des ressources . . . . .	20 200
3.18	Assurer le suivi de l'Atelier sur la récupération des pertes d'énergie dans les procédés industriels, examiner les faits nouveaux dans ce domaine et formuler des programmes éventuels d'assistance technique . . . . .	15 100	4.3	Aider à sélectionner et à énumérer des entreprises désireuses de coopérer à l'exécution de projets dans des pays en développement . .	20 200
3.20	Préparer une étude approfondie sur les possibilités de fabrication locale de tuyaux de plastique permettant de développer et d'améliorer les réseaux d'approvisionnement en eau et la salubrité publique dans les pays en développement . . . . .	15 100	4.3	Mettre à jour des profils d'investissements industriels . . . . .	10 100
3.21	Préparer une enquête sur la technologie des engrais polycycles et à diffusion lente et sur les perspectives d'utilisation . . . . .	20 200	4.4	Aider à promouvoir et à négocier des accords de coentreprise . . . . .	19 400
3.22	Effectuer une étude sur les technologies permettant l'extraction des plantes médicinales et élaborer des plans détaillés concernant deux options adaptées aux pays en développement	20 200	4.5	Participer à des missions sectorielles, sous-sectorielles et d'évaluation . . . . .	50 500
3.22	Effectuer une étude sur la biotechnologie et la génétique liées à l'industrie pharmaceutique et applicables aux pays en développement . . .	20 200	4.6	Préparer le quatrième volume du <i>Répertoire des ressources financières</i> , publication destinée à la vente . . . . .	15 100
3.23	Préparer une monographie sur l'utilisation du chaume . . . . .	15 100	4.6	Participer à la préparation d'accords de rachat, de crédit-bail, etc. . . . .	9 300
			4.6	Mettre à jour un répertoire des institutions encourageant les investissements dans les pays en développement . . . . .	10 100
			4.6	Participer à la rédaction d'accords types de coentreprise . . . . .	6 500
			4.7	Fournir des avis en vue de l'amélioration des communications avec les services de promotion des investissements, notamment par la location de liaisons pour la transmission de données informatiques et de circuits desservis par satellites pour l'action de promotion au niveau des pays . . . . .	15 100
			5.1	Participer à la mise à jour du <i>Répertoire ONUDI des experts sur le terrain</i> . . . . .	20 200
			5.3	Participer à la mise à jour du <i>Manuel du conseiller technique principal</i> . . . . .	15 100

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
5.3	Améliorer le système de courrier informatisé	15 100
5.3	Mettre au point un système de gestion moderne permettant d'améliorer le contrôle d'ensemble des activités industrielles . . . . .	10 100
	Total	529 600

*Heures supplémentaires*

17.63 Le montant prévu à ce titre (8 400 dollars) n'accuse aucune augmentation et concerne essentiellement la préparation de la documentation pour les réunions sur la promotion des investissements.

*Groupes spéciaux d'experts*

17.64 Le montant prévu à cette rubrique (102 700 dollars) n'accuse aucune augmentation. Les activités envisagées sont exposées ci-après.

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
3.3	Améliorer l'utilisation de l'énergie dans l'industrie de la canne à sucre dans les régions d'Asie/Extrême-Orient (réunion devant avoir lieu dans un pays d'Asie, 8 à 10 participants, une semaine) . . . . .	16 000
3.14	Réunion sur les petits travaux de construction navale et la réparation de navires, organisée à l'intention de pays africains (Vienne, 1984, 8 participants, une semaine) . . . . .	16 000
3.21	Réunion sur la technologie des engrais (polycycles et à diffusion lente), tendances et pers-	

Numéro de l'élément de programme	Description des tâches	Dollars
	pectives (Vienne, 1984, 8 participants, une semaine) . . . . .	16 000
3.22	Elaboration de futures stratégies pour l'utilisation industrielle des plantes médicinales dans les pays en développement (Vienne, 1984, 6 participants, une semaine). . . . .	16 000
4.6	Deux réunions sur la question des accords de rachat (Vienne, 1984 et 1985, 10 participants, 3 jours chacune) . . . . .	15 700
4.6	Deux réunions sur la question du crédit-bail (Vienne, 1984 et 1985, 10 participants, 3 jours chacune) . . . . .	15 700
4.6	Réunion sur la question des assurances risques (Vienne, 1984, 10 participants, 3 jours) . . . . .	7 300
	Total	102 700

*Voyages autorisés du personnel*

17.65 Le montant prévu à ce titre (415 600 dollars), qui n'accuse pas d'augmentation en termes réels pour le présent exercice, doit permettre de couvrir les dépenses concernant la formulation et l'exécution de projets de coopération technique, la représentation de l'ONUDI à des réunions d'organisations intergouvernementales et les consultations avec d'autres organismes des Nations Unies consacrées à la coordination des programmes (sous-programmes 1, 2 et 3); en ce qui concerne le sous-programme 4, il s'agira principalement, pour le personnel en mission, de la recherche, de l'établissement des faits et de la promotion afin de mobiliser sur le marché privé des ressources destinées à financer des entreprises dans les pays en développement.

## D. - Appui aux programmes

## 1. - SERVICES DE CONFÉRENCE, INFORMATION ET RELATIONS EXTÉRIEURES

TABLEAU 17.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	9 790,6	46,6	56,0	323,9	426,5	10 217,1
Personnel temporaire pour les réunions	1 114,7	(19,1)	(279,2)	68,5	(229,8)	884,9
Heures supplémentaires	4,8	-	-	0,4	0,4	5,2
Dépenses communes de personnel	3 189,3	15,5	18,0	92,9	126,4	3 315,7
Indemnités de repré- sentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Voyages autorisés du personnel	128,7	3,6	(7,9)	10,5	6,2	134,9
Services contractuels	147,1	0,6	-	12,4	13,0	160,1
Travaux d'imprimerie et de reliure à l'extérieur	-	-	170,2	14,3	184,5	184,5
Documents photo- graphiques/ documents visuels	° 55,3	0,3	-	4,6	4,9	60,2
Fournitures et accessoires	27,4	0,1	-	2,3	2,4	29,8
Contribution aux activités conjointes	1 548,2	6,2	15,2	131,8	153,2	1 701,4
<b>Total</b>	<b>16 007,3</b>	<b>53,8</b>	<b>(27,7)</b>	<b>661,6</b>	<b>687,7</b>	<b>16 695,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
16 061,1	(27,7)	-	-	(27,7)	(0,1) %

TABLEAU 17.17 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Postes temporaires	34,0	119,8
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	136,7	124,0
Dépenses communes de personnel	9,6	41,1
<b>Total a)</b>	<b>180,3</b>	<b>284,9</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>180,3</b>	<b>284,9</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>16 979,9</b>

TABLEAU 17.18. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: services de conférence, information et relations extérieures

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
D-2	1	1	-	-	-	-	1
D-1	3	3	-	-	-	-	3
P-5	11	11	-	-	1	1	12
P-4	30	30	-	-	-	-	30
P-3	26	26	-	-	-	-	26
P-2/1	10	12	-	-	-	-	10
<b>Total</b>	<b>81</b>	<b>83</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>82</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	3	3	-	-	-	-	3
Autres classes	107	105	-	-	1	1	108
<b>Total</b>	<b>110</b>	<b>108</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>111</b>
<b>Autres catégories</b>							
Travailleurs manuels	5	5	-	-	-	-	5
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	<b>196</b>	<b>196</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>198</b>



**D. – Appui aux programmes****1. – SERVICES DE CONFÉRENCE,  
INFORMATION  
ET RELATIONS EXTÉRIEURES**

17.66 Les activités ordinaires de ces services d'appui sont décrites dans le manuel sur l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organisation, section M/Rev.1 et Amend.1). Le programme met l'accent sur les services de conférence, l'information et les relations extérieures avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales, ainsi que sur le service des organes directeurs de l'ONUDI.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents**Reclassements*

17.67 Il est proposé de reclasser à P-2 deux postes d'agent des services généraux (dont un poste d'agent de 1re classe). Le premier poste doit être attribué à un correcteur d'épreuves/préparateur de copie (Section de langue française) et le second à un fonctionnaire chargé des rapports (Section du contrôle de la rédaction). Ces reclassements s'expliquent par les responsabilités assignées à leurs titulaires. En outre, il est proposé de faire passer à la 1re classe un poste d'agent des services généraux (présentateur graphique, Section des impressions).

*Personnel temporaire pour les réunions*

17.68 Les crédits demandés sous cette rubrique (816 400 dollars) correspondent aux services de conférence à fournir aux réunions de groupes d'experts, aux réunions de consultation, etc., mais non pas aux réunions des organes directeurs. Un crédit de 279 200 dollars, qui avait été précédemment prévu, dans le cadre de ce programme, pour les services en langue arabe, a été transféré aux organes directeurs (voir, plus haut, par. 17.15).

*Voyages autorisés du personnel*

17.69 Les crédits prévus sous cette rubrique (124 400 dollars), qui accusent une diminution de 7 900 dollars, ont trait aux activités d'appel de fonds en faveur du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel et aux travaux préparatoires dont le Service des conférences doit s'acquitter à l'occasion de réunions tenues ailleurs qu'à Vienne, notamment des consultations. Sur les 7 900 dollars en question, 7 200 dollars ont été transférés à la direction exécutive et à l'administration pour couvrir le coût accru des groupes spéciaux d'experts (voir, plus haut, par. 17.22).

*Services contractuels*

17.70 Le crédit demandé (147 700 dollars) pour la traduction contractuelle n'accuse pas d'augmentation réelle.

*Travaux d'imprimerie et de reliure à l'extérieur*

17.71 Les crédits demandés (170 200 dollars) ont trait à l'impression de documents d'information établis par l'ONUDI. Cette somme était auparavant englobée dans les contributions aux activités conjointes. Bien que les travaux d'impression de l'ONUDI continueront d'être effectués par le Service d'impression du Centre international de Vienne administré par l'AIEA, l'objet du présent transfert de fonds est de faire mieux ressortir le coût de la reproduction des documents d'information (voir, plus loin, par. 17.74).

*Documents photographiques/documents visuels*

17.72 Le crédit demandé (55 600 dollars) concerne les activités d'information de l'ONUDI.

*Fournitures et accessoires*

17.73 Le crédit demandé (27 500 dollars) est identique au crédit ouvert pour 1982-1983 et doit couvrir les dépenses de séminaires destinés aux représentants des médias, le coût d'activités d'ordre général (par exemple, enseignement en matière de développement) et le coût de la diffusion de renseignements en provenance et à destination des pays en développement.

*Contributions aux activités conjointes*

17.74 Le montant estimatif (1 569 600 dollars) correspond au coût des travaux que l'ONUDI confie au Service d'impression du Centre international de Vienne, qui est administré par l'AIEA. L'augmentation nette de 15 200 dollars s'explique par une augmentation de 185 400 dollars, assortie d'une diminution de 170 200 dollars. Le montant de 185 400 dollars est compensé par des diminutions au chapitre 28M [Services administratifs (Vienne)] (location et entretien de deux photocopieuses rapides utilisées précédemment par l'ONUDI pour la reproduction de 20 millions de pages de documentation par an). Les installations internes permettant d'assurer, grâce à l'emploi de photocopieuses rapides, une reproduction de bonne qualité des documents destinés aux réunions n'auraient donc plus à reproduire que 10 millions de pages par an en 1984-1985, ce qui permettrait l'exécution rapide de travaux urgents pendant les réunions. Par ailleurs, la diminution de 170 200 dollars s'explique par un transfert de cet objet de dépenses à d'autres travaux de reproduction contractuelle des documents d'information (voir, plus haut, par. 17.71).

## 2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

TABLEAU 17.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	6 197,0	15,4	-	226,7	242,1	6 439,1
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	528,9	2,0	-	44,6	46,6	575,5
Heures supplémentaires	183,4	0,7	-	15,5	16,2	199,6
Cours de langue	151,3	0,5	-	12,8	13,3	164,6
Dépenses communes de personnel	2 016,5	6,9	-	65,7	72,6	2 089,1
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Voyages autorisés du personnel	92,1	2,6	(13,8)	6,7	(4,5)	87,6
Dépenses de représentation	21,4	-	-	1,8	1,8	23,2
Contributions aux activités conjointes	2 510,5	11,5	-	211,8	223,3	2 733,8
<b>Total</b>	<b>11 702,3</b>	<b>39,6</b>	<b>(13,8)</b>	<b>585,6</b>	<b>611,4</b>	<b>12 313,7</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 741,9	(13,8)	-	-	(13,8)	(0,1) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Personnel temporaire	3 297,5	2 805,5
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	370,0	333,1
Dépenses communes de personnel	936,8	971,5
Voyages autorisés du personnel	80,0	80,0
Communications	165,5	-
Dépenses des services d'informatique communs	320,0	320,0
<b>Total a)</b>	<b>5 169,8</b>	<b>4 510,1</b>

TABLEAU 17.19 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	5 169,8	4 510,1
Total, coûts directs		16 823,8

TABLEAU 17.20. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-2	1	1	-	-	-	-	1
D-1	3	3	-	-	-	-	3
P-5	8	8	-	-	1	1	9
P-4	8	8	-	-	1	1	9
P-3	8	8	-	-	5	5	13
P-2/1	9	9	-	-	2	2	11
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>37</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>46</b>
Agents des services généraux							
1ère classe	2	2	-	-	2	2	4
Autres classes	95	95	-	-	81	81	176
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>83</b>	<b>83</b>	<b>178</b>
Autres catégories							
Travailleurs manuels	16	16	-	-	-	-	16
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>16</b>
<b>Total général</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>242</b>

2. – SERVICES ADMINISTRATIFS  
ET SERVICES COMMUNS

17.75 La Division de l'administration, décrite dans le Manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/Organization, sect. M/Rev.1 et Amend.1), fournit à l'ONUDI des services juridiques, des services financiers, des services d'administration du personnel, des services d'informatique et des services généraux, abstraction faite du recrutement du personnel affecté aux projets et de l'achat de matériel, de fournitures et de services pour les projets de coopération technique, qui relèvent du programme des opérations industrielles. En outre, la Division gère certains services qui, à la suite de l'ouverture du Centre international de Vienne, sont inclus dans le chapitre 28M [Services administratifs (Vienne)] comme étant fournis par l'ONUDI.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

17.76 Le crédit demandé (530 900 dollars), qui n'accuse pas d'augmentation en termes réels par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, doit permettre d'engager, pour des périodes de courte durée, du personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe et de remplacer des fonctionnaires en congé de maternité ou en congé de maladie de longue durée, s'agissant de tous les programmes de l'ONUDI.

*Heures supplémentaires*

17.77 Le crédit demandé (184 100 dollars), qui n'accuse aucune augmentation, a surtout trait aux opérations suivantes: ajustements budgétaires, clôture des comptes, préparation de l'étude des promotions et examen du statut contractuel de toutes les catégories de personnel.

*Cours de langues*

17.78 Le crédit demandé (151 800 dollars) n'accuse pas d'augmentation réelle.

*Voyages autorisés du personnel*

17.79 Le crédit net demandé (80 900 dollars) accuse une diminution de 13 800 dollars, montant qui a été transféré aux organes directeurs pour couvrir les frais de voyage des fonctionnaires chargés de participer à des réunions du Conseil du développement industriel et de son Comité permanent (voir, plus haut, par. 17.17). Les voyages visés sous la présente rubrique correspondent à des missions à New York et à Genève de fonctionnaires appelés à participer à des réunions sur les questions de personnel et les questions

financières et administratives (Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, Comité administratif de coordination, Comité consultatif pour les questions administratives, Commission de la fonction publique internationale, etc.) et à participer aux discussions sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée.

*Contribution aux activités conjointes*

17.80 Aux termes du Mémorandum d'entente conclu en 1977 entre le Secrétaire général de l'ONU, le Directeur général de l'AIEA et le Directeur exécutif de l'ONUDI, les trois parties sont convenues de partager les coûts d'exploitation des services communs du Centre international de Vienne et de répartir la gestion des diverses activités entre les trois organisations. La contribution de l'ONUDI aux activités conjointes gérées par l'AIEA concerne le Service médical commun, le Service du logement commun, le Service d'informatique commun et les services de bibliothèque communs. Quant aux services d'imprimerie communs, ils sont englobés dans le programme relatif aux services de conférence, à l'information et aux relations extérieures (voir, plus haut, par. 17.74).

17.81 Les arrangements conclus avec l'AIEA pour ces services communs sont entrés en vigueur à la fin de 1979. Les crédits ouverts initialement au budget-programme de 1982-1983 étaient similaires à ceux de l'exercice biennal 1980-1981, étant entendu que, au cas où ils se révéleraient insuffisants, il serait rendu compte à l'Assemblée générale. D'après l'expérience acquise pendant l'exercice 1980-1981, les ressources prévues pour l'exercice biennal 1982-1983 ont été révisées dans le premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 1982-1983.

17.82 La ventilation des contributions de l'ONUDI, qui n'accusent pas d'augmentation réelle par rapport aux ouvertures de crédit révisées pour 1982-1983, est indiquée ci-après:

	<i>Dollars</i>
a) Service médical commun . . . . .	530 900
b) Service du logement commun . . . . .	30 200
c) Service d'informatique commun . . . . .	1 081 600
d) Services de bibliothèque communs . . . . .	879 300
	<hr/>
Total	2 522 000

# CHAPITRE 18. – PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

## TABLEAU 18.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
11 404,6	40,1	0,3	299,6	2,6	841,3	7,3	1 181,0	10,3	12 585,6

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
11 444,7	299,6	-	-	299,6	2,6 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
PNUE	1 217,0	1 125,4
Fonds pour l'environnement : Gestion du Fonds et dépenses d'appui au programme	8 117,8	11 311,0
Total a)	9 334,8	12 436,4
b) Activités de fond		
Fonds pour l'environnement : dépenses du programme	12 482,2	15 866,0
Total b)	12 482,2	15 866,0

TABLEAU 18.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels		
Fonds pour l'environnement :		
Projets internes	24 000,0	27 000,0
Programme du golfe Arabe (contribution de contrepartie)	1 300,0	865,8
Allocations à des institutions coopérantes	21 500,0	23 000,0
Allocations à des organisations d'appui	18 500,0	20 000,0
Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Koweït, d'Oman et du Qatar	1 400,0	865,8
Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	3 500,0	3 463,2
Fonds d'affectation spéciale pour la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	800,0	606,1
Fonds d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du plan d'action concernant le Programme d'environnement des Caraïbes	800,0	865,8
Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du Plan d'action pour les mers d'Asie de l'Est	150,0	173,2
Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale et centrale	1 300,0	1 385,3
Fonds d'affectation spéciale pour l'organisation d'ateliers régionaux de formation à la gestion de l'environnement, dans le contexte de l'industrie des pâtes et papiers	1 000,0	865,8

TABLEAU 18.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs auxiliaires	411,6	432,3
Total c)	74 661,6	79 523,3
Total a), b) et c)	96 478,6	107 825,7
	Total, coûts directs	120 411,3
B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS		6 335,2
	Total, coûts directs et coûts indirects répartis	126 746,5





TABLEAU 18.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Montant net des dépenses supplémentaires (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)	
			Postes permanents (3)		Autres objets de dépense (4)		Révaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Ajustements spéciaux (7)			Total (8)
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)						
D. Appui aux programmes :												
1. Services de conférence	1 582,3	-	-	-	58,8	6,3	-	65,1	65,1	1 647,4		
2. Services administratifs et services communs	2 898,8	5,1	-	2,3	109,9	36,7	-	148,9	143,8	3 042,6		
3. Travaux de construction : Groupe de planification du siège	361,0	-	-	-	14,4	0,2	-	14,6	14,6	375,6		
Total	11 404,6	376,8	-	2,3	311,1	103,5	-	416,9	40,1	11 444,7		

a/ Programmes financés exclusivement par des fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 18.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des États-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues							Crédits demandés pour 1984-1985		Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale				%	%	
					\$	%					
A. Organes directeurs : Sessions du Conseil d'administration	1 732,8	(329,5)	-	(214,7)	(114,7)	(6,6)	1 618,1	-	-	-	
B. Direction exécutive et administration : 1. Bureau du Directeur exécutif 2. Secrétariat du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants	1 356,4	55,2	141,4	58,4	255,0	18,7	1 611,4	10,0	10,0	10,0	
C. Programmes d'activité : 1. Liaison et représentation régionale 2. Environnement 3. Désertification a/ 4. Gestion du fonds pour l'environnement a/	870,6 1 825,0 - -	11,9 73,5 - -	(167,2) 604,4 - -	50,5 93,1 - -	(104,8) 771,0 - -	(12,0) 42,2 - -	765,8 2 596,0 - -	(18,9) 31,8 - -	(18,9) 31,8 - -	(18,9) 31,8 - -	

TABLEAU 18.3 (suite)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale			%	%
					\$	%			
<b>D. Appui aux programmes :</b>									
1. Services de conférence	1 582,3	65,1	-	92,5	157,6	9,9	1 739,9	-	
2. Services administratifs et services communs	2 898,8	143,8	(6,0)	283,5	421,3	14,5	3 320,1	(0,1)	
3. Travaux de construction : Groupe de planification du siège	361,0	14,6	(272,9)	0,1	(258,2)	(71,5)	102,8	(72,6)	
<b>Total</b>	<b>11 404,6</b>	<b>40,1</b>	<b>299,6</b>	<b>841,3</b>	<b>1 181,0</b>	<b>10,3</b>	<b>12 585,6</b>	<b>2,6</b>	

a/ Programmes financés exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 18.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
 ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		1984-1985	1984-1985
Postes permanents	4 847,1	210,7	404,8	230,4	845,9	5 693,0	8,0	
Personnel temporaire pour les réunions	1 618,6	(259,2)	-	210,7	(48,5)	1 570,1	-	
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	97,4	4,5	(5,4)	12,3	11,4	108,8	(5,2)	
Consultants	284,2	(20,1)	-	30,3	10,2	294,4	-	
Heures supplémentaires	80,3	(5,7)	(1,9)	9,7	2,1	82,4	(2,5)	
Groupes spéciaux d'experts	29,1	0,9	-	4,7	5,6	34,7	-	
Postes temporaires a/	235,1	9,7	(180,8)	-	(171,1)	64,0	(73,8)	
Cours de langues	-	-	14,4	2,2	16,6	16,6	-	
Dépenses communes de personnel	2 406,1	90,7	129,9	107,2	327,8	2 733,9	5,2	
Indemnités de représentation	23,6	-	-	-	-	23,6	-	
Frais de voyage des représentants	151,9	4,7	-	13,1	17,8	169,7	-	
Frais de voyage du personnel	245,3	10,1	1,0	21,5	32,6	277,9	0,3	
Travaux contractuels de traduction	6,3	0,1	-	1,0	1,1	7,4	-	
Imprimerie	91,3	1,0	(5,7)	10,7	6,0	97,3	(6,1)	
Services d'information	35,4	(35,4)	-	-	(35,4)	-	-	
Location et entretien des locaux	55,5	1,7	(57,2)	-	(55,5)	-	-	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	47,8	1,5	-	7,7	9,2	57,0	-	
Location et entretien du matériel	224,8	6,9	2,8	35,8	45,5	270,3	1,2	
Communications	316,2	9,5	(0,2)	49,6	58,9	375,1	-	

TABLEAU 18.4 (suite)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	19,8	(4,6)	-	2,4	(2,2)	17,6	-
Coûts des services de conférence	89,1	2,7	-	14,2	16,9	106,0	-
Services divers	32,2	1,2	(0,2)	5,1	6,1	38,3	(0,5)
Fournitures et accessoires	298,2	8,9	-	46,7	55,6	353,8	-
Mobilier et matériel	154,5	(0,3)	(1,9)	23,6	21,4	175,9	(1,2)
Agrandissement des locaux	14,8	0,6	-	2,4	3,0	17,8	-
<b>Total</b>	<b>11 404,6</b>	<b>40,1</b>	<b>299,6</b>	<b>841,3</b>	<b>1 181,0</b>	<b>12 585,6</b>	<b>2,6</b>

a/ A raison de six mois de travail par postes (1984 seulement) : un poste P-5, 2 postes P-3 et 2 postes d'agent local.

TABLEAU 18.5. - POSTES NÉCESSAIRES  
Unité administrative: Programme des Nations Unies pour l'environnement

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SGA	1	1	-	-	-	-	1	1
SSG	2	2	-	-	1	1	3	3
D-2	3	3	-	-	7	7	10	10
D-1	4	5	-	-	9	8	13	13
P-5	10	12	1	1 a/	17	19	28	32
P-4	15	15	-	-	23	26	38	41
P-3	4	5	2	2 a/	36	32	42	39
P-2/1	3	3	-	-	11	11	14	14
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>46</b>	<b>3</b>	<b>3 a/</b>	<b>104</b>	<b>104</b>	<b>149</b>	<b>153</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1ère classe	1	1	-	-	1	1	2	2
Autres classes	5	5	-	-	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>7</b>
<b>Autres catégories Agents locaux</b>								
	65	69	2	2 a/	226	232	293	303
<b>Total</b>	<b>65</b>	<b>69</b>	<b>2</b>	<b>2 a/</b>	<b>226</b>	<b>232</b>	<b>293</b>	<b>303</b>
<b>Total général</b>	<b>113</b>	<b>121</b>	<b>5</b>	<b>5 a/</b>	<b>331</b>	<b>337</b>	<b>449</b>	<b>463</b>

a/ Six mois de travail en 1984 seulement.

## Programme des Nations Unies pour l'environnement

18.1 A la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972, l'Assemblée générale, par sa résolution 2997 (XXVII) du 15 décembre 1972, a créé le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et un petit secrétariat pour centraliser l'action en matière d'environnement et réaliser la coordination dans ce domaine entre les organismes des Nations Unies. Par la même résolution, l'Assemblée a également constitué le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

18.2 Le Programme pour l'environnement est organisé fondamentalement de façon à pouvoir s'occuper de l'évaluation et de la gestion de l'environnement, ce qui recouvre plusieurs secteurs d'activité et diverses mesures d'appui.

18.3 L'évaluation de l'environnement, également désignée sous le nom de «Plan Vigie», est axée sur la surveillance de l'environnement aux niveaux mondial et régional, la recherche, l'échange d'informations, l'examen et l'évaluation. Ce programme comprend trois pôles d'activité: le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA), axé sur les échanges de données d'information en général et le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT). Les données et statistiques sur l'environnement qui servent à appuyer le PNUE sont traitées dans le cadre de ce programme. Les résultats de cette évaluation sont utilisés pour les activités de gestion et communiqués aux gouvernements afin qu'ils s'en servent pour décider de leurs orientations.

18.4 La gestion de l'environnement traite de questions concernant les établissements humains et la santé; les écosystèmes terrestres (notamment les terres arides et la désertification, les sols, l'eau, les forêts tropicales, les autres écosystèmes, la faune et la flore et les ressources génétiques); l'environnement et le développement envisagés selon une conception intégrée et du point de vue de l'évaluation des répercussions sur l'environnement et des analyses de coût-utilité, ainsi qu'en ce qui concerne l'industrie et les techniques appropriées du point de vue de l'environnement; les océans, en particulier les programmes mondiaux dans ce domaine (pollution du milieu marin, ressources biologiques de la mer) et mers régionales; l'énergie, en particulier les sources d'énergie classiques ou nouvelles, leur production et leur utilisation; les catastrophes naturelles, avec étude des systèmes d'alerte avancée annonçant les tremblements de terre et les autres types de catastrophe naturelle; et le droit de l'environnement en tant qu'élément de la gestion de l'environnement propre à faciliter l'élaboration de principes et d'instruments juridiques dans plusieurs des domaines relevant des sous-programmes énumérés ci-dessus.

18.5 Le programme vise aussi, par des activités d'appui, à compléter les activités susmentionnées et à en assurer le succès. L'éducation et la formation en matière d'environnement, l'information et l'assistance technique sont des éléments essentiels tant de l'évaluation que de la gestion de l'environnement. Ces activités ont pour objet de former du personnel qualifié dans le domaine de l'environnement, de mieux sensibiliser le public aux problèmes environnementaux et de répondre aux besoins particuliers des gouvernements en quête d'une solution à leurs problèmes.

18.6 Dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979<sup>1</sup>, il avait été proposé d'inscrire au budget ordinaire 6 postes d'administrateur et 6 postes d'agent local précédemment financés par des fonds extra-budgétaires. Il avait été indiqué par ailleurs que les fonctions qui s'attachaient à un certain nombre d'autres postes correspondaient exactement ou dans une très large mesure aux attributions énoncées dans la section II de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale et que le tableau d'effectifs du PNUE serait réexaminé au moment de l'établissement du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981, en vue de recommander, dans le même contexte, l'inscription de nouveaux postes au budget ordinaire.

18.7 En réexaminant la question de l'inscription de nouveaux postes au budget ordinaire dans le contexte du projet de budget-programme pour l'exercice 1980-1981, l'Assemblée générale a été informée que, «conformément à la politique d'austérité maximale qu'il [avait] fallu observer dans la préparation de l'ensemble du projet de budget-programme pour 1980-1981, les mêmes critères de rigueur [avaient] été appliqués pour l'inscription au budget ordinaire de postes dont le coût était précédemment imputé sur des fonds extra-budgétaires et pour la création de postes nouveaux. Dans ce cas particulier, il [avait] été décidé qu'à l'heure actuelle il ne s'imposait nullement d'inscrire de nouveaux postes au budget ordinaire»<sup>2</sup>.

18.8 Cette question a été reprise à la fin de 1980 et au début de 1981 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 indiquait que, «en préparant le projet de budget-programme pour l'exercice 1982-1983, le Secrétaire général [avait] de nouveau envisagé la possibilité de proposer d'inscrire au budget ordinaire de nouveaux postes dont le coût [était] actuellement imputé sur des fonds extra-budgétaires. Toutefois, vu que les contraintes budgétaires actuelles [étaient] les mêmes qu'au moment de la préparation du projet de budget-programme pour l'exercice 1980-1981, il [estimait] qu'une telle proposition serait encore inopportune»<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément n° 6 (A/32/6), vol. II, par. 13.1 à 13.15.

<sup>2</sup> *Ibid.*, trente-quatrième session, Supplément n° 6 (A/34/6), vol. II, par. 18.4.

<sup>3</sup> *Ibid.*, trente-sixième session, Supplément n° 6 (A/36/6), vol. II, par. 18.9.



18.9 Pendant l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985, cet ajournement constant du transfert de postes a été évoqué. Afin de ne pas prolonger une situation dans laquelle le Fonds pour l'environnement devrait supporter une partie des coûts qui devraient normalement être imputés sur le budget ordinaire, il

est donc proposé de prévoir le transfert de huit postes (un poste D-1, 2 P-5, un P-3 et 4 postes d'agent local), ainsi que les fonds correspondants, dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985. On trouvera des détails sur ce transfert de postes dans les paragraphes 18.22, 18.44 et 18.47 ci-dessous qui se rapportent aux programmes correspondants.

### A. – Organes directeurs

#### SESSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

TABLEAU 18.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	1 410,7	(265,5)	-	177,5	(88,0)	1 322,7
Consultants	24,0	(24,0)	-	-	(24,0)	-
Heures supplémentaires	39,7	(6,5)	-	5,2	(1,3)	38,4
Frais de voyage des représentants	24,0	1,0	-	2,1	3,1	27,1
Frais de voyage du personnel	13,7	0,5	-	1,2	1,7	15,4
Travaux contractuels de traduction	6,3	0,1	-	1,0	1,1	7,4
Services d'information	35,4	(35,4)	-	-	(35,4)	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	14,9	(4,7)	-	1,6	(3,1)	11,8
Coûts des services de conférence	89,1	2,7	-	14,2	16,9	106,0
Services divers	1,3	0,1	-	0,2	0,3	1,6
Fournitures et accessoires	73,7	2,2	-	11,8	14,0	87,7
<b>Total</b>	<b>1 732,8</b>	<b>(329,5)</b>	<b>-</b>	<b>214,8</b>	<b>(114,7)</b>	<b>1 618,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 403,3	-	-	-	-	- 8

2) Fonds extra-budgétaires

-
---

Total, coûts directs	1 618,1
-------------------------	---------

## A. - Organes directeurs

## SESSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

18.10 Le service des sessions annuelles du Conseil d'administration est assuré par des interprètes de New York et de Genève, ainsi que par des traducteurs et des dactylographes de conférence de New York, de Genève et de Nairobi. La documentation établie avant, pendant et après la session est reproduite et distribuée à partir de Nairobi. Entre les sessions, des consultations officieuses avec les gouvernements ont lieu chaque année à Nairobi; elles durent au maximum cinq jours et se tiennent pendant la première quinzaine de décembre.

18.11 Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de la section VI de la résolution 32/162 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977, tel qu'il a été modifié par la résolution 35/77 B de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1980, les bureaux du Conseil d'administration du PNUE et de la Commission des établissements humains tiennent chaque année une réunion commune, à laquelle assistent les Directeurs exécutifs des deux organisations. Les frais de voyage des membres du Bureau du Conseil d'administration du PNUE sont inclus dans les ressources demandées, tandis que ceux des membres du Bureau de la Commission des établissements humains sont inscrits au chapitre 19.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Personnel temporaire pour les réunions*

18.12 Les ressources prévues à ce titre (1 145 200 dollars), qui ne font apparaître aucun accroissement, se rapportent au remplacement et aux frais de voyage des interprètes, des traducteurs et des dactylographes de conférence détachés, moyennant remboursement, par les services de conférence de Genève et de New York à l'occasion des sessions annuelles du Conseil d'administration et des consultations officieuses intersessions. Le montant prévu comprend également les ressources nécessaires pour le recrutement du personnel local: agents de sécurité, préposés aux salles de conférence, commis à la reproduction des documents, plantons, chauffeurs et commis à la distribution. Il comprend en outre le coût des services de conférence requis pour les réunions communes des bureaux qui est imputable au PNUE; la part imputable au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) est inscrite au chapitre 19.

*Heures supplémentaires*

18.13 Les ressources prévues à ce titre (33 200 dollars) correspondent aux besoins afférents

au service des réunions des organes directeurs; leur montant est le même que celui qui a été autorisé pour l'exercice biennal 1982-1983.

*Frais de voyage du personnel*

18.14 Les ressources nécessaires à ce titre (14 200 dollars), qui ne représentent aucun accroissement réel des ressources par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, correspondent aux frais de voyage des fonctionnaires du Bureau de liaison de New York et du Bureau régional pour l'Europe qui doivent participer aux sessions du Conseil d'administration pour assurer une coordination réellement efficace entre ces bureaux et le siège et qui sont aussi appelés à fournir des services fonctionnels lors des sessions du Conseil.

*Travaux contractuels de traduction*

18.15 Les ressources nécessaires à ce titre (6 400 dollars) ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

*Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)*

18.16 Les ressources nécessaires à ce titre (10 200 dollars), qui ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, doivent permettre de couvrir le coût d'une réception officielle organisée chaque année par le Président du Conseil d'administration et le Directeur exécutif du PNUE. Conformément à la pratique établie pour ces réceptions, une invitation générale est adressée à tous les Etats Membres qui sont représentés au Conseil ou au lieu où se tient la session du Conseil d'administration.

*Coûts des services de conférence*

18.17 Les ressources nécessaires (91 800 dollars) ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

*Services divers*

18.18 Les ressources nécessaires à ce titre (1 400 dollars) ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

*Fournitures et accessoires*

18.19 Les ressources nécessaires à ce titre (75 900 dollars), qui ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, doivent permettre d'acheter 15 600 rames de papier (42 700 dollars), 5 300 recharges d'encre (14 600 dollars), des fournitures pour chambre noire (11 200 dollars), des pièces de rechange pour duplicateurs (4 400 dollars) et diverses autres fournitures et accessoires (3 000 dollars).

**B. – Direction exécutive et administrative**

**1. – BUREAU DU DIRECTEUR EXÉCUTIF**

**TABLEAU 18.7. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	822,2	34,0	94,2	31,9	160,1	982,3
Consultants	14,2	0,4	-	2,2	2,6	16,8
Dépenses communes de personnel	411,9	16,5	47,2	16,1	79,8	491,7
Indemnités de représentation	15,2	-	-	-	-	15,2
Frais de voyage du personnel	92,9	4,3	-	8,2	12,5	105,4
<b>Total</b>	<b>1 356,4</b>	<b>55,2</b>	<b>141,4</b>	<b>58,4</b>	<b>255,0</b>	<b>1 611,4</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 411,6	141,4	-	-	141,4	10,0 %

2) *Fonds extra-budgétaires*

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU 18.7 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
b) Activités de fond		
Fonds pour l'environnement : dépenses du programme	1 131,9	1 439,6
Total b)	1 131,9	1 439,6
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	1 131,9	1 439,6
Total, coûts directs		3 051,0



**B. – Direction exécutive et administration****1. – BUREAU DU DIRECTEUR EXÉCUTIF**

18.20 Ce programme concerne la direction et la gestion générales des activités du secrétariat du PNUE, compte tenu des tâches et responsabilités que l'Assemblée générale a confiées au Directeur exécutif par sa résolution 2997 (XXVII). Le Bureau du Directeur exécutif supervise également le Groupe des relations extérieures et des politiques, le Service de l'information, les bureaux régionaux et les bureaux de liaison.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents*

*Transfert de postes*

18.21 Un poste P-4 a été transféré du Bureau de liaison de New York (qui relève du programme d'activité «Liaison et représentation régionale») au Bureau du Directeur exécutif, pour permettre le recrutement d'un assistant spécial du Directeur exécutif.

*Inscription au budget ordinaire d'un poste financé par le Fonds pour l'environnement*

18.22 Il est demandé d'inscrire au budget ordinaire un poste d'agent local (assistant administratif) financé

par le Fonds pour l'environnement. Le titulaire du poste est responsable de toutes les questions administratives qui concernent le Bureau du Directeur exécutif: en particulier, il coordonne, avec les Services administratifs et Services communs et les Services de conférence, l'organisation des sessions du Conseil d'administration.

*Consultants*

18.23 Les ressources prévues (14 600 dollars) doivent permettre de fournir au Directeur exécutif du PNUE des services consultatifs sur des questions d'actualité.

*Frais de voyage du personnel*

18.24 Les ressources prévues (97 200 dollars) concernent les activités ci-après:

- a) Participation à des réunions d'organes, de conférences et de groupes des Nations Unies;
- b) Consultations avec des gouvernements;
- c) Consultations avec des fonctionnaires du Siège de l'ONU et du PNUD, des institutions spécialisées et des commissions régionales;
- d) Représentation à des réunions et à des conférences d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales;
- e) Activités d'information.

2. – SECRÉTARIAT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DES NATIONS UNIES  
 POUR L'ÉTUDE DES EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

TABLEAU 18.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	290,2	-	-	9,9	9,9	300,1
Consultants	146,4	0,6	-	12,3	12,9	159,3
Heures supplémentaires	16,5	0,2	(1,9)	1,2	(0,5)	16,0
Dépenses communes de personnel	94,4	-	-	3,1	3,1	97,5
Frais de voyage des représentants	127,9	3,7	-	11,0	14,7	142,6
Frais de voyage du personnel	17,8	0,4	-	1,5	1,9	19,7
Imprimerie	64,6	0,2	1,3	7,5	9,0	73,6
Location et entretien du matériel	6,4	0,1	2,8	0,9	3,8	10,2
Communications	2,3	-	(0,2)	0,2	-	2,3
Services divers	1,9	0,1	(0,2)	0,2	0,1	2,0
Fournitures et accessoires	7,5	0,1	-	0,6	0,7	8,2
Mobilier et matériel	1,8	0,1	(1,9)	-	(1,8)	-
<b>Total</b>	<b>777,7</b>	<b>5,5</b>	<b>(0,1)</b>	<b>48,4</b>	<b>53,8</b>	<b>831,5</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
783,2	(0,1)	-	-	(0,1)	- %

## 2) Fonds extra-budgétaires

-

<b>Total, coûts directs</b>	<b>831,5</b>
---------------------------------	--------------

TABLEAU 18.10. - POSTES NÉCESSAIRES  
 Programme: secrétariat au Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	-	-	-	-	-	-
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	1	1	-	-	-	-	1
Autres classes	1	1	-	-	-	-	1
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Total général</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4</b>



## 2. – SECRÉTARIAT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'ÉTUDE DES EFFETS DES RAYONNEMENTS IONISANTS

18.25 Le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants a été créé en vertu de la résolution 913 (X) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1955, et a été chargé de rassembler et de diffuser toutes les données scientifiques disponibles au sujet des effets à court terme et à long terme des rayonnements ionisants sur l'être humain et sur son milieu. Le secrétariat du Comité a son siège à Vienne. Il devra, avec les services d'appui administratif de l'ONUDI et de l'Office des Nations Unies à Vienne, fournir des services fonctionnels au Comité pendant ses sessions de 1984 et de 1985. Pendant la période 1984-1985, le secrétariat du Comité devra notamment rassembler et analyser de la documentation et des rapports scientifiques présentés par des gouvernements au sujet des niveaux et des effets des rayonnements.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Consultants*

18.26 Au cours de l'exercice biennal, le Comité examinera, à ses sessions annuelles, des documents établis et présentés par des consultants. Le Comité a besoin de 10 documents différents par an, dont chacun représente environ 1,5 mois de travail de consultant. Le coût estimatif de ces services de consultants (147 000 dollars) ne représente aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

#### *Heures supplémentaires*

18.27 Compte tenu des dépenses effectives du présent exercice biennal et des avantages escomptés de l'utilisation des machines de traitement de textes, le montant des ressources prévues à ce titre a été réduit de 1 900 dollars par rapport au montant actuel.

#### *Frais de voyage des représentants*

18.28 Les 20 membres du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants siègent à titre individuel et ont droit à des indemnités de subsistance et au remboursement de leurs frais de voyage (11 membres). Etant donné que les réunions annuelles du Comité dureront deux

semaines et une semaine respectivement, et partant de l'hypothèse que les 80 p. 100 du montant intégral de ces frais (frais de voyage et indemnités) devraient être effectivement remboursés, il est prévu des ressources de 131 600 dollars, ce qui ne représente aucun changement par rapport au montant autorisé pour le présent exercice biennal.

#### *Frais de voyage du personnel*

18.29 Les ressources nécessaires à ce titre (18 200 dollars) serviront à financer les déplacements que feront le Secrétaire et le Secrétaire adjoint pour visiter des laboratoires en Europe et en Amérique du Nord et pour se rendre au siège du PNUE à Nairobi.

#### *Imprimerie*

18.30 Il est prévu de publier en 1985 une version de 300 pages du rapport du Comité portant sur les effets des rayonnements ionisants (l'édition de 1982, en anglais, compte près de 800 pages), et des ressources de 66 100 dollars sont prévues à ce titre.

#### *Location et entretien du matériel*

18.31 Les ressources prévues (9 300 dollars), qui représentent un accroissement de 2 800 dollars par rapport au montant actuel, doivent permettre de financer l'utilisation par le Comité de machines de traitement de textes et d'un photocopieur. L'augmentation est intégralement compensée par les économies réalisées à la rubrique «Heures supplémentaires» (par. 18.27) et à la rubrique «Mobilier et matériel» (par. 18.32).

#### *Mobilier et matériel*

18.32 Il est proposé de réaffecter en 1984-1985 le montant de 1 900 dollars inscrit à ce titre pour l'exercice biennal 1982-1983 à la location des machines de traitement de textes dont il est question au paragraphe 18.31 ci-dessus.

#### *Autres objets de dépense*

18.33 Le montant total des ressources prévues au titre des communications (2 100 dollars), des services divers (1 800 dollars) et des fournitures et accessoires (7 600 dollars) a été calculé sur la base des indicateurs de dépenses effectives et reflète une diminution nette de 400 dollars par rapport à l'exercice biennal en cours.

## C. - Programme d'activité

## 1. - LIAISON ET REPRÉSENTATION RÉGIONALE

TABLE<sup>a</sup> 8.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	558,8	6,6	(82,0)	33,0	(42,4)	516,4
Personnel temporaire	38,3	0,4	-	3,3	3,7	42,0
Heures supplémentaires	6,9	0,1	-	0,6	0,7	7,6
Dépenses communes de personnel	174,6	2,4	(28,0)	10,5	(15,1)	159,5
Frais de voyage du personnel	22,1	0,5	-	1,9	2,4	24,5
Location et entretien des locaux	55,5	1,7	(57,2)	-	(55,5)	-
Communications	11,2	0,2	-	1,0	1,2	12,4
Fournitures et accessoires	3,2	-	-	0,2	0,2	3,4
<b>Total</b>	<b>870,6</b>	<b>11,9</b>	<b>(167,2)</b>	<b>50,5</b>	<b>(104,8)</b>	<b>765,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
882,5	(167,2)	-	-	(167,2)	(18,9) %

TABLEAU 18.11 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
<b>b) Activités de fond :</b>		
Dépenses du programme du Fonds pour l'environnement	3 863,2	5 702,7
Total b)	3 863,2	5 702,7
<b>c) Projets opérationnels :</b>		
Fonds pour l'environnement :		
Projets internes	3 600,0	3 011,4
Allocations à des institutions coopérantes	1 500,0	1 600,0
Total c)	5 100,0	4 611,4
Total a), b) et c)	8 963,2	10 314,1
<b>Total, coûts directs</b>		
11 079,9		

TABLEAU 18.12. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: liaison et représentation régionale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
D-2	-	-	-	-	5	5	5
D-1	1	1	-	-	-	1	1
P-5	1	1	-	-	5	6	10
P-4	2	1	-	-	1	3	1
P-3	-	-	-	-	1	1	1
P-2/1	-	-	-	-	1	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>19</b>
Agents des services généraux	-	-	-	-	1	1	1
lère classe	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	4	4	-	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
Autres catégories							
Agents locaux	-	-	-	-	24	24	24
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>24</b>
<b>Total général</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>38</b>	<b>46</b>	<b>58</b>

## C. – Programme d'activité

### 1. – LIAISON ET REPRÉSENTATION RÉGIONALE

18.34 Ce programme englobe les activités du Bureau de liaison de New York et du Bureau régional pour l'Europe à Genève, dont les dépenses sont partiellement imputées au budget ordinaire, et celles des bureaux régionaux dans les différentes commissions régionales, dont les dépenses sont financées exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires. Ces divers bureaux assurent la liaison avec les autres départements et services de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, ainsi qu'avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

18.35 Les représentants dans les bureaux régionaux ont pour rôle de signaler les faits nouveaux concernant le programme du PNUE aux gouvernements et institutions compétentes dans chaque région, en collaboration étroite avec les commissions régionales, les représentants résidents et régionaux du PNUD et les représentants des institutions spécialisées. En s'acquittant de cette tâche, ils s'efforcent dans toute la mesure possible d'assurer l'intégration des éléments relatifs à l'environnement dans les activités régionales qui peuvent avoir immédiatement ou à l'avenir des conséquences pour l'environnement.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Postes permanents*

##### *Transfert de postes*

18.36 Il est proposé d'officialiser le transfert au Bureau du Directeur exécutif d'un poste P-4 inscrit au budget ordinaire du Bureau de liaison de New York au titre de ce programme (voir par. 18.21).

##### *Personnel temporaire*

18.37 Les services de personnel temporaire à financer par imputation sur le budget ordinaire ont été évalués à sept mois de travail par an au Bureau de liaison de New York, pour remplacer les agents des services généraux en congé de maternité ou en congé

de maladie de longue durée, pour faire face au volume de travail pendant la session de l'Assemblée générale et pour dactylographier, réviser et reproduire divers documents et rapports à établir pour des fonctionnaires du PNUE en mission à New York. Pour le Bureau régional pour l'Europe, les services de personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires) à financer par prélèvement sur le budget ordinaire ont été évalués à trois mois et demi de travail par an pour remplacer les agents des services généraux en congé de maternité ou en congé de maladie, pour faire face au volume de travail supplémentaire qu'entraînent des réunions comme celles des experts de l'environnement désignés par les gouvernements et pour dactylographier, réviser et reproduire les rapports qui doivent être établis pour des fonctionnaires du PNUE en mission à Genève. Les ressources prévues (38 700 dollars) ne reflètent aucune croissance réelle par rapport à l'exercice 1982-1983.

##### *Heures supplémentaires*

18.38 Les ressources prévues (7 000 dollars), qui ne font apparaître aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, doivent permettre de faire face à l'accroissement du volume de travail qu'entraînent les sessions de l'Assemblée générale à New York et les diverses réunions tenues à Genève.

##### *Voyages autorisés du personnel*

18.39 Les ressources nécessaires (22 600 dollars) ne représentent aucun accroissement réel par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

##### *Location et entretien des locaux*

18.40 Le Bureau de liaison de New York doit occuper ses nouveaux locaux dans le bâtiment UNDC II d'ici à 1984. Etant donné que le coût de la location de ces locaux apparaît au chapitre 28D – Bureau des services généraux (New York) – du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985, aucune ressource n'a été prévue au présent chapitre du projet de budget-programme.

##### *Autres objets de dépense*

18.41 Il n'est proposé aucun accroissement réel des ressources par rapport à l'exercice biennal 1982-1983 pour les communications (11 400 dollars) et les fournitures et accessoires (3 200 dollars).

## 2. - ENVIRONNEMENT

TABLEAU 18.13. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 115,1	45,9	392,6	47,9	486,4	1 601,5
Consultants	69,7	2,0	-	11,1	13,1	82,8
Groupes spéciaux d'experts	29,1	0,9	-	4,7	5,6	34,7
Dépenses communes de personnel	558,6	22,6	196,4	24,1	243,1	801,7
Indemnités de représen- tation	8,4	-	-	-	-	8,4
Voyages autorisés du personnel	44,1	2,1	15,4	5,3	22,8	66,9
<b>Total</b>	<b>1 825,0</b>	<b>73,5</b>	<b>604,4</b>	<b>93,1</b>	<b>771,0</b>	<b>2 596,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 898,5	604,4	-	-	604,4	31,8%

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires PNUE	515,5	476,8
<b>Total a)</b>	<b>515,5</b>	<b>476,8</b>
b) Activités de fond		
Dépenses du programme du Fonds pour l'environnement	4 842,0	5 483,7
<b>Total b)</b>	<b>4 842,0</b>	<b>5 483,7</b>

TABLEAU 18.13 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels		
Fonds pour l'environnement :		
Projets internes	19 600,0	23 157,9
Contribution de contrepartie du Programme du golfe Arabe pour les organisations de développement des Nations Unies	1 300,0	865,8
Allocations à des institutions coopérantes	18 400,0	19 400,0
Allocations à des organisations d'appui	16 100,0	17 200,0
Fonds régional d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, des Emirats arabes unis, de l'Iran (République islamique d'), de l'Iraq, du Koweït, d'Oman et du Qatar	1 400,0	865,8
Fonds d'affectation spéciale pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	3 500,0	3 463,2
Fonds d'affectation spéciale pour la la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	800,0	606,1
Fonds d'affectation spéciale pour la mise en oeuvre du plan d'action concernant le Programme d'environ- nement des Caraïbes	800,0	865,8
Fonds d'affectation spéciale pour la mise en valeur du Plan d'action pour les mers d'Asie de l'Est	150,0	173,2
Fonds d'affectation spéciale pour la protection et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique occidentale et centrale	1 300,0	1 385,3
Fonds d'affectation spéciale pour l'organisation d'ateliers régionaux de formation à la gestion de l'environnement, dans le contexte de l'industrie des pâtes et papiers	1 000,0	865,8
Fonds d'affectation spéciale pour le recrutement d'administrateurs auxiliaires	411,6	432,3
Total c)	64 761,6	69 281,2
Total a), b) et c)	70 119,1	75 241,7
Total, coûts directs		77 837,7

TABLEAU 18.14. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: environnement

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
SSG	1	1	-	-	-	-	1	1
D-2	2	2	-	-	1	1	3	3
D-1	-	1	-	-	5	5	5	6
P-5	2	4	-	-	9	7	11	11
P-4	5	5	-	-	6	7	11	12
P-3	1	2	-	-	13	10	14	12
P-2/1	1	1	-	-	1	1	2	2
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>31</b>	<b>47</b>	<b>47</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	8	11	-	-	35	32	43	43
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>43</b>	<b>43</b>
<b>Total général</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>70</b>	<b>63</b>	<b>90</b>	<b>90</b>



## 2. – ENVIRONNEMENT

18.42 Ce programme est exécuté par le Bureau du Programme pour l'environnement, qui comprend le Bureau du Sous-Directeur exécutif, le Groupe de coordination du Programme, le Groupe de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'environnement, la Bibliothèque, le Groupe des rapports sur l'état de l'environnement, le Groupe du droit de l'environnement, le Bureau de l'industrie et de l'environnement, deux grands services – le Service de l'évaluation de l'environnement et le Service de la gestion de l'environnement – et quatre pôles d'activités du Programme: le Programme pour les mers régionales, le Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS), le Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA), et le Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT).

18.43 Ce programme est structuré de la même façon que le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 auquel a été ajouté un nouveau sous-programme 10 intitulé «Course aux armements et environnement» (A/37/6, par. 12.45 à 12.50), comme suite à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 35/8, le 30 octobre 1980, et en réponse directe à la décision 9/4 du Conseil d'administration du PNUE, en date du 25 mai 1981, dans laquelle il était demandé d'inscrire au programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement l'analyse périodique des effets de la course aux armements sur la nature. Le budget-programme pour 1984-1985 diffère sur les points suivants de celui de 1982-1983:

a) Au titre du sous-programme 1 «Évaluation de l'environnement», l'ancien élément de programme 1.2 «Évaluation des besoins fondamentaux de l'homme en fonction des limites extrêmes» et l'ancien élément de programme 1.3 «Évaluation des limites extrêmes» ont été regroupés et un nouvel élément de programme «Recherche, évaluation et examen» a été ajouté.

b) Au titre du sous-programme 3 «Écosystèmes terrestres et côtiers», un nouvel élément de programme, «Substances chimiques employées dans l'agriculture», a été ajouté. Les dix sous-programmes, les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Évaluation de la qualité de l'environnement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 405 000 dollars (soit 15,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 651 000 dollars (soit 27,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.9 à 12.12.

c) Éléments de programme:

1.1 Données

*Produits:* rapports annuels au Conseil d'administration sur les activités des organisations non gouvernementales (deuxième trimestre de 1984, deuxième trimestre de 1985) et sur l'état de l'environnement (deuxième trimestre de 1984, deuxième trimestre de 1985) consistant en une étude approfondie de l'état de l'environnement mondial (des sujets spécifiques seront choisis par le Conseil), afin que les problèmes écologiques de grande portée internationale qui surgissent reçoivent l'attention nécessaire et appropriée de la part des gouvernements.

1.2 Évaluation des limites extrêmes

*Produits:*

i) Bulletin du PNUE sur la couche d'ozone consacré à l'évaluation de l'épuisement de la couche d'ozone et de ses incidences (publication semestrielle);

ii) Publications techniques à l'intention de responsables gouvernementaux sur l'utilisation de scénarios climatiques dans une série d'applications en matière d'agriculture et d'utilisation des sols (quatrième trimestre de 1985), l'évaluation de l'incidence des changements et de la variabilité du climat, ainsi que les conséquences sur l'environnement des activités de modification du temps (troisième trimestre de 1985);

iii) Publication technique à l'intention des fonctionnaires gouvernementaux consacrée à la deuxième évaluation conjointe effectuée par l'OMM, le PNUE et le CIUS du rôle des émissions de gaz carbonique dans les modifications du climat et leurs incidences sur l'environnement, portant notamment sur les questions suivantes: vulnérabilité des systèmes alimentaires face aux variations et changements climatiques, incidences du climat sur les écosystèmes terrestres, incidences du climat sur certains secteurs névralgiques de l'activité humaine et applications des connaissances climatologiques à la gestion des ressources en eau et des ressources énergétiques (quatrième trimestre de 1985);

iv) Fourniture, conjointement avec l'OMM, des services fonctionnels, pour une conférence internationale qui se tiendra en 1985 et débouchera sur l'élaboration de rapports d'évaluation et d'un plan d'action sur le gaz carbonique (quatrième trimestre de 1985) à présenter au Conseil d'administration (deuxième trimestre de 1986);

v) Assistance technique: des stages de formation seront organisés à l'intention de 20 techniciens gouvernementaux en vue d'améliorer l'application des méthodes d'évaluation des incidences climatiques (1985).

### 1.3 Système mondial de surveillance continue de l'environnement (GEMS)\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des planificateurs et responsables gouvernementaux sur les sujets suivants: base de données en vue de l'évaluation des ressources renouvelables (quatrième trimestre de 1984), mise à jour de l'évaluation des ressources forestières tropicales (premier trimestre de 1985), détermination du couvert et de la productivité primaire par télédétection (quatrième trimestre de 1984), rapports d'évaluation sur la surveillance des sols (quatrième trimestre de 1985), surveillance des forêts (quatrième trimestre de 1985) et surveillance des parcours (quatrième trimestre de 1985) aux niveaux national et régional;

ii) Publications techniques, à l'intention des organismes nationaux, régionaux et internationaux s'occupant de la gestion nationale de l'environnement, sur la surveillance relative au climat (quatrième trimestre de 1985), la surveillance relative à la santé (quatrième trimestre de 1985) et le transport à longue distance des polluants en Europe (quatrième trimestre de 1984).

### 1.4 Système international de référence aux sources de renseignements sur l'environnement (INFOTERRA)

#### *Produits:*

i) Services spéciaux d'information sur les questions écologiques à l'intention des responsables gouvernementaux, décideurs, institutions scientifiques et établissements universitaires;

ii) Publications techniques: *Annuaire international des services d'information sur l'environnement* (publié tous les deux ans avec deux suppléments par an) et quatre mini-annuaires à l'intention des responsables gouvernementaux, des scientifiques et des agents des services de l'environnement concernant des questions écologiques prioritaires (à déterminer chaque année) [premier et troisième trimestre de 1984, premier et troisième trimestre de 1985];

iii) Publications techniques: bulletins bimensuels, suppléments techniques et matériel publicitaire sur les opérations d'INFOTERRA à l'intention des points focaux nationaux d'INFOTERRA;

iv) Assistance technique: deux stages de formation seront organisés chaque année à l'intention du personnel des points focaux nationaux d'INFOTERRA sur les activités générales d'information et les procédures d'INFOTERRA.

\* Rang de priorité le plus élevé. Les ordres de priorité relatifs proposés seront soumis au Conseil d'administration du PNUE à sa onzième session, qui se tiendra du 11 au 24 mai 1983 à Nairobi. Les recommandations du Conseil à ce sujet seront communiquées au Comité du programme et de la coordination lors de sa vingt-troisième session.

### 1.5 Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques (RISCPT)

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des gouvernements et du personnel technique des industries chimiques concernant des fiches descriptives et le rassemblement d'autres données sur les substances chimiques, la mise en place effective et le développement continu d'un réseau mondial intégré de banques de données sur les substances chimiques;

ii) Assistance technique: un stage de formation par an sur la collecte, l'évaluation et la diffusion de données, à l'intention des correspondants nationaux;

iii) Bulletin du RISCPT (trois numéros par an);

iv) Publications techniques: dans le cadre du Programme international de sécurité des substances chimiques, communication de données sur la toxicité de certaines substances chimiques et diffusion des évaluations internationales des risques que présentent pour la santé et l'environnement les substances chimiques (20 publications par an).

### 1.6 Recherche, évaluation et examen

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des planificateurs et responsables gouvernementaux concernant l'exposition de l'homme à certains polluants et leur propagation dans l'environnement (troisième trimestre de 1985), les principes directeurs à appliquer pour déterminer l'espace minimal nécessaire pour la conservation des habitats et des populations biologiques (quatrième trimestre de 1985), les méthodes normalisées pour les évaluations et estimations de la bioproduktivité (quatrième trimestre de 1984), l'évaluation de l'état de certaines espèces, groupes et habitats menacés (quatrième trimestre de 1984, quatrième trimestre de 1985), le rapport d'évaluation sur l'étendue et les causes des pertes de terres arables, les cultures itinérantes et l'étendue et la productivité des parcours tropicaux (quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: manuel des techniques de recherche en matière de bioproduktivité et de photosynthèse à l'usage des établissements de recherche (quatrième trimestre de 1985), et évaluation des cycles biogéochimiques du carbone, de l'azote et du soufre à l'intention des ministères de l'agriculture (quatrième trimestre de 1985).

#### *Sous-programme 2. Etablissements humains et bien-être de l'homme*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 244 000 dollars (soit 9,4 p. 100 du total prévu pour le

programme); fonds extra-budgétaires: 262 300 dollars (soit 4,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.13 à 12.16.

c) Eléments de programme:

2.1 Aspects environnementaux de la planification des établissements humains\*\*

*Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des responsables gouvernementaux chargés du développement des établissements humains et des planificateurs professionnels des pays en développement: directives pour une planification écologiquement rationnelle des établissements ruraux et urbains, dans les écosystèmes fragiles (îles, zones arides et semi-arides) [premier trimestre de 1985], amélioration des méthodes sans danger d'évaluation et de recyclage des déchets en zone urbaine (premier trimestre de 1984, premier trimestre de 1985); critères de confort des conditions de vie à l'intérieur des logements (quatrième trimestre de 1984);

ii) Rapports à la douzième session ordinaire du Conseil d'administration en 1984 sur les aspects environnementaux de la croissance des établissements humains, l'accent étant mis sur l'urbanisation.

2.2 Santé des populations et environnement

*Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des techniciens gouvernementaux: directives pour la lutte contre les zoonoses (quatrième trimestre de 1984, quatrième trimestre de 1985), critères d'hygiène du milieu dans le cadre du Programme international de sécurité des substances chimiques (huit publications par an), substances cancérigènes présentes dans le milieu (quatrième trimestre de 1985), principes et procédures à suivre pour l'adoption de normes en matière d'hygiène (quatrième trimestre de 1984), directives pour la lutte contre les vecteurs de maladies (troisième trimestre de 1985);

ii) Assistance technique: création d'un centre régional de lutte contre la contamination des aliments pour les pays francophones d'Afrique. Le Centre effectuera des travaux de recherche et formera 200 médecins gouvernementaux par an (fin 1985). L'emplacement du Centre reste à déterminer.

*Sous-programme 3. Ecosystèmes terrestres et côtiers*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 636 000 dollars (soit 24,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 715 300 dol-

lars (soit 12 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.17 à 12.20.

c) Eléments de programme:

3.1 Ecosystèmes des terres arides et semi-arides\*

*Produits:*

i) Cinq publications techniques annuelles, à l'intention d'organisations non gouvernementales, d'organismes donateurs et d'universités, sur la reconstitution de la végétation et le rétablissement de la productivité dans les zones arides du Sud tunisien et du Sahel (quatrième trimestre de 1984, quatrième trimestre de 1985);

ii) Deux rapports au Conseil d'administration sur la mise en œuvre du Plan d'action pour lutter contre la désertification et du Plan d'action pour lutter contre la désertification dans la région soudano-sahélienne (deuxième trimestre de 1984, deuxième trimestre de 1985);

iii) Rapport au Conseil d'administration sur la carte mondiale de la désertification (premier trimestre de 1984), qui sera utilisée par les gouvernements intéressés et par la communauté internationale;

iv) Assistance technique: projets pilotes de démonstration de la mise en valeur du bassin versant du massif du Fouta-Djalou (un en 1984, un en 1985); projets pilotes de lutte contre la désertification par la promotion de meilleures techniques d'utilisation des terres (dix projets d'une durée allant de deux à quatre ans chacun d'ici à fin 1985 en Amérique latine, en Afrique, en Asie occidentale et méridionale; les rapports issus de ces projets seront communiqués aux gouvernements de la région); assistance à six pays en développement pour l'élaboration de plans d'action nationaux de lutte contre la désertification, chaque année, à la demande de gouvernements intéressés d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie de l'Ouest et du Sud-Ouest; élaboration de projets nationaux de lutte contre la désertification et lancement d'un ou deux projets de démonstration dans chaque pays;

v) Assistance technique: programmes de formation de responsables gouvernementaux à la lutte contre la désertification: deux programmes de formation internationaux: 20 participants par programme, deux programmes par an, en Union soviétique, et 20 participants par programme, un programme par an, en Chine; cinq programmes régionaux de formation à la CEAO, la CESAP, la CEPAL et la CEA (région soudano-sahélienne et Afrique au sud de l'Équateur): 20 participants par programme, dates à déterminer.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

Outre les produits finals ci-dessus, les études préparatoires à l'établissement de la carte hydrologique de l'Afrique seront entreprises en 1984-1985. La carte devrait être achevée en 1989.

### 3.2 Ecosystèmes des forêts et bois tropicaux

#### *Produits:*

i) Publications techniques: données et rapports d'évaluation par pays sur les forêts des zones tempérées (premier trimestre de 1985) et mise à jour de l'évaluation des forêts tropicales (quatrième trimestre de 1985) à l'intention des planificateurs gouvernementaux en vue de la prise de décisions concernant la gestion rationnelle des ressources forestières; liste des sites vulnérables accompagnée de recommandations d'action (quatrième trimestre de 1985) et répertoires, méthodologies et directives (quatrième trimestre de 1985);

ii) Assistance technique: formation de spécialistes nationaux (45 bourses d'études par an) et quatre projets pilotes par an (d'une durée de deux ans chacun) en vue de démontrer des techniques de gestion judicieuse des écosystèmes tropicaux sur la base des connaissances nouvelles, fruits des recherches entreprises dans ce domaine.

### 3.3 Ecosystèmes montagneux, insulaires, côtiers et autres\*\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques: rapports d'évaluation et conseils en matière de gestion à l'intention des responsables gouvernementaux et des chercheurs travaillant dans des instituts nationaux et internationaux, portant sur deux projets pilotes réalisés à partir de projets de développement national pour servir de modèle de gestion rationnelle des écosystèmes tropicaux (quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques sur les méthodes de gestion, à l'intention des responsables gouvernementaux et des chercheurs des instituts nationaux et internationaux (quatrième trimestre de 1984);

iii) Assistance technique: d'ici à la fin de l'année 1985, lancement de trois projets pilotes de démonstration – en Amérique latine, Afrique et Asie – sur l'intégration, dans les projets de mise en valeur des ressources naturelles en cours de réalisation, des méthodes et techniques d'évaluation des incidences sur l'environnement; organisation à l'intention des responsables gouvernementaux et des chercheurs des instituts internationaux et nationaux, dans le courant du deuxième semestre de 1985, de trois stages de formation (20 participants par stage) consacrés à l'intégration dans les projets de mise en valeur des ressources naturelles en cours de réalisation, des

méthodes et techniques d'évaluation des incidences sur l'environnement.

### 3.4 Sols

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des techniciens des ministères de l'environnement, de l'agriculture et de l'éducation, des instituts spécialisés de formation, des universités et des organisations privées: a) directives sur la productivité des terres (premier trimestre de 1985); systèmes d'exploitation agricole dans les régions tropicales (premier trimestre de 1985); gestion intégrée des agro-écosystèmes montagneux (quatrième trimestre de 1985); techniques de fixation biologique de l'azote (quatrième trimestre de 1985); b) éléments scientifiques, institutionnels et législatifs de la politique mondiale des sols (quatrième trimestre de 1984); utilisation et gestion au niveau national des ressources en terres et en sols (quatrième trimestre de 1984); classification internationale des sols – critères de diagnostic, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les Etats-Unis d'Amérique, l'Union soviétique et la France (premier trimestre de 1985); estimation quantitative des capacités des sols, eu égard aux différentes techniques et mesures de conservation appliquées dans certains pays en développement (quatrième trimestre de 1985);

ii) Services d'information: deux films sur la mise en valeur, la protection, la bonification, la conservation et la gestion des terres et des sols seront produits, en coopération avec la FAO (quatrième trimestre de 1985).

### 3.5 Eau\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des gouvernements, des planificateurs, des gestionnaires et des organismes des Nations Unies intéressés: lutte contre l'entrophisation des nappes aquifères (troisième trimestre de 1984); gestion des écosystèmes marécageux et des eaux peu profondes (troisième trimestre de 1985); évaluation des incidences que les activités de l'homme ont sur l'eau, y compris les méthodes à utiliser pour évaluer les incidences qu'ont sur l'environnement les grands projets de mise en valeur des ressources en eau et les activités économiques dans les bassins fluviaux (quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: directives à l'intention des responsables gouvernementaux concernant la qualité de l'eau potable, à publier conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\* Rang de priorité le plus élevé.

et de l'assainissement (troisième trimestre de 1985); gestion efficace des systèmes d'approvisionnement en eau dans les pays en développement (quatrième trimestre de 1985); manuels à l'intention des gouvernements sur l'approvisionnement en eau des collectivités et l'évacuation des déchets (quatrième trimestre de 1985).

### 3.6 Ressources génétiques\*\*

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des services gouvernementaux de l'agriculture, de l'industrie et de l'environnement: incidences des techniques de génie génétique sur l'environnement (deuxième trimestre de 1984); possibilité d'utiliser la conversion microbienne comme source d'énergie (troisième trimestre de 1984); principes directeurs concernant la lutte contre les parasites microbiens et les vecteurs (quatrième trimestre de 1984); brochure à l'intention des services gouvernementaux de l'agriculture, de l'industrie et de l'environnement traitant des possibilités non encore exploitées d'appliquer les technologies microbiennes à la gestion de l'environnement (deuxième trimestre de 1985);

ii) Assistance financière: au cours de l'exercice biennal 1984-1985, le réseau de centres de ressources microbiologiques passera du stade de projet pilote à celui de projet opérationnel et sera étendu géographiquement [essentiellement grâce à l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)], un appui devant être apporté à l'application sur le terrain des techniques mises au point dans le cadre du projet pilote. L'accent sera mis initialement sur la lutte contre les parasites biologiques et les vecteurs, l'utilisation de certains résidus organiques et la dégradation des polluants persistants.

### 3.7 Faune et flore sauvages et zones protégées

#### *Produits:*

i) Rapport annuel à la douzième session du Conseil d'administration sur la mise en œuvre par les gouvernements et d'autres organisations de la Stratégie mondiale de la conservation (deuxième trimestre de 1984; deuxième trimestre de 1985);

ii) Six publications techniques à l'intention des gouvernements portant sur l'élaboration de stratégies nationales de la conservation (quatrième trimestre de 1984; quatrième trimestre de 1985); publication périodique des documents suivants (quatrième trimestre de chaque année): versions mises à jour du *Répertoire mondial des parcs nationaux et des autres zones protégées*; de la *Liste de l'ONU énumérant les parcs nationaux et les réserves analogues*; du *Répertoire des zones humides d'importance internationale* et des *Livres rouges de données sur les espèces*

*menacées*; et d'une liste récapitulative des espèces menacées;

iii) Mise en œuvre des décisions de la quatrième Conférence des parties à la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages, tenue du 19 au 30 avril 1983, et mise en œuvre du plan d'action de la Conférence internationale sur les réserves de la biosphère qui se tiendra à Minsk du 26 septembre au 2 octobre 1983;

iv) Publications techniques: répertoires des listes nationales et régionales des espèces animales et végétales menacées, à l'intention des responsables gouvernementaux (trois dans le courant du quatrième trimestre de 1984, trois dans le courant du quatrième trimestre de 1985);

v) Assistance technique: octroi à des personnes désignées par les gouvernements de bourses de formation à la gestion de la faune et de la flore sauvages et des zones protégées (15 dans le courant du quatrième trimestre de 1984 et 15 dans le courant du quatrième trimestre de 1985).

### 3.8 Substances chimiques employées dans l'agriculture

#### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des techniciens des ministères de l'agriculture, des agriculteurs et des spécialistes de la lutte contre les parasites de l'agriculture; directives dans les domaines suivants: lutte intégrée contre les parasites des arachides (premier trimestre de 1985); aspects économiques des travaux de recherche sur la lutte intégrée contre les parasites et de la mise en œuvre des conclusions de ces travaux (deuxième trimestre de 1985); formulation de procédures adéquates pour l'utilisation efficace et sans danger des pesticides (troisième trimestre de 1984); lutte intégrée contre les parasites des olives (deuxième trimestre de 1985);

ii) Assistance technique: octroi à six ressortissants de pays en développement de bourses de formation à la lutte intégrée contre les parasites; projets pilotes de démonstration de l'utilisation des résidus agricoles, en coopération avec la FAO.

#### *Sous-programme 4. Environnement et développement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 337 500 dollars (soit 13 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 375 500 dollars (soit 6,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.21 à 12.24.

c) Eléments de programme:

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

#### 4.1 Conception intégrée de l'environnement et du développement

##### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des techniciens des ministères de la planification du développement, de la coopération pour le développement et de l'environnement, des universités, des instituts de recherche et des organisations non gouvernementales: analyses d'études de cas régionales sur l'application dans les pays en développement de méthodes rentables d'évaluation des incidences sur l'environnement (quatrième trimestre de 1985); cadre opérationnel de l'évaluation des incidences sur l'environnement des projets de développement dans les pays en développement, et analyse d'études de cas sur les sociétés transnationales et l'environnement (quatrième trimestre de 1984); directives concernant l'inclusion de considérations touchant l'environnement dans les investissements transnationaux (quatrième trimestre de 1985); études de cas nationales sur la comptabilité des ressources sous l'angle de l'environnement et son utilisation dans les politiques et la planification relatives au développement (quatrième trimestre de 1985); intégration du développement agricole et industriel aux fins d'une croissance économique écologiquement judicieuse au Japon (troisième trimestre de 1984); gestion de l'environnement et planification du développement des régions tropicales humides de la *Selva central* au Pérou (quatrième trimestre de 1985); analyse macroéconomique de la gestion de l'environnement eu égard à la planification économique dans les économies planifiées (quatrième trimestre de 1985); analyse d'études de cas sur l'environnement et les programmes nationaux de lutte contre la misère (quatrième trimestre de 1985);

ii) Rapport aux pays donateurs du Comité des institutions de financement du développement international pour l'environnement sur l'intégration des facteurs environnementaux dans l'aide au développement (quatrième trimestre de 1985); rapports aux gouvernements des réunions régionales des organisations d'employeurs sur un développement écologiquement sain en Afrique et en Asie (1985);

iii) Assistance technique: octroi chaque année à des ressortissants de pays en développement de 20 bourses de formation aux aspects pratiques de l'intégration des facteurs environnementaux dans la planification et l'exécution des projets; et de 20 bourses de formation aux méthodes concernant l'intégration des facteurs environnementaux dans les politiques, les plans et les projets de développement.

#### 4.2 Techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement\*\*

*Produits:* publications techniques à l'intention des gouvernements et de certains organismes de dévelop-

pement concernant la promotion du transfert de techniques appropriées et rationnelles du point de vue de l'environnement (1985).

#### 4.3 Industrie et environnement

##### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des instituts de formation, des organismes du secteur privé, des universités et techniciens travaillant dans les ministères sur les incidences qu'ont sur l'environnement: les techniques industrielles peu polluantes ou sans déchets (troisième trimestre de 1985); la sidérurgie (premier trimestre de 1984); le bâtiment (quatrième trimestre de 1984); les opérations de finition des métaux, en particulier dans les petites industries (troisième trimestre de 1985); les industries extractives et l'industrie de transformation des minéraux (troisième trimestre de 1985); la métallurgie des métaux non ferreux (premier trimestre de 1984); le tourisme (quatrième trimestre de 1985); les transports (quatrième trimestre de 1985); le répertoire de l'industrie du papier et de la pâte à papier (quatrième trimestre de 1985);

ii) Assistance technique: organisation, à l'intention des fonctionnaires des ministères de l'industrie et des cadres des industries concernées du secteur privé de certains pays, de seize stages d'études pratiques sur les techniques industrielles peu polluantes ou sans déchets: un sur des économies d'énergie dans l'industrie; quatre sur les agro-industries, en ce qui concerne en particulier les techniques peu polluantes ou sans déchets; un sur l'industrie de l'aluminium/alumine; quatre sur l'industrie chimique; deux sur l'industrie sidérurgique, quatre sur les industries extractives et l'industrie de transformation des minéraux;

iii) Publication trimestrielle du Bulletin de l'industrie.

#### *Sous-programme 5. Océans*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 80 500 dollars (soit 3,1 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 917 900 dollars (soit 15,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.25 à 12.28.

c) Eléments de programme:

#### 5.1 Pollution des mers

##### *Produits:*

i) Publications techniques sur les aspects scientifiques de la pollution des mers, à définir par le Groupe

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

d'experts commun OMI/FAO/UNESCO/OMM des aspects scientifiques de la pollution des mers;

ii) Publication technique: données obtenues grâce au programme intégré de surveillance et d'évaluation de la pollution des océans ouverts (fin 1985);

iii) Publication technique: directives à l'intention des gouvernements sur les incidences sur l'environnement de la prospection et de l'exploitation des fonds marins (quatrième trimestre de 1985);

iv) Assistance technique: formation de 500 personnes dans des organismes régionaux s'occupant des cas de pollution par les hydrocarbures.

## 5.2 Ressources biologiques de la mer

### *Produits:*

i) Quatre publications techniques à l'intention des gouvernements, concernant la conservation des ressources biologiques marines de l'Antarctique (une prévue pour le deuxième trimestre de 1984; trois pour le quatrième trimestre de 1985);

ii) Assistance technique et financière au secrétariat de la Convention internationale pour la réglementation de la pêche à la baleine, en 1984 et 1985;

iii) Examen périodique de la Stratégie mondiale de la conservation en ce qui concerne les cas où des mammifères marins sont tués accidentellement et les incidences des nouvelles dispositions des législations nationales et du droit international eu égard aux mammifères marins;

iv) Rapport au Conseil d'administration sur le Plan d'action pour la protection des mammifères marins (et le plan financier concernant sa application) [deuxième trimestre de 1984].

## 5.3 Mers régionales

### *Produits:*

i) Mise en œuvre des plans d'action régionaux: pour la Méditerranée, le Koweït, les Caraïbes, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Centre, les mers de l'Asie de l'Est, la mer Rouge, le Pacifique sud-ouest et le Pacifique sud-est;

ii) Etat d'avancement de l'exécution des plans d'action pour l'Afrique de l'Est (fin 1983), l'Atlantique sud-ouest (fin 1984) et les mers de l'Asie du Sud (fin 1984). Ces activités donneront lieu, au cours de l'exercice biennal 1984-1985, à une quarantaine de publications et à environ 80 documents établis pour 40 réunions. Les publications scientifiques seront axées sur les problèmes régionaux de chacune des mers définies et seront utilisées par les gouvernements des régions intéressées pour élaborer des protocoles et des

accords en vue de la protection de leur mer partagée.

### *Sous-programme 6. Energie*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 109 000 dollars (soit 4,2 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 23 800 dollars (soit 0,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.29 à 12.31.

c) Eléments de programme:

#### 6.1 Energie

### *Produits:*

i) Publications techniques: directives applicables à la technologie et aux instruments nécessaires à l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à l'intention des techniciens mettant au point des dispositifs analogues (deuxième trimestre de 1984; premier trimestre de 1985); examen des effets sur l'environnement de la production, du transport, du traitement et de l'utilisation de toutes les sources d'énergie, et étude des rapports entre la conservation de l'énergie et l'environnement, ainsi que celle des aspects environnementaux de l'exploitation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;

ii) Rapport au Conseil d'administration du PNUÉ sur la mise en œuvre des sources d'énergie dans les zones rurales et les incidences sur l'environnement des sources d'énergie (deuxième trimestre de 1984; deuxième trimestre de 1985);

iii) Assistance technique: trois projets pilotes de démonstration de l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans les zones rurales des pays en développement.

### *Sous-programme 7. Catastrophes naturelles*

a) Ressources nécessaires: fonds extra-budgétaires: 77 500 dollars (soit 1,3 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.32 à 12.36.

c) Eléments de programme:

#### 7.1 Catastrophes naturelles

### *Produits:*

i) Publications techniques à l'intention des fonctionnaires d'administrations nationales, en particulier du personnel des ministères des services sociaux: évaluation des risques de catastrophes naturelles résultant des transformations de l'environnement

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

imputables à l'homme, assorties de directives visant à atténuer ces risques (quatrième trimestre de 1985); rapport sur l'état d'avancement du programme sur les cyclones tropicaux (1984); état des techniques permettant de prévenir les catastrophes naturelles et de réduire les dégâts qui en résultent (quatrième trimestre de 1985);

ii) Rapport sur les réunions du Groupe intergouvernemental d'experts aux organes directeurs du PNUE, de l'UNESCO, du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), concernant la mise en place de systèmes d'alerte avancée aux éruptions volcaniques et aux activités sismiques (quatrième trimestre de 1985).

### *Sous-programme 8. Mesures d'appui*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 324 500 dollars (soit 12,5 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 466 300 dollars (soit 24,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.37 à 12.40.

c) Eléments de programme:

#### 8.1 Education en matière d'environnement

##### *Produits:*

i) Publications techniques: documentation pédagogique pour l'éducation en matière d'environnement;

ii) Publications techniques: bulletin d'information trimestriel *Connect*; publication sur l'état de l'environnement, s'adressant à divers groupes professionnels: ingénieurs, avocats, planificateurs, etc. (premier, deuxième et troisième trimestres de 1984);

iii) Assistance technique: mise en place de mécanismes de liaison entre établissements d'enseignement aux niveaux sous-régional et régional (1984, 1985); organisation dans chacune des régions de séminaires sur la promotion de l'éducation en matière d'environnement (à partir du deuxième trimestre de 1984 jusqu'en 1985); en collaboration avec l'UNESCO, formation d'enseignants, de conseillers pédagogiques et de spécialistes de l'éducation sur une base annuelle. Dans chaque région, 50 moniteurs et 100 enseignants au moins seront formés chaque année dans certains établissements d'enseignement supérieur.

#### 8.2 Formation en matière d'environnement

##### *Produits:*

i) Publications techniques: répertoire des établis-

sements de formation en matière d'environnement en Amérique latine (premier trimestre de 1984), en Afrique (deuxième trimestre de 1984), dans la région de l'Asie et du Pacifique et dans celle de l'Asie de l'Ouest (troisième trimestre et quatrième trimestre de 1984);

ii) Assistance technique: cours spéciaux organisés chaque année et dans chaque région à l'intention de 15 à 20 décideurs et professionnels dont l'activité a des incidences sur l'environnement; mise en place d'un réseau d'établissements de formation en matière d'environnement; enfin, au cours de deux stages de formation spécialisée, 150 diplômés des pays en développement seront initiés aux méthodes écologiques de gestion des ressources naturelles;

iii) Octroi chaque année d'environ 30 bourses de perfectionnement sur la demande des Etats Membres.

#### 8.3 Information

##### *Produits:*

i) Information du public: environ 25 publications par an traitant des problèmes généraux concernant l'environnement et de questions techniques liées à des projets bénéficiant de l'appui du PNUE;

ii) Bulletin d'information UNITERRA (10 numéros par an) et de MAZINGIRA – Forum mondial de l'environnement et du développement (publication trimestrielle);

iii) Services d'information: jeux de documentation destinés aux médias, communiqués de presse, coordination entre la Journée mondiale de l'environnement et d'autres campagnes d'information, émissions radiophoniques, films, reportages et matériels audio-visuels;

iv) Services d'information régionaux: élargissement par les bureaux régionaux de leurs réseaux et programmes en matière d'environnement.

#### 8.4 Assistance technique

##### *Produits:*

i) Envoi d'environ 20 missions de consultation par an pour chaque bureau régional dans des pays ou groupes de pays qui demandent à bénéficier d'avis spécialisés sur les problèmes d'environnement;

ii) Octroi de 20 bourses par an pour chaque bureau régional.

### *Sous-programme 9. Gestion de l'environnement, y compris le droit de l'environnement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 379 000 dollars (soit 14,6 p. 100 du total prévu pour

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.



le programme); fonds extra-budgétaires: 417 200 dollars (soit 7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.41 à 12.44.

c) Eléments de programme:

## 9.1 Droit de l'environnement

*Produits:*

i) Assistance technique: développement de la législation et des mécanismes environnementaux en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'intermédiaire de deux réunions de groupes d'experts désignés par les gouvernements qui se tiendront dans un pays d'Amérique latine (deuxième trimestre de 1985, quatrième trimestre de 1985);

ii) Publications techniques: répertoire de la législation du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) à l'intention des législateurs des pays intéressés (quatrième trimestre de 1985); manuel relatif à la législation sur l'environnement et aux mécanismes connexes (deuxième trimestre de 1985); registre des traités et autres accords internationaux dans le domaine de l'environnement (deuxième trimestre de 1984; deuxième trimestre de 1985);

iii) Publications techniques sur certaines questions juridiques ayant trait à l'environnement au titre du point iv;

iv) Services fonctionnels nécessaires pour 13 réunions intergouvernementales de groupes d'experts (1984, 1985) sur les sujets suivants: pollution d'origine tellurique du milieu marin; protection de la couche d'ozone; transport, manipulation et évacuation des déchets toxiques et dangereux; commerce international des produits chimiques pouvant présenter un danger;

v) Rapports au Conseil d'administration (deuxième et treizième sessions) sur les résultats des réunions susmentionnées (1984, 1985);

## 9.2 Gestion de l'environnement

*Produits:* publications techniques à l'intention des responsables gouvernementaux: application des analyses des coûts et avantages sociaux à la protection de l'environnement, y compris les problèmes comme la lutte contre le déboisement, la lutte contre la désertification, le dessalement et l'aménagement des bassins des grands fleuves (quatrième trimestre de 1985); directives environnementales pour les projets de développement (quatrième trimestre de 1985); comptabilité des ressources de l'environnement et son

utilisation dans les politiques et la planification relatives au développement (quatrième trimestre de 1985); relations entre population, ressources, environnement et développement sur les contreforts de l'Himalaya.

*Sous-programme 10. Course aux armements et environnement*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 80 500 dollars (soit 3,1 p. 100 du total prévu pour le programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 12.45 à 12.48.

c) Eléments de programme:

### 10.1 Course aux armements et environnement

*Produits:* publications techniques: activités militaires et environnement (deuxième trimestre de 1984); restes matériels des guerres (quatrième trimestre de 1984); études approfondies de certains aspects des incidences écologiques des activités militaires (troisième trimestre de 1985); et rapport aux gouvernements sur la réunion d'un groupe d'experts en 1985 concernant l'utilisation des ressources naturelles à des fins militaires (quatrième trimestre de 1985).

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Postes permanents*

*Transfert de postes du Fonds pour l'environnement au budget ordinaire*

18.44 Il est proposé de transférer les 7 postes ci-après (un poste D-1, 2 postes P-5, un poste P-3 et 3 postes d'agent local) du budget des dépenses du programme et d'appui au programme du Fonds pour l'environnement au budget ordinaire, au titre de l'exécution des fonctions décrites à la section II de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale.

*Sous-programme 1. Evaluation de la qualité de l'environnement*

a) Un poste P-5 pour le chef du Groupe des rapports sur l'état de l'environnement. Il est stipulé à l'alinéa d du paragraphe 2 de la section I de la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale que le Conseil d'administration du PNUE devrait «suivre la situation de l'environnement dans le monde, afin d'assurer que les problèmes de grande portée internationale qui surgissent dans ce domaine fassent l'objet, de la part des gouvernements, d'un examen approprié et adéquat». Afin d'aider le Conseil d'administration à s'acquitter de cette tâche, le Groupe des rapports sur l'état de l'environnement établit chaque année un rapport sur la question. Le chef du Groupe aide à assurer la planification, l'élaboration et la mise en oeuvre des activités que le

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

PNUE entreprend en matière de collecte et de traitement des données concernant les activités environnementales des organismes des Nations Unies et des principales organisations intergouvernementales et non gouvernementales afin de fournir des renseignements généraux pour la formulation de la politique générale du PNUE; il assure également la réalisation d'études sur les aspects scientifiques et techniques des politiques de planification dans le domaine de l'environnement et l'établissement de projets des rapports sur l'état de l'environnement.

b) Un poste d'agent local pour le secrétaire du chef du Groupe des rapports sur l'état de l'environnement.

### *Sous-programme 3. Ecosystèmes terrestres et côtiers*

c) Un poste P-5 pour un administrateur de programme (hors classe) [eau]. Ce poste est nécessaire pour appuyer les efforts déployés par les organismes des Nations Unies dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, que l'Assemblée générale a proclamée dans sa résolution 35/18 du 10 novembre 1980, et dont le comité directeur bénéficie de la participation active de la plupart des organismes des Nations Unies, y compris le PNUE. L'administrateur de programme établit la documentation destinée au comité directeur et veille à ce qu'il soit donné suite à ses recommandations, participe aux travaux du Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau du CAC et s'attache, en liaison étroite avec l'UNESCO (Programme hydrologique international), l'OMS, l'OMM et d'autres institutions, à affiner le programme à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement, dont la mise en œuvre, à laquelle il collaborera également, débutera en 1984. Il aide par ailleurs les gouvernements à élaborer des projets d'irrigation et à étudier les répercussions sur l'environnement de la construction de grands barrages dans les pays en développement. On prévoit qu'il continuera de jouer un rôle décisif en ce qui concerne la mise au point d'un programme répondant aux besoins des gouvernements, dont le Conseil d'administration du PNUE a exprimé la nécessité dans la résolution 1 et dans la décision 10/19 qu'il a adoptées à sa session d'un caractère particulier et à sa dixième session, respectivement.

d) Un poste P-3 pour un administrateur de programme (écosystèmes, exploitation forestière). Sous la supervision immédiate du Président de l'Equipe de travail sur les écosystèmes, le titulaire, qui relève du Directeur et du Directeur adjoint du Service de la gestion de l'environnement, participe à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme pour l'évaluation, la gestion, la protection, la mise en valeur et l'amélioration des écosystèmes forestiers et de leurs ressources. La Charte mondiale de la nature stipule que les écosystèmes et les organismes qu'utilise l'homme doivent être gérés de manière à assurer et maintenir leur productivité optimale et continue. Dans la mesure où les forêts constituent un élément

important des écosystèmes naturels, les travaux de l'administrateur de programme (forêts) faciliteront la mise en application de la Charte mondiale de la nature.

e) Un poste d'agent local pour un/une secrétaire.

### *Sous-programme 9. Gestion de l'environnement, y compris le droit de l'environnement*

f) Un poste D-1 pour le Directeur adjoint du Service de la gestion de l'environnement. Sous la direction du Directeur du Service de la gestion de l'environnement, le titulaire s'occupe d'un certain nombre de questions dont l'Assemblée générale est régulièrement saisie. Celles-ci comprennent la mise à jour annuelle du registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement demandée par l'Assemblée dans sa résolution 3436 (XXX) du 9 décembre 1975; une liaison étroite avec le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en ce qui concerne certains aspects du milieu marin; l'établissement de documents et le service de réunions concernant la mise au point et l'application des principes relatifs aux ressources naturelles partagées, y compris l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans l'application de la résolution 34/186 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1979, l'établissement de rapports intérimaires à l'Assemblée sur la suite donnée aux conclusions de l'étude sur les aspects juridiques intéressant l'environnement et relatifs à l'exploration minière et au forage en mer dans les limites de la juridiction nationale, formulées par le Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement, et, plus généralement, sur la promotion du droit de l'environnement. Ces dernières années, le Conseil d'administration du PNUE (décisions 8/15 et 9/19 A) a insisté auprès des organismes des Nations Unies pour qu'ils jouent un rôle marquant en ce qui concerne le développement du droit de l'environnement et le programme pour la période 1984-1989 a été établi à cet effet. La Réunion spéciale de hauts fonctionnaires d'administrations nationales spécialistes du droit de l'environnement, qui s'est tenue à Montevideo du 28 octobre au 10 novembre 1981, a identifié un certain nombre de domaines à examiner en priorité, que le Conseil d'administration a ensuite approuvés dans ses décisions 10/21, 10/22 et 10/24, y compris les suivants: pollution d'origine tellurique du milieu marin, protection de la couche d'ozone stratosphérique; transport, manipulation et évacuation des déchets toxiques et dangereux; coopération internationale en cas de situation critique dans le domaine de l'environnement; aménagement des zones côtières; conservation des sols; pollution transfrontière; commerce international des substances chimiques potentiellement toxiques; protection des fleuves et autres eaux intérieures contre la pollution; mécanismes juridiques et administratifs pour la prévention et la réduction des dommages causés par la pollution; évaluation des incidences environnementales. Le programme prévoit notamment l'établisse-

ment d'études régionales sur la législation environnementale et l'examen de ces études lors de séminaires régionaux organisés conjointement avec les commissions régionales, ainsi que la fourniture, sur demande, d'une assistance technique touchant la rédaction de lois relatives à l'environnement.

g) Un poste d'agent local pour un/une secrétaire pour le Directeur adjoint.

*Consultants*

18.45 Les ressources nécessaires (71 700 dollars) sont indiquées ci-après:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.1	Deux mois de travail en 1984 et deux mois de travail en 1985 pour établir des documents d'information concernant les domaines retenus par le Conseil d'administration . . . . .	20 500
4.1	Deux mois de travail en 1984 et deux mois de travail en 1985 pour contribuer à ce qu'une place soit réservée aux questions d'environnement dans le processus de développement . . . . .	20 500
4.1	Deux mois de travail en 1984 et deux mois de travail en 1985 pour aider à assurer la mise en œuvre du programme approuvé en ce qui concerne la comptabilité environnementale . . . . .	20 500
10.1	Un mois de travail en 1984 et un mois de travail en 1985 pour évaluer les incidences de la course aux armements sur l'environnement . . . . .	10 200
Total		71 700

*Groupes spéciaux d'experts*

18.46 Les ressources prévues (30 000 dollars), qui ne reflètent aucune croissance réelle par rapport à l'exercice biennal 1982-1983, doivent servir à financer les

travaux de deux groupes spéciaux d'experts indiqués ci-après:

<i>Eléments de programme</i>	<i>Tâches</i>	<i>Dollars</i>
1.1	Examen et mise au point de la version définitive du rapport sur l'état de l'environnement, 1984, sur la base des documents d'information établis par des consultants (12 experts, Genève, 1984, une semaine) . . . . .	15 100
10.1	Examen des incidences de la course aux armements sur l'environnement (10 experts, New York, 1984, 5 jours) . . . . .	14 900
Total		30 000

*Voyages autorisés du personnel*

18.47 Les ressources nécessaires (61 600 dollars), qui font apparaître une augmentation de 15 400 dollars attribuée aux frais de voyage des titulaires des 4 postes d'administrateur imputés sur le Fonds pour l'environnement qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire, serviront à financer les activités ci-après:

	<i>Dollars</i>	
a) Participation aux réunions d'organes et aux travaux de conférences et de groupes de l'ONU directement liés à la mise en œuvre du programme . . . . .	7 100	
b) Consultations avec des gouvernements, des institutions, des organismes des Nations Unies, les secrétariats des commissions régionales et des institutions spécialisées concernant des questions techniques ayant trait à l'environnement, afin de recueillir des renseignements en vue de l'établissement d'études et de rapports. . . . .	42 100	
c) Consultations avec des institutions spécialisées, les secrétariats de commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies concernant certains aspects de l'orientation et de la coordination des recherches interdisciplinaires et la synthèse intersectorielle de questions relatives au développement . . . . .	12 400	
Total		61 600

## 3. - DÉSSERTIFICATION

TABLEAU 18.15. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire : Néant

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds pour l'environnement : dépenses du programme	1 523,3	2 029,7
Total b)	1 523,3	2 029,7
c) Projets opérationnels		
Fonds pour l'environnement :		
Projets internes	800,0	830,7
Fonds alloués aux organismes coopérants	1 600,0	2 000,0
Fonds alloués aux organisations d'appui	2 400,0	2 800,0
Total c)	4 800,0	5 630,7
Total a), b) et c)	6 323,3	7 660,4
Total, coûts directs		7 660,4

TABLEAU 18.16. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: désertification

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	-	-	-	-	1	1	1	1
P-5	-	-	-	-	1	1	1	1
P-4	-	-	-	-	3	3	3	3
P-3	-	-	-	-	-	1	-	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	5	6	5	6
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	-	-	-	-	8	8	8	8
<b>Total</b>	-	-	-	-	8	8	8	8
<b>Total général</b>	-	-	-	-	13	14	13	14

## 3. - DÉSERTIFICATION

18.48 Le Service de la lutte contre la désertification a pour principale responsabilité la coordination des mesures d'application du Plan d'action pour lutter contre la désertification. Le Service, qui se trouve au Bureau du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), est financé exclusivement au moyen de fonds extra-budgétaires. Il a été créé en 1978, conformément à la recommandation 27 du

Plan d'action pour lutter contre la désertification et à la décision 6/13 E du Conseil d'administration du PNUE en date du 24 mai 1978. Ses principales fonctions consistent à enrayer et à contrôler les processus de désertification, d'érosion et de salinisation, à rendre de nouveau productives des régions qui l'étaient autrefois et à améliorer l'approvisionnement en eau et la qualité de l'eau ainsi que la production animale dans les écosystèmes des terres arides et semi-arides.

## 4. - GESTION DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT

TABLEAU 18.17. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire : Néant

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
PNUE	201,2	186,0
Fonds pour l'environnement	2 566,8	3 056,1
Total a)	2 768,0	3 242,1
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	2 768,0	3 242,1
Total, coûts directs		3 242,1

TABLEAU 18.18. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: gestion du Fonds pour l'environnement

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
SSG	-	-	-	-	1	1	1
D-2	-	-	-	-	1	1	1
D-1	-	-	-	-	2	1	1
P-5	-	-	-	-	2	2	2
P-4	-	-	-	-	6	6	6
P-3	-	-	-	-	9	9	9
P-2/1	-	-	-	-	4	3	3
<b>Total</b>	-	-	-	-	25	23	25
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	-	-	-	-	24	24	24
<b>Total</b>	-	-	-	-	24	24	24
<b>Total général</b>	-	-	-	-	49	47	49

#### 4. - GESTION DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT

18.49 Les fonctions de ce programme comprennent la gestion et l'administration du Fonds pour l'environnement, sous la responsabilité du Sous-Directeur exécutif (Bureau du Fonds pour l'environnement

et de l'administration), dont relève également le Service administratif. Outre le Bureau du Sous-Directeur exécutif et Directeur du Fonds, le Bureau comprend le Service de gestion du Programme du Fonds et la Section des politiques du Fonds et de l'évaluation. Ce programme est entièrement financé par le Fonds pour l'environnement.

### D. - Appui aux programmes

#### 1. - SERVICES DE CONFÉRENCE

TABLEAU 18.19. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

##### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	915,5	39,5	-	39,9	79,4	994,9
Personnel temporaire pour les réunions	207,9	6,3	-	33,2	39,5	247,4
Dépenses communes de personnel	458,9	19,3	-	19,4	38,7	497,6
<b>Total</b>	<b>1 582,3</b>	<b>65,1</b>	<b>-</b>	<b>92,5</b>	<b>157,6</b>	<b>1 739,9</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 647,4	-	-	-	-	-

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :	-	-
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



TABLEAU 18.19 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Fonds pour l'environnement: dépenses du programme	1 121,8	1 210,3
<b>Total b)</b>	<b>1 121,8</b>	<b>1 210,3</b>
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>1 121,8</b>	<b>1 210,3</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 950,2</b>	

TABLEAU 18.20. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: services de conférence

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	7	7	-	-	-	2	7
P-3	1	1	-	-	6	4	7
P-2/1	-	-	-	-	2	2	2
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>17</b>

## Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

## Autres catégories

Agents locaux	15	15	-	-	20	20	35
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>35</b>
<b>Total général</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>52</b>

**D. - Appui aux programmes**
*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*
**1. - SERVICES DE CONFÉRENCE**

18.50 Les activités de la Section des services de conférence relèvent du Service administratif (voir, ci-dessous, par.18.52).

18.51 Les ressources prévues (214 200 dollars) ne font pas apparaître de croissance réelle par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

**2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS**
**TABLEAU 18.21. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**
*(En milliers de dollars des Etats-Unis)*
**COÛTS DIRECTS**

 1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Credits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Credits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 145,3	84,7	-	67,8	152,5	1 297,8
Personnel temporaire	59,1	4,1	(5,4)	9,0	7,7	66,8
Consultants	29,9	0,9	-	4,7	5,6	35,5
Heures supplémentaires	17,2	0,5	-	2,7	3,2	20,4
Cours de langues	-	-	14,4	2,2	16,6	16,6
Dépenses communes de personnel	590,0	25,2	-	34,0	59,2	649,2
Frais de voyage du personnel	46,5	2,1	(8,0)	3,3	(2,6)	43,9
Imprimerie	26,7	0,8	(7,0)	3,2	(3,0)	23,7
Eclairage, chauffage, énergie et eau	47,8	1,5	-	7,7	9,2	57,0
Location et entretien du matériel	218,4	6,8	-	34,9	41,7	260,1
Communications	302,7	9,3	-	48,4	57,7	360,4
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	4,9	0,1	-	0,8	0,9	5,8
Services divers	29,0	1,0	-	4,7	5,7	34,7
Fournitures et accessoires	213,8	6,6	-	34,1	40,7	254,5
Mobilier et matériel	152,7	(0,4)	-	23,6	23,2	175,9
Agrandissement des locaux	14,8	0,6	-	2,4	3,0	17,8
<b>Total</b>	<b>2 898,8</b>	<b>143,8</b>	<b>(6,0)</b>	<b>283,5</b>	<b>421,3</b>	<b>3 320,1</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 042,6	(6,0)	-	-	(6,0)	(0,1) %

TABLEAU 18.21 (suite)

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
PNUÉ	500,3	462,6
Fonds pour l'environnement	5 551,0	8 254,9
Total a)	6 051,3	8 717,5
b) Activités de fond	-	-
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	6 051,3	8 717,5
Total, coûts directs		
		12 037,6

TABLEAU 18.22. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	3	3	-	-	-	-	3	3
P-4	1	1	-	-	4	4	5	5
P-3	1	1	-	-	6	6	7	7
P-2/1	2	2	-	-	3	4	5	6
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>22</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	34	34	-	-	106	106	140	140
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>106</b>	<b>106</b>	<b>140</b>	<b>140</b>
<b>Total général</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>119</b>	<b>120</b>	<b>161</b>	<b>162</b>

## 2. - SERVICES ADMINISTRATIFS ET SERVICES COMMUNS

18.52 Le Service administratif, qui comprend le Bureau du chef du Service ainsi que les Sections du personnel, des finances et des services généraux, supervise également les activités de la Section des services de conférence et du Groupe de la planification du siège.

18.53 Au cours de l'exercice biennal 1984-1985, certains services, tels que la valise diplomatique et la reproduction, continueront à être fournis par le PNUE pour lui-même et pour le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), dans les limites des ressources actuelles, afin d'éviter tout double emploi.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire*

18.54 Le montant net des ressources nécessaires (57 800 dollars) fait apparaître une diminution de 5 400 dollars (réaffectés à la rubrique «Cours de langues»; voir ci-après, par. 18.57); il permettra de remplacer les agents des services généraux en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité et de recruter du personnel supplémentaire pendant les périodes de pointe. Sur la base des dépenses effectives et à titre indicatif, ces ressources se répartiront comme suit:

<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre de mois de travail prévus pour l'exercice biennal</i>	<i>Dollars</i>
Bureau du Directeur exécutif et du Chef de cabinet . . . . .	12	9 500
Bureau du Directeur exécutif adjoint . . . . .	3	6 300
Bureau du Sous-Directeur exécutif, Bureau du Programme pour l'environnement:		
a) Groupe de coordination du programme . . . . .	8	6 300
b) Bibliothèque . . . . .	6	4 700
c) Gestion de l'environnement: direction et coordination . . . . .	10	8 000
d) Evaluation de l'environnement: direction et coordination . . . . .	13	10 300
Section des finances . . . . .	4	3 300
Section des services généraux . . . . .	6	4 700
Section du personnel . . . . .	6	4 700
Total	73	57 800

#### *Consultants*

18.55 Les ressources demandées (30 800 dollars) permettront de s'assurer les services d'un médecin (24 mois de travail).

#### *Heures supplémentaires*

18.56 Sur la base des dépenses effectives, les ressources prévues (17 700 dollars) peuvent être réparties

comme suit, à titre indicatif: a) Bureau du Directeur exécutif et du Chef de cabinet, 1 400 dollars; b) Programme pour l'environnement, 2 100 dollars; et c) Section des services généraux, 14 200 dollars.

#### *Cours de langues*

18.57 Le PNUE organise des cours de langues à l'intention de son personnel et de celui des autres organismes des Nations Unies installés à Nairobi, ainsi que des personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises. Le coût des cours de langues suivis par le personnel de ces autres organismes et les personnes à leur charge remplissant les conditions requises est remboursé au PNUE. Le coût net des cours de langues destinés au personnel du PNUE proprement dit, soit 58 800 dollars par exercice biennal, est actuellement financé par des fonds extra-budgétaires: à compter de l'exercice biennal 1984-1985, on se propose d'imputer sur le budget ordinaire une part appropriée de ce montant (14 400 dollars) qui pourrait être, pour la plus grande partie, compensée par l'inscription à cette rubrique de ressources antérieurement prévues pour le personnel temporaire et les frais de voyage du personnel.

#### *Frais de voyage du personnel*

18.58 Par rapport au montant des ressources approuvées pour l'exercice biennal 1982-1983, les crédits demandés font apparaître une diminution de 8 000 dollars, montant que l'on se propose d'affecter à la rubrique «Cours de langues» (voir ci-dessus, par. 18.57). Les ressources prévues (40 600 dollars) doivent permettre de maintenir des contacts étroits avec le Siège de l'ONU en ce qui concerne les questions relatives au personnel, aux finances et aux services de conférence.

#### *Imprimerie*

18.59 Les ressources nécessaires (20 500 dollars) accusent une réduction de 7 000 dollars; elles ont été calculées compte tenu du programme de publications du PNUE pour la période 1984-1985 et d'un abattement de 5 p. 100 dû à des retards éventuels dans l'exécution de ce programme.

#### *Frais généraux de fonctionnement*

18.60 Les ressources prévues (621 500 dollars) se répartissent entre les rubriques «Eclairage, chauffage, énergie et eau» (49 300 dollars), «Location et entretien du matériel» (225 200 dollars), «Communications» (312 000 dollars), «Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)» (5 000 dollars) et «Services divers» (30 000 dollars); ces montants correspondent tous aux montants approuvés pour l'exercice 1982-1983.

#### *Fournitures et accessoires*

18.61 Le montant prévu (220 400 dollars) ne fait pas apparaître de croissance réelle par rapport à l'exercice biennal 1982-1983.

*Mobilier et matériel*

18.62 Les ressources demandées (153 100 dollars) n'indiquent pas de croissance réelle par rapport à l'exercice biennal 1982-1983; elles permettront d'acheter deux rotatives (A3) [68 700 dollars], une machine àagrafer Vicker à double action (51 600 dollars), un

chariot élévateur (17 200 dollars) et un massicot à trois lames (15 600 dollars).

*Agrandissement des locaux*

18.63 Les ressources prévues (15 400 dollars) demeurent inchangées par rapport à l'exercice biennal 1982-1983; elles doivent permettre de procéder à des travaux mineurs d'agrandissement des locaux existants.

## 3. - TRAVAUX DE CONSTRUCTION: GROUPE DE PLANIFICATION DU SIÈGE

TABLEAU 18.23. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes temporaires a/	235,1	9,7	(180,8)	-	(171,1)	64,0
Dépenses communes de personnel	117,7	4,7	(85,7)	-	(81,0)	36,7
Voyages autorisés du personnel	8,2	0,2	(6,4)	0,1	(6,1)	2,1
<b>Total</b>	<b>361,0</b>	<b>14,6</b>	<b>(272,9)</b>	<b>0,1</b>	<b>(258,2)</b>	<b>102,8</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources					Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
375,6	(272,9)	-	-	(272,9)	(72,6) %	

2) *Fonds extra-budgetaires*

-

<b>Total, coûts directs</b>	<b>102,8</b>
---------------------------------	--------------

a/ Soit six mois de travail (en 1984 seulement) pour chacun des postes suivants : un P-5, 2 P-3 et 2 postes d'agent local (voir par. 18.65 ci-après).

TABLEAU 18.24. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: travaux de construction: Groupe de planification du siège

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgetaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
P-5	-	-	1	1 a/	-	-	1
P-4	-	-	-	-	-	-	-
P-3	-	-	2	2 a/	-	-	2
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	3	3 a/	-	-	3
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	-	-	2	2 a/	-	-	2
<b>Total</b>	-	-	2	2 a/	-	-	2
<b>Total général</b>	-	-	5	5 a/	-	-	5

a/ Pour le premier semestre de 1984 seulement.



### 3. - TRAVAUX DE CONSTRUCTION: GROUPE DE PLANIFICATION DU SIÈGE

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Postes temporaires*

18.64 Par sa résolution 32/208 du 21 décembre 1977, l'Assemblée générale a autorisé un programme de construction des installations nécessaires au siège permanent du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de locaux pour les autres bureaux des Nations Unies à Nairobi. Le programme de construction devrait s'achever dans le courant du premier semestre de 1984.

18.65 A cet égard, l'Assemblée a approuvé la création d'un groupe de planification avec un complément d'effectifs de cinq postes temporaires (1 poste P-5, 2 postes P-3 et 2 postes d'agent local).

18.66 Il est proposé de maintenir les effectifs du Groupe de planification du siège pendant les six premiers mois de l'exercice biennal 1984-1985. Cette proposition entraînera une diminution de 180 800 dollars et de 85 700 dollars aux rubriques «Traitements» et «Dépenses communes de personnel», respectivement.

##### *Frais de voyage du personnel*

18.67 Les ressources prévues à ce titre (2 000 dollars) accusent une diminution de 6 400 dollars; elles doivent permettre au Chef du Groupe de planification du siège de soumettre les comptes du programme de construction au Bureau des services généraux à New York, et d'être sur place lors de leur clôture et de leur approbation.

# CHAPITRE 19. – CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT)

## TABLEAU 19.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

### A. COÛTS DIRECTS

#### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
9 131,3	(510,7)	(5,5)	1 561,3	17,0	720,0	7,8	1 770,6	19,3	10 901,9

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
8 620,6	1 561,3	1 339,2	-	221,1	2,5 %

#### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Centre des Nations Unies pour les établissements humains	3 896,8	4 154,0
Fondations des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	785,7	1 109,2
<b>Total a)</b>	4 682,5	5 263,2
<b>b) Activités de fond</b>		
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	5 925,4	7 798,5
<b>Total b)</b>	5 925,4	7 798,5

TABLEAU 19.1 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
PNUD	22 900,0	22 500,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	772,0	530,0
Divers	3 200,0	3 200,0
<b>Total c)</b>	<b>26 872,0</b>	<b>26 230,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>37 479,9</b>	<b>39 291,7</b>
	<b>Total, coûts directs</b>	<b>50 193,6</b>
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		<b>1 254,6</b>
	<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>	<b>51 448,2</b>

TABLEAU 19.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
(AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Dépenses supplémentaires						Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)	
			Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983		Révaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Ajustements spéciaux (7)	Total (8)		
			Postes permanents (3)	Autres objets de dépense (4)	Postes permanents (5)	Autres objets de dépense (6)				
A. Organes directeurs	56,8	-	-	-	-	1,8	-	1,8	1,8	58,6
B. Direction exécutive et administration	1 526,8	-	-	-	56,6	2,5	-	59,1	59,1	1 585,9
C. Programme d'activités :										
Etablissements humains	5 142,3	167,6	-	-	162,8	15,7	-	178,5	10,9	5 153,2
D. Appui aux programmes :										
Services administratifs et services communs	2 405,4	652,3	-	2,3	51,2	16,3	-	69,8	(582,5)	1 822,9
<b>Total</b>	<b>9 131,3</b>	<b>819,9</b>	<b>-</b>	<b>2,3</b>	<b>270,6</b>	<b>36,3</b>	<b>-</b>	<b>309,2</b>	<b>(510,7)</b>	<b>8 620,6</b>

TABLEAU 19.3. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Taux de croissance réelle	
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		Crédits demandés pour 1984-1985	%
					\$	%		
A. Organes directeurs	56,8	1,8	33,9	12,5	48,2	84,8	105,0	5,9
B. Direction exécutive et administration	1 526,8	59,1	-	67,7	126,8	8,3	1 653,6	-
C. Programme d'activités :								
Etablissements humains	5 142,3	10,9	1 230,6	400,5	1 642,0	31,9	6 784,3	13,1
D. Appui aux programmes :								
Services administratifs et services communs	2 405,4	(582,5)	296,8	239,3	(46,4)	(1,9)	2 359,0	(25,0)
<b>Total</b>	<b>9 131,3</b>	<b>(510,7)</b>	<b>1 561,3</b>	<b>720,0</b>	<b>1 770,6</b>	<b>19,3</b>	<b>10 901,9</b>	<b>2,5</b>

TABLEAU 19.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Augmentation totale	Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	%				
Postes permanents	4 412,7	164,5	32,4	222,0	418,9	4 831,6	0,7		
Personnel temporaire pour les réunions	10,0	0,4	30,4	6,3	37,1	47,1	-		
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	409,8	(399,0)	724,2	113,9	439,1	848,9	98,1		
Consultants	383,0	(123,2)	(16,8)	37,8	(102,2)	280,8	(6,4)		
Heures supplémentaires	22,9	0,3	5,9	4,5	10,7	33,6	25,4		
Groupes spéciaux d'experts	60,8	1,7	136,3	29,8	167,8	228,6	186,8		
Postes temporaires	448,5	18,9	223,6	26,3	268,8	717,3	-		
Contrats de louage de services individuels	-	-	17,8	2,8	20,6	20,6	-		
Cours de langues	-	-	11,4	1,8	13,2	13,2	-		

TABLEAU 19.4 (suite)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Augmentation totale	Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle %
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985				
Dépenses communes de personnel	2 560,3	(163,5)	128,4	111,4	76,3	2 636,6	0,6	
Indemnités de représentation	9,2	-	-	-	-	9,2	-	
Frais de voyage des représentants	25,1	0,9	-	2,2	3,1	28,2	-	
Frais de voyage du personnel envoyé à des réunions	32,6	1,6	-	2,8	4,4	37,0	-	
Autres voyages autorisés du personnel	138,1	5,7	-	12,0	17,7	155,8	-	
Services contractuels de traduction et d'interprétation	36,7	(36,7)	-	-	(36,7)	-	-	
Imprimerie	57,7	1,6	234,3	59,8	295,7	353,4	58,6	
Location et entretien des locaux	40,7	1,3	(32,0)	1,5	(29,2)	11,5	(76,1)	
Eclairage, chauffage, énergie et eau	76,6	2,4	3,8	12,8	19,0	95,6	4,8	
Location et entretien du matériel	87,9	2,7	(10,0)	12,5	5,2	93,1	(11,0)	
Communications	128,6	3,9	63,5	29,3	96,7	225,3	47,9	
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	10,4	0,4	-	1,8	2,2	12,6	-	
Services divers	20,4	0,7	8,1	3,8	12,6	33,0	(15,6)	
Fournitures et accessoires	106,1	3,3	-	16,6	19,9	126,0	-	
Mobilier et matériel	53,2	1,4	-	8,3	9,7	62,9	-	
<b>Total</b>	<b>9 131,3</b>	<b>(510,7)</b>	<b>1 561,3</b>	<b>720,0</b>	<b>1 770,6</b>	<b>10 901,9</b>	<b>2,5</b>	

TABLEAU 19.5. -- POSTES NÉCESSAIRES

## Unité administrative: Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	-	-	-	-	1	1
SSG	-	-	-	-	1	1	1	1
D-2	1	1	-	-	-	1	1	2
D-1	2	2	1	1	8	8	11	11
P-5	8	8	-	2 a/	8	8	16	18
P-4	16	18	-	-	13	13	29	31
P-3	19	17	4	4	7	7	30	28
P-2/1	5	5	-	-	1	1	6	6
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>95</b>	<b>98</b>
Agents des services généraux								
lère classe	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres classer	2	2	-	-	-	-	2	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
Autres catégories								
Agents locaux	34	34	7	9 a/	57	58 b/	98	101
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>57</b>	<b>58</b>	<b>98</b>	<b>101</b>
<b>Total général</b>	<b>88</b>	<b>88</b>	<b>12</b>	<b>16</b>	<b>95</b>	<b>97</b>	<b>195</b>	<b>201</b>

a/ Deux postes P-5 et deux postes d'agent local pour l'Année internationale du logement des sans-abri.

b/ Un poste D-2 et un poste d'agent local pour l'Année internationale du logement des sans-abri.



### Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

19.1 La Commission des établissements humains fait rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social et comprend 58 membres élus par le Conseil. Depuis sa première session, tenue à New York en 1978, la Commission a tenu ses sessions annuelles en différents endroits. En 1982, la cinquième session de la Commission s'est tenue au siège de son secrétariat, à Nairobi, et la sixième session doit se tenir du 25 avril au 6 mai 1983 à Helsinki, sur l'invitation du Gouvernement finlandais.

19.2 Lors de sa trente-quatrième session, l'Assemblée générale a approuvé pour la première fois un chapitre du budget-programme de l'exercice biennal qui était exclusivement consacré au Centre et qui était fondé notamment sur l'hypothèse que le Centre s'installerait dans des locaux permanents à Gigiri (Nairobi) à la fin de 1983 et qu'on établirait des services administratifs communs pour le Centre et pour le PNUE ainsi que, éventuellement, pour d'autres organismes des Nations Unies installés à Nairobi.

19.3 On estime aujourd'hui que les locaux permanents de Gigiri seront prêts à être occupés vers le milieu de 1984; d'ici là, le Centre continuera à occuper des locaux fournis gratuitement par le Gouvernement

kényen au Centre international de conférences Kenyatta.

19.4 Il n'a pas encore été pris de décision définitive en ce qui concerne la nature et l'importance des services administratifs communs partagés par le Centre et par le PNUE quand ces derniers se seront installés dans les nouveaux locaux, mais on pense que l'Assemblée générale abordera cette question à sa trente-huitième session. En attendant la mise en place de ces dispositions, les ressources nécessaires pour certains services susceptibles d'être partagés, tels que le personnel chargé de la sécurité, les plantons, les cours de langues et les services médicaux, ont été incluses à titre de dépenses non renouvelables dans les demandes de crédits.

19.5 Dans sa résolution 37/221, du 20 décembre 1982, l'Assemblée générale a proclamé l'année 1987 Année internationale du logement des sans-abri et désigné le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) comme secrétariat de l'Année, ainsi que comme principal responsable de la coordination des programmes et activités relatifs à l'Année exécutés par d'autres organisations et institutions intéressées. Les ressources nécessaires pendant l'exercice biennal 1984-1985 pour permettre au Centre d'exécuter le programme d'activités arrêté pour l'Année ont été incorporées, encore à titre de dépenses non renouvelables, aux montants demandés au présent chapitre.

## A. – Organes directeurs

TABLEAU 19.6. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Personnel temporaire pour les réunions	10,0	0,4	30,4	6,3	37,1	47,1
Heures supplémentaires	2,3	(0,1)	3,5	0,8	4,2	6,5
Frais de voyage des représentants	25,1	0,9	-	2,2	3,1	28,2
Location et entretien du matériel	9,1	0,3	-	1,5	1,8	10,9
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	7,2	0,2	-	1,2	1,4	8,6
Services divers	3,1	0,1	-	0,5	0,6	3,7
<b>Total</b>	<b>56,8</b>	<b>1,8</b>	<b>33,9</b>	<b>12,5</b>	<b>48,2</b>	<b>105,0</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
58,6	33,9	30,4	-	3,5	5,9 %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
<b>Total a)</b>	-	-

TABLEAU 19.6 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	30,0	-
<b>Total b)</b>	30,0	-
<b>c) Projets opérationnels</b>	-	-
<b>Total c)</b>	-	-
<b>Total a), b) et c)</b>	30,0	-
<b>Total, coûts directs</b>		105,0

### A. – Organes directeurs

19.6 Les ressources nécessaires pour ce programme doivent permettre de couvrir les frais de voyage des membres du Bureau de la Commission des établissements humains qui participent aux réunions conjointes avec le Bureau du Conseil d'administration du PNUE, conformément aux résolutions 32/161 et 35/77 B de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1977 et du 5 décembre 1980, respectivement. Les montants prévus doivent permettre en outre de couvrir certaines dépenses engagées à Nairobi à l'occasion des sessions annuelles de la Commission, qui doivent normalement se tenir dans cette ville et durer 10 jours.

19.7 Comme pour l'exercice biennal 1982-1983, le coût de la documentation à publier avant, pendant et après la session en anglais, arabe, espagnol, français et russe est inclus dans les montants prévus au chapitre 29 B pour les Services de conférence de Genève, qui assurent les services d'interprétation, de traduction, de dactylographie, de reproduction et de distribution nécessaires. Ces services linguistiques sont nécessaires aussi pour les réunions conjointes du Bureau du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) et du Bureau du Conseil d'administration du PNUE, conformément à la résolution 35/77 B de l'Assemblée générale.

19.8 Il ressort de l'expérience acquise qu'il n'est pas toujours possible d'organiser les réunions conjointes des Bureaux en même temps que les consultations officieuses du PNUE. Toutefois, on s'efforcera de procéder ainsi chaque fois que possible pour faire le maximum d'économies. Le coût des services à assurer dans les cinq langues de travail pour les réunions conjointes sera partagé entre le PNUE et les Services de conférence de Genève, pour le compte du Centre.

#### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

##### *Personnel temporaire pour les réunions*

19.9 Le montant estimatif des ressources nécessaires (40 800 dollars) comprend une augmentation de 30 400 dollars des dépenses non renouvelables due au fait que la Commission se réunira en principe chaque année à Nairobi une fois achevé le siège permanent du

Centre. Les années précédentes, la Commission a tenu ses sessions en différents endroits, en général sur l'invitation des gouvernements. Ce montant permettra de faire appel aux services d'agents locaux supplémentaires pour occuper les fonctions de plantons, d'agents de sécurité, de chauffeurs et de commis aux documents pendant les sessions de la Commission; elle est demandée à titre extraordinaire en attendant la mise en place des services administratifs communs au Centre et au PNUE.

##### *Heures supplémentaires*

19.10 Les ressources nécessaires (5 700 dollars) accusent une augmentation de 3 500 dollars par rapport aux ressources actuelles. Comme expliqué au paragraphe précédent, la Commission se réunira à Nairobi chaque année à partir de 1984 et il faudra des ressources supplémentaires pour assurer le service des séances de nuit et pour établir les documents urgents.

##### *Frais de voyage des représentants*

19.11 Les ressources nécessaires (26 000 dollars) n'accusent pas d'augmentation par rapport à l'exercice en cours; elles doivent permettre de couvrir les frais de voyage des membres du Bureau de la Commission qui participent aux réunions conjointes du Bureau du Centre et du Bureau du Conseil d'administration du PNUE, ainsi que les frais de voyage des membres des mouvements de libération nationale qui se rendent aux sessions annuelles de la Commission des établissements humains.

##### *Location et entretien du matériel*

19.12 On estime que les ressources actuelles (9 400 dollars) suffiront à couvrir les dépenses en matière de photocopie, d'audio-visuel et de transport pendant les sessions de la Commission.

##### *Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous) et services divers*

19.13 Il n'est pas demandé d'augmentation des ressources prévues pour les dépenses de représentation (7 400 dollars) et les services divers (3 200 dollars), qui permettront de couvrir divers frais et de faire droit à des demandes d'indemnisation ou de règlement à l'occasion des sessions de la Commission.

## B. - Direction exécutive et administration (y compris le Bureau de New York)

### TABLEAU 19.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	993,9	38,9	-	42,8	81,7	1 075,6
Dépenses communes de personnel	459,1	17,7	-	19,2	36,9	496,0
Indemnités de représentation	8,0	-	-	-	-	8,0
Autres voyages autorisés du personnel	42,4	1,8	-	3,7	5,5	47,9
Communications	14,6	0,4	-	1,2	1,6	16,2
Fournitures et accessoires	5,6	0,2	-	0,5	0,7	6,3
Mobilier et matériel	3,2	0,1	-	0,3	0,4	3,6
<b>Total</b>	<b>1 526,8</b>	<b>59,1</b>	<b>-</b>	<b>67,7</b>	<b>126,8</b>	<b>1 653,6</b>

#### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 585,9	-	-	-	-	- 0

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Centre des Nations Unies pour les établissements humains	111,3	118,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	436,5	668,4
<b>Total a)</b>	<b>547,8</b>	<b>786,4</b>

TABLEAU 19.7 (suite)

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
<b>b) Activités de fond</b>		
Total b)	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	547,8	786,4
<b>Total, coûts directs</b>		<b>2 440,0</b>

TABLEAU 19.8. - POSTES NÉCESSAIRES  
Programme: direction exécutive et administration (y compris le Bureau de New York)

Catégories	Postes permanents			Postes temporaires			Total
	Budget ordinaire			Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSC	-	-	-	-	1	1	1
D-2	-	-	-	-	-	1 a/	1
D-1	1	1	-	-	1	1	2
P-5	3	3	-	-	-	-	3
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	4	4	-	-	1	1	5
P-2/1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>14</b>
<b>Agents des services généraux</b>							
1ère classe	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	2	2	-	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>
<b>Autres catégories</b>							
Agents locaux	7	7	-	-	2	3 a/	10
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>10</b>
<b>Total général</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>26</b>

a/ Un poste D-2 pour le Coordonnateur de l'Année internationale du logement des sans-abri et un poste de secrétaire (agent local).

**B. – Direction exécutive et administration**

19.14 Un crédit est demandé à ce programme pour le Bureau du Directeur exécutif et le Bureau de liaison du Centre à New York. Le Bureau du Directeur exécutif comprend également un groupe de coordination et des services d'appui technique, un secrétariat chargé d'assurer le service de la Commission des établissements humains et un groupe des relations extérieures. Du fait de l'intégration au Centre de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, approuvée par la Commission des établissements humains à sa deuxième session en avril 1979, le Bureau du Directeur exécutif comprend le poste de l'Administrateur de la Fondation, qui a rang de Sous-Secrétaire général, et un poste d'administrateur général (D-1), dont le titulaire est chargé de la coordination des appels de fonds lancés par le Centre pour financer la partie de son programme de travail qui est imputée sur des fonds extra-budgétaires. Ces deux postes sont financés par les fonds de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains. Il existe un troisième poste, P-3, financé à l'aide de fonds pour l'appui au programme, pour un analyste de systèmes chargé d'évaluer les besoins du Centre et de coordonner ses activités en matière d'informatique de gestion.

19.15 Suite à la proclamation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 37/221, de l'Année internationale du logement des sans-abri, un nouveau poste D-2 pour le coordonnateur des activités de l'Année sera créé et financé à l'aide de fonds extra-budgétaires. Le titulaire du poste sera essentiellement chargé d'assurer la liaison avec les gouvernements et de les faire participer aux projets de démonstration et

aux activités entreprises pour obtenir les fonds extra-budgétaires nécessaires pour l'Année, à la fin de laquelle il sera supprimé.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Voyages autorisés du personnel*

19.16 Les ressources nécessaires (44 200 dollars) ne devraient pas varier durant l'exercice biennal à venir; elles correspondent aux voyages du Directeur exécutif, du Secrétaire de la Commission et de fonctionnaires de rang supérieur du Bureau du Directeur exécutif lorsqu'ils se rendent aux sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ainsi qu'à diverses autres réunions pour consulter des représentants des gouvernements, les secrétariats des commissions régionales ou des institutions spécialisées au sujet de questions concernant les établissements humains.

*Communications*

19.17 Les ressources nécessaires (15 000 dollars) ne font pas apparaître d'accroissement par rapport au montant de l'exercice actuel; elles sont entièrement imputables aux frais de téléphone, de télégraphe et de courrier aérien du Bureau de New York.

*Fournitures et accessoires, mobilier et matériel*

19.18 Les ressources prévues pour les fournitures et accessoires (5 800 dollars) et pour le mobilier et le matériel (3 300 dollars) sont du même montant que pour l'exercice biennal en cours et sont entièrement imputables au Bureau de New York.



## C. – Activités relatives aux établissements humains

TABLEAU 19.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COUTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	3 053,2	110,0	126,6	166,6	403,2	3 456,4
Consultants	383,0	(123,2)	(16,8)	37,8	(102,2)	280,8
Groupes spéciaux d'experts	60,8	1,7	136,3	29,8	167,8	228,6
Postes temporaires	-	-	457,6	16,4	474,0	474,0
Dépenses communes de personnel	1 442,6	52,8	292,6	80,8	426,2	1 868,8
Indemnité de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions	32,6	1,6	-	2,8	4,4	37,0
Autres voyages autorisés du personnel	74,5	3,1	-	6,5	9,6	84,1
Services contractuels : traduction et interprétation	36,7	(36,7)	-	-	(36,7)	-
Imprimerie	57,7	1,6	234,3	59,8	295,7	353,4
<b>Total</b>	<b>5 142,3</b>	<b>10,9</b>	<b>1 230,6</b>	<b>400,5</b>	<b>1 642,0</b>	<b>6 784,3</b>

## Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressource- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 132,2	1 230,6	554,6	-	676,0	13,1 %

## 2) Fonds extra-budgetaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgetaires Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	2 357,6	2 540,0
<b>Total a)</b>	<b>2 357,6</b>	<b>2 540,0</b>

TABLEAU 19.9 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
b) Activités de fond :		
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	5 895,4	7 798,5
Total b)	5 895,4	7 798,5
c) Projets opérationnels :		
PNUD	22 900,0	22 500,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	772,0	530,0
Divers	3 200,0	3 200,0
Total c)	26 872,0	26 230,0
Total a), b) et c)	35 125,0	36 568,5
Total, coûts directs		43 352,8

TABLEAU 19.10. - POSTES NÉCESSAIRES

## Unité administrative: activités relatives aux établissements humains

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	1	1	-	-	7	7	8	8
P-5	5	5	-	2	8	8	13	15
P-4	13	16	-	-	11	11	24	27
P-3	13	11	-	3	3	3	16	17
P-2/1	5	5	-	-	-	-	5	5
<b>Total</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>67</b>	<b>73</b>
Autres catégories								
Agents locaux	21	22	-	5	28	28	49	55
<b>Total</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>49</b>	<b>55</b>
<b>Total général</b>	<b>59</b>	<b>61</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>57</b>	<b>57</b>	<b>116</b>	<b>128</b>

### C. - Activités relatives aux établissements humains

19.19 Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 est fondé sur le plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6). En outre, dans le cas des établissements humains, les propositions faites tiennent compte des décisions prises et des recommandations adoptées par la Commission des établissements humains à ses quatrième et cinquième sessions, qui ont eu lieu respectivement à Manille en 1981 et à Nairobi en 1982. Elles comprennent en outre le programme d'activités de l'Année internationale du logement des sans-abri, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 37/221.

19.20 Conformément aux recommandations de la Commission, le choix des domaines prioritaires parmi les nombreux problèmes identifiés a été opéré avec grand soin. Chaque fois que possible, l'accent a été mis sur les activités de formation, conformément aux vœux de la Commission. L'objectif fondamental du Centre est d'améliorer l'aptitude des divers pays à résoudre leurs problèmes respectifs en matière d'établissements humains. Des stratégies ont été élaborées pour atteindre cet objectif en accroissant et diffusant les connaissances qui permettront aux divers pays de concevoir des solutions efficaces pour résoudre leurs problèmes dans ce domaine. La diffusion de documentation et d'informations sera une importante activité durant l'exercice biennal.

19.21 Les éléments de programme de caractère mondial sont fondamentalement ceux qui fournissent un apport essentiel à la Commission et au Centre des établissements humains et qui en augmentent l'efficacité. Les activités conçues pour permettre de mettre au point des politiques, des méthodes et des techniques novatrices sont également considérées comme des éléments de caractère mondial puisqu'elles résultent d'efforts interrégionaux, qui seront toutefois déployés aux échelons régional et national. Les éléments de programme qui correspondent à des activités de coopération technique, bien qu'ils produisent un apport à l'échelon national, constituent une activité du siège.

19.22 Les éléments régionaux du programme mondial seront exécutés par du personnel qui sera affecté à chacune des quatre régions en développement. L'exécution de ces éléments a été entravée dans le passé par l'insuffisance des ressources en personnel, mais ce problème a été résolu et des activités effectives seront entreprises durant l'exercice biennal 1984-1985. Toutes les activités régionales feront partie intégrante du programme de travail global de la Commission, de même qu'elles viendront compléter les éléments pertinents des programmes relatifs aux établissements humains des commissions régionales.

19.23 Le Centre s'efforce constamment de mettre au point de nouvelles méthodes pour aborder les problèmes que posent les établissements humains.

Plus précisément, le Centre s'efforce de trouver les schémas les plus appropriés pour les types de travaux à faire, l'échange d'informations et les liens à établir entre l'effort mondial et les programmes opérationnels, de façon à faciliter l'accumulation des connaissances, la mise à l'épreuve des idées et l'utilisation des informations tirées de l'expérience. A cette fin, le Centre déploie des efforts considérables pour intégrer son programme de recherches à ses activités de coopération technique à l'échelon national.

19.24 Pour permettre aux pays en développement de jouer un rôle efficace dans la solution de leurs problèmes dans le domaine des établissements humains, il faut renforcer les institutions nationales, ce qui exige une formation plus poussée du personnel national. C'est pourquoi la formation demeure un élément important du projet de budget-programme pour 1984-1985.

19.25 Outre son programme ordinaire de travail, le Centre exécutera le programme d'activités prévu pour l'Année internationale du logement des sans-abri (1987), proclamée par l'Assemblée générale dans la résolution 37/221. Dans cette résolution, l'Assemblée a pris note des arrangements institutionnels et administratifs proposés par le Directeur exécutif du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et désigné la Commission des établissements humains pour agir en tant qu'organe intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies responsable de l'organisation de l'Année. Elle a également désigné le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) comme secrétariat de l'Année ainsi que principal responsable de la coordination des programmes et activités relatifs à l'Année exécutés par les organisations et institutions concernées.

19.26 Le programme de travail lié aux activités de l'Année en 1984-1985 a été incorporé dans le programme de travail du Centre et apparaît comme élément de programme 3.6 dans la description des sous-programmes qui suit. Ces activités sont divisées en programme opérationnel et services fonctionnels d'appui au programme.

19.27 L'objectif essentiel de l'Année internationale consiste à améliorer, par le biais de projets de démonstration nationaux et locaux, les logements d'un certain nombre de pauvres et de déshérités, de même que les équipements au niveau de leur quartier, d'ici à 1987, et de montrer comment on peut améliorer les conditions de vie pour tous d'ici à l'an 2000. Pour qu'un programme aussi vaste et concret puisse être efficace et rentable, les activités de planification, de coordination et de mise en œuvre devront être organisées avec soin et dans une optique novatrice. Par ailleurs, il faudra prendre des dispositions en vue de fournir des services consultatifs techniques et une assistance directe pour des projets de démonstration officiels au plus grand nombre possible de pays. Les résultats des projets devront ensuite être comparés et

évalués par des experts et récapitulés, de sorte que les gouvernements puissent les examiner et les utiliser lorsqu'ils mettront au point leur stratégie nationale en matière de logement jusqu'à l'an 2000.

19.28 Deux réunions seraient organisées dans chacune des régions, l'une pour examiner et lancer le programme local, national et international de projets de démonstration en matière de logement, et une autre pour analyser et comparer les résultats. Il faudrait également prévoir des réunions de responsables et d'experts pour diriger et mettre en œuvre un programme efficace.

19.29 Des activités d'appui par les organisations non gouvernementales sont prévues pour chaque année, de 1983 à 1987 inclus, de sorte que ces organisations contribuent à la célébration de l'Année. Une assistance leur sera également fournie pour les aider à organiser et à coordonner leurs contributions techniques à l'Année internationale, en particulier les projets de démonstration.

19.30 Un personnel restreint viendra renforcer le secrétariat du Centre, à titre temporaire, jusqu'en 1987, afin de planifier, de coordonner et de gérer un programme mondial efficace de projets de démonstration en matière de logement et d'obtenir l'appui financier et la coopération des gouvernements et d'autres organisations internationales.

19.31 On envisage d'organiser deux réunions interinstitutions, sous les auspices du Comité administratif de coordination, en 1984 et 1986 respectivement, afin d'assurer une coordination et une coopération efficaces avec les autres éléments du système des Nations Unies et d'éviter tout double emploi dans ces activités.

19.32 Pour être efficace, le programme audiovisuel et d'information pour l'appui au programme aurait un caractère polyvalent et serait conçu de manière à pouvoir être utilisé directement par les comités nationaux et les centres de coordination, ainsi que pour les projets de démonstration. En outre, des programmes et modules d'information spéciaux seront établis pour les activités de formation et à l'intention des médias.

19.33 Les activités prévues à l'occasion de l'Année entraîneront des dépenses importantes au titre des communications et des frais de voyage. Toutefois, ces dépenses seront entièrement financées à l'aide de fonds extra-budgétaires.

19.34 On trouvera ci-après une description des éléments de programme et produits correspondants prévus pour 1984-1985 dans chacun des huit sous-programmes.

### *Sous-programme 1. Analyse de la politique relative aux établissements humains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 766 600 dollars (11,3 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 468 100 dollars (14,2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.11 à 14.15.

c) Éléments de programme:

#### 1.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal, 16 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 10 pays. Quatre de ces projets devraient être achevés et trois nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice.

#### 1.2 Analyse mondiale et formulation de politiques à l'échelle du système

*Produits:*

i) Rapport biennal à la Commission des établissements humains concernant l'assistance financière et autre pour et entre les pays en développement dans le domaine des établissements humains et sur les activités du système des Nations Unies dans ce domaine (1984);

ii) Rapport biennal à la Commission sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations d'action nationale adoptées par Habitat: Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (1984);

iii) Rapport à la Commission sur un thème qui sera choisi lors de sa session de 1983 (1985);

iv) Rapport à la Commission sur le programme de travail pour 1986-1987 (1985);

Les activités en sus des travaux aux fins du produit final susmentionné consisteront en travaux préparatoires pour deux rapports sur des thèmes que la Commission des établissements humains choisira lors de sa session de 1984 et qui lui seront présentés en 1986.

#### 1.3 Analyse de la situation des établissements humains dans le monde

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produit*: publication destinée à la vente: rapport sur la situation des établissements humains dans le monde (1985).

#### 1.4 Affectation des ressources pour un développement équilibré\*\*

*Pas de produit final*. Les activités consisteront en la collecte et l'analyse d'informations sur les méthodes et les critères utilisés pour localiser les investissements en matière d'infrastructure et de services sociaux dans le cadre du développement national, débouchant sur la formulation de politiques nationales englobant les problèmes de répartition géographique de la population, d'occupation des sols, d'activités économiques et de développement social.

#### 1.5 Politique en matière de population et d'établissements humains

*Produits*:

i) Rapport à la Conférence internationale de la population (1984);

ii) Service d'information: diapositives (1984).

#### 1.6 Politique dans le domaine de la jeunesse et des établissements humains

*Produits*:

i) Rapport à la Commission des établissements humains et à un organe intergouvernemental pour l'Année internationale de la jeunesse;

ii) Service d'information: diapositives (1985).

#### Sous-programme 2. Planification des établissements humains

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 038 000 dollars (15,3 p; 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 488 700 dollars (14,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.16 à 14.22.

c) Eléments de programme:

#### 2.1 Coopération technique

*Produit*: on compte qu'au début de l'exercice biennal, 20 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 16 pays. Cinq de ces projets devraient être achevés et quatre nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice.

#### 2.2 Intégration des politiques de l'environnement à la planification des établissements humains\*\*

*Produits*: quinze bourses destinées à la formation de fonctionnaires et de planificateurs, dans le but d'encourager dans certains pays l'application des directives environnementales à la planification des établissements humains (1984).

Les activités en sus des travaux aux fins du produit final susmentionné comporteront l'établissement, à l'intention des responsables gouvernementaux et du personnel technique chargés de la planification et de la gestion des établissements humains, de rapports intérimaires sur l'application des méthodes d'évaluation des incidences des établissements humains sur l'environnement dans les zones métropolitaines et sur l'application des directives environnementales à la planification des établissements humains.

#### 2.3 Planification des établissements humains dans les zones rurales

*Produit*: publications destinées à la vente: directives pour la planification d'un projet de réseau rural (1984) et directives pour la planification des établissements humains dans les zones rurales (1985).

#### 2.4 Mécanismes et institutions de planification régionale

*Produit*: publication destinée à la vente: directives pour la planification régionale en tant qu'instrument permettant d'intégrer la planification des établissements humains au développement national (1985).

#### 2.5 Techniques et méthodes de planification

*Pas de produit final*. Les activités comporteront l'examen et la mise au point de techniques et méthodes de planification issues de l'expérience acquise au niveau des projets dans les pays en développement et fondées sur des systèmes de gestion des données.

#### 2.6 Evaluation interne des projets du Centre pour les établissements humains

*Pas de produit final*. Les activités consisteront à évaluer certains projets.

#### 2.7 Techniques visant à diminuer les risques de catastrophe par une planification préalable

*Produit*: publication destinée à la vente: études de cas et directives pour la formation des constructeurs et des artisans locaux (1985).

#### Sous-programme 3. Bâtiments et services collectifs

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 160 100 dollars (17,1 p. 100 du total prévu pour le

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

programme); fonds extra-budgétaires: 2 646 700 dollars (25,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.23 à 14.26.

c) Eléments de programme:

### 3.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice, 30 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 20 pays. Douze de ces projets devraient être achevés et neuf nouveaux projets être mis en train durant l'exercice.

### 3.2 Assainissement des taudis des centres des villes

*Produit:* publication destinée à la vente: possibilité de rénover les centres des villes (1985).

### 3.3 Programme de formation Organisme danois de développement international (DANIDA)/ Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) à la participation de la collectivité

*Produit:* publication destinée à la vente: méthodes et techniques de formation à la participation de la collectivité (1984) et matériel audio-visuel sur différentes formes de participation (1985).

### 3.4 Construction, au niveau local et grâce à un système coopératif, de bâtiments et d'infrastructures

*Pas de produit final.* Les activités incluront la collecte et l'analyse d'études de cas sur la fondation et la gestion d'organisations de type coopératif et la mise en vente d'une publication sur cette question en 1986.

### 3.5 Projets de démonstration sur la rénovation des taudis et des colonies de squatters\*

*Produits:*

i) Publication destinée à la vente: prestation de services dans les taudis et les colonies de squatters (1985);

ii) Assistance technique: projet de démonstration en Asie et en Afrique.

### 3.6 Exécution du programme de l'Année internationale du logement des sans-abri

*Pas de produit final.* Les activités incluront un appui fonctionnel au programme de l'Année internationale.

### 3.7 Services collectifs appropriés pour les zones urbaines et rurales

*Pas de produit final.* Les activités comporteront des examens des programmes et des projets nationaux relatifs à la fourniture de services collectifs et un rapport intérimaire sur la possibilité de fournir de tels services dans les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu; ces activités déboucheront sur la rédaction d'une publication destinée à la vente en 1986.

### Sous-programme 4. Développement du secteur local du bâtiment

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 841 300 dollars (12,4 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 1 023 500 dollars (9,9 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.27 à 14.33.

c) Eléments de programme:

### 4.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal 14 projets de coopération technique seront en cours d'exécution. Cinq de ces projets devraient être achevés et quatre nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice.

### 4.2 Développement des techniques du bâtiment et de l'industrie de la construction\*

*Produits:*

i) Publications destinées à la vente: refonte des codes et règlements de la construction dans les pays africains (1985); rapport du Centre pour les établissements humains pour la Conférence mondiale sur la technologie des établissements humains (1985); et planification de l'industrie du bâtiment, l'accent étant mis sur l'utilisation de facteurs de production locaux (1985);

ii) Assistance technique: création d'un réseau d'organismes gouvernementaux et de centres de recherche qui aura pour objet de promouvoir la coopération entre pays en développement dans le domaine des techniques de construction peu onéreuses et de la substitution de produits locaux aux importations.

### 4.3 Amélioration des matériaux et des techniques de construction adaptés aux pays en développement

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

*Produits:*

i) Publication destinée à la vente: recours à certains matériaux de construction locaux pouvant être largement utilisés dans les pays en développement (1985);

ii) Assistance technique: projets de démonstration et organisation de journées d'étude nationales sur l'application des techniques appropriées et la rationalisation du processus de construction.

#### 4.4 Informations sur les matériaux, les installations et le matériel de construction

*Produit:* publications destinées à la vente: six manuels techniques avec jeu de documentation audiovisuelle sur l'utilisation des matériaux de construction locaux (1985).

#### 4.5 Exposition internationale sur le logement local dans les pays en développement\*\*

*Produit:* services d'information: 11 affiches sur les techniques et les matériaux de construction locaux (1984).

#### *Sous-programme 5. Infrastructure à bon marché pour les établissements humains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 719 100 dollars (10,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 579 000 dollars (5,6 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.34 à 14.39.

#### c) Eléments de programme:

##### 5.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal 11 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans sept pays. Quatre de ces projets devraient être achevés et trois nouveaux projets mis en train durant l'exercice.

##### 5.2 Normes, techniques et méthodes appropriées dans le domaine de l'énergie\*

#### *Produits:*

i) Publication destinée à la vente: utilisation des sources d'énergie renouvelables pour la production de matériaux de construction dans les pays en développement (1985);

ii) Services d'information: film sur l'utilisation active et passive de l'énergie dans les bâtiments (1984);

Les activités en sus des travaux aux fins du produit final susmentionné comporteront un examen et une analyse des données relatives aux projets d'orientation des bâtiments et de conception des logements qui reposent sur l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, qui donneront lieu, en 1986, à une publication destinée à la vente; et un examen et une analyse des problèmes posés par le passage de sources d'énergie non renouvelables à des sources d'énergie renouvelables dans certains secteurs de l'économie, qui donneront lieu, en 1986, à une publication destinée à la vente.

##### 5.3 Normes, techniques et méthodes appropriées dans le domaine des transports\*\*

#### *Produits:*

i) Publications destinées à la vente: services de transport de base dans les pays en développement (1985); et circulation dans les zones d'habitat urbaines des groupes sociaux à faible revenu (1985);

ii) Services d'information: présentation audiovisuelle sur les systèmes de transport dans les pays en développement (1985);

Les activités en sus des travaux aux fins du produit final susmentionné comporteront l'analyse de méthodes théoriques et pratiques et de leurs applications dans le cadre de projets pilotes opérationnels, et donneront lieu en 1986 à une publication destinée à la vente.

##### 5.4 Normes, techniques et méthodes appropriées dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets solides

#### *Produits:*

i) Publications destinées à la vente: évaluation des effets de diverses combinaisons de techniques d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'élimination des déchets solides sur le développement communautaire intégré et la santé (1985); et codes, réglementations et normes régissant l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'élimination des déchets solide. l'accent étant mis sur les besoins des communautés à faible revenu (1985);

ii) Services d'information: films et modules de formation préparés en coopération avec la Banque mondiale (1984);

iii) Assistance technique: organisation de journées nationales d'étude des résultats des projets pilotes opérationnels.

\* Rang de priorité le plus élevé.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.



*Sous-programme 6. Les sols*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 190 000 dollars (2,8 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 144 700 dollars (1,4 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.40 à 14.45.

c) Eléments de programme:

6.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal trois projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans deux pays. Un de ces projets devrait être achevé et un nouveau projet mis en train durant l'exercice.

6.2 Politiques et contrôle de l'utilisation du sol

*Pas de produit final.* Les activités comporteront l'élaboration des chapitres pertinents du rapport sur les établissements humains dans le monde.

6.3 Méthodes et procédures d'acquisition de terrains publics

*Produit:* Publication destinée à la vente: Directives sur les méthodes d'acquisition de terrains publics (1985).

6.4 Information sur l'utilisation du sol\*\*

*Produit:* publication destinée à la vente: recommandations concernant les mesures à prendre au niveau national afin d'établir, d'exploiter et de tenir à jour des systèmes de collecte de données sur l'utilisation du sol (1985).

*Sous-programme 7. Mobilisation de ressources financières pour le développement des établissements humains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 332 400 dollars (4,9 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 279 100 dollars (2,7 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.46 à 14.49.

c) Eléments de programme:

7.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal sept projets de coopération technique seront

en cours d'exécution dans cinq pays. Deux de ces projets devraient être achevés et un nouveau projet mis en train durant l'exercice.

7.2 Promotion de la création d'emplois dans les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu

*Produit:* publication destinée à la vente: mesures destinées à appuyer les activités du secteur économique non institutionnalisé dans les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu (1985).

7.3 Rôle des institutions de financement du logement pour l'appui aux programmes d'amélioration des établissements humains\*\*

*Produits:* services d'information: matériel et bandes magnétoscopiques éducatives sur les techniques de communication au service des institutions financières.

Les activités en sus des travaux aux fins du produit final susmentionné comporteront l'établissement de rapports intermédiaires sur le rôle des intermédiaires et des coopératives dans le financement des établissements humains et donneront lieu, en 1986, à une publication destinée à la vente.

*Sous-programme 8. Institutions et gestion des établissements humains*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 1 736 800 dollars (25,6 p. 100 du total prévu pour le programme); fonds extra-budgétaires: 2 708 700 dollars (26,2 p. 100 du total prévu pour le programme)\*\*\*.

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), paragraphes 14.50 à 14.55.

c) Eléments de programme:

8.1 Coopération technique

*Produit:* on compte qu'au début de l'exercice biennal 20 projets de coopération technique seront en cours d'exécution dans 12 pays. Sept de ces projets devraient être achevés et cinq nouveaux projets devraient être mis en train durant l'exercice.

8.2 Formation à l'amélioration de l'habitat urbain et rural

*Produit:* cent vingt bourses et allocations-voiture seront octroyées à des hauts responsables, à des fonctionnaires et à des directeurs de programmes originaires de pays en développement pour leur permettre de participer à des cours de formation, à des séminaires et à des ateliers (quatre en 1984 et quatre en 1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

\*\*\* Non compris le coût des projets opérationnels.

### 8.3 Besoins et potentiel en matière de formation

*Produits*: publication destinée à la vente: matériel de formation sur la gestion des établissements humains (1985);

D'autres activités comprendront des études préliminaires sur la formation aux problèmes posés par les établissements humains en Asie du Sud (1985) et en Afrique du Nord (1986), réalisées en commun avec l'Institut de développement économique (Banque mondiale).

### 8.4 Gestion urbaine dans les grandes villes et les villes d'importance moyenne

*Pas de produit final*. Les activités comporteront la préparation d'un rapport intérimaire sur les problèmes de gestion dans les villes moyennes et les grandes villes et donneront lieu en 1986 à une publication destinée à la vente.

### 8.5 Analyse des politiques et coordination des institutions

*Produit*: publication destinée à la vente; Institutions nationales chargées des établissements humains (1985).

### 8.6 Systèmes d'information sur les établissements humains

*Produit*: Publications destinées à la vente: thesaurus trilingue des établissements humains (1985); directives pour l'indexation et l'établissement de catalogues (1985); et enquête sur les recherches en cours sur les établissements humains (1985).

### 8.7 Diffusion d'informations sur les établissements humains

*Produit*: services d'information: film sur les activités du Centre pour les établissements humains (1984); six numéros de *Habitat News* avec un supplément consacré aux organisations non gouvernementales (1985); reportages par des journalistes de pays en développement sur divers sujets ayant trait aux établissements humains destinés à être diffusés par des réseaux d'information régionaux (1985); et création d'une photothèque (1985).

### 8.8 Renforcement des services de documentation nationaux sur les établissements humains\*\*

*Produits*:

i) Cinq bourses de formation au traitement de l'information bibliographique (1985);

ii) Assistance technique: fourniture de matériel et de documentation (1985).

\*\* Rang de priorité le plus faible.

### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)

#### Transfert de postes

19.35 Il est proposé de transférer les huit postes ci-après (qui constituent le Groupe de l'édition) du programme des services administratifs et services communs au sous-programme 8 «Institutions et gestion des établissements humains», pour renforcer l'élément de programme 8.7 «Diffusion d'informations sur les établissements humains»: deux postes permanents [le poste de chef du Groupe de la rédaction (P-4) et un poste d'agent local] et six postes temporaires [trois postes de traducteur (P-3) et trois postes d'agent local].

#### Reclassement de postes

19.36 Il est proposé de reclasser de P-3 à P-4 deux postes de spécialiste des établissements humains dont les titulaires s'occupent des sources d'énergie nouvelles et renouvelables (élément de programme 5.2) et des infrastructures à bon marché pour les établissements humains (sous-programme 5), qui ont tous deux un rang de priorité élevé. La Section du classement des emplois du Bureau des services du personnel a déterminé que, compte tenu des fonctions et des responsabilités qui s'attachent à ces postes, il convenait de les reclasser à P-4.

#### Consultants

19.37 Les ressources nécessaires (243 000 dollars) accusent une diminution de 16 800 dollars par rapport à l'exercice en cours et correspondent au programme de travail pour 1984-1985. On trouvera ci-dessous la répartition détaillée, par élément de programme, des 49 mois de travail de consultant qui sont demandés:

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
1.2	Etablissement de trois rapports thématiques reflétant les conceptions régionales de la CEA, de la CEPAL, de la CEAO et de la CESAP (six mois de travail pour chacun de ces rapports en 1984 et en 1985) . . . . .	59 400
1.3	Assistance pour l'élaboration de documents de base destinés à une réunion d'examen de responsables de haut niveau, et pour la rédaction de certaines parties du rapport sur les établissements humains dans le monde (deux mois de travail en 1984 et un en 1985) . . . . .	14 900
2.3	Assistance pour l'élaboration de directives pour la planification des établissements humains dans les zones rurales (trois mois de travail en 1984) . . . . .	14 900
2.4	Assistance pour l'élaboration de directives pour la planification régionale en tant qu'instrument permettant d'intégrer la planification des établissements humains aux stratégies et programmes nationaux de développement (deux mois de travail en 1984 et trois en 1985) . . . . .	24 800

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
3.4	Collecte et analyse d'études de cas sur la fondation et la gestion d'organisations de type coopératif, l'accent étant mis sur des tentatives visant à faire appliquer des mesures novatrices aux niveaux national et local (deux mois de travail en 1984) . . . . .	9 900
4.2	Etablissement d'études de cas sur le terrain et travaux de recherche au niveau national sur les codes et règlements de construction (2 mois de travail en 1984 et 3 en 1985) . . . . .	24 800
4.3	Etablissement d'études de cas et travaux de recherche au niveau national en tant qu'apport à des projets de démonstration (trois mois de travail en 1984) . . . . .	14 900
5.2	Etude sur le terrain des besoins énergétiques dans le domaine des établissements humains et établissement d'études de cas au niveau national en tant que contribution à des documents directifs et à des directives techniques (deux mois de travail en 1984 et 2 en 1985) . . . . .	19 800
5.3	Enquêtes sur le terrain et travaux de recherche au niveau national et établissement de documents de base sur des techniques et méthodes de transport pour les zones d'habitat des groupes sociaux à faible revenu dans les pays en développement (deux mois de travail en 1984 et deux en 1985) . . . . .	19 800
5.4	Enquêtes sur le terrain et recherches au niveau national, et établissement d'études de cas sur des projets pilotes dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets solides (un mois de travail en 1984 et deux en 1985) . . . . .	14 900
6.2	Assistance pour la préparation d'un chapitre du rapport sur les établissements humains dans le monde consacré aux politiques et au contrôle de l'utilisation du sol (un mois de travail en 1985) . . . . .	5 000
6.4	Assistance pour la formulation de recommandations concernant des systèmes de collecte de données sur l'utilisation du sol (un mois de travail en 1984) . . . . .	5 000
8.3	Etablissement d'études de cas comme apport aux modules de formation sur la gestion des établissements humains (un mois de travail en 1985) . . . . .	5 000
8.4	Etablissement de deux études de cas au niveau national sur les problèmes de gestion dans les villes moyennes et les grandes villes (un mois de travail en 1984 et un mois en 1985) . . . . .	9 900
	Total	243 000

*Groupes spéciaux d'experts*

19.38 Les ressources prévues à ce titre (198 800 dollars) font apparaître une augmentation de 136 300 dollars, dont 19 500 dollars à titre de dépense non renouvelable pour l'Année internationale du loge-

ment des sans-abri (voir élément de programme 3.6 ci-après). Les réunions proposées ont trait aux éléments de programme suivants:

Elément de programme	Description des tâches	Dollars
1.2	Trois réunions de groupes d'experts qui examineront trois rapports thématiques sur la formulation de politiques à l'échelle du système, lesquels seront établis durant l'exercice biennal . . . . .	113 400
1.3	Une réunion de spécialistes de haut niveau qui examineront le projet de rapport sur les établissements humains dans le monde (1985) . . . . .	38 800
2.3	Une réunion d'un groupe d'experts qui arrêtera les directives pour la planification des établissements humains dans les zones rurales après examen et mise à l'essai préliminaires (1985) . . . . .	27 100
3.6	Une réunion qui sera convoquée sous les auspices du Comité administratif de coordination pour envisager une participation et une contribution effectives de tous les organismes des Nations Unies à l'Année internationale du logement des sans-abri (1984) . . . . .	19 500
	Total	198 600

*Nouveaux postes temporaires*

19.39 Quatre nouveaux postes temporaires (deux postes P-5 et deux postes d'agent local) sont demandés au titre extraordinaire pour aider le Centre à exécuter les activités prévues dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri. L'un des postes P-5 permettrait d'assurer la programmation, l'exécution et l'évaluation des projets de démonstration de l'Année; l'autre permettrait de promouvoir la coopération et de coordonner les activités avec les organismes des Nations Unies et de l'extérieur concernés, et d'organiser et d'assurer le service des réunions interinstitutions, régionales et internationales prévues pour l'Année. Les deux agents locaux fourniraient un appui (services de bureau et de secrétariat) à ces activités.

*Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions*

19.40 Le montant prévu (34 200 dollars), qui est maintenu au niveau du montant réévalué de la base des ressources de 1982-1983, doit permettre de couvrir les frais de voyage de membres des secrétariats des quatre commissions régionales qui assistent aux sessions de la Commission des établissements humains.

*Autres voyages autorisés du personnel*

19.41 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (77 600 dollars) est maintenu au montant actuel et se répartit comme suit:

	Dollars
a) Participation à des réunions d'organes intergouvernementaux de l'ONU . . . . .	22 000

	Dollars	<i>Imprimerie</i>
b) Participation à des conférences et à des réunions ayant trait directement à l'exécution de ce programme . . . . .	27 000	19.42 Le montant estimatif des ressources nécessaires à ce titre (293 600 dollars) accuse un accroissement de 243 300 dollars, dont 199 500 dollars seraient des dépenses non renouvelables puisqu'elles sont imputables au rapport sur les établissements humains dans le monde qui paraît tous les cinq ans. Le montant de 34 800 dollars qui représente la part des dépenses renouvelables dans cet accroissement est dû au coût élevé des travaux d'imprimerie confiés à des imprimeries commerciales à Nairobi. Le programme de publications proposé pour 1984-1985 a été revu et approuvé par le Comité des publications.
c) Consultations avec des gouvernements, des institutions, des organisations des Nations Unies, les secrétariats des commissions régionales et les institutions spécialisées sur certains aspects du programme de travail . . . . .	28 600	
Total	71 600	

## D. - Services administratifs et services communs

### TABLEAU 19.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	365,6	15,6	(94,2)	12,6	(66,0)	299,6
Personnel temporaire	409,8	(399,0)	724,2	113,9	439,1	848,9
Heures supplémentaires	20,6	0,4	2,4	3,7	6,5	27,1
Postes temporaires	448,5	18,9	(234,0)	9,9	(205,2)	243,3
Services contractuels	-	-	17,8	2,8	20,6	20,6
Cours de langues	-	-	11,4	1,8	13,2	13,2
Dépenses communes de personnel	658,6	(234,0)	(164,2)	11,4	(386,8)	271,8
Voyages autorisés du personnel	21,2	0,8	-	1,8	2,6	23,8
Location et entretien des locaux	40,7	1,3	(32,0)	1,5	(29,2)	11,5
Eclairage, chauffage, énergie et eau	76,6	2,4	3,8	12,8	19,0	95,6
Location et entretien du matériel	78,8	2,4	(10,0)	11,0	3,4	82,2
Communications	114,0	3,5	63,5	28,1	95,1	209,1
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	3,2	0,2	-	0,6	0,8	4,0
Services divers	17,3	0,6	8,1	3,3	12,0	29,3
Fournitures et accessoires	100,5	3,1	-	16,1	19,2	119,7
Mobilier et matériel	50,0	1,3	-	8,0	9,3	59,3
<b>Total</b>	<b>2 405,4</b>	<b>(582,5)</b>	<b>296,8</b>	<b>239,3</b>	<b>(46,4)</b>	<b>2 339,0</b>

TABLEAU 19.11 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 822,9	296,8	(754,2)	-	(457,4)	(25,0) %

## 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	1 427,9	1 496,0
Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains	349,2	440,8
Total a)	1 777,1	1 936,8
b) Activités de fond		
Total b)	-	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	1 777,1	1 936,8
Total, coûts directs		4 295,8

TABLEAU 19.12. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
D-1	-	-	1	1	-	-	1	1
P-5	-	-	-	-	-	-	-	-
P-4	2	1	-	-	2	2	4	3
P-3	2	2	4	1	3	3	9	6
P-2/1	-	-	-	-	1	1	1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>11</b>
<b>Autres catégories</b>								
Agents locaux	6	5	7	4	27	27	40	36
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>40</b>	<b>36</b>
<b>Total général</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>55</b>	<b>47</b>

Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

**D. – Services administratifs et services communs***Heures supplémentaires*

19.43 Les activités de ce programme consistent à fournir des services financiers, des services de personnel et des services généraux ainsi que certains services de conférence pour le Centre. Au cours des deux exercices biennaux 1980-1981 et 1982-1983, le Centre a occupé des locaux provisoires prêtés par le Gouvernement kényen au Centre international de conférences Kenyatta. On compte que la construction du siège permanent à Gigiri sera achevée au milieu de 1984 et que, dès qu'il s'y installera, le Centre partagera avec le PNUE un certain nombre de services administratifs communs. Un rapport sur l'importance et le coût de ces services doit être présenté à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session. En attendant, on se propose de continuer à répondre aux besoins en personnel du Centre en utilisant des postes permanents et des postes temporaires ainsi que du personnel temporaire dont le coût correspond à des dépenses non renouvelables, comme pour l'exercice biennal 1982-1983.

19.47 Les ressources prévues à ce titre (23 400 dollars) font apparaître un accroissement de 2 400 dollars, l'expérience ayant montré qu'environ 3 200 heures de travail en heures supplémentaires seront nécessaires au cours de l'exercice biennal.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Contrats de louage de services individuels*

19.48 Un crédit de 17 800 dollars est demandé au titre d'un contrat de services personnels devant permettre au Centre de s'attacher les services d'un médecin à temps partiel. Il s'agit de dépenses non renouvelables à prévoir en attendant l'établissement de services administratifs communs avec le PNUE.

*Cours de langues et formation du personnel*

19.49 Les ressources nécessaires à ce titre (11 400 dollars) doivent permettre de donner une formation linguistique ou autre, afin d'améliorer les compétences des agents locaux. Ces dépenses seront non renouvelables, les cours de langues devant être organisés dans le cadre des services communs avec le PNUE. Il convient de rappeler qu'à sa trente-septième session l'Assemblée générale, lorsqu'elle a examiné le statut contractuel des professeurs de langues<sup>1</sup>, a approuvé l'ouverture d'un crédit de 2 300 dollars au chapitre 19 du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983. Ces ressources ont été allouées au personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires) en 1983, et une réduction de 4 600 dollars (y compris l'effet différé) a été opérée sur le montant réévalué de la base de ressources nécessaires à ce titre, pour l'exercice 1984-1985, afin de contrebalancer les dépenses non renouvelables prévues (11 400 dollars).

*Transfert de postes*

19.44 Comme indiqué plus haut au paragraphe 19.35, il est proposé de transférer deux postes permanents (un poste P-4 et un poste d'agent local) et six postes temporaires (trois postes P-3 et trois postes d'agent local) du présent programme au programme «Etablissements humains».

*Personnel temporaire*

19.45 Le montant total des ressources prévues à ce titre, soit 21 400 dollars (dépenses renouvelables), doit permettre de recruter du personnel temporaire pour remplacer le personnel en congé de maternité ou en congé de maladie prolongé et pour faire face au volume de travail pendant les périodes de pointe. Ces ressources font apparaître un accroissement de 10 600 dollars; elles ont été calculées sur la base des dépenses effectives.

19.46 Les dépenses non renouvelables prévues (713 600 dollars) doivent permettre de renouveler le personnel administratif d'appui (plantons, agents de sécurité, etc.). Il est rappelé que l'Assemblée générale avait prévu le financement d'un poste P-2 et de 18 postes d'agent local lors de la création du Centre et que ces postes ont été maintenus à titre temporaire au cours des deux derniers exercices biennaux. Du fait des troubles survenus en 1982, il a été jugé nécessaire de renforcer le service de sécurité par la création d'un poste P-2 et deux postes d'agent local, afin d'assurer une protection en permanence aux fonctionnaires et aux biens des Nations Unies au Centre international de conférences Kenyatta. Les crédits demandés au titre du personnel temporaire correspondent à des dépenses non renouvelables et doivent permettre de financer deux postes P-2 et 20 postes d'agent local.

*Voyages autorisés du personnel*

19.50 Les ressources prévues à ce titre (22 000 dollars) ne font pas apparaître d'accroissement par rapport au niveau actuel des ressources et doivent permettre de couvrir les frais de voyage du Chef des services administratifs et du Chef de la section des finances et ainsi que du Président de l'Association du personnel du Centre qui doit se rendre au Siège pour assister aux réunions du Comité de coordination entre l'administration et le personnel.

*Location et entretien des locaux*

19.51 Le montant net des ressources prévues à ce titre (10 000 dollars) fait apparaître une diminution de 32 000 dollars et doit permettre de se procurer les services d'une société de nettoyage pour les locaux occupés par le Centre au Centre international de conférences Kenyatta, en attendant d'emménager dans les locaux du nouveau siège.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément no 7 (A/37/7/Add.24).

*Eclairage, chauffage, énergie et eau*

19.52 Les ressources prévues (82 800 dollars) accusent une augmentation de 3 800 dollars en raison des coûts élevés de l'eau et de l'électricité pendant l'exercice biennal en cours.

*Location et entretien du matériel*

19.53 Les ressources prévues à ce titre (71 200 dollars), qui font apparaître une diminution de 10 000 dollars, tiennent compte des projections pour 1984-1985 faites à partir des dépenses effectives des deux exercices précédents.

*Communications*

19.54 Les ressources prévues à ce titre (181 000 dollars), qui font apparaître un accroissement de 63 500 dollars, sont calculées sur la base des dépenses effectives entraînées par le transfert du Centre à Nairobi.

*Services divers*

19.55 Les ressources prévues à ce titre s'élèvent à 26 000 dollars et font apparaître une diminution de 2 900 dollars des dépenses renouvelables et un accroissement de 11 400 dollars des dépenses non renouvelables qui doivent permettre de couvrir les frais de déménagement du matériel et des fournitures au nouveau siège à Gigiri, en 1984.



## CHAPITRE 20. – CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES

### TABLEAU 20.1. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

#### A. COÛTS DIRECTS

##### 1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1984-1985
	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)		Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)		Inflation en 1984 et 1985		Augmentation totale		
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
5 881,0	(214,7)	(3,6)	58,5	0,9	228,6	3,8	72,4	1,2	5 953,4

##### Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
5 666,3	58,3	25,4	-	33,1	0,5 %	

##### 2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Division des stupéfiants	518,7	596,5
Secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	1 026,2	1 328,0
Total a)	1 544,9	1 924,5
b) Activités de fond		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues : fonds alloués à la Division des stupéfiants	300,3	310,0
Total b)	300,3	310,0

TABLEAU 20.1 (suite)

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des dépenses	estimatif des dépenses
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues : fonds alloués à la Division des stupéfiants	4 845,6	5 690,0
Fonds alloués aux institutions spécialisées des Nations Unies	9 240,9	11 197,4
<b>Total c)</b>	<b>14 086,5</b>	<b>16 887,4</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>15 931,4</b>	<b>19 121,9</b>
<b>Total, coûts directs</b>		
		<b>25 075,3</b>
<b>B. COÛTS INDIRECTS REPARTIS</b>		
		<b>6 221,1</b>
<b>Total, coûts directs et coûts indirects répartis</b>		
		<b>31 296,4</b>

TABLEAU 20.2. - ANALYSE DU TOTAL RÉÉVALUÉ DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1982-1983  
(AUX TAUX RÉVISÉS DE 1983)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Crédits ouverts pour 1982-1983 (1)	Dépenses non renouvelables de 1982-1983 (2)	Effet différé de l'accroissement de ressources 1982-1983				Dépenses supplémentaires			Montant net des dépenses supplémentaires (9) (8) - (2)	Total réévalué de la base de ressources de 1982-1983 (10) (1) + (9)	
			Postes permanents		Autres objets de dépense		Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1983		Ajustements spéciaux (7)			Total (8)
			(3)	(4)	(5)	(6)	(6)	(7)				
A. Organes directeurs	533,9	-	-	-	-	13,1	-	-	13,1	13,1	547,0	
B. Division des stupéfiants	3 386,5	234,6	-	-	0,9	4,0	-	-	4,9	(229,7)	3 156,8	
C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	1 960,6	-	-	-	1,4	0,5	-	-	1,9	1,9	1 962,5	
D. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a/	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Total</b>	<b>5 881,0</b>	<b>234,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2,3</b>	<b>17,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,9</b>	<b>(214,7)</b>	<b>5 666,3</b>	

a/ Financé exclusivement par des fonds extra-budgétaires.

TABLEAU 20.3. - BUDGET ORDINAIRE (COÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues						Taux de croissance réelle %
	Crédits ouverts pour 1982-1983	Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (taux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		
					\$	%	
A. Organes directeurs	533,9	13,1	(69,9)	32,8	(24,0)	(4,4)	509,9 (12,7)
B. Division des stupéfiants	3 386,5	(229,7)	75,0	124,5	(30,2)	(0,8)	3 356,3 2,3
C. Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants	1 960,6	1,9	53,4	71,3	126,6	6,4	2 087,2 1,4
D. Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a/	-	-	-	-	-	-	- -
<b>Total</b>	<b>5 881,0</b>	<b>(214,7)</b>	<b>58,5</b>	<b>228,6</b>	<b>72,4</b>	<b>1,2</b>	<b>5 953,4 0,5</b>

a/ Financé exclusivement par des fonds extra-budgétaires.

**TABEAU 20.4. - BUDGET ORDINAIRE (CÔÛTS DIRECTS): TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PRÉVUES POUR 1984-1985  
ET DES TAUX DE CROISSANCE RÉELLE, PAR OBJET DE DÉPENSE**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985	Taux de croissance réelle	
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux révisés de 1983)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale		%	%
<b>Postes permanents</b>	3 420,0	2,2	28,4	108,7	139,3	3 559,3	0,8	0,8
Personnel temporaire	83,5	(59,9)	14,1	2,7	(43,1)	40,4	59,7	59,7
Consultants	77,3	(46,9)	21,6	3,8	(21,5)	55,8	71,0	71,0
Heures supplémentaires	6,4	0,2	-	0,6	0,8	7,2	-	-
Groupes spéciaux d'experts	93,8	(93,8)	46,0	3,8	(44,0)	49,8	-	-
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	-	-
Dépenses communes de personnel	1 113,7	0,1	-	32,4	32,5	1 146,2	-	-
Frais de voyage des représentants	447,9	13,1	(69,9)	32,8	(24,0)	423,9	(15,1)	(15,1)
Frais de voyage du personnel	139,1	3,1	-	11,9	15,0	154,1	-	-
Imprimerie	320,0	(33,2)	(23,7)	22,0	(34,9)	285,1	(8,2)	(8,2)
Services contractuels	-	-	25,4	1,8	27,2	27,2	-	-
Honoraires	86,0	-	-	-	-	86,0	-	-
Entretien du matériel	15,2	-	7,0	1,9	8,9	24,1	-	-
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,8	-	-	0,1	0,1	1,9	-	-
Fournitures et accessoires	71,0	0,3	-	6,0	6,3	77,3	-	-
Mobilier et matériel	4,1	0,1	-	0,3	0,4	4,5	-	-
<b>Total</b>	<b>5 801,0</b>	<b>(214,7)</b>	<b>58,5</b>	<b>228,6</b>	<b>72,4</b>	<b>5 953,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>

TABLEAU 20.5. - POSTES NÉCESSAIRES

## Programme: contrôle international des drogues

Catégories	Postes permanents				Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Fonds extra-budgétaires		
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>									
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	1	1	1	1	1
D-1	3	3	-	-	2	2	5	5	1
P-5	4	4	-	-	-	-	4	4	5
P-4	9	9	-	-	2	2	11	11	4
P-3	7	9	-	-	1	1	8	8	11
P-2/1	8	6	-	-	-	-	8	6	10
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>38</b>
<b>Agents des services généraux</b>									
1ère classe	4	4	-	-	-	-	4	4	4
Autres classes	23	23	-	-	-	-	28	28	28
<b>Total</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
<b>Total général</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>70</b>

**A. - Organes directeurs**

**TABLEAU 20.6. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX**

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

1) *Budget ordinaire*

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
<b>a) Commission des stupéfiants</b>						
Frais de voyage des représentants	126,3	3,7	-	10,9	14,6	140,9
<b>b) Organe international de contrôle des stupéfiants</b>						
Frais de voyage des représentants	321,6	9,4	(69,9)	21,9	(38,6)	283,0
Honoraires	86,0	-	-	-	-	86,0
<b>Total partiel b)</b>	<b>407,6</b>	<b>9,4</b>	<b>(69,9)</b>	<b>21,9</b>	<b>(38,6)</b>	<b>369,0</b>
<b>Total a) et b)</b>	<b>533,9</b>	<b>13,1</b>	<b>(69,9)</b>	<b>32,8</b>	<b>(24,0)</b>	<b>509,0</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
547,0	(69,9)	-	-	(69,9)	(12,7) %

2) *Fonds extra-budgétaires*

-
---

Total, coûts directs	509,9
-------------------------	-------

## A. - Organes directeurs

20.1 La Commission des stupéfiants et l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) sont les deux organes directeurs de l'ONU s'occupant du contrôle international des drogues pour lesquels des ressources sont prévues au budget-programme ordinaire de l'Organisation.

20.2 La Commission des stupéfiants, qui se compose de 30 membres et fait rapport à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, se réunit en session ordinaire tous les deux ans à Vienne. Depuis quelques années, elle se réunit une année sur deux en session extraordinaire. La dernière session de la Commission a été sa trentième session ordinaire, qui a eu lieu en février 1983.

20.3 L'Organe international de contrôle des stupéfiants, qui se compose d'un président, de deux vice-présidents et de 10 membres, doit, selon son mandat, se réunir deux fois par an et peut tenir une troisième réunion, s'il le souhaite.

*Ressources nécessaires  
(aux taux révisés de 1983)*

*Frais de voyage des représentants*

20.4 Le montant prévu à ce titre pour la Commission des stupéfiants (130 000 dollars) reste

inchangé par rapport au montant actuel. Il doit permettre de couvrir: a) les frais de voyage des représentants de 30 Etats Membres qui participeront à la huitième session extraordinaire qu'il est proposé de tenir en 1984 et à sa trente-cinquième session ordinaire en 1985; b) les frais de voyage de cinq représentants qui participeront aux réunions de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient; et c) les frais de voyage du Président de la Sous-Commission qui participera aux sessions de la Commission.

20.5 Le montant prévu pour l'OICS (261 100 dollars) accuse une baisse de 69 900 dollars par rapport au montant actuel. Dans les budgets-programmes récents, on prévoyait trois réunions annuelles, mais comme ces dernières années il n'y a pas eu de troisième réunion, il n'est pas pour le moment demandé de crédits à ce titre. Si l'Organe décidait de tenir une troisième réunion soit la première ou la deuxième année de l'exercice biennal, soit l'une et l'autre année, il faudrait envisager, le moment voulu, de demander des ressources supplémentaires. Le montant prévu couvre - outre les frais de voyage des membres de l'Organe qui participeront à deux réunions par an - les dépenses relatives aux enquêtes devant être faites sur les lieux conformément à l'article 14 de la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants telle qu'elle a été modifiée par le Protocole de 1972.

## B. - Division des stupéfiants

TABLEAU 20.7. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

## COÛTS DIRECTS

## 1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sement des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	2 069,0	1,0	-	65,1	66,1	2 135,1
Personnel temporaire	72,6	(60,0)	14,1	1,8	(44,1)	28,5
Consultants	62,1	(46,9)	21,6	2,5	(22,8)	39,3
Heures supplémentaires	3,2	0,3	-	0,3	0,6	3,8
Groupes spéciaux d'experts	93,8	(93,8)	46,0	3,8	(44,0)	49,8
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Dépenses communes de personnel	673,7	(0,1)	-	19,7	19,6	693,3
Frais de voyage du personnel	101,9	2,8	-	8,8	11,7	113,6
Imprimerie	218,2	(33,6)	(6,7)	14,9	(25,4)	192,8
Entretien du matériel	15,2	-	-	1,3	1,3	16,5
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	0,5	0,1	-	-	0,1	0,6
Fournitures et accessoires	71,0	0,3	-	6,0	6,3	77,3
Mobilier et matériel	4,1	0,1	-	0,3	0,4	4,5
<b>Total</b>	<b>3 366,5</b>	<b>(229,7)</b>	<b>75,0</b>	<b>124,5</b>	<b>(30,2)</b>	<b>3 356,3</b>



TABLEAU 20.7 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressour- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance révisé (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
3 156,8	75,0	-	-	75,0	2,3%

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983 Montant estimatif des dépenses	1984-1985 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires	518,7	596,5
<b>Total a)</b>	<b>518,7</b>	<b>596,5</b>
b) Activités de fond		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	300,0	310,0
<b>Total b)</b>	<b>300,0</b>	<b>310,0</b>
c) Projets opérationnels		
Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues	4 845,6	5 690,0
<b>Total c)</b>	<b>4 845,6</b>	<b>5 690,0</b>
<b>Total a), b) et c)</b>	<b>5 664,3</b>	<b>6 596,5</b>
<b>Total, coûts directs</b>	<b>9 952,8</b>	

TABLEAU 20.8. - POSTES NÉCESSAIRES

## Unité administrative: Division des stupéfiants

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires			
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
SGA	-	-	-	-	-	-	-	-
SSG	-	-	-	-	-	-	-	-
D-2	1	1	-	-	-	-	1	1
D-1	2	2	-	-	-	-	2	2
P-5	3	3	-	-	-	-	3	3
P-4	5	5	-	-	-	-	5	5
P-3	4	4	-	-	-	-	4	4
P-2/1	4	4	-	-	-	-	4	4
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19</b>	<b>19</b>

## Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

## Agents des services généraux

lère classe	3	3	-	-	-	-	3	3
Autres classes	12	12	-	-	-	-	12	12
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
<b>Total général</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>34</b>

## B. - Division des stupéfiants

### 1. - DIRECTION EXÉCUTIVE ET ADMINISTRATION

20.6 Le Cabinet du Directeur assure la supervision générale des activités de la Division, pour lesquelles il formule les principes directeurs. Ses fonctions comprennent la coordination des travaux de la Division, avec ceux de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (y compris de son secrétariat), des institutions spécialisées et des autres organismes internationaux s'occupant du contrôle des drogues, ainsi que la coordination des avis d'experts que la Division donne au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, dont le Directeur de la Division est le principal conseiller en matière de lutte contre les stupéfiants. Outre qu'il assure l'administration et la gestion générales de la Division, le Directeur fait fonction de représentant du Secrétaire général auprès de la Commission des stupéfiants et des autres réunions et forums internationaux qui s'occupent des problèmes de drogues et d'abus des drogues.

### 2. - PROGRAMME D'ACTIVITÉ

20.7 La structure de base du programme d'activité correspond à celle du programme 1 du chapitre 7 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), à savoir:

Sous-programme 1. Application des traités et secrétariat de la Commission;

Sous-programme 2. Recherche scientifique par le Laboratoire des stupéfiants des Nations Unies;

Sous-programme 3. Réduction de l'offre et de la demande;

Sous-programme 4. Planification et coordination des programmes et services d'information.

20.8 En tant que secrétariat de la Commission des stupéfiants, la Division continue à s'acquitter d'une gamme toujours plus vaste de tâches et de responsabilités qui découlent non seulement des objectifs énoncés dans la Charte, mais aussi des dispositions des accords relatifs au contrôle international des drogues ainsi que des mandats qui lui sont confiés aux termes des résolutions de la Commission, du Conseil et de l'Assemblée générale. La Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues et le Programme quinquennal d'action qui s'y rattache, que l'Assemblée a adoptés dans sa résolution 36/168 du 16 décembre 1981, mettent en relief l'importance et le rang de priorité que la communauté internationale accorde à l'heure actuelle aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du contrôle international des drogues.

20.9 Tout en s'efforçant d'appliquer la Stratégie dans toute la mesure possible, la Division, eu égard aux ressources dont elle dispose, axera essentiellement ses efforts au cours de l'exercice biennal sur la réduction de la culture illicite de plantes servant à la fabrication des drogues, sur l'interdiction du trafic illicite et l'amélioration des systèmes de contrôle, tant au niveau national qu'aux niveaux régional et multilatéral. Grâce à une coordination et à une collaboration accrues avec les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux, elle s'emploiera à augmenter la capacité du système des Nations Unies de sorte qu'il puisse fournir aux Etats Membres des services d'appui et une assistance technique plus efficaces et à mieux faire face, dans une optique multidisciplinaire, au phénomène de l'abus des drogues dont on reconnaît de plus en plus les conséquences néfastes tant pour les pays industrialisés que pour les pays en développement et dont l'ampleur est source de graves préoccupations dans la plupart des régions du monde où il menace la santé des populations et entrave le développement économique et le progrès social.

20.10 La Division a pris des mesures pour revitaliser le Laboratoire des stupéfiants, réactiver son programme de travail et favoriser la pleine utilisation de sa collection d'ouvrages scientifiques. Des efforts tout particuliers ont été déployés en 1982 pour intéresser les organisations non gouvernementales compétentes dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social au programme d'activité de la Division touchant la prévention et la réduction de la demande illicite de drogues.

20.11 On prévoit qu'au cours de l'exercice biennal 1984-1985 un système de traitement électronique de l'information sera mis en fonctionnement. Il permettra de stocker les données fournies par les Etats parties aux diverses conventions internationales relatives au contrôle des drogues; réciproquement, la base de données scientifiques sera reliée à d'autres bases de données portant sur des domaines connexes de manière à permettre des échanges.

20.12 L'exercice biennal 1984-1985 correspond aux troisième et quatrième années de la mise en œuvre du programme quinquennal d'action de base en vue de l'application de la Stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues. Comme suite à la résolution 36/168 de l'Assemblée générale et à la résolution 1 (S-VII) adoptée par la Commission des stupéfiants le 8 février 1982, un certain nombre de projets prévus dans le cadre du programme quinquennal d'action ont été examinés par l'équipe de travail créée à cette fin à la demande de l'Assemblée générale, puis par la Commission des stupéfiants à sa trentième session, en février 1983. Ces projets seront réalisés, dans l'ordre de priorité suggéré par la Commission, en fonction des ressources disponibles. A cet égard, il convient de noter que les ressources prévues pour l'exécution de deux projets ont été transférées à d'autres rubriques du présent chapitre du budget-programme.

20.13 Les quatre sous-programmes qu'exécutera la Division, leurs éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

*Sous-programme 1. Application des traités et secrétariat de la Commission*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 839 100 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires: 66 000 dollars (soit 1 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.14 à 7.18.

c) Eléments de programme:

1.1 Application des traités, décisions et résolutions\*

*Produits:*

i) Traitement d'environ 120 rapports annuels des gouvernements; publication et distribution aux Etats Membres de résumés ayant trait à des questions, juridiques et autres, en matière de contrôle (1984, 1985);

ii) Publication et distribution aux Etats Membres de la liste officielle des autorités nationales habilitées à délivrer des certificats et autorisations d'importation et d'exportation de stupéfiants et substances psychotropes (1984, 1985);

iii) Publication et distribution aux Etats Membres de la liste des fabricants autorisés de stupéfiants et de substances psychotropes (1984, 1985);

iv) Etablissement, publication et distribution aux Etats Membres de listes des lois nationales sur le contrôle des drogues (environ 750 pages par an) et d'un index cumulatif desdites lois (environ 85 pages) [1984, 1985];

v) Traitement de 25 à 30 notifications juridiques par an au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (1984, 1985);

vi) Rapport sur la position actuelle des Etats parties touchant la possibilité de modifier ou de renforcer par d'autres moyens les traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (1984);

vii) Rapport sur un examen des techniques d'établissement des rapports et des modalités utilisées pour la collecte des données au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, y compris l'utilisation des données et la rationalisation des questionnaires (1985).

1.2 Services de secrétariat à fournir à la Commission

*Produits:*

i) Fourniture de services fonctionnels pour la trente et unième session ordinaire de la Commission en 1985 et la session extraordinaire proposée pour 1984;

ii) Rapports annuels destinés à la Commission sur l'exécution du programme des stratégies et politiques en application des résolutions 32/124, 34/177 et 36/168 de l'Assemblée générale (1984, 1985);

iii) Fourniture de services fonctionnels pour le processus électoral au Conseil économique et social, en vue de l'élection de membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (1984).

*Produit intermédiaire:* fourniture de services fonctionnels au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale pour les questions relatives au contrôle international des drogues.

1.3 Avis juridiques sur l'application des traités

*Produits:*

i) Fourniture d'avis et d'une assistance aux gouvernements en ce qui concerne l'application du système de traités relatifs au contrôle international des drogues, y compris l'envoi de réponses à une dizaine de demandes de renseignements ponctuelles par an (1984, 1985);

ii) Fourniture de conseils juridiques aux gouvernements pour l'élaboration d'une législation nationale sur le contrôle des drogues, sous forme de rapports, d'avant-projets de lois ou d'avis juridiques (1984, 1985).

*Produit intermédiaire:* campagne spéciale visant à accroître le nombre des Etats parties aux conventions (1984, 1985).

*Sous-programme 2. Recherche scientifique par le Laboratoire des stupéfiants des Nations Unies*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 839 100 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires: 923 500 dollars (soit 14 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.19 à 7.24.

c) Eléments de programme:

2.1 Formation de chercheurs nationaux aux méthodes d'identification et d'analyse des drogues donnant lieu à des abus

\* Rang de priorité le plus élevé.

*Produit:* programme annuel de recyclage professionnel d'une douzaine de personnes employées dans des laboratoires nationaux des stupéfiants de pays en développement situés dans des zones directement touchées par le trafic illicite des drogues donnant lieu à des abus. Ce type de formation est essentiel pour renforcer les mesures de contrôle prises par les pays afin de faire appliquer la législation sur les drogues.

## 2.2 Création de laboratoires nationaux des stupéfiants ou amélioration des laboratoires existants

*Produit:* fourniture d'avis, d'informations de caractère scientifique, de documents et de manuels ayant trait à l'analyse des drogues, ainsi que d'échantillons de référence et, le cas échéant, de matériel et de réactifs chimiques à 8 à 12 laboratoires nationaux des stupéfiants dans des pays en développement directement touchés par le trafic illicite des drogues. L'objectif est de donner, entre autres, à ces laboratoires le moyen: a) d'identifier et d'analyser rapidement les substances suspectes; b) de former du personnel à cette fin; c) d'effectuer des recherches sur des problèmes particuliers au pays ou à la région en cause.

## 2.3 Bibliothèque et centre de documentation sur les aspects scientifiques et autres du problème des drogues et de l'abus des drogues

*Produit:* établissement d'un centre international de référence qui servira de source d'informations scientifiques, techniques, juridiques et générales sur les stupéfiants et les substances psychotropes; développement de la collection d'ouvrages sur les drogues et l'abus des drogues; mise en place d'un système électronique de recherche des données de la collection.

## 2.4 Travaux de recherche sur les stupéfiants et les substances psychotropes

*Produit:* publication technique: manuel sur les méthodes d'identification et d'analyse des drogues donnant lieu à des abus, en particulier sur les méthodes permettant aux agents de la force publique de procéder à une identification préliminaire des substances suspectes (1985).

## 2.5 «Signatures» de l'héroïne

Etablissement d'une étroite collaboration entre le Laboratoire des stupéfiants des Nations Unies et les laboratoires nationaux des pays qui ont une importance géographique pour ce qui est du trafic illicite de l'héroïne, de manière à améliorer le système de transmission des données pertinentes. Achat et distribution d'échantillons nécessaires pour les recherches sur les «signatures» de l'héroïne. Etude des progrès réalisés en matière de recherche, d'évaluation des données analytiques et de facilitation des échanges d'information entre laboratoires sur les stupéfiants et substances psychotropes.

## 2.6 Analyse des drogues donnant lieu à des abus\*\*

*Produit:* publications techniques: manuels concernant l'analyse de l'héroïne et d'autres stupéfiants et de substances psychotropes; manuel à l'usage des laboratoires nationaux des stupéfiants des pays en développement (1984).

## 2.7 Supplément au dictionnaire multilingue des stupéfiants et des substances psychotropes sous contrôle international\*\*

*Produit:* publication technique: supplément au dictionnaire multilingue, avec indication des moyens de contrôle mis en place dans les deux années écoulées depuis la publication du dictionnaire (1985).

## Sous-programme 3. Réduction de l'offre et de la demande

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 839 100 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires: 4 551 600 dollars (soit 69 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.25 à 7.29.

c) Eléments de programme:

### 3.1 Contrôle du trafic international illicite des drogues

*Produits:*

i) Rapports sur le trafic international illicite des drogues et sur les mesures prises pour y faire face, à soumettre pour examen à la Commission des stupéfiants lors de ses sessions ordinaires et de ses sessions extraordinaires (1984, 1985);

ii) Edition et diffusion auprès des Etats Membres des rapports annuels présentés par 100 gouvernements sur l'application, en ce qui concerne le trafic international illicite des drogues, des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (1984, 1985);

iii) Publication de rapports trimestriels résumant les informations sur les saisies de drogues illicites provenant du trafic international (1984, 1985).

### 3.2 Fourniture d'une assistance aux Etats Membres

\*\* Rang de priorité le plus faible.

*Produits:*

i) Organisation, à l'intention des responsables de la répression en matière de stupéfiants et du contrôle des drogues, de 10 séminaires régionaux, sous-régionaux ou nationaux; fourniture de services pour ces séminaires, établissement des rapports nécessaires et activités consécutives;

ii) Fourniture, sur demande, de conseils spécialisés (on prévoit 60 demandes de ce type) concernant l'application au niveau national de mesures de contrôle et de répression en matière de drogues conformément aux dispositions des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues; dans une quinzaine de cas, ces conseils seront fournis par des missions consultatives appelées à effectuer des études de faisabilité ou d'autres études;

iii) Elaboration et mise à jour du matériel de formation devant servir d'appui aux séminaires susmentionnés et aux organismes nationaux de répression en matière de stupéfiants, en coopération avec INTERPOL (OIPC) et le Conseil de coopération douanière.

### 3.3 Fourniture de conseils au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et activités de coopération technique

*Produits:*

i) Evaluation technique de 40 propositions de projets visant à contrôler l'offre et le trafic illicites des stupéfiants, présentées au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues pour qu'il les finance au cours de l'exercice biennal. Pour évaluer la faisabilité de 25 p. 100 de ces propositions de projets, un total de 10 missions de consultants ou d'experts seront effectuées ou organisées (1984, 1985);

ii) En outre, 8 à 10 projets de pays seront exécutés par la Division en 1984 et le même nombre en 1985 pour un coût annuel de 2 à 3 millions de dollars.

### 3.4 Fourniture de services et établissement de rapports\*\*

*Produits:* fourniture de services fonctionnels à quatre sessions de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient, établissement des rapports de ces quatre sessions et suivi de leurs recommandations (1984, 1985).

### 3.5 Coordination entre les Etats\*\*

*Produits:*

i) Fourniture de services fonctionnels à deux réunions des chefs des organismes nationaux de répression en matière de stupéfiants dans la région de l'Extrême-Orient (1984 et 1985). En outre, les services seront assurés pour une réunion interrégionale des

chefs des organismes de répression en matière de stupéfiants en Europe et au Proche et Moyen-Orient (1984);

ii) Rapport, destiné à la Commission, sur ces réunions et suivi des recommandations qui y auront été faites.

### 3.6 Réduction de la demande illicite de drogues

*Produits:*

i) Deux rapports, destinés à la Commission des stupéfiants sur l'ampleur, les formes et les tendances de l'abus des drogues dans le monde et sur les mesures permettant d'y faire face efficacement, auxquels seront incorporés les renseignements donnés chaque année dans les rapports présentés par 100 gouvernements (1984, 1985);

ii) Fourniture de conseils spécialisés sur le développement de l'infrastructure et les manières de procéder pour réduire la demande nationale de drogues en réponse aux demandes (10 demandes sont prévues au cours de l'exercice biennal); dans la moitié des cas environ, ces conseils seront fournis par des missions consultatives;

iii) Etablissement d'une étude préparatoire sur le rôle des organisations non gouvernementales dans la prévention et la réduction de la demande illicite (1984);

iv) Deux séminaires régionaux à l'intention des fonctionnaires chargés de la mobilisation des ressources de la collectivité en vue de réduire l'abus des drogues (1984 et 1985).

### *Sous-programme 4. Planification et coordination des programmes et services d'information*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 839 000 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme); fonds extra-budgétaires: 1 055 400 dollars (soit 16 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.30 à 7.35.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Planification des programmes

*Produits:* plans à long et à court terme pour assurer l'application des principes directeurs et le respect des priorités définies dans les stratégies des programmes; suivi et évaluation de l'application de la stratégie internationale de lutte contre l'abus des drogues et du programme quinquennal d'action; mise au point, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et les institutions spécialisées intéressées, de procédures communes de planification en ce qui concerne les projets de coopération technique.

\*\* Rang de priorité le plus faible.

## 4.2 Coordination des programmes

### *Produits:*

- i) Promotion et coordination des activités de lutte contre l'abus des drogues menées par le système des Nations Unies et de celles entreprises conjointement avec des organisations nationales et régionales;
- ii) Préparation, deux fois par an, de réunions interinstitutions sur la coordination en matière de contrôle des drogues; fourniture de services pour ces réunions et établissement des rapports nécessaires;
- iii) Coordination des relations extérieures, et notamment renforcement des programmes d'appui auxquels participent des organisations non gouvernementales;
- iv) Coordination des programmes de formation, des bourses et des voyages d'études se rapportant au contrôle des drogues;
- v) Participation à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation de programmes de lutte contre l'abus des drogues bénéficiant de l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et des apports des institutions spécialisées dans ce domaine;
- vi) Préparation de missions d'établissement des faits, d'études de faisabilité, de consultation et d'évaluation sur place dans le cadre de projets de coopération technique;
- vii) Elaboration de documents d'information et de rapports d'activité annuels sur les projets extrabudgétaires, pour distribution à des organes intergouvernementaux.

## 4.3 Services d'information

### *Produits:*

- i) Publication trimestrielle, en 1984 et 1985, du *Bulletin des stupéfiants*, en anglais, en espagnol et en français ainsi que d'un choix d'articles en russe et de résumés en chinois;
- ii) Publication bimensuelle d'une *Lettre d'information* en anglais, en arabe, en espagnol et en français;
- iii) Publication de manuels sur l'application des lois et d'autres sujets connexes, en anglais, en arabe, en espagnol et en français;
- iv) Publication en 1985 d'une mise à jour de la brochure d'information générale intitulée «Les Nations Unies et la lutte contre l'abus des drogues», ainsi que d'une mise à jour du catalogue trilingue de la cinémathèque/vidéothèque de prêt;
- v) Exploitation et développement de la cinémathèque/vidéothèque de prêt (prêt de films et

fourniture de services d'appui aux autorités gouvernementales, aux organisations non gouvernementales et aux établissements d'enseignement);

vi) Fourniture de renseignements et de matériel éducatif en réponse aux demandes des responsables du contrôle des drogues, des établissements d'enseignement et du public.

### *Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)*

#### *Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)*

20.14 Le prévu à ce titre (26 700 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 14 100 dollars (en partie compensée par le transfert de ressources qui étaient inscrites à d'autres rubriques du présent chapitre), doit permettre de remplacer les fonctionnaires en congé de maladie de longue durée ou en congé de maternité, et de couvrir le coût de trois mois de travail de personnel temporaire de la classe P-4 pour un projet du programme d'action quinquennal («Réduction des stocks excédentaires de matières premières opiacées licites»), approuvé par la Commission à sa trentième session ordinaire.

#### *Consultants*

20.15 Le montant prévu à ce titre (36 800 dollars), qui fait apparaître une augmentation de 21 600 dollars (en partie compensée par un transfert de ressources qui étaient inscrites à d'autres rubriques du présent chapitre), doit permettre d'obtenir des avis sur les aspects juridiques du processus de consultation et de fourniture d'avis aux gouvernements en ce qui concerne les dispositions des traités et de couvrir le coût des apports de savoir-faire technique pour un autre projet du programme d'action quinquennal qui porte sur les techniques permettant de faire face à la contrebande maritime des drogues.

#### *Groupes spéciaux d'experts*

20.16 Une réunion d'un groupe d'experts est prévue chaque année de l'exercice biennal pour examiner les deux projets mentionnés aux paragraphes 20.14 et 20.15 ci-dessus. Le montant prévu (46 000 dollars) a été en partie couvert grâce au transfert de ressources qui étaient inscrites à d'autres rubriques du présent chapitre. Si des fonds supplémentaires peuvent être libérés, d'autres groupes d'experts seront convoqués pour traiter de la recherche scientifique et de la réduction de la demande.

#### *Frais de voyage du personnel*

20.17 Les ressources prévues pour les frais de voyage du personnel (104 800 dollars) n'accusent pas d'augmentation par rapport au niveau actuel des ressources et sont destinées à couvrir le coût du programme de déplacements suivant:

a) Participation aux réunions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et d'autres organes lors de l'examen des questions relatives à la lutte contre les stupéfiants;

b) Fourniture de services de secrétariat aux réunions de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient;

c) Fourniture de services de secrétariat à la réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de stupéfiants dans la région de l'Extrême-Orient;

d) Fourniture de conseils aux gouvernements en ce qui concerne les mesures de formation et de contrôle;

e) Participation à des réunions d'institutions spécialisées et d'organisations non gouvernementales qui sont associées aux efforts de lutte contre les drogues déployés au niveau international.

### *Imprimerie*

20.18 Les ressources prévues à ce titre (177 900 dollars) doivent permettre de couvrir les dépenses relatives au programme de publication pour l'exercice biennal 1984-1985 approuvées par le Comité des publications. Elles accusent une diminution de 6 700 dollars, montant qui a été transféré de cette rubrique pour compenser en partie les augmentations d'autres objets de dépense.



C. – Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

TABLEAU 20.9. – ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COÛTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1982-1983	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1984-1985
		Réévaluation de la base de ressources de 1982-1983 (aux taux ré- visés de 1983)	Accrois- sment des ressources (aux taux révisés de 1983)	Inflation en 1984 et 1985	Augmentation totale	
Postes permanents	1 351,0	1,2	28,4	43,6	73,2	1 424,2
Personnel temporaire	10,9	0,1	-	0,9	1,0	11,9
Consultants	15,2	-	-	1,3	1,3	16,5
Heures supplémentaires	3,2	(0,1)	-	0,3	0,2	3,4
Services contractuels	-	-	25,4	1,8	27,2	27,2
Dépenses communes de personnel	440,0	0,2	9,6	12,5	22,3	462,3
Frais de voyage du personnel	37,2	0,2	-	3,1	3,3	40,5
Imprimerie et reliure	101,8	0,4	(17,0)	7,1	(9,5)	92,3
Entretien du matériel	-	-	7,0	0,6	7,6	7,6
Dépenses de représentation (D-1 et au-dessous)	1,3	(0,1)	-	0,1	-	1,3
<b>Total</b>	<b>1 960,6</b>	<b>1,9</b>	<b>53,4</b>	<b>71,3</b>	<b>126,6</b>	<b>2 087,2</b>

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1983)

(1) Total réévalué de la base de ressur- ces de 1982-1983	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant effectif	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : croissance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
1 962,5	53,4	25,4	-	28,0	1,4 %

2) Fonds extra-budgetaires

-
---

<b>Total, coûts directs</b>	<b>2 087,2</b>
---------------------------------	----------------

TABLEAU 20.10. -- POSTES NÉCESSAIRES

Unité administrative: secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total	
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		1982-1985	1984-1985
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985		
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>								
D-1	1	1	-	-	-	-	1	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1	1
P-4	4	4	-	-	-	-	4	4
P-3	3	5	-	-	-	-	3	5
P-2/1	4	2	-	-	-	-	4	2
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>13</b>
<b>Agents des services généraux</b>								
1ère classe	1	1	-	-	-	-	1	1
Autres classes	11	11	-	-	-	-	11	11
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
<b>Total général</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>25</b>	<b>25</b>

## C. – Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

20.19 Ce programme, qui est dirigé par le Secrétaire de l'Organe international de contrôle des stupéfiants — nommé par le Secrétaire général en consultation avec l'Organe —, a pour rôle de fournir les services de secrétariat dont l'Organe a besoin dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues; d'appliquer, entre les sessions de l'Organe, les décisions et politiques arrêtées par lui; d'assurer un dialogue continu entre les gouvernements et l'Organe; et de représenter celui-ci aux réunions des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, auprès des institutions spécialisées et des organismes internationaux, régionaux ou intergouvernementaux. Le Bureau du Secrétaire dirige et gère le secrétariat de l'Organe; il coordonne les travaux du secrétariat avec ceux de la Division des stupéfiants et du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, et maintient une collaboration étroite avec l'OMS. Il collabore également, selon les besoins, avec d'autres institutions spécialisées et avec divers organismes compétents au niveau international, régional ou intergouvernemental.

### PROGRAMME D'ACTIVITÉS

20.20 Les quatre sous-programmes exécutés par le secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, ainsi que les éléments de programme et les produits connexes qui sont prévus pour l'exercice biennal, correspondent au programme 2 du chapitre 7 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6) et sont décrits ci-après.

#### *Sous-programme 1. Maintien et amélioration du système de contrôle international des drogues*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 730 600 dollars (soit 35 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.36 à 7.42.

c) Éléments de programme:

1.1 Services de secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants

#### *Produits:*

i) Service fonctionnel de deux sessions annuelles obligatoires de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et d'une troisième session annuelle si l'Organe décide d'en tenir une (1984, 1985);

ii) Etablissement du rapport annuel de l'Organe conformément à l'article 15 de la Convention de 1961 et à l'article 18 de la Convention de 1971 (1984, 1985).

1.2 Identification des cas de violations des traités et des activités illicites en ce qui concerne les drogues\*

Les tâches relatives à cet élément de programme consistent à analyser les informations communiquées à l'Organe par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et d'autres organisations internationales afin d'identifier et de déterminer les cas possibles de violations graves des traités ainsi que les activités illicites concernant les drogues et d'amorcer, le cas échéant, les mesures appropriées.

#### *Produits:*

i) Documents d'information et études de cas spéciales, contenant des statistiques et des résultats de recherche à l'intention de l'Organe pour l'information et l'adoption de mesures par celui-ci (1984, 1985);

ii) Enquêtes sur les lieux à l'invitation des gouvernements et selon les décisions de l'Organe (1984, 1985);

iii) Correspondance avec les gouvernements et visites de fonctionnaires gouvernementaux auprès de l'Organe et de son secrétariat (1984, 1985).

1.3 Contacts diplomatiques avec les gouvernements, conférences et séminaires

Le rôle du Secrétariat est de servir de mécanisme permettant un dialogue permanent entre les gouvernements et l'Organe international de contrôle des stupéfiants conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de la Convention de 1961, amendée par le Protocole de 1972, de fournir un appui et de participer aux conférences et aux séminaires consacrés au contrôle des drogues.

#### *Produits:*

i) Fourniture d'assistance et de services consultatifs aux gouvernements en matière de mesures correctives (1984, 1985);

ii) Publication de documents contenant des directives à l'intention des gouvernements (1984, 1985);

iii) Réalisation d'enquêtes sur les lieux (1984, 1985);

iv) Organisation d'un séminaire de formation international et régional en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (1984).

1.4 Offre et demande mondiales de stupéfiants

\* Rang de priorité le plus élevé.

Il s'agit de suivre la situation en ce qui concerne l'offre et la demande mondiales de stupéfiants à des fins licites, afin d'établir et de maintenir un équilibre, et d'éviter ainsi une dangereuse accumulation de stocks excédentaires.

#### *Produits:*

i) Sur la base des produits intermédiaires des éléments de programme 2.3 et 3.3, analyse de la situation mondiale, publiée dans le rapport annuel de l'Organe ou séparément (1984, 1985);

ii) Recommandations aux gouvernements des pays producteurs et fabricants de stupéfiants en ce qui concerne les mesures qu'ils devraient prendre pour réglementer leur offre de stupéfiants (notamment d'opiacés), afin d'établir et de maintenir un équilibre entre l'offre et la demande (1984, 1985);

iii) Poursuite du dialogue avec les gouvernements des pays producteurs, fabricants et consommateurs (1984, 1985).

#### *Sous-programme 2. Limitation internationale de la production, de la fabrication du commerce et de l'utilisation licites des stupéfiants*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 417 400 dollars (soit 20 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.43 à 7.47.

c) Eléments de programme:

2.1 Comité permanent des évaluations de l'OICS: services de secrétariat

#### *Produits:*

i) Service fonctionnel d'une session annuelle du Comité permanent des évaluations (1984, 1985);

ii) Etablissement de 185 documents d'information et rapports (y compris des fascicules) sur chaque pays et territoire, afin de permettre au Comité permanent des évaluations d'estimer les besoins annuels en stupéfiants (prévisions) pour l'année suivante (1984, 1985).

2.2 Limitation de la production, de la fabrication, du commerce et de l'utilisation licites des stupéfiants à des fins médicales et scientifiques

Il s'agit de déterminer les quantités maximales de stupéfiants que chaque pays ou territoire est autorisé à produire, importer, consommer, exporter ou stocker.

#### *Produits:*

i) Publication annuelle de *Evaluation des besoins du monde en stupéfiants*, y compris 12 suppléments mensuels (1984, 1985);

ii) Formation des fonctionnaires chargés du contrôle des drogues dans les divers pays, le but étant qu'ils fournissent à l'Organe des renseignements exacts (1984, 1985).

2.3 Etablissement d'un équilibre entre l'offre et la demande mondiale de stupéfiants\*\*

Il s'agit de suivre la situation mondiale en ce qui concerne les prévisions relatives à l'offre et à la demande mondiale de stupéfiants à des fins licites.

#### *Produit intermédiaire:*

Elaboration, pour le Bureau du Secrétaire (en rapport avec l'élément de programme 1.4), d'analyses de la situation en ce qui concerne les prévisions, sur la base des projections de l'offre et de la demande futures de stupéfiants qui seront fournies par les gouvernements (1984, 1985).

#### *Sous-programme 3. Surveillance internationale de la production, de la fabrication, du commerce et de l'utilisation licites des stupéfiants*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 521 800 dollars (soit 25 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.48 à 7.51.

c) Eléments de programme:

3.1 Contrôle du commerce licite des stupéfiants

Il s'agit de surveiller le commerce national et international des stupéfiants grâce à l'analyse des rapports statistiques soumis par les gouvernements, pour s'assurer *a posteriori* que la culture licite des plantes servant à la fabrication de stupéfiants ainsi que la production, la fabrication, l'utilisation et le commerce international licites des stupéfiants ont été strictement limités aux besoins médicaux et scientifiques, et pour éviter qu'une partie des stupéfiants fabriqués licitement et destinés au commerce licite ne soit détournée vers des circuits illicites.

#### *Produits:*

i) Liste des stupéfiants sous contrôle international (Liste jaune) [1984, 1985];

ii) Rapports et documents de base pour l'information de l'Organe et l'adoption de mesures par celui-ci (1984, 1985);

\*\* Rang de priorité le plus faible.

iii) Publication annuelle de *Statistiques des stupéfiants et de l'état comparatif des évaluations et des statistiques sur les stupéfiants*.

### 3.2 Mise au point d'un système de rapports statistiques sur les stupéfiants

Il s'agit d'aider les gouvernements à prendre des mesures efficaces au niveau national en vue d'atteindre les objectifs de la Convention de 1961.

#### *Produits:*

i) Publication de documents contenant des directives à l'intention des gouvernements (1984, 1985);

ii) Formation d'administrateurs nationaux du contrôle des drogues (1984, 1985).

### 3.3 Surveillance des tendances statistiques de l'offre et de la demande mondiales de stupéfiants\*\*

Il s'agit d'analyser les tendances passées de l'offre et de la demande de stupéfiants, notamment d'opiacés, à des fins licites.

#### *Produit intermédiaire:*

Elaboration pour le Bureau du Secrétaire (en rapport avec l'élément de programme 1.4), sur la base des données statistiques disponibles, d'analyses des tendances de l'offre et de la demande de stupéfiants en vue de déceler les déséquilibres et d'alerter les gouvernements au sujet des conséquences possibles (1984, 1985).

### *Sous-programme 4. Substances psychotropes*

a) Ressources nécessaires: budget ordinaire: 417 400 dollars (soit 20 p. 100 du total des ressources du programme).

b) Référence: plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6), par. 7.52 à 7.57.

c) Eléments de programme:

#### 4.1 Contrôle des mouvements licites de substances psychotropes

Il s'agit de surveiller les mouvements licites de substances psychotropes en analysant les données statistiques fournies par les gouvernements sur la fabrication, la distribution et l'utilisation de ces substances.

#### *Produits:*

i) Liste des substances psychotropes sous contrôle international (Liste verte) [1984, 1985];

ii) Documents d'information et rapports contenant des données statistiques et des résultats de recherche sur les mouvements de substances psychotropes, pour l'information de l'Organe et l'adoption de mesures par celui-ci (1984, 1985);

iii) Publication annuelle de *Statistiques sur les substances psychotropes* (1984, 1985).

#### 4.2 Mise au point d'un système de rapports statistiques sur les substances psychotropes

Il s'agit d'aider les gouvernements à signaler de manière plus complète les mouvements de substances psychotropes, pour faciliter une action efficace au niveau national et atteindre les objectifs de la Convention de 1971.

#### *Produits:*

i) Publication de documents contenant des directives à l'intention des gouvernements (1984, 1985);

ii) Fourniture de conseils aux gouvernements pour la formation des fonctionnaires chargés du contrôle des substances psychotropes (1984, 1985);

iii) Programmes de formation, organisés spécialement, à la demande des gouvernements, ou dans le cadre de séminaires périodiques organisés par le secrétariat en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (1984, 1985).

#### 4.3 Mise au point progressive d'un «système d'évaluation» permettant d'évaluer les besoins annuels futurs de substances psychotropes

Il s'agit de déterminer, sur la base des informations fournies volontairement par les gouvernements, les besoins réels de substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques, et de se prémunir ainsi contre la surproduction tout en réduisant les risques de détournement de stupéfiants produits de façon licite vers des circuits illicites.

#### *Produits:*

i) Documents de base et rapports pour l'information de l'Organe et l'adoption de mesures par celui-ci (1984, 1985);

ii) Etudes publiées dans le *Rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et dans Statistiques sur les substances psychotropes* (1984, 1985).

#### 4.4 Mise en place progressive d'une surveillance trimestrielle du commerce international des substances psychotropes

Il s'agit de surveiller, sur la base de rapports trimestriels sur les statistiques du commerce soumis

\*\* Rang de priorité le plus faible.

volontairement par les gouvernements, les importations et les exportations de substances psychotropes, de façon à alerter les autorités nationales compétentes intéressées pour qu'elles puissent prendre à temps les mesures nécessaires dès qu'un écart apparaît entre les importations et les exportations, ce qui laisse supposer que les exportations peuvent ne pas avoir atteint leur destination et qu'il y a présomption de détournement vers des circuits licites.

#### Produits:

i) Questionnaire statistique trimestriel sur les importations et les exportations de substances psychotropes (formule A/P) [1984, 1985];

ii) Publication de notices à l'intention des gouvernements intéressés (1984, 1985);

iii) Documents de base et rapports pour l'information de l'Organe et l'adoption de mesures par celui-ci (1984, 1985);

iv) Etudes publiées dans le *Rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants* et dans *Statistiques sur les substances psychotropes* (1984, 1985).

#### Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1983)

#### Reclassement de postes

20.21 Le Secrétaire général demande que 2 postes P-2 soient reclassés à P-3. La Section du classement des emplois (Bureau des services du personnel) a estimé que, vu la description des postes et les tâches remplies par les titulaires, il convenait de classer ces 2 postes à P-3.

#### Personnel temporaire

20.22 Les ressources prévues à cette rubrique (11 000 dollars), qui ne font apparaître aucune modification par rapport au montant actuel des ressources autorisées, doivent permettre de recruter du personnel temporaire pendant les périodes de pointe (en particulier à l'occasion des réunions de l'Organe et pour remplacer des fonctionnaires en congé de maladie ou en congé de maternité).

#### Consultants

20.23 Les ressources prévues à ce titre (15 200 dollars), qui ne font apparaître aucun changement par rapport au montant actuel des ressources, doivent être utilisées comme suit.

Eléments de programme	Tâches	Dollars
2.3	Conseils techniques spécialisés aux fins de la réalisation d'études détaillées en vue d'établir un équilibre entre la demande et l'offre de stupéfiants . . . . .	7 600

Eléments de programme	Tâches	Dollars
3.1	Conseils techniques spécialisés sur le rassemblement, l'évaluation et le stockage de données statistiques relatives aux drogues et aux substances placées sous contrôle international . . .	7 600
Total		15 200

#### Frais de voyage du personnel

20.24 Les ressources prévues à ce titre (37 400 dollars), qui ne font apparaître aucune augmentation par rapport au montant actuel des ressources, doivent permettre de couvrir les frais de voyage du personnel envoyé à des réunions et conférences, comme celles du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale et de l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'à des séminaires organisés par l'Organe au cours de l'exercice biennal.

#### Imprimerie

20.25 Les ressources nécessaires à ce titre (86 000 dollars) accusent une diminution de 17 000 dollars par rapport au montant actuel. Cette diminution s'explique par le fait que les publications statistiques de l'Organe sont désormais publiées sous forme de volumes trilingues. Ce procédé est moins onéreux que l'ancien qui consistait à faire paraître des publications distinctes dans les différentes langues.

#### Services contractuels

20.26 Les ressources non renouvelables nécessaires à ce titre (25 400 dollars) se décomposent comme suit: a) 14 500 dollars pour mettre au point et installer un système de traitement électronique de l'information qui permettra de suivre les évaluations et les mouvements de substances psychotropes; b) 10 900 dollars pour créer une base de données, pour ce système, à partir des données sur les substances psychotropes recueillies par l'Organe au cours des cinq dernières années.

20.27 La mise en place d'un système de traitement électronique de l'information augmentera considérablement la capacité de traitement des données communiquées par les gouvernements et réduira les délais de réponse aux demandes urgentes de conseils, puisque le système sera relié au système de traitement de textes de l'Organe.

#### Location et entretien du matériel

20.28 Les ressources prévues à ce titre (7 000 dollars) doivent permettre de couvrir les frais d'entretien des machines de traitement de textes et le coût du raccordement à l'unité centrale de traitement informatique de l'AIEA.

**D. - Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues**

TABLEAU 20.11. - ANALYSE DES COÛTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des États-Unis)

**COÛTS DIRECTS**

1) Budget ordinaire : Néant

2) Fonds extra-budgétaires

	1982-1983	1984-1985
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
<b>a) Services d'appui à :</b>		
i) D'autres organismes des Nations Unies		
ii) Des programmes extra-budgétaires		
Secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues :		
Traitements	617,8	791,3
Personnel temporaire	14,1	17,2
Dépenses communes de personnel	192,2	227,3
Consultants	25,1	42,0
Frais de voyage	92,1	111,1
Services contractuels	34,9	65,8
Frais généraux de fonctionnement	23,9	54,7
Fournitures et accessoires	20,5	6,0
Mobiliers et matériel	3,8	8,8
Autres dépenses	1,8	3,8
<b>Total a)</b>	<b>1 026,2</b>	<b>1 328,0</b>
<b>b) Activités de fond</b>	-	-
<b>Total b)</b>	-	-
<b>c) Projets opérationnels</b>		
Fonds alloués aux institutions spécialisées des Nations Unies	9 240,9	11 197,4
<b>Total c)</b>	<b>9 240,9</b>	<b>11 197,4</b>
<b>Total a) et c)</b>	<b>10 267,1</b>	<b>12 525,4</b>
<b>Total, coûts directs</b>		<b>12 525,4</b>

TABLEAU 20.12. - POSTES NÉCESSAIRES

Programme: secrétariat du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

Catégories	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		Total	
	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985	1982-1983	1984-1985
<b>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>						
SSG	-	-	1	1	1	1
D-2	-	-	-	-	-	-
D-1	-	-	2	2	2	2
P-5	-	-	-	-	-	-
P-4	-	-	2	2	2	2
P-3	-	-	1	1	1	1
P-2/1	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
<b>Agents des services généraux</b>						
1ère classe	-	-	-	-	-	-
Autres classes	-	-	5	5	5	5
<b>Total</b>	-	-	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Total général</b>	-	-	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>11</b>

#### D. - Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

20.29 Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues a été créé par le Secrétaire général en 1970 comme suite à une recommandation de la Commission des stupéfiants qui a été appuyée par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1532 (XLIX) du 24 juillet 1970 et 1559 (XLIX) du 11 novembre 1970, et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2719 (XXV) du 15 décembre 1970. Le Fonds a commencé à financer des opérations en 1971.

20.30 On compte que le Fonds continuera d'apporter chaque année un appui financier à une cinquantaine de projets ayant trait à la lutte contre l'abus des drogues. Le choix des projets est fondé sur des critères qui donnent la priorité aux programmes nationaux, portant généralement sur plusieurs secteurs d'activité et visant à réduire l'approvisionnement, le trafic et la demande illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. Les ressources vont surtout aux pays dans lesquels les problèmes en matière de drogues sont les plus aigus et ont les incidences les plus importantes au niveau international. Les activités ont trait au développement rural en tant que moyen de réduire l'approvisionnement illicite de stupéfiants naturels, au traitement et à la réadaptation des toxicomanes, à l'application des lois et à la recherche. Les programmes natio-

naux représentent une part croissante des ressources du Fonds au titre des programmes, qui représentait 79 p. 100 des crédits approuvés pour 1982-1983. Afin que ces programmes nationaux soient mieux coordonnés et bénéficient d'un meilleur appui, le Fonds a signé en 1982 un accord de travail révisé avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Les autres ressources du Fonds prévues au titre des programmes sont consacrées à des projets exécutés directement par les services centraux des organisations internationales, le plus souvent dans le cadre du système des Nations Unies. Elles visent à compléter les crédits ouverts au budget ordinaire des organisations en question — l'ONU, l'OMS, l'OIT et l'UNESCO en sont les principaux bénéficiaires — jusqu'à ce que les budgets ordinaires de ces organisations puissent couvrir les coûts entraînés par l'intensification des activités de lutte contre l'abus des drogues. Les projets financés par le Fonds sont surtout des projets pilotes ou des projets expérimentaux qu'il serait encore difficile à ce stade de faire admettre parmi les programmes traditionnels des organisations en question. Le Fonds joue un rôle de catalyseur pour tous ces projets. C'est ainsi que le Fonds parvient de mieux en mieux à faire connaître le principe selon lequel le développement rural intégré permet de lutter contre la production illicite et, dans quelques cas, la demande illicite de stupéfiants. Le résultat en a été que plusieurs gouvernements ont accepté d'allouer au Fonds des ressources supplémentaires prélevées sur leur budget d'aide au développement ou d'entreprendre des projets bilatéraux dans ce domaine.



20.31 En application de la résolution 1982/14 que le Conseil économique et social a adoptée le 3 mai 1982, le Fonds a pris un certain nombre de mesures en prévision d'une intensification des activités dans la sous-région andine où est cultivé le coca. Dans cette résolution, intitulée «Création d'un bureau régional à Lima pour la coordination du contrôle des stupéfiants», le Conseil économique et social a mis l'accent sur les problèmes sociaux, politiques et économiques énormes que posent la production et le trafic de cocaïne. Le Fonds a assuré la présidence d'un groupe de travail composé de représentants des organismes des Nations Unies s'occupant de la lutte contre les drogues, qui a procédé à une analyse du problème soulevé par la cocaïne dans la sous-région andine. D'autre part, le Directeur exécutif du Fonds s'est entretenu en décembre 1982 avec les ministres de la justice des pays intéressés, et en mars 1983 avec d'autres hauts fonctionnaires des pays de la région. Un séminaire de planification aura lieu en 1983 au Costa Rica. La réalisation de grandes activités dans l'avenir dépendra des ressources mises à la disposition du Fonds.

20.32 Les grands programmes ci-après doivent être évalués au cours de l'exercice biennal 1982-1983: a) en

Thaïlande, projet de production et de commercialisation agricoles des hauts plateaux, projet de recherche sur la toxicomanie et projet relatif au traitement et à la prévention de la toxicomanie; b) en Egypte, projets d'assistance à la répression en matière de stupéfiants; c) en Malaisie, projet de recherche sur la lutte contre l'abus des drogues; d) au Pakistan, projet relatif aux cultures de remplacement dans le Buner. De même, on passera en revue le programme national multisectoriel mis en œuvre en Birmanie. Les rapports de ces évaluations devraient permettre d'améliorer la gestion et la conception des projets et aider le Directeur exécutif du Fonds à évaluer les nouvelles demandes d'assistance financière qui seront présentées et à arrêter une stratégie pour les appels de fonds. Les rapports d'activité qui sont établis périodiquement pour tous les projets répondent aux mêmes objectifs et facilitent également le suivi continu des projets.

20.33 On trouvera ci-après un tableau récapitulatif des opérations de financement du Fonds entre 1971 et 1983, réparties entre les éléments suivants: projets opérationnels, remboursement aux agents d'exécution de leurs dépenses d'appui fonctionnel et administratif, et dépenses directement liées au secrétariat du Fonds.

<i>Opérations de financement du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues</i>	<i>Dépenses effectives 1971-1981</i>	<i>Dépenses prévues 1982-1983</i>	<i>Total</i>
<i>(En milliers de dollars)</i>			
<b>A. – Projets opérationnels</b>			
i) Renforcement des moyens de lutte . . . . .	15 265,4	4 819,8	20 085,2
ii) Réduction de la demande illicite . . . . .	6 540,2	2 336,9	8 877,1
iii) Réduction de l'offre illicite . . . . .	12 708,8	3 915,8	16 624,6
iv) Recherche . . . . .	3 713,1	824,7	4 537,8
v) Coordination avec le PNUD (à compter de 1979) . . . . .	<u>1 563,4</u>	<u>1 443,0</u>	<u>3 006,4</u>
Total partiel A	39 790,9	13 340,2	53 131,1
<b>B. – Remboursement aux agents d'exécution de leurs dépenses d'appui fonctionnel et administratif . . . . .</b>			
	806,2	1 565,0	2 371,2
<b>C. – Secrétariat du Fonds . . . . .</b>			
	<u>7 807,7</u>	<u>1 026,2</u>	<u>8 833,9</u>
Total	48 404,8	15 931,4	64 336,2

20.34 Au 31 octobre 1982, le montant cumulatif total des ressources mises à la disposition du Fonds depuis sa création se chiffrait à 66 201 054 dollars, dont 61 099 696 dollars représentaient des contributions versées par 80 gouvernements au total, 2 813 862 dollars le revenu des intérêts échus et 2 287 496 dollars des contributions privées. Les activités à entreprendre après 1982 sont tributaires du montant des contributions reçues, qui devront permettre de poursuivre des programmes existants et de mettre sur pied de nouveaux projets, à la demande des gouvernements.

20.35 Parmi les décisions importantes prises en 1982

en matière de gestion, il convient de citer le transfert de Genève à Vienne du Groupe de coordination du Fonds; ce transfert sera achevé en 1983. Par ailleurs, la révision des procédures de gestion des fonds d'affectation spéciale des Nations Unies a eu des effets sur le Fonds et s'est traduite par un accroissement des responsabilités du secrétariat du Fonds. Ces modifications ont pris effet progressivement en 1983 et ont trait en particulier aux attributions en matière de délivrance d'avis d'allocation de fonds et de crédit, ainsi qu'à la mise en place d'un nouveau système de budgétisation, de comptabilité et d'établissement de rapports applicable aux activités de coopération technique.

---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استلم منها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---